

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

DÉBATS

COMPTÉ RENDU IN EXTENSO DES SÉANCES

MARS 1960

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

N° 21

Session de novembre 1959

Library Copy

A V E R T I S S E M E N T

La présente édition contient les textes originaux des interventions en langue française et la traduction de celles qui ont été faites dans les autres langues des Communautés.

Ces dernières sont signalées par une lettre qui les précède :

(A) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue allemande.

(I) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue italienne.

(N) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue néerlandaise.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition de la langue considérée.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

D É B A T S

Session de novembre 1959

SOMMAIRE GÉNÉRAL

(Un sommaire détaillé figure en tête du compte rendu de chaque séance.)

Séance du vendredi 20 novembre 1959

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
1. Reprise de la session	5	6. Vérification de pouvoirs	7
2. Excuses	5	7. Ordre des travaux	7
3. Hommage à la mémoire du général Marshall	6	8. Budgets de la C.E.E. et de l'Euratom .	11
4. Démission de membres de l'Assemblée .	6	9. Nomination de membres de commissions	39
5. Dépôt de documents	6	10. Ordre du jour de la prochaine séance .	39

Séance du samedi 21 novembre 1959

1. Adoption du procès-verbal	41	5. Budgets de la C.E.E. et de l'Euratom (suite)	55
2. Dépôt d'un document	42	6. Modification du règlement	79
3. Budgets de la C.E.E. et de l'Euratom (suite)	42	7. Renvoi à une commission	79
4. Dépôt de documents	55	8. Modifications dans la composition de commissions	80
		9. Ordre du jour de la prochaine séance .	80

Séance du lundi 23 novembre 1959

1. Adoption du procès-verbal	81	4. Association des pays et territoires d'outre-mer	82
2. Décès du président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe	81	5. Dépôt d'un document	104
3. Excuse	82	6. Ordre du jour de la prochaine séance .	104

Séance du mardi 24 novembre 1959

1. Adoption du procès-verbal	106	4. Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés	124
2. Budgets de la C.E.E. et de l'Euratom (suite)	106	5. Modification dans la composition d'une commission	162
3. Association des pays et territoires d'outre-mer (suite)	116	6. Ordre du jour de la prochaine séance .	162

Séance du mercredi 25 novembre 1959

1. Adoption du procès-verbal	166	4. Dépôt de documents	239
2. Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés (suite)	166	5. Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés (suite)	239
3. Composition de la Commission de la C.E.E. .	238	6. Ordre du jour de la prochaine séance .	268

Séance du jeudi 26 novembre 1959

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
1. Adoption du procès-verbal	271	4. Association des pays et territoires d'outre-mer (<i>suite</i>)	273
2. Ordre des travaux	271	5. Modifications dans la composition de commissions	303
3. Relations entre l'Assemblée et les Conseils des Communautés	272	6. Ordre du jour de la prochaine séance .	304

Séance du vendredi 27 novembre 1959

1. Adoption du procès-verbal	305	5. Modifications dans la composition de commissions	313
2. Dépôt de documents	306	6. Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée	313
3. Relations entre l'Assemblée et les Conseils des Communautés (<i>suite</i>)	306	7. Procès-verbal	314
4. Association des pays et territoires d'outre-mer (<i>suite</i>)	307	8. Interruption de la session	314

SESSION DE NOVEMBRE 1959

SÉANCE DU VENDREDI 20 NOVEMBRE 1959

Sommaire

1. Reprise de la session 5
2. Excuses 5
3. Hommage à la mémoire du général Marshall 6
4. Démission de membres de l'Assemblée. 6
5. Dépôt de documents 6
6. Vérification de pouvoirs 7
7. Ordre des travaux :

MM. le Président, Janssen, Poher, le Président, Carboni, Bohy, président de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités ; Corniglion-Molinier, Carboni, le Président 7

Adoption des propositions modifiées du comité des présidents 11

8. Budgets de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — Discussion d'un rapport de M. Janssen, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés :

MM. le Président, Janssen, rapporteur ; Vals, président de la commission ; Margulies, au nom du groupe des libéraux et apparentés 11

Dépôt d'un amendement de M. Margulies. 28

Dans la suite de la discussion :

MM. Kreyssig, au nom du groupe socialiste, Bertrand, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Nederhorst, Schuijt 28

Dépôt d'un amendement de M. Kreyssig et plusieurs de ses collègues . . 39

Renvoi de la suite du débat à la prochaine séance 39

9. Nomination de membres de commissions 39
10. Ordre du jour de la prochaine séance. 39

PRÉSIDENTENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

(La séance est ouverte à 15 h 40.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — Reprise de la session

M. le Président. — Je déclare reprise la session annuelle de l'Assemblée parlementaire européenne interrompue le 20 octobre dernier.

2. — Excuses

M. le Président. — MM. Lichtenauer et Motte s'excusent de ne pouvoir assister aux séances d'aujourd'hui et de demain.

MM. Coulon, Scheel, Armengaud et Pleven s'excusent de ne pouvoir assister aux séances jusqu'au 22 novembre inclus.

MM. Hahn, Burgbacher, Starke, Blondelle, Restat et Simonini s'excusent de ne pouvoir assister aux séances de la présente session.

M. Storti s'excuse de ne pas pouvoir assister à la seconde partie de la session.

3. — *Hommage à la mémoire du général Marshall*

M. le Président. — Au seuil de nos débats, qu'il me soit permis d'évoquer la douleur profonde que nous avons ressentie en apprenant la disparition du général Marshall.

(Les membres de l'Assemblée se lèvent.)

Si l'on a pu dire que les États-Unis ont perdu un grand serviteur, vous partagerez sans doute avec votre président la conviction intime d'avoir perdu un ami sincère et dévoué à la cause de l'Europe.

Sa loyauté, sa persévérance au service de la paix, qui imprégnaient tous ses actes, lui ont valu l'estime de tous ceux qui, à travers les vicissitudes politiques, ne désespèrent pas de bâtir un monde meilleur.

Nous n'avons pas oublié son appel lancé à tous les pays d'Europe, lorsqu'il occupait le poste de secrétaire d'État, pour faciliter leur relèvement économique, et les bienfaits que nous a apportés un plan auquel son nom demeure attaché dans l'Histoire.

L'Europe se rappellera son geste généreux et son souvenir demeurera vivant parmi eux.

4. — *Démission de membres de l'Assemblée*

M. le Président. — Je dois faire connaître que M. Leverkuehn m'a remis sa démission de membre de notre Assemblée.

D'autre part, j'ai reçu de M. Ratzel une lettre m'informant qu'à la suite de sa nomination

comme maire de Mannheim, il renonçait à son mandat à l'Assemblée parlementaire européenne.

Acte est donné de ces démissions.

5. — *Dépôt de documents*

M. le Président. — J'ai reçu :

— de M. le Président du Conseil de ministres de la Communauté économique européenne le projet de budget de fonctionnement de cette Communauté pour l'exercice 1960;

— de M. le Président du Conseil de ministres de la Communauté européenne de l'énergie atomique le projet de budget de fonctionnement et le projet de budget de recherches et d'investissement de cette Communauté pour l'exercice 1960.

Ces documents et leurs lettres de transmission ont été imprimés, distribués sous le n° 62-I/II et corrigenda n°s 1 et 2, n° 62-III, n° 63-I/II et corrigenda n°s 1 et 2, n° 63-III, n° 64-I/II et n° 64-III et renvoyés à la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés.

D'autre part, j'ai reçu des commissions parlementaires les rapports suivants :

— de M. Kopf, au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, sur la déclaration du président Schumann à l'Assemblée relative aux entretiens qui ont eu lieu le 2 juillet 1959 entre la délégation de l'Assemblée et les représentants des gouvernements des six États membres de la Communauté au sujet du siège;

— de M. Kopf, au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, sur les problèmes relatifs au « District européen »;

— de M. Duvieusart, au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans certains pays et territoires associés d'Afrique centrale, sur les problèmes juridiques et politiques relatifs à l'association de la Communauté avec

les pays et territoires d'outre-mer ainsi que sur les problèmes de l'information sur les objectifs et réalisations des Communautés européennes tant en Europe qu'en Afrique;

— de M. Le Hodey, au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, sur l'association de la Tunisie, du Maroc et des autres pays visés par les déclarations d'intention de la Communauté économique européenne ainsi que sur les conversations en cours avec la Grèce et la Turquie;

— de M. Peyrefitte, au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer, sur les questions économiques posées par l'association des pays et territoires d'outre-mer au Marché commun;

— de M. Nederhorst, au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer, sur les questions sociales des pays africains associés à la Communauté économique européenne visités par la délégation;

— de M. Janssens, au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, sur les relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils de ministres des Communautés européennes;

— de M. Janssen, au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, sur les projets de budget de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique relatifs à l'exercice 1960.

Ces rapports ont été imprimés sous les nos 65 à 72 et ont été ou seront distribués.

6. — *Vérification de pouvoirs*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle des vérifications de pouvoirs.

Depuis la précédente interruption de la session, le Bundestag allemand a désigné : MM. Philipp, Löhr, Weinkamm et Berkhan.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 4 du règlement, le bureau a constaté que ces pouvoirs avaient été conférés conformément aux stipulations des traités.

Aucune protestation relative à la régularité des opérations électorales n'a été reçue.

En conséquence, votre bureau vous propose de valider ces pouvoirs.

Il n'y a pas d'opposition?...

Nos nouveaux collègues sont donc admis.

7. — *Ordre des travaux*

M. le Président. — Le comité des présidents propose à l'Assemblée d'établir comme suit l'ordre de ses travaux :

Cet après-midi :

Présentation et discussion du rapport de M. Janssen sur les projets de budget des Communautés.

Toutefois, M. le Président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique m'ayant fait savoir qu'il ne lui était pas possible d'assister à la séance de cet après-midi, il y aurait lieu de commencer la discussion par le budget de la Communauté économique européenne.

Les projets de budget de la Communauté européenne de l'énergie atomique seraient donc discutés demain samedi.

Demain samedi, matin et éventuellement après-midi :

Suite et fin de la discussion budgétaire.

M. Janssen. — (N) Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Janssen.

M. Janssen. — (N) Monsieur le Président, si je vous ai bien compris, vous venez de dire que MM. les Membres de l'exécutif de l'Euratom ne peuvent pas être parmi nous cet après-midi et qu'ils nous prient de remettre à demain la discussion de leurs budgets. Cela me paraît, du point de vue de la procédure, extrêmement

difficile. Tous les membres de l'Assemblée avec lesquels j'ai eu l'occasion de m'entretenir jusqu'ici désirent parler de différentes questions qui ont trait à ces budgets. Il sera très difficile de couper en deux la discussion.

J'aimerais naturellement que l'on tienne compte du fait que nous ne pouvons rencontrer que demain l'exécutif de l'Euratom, mais je ne pense pas que nous puissions aller jusqu'à ne pas introduire et commencer maintenant le débat sur son budget. Les membres qui voudraient prendre part à la discussion risqueraient de se trouver alors dans une situation extrêmement embarrassante.

Il me semble pourtant que la réunion d'aujourd'hui n'a pas été improvisée d'un instant à l'autre; elle a été annoncée plus d'une fois, si bien que ces messieurs de l'Euratom auraient bien pu en tenir compte. Il faudra donc qu'ils s'accommodent de ce que nous commençons la discussion aujourd'hui et qu'ils cherchent d'une manière ou d'une autre — ça, c'est leur affaire — à apprendre ce que l'on aura dit cet après-midi de l'Euratom.

M. le Président. — La parole est à M. Poher.

M. Poher. — Monsieur le Président, je crois qu'il est assez facile d'arranger les choses.

Effectivement on ne peut pas faire deux discussions générales, mais n'est-il pas possible d'entendre le rapporteur présenter son rapport et de discuter ensuite les problèmes généraux soulevés par les budgets? Éventuellement, dans le débat relatif aux crédits, on pourrait donner la priorité à la Commission économique européenne.

Je crois savoir que la Commission de l'Euratom sera représentée avant la fin de l'après-midi. M. Janssen pourrait donc présenter son rapport et il est possible que, dès la fin de cette présentation, le représentant de la Commission de l'Euratom soit présent.

Il ne faut pas procéder à deux délibérations distinctes sur ces budgets qui sont très liés.

M. le Président. — Je crois que nous pourrions procéder de cette manière, étant étendu

que M. le Président de la Commission de l'Euratom n'interviendra, s'il y a lieu, que dans la séance de demain samedi.

Il n'y a pas d'opposition?

Il en est ainsi décidé.

Voici maintenant la suite des propositions du comité des présidents :

Lundi 23 novembre :

Matin :

Réservé aux réunions des groupes politiques et de la commission de l'administration.

A 15 heures :

Présentation des rapports de MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst sur les problèmes relatifs à l'association des pays et territoires d'outre-mer.

Mardi 24 novembre :

Matin :

Le comité des présidents avait envisagé pour cette séance la suite de l'ordre du jour de lundi après-midi et ensuite le vote sur la proposition de résolution présentée en conclusion de la discussion budgétaire.

J'indique toutefois que j'ai été saisi par les Commissions européennes d'une demande tendant à ce que le vote sur les budgets intervienne au début de la séance.

De plus, étant donné la réunion, à 10 heures, des Conseils de ministres, cette séance commencerait à 9 heures.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

A 15 heures :

Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés sur :

Les relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres;

la coordination des politiques extérieures des six États membres de la Communauté à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés;

les relations entre la Communauté et les pays et territoires d'outre-mer.

Mercredi 25 novembre :

Matin et après-midi :

Suite et fin de l'ordre du jour de mardi après-midi.

Jeudi 26 novembre :

Matin :

Réservé aux réunions des commissions, des groupes politiques et du comité des présidents.

A 15 heures :

Discussion du rapport de M. Janssens sur les relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres;

discussion des rapports de MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst sur les problèmes relatifs à l'association des pays et territoires d'outre-mer;

présentation et discussion du rapport de M. Kopf sur les entretiens avec les représentants des gouvernements des six États membres au sujet du siège de l'Assemblée;

présentation et discussion du rapport de M. Kopf sur le district européen.

Vendredi 27 novembre :

Matin et après-midi :

Suite de l'ordre du jour de jeudi après-midi; vote de propositions de résolution.

M. Carboni. — (I) Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Carboni.

M. Carboni. — (I) Monsieur le Président, avant que l'Assemblée vote sur l'ordre du jour qui nous a été soumis pour approbation, je voudrais poser une question préalable au sens de l'article 33 de notre règlement.

Le 19 octobre, comme il résulte du document n° 61 de 1959, je proposais à l'Assemblée qu'en vertu du règlement (article 2, paragraphe 2) nous tenions à Nice la session au cours de laquelle seraient discutés les rapports sur les

pays et territoires d'outre-mer qui ont été visités récemment par une délégation.

A la réunion qui s'est tenue le 20 octobre, M. le Président a déclaré avoir reçu ma proposition; il a terminé sa brève intervention en disant que cette proposition serait renvoyée à la commission compétente.

Donnant suite à l'invitation que le président m'a aimablement adressée, je me suis rendu ce matin à la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités qui, si je ne fais erreur, avait été saisie le 9 novembre de la question. Je sais cependant que ce même jour, une heure plus tard, le comité des présidents a mis en discussion les rapports en question à l'égard desquels ma proposition avait bien évidemment le caractère d'une question préalable.

Parvenu à ce point de mon intervention, je devrais exposer, ne fût-ce que brièvement, quelles avaient été les raisons qui m'ont poussé à faire cette proposition, mais je me bornerai à déclarer qu'il s'agit en l'occurrence de raisons exclusivement politiques.

Si notre président le permet, je serais toutefois heureux que le président de la commission des questions juridiques et du règlement veuille bien communiquer à l'Assemblée le résultat de l'examen auquel la commission s'est livrée en ce qui concerne la proposition.

M. le Président. — La parole est à M. Bohy.

M. Bohy, *président de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités.* — Monsieur le Président, je m'en voudrais de ne pas répondre à l'invitation de M. Carboni. Mais je dois signaler d'abord à l'attention de l'Assemblée que, si important que soit le problème institutionnel posé par M. Carboni, nous nous trouvons devant une situation de fait que je crois exceptionnelle et d'une coïncidence chronologique fâcheuse qui a pu provoquer quelques complications inattendues.

Que s'est-il passé? C'est à la session des 19 et 20 octobre que M. Carboni, à une date qu'on ne saurait lui reprocher, car elle témoigne au contraire, de sa part, d'une diligence certaine, a présenté sa proposition. Le malheur a voulu que

la session fût plus réglementaire qu'effective, et vous vous souviendrez, Monsieur le Président, qu'obligés de nous réunir à ce moment, nous avons été d'accord au comité des présidents pour dire que nous le faisons afin de répondre aux impératifs des traités et des règlements. Comme il nous était difficile d'établir pour la réunion, à ce moment-là, un ordre du jour valable, nous nous sommes bornés à satisfaire aux impératifs que je viens de rappeler.

M. Carboni avait alors parfaitement le droit de déposer une motion à laquelle une suite normale devait évidemment être donnée. Elle l'a été par le renvoi immédiat, décidé par le bureau dans sa réunion du 9 novembre, à la commission qu'il estimait compétente. Une heure après — chronologie imposée par le rythme même de nos travaux — le comité des présidents, qui se réunissait à son tour, était informé par le président de la commission des territoires d'outre-mer et par le président de la commission spéciale qui s'était livrée en Afrique à l'exploration que vous connaissez, de l'urgence qu'il y avait de porter à notre ordre du jour les problèmes qui se trouvaient ainsi posés. Le comité des présidents s'est rallié à cette suggestion.

Il est clair qu'en droit, la proposition de M. Carboni constituait une question préalable qui eût dû être réglée avant que notre ordre du jour ne fût établi. Mais les circonstances politiques ont leurs impératifs : le problème de l'outre-mer est d'une urgence qui ne saurait échapper à cette Assemblée. Il est assurément regrettable que la question préalable n'ait pu être réglée avant que l'ordre du jour qui dépendait de ce règlement même fût établi; mais nous nous sommes trouvés là, je le répète — je demande à l'honorable M. Carboni de le comprendre — devant une succession de faits, d'impératifs politiques auxquels nous ne pouvions pas nous soustraire.

Je voudrais cependant apporter à tout ceci, du point de vue des débats qui se sont déroulés ce matin à la commission juridique que j'ai l'honneur de présider, deux conclusions. La première est qu'il est apparu à la commission juridique qu'il n'était pas nécessaire de lui renvoyer le problème, car l'article 2, paragraphe 2, de notre règlement dispose que, dans certaines conditions, notre Assemblée peut

décider elle-même de se réunir en tel autre lieu que Strasbourg qu'il lui plaira de choisir.

La proposition de l'honorable M. Carboni s'inscrit donc, ce n'est pas douteux, dans le cadre du règlement. Elle ne soulève pas de problème juridique et la commission juridique ne peut que constater qu'elle est conforme au règlement.

La proposition de M. Carboni, qui est inspirée par des motifs politiques, est-elle fondée du point de vue politique? Il n'appartient pas à la commission des questions juridiques de résoudre cette question; c'est l'affaire de la commission des affaires politiques.

La proposition de M. Carboni entraîne-t-elle un supplément de dépenses? Ce n'est pas non plus la tâche de la commission juridique d'en traiter; cela concerne la commission du budget.

Par conséquent, la commission juridique en aura terminé, Monsieur le Président, lorsqu'elle vous aura dit, par ma voix et sans vouloir le moins du monde méconnaître le zèle, l'intelligence, la ponctualité avec lesquels le bureau s'acquitte de sa tâche, qu'il serait peut-être utile ou judicieux qu'une session partielle ne se terminât jamais sans une réunion de bureau afin de procéder, dès le lendemain de la clôture de la session, au renvoi devant les commissions compétentes des problèmes qui ont été soulevés au cours de la session. C'est un point qui, nous semble-t-il, mériterait d'être examiné.

Nous pensons, en effet, que si le renvoi de la question dont nous discutons avait été réglé le 20 octobre au lieu du 9 novembre, une petite difficulté aurait peut-être pu être évitée. Je dis cela sans aucun esprit de reproche, Monsieur le Président, car je me rends bien compte que les conditions particulières dans lesquelles la session des 19 et 20 octobre s'est réunie ont peut-être rendu, de par l'absence d'un certain nombre de membres, une réunion du bureau difficile sinon impossible ce jour-là.

Il ne s'agit donc pas le moins du monde d'une critique du passé, mais d'une suggestion pour l'avenir.

M. le Président. — Nous remercions M. le président Bohy pour le supplément d'informations qu'il vient de nous fournir.

La parole est à M. Corniglion-Molinier.

M. Corniglion-Molinier. — Monsieur le Président, je voudrais simplement insister sur la prise en considération de la proposition de notre collègue Carboni. J'ai assisté à ses efforts faits auprès des administrations et je voudrais que cette question ne fût pas traitée à la légère.

M. le Président. — La parole est à M. Carboni.

M. Carboni. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, je remercie très cordialement M. Bohy pour la précision avec laquelle il a posé la question.

De ce qu'il a déclaré, il résulte que j'ai légitimement déposé une proposition et que la commission des questions juridiques et du règlement n'a eu aucune objection à faire. M. Bohy a bien voulu indiquer quelles sont les commissions qui, à son avis, seraient plus compétentes que la sienne pour intervenir dans la question.

C'est pourquoi je vous prie, Monsieur le Président, de renvoyer ma proposition aux commissions compétentes. Les rapports de MM. Duviolsart, Peyrefitte et Nederhorst sont prévus pour lundi après-midi. Je pense que d'ici là nous aurons la possibilité de discuter à fond la question dans ces différentes commissions.

Pour ma part, Monsieur le Président, je dois déclarer que le problème que j'ai soulevé est avant tout un problème de nature politique. En d'autres termes, je cherche à montrer, par un geste sincère, que notre Assemblée parlementaire ne le cède en rien à quiconque entend aller au-devant de ces peuples qui, dans les pays d'outre-mer, attendent aujourd'hui de nous un geste amical.

Je cherche, pour m'exprimer autrement, à commencer ce colloque avec les peuples d'outre-mer, sans lequel notre action ne saurait être efficace.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, je me permets, poussé par ce seul désir, de vous prier de faire en sorte que les commissions compétentes soient saisies de la question avant que l'ordre du jour soit adopté; je vous assure que je me rends compte à mon tour, de l'urgence, et aussi de l'importance que peut avoir une

rencontre à mi-chemin entre ces peuples et les peuples de l'Europe.

Comme vous le savez, je ne suis pas Français et je ne suis pas non plus Niçois, si bien qu'on ne saurait en aucune façon accuser ma proposition de refléter un esprit national : ma proposition est le fruit de considérations historiques.

Autour de cette mer, les peuples se sont rencontrés. Ne cherchons point, Monsieur le Président, à aller contre l'histoire!

(Applaudissements.)

M. le Président. — La commission du règlement s'étant déclarée incompétente, la proposition de résolution de M. Carboni sera renvoyée à une autre commission.

Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix les propositions du comité des présidents, modifiées par les décisions prises par l'Assemblée.

Il n'y a pas d'opposition?...

Ces propositions, ainsi modifiées, sont adoptées.

En complément de cet ordre du jour, j'ai été saisi par M. le Président de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, d'une demande tendant à inscrire à l'ordre du jour de la séance de samedi une proposition de résolution relative au caractère de la session qui est envisagée courant janvier.

Selon toute vraisemblance, cette discussion pourrait intervenir samedi en fin de matinée.

Il n'y a pas d'opposition à cette inscription?...

Il en est ainsi décidé.

8. — *Budgets de la C.E.E. et de l'Euratom*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Janssen, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, sur les projets de budget de la Communauté économique européenne et de la Communauté

européenne de l'énergie atomique relatifs à l'exercice 1960.

Avant de donner la parole à M. le Rapporteur, je dois communiquer à l'Assemblée que M. Pella, président du Conseil de ministres, s'excuse de ne pas pouvoir assister aux séances d'aujourd'hui et de demain.

M. le président Pella aurait souhaité participer personnellement à la discussion budgétaire, mais ses obligations l'en empêchent.

La parole est à M. Janssen, rapporteur.

M. Janssen, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, avant de présenter le rapport établi par la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, je prendrai tout d'abord acte de la déclaration que vous venez de faire : vous nous avez dit que M. Pella est empêché d'assister à nos réunions d'aujourd'hui et de demain.

Bien que vous nous ayez fait cette communication en ce moment et que je n'aie pas pu me concerter avec ma commission du budget sur ce que je vais dire, je suis certain d'être l'interprète de cette commission.

Je suppose que la commission du budget regrette beaucoup que le Conseil de ministres n'assiste ni aujourd'hui ni demain à la discussion des budgets. Je ne pense pas que l'on puisse citer beaucoup de sujets capables de faire reculer au second plan l'intérêt de ce débat. Il s'agit en effet d'une affaire très importante et il faut que le Conseil soit présent, non seulement par déférence pour l'Assemblée, mais aussi en raison même de l'objet de notre débat.

Si nous notons de grandes insuffisances dans la présentation de ce budget, il y a là une raison de plus de penser que la présence du Conseil est nécessaire, car en discutant le budget, nous parlons de la politique que l'on se propose de mener et à laquelle les Conseils estiment pouvoir donner leur bénédiction. Mais également si on approuve cette politique, il est malgré tout utile et nécessaire d'examiner au cours d'un échange de vues certains points de détail et certains vœux qui subsistent.

Mais que va-t-il se passer si nous devons examiner aujourd'hui et demain ces budgets,

surtout quand on songe que le délai fixé par le traité est écoulé? De cette manière — sans parler du fait que jusqu'ici aucun dialogue n'a encore pu s'instituer entre le Conseil et votre commission du budget — il ne saurait être question d'un examen sur pied d'égalité et d'un échange de vues sincère entre les institutions.

J'ajouterai qu'aujourd'hui encore nous apprécions énormément le fait que les exécutifs de l'Euratom et de la C.E.E. montrent, en assistant à la réunion de l'Assemblée, qu'ils ont à cœur l'examen des budgets par l'Assemblée et la collaboration entre les institutions.

Au cours de mon exposé, on verra toujours plus clairement pourquoi nous devons attacher tant de prix à ce que ce dialogue annuel ait lieu en présence du Conseil et avec sa participation. Votre commission pense que le budget est un document par lequel la politique à suivre, projetée par ceux à qui il appartiendra de la mettre en œuvre, doit être soumise aux personnes qui s'y intéressent, aux personnes à l'intention desquelles ce budget et cette politique sont établis et de celles qui doivent exercer un contrôle sur cette politique.

Cette opinion de la commission du budget a été confirmée, pensons-nous, par l'Assemblée lors de la discussion qui a eu lieu à l'époque, sur le budget de 1959 et dans les résolutions qui ont été adoptées à ce propos. Cela veut donc dire, en d'autres termes, que ce budget n'est complet que si les auteurs du budget donnent des explications pertinentes, tant orales qu'écrites, à ceux à qui il appartient de l'approuver.

Selon nos informations, les deux exécutifs ont adressé au Conseil un exposé des motifs. Nous avons en effet trouvé au nombre des pièces qui nous ont été transmises un exposé des motifs des Conseils, mais ceux-ci ne nous ont pas indiqué les raisons et les mobiles auxquels les exécutifs avaient obéi en établissant leur budget. On ne nous a pas non plus expliqué pourquoi les Conseils ont cru devoir modifier les budgets qu'ils avaient reçus des exécutifs. Sur un seul poste, une explication plausible de la modification nous a été donnée : il s'agit d'un poste de budget de l'Assemblée. Les Conseils ont supprimé un poste de 100 millions

de francs belges que l'Assemblée avait inscrit à titre de première provision pour l'établissement à demeure de l'Assemblée.

Encore une fois, Monsieur le Président, votre commission du budget estime qu'un budget n'est réellement déposé que si des renseignements sont donnés sur la base desquels on peut d'un côté se former et émettre un jugement politique sur la politique que, de l'autre côté, on souhaite mener, ou se propose de mener.

Cela signifie que l'exposé des motifs doit donner des renseignements sur ce point; cela veut dire aussi qu'il doit indiquer qu'avec le personnel, le matériel et l'argent nécessaires pour l'un et l'autre on peut effectivement faire cette politique et la faire d'une manière économique. Cela signifie par conséquent aussi qu'un organigramme — soit comme partie intégrante du budget, soit comme document indépendant — nous permette d'apercevoir, fonctionnellement parlant, si le personnel nécessaire pour mettre en œuvre cette politique existe et si à l'aide de ce personnel cette politique peut effectivement être menée. Pour nous, ce n'est certainement pas un problème de plus ou moins d'argent nécessaire à cette fin; nous pensons que la façon la plus économique d'agir consiste à se procurer ce personnel et à engager les dépenses qui garantissent que cette politique sera suivie d'une manière économique. Cela veut donc dire, Monsieur le Président, que dans le présent échange de vues, nous devons nous demander si le budget, tel que nous l'avons reçu maintenant des Conseils, répond aux exigences que l'on peut équitablement formuler à propos de la tâche qui incombe à l'Assemblée.

Je crois que — pour raisonner en sens inverse — si l'Assemblée devait parvenir à la conclusion, sincèrement et en toute conscience, que les documents communiqués sont insuffisants et ne lui permettent pas de se faire un jugement politique sur les budgets, il serait permis de dire que les Conseils n'ont pas rempli l'obligation qu'ils ont de soumettre un budget à l'Assemblée.

Il y a là, Monsieur le Président, un problème que j'ai cru devoir soumettre à votre attention, un problème que l'Assemblée devra discuter et sur lequel il lui faudra se prononcer. Vous

comprendrez sans peine que c'est là une des raisons pour lesquelles votre commission éprouve le plus grand désir de voir les Conseils, ou du moins des représentants des Conseils, assister à cette réunion. Je crois qu'en faisant cette déclaration, je puis m'appuyer sur le traité; il me suffira de vous rappeler l'article 203 du traité de la C.E.E. et l'article correspondant du traité de l'Euratom, notamment les paragraphes 3 et 4 de ces articles.

A ce propos, je rappelle à l'Assemblée aussi l'article 137 du traité de la C.E.E. où il est dit expressément que l'Assemblée exerce des pouvoirs de contrôle. Il faut donner à cette disposition ce sens que l'Assemblée doit exercer son contrôle également sur la politique à suivre.

Certains pourraient dire — la commission du budget n'a d'ailleurs pas manqué de le dire; elle reconnaît les faits tels qu'ils sont — que nous avons en effet reçu un exposé des motifs des Conseils. Mais en y regardant de plus près, nous en arrivons malgré tout à la conclusion que nous ne pouvons ni nous faire un jugement politique sur la base des documents qui nous ont été adressés, ni non plus nous renseigner sur les postes du budget d'une manière assez détaillée pour que l'on puisse dire que nous soyons convenablement informés. Au paragraphe 11 du rapport, nous indiquons à cet égard un certain nombre d'exemples; je prie l'Assemblée d'en prendre connaissance et de faire savoir ce qu'elle en pense.

Ma seconde remarque générale est la suivante. En étudiant le budget de 1959, la commission au nom de laquelle j'ai l'honneur de parler avait cru devoir faire appel, pour l'examen de certaines parties du budget et de certains budgets, à l'aide, au conseil, à la collaboration de commissions spécialisées de notre Assemblée et les associer à ses travaux. C'est pourquoi nous avons pris contact avec la commission des affaires sociales, celle de la sécurité du travail et celle de la recherche scientifique, et elles nous ont accordé leur collaboration.

Ces commissions ont discuté avec nous les parties des budgets qui relèvent de leur compétence particulière ainsi que les budgets qui les concernent. Cette collaboration m'a paru très féconde. Je crois non seulement que les commissions intéressées ont eu du plaisir à ces échanges

de vues, mais que cette manière de faire a été beaucoup appréciée aussi par les exécutifs; en suivant cette ligne de conduite également pour le budget de 1960, nous avons consolidé une habitude, créé une tradition dont nous espérons que, dans l'avenir aussi, elle portera ses fruits.

A ce propos, je dirai quelques mots de la place que votre commission occupe dans ces travaux. Elle estime que sa tâche consiste à préparer l'examen des budgets en étudiant les documents, en prenant contact avec les exécutifs et, comme elle l'espère, aussi avec les Conseils; elle pense cependant que les problèmes spécifiques et les problèmes de politique relatifs aux objets spécifiques doivent être étudiés par les commissions spécialisées et par leurs membres.

Comme je vous l'ai dit, des travaux préparatoires ont déjà été faits dans ce sens : nous avons sollicité l'avis des différentes commissions spécialisées. Ce faisant, nous parviendrons avec le temps, à mesure que nous nous éloignerons de la phase des premières réalisations, à discuter réellement les budgets; et dans cette discussion, il sera question de la politique que les exécutifs et les Conseils doivent mener.

Je crois qu'il ne faut pas que nous nous laissions hypnotiser par l'idée que notre Assemblée parlementaire n'est pas encore dotée d'un droit budgétaire complet. Elle ne peut pas arrêter le budget; elle peut simplement faire des propositions, en accepter ou en écarter d'autres. Elle ne peut donc pas, en fin de compte, arrêter elle-même le budget. Mais grâce au contrôle que les traités lui ont confié, elle est devenue un élément essentiel dans l'examen du budget; du fait de ce contrôle, elle assume une responsabilité, une tâche : aider à ce que la politique soit contrôlée. Elle doit donc exprimer un avis, un jugement sur ce que l'on veut faire.

J'espère que l'avenir n'est plus très lointain où nous pourrions nous livrer à un véritable examen du budget, comme le souhaitent la commission du budget et, d'après l'impression que m'ont laissée certaines conversations personnelles, aussi de nombreux autres membres de notre Assemblée. Mais alors, Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que les membres des Conseils devront également assister au débat.

Je vais passer maintenant à l'examen des budgets tels qu'ils nous ont été communiqués et je me permettrai d'éclairer, pour faciliter la discussion, quelques points particulièrement frappants. Je répète d'ailleurs qu'étant le rapporteur de votre commission, je ne me prononcerai pas sur les différentes questions de politique.

En suivant l'ordre même du rapport, je tombe tout d'abord sur le « Projet de budget de recherche et d'investissement de l'Euratom ».

A la commission, nous nous sommes demandé, non sans inquiétude, si l'exécutif pourra réaliser le programme tel qu'il figure à l'annexe V du traité. Cette inquiétude nous était inspirée par la comparaison des sommes qui sont demandées maintenant avec le montant de 215 millions d'unités de compte explicitement indiqué dans le traité pour la recherche et l'enseignement. Je crois qu'il serait utile — le rapport le demande d'ailleurs — que l'exécutif nous renseigne de plus près sur ce point, notamment en ce qui concerne les possibilités et les difficultés quant au personnel, autant de problèmes qui vont se poser bientôt à propos du personnel qui travaillera dans les divers centres, des chercheurs, des savants chargés de diriger les recherches.

A la commission, nous ne nous sommes pas occupés du statut du personnel en tant que tel — il s'agit de celui de la Communauté économique européenne et de l'Euratom — parce que ces problèmes sont actuellement à l'étude et que l'on s'attend à ce qu'une décision soit prise très prochainement. Il nous paraît plus raisonnable de ne pas nous pencher maintenant sur ce statut du personnel auquel de nombreux problèmes se rattachent, du moins de ne pas le faire dans la perspective de la politique à suivre en matière de personnel.

En ce qui concerne le budget de l'Euratom, les membres de votre commission de la recherche scientifique et technique ont notamment discuté à propos d'un poste éventuel justifié par l'article 9, paragraphe 2, du traité de l'Euratom. La commission du budget a indiqué dans son rapport les motifs pour lesquels la Commission de l'Euratom n'a pas inscrit au budget de poste aux fins de cette disposition. Elle apprécie l'explication que la Commission a donnée et

peut fort bien s'y rallier. Autre chose est naturellement de savoir quelle position prendra l'Assemblée en ce qui concerne l'Université européenne.

A ce propos, j'ai cependant l'impression — je parle en ce moment au nom de la commission du budget et aussi en mon nom personnel — que les raisons invoquées par la Commission de l'Euratom pour ne pas demander de crédit pour l'Université européenne sont pertinentes à la lumière de la disposition de l'article 9, paragraphe 2. Il n'empêche naturellement qu'il faudra bien se demander comment faire, le cas échéant, pour favoriser la création d'une Université européenne. Les problèmes d'ordre budgétaire qui s'y rapportent sont très clairement indiqués dans l'exposé que j'ai fait dans mon rapport, mais c'est une argumentation que je tiens de la Commission de l'Euratom et, comme je l'ai déjà dit, que je puis accepter.

J'en arrive maintenant aux budgets de fonctionnement.

Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, d'apporter une rectification à mon rapport : un malentendu s'est glissé dans mon paragraphe 36. A la commission du budget, il avait été décidé que les mots « de leur propre initiative » ne seraient pas insérés dans le texte français, ni non plus le mot « freiwillig » dans le texte allemand et les mots « eigener beweging » dans la version néerlandaise. Le paragraphe en question aurait donc la teneur suivante : « La question se pose cependant de savoir s'il est justifié que des membres qui ont quitté leurs fonctions et qui, immédiatement après, sont appelés à assumer de hautes charges, peuvent recevoir une indemnité transitoire. »

Je serais heureux que les membres de l'Assemblée rectifient dans ce sens les textes en question. Je les prie de m'excuser si, à la suite d'un léger malentendu, nous avons inséré dans notre texte les mots que je vous prie de bien vouloir supprimer.

Ce que nous disons à ce sujet dans le rapport est clair et je ne crois pas devoir donner de plus amples renseignements pour que nous puissions nous livrer maintenant à la discussion.

En matière de statut du personnel, j'ai déjà dit que votre commission du budget recom-

mande de ne pas examiner en ce moment des questions qui se rattachent en somme au contenu du statut du personnel.

Nous avons vu que la Commission de la C.E.E. nous a fait plusieurs communications sur la formation du personnel qui lui semble actuellement nécessaire. Nous apprécions les renseignements que nous avons reçus à ce sujet; nous pensons en effet que cette formation répond à une nécessité si l'on veut pouvoir donner vie à la politique que l'on entend mener et la poursuivre.

Dans l'échange de vues concernant le Fonds social européen que votre commission du budget, à laquelle la commission des affaires sociales s'était associée, a eu avec la Commission de la Communauté économique européenne, plusieurs questions ont surgi qui ont fait que la commission des affaires sociales a pensé, comme l'Assemblée, que dans ce domaine l'examen budgétaire que les Conseils ont accepté maintenant nous a fait faire quelques progrès, mais que le mot de la fin, le mot qui apaise tout le monde, n'a pas encore été dit. Je n'en ai pas moins compris la commission des affaires sociales en ce sens que l'on croit pouvoir, pour l'instant, s'accommoder de la manière que nous avons adoptée pour faire notre rapport; c'est que l'on pense parvenir en temps voulu, au gré des contacts entre la commission des affaires sociales, les exécutifs et éventuellement les Conseils, à une solution acceptable pour la commission des affaires sociales de l'Assemblée.

Monsieur le Président, l'année dernière déjà, il a été fait dans cette Assemblée, à propos des rapports sur les budgets, une remarque sur les dépenses de l'administration et le contrôle du Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer.

Votre commission du budget serait très heureuse si la Commission de la C.E.E. pouvait promettre à l'Assemblée de publier un rapport relatif au contrôle qu'elle exerce sur l'exécution des investissements dans les pays insuffisamment développés. Je crois que la question se trouve ainsi posée très clairement. Elle se rattache d'ailleurs à ce que nous disons au paragraphe 50 de notre rapport.

Me voici parvenu peu à peu au cœur de la discussion des différents postes. Continuant

sur cette voie, j'en arrive aux dépenses affectées à l'information.

L'information est indubitablement un sujet de discussion de grande importance. Je crois que nous comptons dans nos rangs plusieurs personnes qui, du fait du milieu dans lequel elles vivent, du fait aussi de leur appartenance à différentes commissions de notre Assemblée, sont plus qualifiées que le rapporteur de votre commission du budget pour en parler, étant mieux documentées que lui. Il peut néanmoins être de quelque poids que votre rapporteur déclare comme étant l'opinion de sa commission que celle-ci pense que l'on ne saurait admettre la réduction du budget de la propagande auquel le Conseil a procédé en face des demandes faites par les exécutifs. Pareille réduction est inadmissible, d'abord en considération du montant dont il s'agit, ensuite en considération de ce que l'on peut faire avec ces sommes et que l'on propose d'ailleurs de faire.

Mais je crois que sur ce point nous entendrons d'autres membres de l'Assemblée qui en parleront plus longuement et qui sont mieux renseignés.

Loin de moi l'idée de faire une comparaison avec d'autres budgets de publicité, d'information ou de propagande dont on a parlé et que je connais moi-même aussi! Mais il faut que nous nous rendions bien compte de ceci : le public ne sait vraiment pas grand-chose de l'idée européenne. Ces jours derniers encore, certains membres de l'Assemblée m'ont raconté qu'ils ont dû constater — l'un dans un milieu d'intellectuels, l'autre dans un milieu patronal, d'autres encore parmi des étudiants, parmi la jeunesse des écoles — que tout ce monde ne sait pas ce que sont les Communautés européennes.

Je crois que l'action de propagande et d'information est une œuvre qui dépasse de beaucoup ce que l'on peut obtenir par le moyen des crédits approuvés par les Conseils; cette action doit être beaucoup plus que la simple information de la presse.

Une des raisons pour lesquelles il faudrait que les membres des Conseils soient parmi nous, c'est pour qu'ils puissent nous renseigner de plus près sur leurs budgets. En ce qui concerne

ces budgets, nous persistons à penser qu'il n'est aucune disposition du traité qui permette de conclure qu'il faille créer un appareil bureaucratique pour les Conseils. Nous avons la plus grande peine à imaginer que l'on puisse déduire des traités que les Conseils ont besoin d'un appareil bureaucratique comme celui qui semble s'être développé à Bruxelles. Mise à part la question de sa compatibilité avec les traités, nous nous demandons si pareil développement est nécessaire et juste. On n'en peut attendre autre chose que de grands conflits de compétence, des frictions et des doubles emplois.

Nous nous sentons d'autant plus portés à l'affirmer que personne ne nous dit le moindre mot sur ce que l'on se propose de faire de tout cet argent. On ne nous a pas davantage soumis un organigramme. Aussi votre commission du budget est-elle extrêmement inquiète de recevoir une déclaration sur les postes budgétaires proposés pour l'appareil administratif des Conseils.

Il s'y ajoute que, l'an dernier déjà, nous avions déclaré dans la résolution relative au budget de 1959 que l'Assemblée estime qu'il faudra répartir différemment les crédits du Comité économique et social. Aucune suite n'a été donnée à ce vœu de l'Assemblée et on ne nous a pas non plus expliqué pourquoi notre avis n'a pas été suivi.

Je passe maintenant à un point sur lequel, en revanche, des explications, des renseignements ont été donnés : je veux dire la disparition du poste de 100 millions de francs belges de notre propre budget, poste représentant une première provision à l'appui d'un projet d'établissement de l'Assemblée dans son propre immeuble. Les Conseils ne vont pas jusqu'à nous interdire d'avoir notre propre maison. Ils ne veulent pas non plus nous condamner à être des nomades, mais ils estiment que pour l'heure il n'y a encore aucune raison d'inscrire au budget, pour cette fin, un poste de 100 millions. Ils pensent qu'il faudra bien qu'un jour ou l'autre nous obtenions notre maison à nous, et même que cette question devra être réglée par le moyen d'un budget supplémentaire. Mais dans la situation présente, le plus important est la déclaration que notre éminent collègue M. Fohrmann a faite — et que nous avons cru devoir reproduire dans notre

rapport — un jour où il a parlé avec le Conseil au nom de l'Assemblée : au nom de l'Assemblée, M. Fohrmann a fait la réserve que celle-ci puisse décider elle-même de l'établissement de son siège au cas où il ne serait pas procédé, dans un délai raisonnable, à la désignation d'un siège pour l'Assemblée.

Votre commission regrette très vivement qu'il faille constater une fois de plus que les règlements financiers dont les traités prescrivent l'élaboration ne soient pas encore prêts à l'heure qu'il est. Personnellement, j'étais tranquille sur ce point, l'année dernière; plus exactement, je pouvais dire pourquoi ces règlements n'étaient pas prêts. On ne peut évidemment pas tout faire d'un coup. Mais nous ne pouvons nous empêcher de regretter que ces règlements ne soient toujours pas prêts et qu'ils ne puissent pas entrer en vigueur. A mon sens, il aurait mieux valu régler rapidement ce point sur lequel nous aurions aussi beaucoup aimé que les Conseils nous donnent des explications au cours de notre entretien. Peut-être recevrons-nous un jour ces renseignements par écrit.

Voilà dans les grandes lignes, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les observations que j'ai cru pouvoir faire, et devoir faire, sur les budgets. Je vous rappelle à ce propos que votre commission du budget estime que son rôle ne consiste pas tellement à traiter les problèmes spécifiques qui se posent à propos des différents postes du budget; elle croit plutôt devoir faire un simple travail de préparation, après quoi les membres des commissions intéressées selon le cas pourront donner eux-mêmes leur avis au cours du débat.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Vals, président de la commission.

M. Vals, *président de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés.* — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi, dès le début de mon intervention, d'adresser des félicitations à M. Janssen, notre rapporteur des budgets de la C.E.E. et de l'Euratom. Déjà, au cours de ses réunions de

décembre dernier et à nouveau au mois d'avril, la commission que j'ai l'honneur de présider a pu apprécier combien M. Janssen avait su refléter fidèlement les idées qu'elle avait exprimées.

Il en est de même en ce qui concerne le rapport aujourd'hui en discussion.

Vous savez certainement, Monsieur le Président, et vous aussi, mes chers collègues, que nous disposons d'un délai extrêmement court, d'abord pour examiner trois budgets à la fois, ensuite pour établir notre rapport à leur sujet. Nous n'avons, en effet, qu'un mois et je tiens à souligner, au nom de la commission, la difficulté qui en résulte pour nous.

C'est une raison supplémentaire pour nous de féliciter notre rapporteur qui a pu nous soumettre, dans un délai aussi rapide, un rapport néanmoins très complet.

A cette occasion, permettez-moi également de témoigner ma gratitude au secrétariat, en particulier à nos traducteurs et à nos agents des services généraux qui ont accompli un effort vraiment remarquable pour que le rapport de la commission, adopté le 16 novembre, soit traduit, publié et distribué un peu plus de vingt-quatre heures avant notre séance d'aujourd'hui.

Mais, ces félicitations étant adressées, vous me permettrez aussi d'appuyer notre rapporteur lorsqu'il s'étonne de l'absence des Conseils de notre séance. Le sujet que nous avons à examiner, le budget dont nous avons à débattre sont très importants. A mon tour, je manifeste mon étonnement et mes regrets devant certaines places vides. Je ne puis, d'ailleurs, accepter les explications qui ont été fournies au secrétariat de l'Assemblée et qui m'ont été transmises par notre secrétaire général.

On nous a dit : « Pour la participation des Conseils au débat sur les budgets communautaires, les 20 et 21 novembre en séance plénière, j'ai été chargé d'informer la présidence, par l'intermédiaire du cabinet de M. Schuman, qu'en raison des circonstances les Conseils ne pourront être présents. En effet, le programme concernant la participation des Conseils aux travaux parlementaires avait été arrêté dès le début de ce mois sur la base des indications suivant lesquelles le débat budgétaire aurait dû se tenir les 26 et 27 novembre.

« A la suite des délibérations du Comité des présidents, le 9 novembre 1959, le débat budgétaire a été fixé aux 20 et 21 novembre. Malheureusement, les engagements pris antérieurement par M. Pella ne lui permettent pas de se rendre à Strasbourg à cette date. De même, les autres membres des Conseils ne peuvent, à leur vif regret, modifier leur programme d'activité ministériel national. »

Dans les raisons qui nous sont ainsi fournies apparaissent au moins un certain nombre d'erreurs matérielles. En effet, ce n'est point le 9 novembre que le comité des présidents a décidé que la discussion budgétaire aurait lieu les 20 et 21 novembre, mais, comme en fait foi le procès-verbal de la réunion du comité des présidents du lundi 12 octobre, c'est à cette date que la décision a été prise. « Compte tenu de ce qui précède, est-il dit, le comité des présidents décide d'ouvrir la session de l'Assemblée le vendredi 20 novembre 1959 et de réserver en principe les deux premiers jours de cette session à l'examen des projets de budget de la C.E.E. et de l'Euratom. »

C'est peut-être là un document interne à l'Assemblée parlementaire européenne? Mais nous avons mieux, nous avons le Journal officiel des Communautés européennes, qui rend compte de la session d'octobre 1959 et où il est dit, en ce qui concerne la séance du mardi 20 octobre : « M. le Président a indiqué que la reprise de la session est envisagée pour le 20 novembre 1959. »

Donc, avant le début de ce mois, officiellement, le Conseil de ministres était informé que la discussion budgétaire aurait lieu les 20 et 21 novembre, et nous ne saurions accepter les raisons qui nous sont fournies. Nous avons d'ailleurs, pour cela, un motif supplémentaire. Le projet de budget a été déposé sur le bureau de l'Assemblée le 26 octobre 1959. L'article 203 du traité de Rome nous fait une obligation d'avoir à examiner dans le détail d'un mois les projets de budget qui sont transmis à l'Assemblée parlementaire européenne. Le délai d'un mois se terminait le 25 au soir. Or, s'il avait été prévu une discussion budgétaire le 24 et le 25, elle n'aurait pas pu avoir lieu, car le Conseil des ministres savait fort bien qu'à cette date devait se tenir le colloque dont nous aurons à nous occuper la semaine prochaine.

Je n'accepte donc pas les raisons par lesquelles on explique l'absence des Conseils, et j'espère que la présence, mardi prochain, de M. Pella, président du Conseil de ministres en exercice, au moment où nous aurons à discuter la proposition de résolution qui vous sera transmise par la commission de l'administration et du budget, nous permettra d'avoir quelques apaisements.

Je le répète, le délai dont nous disposons ne facilite pas l'exercice des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée. La forme et la présentation des documents qui nous sont soumis accroissent encore nos difficultés. Comme notre rapporteur l'a déjà rappelé, l'Assemblée avait, dès l'année passée, demandé que les documents budgétaires fussent précédés d'un exposé des motifs. On doit reconnaître que les Conseils nous ont transmis un document qu'ils ont appelé exposé des motifs. Ce n'est, cependant, qu'un simple tableau comptable indiquant, notamment, la variation des crédits d'un exercice à l'autre, et nous devons nous étonner que les Conseils aient cru devoir limiter à cela l'objet de l'exposé des motifs. Point n'est besoin d'un Conseil composé de six ministres pour établir un papier mentionnant les augmentations ou les diminutions de crédits d'un exercice à l'autre. Un simple secrétaire y suffirait amplement.

Ce que nous avons voulu, ce que nous voulons, c'est que l'exposé des motifs justifie les crédits demandés et surtout qu'il définisse la politique qui est à la base de ces crédits. L'Assemblée n'est pas un organe technique, elle n'est pas simplement composée de comptables, elle est une institution politique qui se prononce politiquement.

Nous pensons que les explications fournies dans le rapport de M. Janssen permettront désormais aux Conseils de mieux comprendre ce que nous attendons d'eux lorsque nous demandons de faire précéder les budgets d'un exposé des motifs.

Une autre question a trait aux crédits initialement demandés par les exécutifs et à la nécessité pour l'Assemblée d'en avoir connaissance. Nous avons donc demandé que les états prévisionnels des exécutifs compris dans les projets de budget, tels qu'ils nous sont transmis, comportent une introduction. Pour cela, plu-

sieurs raisons apparaissent de façon évidente. Les exécutifs sont responsables de toutes leurs activités devant l'Assemblée; le budget est un acte politique, l'Assemblée doit pouvoir juger les exécutifs sur les intentions qu'ils ont manifestées en prévoyant ou en ne prévoyant pas tel ou tel crédit.

Comment se prononcer sur l'activité déployée par les exécutifs si nous n'avons pas officiellement, et avec toutes les données nécessaires, connaissance et des crédits initialement demandés par eux et de leur introduction par les états prévisionnels, introduction indiquant pour quelle raison une augmentation de crédit à tel chapitre ou une diminution de crédit à tel autre chapitre est demandée?

Demander cela, est-ce extraordinaire? Votre commission de l'administration ne le pense pas. Elle croit que c'est tout à fait normal, car c'est ainsi que l'on procède chaque fois que l'on présente un budget à un Parlement.

Pour revenir à l'exposé des motifs préparé par les Conseils, n'est-il pas normal aussi de demander que l'on y dise pourquoi les Conseils ont cru devoir augmenter ou diminuer les propositions présentées par les exécutifs? L'Assemblée n'a-t-elle pas le droit de savoir tout cela? Ce serait proprement inimaginable, car si les pouvoirs que lui ont donné les auteurs des traités étaient si peu compris, ce ne serait plus qu'une duperie et cela reviendrait finalement à faire donner par les populations que nous représentons ici un blanc-seing aux Conseils.

Les exécutifs, en ce qui les concerne, ont donné suite aux demandes de l'Assemblée. Ils ont, en effet, fait précéder d'introductions leurs états prévisionnels dont votre commission a eu brièvement connaissance à la dernière minute, lors de sa réunion à Bruxelles. Comment comprendre que les Conseils aient jugé utile, en ce qui les concerne, de prendre connaissance de tels textes, mais inutile de les communiquer avec les projets de budget à l'Assemblée? C'est là une question importante et nous espérons vivement que les Conseils comprendront l'objectivité de notre demande.

Nous les invitons donc très fermement à nous présenter à l'avenir des exposés mieux élaborés afin de permettre à l'Assemblée de prendre

connaissance des crédits initialement proposés par les exécutifs et aussi, officiellement, des introductions qu'ils ont préparées. Cela ne supprimera pas les difficultés que nous rencontrerons encore à cause du délai très court dont nous disposons, mais cela facilitera certainement notre tâche.

Un autre point concerne les organigrammes. A la fin des documents budgétaires, vous trouverez un petit tableau d'une page qui indique la répartition par catégorie des agents. A quoi cela pourrait-il nous servir si l'on ne nous indique pas en même temps ce que ces agents ont à faire?

C'est pourquoi votre commission, déjà à l'occasion des budgets précédents, a insisté pour que ceux-ci soient accompagnés pour chacune des institutions, d'un organigramme donnant non pas seulement la répartition des agents par catégorie et grade, mais aussi — cela est essentiel — par division et par service. Ce n'est qu'à ce moment-là que l'Assemblée pourra réellement se prononcer sur toute demande d'augmentation du nombre des agents. En même temps, elle verra beaucoup plus clairement dans quelle direction les exécutifs entendent développer leur activité.

Les dépenses de personnel sont un des postes les plus élevés du budget. Ce sont aussi des dépenses sur lesquelles nous n'avons pas le moindre renseignement. Je m'adresse là à l'exécutif de l'Euratom et non à l'exécutif de la C.E.E. Celui-ci, en effet, a fait établir un organigramme donnant la répartition de ses agents selon les différentes sections et divisions qui composent ses services. Dans l'introduction de son état prévisionnel, l'exécutif de la C.E.E. avait indiqué pourquoi, dans telle direction, les effectifs avaient été augmentés et quelles activités il entendait accroître avec ce supplément de personnel.

L'exécutif de l'Euratom — je le regrette — n'a pas donné à cet égard des explications aussi complètes que celle de la C.E.E.

Quant aux Conseils, nous constatons à nouveau qu'ils demandent des crédits élevés pour un effectif très nombreux. Nous ne savons toujours pas à quoi sert ce personnel. Comme l'an passé, aucune documentation n'est fournie permettant d'approuver ou de rejeter les crédits

du personnel d'un secrétariat, lequel semble vouloir devenir une institution qui n'est pourtant pas prévue par les traités.

L'élaboration des budgets, l'année passée, avait soulevé de nombreuses difficultés. Les Conseils avaient réduit d'une manière considérable les crédits initialement proposés par les exécutifs. Cette année, heureusement, il semble que l'atmosphère ait été beaucoup plus sereine. On comprend que les ministres des finances qui composent, dans le cas d'espèce les Conseils, aient toujours en vue le fait qu'ils doivent présenter devant leur Parlement les demandes de crédits nécessaires au fonctionnement des communautés européennes. Or, les Parlements nationaux — vous avez pu le vérifier — reçoivent encore moins d'éléments d'information sur les budgets que l'Assemblée parlementaire européenne elle-même. Les ministres sont donc prudents et je les comprends.

D'un autre côté, il importe que les Communautés européennes disposent des moyens nécessaires pour leur fonctionnement et la réalisation des objectifs que les traités leur fixent, dans un délai que l'Assemblée et l'opinion publique, en général, ont demandé de raccourcir.

Telles sont les brèves observations que je tenais à formuler en tant que président de la commission de l'administration.

Monsieur le Président, vous me permettrez maintenant d'intervenir dans ce débat au nom de mon groupe, sur un point bien particulier, celui qui concerne les ressources.

Nous savons que, pour l'instant, la C.E.E. et l'Euratom sont financés au moyen de contributions versées par les États membres. Je suis persuadé que ce système de financement présente des inconvénients tant pour les États membres que pour les institutions européennes. Les dépenses des Communautés européennes sont une charge pour les États puisque ce sont eux qui en assurent actuellement le financement. Cette charge est d'autant plus lourde qu'elle se produit au moment où les recettes que les États membres tirent des droits de douane sont déjà réduites et vont, en ce qui concerne la Communauté, progressivement disparaître. Un des objectifs du traité de Rome est, en effet, de supprimer progressivement les droits de douane

à l'intérieur de la Communauté. De plus, les contributions des États membres sont actuellement fixées selon une clef de répartition qui, évidemment, ne peut être qu'arbitraire.

C'est la raison pour laquelle il y aurait le plus grand intérêt à permettre au plus tôt aux Communautés de la C.E.E. et de l'Euratom de disposer de ressources propres.

Je vous signale que le rapporteur du groupe de travail qui avait été créé par l'Assemblée commune afin d'examiner les propositions du traité de Rome, notre collègue M. Gilles Gozard, avait été approuvé par l'Assemblée commune lorsqu'il avait déclaré, le 12 février 1957 : « Un autre problème ne paraît pas avoir reçu une solution qui puisse nous satisfaire complètement. Il semble, d'ailleurs que, jusqu'à maintenant, nous ne nous en soyons pas assez préoccupés. C'est celui du financement des nouvelles Communautés européennes.

« Pour la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la question a été résolue d'une manière relativement facile par l'institution d'un prélèvement sur les producteurs. Un tel système ne peut être mis en application ni pour la Marché commun, ni pour l'Euratom. Le financement doit être assuré par une contribution de chacun des gouvernements des six pays participants. Mais alors, un problème se pose : ne risque-t-on pas, de cette façon, de mettre les nouvelles institutions et spécialement l'Assemblée commune sous une certaine dépendance à l'égard du Conseil des ministres qui pourrait refuser de mettre à la disposition des institutions les crédits nécessaires à leur fonctionnement ?

« On peut dès lors se demander s'il ne serait pas préférable de prévoir, pour le financement du fonctionnement des institutions, la création dans les six pays de la Communauté d'une sorte d'impôt, de contribution spéciale, d'un taux qui serait évidemment très minime, destiné à financer les institutions nouvelles. »

Voilà ce qu'au nom de votre Assemblée, le rapporteur du groupe de travail disait dès 1957.

Les Communautés doivent, en effet, pouvoir disposer sans gêne injustifiée des moyens budgétaires nécessaires à l'accomplissement de leur tâche. Or, par le biais des réductions budgétaires, comme le cas en est prévu et sans que

les Conseils justifient leurs diminutions de crédits, on peut gravement porter atteinte au fonctionnement normal des communautés, à la réalisation, dans un délai rapide, des objectifs sociaux des traités de Rome et par là même au prestige des institutions européennes.

Je me permets de rappeler qu'à ce sujet, les ministres des finances avaient, l'année passée, cru pouvoir décider qu'aucun crédit ne devait être inscrit pour le fonds social européen, alors que le Traité prévoit expressément le contraire.

Les Commissions ont, conformément au traité de Rome, le pouvoir d'initiative. Elles sont responsables de toute leur activité et de toute leur gestion devant l'Assemblée. Cette responsabilité doit être totale, elle doit être entière puisqu'elle est unique. Mais elle ne peut l'être que si à l'avance on ne prive pas les exécutifs européens des moyens qui leur sont nécessaires, entre autres par des limitations budgétaires qui ne se justifieraient pas.

Il est certain, d'autre part, que si les Commissions venaient à exagérer leurs demandes de crédit, elles seraient sanctionnées par l'Assemblée parlementaire européenne.

L'intérêt de doter les communautés européennes de ressources propres est manifestement évident. Les traités l'ont eux-mêmes reconnu puisqu'ils prévoient expressément la possibilité de remplacer la contribution des États membres par des ressources propres.

Déjà, l'année passée, votre commission — et l'Assemblée avait bien voulu la suivre — avait invité les exécutifs à étudier dans quelles conditions les communautés pourraient avoir des ressources propres. Tout récemment, elle a demandé à celles-ci où en était leurs travaux à cet égard. On a dû constater qu'aucun pas nouveau n'avait été fait et, personnellement, je le regrette beaucoup.

L'exécutif de la C.E.E., notamment, semble réserver entièrement la question jusqu'au moment où le tarif extérieur commun sera établi et fonctionnera. Le traité ne l'oblige pourtant pas à étudier la possibilité de disposer de ressources propres uniquement par un prélèvement sur les tarifs extérieurs communs.

Indépendamment de cette question, le tarif extérieur commun peut-il être considéré comme

étant la meilleure formule? Pour ma part, je n'en suis pas persuadé. Les recettes de la C.E.E. et de l'Euratom semblent devoir être versées par ceux qui, dès le début de la mise en application du traité, profitent immédiatement du Marché commun en général. Il est facile alors d'en venir à l'idée que des ressources propres pourraient être prélevées sur les échanges de marchandises dont le coût est moins élevé depuis que les droits de douane sont réduits et dont le volume, conformément aux objectifs des traités, doit augmenter.

Enfin, il va de soi que le prélèvement des recettes propres des communautés européennes devrait être réalisé au moyen d'un système très simple où la paperasserie administrative serait limitée au minimum. Nous avons pensé qu'il ne fallait pas chercher très loin pour trouver un système simple et pratique.

Comme la Commission de la C.E.E. l'a indiqué dans son rapport général, il a été établi une réglementation qui repose sur l'institution d'un certificat de libre circulation des marchandises. Ce certificat permet de faire bénéficier les produits qui l'accompagnent des avantages contingentaires prévus par le traité de Rome. C'est une sorte de passeport européen. C'est aussi par ce document que l'on constate l'importance des échanges entre les États de la Communauté. Vous pourrez trouver des précisions dans le rapport général du mois d'avril 1959, au point 95 où il est dit : « Pour permettre l'application des mesures de démobilitation tarifaire et contingentaire entre les États membres à partir du 1-1-1959, la Commission européenne a établi, conformément à l'article 10, paragraphe 2, du traité, une réglementation qui repose sur l'institution d'un certificat de circulation des marchandises. Ce certificat couvrira désormais, à l'intérieur de la communauté, tous les échanges qui bénéficient d'une réduction de droits prévus par le traité. La décision de la Commission européenne du 4 décembre 1958 relative à l'usage d'un certificat de circulation des marchandises a été prise à la suite d'études effectuées en collaboration avec des experts gouvernementaux au cours des nombreuses réunions qui se sont tenues de juillet à décembre 1958 à Bruxelles. »

Ce certificat de circulation sert à établir, soit que la marchandise est bien originaire d'un

État membre, soit qu'il s'agit de marchandises de pays tiers et que la perception des droits de douane normalement appliquée dans l'État membre de la première importation, a bien été effectuée. Ce certificat de circulation continuera donc à exister, même lorsque fonctionnera le tarif extérieur commun et il peut être l'instrument devant permettre rapidement aux Communautés européennes de se procurer des ressources propres. Il suffirait, en effet, d'y apposer un timbre *ad valorem* au profit des Communautés européennes. Ce pourrait être un timbre, ce pourrait être une autre formule, l'essentiel revenant à dire que le certificat de libre circulation serait le support convenable servant à prélever des ressources propres.

Je ne sais pas exactement à quel montant se chiffre le volume des échanges à l'intérieur de la Communauté depuis la mise en vigueur du traité de Rome. Je sais cependant qu'en 1957, le volume des échanges entre les Six à l'intérieur de la Communauté s'était élevé à plus de 7 milliards d'unités de compte. Le projet de budget de la C.E.E. qui nous est soumis actuellement s'élève à environ 30 millions d'unités de compte. Le calcul est simple. Il suffit de faire une règle de trois et l'on s'aperçoit que le montant du droit de timbre ou la vignette *ad valorem* à apposer sur le certificat de libre circulation serait d'environ 5 à 5 ‰. Il va de soi qu'un prélèvement d'un montant aussi insignifiant en lui-même et aussi faible par rapport à la réduction apportée aux droits de douane et à celles qui vont intervenir dans les années à venir, ne peut être considéré comme une charge que ne pourraient supporter les exportateurs et les importateurs.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, voici la suggestion que je me permets d'inviter les exécutifs à examiner. J'ai parlé d'un droit de timbre. Ce n'est là qu'un exemple. L'essentiel, à mon avis, est que la Communauté européenne puisse, dès à présent, disposer de ressources propres, et ceci par un prélèvement d'un montant très minime sur la valeur des échanges entre les Six.

Une dernière remarque s'impose. Quand les Communautés européennes disposeront de ressources propres, les Parlements nationaux ne seront évidemment plus appelés à voter les

contributions des États membres au budget européen. On ne peut cependant pas concevoir que ce soient alors les Conseils qui, non seulement, comme ils le font maintenant, arrêtent définitivement les dépenses, mais, en plus, fixent aussi les recettes et le taux du prélèvement pour leurs ressources propres. Ce serait là un pouvoir discrétionnaire entre les mains des ministres qui ne sont pas responsables, pour le moment du moins, devant l'Assemblée parlementaire européenne et qui n'auraient plus à rendre des comptes devant leurs parlements nationaux respectifs. Accorder un tel pouvoir aux Conseils serait contraire à tout système démocratique. On ne peut concevoir, d'ailleurs, que les auteurs du traité aient voulu permettre cela puisqu'ils ont institué une Assemblée chargée du contrôle parlementaire.

C'est pourquoi ce doit être normalement l'Assemblée, actuellement émanation des Parlements nationaux et demain, — du moins c'est le souhait que je formule — composée de représentants des populations élus au suffrage universel direct qui, sur la proposition des exécutifs, doit avoir le pouvoir de voter ses ressources propres. Cela n'implique pas, du moins il me semble, une révision des traités. Il suffit de mettre en application l'article 201 du traité de la C.E.E.

En disposant de ressources propres, il est certain que les Communautés européennes auront fait un bond en avant dans le sens du développement de l'intégration européenne.

La responsabilité des exécutifs sera alors entière; les exécutifs ne pourront plus nous dire que les travaux ont du retard parce que les Conseils ne leur ont pas accordé les crédits nécessaires. Les Conseils n'auront d'ailleurs plus à prendre la même attitude. Davantage responsables, les exécutifs pourront être jugés alors pleinement par l'Assemblée parlementaire européenne. Celle-ci y gagnera en prestige car, dans le domaine budgétaire, elle pourra exercer les pouvoirs qui, normalement, appartiennent à toute assemblée.

(Applaudissements.)

(M. Fohrmann remplace M. Schuman au fauteuil de la présidence.)

**PRÉSIDENCE
DE M. FOHRMANN**

Vice-président

M. le Président. — J'invite les orateurs qui désirent intervenir dans le débat budgétaire à se faire inscrire cet après-midi, avant 18 heures, de façon que l'Assemblée puisse organiser ses travaux pour les séances d'aujourd'hui et de demain.

Jusqu'à présent, il y a quatre orateurs inscrits.

La parole est à M. Margulies, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Margulies, au nom du groupe des libéraux et apparentés. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, M. Janssen, rapporteur de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, qui nous a présenté aujourd'hui un rapport vraiment excellent, comme il le fait régulièrement, a déjà signalé fort justement que nous n'avons qu'un mois pour examiner les documents très volumineux qui nous ont été transmis. M. le Président de la commission l'a souligné à son tour.

Je me demande comment on a pu en venir à ce délai d'un mois. Quiconque a fait partie d'un Parlement sait que les discussions sur le budget exigent d'ordinaire plusieurs mois et que la commission du budget siège tous les jours pendant des semaines pour examiner les différents postes.

J'ai eu la curiosité de feuilleter les ouvrages scientifiques traitant de la question, mais je n'ai trouvé que dans la « loi Parkinson » un passage qui s'y réfère. Abstraction faite de la constatation, désormais célèbre, que le nombre des fonctionnaires ou employés n'est absolument pas proportionné au volume du travail à effectuer — ce qui nous incitera à ne plus parler du nombre des fonctionnaires des Commissions — j'ai trouvé dans le texte la phrase suivante : « Le travail peut être étiré comme le caoutchouc pour occuper le temps disponible pour le faire. » Inversement, on pourra donc aussi admettre que, si le temps fait défaut, le travail peut être comprimé.

C'est ce qu'a fait le Conseil de ministres. Il nous a donné si peu d'informations que nous

n'avons pas besoin de beaucoup de temps pour venir à bout de ce qui nous a été communiqué. Nous pouvons donc remercier vivement le Conseil qui a eu la délicatesse de tenir compte de la capacité de travail de l'Assemblée, et en particulier de la commission de l'administration, et ne nous a pas fait parvenir plus de documents que nous ne pouvions en examiner dans le délai d'un mois.

Il a déjà été déploré à plusieurs reprises qu'aucun représentant du Conseil de ministres ne soit présent. Il semble bien que nous n'obtenions la présence d'un représentant du Conseil que lorsque l'Assemblée se fâche. Alors on nous envoie un représentant — la dernière fois, c'était M. Giscard d'Estaing — avec lequel nous pouvons parler. En fait, c'est bien le Conseil de ministres qui présente les projets de budget des Communautés et l'Assemblée a le droit de lui soumettre des propositions d'amendement. Pour les discussions sur les projets de budget, notre interlocuteur est le Conseil de ministres. Aujourd'hui, par conséquent, nous faisons des monologues.

Permettez-moi quelques observations sur les documents qui nous ont été transmis et, d'une manière générale, sur la manière dont on traite l'Assemblée. J'ai dressé une liste des informations qui ont été promises à l'Assemblée et que celle-ci n'a pas encore obtenues.

En premier lieu, il y a — et la remarque a déjà été faite — l'introduction et l'exposé des motifs relatifs aux projets de budget que les Commissions ont rédigés. Mais il ne faut pas conclure de l'absence de ces documents que les Commissions n'aient pas été disposées à donner une introduction et un exposé des motifs; au contraire, elles les ont transmis avec leurs projets de budget aux Conseils, mais ceux-ci ont estimé que nous n'étions pas dignes d'en prendre connaissance et ils ont sorti l'introduction et l'exposé des motifs des projets de budget.

Une deuxième source d'information nous avait été promise, comme les procès-verbaux le prouvent : l'explication des amendements que les Conseils ont apportés aux projets qui leur étaient soumis. Exception faite de l'explication relative à la partie qui concerne l'Assemblée parlementaire, nous n'avons reçu aucune

des explications que M. Giscard d'Estaing nous avait promises ici.

Nous n'avons pas reçu non plus l'organigramme de la Commission de l'Euratom; celui-ci est aussi resté accroché au crible des Conseils. Mais les renseignements que la Commission de l'Euratom nous avait promis sur ses différents projets ne nous sont pas parvenus non plus. On ne saurait, même avec la meilleure volonté, considérer comme un projet de budget ce qui nous a été communiqué à titre de budget de recherches et d'investissement; il s'agit là d'un exposé sous forme de chiffres plus ou moins dépourvu de valeur, de ce que l'on pourrait faire si l'on savait ce que l'on veut faire. Mais comme on ne sait pas — et qu'aujourd'hui, après deux ans, on ne le sait pas encore — ce qu'on veut faire des 215 millions de dollars que l'on touche au cours d'une période de cinq ans pour des recherches nucléaires, on ne peut naturellement pas non plus établir un budget pour ces recherches à moins que l'on ne considère déjà comme un budget l'énumération qui figure déjà dans le traité.

Or, pour remplacer ce projet de budget, la Commission de l'Euratom nous a promis d'informer les commissions compétentes — notre commission de la recherche scientifique et technique et évidemment aussi notre commission du budget, très désireuse d'être renseignée — des différents projets qu'elle envisagera; malgré cette promesse nous n'avons encore rien appris à ce sujet non plus.

Ensuite, l'Assemblée a non pas exigé, mais sollicité un certain nombre d'informations; naturellement, elle ne les a pas obtenues non plus. L'Assemblée avait tout d'abord demandé que les crédits accordés pour l'exercice en cours et les crédits utilisés pendant l'exercice écoulé figurent chaque fois dans les projets de budget, afin que l'on ne soit pas obligé de feuilleter un grand nombre de pièces pour les réunir, mais que l'on puisse les trouver dans un seul document.

Puis l'Assemblée a demandé le bilan global de l'Euratom qui est aussi prévu dans les traités. Nous ne l'avons naturellement pas reçu non plus.

Nous avons été d'autant plus agréablement surpris — du moins les membres de la commis-

sion du budget; et mes amis politiques s'en réjouissent aussi — d'avoir pu obtenir cette fois les projets de budget dans les délais requis, de sorte que nous n'aurons pas à nous demander si nous nous trouvons en présence d'une violation du traité.

Il est un autre point qui a déjà été mentionné par M. Janssen dans son rapport et dont M. Vals a souligné l'importance; je veux dire les suggestions de l'Assemblée. Elles peuvent se diviser en suggestions qui n'ont pas été suivies et en suggestions qui l'ont été. Pour ce qui est des suggestions qui n'ont pas été suivies, il s'agit soit de suggestions qui ont été faites simplement pour des raisons d'opportunité, soit de suggestions — en réalité les plus importantes — qui ont été faites dans l'espoir que les Conseils et les Commissions respecteront les dispositions des traités.

Parmi les suggestions qui ont été suivies — je me bornerai à les énumérer brièvement — figure celle d'inscrire le crédit de 500 millions pour le Fonds social européen, celle de relever — comme cela a été fait entre-temps — les crédits prévus pour les frais d'administration et de contrôle du Fonds de développement pour les territoires associés d'outre-mer et enfin celle de présenter séparément les dépenses pour le contrôle de sécurité et la protection sanitaire.

Dans cette mesure, les budgets ont donc été établis conformément à nos vœux. Mais d'autres suggestions, par exemple, celle d'indiquer les crédits destinés à l'amortissement des installations scientifiques et techniques créées par l'Euratom, n'ont malheureusement reçu aucune suite.

Nous avons demandé en outre que l'on examine enfin les conditions du paiement de l'indemnité pour incompatibilité aux membres de la Haute Autorité et des Commissions, à cause de l'abus manifeste qui se fait de cette disposition. A l'Assemblée on a dit très clairement — si l'on n'a pas prononcé de nom, chacun sait cependant qui était visé — qu'on ne saurait considérer conforme à l'esprit de cette disposition de verser à une personne qui quitte librement son poste pour occuper le lendemain un autre poste, peut-être même mieux rémunéré, pendant trois années la

moitié de son traitement antérieur, pour atténuer en quelque sorte la tristesse des adieux. Cette manière de procéder n'est certes pas correcte et a aussi suscité dans l'opinion publique beaucoup de critiques, comme l'auront constaté le Conseil de ministres aussi bien que les membres de la Commission. Or, les membres de la Commission se trouvent dans la situation fâcheuse d'avoir à statuer sur leur propre cas.

M. Sassen, *membre de la Commission de l'Euratom*. — (A) Il appartient uniquement au Conseil et non pas à la Commission de décider.

M. Margulies. — (A) Bon, disons que c'est le Conseil. Nous demanderons donc de nouveau au Conseil d'examiner au plus tôt cette disposition afin que l'on maintienne ce qu'elle prescrit avec raison — le paiement d'indemnités pour incompatibilité peut en effet se justifier — mais que l'on supprime la possibilité de réclamer une indemnité qui dépasse la limite de ce qui est raisonnable et qui constitue à cause de cela un abus manifeste.

L'Assemblée parlementaire a proposé en outre que les crédits destinés au Comité économique et social soient inscrits pour moitié au budget de l'Euratom et pour moitié au budget de la C.E.E. Les deux Commissions ont suivi cette proposition, mais le Conseil a de nouveau amendé les projets de budget sur ce point. Dès lors, on est amené à se demander pourquoi il l'a fait, quelle est son idée de derrière la tête. Il ne s'agit plus d'une simple mesure de technique financière ou d'un virement de compte à compte; il doit bien y avoir à cela quelque raison cachée. Serait-ce que le Conseil entend être seul à avoir le droit de s'adresser au Comité économique et social en tant qu'organe consultatif? Quelles autres intentions cacherait-il derrière cette décision? J'espère qu'à la réunion commune de la semaine prochaine nous recevrons une réponse à des questions de cette sorte, car nous finissons par devenir méfiants. Nous avons aussi demandé — M. Vals vient de le dire encore une fois — que le secrétariat des Conseils, trop nombreux, soit réduit, et cela non pas que nous ayons quoi que ce soit contre un secrétariat de ce genre, mais parce que nous pensons qu'il s'y

crée une fonction qui est en contradiction avec les traités.

De plus, nous avons demandé que les Communautés se procurent des sources de revenu qui leur soient propres. M. Vals vient de faire une proposition au nom du groupe socialiste. J'en suis quelque peu étonné; en effet, il n'est pas conforme à l'esprit du traité de gréver les échanges de marchandises au sein de la Communauté, échanges que nous voulons encourager, d'une taxe d'un demi pour cent sur le chiffre d'affaires. Jusqu'ici, on songeait à profiter uniquement des échanges de marchandises avec les pays tiers pour financer les Communautés européennes par la perception de droits de douane ou par quelque autre moyen.

Il y aurait encore d'autres questions à discuter avec les Conseils. Il est une série de manquements sur lesquels on ne peut plus fermer les yeux aujourd'hui, maintenant que les institutions ont environ deux ans d'existence.

Le premier manquement contre lequel je dois m'élever au nom de mes amis, c'est que les Conseils n'ont pas encore réussi à fixer le montant de l'impôt pour les agents des Communautés. Les traités prévoient expressément qu'un impôt doit être perçu. Un grand nombre de fonctionnaires sont depuis près de deux ans au service des Communautés et ne savent pratiquement pas ce qu'ils gagneront finalement parce qu'aucune décision n'a été prise quant au taux des impôts.

On pourrait mentionner en même temps l'élaboration du statut des fonctionnaires. Il est certes intolérable pour les personnes qui sont au service des Communautés européennes de ne pas pouvoir être fixées sur les conditions auxquelles elles sont engagées.

Nous avons maintenant trois ou quatre sortes de conditions d'engagement — mais M^{me} de Riemaeker-Legot le sait mieux que moi — pour le personnel. Vraiment, on aurait pu s'attendre à ce qu'en deux ans cette situation soit enfin réglée.

Nous constatons aussi l'absence d'un règlement financier, l'absence de dispositions sur la responsabilité des ordonnateurs et comptables.

En outre, on n'a toujours pas pris de décision — pardonnez-moi de le dire un peu hors de propos — au sujet du siège des Communautés. En leur qualité de porte-parole des gouvernements, les Conseils ont ajourné leur décision au printemps 1962. Notre Assemblée a dit à plusieurs reprises que le fait de n'avoir pas fixé de siège commun pour les institutions et les organes des Communautés européennes entraîne de très grosses dépenses supplémentaires. En décidant de remettre au printemps 1962 la solution de la question du siège, les Conseils assument une grave responsabilité : ils font jeter tout à fait inutilement de l'argent par la fenêtre et imposent au personnel des Communautés des conditions de travail très déplaisantes. Je ne puis parler que des fonctionnaires de l'Assemblée; ils s'acquittent de leurs fonctions presque en vagabonds, transportant tous leurs documents et papiers dans de grandes caisses parce qu'ils travaillent aujourd'hui à Luxembourg, demain à Bruxelles et après-demain à Strasbourg. Ce n'est que s'ils emportent leurs documents avec eux qu'ils peuvent travailler.

Je me demande ce que les Conseils visent en traitant ainsi l'Assemblée. Il s'agit vraiment d'une espèce d'absolutisme des Conseils de ministres. Si j'en crois mes souvenirs d'écolier, la nation française a mis jadis fin à une situation de ce genre à l'aide d'un appareil inventé par un certain M. Guillotin. Lorsque dans mon Land de Bade-Wurtemberg nous avons récemment fêté le 500^e anniversaire de notre Parlement, l'histoire de cette institution nous a appris que les états — aujourd'hui nous dirions les représentants du peuple — ont en somme toujours eu pour tâche d'accorder aux monarques absolus les fonds dont ceux-ci avaient besoin pour faire face aux dépenses de l'État ou pour assurer leur propre train de vie.

A une certaine époque, la conception de l'État consistait à dire : « L'État c'est moi. » Est-ce que cela veut dire aujourd'hui que le Conseil de ministres pense : « L'Europe, c'est moi »? S'il en était ainsi, nous aurions en notre qualité de membres de l'Assemblée assurément tout lieu de protester, car pareille manière de faire ne serait guère concevable. Des personnes qui siègent aujourd'hui sur ces bancs

seront peut-être demain membres du Conseil; de nos bancs, on peut passer sur les bancs des Commissions et aussi, de là, revenir ici : on n'est pas ministre à vie. Si ces messieurs estiment qu'en vertu des traités nous avons, certes, le droit de formuler des critiques, mais que nous n'avons rien à dire, ils feraient bien de songer que dans nos pays, dans nos Parlements nationaux, nous les rencontrerons à nouveau.

Je tiens à dire à nos collègues qui préparent avec tant de zèle et de sagesse les élections directes à l'Assemblée parlementaire européenne que le seul fait des élections directes ne suffit pas à accroître les pouvoirs prévus par les traités et qu'elles ne doivent pas entraîner une auto-mutilation.

Pour le moment, nous pouvons encore reprendre dans nos pays les questions que nous n'avons pas pu régler entièrement ici. Le Conseil s'expose là à un danger. Les membres des Parlements nationaux, s'ils avaient l'impression que nous sommes incapables d'exercer un contrôle budgétaire régulier, pourraient finir par se montrer mécontents de notre activité. On nous reproche déjà aujourd'hui certaines insuffisances. Peut-être les Parlements nationaux constitueront-ils une sorte de commission des commissions du budget des six États membres — on a d'ores et déjà parlé de quelque chose de ce genre — et cette commission pourrait prescrire au Conseil ce qu'il peut faire et ce qu'il doit s'abstenir de faire. Il ne serait pas exclu non plus que les travaux de cette commission se déroulent sous les auspices de notre commission du budget, car nous sommes malgré tout un peu mieux renseignés sur ces affaires.

Je ne pense donc pas que les Conseils fassent bien d'en user aussi cavalièrement avec l'Assemblée parlementaire et avec les parlementaires. Bon, si nous ne recevons pas d'informations, nous n'aurons pas beaucoup de travail. Nous devons dire alors — et cela n'irait pas sans impressionner l'opinion publique — que nous ne pouvons malheureusement pas faire de déclarations au sujet des budgets.

Pour éviter de donner l'impression que nous ne pouvons faire aucune déclaration au sujet des budgets, j'ai eu la curiosité de faire des calculs sur la base de la maigre documentation

que nous possédons. Je prie mes collègues de la commission du budget de m'excuser de le dire ici, en public; mais comme j'ai été malade quelque temps je n'ai pas pu faire ces calculs plus tôt. Ils ne manquent pas d'intérêt.

J'ai comparé les dépenses totales de personnel des différents secrétariats. Je n'ai pas englobé dans mes calculs les postes les plus élevés, c'est-à-dire les juges ou les membres des Commissions, parce que pour ces personnes les chiffres ne sont pas comparables. Il ne s'agit pas non plus des seuls traitements des agents, il s'agit de l'ensemble des dépenses de personnel, y compris les frais de déménagement, les indemnités journalières payables lors de l'entrée en service, les frais de voyage à l'occasion du congé annuel, la rémunération des heures supplémentaires, etc., c'est-à-dire de tous ce que les diverses institutions déboursent au titre de dépenses de personnel. Ces dépenses varient dans une mesure extrêmement forte. Compte tenu du nombre des agents, pour l'Assemblée les dépenses de personnel s'élèvent à 5 433 dollars par tête et par an. Pour le secrétariat des Conseils, le montant correspondant est de 6 115 dollars. Pour la Cour de justice, il atteint 6 758 dollars. Pour le secrétariat de la Commission de la Communauté économique européenne, il n'atteint en revanche que 6 076 dollars. En chiffres absolus, le secrétariat qui coûte le plus cher est celui de la Commission de l'Euratom, avec un montant moyen de 6 930 dollars par an et par tête.

J'ai dû convertir les chiffres en dollars pour pouvoir faire une comparaison avec le budget de la recherche. Le chiffre moyen que l'on obtient pour la recherche fait évidemment apparaître, en comparaison, comme une bagatelle tous les chiffres présentés jusqu'ici; en effet, nous arrivons là à un montant de 12 400 dollars par tête et par an. Il ne faut pas oublier à ce propos que le budget de la recherche et des investissements ne comporte pas seulement des postes destinés à des professeurs, des atomistes; qu'il y a aussi nécessairement un personnel de secrétariat, des gens pour tenir les registres, pour faire la correspondance, ainsi que des secrétaires.

Je ne voudrais pas étendre la comparaison à la recherche atomique ou au service juridique qui, par sa nature, exige un personnel dirigeant

nombreux, ni à la statistique. Je m'en tiendrai à un parallèle entre ces secrétariats comparables, d'autant plus que, comme je l'ai déjà dit, je considère le budget pour les recherches atomiques non pas comme un véritable budget, mais simplement comme une énumération des crédits qui sont mobilisés en vertu du traité, qu'ils puissent être dépensés ou non.

Cet écart entre les dépenses de personnel par tête, qui vont de 5 433 dollars pour l'Assemblée jusqu'à 6 930 dollars pour l'Euratom — il ne s'agit donc absolument pas de chercheurs, il s'agit du personnel habituel de secrétariat, le même que dans toutes les autres institutions — m'a incité à proposer à l'Assemblée un amendement invitant les Conseils à retrancher les sommes qui dépassent un montant moyen. Je ne vous lirai pas cet amendement qui consiste essentiellement en chiffres; il sera imprimé et vous pourrez en prendre connaissance demain matin. J'espère que l'Assemblée le renverra à la commission de l'administration afin que nous puissions encore en discuter lundi à la réunion de cette commission.

Ce qui m'importe dans cette affaire, ce ne sont pas les quelque 100 millions de francs belges dont les dépenses doivent être réduites aux termes de cette proposition. Ce qui m'importe plutôt, c'est d'obtenir un rapport raisonnable entre les traitements et les affectations du personnel dans les différents secrétariats. Un écart de largement 25 % d'un secrétariat à l'autre me paraît excessif.

Pour les dépenses de locaux, le calcul donne malheureusement des chiffres analogues. Les dépenses de locaux s'élèvent par tête à 356,5 dollars pour l'Assemblée, 762,7 dollars pour les Conseils, 793 dollars pour la Cour de justice, 1 002 dollars pour la Communauté économique européenne et 1 026 dollars pour l'Euratom. Pour le secrétariat des Conseils et la Cour de justice, le montant est donc le double de celui de l'Assemblée et, pour les Commissions de la C.E.E. et de l'Euratom, il est le triple.

Il me semble qu'il y a là quelque chose qui ne va pas. Si j'ai renoncé à présenter aussi à ce sujet une proposition demandant la réduction des dépenses excessives, c'est parce que j'estime que l'installation actuelle du secréta-

riat de l'Assemblée ne saurait pas précisément être considérée comme une installation modèle. Si les plans qui sont maintenant arrêtés pour la construction d'un splendide bâtiment destiné à abriter l'Assemblée sont réalisés, nos fonctionnaires et le reste de notre personnel seront, je l'espère, convenablement logés. Mais je me permets quand même de demander que l'on veille à ne pas dépasser une certaine limite pour les dépenses de locaux par an et par tête. Il n'est pas nécessaire que ces dépenses atteignent le montant élevé que l'on note à la Communauté économique européenne et à l'Euratom. Mais à ce sujet aussi, je désire remettre à l'année prochaine la comparaison. Je peux en effet concevoir que ces deux Communautés aient compté sur un accroissement de leurs effectifs. Étant donné que l'organisation des deux institutions en question n'est pas encore terminée, il est possible qu'elles aient loué des locaux qui suffiront plus tard pour loger aussi les fonctionnaires qui doivent encore être engagés. Mais elles peuvent être certaines que l'année prochaine je referai le calcul de leurs dépenses de locaux.

J'estime que le prestige de l'effort européen et le prestige des institutions européennes exigent que les dépenses de personnel soient maintenues dans de justes proportions. En Europe, l'idée que les fonctionnaires des institutions européennes touchent des traitements excessifs et qu'à Bruxelles on dépense trop généreusement, cette idée gagne petit à petit du terrain. Vous le constaterez à la lecture de diverses informations de presse; on en parle aussi dans les discussions budgétaires des Parlements nationaux. Je crains que, si on se fait ainsi des gorges chaudes sur notre compte, nos efforts ne soient jugés à l'avenir que sur nos dépenses et non pas sur ce qui peut être obtenu dans le cadre des Communautés européennes. Et cela, aucun membre des Conseils, aucun membre des Commissions, aucun de nos collègues à l'Assemblée ne saurait le vouloir.

M. le Président. — J'ai reçu de M. Margulies un amendement n° 1 aux projets de budget des Communautés européennes.

Cet amendement sera imprimé, distribué et renvoyé à la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et

du budget des Communautés, déjà saisie des projets de budget.

La parole est à M. Kreyssig, au nom du groupe socialiste.

M. Kreyssig, au nom du groupe socialiste. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je remercierai tout d'abord au nom du groupe socialiste notre rapporteur, M. Janssen, pour son excellent rapport. Nous savons à quel point il a été pressé par le temps et combien son travail a présenté de difficultés. Je suis particulièrement heureux de pouvoir dire dès maintenant que les membres de la commission du budget qui appartiennent au groupe socialiste ont entièrement approuvé le rapport de M. Janssen.

Je ne veux pas revenir sur des questions que nous avons déjà traitées au cours de nos derniers débats; j'estime que ce ne serait guère opportun. Je m'associe en tous points aux justes critiques formulées quant à l'attitude du Conseil de ministres. Je m'associe au nom du groupe socialiste aux déclarations que M. Janssen a faites dans son rapport écrit ainsi qu'à ses explications orales complémentaires. Le groupe socialiste approuve également l'exposé qu'a présenté M. Vals, président de la commission.

Je dois constater que du point de vue institutionnel notre Europe est manifestement malade. En effet, dans le rapport que nous avons présenté, nous adressons tant de questions au Conseil qu'on a de la peine à comprendre pourquoi celui-ci n'est pas représenté ici ou pense ne pas pouvoir être représenté. On peut interpréter son absence de deux manières. Peut-être — j'espère que c'est la bonne interprétation — le Conseil a-t-il la conscience chargée. Dans ce cas, il aurait pendant une année la possibilité de remédier à ce qui lui charge la conscience, après quoi il pourrait se présenter ici la tête haute.

Si l'absence du Conseil n'est pas due à sa mauvaise conscience, elle ne peut en réalité s'expliquer que par le défaut de volonté de collaborer réellement avec l'Assemblée ou par quelque autre cause qu'il est difficile de déterminer. Notre Assemblée et celle qui l'a précédée, l'Assemblée commune, ont attaché jusqu'ici

beaucoup d'importance à faire preuve de courtoisie et de dispositions amicales. Je suppose que lorsqu'il préfère ne pas être représenté ici, le Conseil pourrait bien obéir à des considérations d'ordre tactique.

Je répèterai ce que j'ai déjà dit au nom de mon groupe. Je comprends que M. le Président du Conseil ne puisse pas faire le voyage de Rome à Strasbourg pour la fin de la semaine, c'est-à-dire le vendredi et le samedi. Mais vous savez aussi bien que moi que chacun des deux Conseils n'a pas seulement un président; les Conseils ont aussi d'autres membres. Quand le président du Conseil ne peut pas venir, il devrait tout au moins demander à un autre membre du Conseil d'être présent ici.

Au cours de nos débats budgétaires, nous devons prendre position sur les décisions du Conseil concernant les budgets de la Communauté économique européenne et de l'Euratom. Si aucun représentant du Conseil n'assiste à ces débats, nous n'avons pas au fond l'interlocuteur qui importe. Cet interlocuteur n'aura ni le temps ni l'envie de lire ensuite dans les procès-verbaux ce que nous avons dit dans cette salle. Nous avons donc tout lieu de craindre que des vœux et des demandes justifiés de l'Assemblée que nous présentons ici demeurent ignorés.

Une autre difficulté résulte du fait que la présidence du Conseil est assurée par roulement. Mes collègues se souviendront que lors des débats qui ont eu lieu il y a un an, le président du Conseil en exercice nous avait donné l'assurance qu'il s'efforcerait de collaborer avec la commission du budget; il avait seulement oublié que ses fonctions de président devaient prendre fin 15 jours plus tard. Son successeur ou bien ne savait rien de cette promesse ou bien, s'il en avait connaissance, n'était pas disposé à la tenir.

Il ne nous reste donc, comme le président de notre commission l'a dit, que le modeste espoir de pouvoir discuter lundi prochain avec M. le Président du Conseil au sein de la commission du budget. Nous ne pouvons que l'espérer, car jusqu'ici nous n'avons pas reçu de promesse ferme.

Au nom du groupe socialiste, je parlerai maintenant de quelques points du rapport

qui nous est soumis et je vous dirai ce que nous autres socialistes, nous considérons comme particulièrement important en l'état actuel.

Tout d'abord, nous approuvons pleinement ce qui est dit au sujet du Comité économique et social. C'est pour des motifs absolument incompréhensibles que le Conseil — je dois à nouveau exprimer mon regret qu'aucun représentant du Conseil ne soit parmi nous — a été en réalité amené à ne pas donner suite à la recommandation faite à l'unanimité par l'Assemblée, à savoir que les crédits pour le fonctionnement du Comité économique et social doivent être inscrits pour moitié au budget de chacune des deux Commissions. Le Conseil n'a donné aucune explication à ce sujet : rien n'est dit dans le projet de budget que nous avons reçu, nous nous trouvons donc devant une énigme. Peut-être aurons-nous lundi la possibilité de la résoudre.

L'attitude du Conseil est d'autant plus incompréhensible que les deux Commissions avaient donné suite à la proposition de l'Assemblée et avaient correctement partagé entre elles dans leurs états prévisionnels les crédits demandés pour le Comité économique et social.

Au sujet du budget du Conseil de ministres, je tiens à dire que je ne sais pas encore si je pourrai me rallier à la proposition de M. Margulies; nous devons en discuter à la commission du budget. Il est curieux et frappant que dans ses indications relatives à son personnel et à l'activité de celui-ci, le Conseil se montre si discret dans son propre budget. Il ne nous donne aucune explication et sous les rubriques du budget on ne trouve aucun renseignement. Nous avons déjà une fois formulé des critiques quant à l'insuffisance des indications sur les dépenses de personnel.

Nos collègues se souviendront que nous avons décidé naguère de réduire d'un franc belge, à titre symbolique, le budget des Conseils. Même le Conseil a aussi dû remarquer à quel point l'Assemblée était mécontente déjà alors. Aujourd'hui, nous sommes dans la même situation. Le Conseil ne s'est pas présenté devant notre commission et il ne nous a donné aucune explication; nous ne savons donc pas quelle est la composition de son personnel.

C'est pourquoi je tiens à répéter ce que nous avons déjà dit à la commission du budget : nous ne sommes pas en mesure de prendre position sur l'effectif du personnel des Conseils. Je déclare, au nom du groupe socialiste, que nous ne pouvons pas approuver le budget du Conseil.

J'avais demandé que l'on inscrive au budget de notre Assemblée un crédit de 100 millions, afin qu'elle ait les moyens d'agir si le Conseil devait se montrer incapable de prendre une décision sur le choix du siège. Or, le Conseil a supprimé ce crédit. Il a fait à ce sujet une déclaration. Nous avons en outre la déclaration de la commission des quatre présidents. Il n'y a rien à objecter. Nous avons maintenant la promesse officielle — le groupe socialiste s'en félicite — que notre Assemblée pourra présenter un budget supplémentaire. C'est déjà un succès, car jusqu'ici nous étions dans le doute à ce sujet.

Il nous faudra poursuivre les négociations à la commission des affaires politiques. Celle-ci devra dire quelles sont les conséquences à tirer de la déclaration du Conseil selon laquelle il ne songe pas à prendre avant trois ans une décision sur le choix du siège.

Tout ce que je veux, c'est qu'on se rende compte d'une chose : si on se donne encore un délai de trois ans pour prendre cette décision, cela veut dire qu'il faudra encore six à huit ans jusqu'à ce que les Communautés soient réunies en un même lieu. Le déménagement et le groupement des institutions exigeront en effet beaucoup de temps.

J'en viens maintenant au problème important de l'information. Les crédits inscrits dans les projets de budget qui nous ont été soumis sont un véritable défi et les commentaires qui s'y rapportent donnent une impression vraiment étrange. Dans le budget de la Commission de la Communauté économique européenne, nous relevons : Service commun d'information, 30 millions ; à la page intitulée « Commentaires » il n'y a rien, il y a un blanc. Pour l'Euratom, nous trouvons pourtant une remarque technique qui nous éclaire. Nous lisons : Service commun d'information, 15 millions. Quant à la page intitulée « Commentaires », elle n'est pas tout à fait blanche ; nous apprenons que ce crédit

représente la quote-part de l'Euratom dans les dépenses totales, soit 20 %. Mais nous ne trouvons pas un mot sur l'usage qui doit être fait de ce crédit.

Je me suis sérieusement attaché à examiner le fonds et les dépenses pour l'information. Je vous rappelle qu'en juillet la commission du budget avait décidé de procéder à une enquête approfondie sur ce que l'on fait de ce fonds pour la presse et l'information, et cela en commençant par la Haute Autorité. On a dit à ce moment que la commission devrait consacrer deux jours à cette enquête.

Conformément à une décision du Conseil de ministres, un crédit de 75 millions a été inscrit dans les budgets des Communautés pour le service commun de presse et d'information. J'aurai encore l'occasion de montrer que ce service commun ne fonctionne pas du tout. Les Commissions de la C.E.E. et de l'Euratom avaient demandé un crédit de 85 millions et nous avaient expliqué, à la réunion de la commission du budget, qu'elles avaient absolument besoin de ces 10 millions supplémentaires pour faire fonctionner convenablement le service de presse et d'information. Quelques détails nous ont été donnés à ce sujet, mais ce qui importe, c'est tout autre chose.

Pour remplacer les espaces blancs des états prévisionnels, la Commission de l'Euratom a bien voulu nous communiquer une notice d'information que nous avons reçue pendant la réunion à Bruxelles. Ce que nous avons ainsi appris n'est cependant pas beaucoup plus réconfortant et réjouissant que ce qui m'est apparu lors d'un examen critique.

Tenons-nous en donc aux 75 millions qui étaient inscrits jusqu'ici au budget pour le service commun. Le Conseil veut bien maintenir ce crédit, mais il a refusé de l'augmenter de 10 millions. Je dois dire que dans une certaine mesure je comprends qu'il ait refusé cette majoration. En effet, lorsqu'il déclare qu'il l'a refusée parce que la Commission n'avait pas énuméré le personnel nécessaire, son refus n'est pas tout à fait injustifié.

Malgré tout, nous sommes unanimes à estimer que la Commission doit recevoir les 10 millions qu'elle a demandés. En disant cela, nous

partons de considérations tout à fait différentes; elles ont abouti à la décision unanime de la commission du budget d'amender le budget à cet effet.

Un examen plus approfondi montre que sur les 75 millions, 35,7 millions sont affectés à des dépenses de personnel. Il faut y ajouter 5,1 millions pour les dépenses de matériel. Pour l'information proprement dite, pour ce qu'on fait en réalité, on dispose de 33 millions, soit moins de la moitié du crédit total. Sur ces 33 millions, la moitié environ est encore dépensée par les services supérieurs, la Haute Autorité, la Commission de la C.E.E. et la Commission de l'Euratom, c'est-à-dire manifestement pour le travail d'information ou de presse à l'échelon supérieur. On note ensuite que, sur le montant total de 75 millions, 15 millions sont dépensés dans les secteurs nationaux, ce qui représente à proprement parler un montant minime.

Si je poursuis mon examen — chacun d'entre nous peut le faire pour son propre pays — je constate que pour le travail direct au bas de l'échelle, à la base, la république fédérale d'Allemagne, par exemple, dont j'ai l'honneur d'être le représentant, dispose de 4,5 millions de francs belges. Cela fait 400 000 DM, une somme qui est si ridiculement faible qu'il faut vraiment y regarder par trois fois avant d'en croire ses yeux. Comme je viens de Munich, vous ne m'en voudrez pas de vous donner un exemple pris dans cette ville. Une seule brasserie, qui ne produit pas même une très bonne bière, mais quand même de la bière de Munich, dépense 1 400 000 DM par an pour accroître ses ventes de bière. Mais les trois Communautés européennes disposent en tout et pour tout de 400 000 DM pour le travail direct dans la république fédérale d'Allemagne, c'est-à-dire pour un travail destiné à faire comprendre aussi aux citoyens de ce pays ce que sont les Communautés et ce que signifie l'idée européenne.

Ceux de nos collègues qui ont l'occasion de visiter une école primaire, d'entrer dans une classe ou d'interroger de jeunes syndicalistes ou quelque autre personne — peu importe dans quel pays — seront régulièrement frappés par la confusion désespérante qui règne dans les esprits. Les gens ne savent pas ce qui se

passé en Europe. Même ceux qui s'y intéressent ne sont pas capables de vous dire clairement de quoi il s'agit et ce qui est en cause. C'est précisément pour lutter contre cette ignorance qu'il nous faut des informations, une éducation, une instruction, c'est-à-dire une propagande européenne dans le bon sens du terme; voilà ce que nous voulons.

Je ne donnerai pas d'autres exemples. Je ne veux pas parler du fonds pour l'information dont les ministres et les chanceliers disposent dans leurs pays; je ne veux pas parler non plus du service fédéral de presse et d'information. La situation est la même dans tous les pays. Il suffit de constater qu'à la base, là où la propagande s'adresse à la jeunesse, aux hommes désireux de savoir et d'apprendre, les moyens financiers font presque complètement défaut.

Or, il a été demandé que le crédit de 75 millions que le Conseil veut accorder soit porté à 85 millions. D'accord.

Le 29 octobre, nous avons reçu de la Commission de l'Euratom un bref exposé. Il en ressort que sur un crédit total de 85 millions — au lieu des 75 millions accordés par le Conseil — on demande pour le personnel 41 millions au lieu de 35,7 millions, pour les dépenses de matériel 9 millions au lieu de 5,1 millions et pour l'information proprement dite 35 millions au lieu de 33,2 millions.

Il s'ensuit que les deux Commissions demandent 10 millions de plus. Elles déclarent qu'elles en ont un besoin urgent. Mais il s'ensuit aussi que la plus grande part de ce crédit supplémentaire et un pourcentage plus élevé que ce n'était le cas pour le crédit de 75 millions, sont à nouveau affectés aux dépenses de personnel et aux dépenses de matériel.

Les Commissions ont déclaré qu'elles avaient besoin de cette somme pour organiser convenablement leurs services d'information, pour mettre en place leurs bureaux de correspondance et pour maintes autres fins. Nous n'avons reçu aucune explication — car ni le personnel ni les Conseils ne le savent — quant aux lieux et aux modalités de l'action ainsi envisagée.

Je vous dirai brièvement ce qui a été fait jusqu'ici en ce domaine. Je songe au « Bulletin d'information » que vous connaissez certaine-

ment tous en Belgique, en France et peut-être aussi aux Pays-Bas. Dans ce bulletin, l'information européenne revêt une forme qui appelle les plus vives critiques.

J'ai sous les yeux le numéro qui a été publié par le bureau de presse des trois Communautés à Paris après la discussion que nous avons eue ici au mois de juin. Il y était question de la Haute Autorité, des institutions et de l'action ultérieure à déployer. Le numéro contient à ce sujet deux pages très bien imprimées, en bleu et noir sur fond blanc; on trouve sur une page un excellent exposé de ce que M. Finet, de ce que M. Poher, de ce que M. Vendroux ont dit et sur près de la moitié de la page suivante, un exposé de ce que notre collègue M. Maurice Faure a dit. Mais ensuite vous ne trouvez en marge qu'une petite note encadrée sur ce que notre collègue M. Birkelbach a exposé au nom du groupe socialiste; c'est tout. Et cependant M. Birkelbach a parlé au nom d'une partie très appréciable de l'Assemblée. J'estime que les informations données sur le plan européen devraient être de vraies informations et qu'il y aurait lieu de respecter aussi un juste équilibre.

Mais au sujet du fonds pour l'information, je fais une autre constatation qui est encore plus affligeante. Tant qu'il n'y avait que la Haute Autorité seule et qu'il ne s'agissait que d'une Communauté unique, nous avons dû formuler beaucoup de critiques au sujet de l'information et nous nous proposons aussi d'examiner à fond la question. Mais maintenant que nous avons trois Communautés et des services communs d'information, nous nous trouvons placés devant le fait que, sur le plan national en tout cas, le travail d'éducation, de formation et d'enseignement est complètement arrêté. C'est très regrettable. Dans tous les pays, il existe un grand nombre de bonnes organisations qui seraient entièrement disposées à consacrer beaucoup d'argent et à vouer beaucoup d'intelligence à ce travail.

Jusqu'ici, l'usage voulait que la moitié des dépenses faites pour des cours, des conférences du soir ou des cours de fin de semaine destinés à nos collègues qui ne sont pas si bien renseignés, soit payée par la Haute Autorité, puis sur le fonds commun. Ensuite, tant que la question a été en suspens, la Haute Autorité

n'a manifestement pas voulu prendre des décisions de son propre chef. Maintenant, nous constatons que les programmes d'éducation, d'enseignement et de formation sont au point mort, tout au moins dans la république fédérale d'Allemagne. D'après des informations que j'ai recueillies, il en est de même dans tous les autres pays.

En dehors de celles dont j'ai parlé, il y a des institutions de formation et d'enseignement qui collaborent avec l'U.N.E.S.C.O. dans le cadre des Nations unies et qui sont reconnues comme organisations non gouvernementales des Nations unies. Étant des institutions neutres, elles sont les plus qualifiées pour ce travail d'enseignement et de formation. A la différence de ce qui se passe pour les institutions gouvernementales, on ne les suspecte pas de s'inspirer d'une tendance déterminée quand elles interprètent l'idée européenne. Mais même ces institutions reconnues n'ont pas reçu les fonds dont elles ont besoin pour la réalisation de ce programme.

J'ai lieu d'admettre que dans les autres pays la situation est tout aussi mauvaise que dans la République fédérale. En effet, les moyens financiers sont absolument insuffisants. C'est pourquoi j'ai présenté une proposition et j'ai recueilli la signature d'un certain nombre de nos collègues, non seulement celle du président de la commission du budget, M. Vals, mais encore celles de MM. Duvieusart, Schuijt et Furler. Nous demandons que le crédit de 15 millions destiné au service de l'information et de la presse soit inscrit sous une rubrique spéciale avec mention de l'obligation de n'utiliser ce montant que sur le territoire de nos six pays, et cela expressément aux fins d'éclairer la population et avant tout d'aider la jeunesse à comprendre l'idée européenne et à s'enthousiasmer pour cette idée.

J'espère que l'Assemblée approuvera ma proposition. Je suis heureux de l'appui qu'elle a reçu dès maintenant. Le texte vous en sera soumis demain et nous pourrions alors le discuter à la commission du budget.

Ma proposition est aussi appuyée par le groupe socialiste et, si mes informations sont exactes, le groupe démocrate-chrétien a également décidé ce matin de l'approuver.

Je ne dirai rien du problème de l'Université. Il appartient aux présidents ou aux rapporteurs des commissions compétentes de prendre position sur les problèmes spéciaux que posent les budgets.

Il faut créer en Europe — tel est l'objet de ma proposition — une opinion publique qui soit favorable à l'idée européenne; en effet, tout n'est pas pour le mieux à cet égard. Sans engager de fortes dépenses de personnel et de matériel, il faut créer une œuvre sérieuse pour que les citoyens européens puissent se faire une idée juste de notre activité.

Pour conclure, je répéterai que le groupe socialiste ne peut pas accepter le budget du Conseil de ministres.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Bertrand, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Bertrand, *au nom du groupe démocrate-chrétien.* — (N) Monsieur le Président, j'ai simplement demandé la parole pour une intervention très brève. Je tiens cependant à féliciter sincèrement au nom du groupe démocrate-chrétien notre rapporteur, M. Janssen, pour son rapport si clair et précis; je le félicite surtout d'avoir réussi en un minimum de temps à donner dans son rapport une image exacte des aspects politiques qui caractérisent les budgets de 1960. Je le remercie aussi au nom de la commission de la sécurité du travail, car il a très clairement exprimé les idées que cette commission caresse à propos des budgets, celui de l'Euratom aussi bien que celui de la Communauté économique européenne.

Mon intervention a uniquement pour objet les paragraphes 59 et 60 du rapport de M. Janssen, dans la mesure où il est question des crédits pour l'activité du Comité économique et social.

J'ai l'impression, Monsieur le Président, qu'à cet égard nous voyons les Conseils obéir à une tendance vraiment singulière.

Pour la seconde fois, les deux exécutifs, la Commission de la C.E.E. et celle de l'Euratom, ont en effet inscrit dans leurs projets de budget un montant destiné à assurer le fonctionnement du Comité économique et social.

En dépit du fait que notre Assemblée a exprimé le vœu, dans deux résolutions déjà, que les dépenses de fonctionnement du Comité économique et social grèvent les budgets de la Commission de la C.E.E. et de celle de l'Euratom, le Conseil de ministres a une fois de plus, cette fois-ci pour 1960, rayé ce montant des budgets des exécutifs pour l'inscrire dans son propre budget.

La convention qui est annexée au traité de Rome signale pourtant que le Comité économique et social est une institution avant tout appelée à conseiller les exécutifs européens. On y lit aussi que les Conseils peuvent eux-mêmes le consulter, mais j'ai nettement l'impression que, par le moyen des crédits qu'ils inscrivent dans leur budget, ils désirent réellement avoir la haute main sur le fonctionnement normal et les possibilités d'action du Comité économique et social.

Voilà pourquoi je vous demanderai que, pour la troisième fois — ne dit-on pas toutes bonnes choses vont par trois? — nous demandions, dans la résolution que nous entendons déposer à la suite du présent débat, que les dépenses relatives au fonctionnement du Comité économique et social restent inscrites dans les budgets des exécutifs européens; par là, nous voudrions faire apparaître plus clairement l'indépendance du Comité économique et social à l'égard des Conseils.

C'est tout ce que je voulais dire dans la présente discussion.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Nederhorst.

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, mon intervention aura trait à deux points seulement de l'intéressant rapport de M. Janssen.

Ma première remarque concerne le Fonds social européen, mais je la ferai non pas en ma qualité de président de la commission des affaires sociales, mais comme porte-parole du groupe socialiste.

Notre groupe est unanime à s'alarmer en face du budget, notamment à propos des

crédits qui ont été inscrits pour le Fonds social européen. Il peut se rallier, d'une façon générale, aux remarques que M. Janssen a faites à cet égard dans son rapport.

Quelle est la situation?

Pour 1958, un montant de 500 millions de francs belges était à la disposition du Fonds social européen. Je rappelle à l'Assemblée que le Fonds social effectue toujours ses versements après coup. Cela signifie donc que la somme de 500 millions de francs belges accordée en 1959 se rapporte à d'éventuels versements faits à partir du 1^{er} janvier 1958.

La Commission de la C.E.E. a calculé que l'on aurait besoin, pour les fins du Fonds social, d'environ 500 millions de francs belges par an. Pour 1959, on dispose également, à ces mêmes fins, d'une somme de 500 millions. Mais de quoi dispose-t-on pour 1960?

Je vous rappelle encore une fois que le Fonds rembourse après coup les dépenses. Ce que nous lisons dans le rapport de M. Janssen et dans les explications de la C.E.E. sur le budget est parfaitement exact : le crédit de 500 millions de francs belges qui figure au budget de l'exercice 1959, de même que le crédit, d'un montant égal, qui est inscrit pour l'exercice 1960, servent exclusivement à couvrir les dépenses faites par les États membres en 1958 et 1959.

Cela signifie que pour chacune des années 1959 et 1960 nous disposons d'un montant de 500 millions de francs belges pour le Fonds social européen. Mais cela signifie aussi, Monsieur le Président, que pour 1960 nous n'avons pris, en fait, aucune disposition et que pour cette année-là nous devons attendre et voir, comme le rapporteur le dit dans son rapport, si la Communauté économique européenne va présenter un état prévisionnel supplémentaire.

Je ne dis vraiment pas cela, Monsieur le Président, pour critiquer le rapporteur; M. Janssen n'a fait que rapporter ce qui s'est dit dans les conversations avec les présidents des diverses commissions et les délégations de ces commissions. Mais, je le redis, mes amis socialistes éprouvent comme moi un certain malaise en face d'une politique dont la conséquence est que, pour 1960, nous dépen-

dons de la présentation de budgets supplémentaires. Cela veut dire que pour 1960 la liberté d'action du Fonds social européen va être plus ou moins restreinte du fait que l'on n'est pas certain d'avoir les fonds nécessaires et qu'il faudra voir si des budgets supplémentaires vont être déposés ou non. D'une façon générale, nous ne pensons pas que ce soit là une situation heureuse.

Monsieur le Président, je serais particulièrement heureux de recevoir de la Commission européenne des renseignements plus précis à ce sujet. Mes amis politiques se réservent, comme je le fais moi-même, pour le cas où les renseignements ne seraient pas satisfaisants, le droit de soumettre une proposition à l'Assemblée en vue de faire inscrire de nouveau un poste de 500 millions de francs belges au budget.

Monsieur le Président, le second point sur lequel je dirai quelques mots touche à ce que M. Kreyssig vient de dire à propos de l'information. Je suis tout à fait d'accord avec les remarques de M. Kreyssig; j'y ajouterai cependant un argument qui, en somme, ne devrait entrer en jeu que la semaine prochaine quand nous discuterons le rapport de la commission de l'association avec les pays et territoires d'outre-mer. Mais je tiens à en parler aussi dans ce débat et dès maintenant.

Monsieur le Président, nous avons eu le privilège de pouvoir nous rendre compte sur place de la situation en ce qui concerne l'information dans les pays d'outre-mer. Nous avons pu constater qu'on s'y livre à une action d'information très intense; mais cette action n'est pas le fait de la Communauté européenne, elle est organisée par toute sorte d'autres groupements politiques. Nous avons pu constater qu'on y peut entendre tous les jours des émissions radiophoniques du Caire, en français et dans la langue du pays, si bien que jour après jour des renseignements inexacts sont donnés sur ce qu'est la Communauté européenne et sur ce qu'elle se propose d'être.

Nous avons de même pu noter que, dans les pays situés derrière le rideau de fer également, il se fait une intense propagande dans ce sens et que quinze à vingt mille personnes en Afrique, qui font partie des milieux dirigeants, reçoivent tous les mois des brochures, des

pamphlets et toute sorte d'informations provenant des pays de derrière le rideau de fer. Nous savons que cinquante bourses d'étude ont été accordées par l'Allemagne de l'Est à des étudiants africains et que deux cents étudiants africains étudient à l'université de Prague grâce à des bourses d'étude qu'ils ont reçues.

Je pourrais compléter ces indications par des chiffres, mais je me bornerai à répéter que du côté que je viens d'indiquer il se fait en permanence une propagande anti-européenne dans les territoires de l'Afrique.

Monsieur le Président, qu'est-ce que la Communauté européenne peut opposer à cette action?

Nous avons cherché en vain, ne fût-ce qu'une seule brochure qui indique dans une langue compréhensible, d'une manière simple, quel est le but, quelle est la nature de notre Communauté européenne.

Nous savons que dans les services de l'information il y a un fonctionnaire, un seul, qui s'occupe de l'information dans les régions d'outre-mer. Voilà de quoi nous devons nous contenter! Nous voyons donc qu'il se fait régulièrement une propagande adverse et que, du côté de la Communauté européenne, on n'a rien à opposer, vraiment rien. Dans ces circonstances, on est obligé de dire que la proposition de M. Kreyssig est encore très modeste. On se sent porté à dire que c'est même trop peu, et non pas que c'est trop.

Il s'agit en l'occurrence d'un problème extrêmement important que les organismes européens et les exécutifs européens devront examiner avec le plus grand sérieux. En effet, nous sommes très exactement sur le point de perdre toutes nos chances du fait que, par l'effet d'économies déplacées, nous sommes incapables de faire valoir comme il convient les véritables intentions et la véritable nature de nos Communautés européennes.

Voilà l'exemple de l'information dans les pays d'outre-mer. Mais j'ai encore un second exemple à l'appui de ma thèse.

M. Hazenbosch était présent quand, la semaine dernière, nous avons eu une conférence de presse. A l'issue de cette conférence, quel-

qu'un de la télévision néerlandaise est venu nous trouver et nous a dit que l'on ferait volontiers, à la télévision, une émission consacrée au problème des stocks de charbon. Or, cette personne nous a dit qu'à son grand regret elle a constaté que dans ce domaine aucune collaboration n'a pu être obtenue de la Communauté.

Jour après jour, des millions et des millions de gens regardent les écrans de la télévision, mais les Communautés européennes ne font rien. Elles n'ont même pas un petit bout de film qui permettrait de faire comprendre au public le problème des réserves de charbon.

Nous avons eu à nous occuper, il n'y a pas longtemps, de la question de la réadaptation. Là non plus, les Communautés européennes n'ont rien fait pour que l'homme de la rue, comme on dit, saisisse la grande importance que revêtent pour lui les dispositions sur la réadaptation.

Quand la télévision s'adresse aux organes européens et leur demande de l'aider, quand elle demande par exemple un documentaire ou quelque chose de semblable pour le faire voir aux spectateurs, nous remarquons que nous n'avons rien de ce genre à lui offrir.

Je vous ai indiqué quelques exemples qui montrent que l'information, et tout spécialement l'information destinée à l'homme de la rue, est insuffisante à tous égards. C'est pourquoi je trouve particulièrement regrettable que dans ces circonstances on réduise le poste du budget destiné au service de l'information plutôt que de l'augmenter considérablement. Je m'en féliciterais énormément si l'Assemblée donnait son appui à la proposition faite par M. Kreyssig et d'autres représentants, de manière que ce poste du budget soit augmenté.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Schuijt.

M. Schuijt. — (N) Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de faire une remarque sur le rapport de M. Janssen, un rapport dont à mon tour j'ai beaucoup apprécié la qualité. Ma remarque concerne les dépenses ou, pour

mieux dire, le manque de dépenses pour l'information.

Si je me rallie entièrement à l'avis de la commission de l'administration et du budget, je ne le fais pas seulement en mon nom; je parlerai surtout pour la commission des affaires politiques. En effet, cette commission s'occupe depuis quelque temps déjà du problème de l'information et j'ai eu l'honneur de parler comme rapporteur de cette commission.

Les arguments qui ont été avancés à l'appui de la demande de la commission du budget, une demande qui tend à rétablir le montant des dépenses d'information réclamé par les exécutifs et même de le relever encore — ce dont, personnellement, je ne pourrais que me féliciter — ces arguments, dis-je, sont légion.

Le premier est que, dans l'idée de la commission du budget, la somme de 85 millions est absolument nécessaire, si on veut faire fonctionner convenablement l'information commune en 1960.

Ensuite, la préparation des peuples de l'Europe aux élections européennes — vous savez que, peu à peu, ces élections entrent dans la phase de la réalisation — exigera des efforts particuliers et par conséquent aussi des dépenses particulières.

En troisième lieu, nous avons le grand problème de l'information dans les pays d'outre-mer associés à notre Communauté, un point dont M. Nederhorst a aussi parlé.

J'ai eu le privilège de faire partie de la délégation de notre Assemblée parlementaire qui a visité un certain nombre de pays de l'Afrique centrale. Pareil à M. Nederhorst et à tous mes autres collègues, j'ai pu noter à plusieurs reprises au cours de ce voyage combien la Communauté européenne des Six est inconnue et, d'autre part, combien les Africains qui ont des responsabilités sur le plan politique, social et syndical sont impatients de recevoir des informations bonnes et régulières.

Les nombreuses conversations que nous avons eues là-bas ont également fait apparaître que la Communauté européenne est constamment exposée à des attaques venues du dehors.

Radio-Caire notamment ne laisse échapper aucune occasion de jeter la suspicion sur notre sincère volonté d'établir avec les pays africains une collaboration sérieuse et honnête. Dans le rapport de M. Duvieusart, ces faits se trouvent encore soulignés et, sans vouloir anticiper à ce propos, je puis dire dès à présent que notre délégation a été unanime à dire, pour me servir des termes mêmes qui ont été employés, qu'il y a « une insuffisance totale d'informations sur l'association ».

Si nous voulons obtenir que des liens nouveaux soient noués avec les territoires d'Afrique qui sont devenus autonomes et indépendants, si nous voulons que ces relations soient saines et durables, il nous faudra faire comprendre à ces populations que le fondement de ces relations est un fondement tout à fait nouveau, qu'il n'y a plus à craindre aucun colonialisme personnel ou collectif et que notre désir ardent est que ces relations soient nouées de part et d'autre sur la base de l'égalité et dans les respects mutuels.

Il était naturellement inévitable que, pour cette première fois, l'Europe règle de façon unilatérale la question de l'association. Mais, en 1963, il faudra, aux termes du traité, établir une nouvelle convention d'application. A ce moment, l'association devra être réciproque. Il est absolument nécessaire, pour cela, que les peuples de l'Afrique sachent ce qu'est l'Europe des Six et quels sont les buts que nous poursuivons.

Notre groupe de voyageurs a constaté les difficultés énormes auxquelles se heurtent les gouvernements de ces pays quand ils veulent entretenir des contacts réguliers avec leurs populations. Le journalisme en est encore à ses premiers balbutiements et les postes de radio sont souvent très coûteux. Le seul moyen de communication qui semble fonctionner encore sans défaillance, c'est le tam-tam.

Je signale ce point de détail, Monsieur le Président, pour montrer combien il sera difficile, extraordinairement difficile, de résoudre ce problème de l'information en Afrique. Mais j'espère que le Conseil de ministres n'en déduira pas qu'il suffit de mettre en Afrique quelques artistes du tam-tam au service de la Communauté!

J'aperçois encore un quatrième argument : c'est la nécessité toujours croissante d'organiser dans les pays tiers une information qui fonctionne bien. Si, pour prendre un exemple, il y a tant de malentendus à propos de la zone de libre-échange ou de l'association économique européenne, la raison en est pour une part que l'on n'a jamais su très bien, hors de la Communauté, ce qu'est le marché commun et ce qu'il veut être. Le caractère ouvert de la Communauté économique européenne a notamment été mis en doute. Bon nombre d'attaques qui sont dirigées contre l'Europe des Six sont le fruit de l'ignorance. C'est pourquoi il importe grandement que l'on s'attaque sérieusement à cette question de l'information de l'autre côté de nos frontières, d'une part pour prévenir ces attaques, d'autre part pour pouvoir y parer si elles ont lieu malgré tout.

Chacun des six pays possède, répandu sur le monde entier, un large réseau de centres d'information sous forme d'ambassades et de légations. Sans ce réseau d'informateurs hautement qualifiés, l'incompréhension entre les nations serait encore plus grande qu'elle ne l'est déjà. Des millions et des millions sont dépensés pour cela. Rien que le budget des affaires étrangères de mon pays prévoit un montant de 375 900 florins — ce qui représente plus de quatre millions et demi de francs belges — pour l'information des postes situés à l'étranger. Cette somme ne comprend naturellement pas les salaires du personnel; si nous les ajoutions, nous en arriverions à un chiffre encore bien plus impressionnant.

Je n'ai guère besoin d'en dire davantage, mais ces chiffres m'amènent à mon dernier argument.

Si un petit État comme le sont les Pays-Bas, qui au surplus a la réputation d'être très économe dans le secteur public, dépense à lui seul, chaque année, pour ses services d'information, au total une somme égale à celle que le Conseil de ministres entend mettre à la disposition des Communautés européennes, c'est-à-dire 75 millions de francs belges environ, on a vraiment le droit de se demander si le sens des proportions n'a pas été perdu; on peut se le demander d'autant plus quand on songe que les dépenses d'information des gouvernements nationaux sont destinées à faire connaître

au peuple les objectifs et les mesures politiques de corps constitués et consolidés depuis longtemps déjà, alors que les Communautés européennes en sont encore à devoir conquérir leur place dans le monde, et non seulement dans le monde, mais même à l'intérieur des Six.

(L'orateur poursuit son exposé en langue française.)

Permettez-moi maintenant, Monsieur le Président, de m'exprimer en français parce que je vais me référer à une haute personnalité française et que je veux éviter tout malentendu.

J'ai dit que l'information ne se limite pas au monde en dehors des Six, mais quelle doit s'exercer aussi et avant tout à l'intérieur même des Six. J'ose l'affirmer, Monsieur le Président, malgré la célèbre déclaration, d'ailleurs en cela réconfortante, faite naguère par le premier ministre français, M. Debré. Le 15 mai dernier, M. Debré a dit : « L'Europe est une réalité et la solidarité européenne une nécessité absolue. »

Je suis d'avis que cette affirmation témoigne d'un étonnant dynamisme ministériel. Je voudrais bien que la nécessité de cette solidarité soit reconnue d'une façon totale, générale, mais puisque, malgré cette déclaration pleine d'autorité, je ne suis pas encore convaincu de l'existence générale de ce sentiment profond de solidarité, j'ose défendre la thèse que, dans ce domaine, il y a encore, pour le service d'information, beaucoup de pain sur la planche.

Voilà donc, Monsieur le Président, cinq arguments que j'ajoute au dossier de la commission du budget pour justifier la demande de rétablissement du budget de l'information au moins à 85 millions.

Puisque nous sommes en train de discuter du budget, donc de la politique qui en est la base, me permettez-vous de demander encore quelques informations aux membres des exécutifs? Les questions que je vais poser cadrent avec le souci et même l'inquiétude qui commence à régner au sein de la commission politique au sujet de l'élaboration du principe, à plusieurs reprises solennellement affirmé, du service commun d'information.

Devant nos yeux d'observateurs intéressés se déroule peu à peu un tableau un peu incohé-

rent de la politique d'information des exécutifs. Je me réserverai le droit d'y revenir plus tard d'une façon détaillée, mais je profite de cette occasion de la discussion budgétaire pour attirer l'attention sur quelques faits qui illustrent le manque d'organisation et de décision dans ce domaine.

D'abord, nous constatons dans le budget une prolifération de fonctionnaires pour les services des porte-parole. J'admettrais facilement, pour des raisons linguistiques, une certaine extension du groupe des porte-parole, mais l'examen des sommes destinées à rémunérer les fonctionnaires de l'information ne m'a pas permis de découvrir les éléments d'une grande ligne politique d'information. En effet, on aperçoit mal une distinction claire entre ce qu'en termes techniques on appelle l'action immédiate, journalière et directe, d'une part, l'action spécialisée en profondeur, d'autre part.

Il va sans dire que les exécutifs ont besoin de porte-parole pour faire diffuser immédiatement les nouvelles procédant de leur activité. Il est normal qu'à l'Italien, au Français ou au Belge assumant la fonction de porte-parole, on ait adjoint des « sosies » s'exprimant dans les quatre langues de la Communauté. A cela, il y a des raisons valables. Mais tout autre chose, me semble-t-il, serait la création de services spécialisés auprès de ces porte-parole. Ces services spécialisés auront comme tâche le travail en profondeur à plus ou moins long terme. C'est ainsi que, dans une lettre à la commission politique en date du 18 septembre, le président de la Commission de la C.E.E., M. Hallstein, prévoit, dans le groupe des porte-parole, des services spécialisés qui auront, entre autres missions, la rédaction de brochures à caractère général.

En outre, on a réalisé une brochure pour l'information des pays tiers en langue anglaise, française et espagnole. Et la lettre de M. Hallstein continue ainsi :

« Il est à prévoir qu'aux brochures à caractère général devront être ajoutées des brochures destinées à des milieux déterminés et adaptées au public auquel elles s'adressent.

« Le groupe des porte-parole... a également préparé une traduction anglaise et espagnole d'une deuxième brochure. »

On se demande quelle serait encore la fonction d'un service commun si ce n'est pas de faire le travail spécialisé et en profondeur?

Pour éviter de parler en termes trop techniques, je vais illustrer cette thèse par un exemple tiré de ma propre expérience.

Avant d'avoir l'honneur d'être membre de cette Assemblée, j'étais correspondant à Paris d'un quotidien d'Amsterdam. Si le gouvernement français prenait des mesures en ce qui concerne par exemple l'agriculture, je transmettais immédiatement ces nouvelles, mais la rédaction à Amsterdam n'a jamais estimé nécessaire d'envoyer à Paris tout de suite un spécialiste des matières agricoles. En revanche, elle chargeait un spécialiste à Amsterdam, après s'être documenté plus amplement, de fournir un commentaire explicatif et interprétatif sur la base de cette nouvelle documentation. Ce commentaire était destiné à des milieux plus spécialisés.

C'est ainsi que je conçois la différence entre l'action immédiate, terrain par excellence des porte-parole, et l'action spécialisée, terrain de choix du service commun. Peu apparaît de cette conception générale dans les chiffres du budget. Au contraire, on a l'impression qu'une rivalité malsaine entre différents services s'est glissée dans nos institutions.

J'espère me tromper, mais je voudrais bien que les membres des exécutifs me donnent, à propos de ces problèmes, des éclaircissements qui seraient de nature à dissiper mon inquiétude.

Un deuxième aspect de cette situation peu satisfaisante est qu'après deux années de négociations, la structure du service commun n'a toujours pas été arrêtée. Officiellement, il n'y a toujours pas de directeur. Officiellement il n'y a toujours pas de secrétariat bien équipé de la direction du service commun. Officiellement le statut des porte-parole n'a toujours pas été fixé. Inutile de dire que, du point de vue social, cette situation, pour les personnes intéressées appelées à introduire l'idée de l'Europe auprès des autres, est loin d'être agréable.

Me permettez-vous encore, dans ce contexte, de poser une question très précise aux membres de la Commission de la C.E.E. et de l'Euratom?

Dans les projets de budget figure un article 3403, page III-15, où Euratom demande 3 millions de francs belges pour couvrir des dépenses de vulgarisation; la C.E.E., de son côté, demande 500 000 francs belges.

L'exposé des motifs d'Euratom est le suivant : « Le crédit inscrit à ce poste doit permettre à la Commission de faire face à son obligation d'information dans des cas qui, vu l'urgence ou la spécialité, ne peuvent être portés à la charge du service commun d'information. »

La C.E.E. donne l'explication suivante : « Il apparaît de plus en plus nécessaire de faire mieux connaître les activités de la C.E.E. dans les milieux non spécialisés, étant donné que les publications spécialisées ne touchent généralement qu'un public informé. »

Je voudrais demander quelle est la destination de cet argent et si les exécutifs estiment que le service commun n'est pas capable de s'acquitter de la tâche décrite sous ce chapitre ou n'est pas équipé pour cela, et de quelle façon s'inscrivent ces montants dans la politique générale de l'information.

Monsieur le Président, j'en arrive à ma conclusion. L'inquiétude que j'ai manifestée au début de mon intervention a été provoquée par ces quelques signes qui se manifestent à l'extérieur, au sujet de l'information. Je crois pouvoir constater un manque de conception qui, à mon avis, fait tort non pas aux trois Communautés, mais à la Communauté européenne. Les peuples d'Europe se moquent pas mal de toutes ces institutions aux noms techniques incompréhensibles et aux objectifs extrêmement compliqués. Ce qu'ils demandent — nous parlons ici en leur nom — c'est qu'il y ait une Communauté qui représente une Europe unie.

(Applaudissements.)

M. le Président. — J'ai reçu de M. Kreysig et plusieurs de ses collègues un amendement n° 2 aux projets de budget des Communautés européennes.

Cet amendement sera imprimé, distribué et renvoyé à la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, déjà saisie des projets du budget.

Six orateurs sont encore inscrits dans la discussion, mais tous ont exprimé le désir d'intervenir demain matin. Comme, faute de combattants, la bataille cesse (*sourires*), je propose à l'Assemblée de renvoyer à demain la suite du débat.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

9. — *Nomination de membres de commissions*

M. le Président. — Conformément aux dispositions de l'article 38 du règlement, il y a lieu de ratifier les désignations de membres de commissions qui ont été faites à titre provisoire par le bureau. Ces désignations sont les suivantes :

— MM. Ramizason et Berkhan comme membres de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, en remplacement de MM. Krier et Deist;

— M. Krier comme membre de la commission des transports, en remplacement de M. Carcassonne;

— M. Berkhan comme membre de la commission de la recherche scientifique et technique.

Il n'y a pas d'opposition?...

Ces désignations sont ratifiées.

10. — *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — Comme je l'ai dit tout à l'heure, six orateurs sont encore inscrits dans le débat budgétaire et MM. les Représentants des Commissions vont certainement leur répondre.

Pour que nous puissions achever demain ce débat, je propose à l'Assemblée de tenir la prochaine séance demain samedi à 9 h 30.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

L'ordre du jour de la séance de demain est le suivant :

Suite et fin de la discussion du rapport de M. Janssen, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, sur les projets de budget de la Communauté économique européenne et de la Communauté

européenne de l'énergie atomique relatifs à l'exercice 1960.

Présentation, discussion et vote d'une proposition de résolution relative au caractère de la session qui est envisagée courant janvier.

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 heures.)

SESSION DE NOVEMBRE 1959

SÉANCE DU SAMEDI 21 NOVEMBRE 1959

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal 41
2. Dépôt d'un document 42
3. Budgets de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — Suite de la discussion du rapport de M. Janssen, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés :

MM. Battistini, De Block, Sassen, membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique; De Block, Poher, président du groupe démocrate-chrétien; Bégué, Duvieusart 42
4. Dépôt de documents 55
5. Budgets de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — Suite de la discussion du rapport de M. Janssen :

MM. Hirsch, président, et Sassen, membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique; Mansholt, vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne; Medi, vice-président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique; Duvieusart, Margulies, Schuijt, Kreysig, Sassen, Hirsch 55
6. Modification du règlement. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Bohy, fait au nom de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités :

M. Bohy, président de la commission, rapporteur 79

Adoption d'une proposition de résolution 79
7. Renvoi à une commission :

MM. Carboni, le Président 79
8. Modifications dans la composition de commissions 80
9. Ordre du jour de la prochaine séance 80

PRÉSIDENCE DE M. CHARLES JANSSENS

Vice-président

(La séance est ouverte à 10 heures.)

1. — Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — *Dépôt d'un document*

M. le Président. — J'ai reçu de M. Bohy un rapport, fait au nom de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, sur la modification à apporter aux articles 3, §1; 4, §1; 7, §1; 38, §2, et 49, §1, du règlement de l'Assemblée parlementaire européenne.

Ce rapport sera imprimé sous le n° 73 et distribué.

3. — *Budgets de la C.E.E. et de l'Euratom (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. Janssen, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, sur les projets de budget de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique relatifs à l'exercice 1960.

La parole est à M. Battistini.

M. Battistini. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, je désire vous soumettre quelques très brèves considérations sur un point qui se trouve souligné, avec une nuance d'inquiétude, dans le rapport très complet de M. Janssen. Le traité de l'Euratom prévoit au paragraphe 2 de l'article 9 la création d'un institut de niveau universitaire. En revanche, nous ne trouvons dans le projet de budget de l'Euratom aucun poste de dépense à cet effet, si bien que l'institut européen d'enseignement n'est mentionné en aucune manière dans le budget.

L'exécutif de l'Euratom a soulevé une question : Les dépenses du futur institut universitaire ne doivent-elles pas, plutôt que de grever le seul budget de l'Euratom, être portées au débit des trois Communautés, dans leurs budgets respectifs, selon une clé de répartition encore à déterminer?

Cette question ne concerne pas simplement les modalités de répartition de ces dépenses, car il est clair qu'un institut d'enseignement

qui se crée dans la sphère de l'Euratom doit se consacrer de préférence, sinon exclusivement, au domaine de la physique nucléaire et à ses différents champs d'application. C'est là tout à fait autre chose que les aspirations plus larges de l'Assemblée qui a manifesté le désir de voir se créer une université européenne complète, réunissant les diverses disciplines scientifiques, économiques, humanistes, philosophiques et ainsi de suite. Dans cette hypothèse, il semble parfaitement juste que les frais soient supportés, encore que dans une mesure variable, par les trois Communautés et non pas par la seule Communauté de l'énergie atomique.

Il s'agit donc non pas tant d'une question d'administration et de comptabilité que d'un problème de fond. Voulons-nous un institut universitaire qui ait une tâche très importante, mais limitée, consistant à préparer les savants et les techniciens en vue de l'étude et de l'application de l'énergie atomique? Ou bien voulons-nous une université qui puisse représenter pour les peuples d'Europe, et notamment pour les jeunes générations, un centre de culture et d'étude aussi bien qu'un symbole capable d'entretenir et d'aviver la flamme de l'esprit européen et de réaliser l'aspiration la plus noble de la Communauté, qui est le rayonnement de la culture?

Je crois qu'il ne peut pas y avoir de doute sur la réponse. Dès lors, nous voyons apparaître dans toute son urgence la nécessité de commencer à donner corps à cette idée en l'inscrivant dans nos documents comptables.

A cet égard, je puis imaginer quelles sont les pensées de nos collègues membres de la commission du budget qui, bien mieux que je ne pourrais le faire, aperçoivent l'inextricable forêt de difficultés dans laquelle, si imprudemment, je suis allé à la chasse en soulevant ce problème. Et ils ont raison. Sur la base de quel instrument, demanderont-ils, de quelle disposition pourrait-on inscrire au budget des Communautés pareil poste de dépense? L'article 174 du traité de l'Euratom prévoit que les dépenses relatives à l'équipement des établissements d'enseignement seront inscrits dans le « budget de recherches et d'investissement » de l'Euratom. Mais pour les deux autres Communautés?

En outre, mes collègues plus experts que moi en la matière me diront que les budgets sont désormais arrêtés et que pratiquement on ne peut plus y toucher. Je me rends compte de tout cela, mais, Monsieur le Président, je voudrais insister pour que la commission du budget réexamine la question et la reconsidère dans toute sa valeur morale et politique pour découvrir la voie — s'il en est une — qui permettra de donner le départ, du point de vue financier, à l'université européenne.

La création d'un centre culturel universitaire est une œuvre qui requiert beaucoup de temps : plus nous en différons l'entreprise, plus grand sera le risque que même nos enfants ne la voient jamais.

Le problème me semble être de grande importance. Quand on parle d'université, on parle d'enseignement, d'information; et notre pensée court vers les jeunes générations, vers les futurs citoyens de l'Europe, vers ces esprits qui, plus que tant d'autres, croient à l'unification de l'Europe et dont la foi en cet idéal apparaît infiniment plus vive que celle qui habite de nos jours tant de milieux politiques dirigeants.

Monsieur le Président, mes chers collègues, notre Assemblée est appelée du nom pompeux de Parlement européen. Mais nous savons combien peu sont les aspects qu'elle a en commun avec les vrais Parlements, détenteurs de la souveraineté populaire; nous savons combien plus nombreux sont, en revanche, ses aspects qui l'apparentent aux organismes typiquement consultatifs.

Arrivant ici, nouveau venu dans cette ambiance, j'ai aperçu, se glissant subrepticement de-ci de-là, quelques symptômes de découragement et de scepticisme. Avec un sens admirable de l'opportunité, notre président, M. Robert Schuman, a été faire le tour des capitales des six pays pour y sonder l'opinion des gouvernements nationaux, resserrer les liens, amorcer les discussions sur les moyens de faire progresser l'intégration européenne, en un mot pour faire ce que, d'un mot aujourd'hui à la mode, on appelle la relance européenne.

Je pense que l'Assemblée pourrait seconder efficacement cette action méritoire de son président, si elle faisait sortir l'université européenne des brumes velléitaires et des vœux

imprécis. Ce serait une manifestation de confiance en l'avenir; ce serait la preuve que nous n'avons pas perdu notre enthousiasme, notre élan des premiers jours. Car s'il est vrai que les traités confèrent des pouvoirs limités et quasi insignifiants à notre Assemblée, nous n'en avons pas moins été chargés d'une très grande mission, qui est d'alimenter et de maintenir vivants au milieu des difficultés actuelles, cet espoir du lendemain, cette foi en l'Europe de demain, qui anime la part la meilleure de nos peuples.

M. le Président. — La parole est à M. De Block.

M. De Block. — Monsieur le Président, je tiens, tout d'abord, à faire remarquer que nous avons eu très peu de temps pour examiner deux budgets très importants, tant par leur incidence financière que par les sujets envisagés. Veuillez donc m'excuser d'avance si j'interprète certains chiffres de façon erronée.

A propos de la recherche scientifique, en ce qui concerne l'Euratom, je lis dans le rapport, au paragraphe 21, page 17, que les dépenses prévues s'élèveront à 215 millions de dollars et que ce programme de recherche et d'enseignement doit être réalisé dans un délai de cinq ans.

En prenant les chiffres du rapport, je constate, tout d'abord, qu'il y a des crédits de paiement et des crédits d'engagement.

En ce qui concerne les crédits de paiement, la dépense s'est élevée, en 1958, à 3 millions de dollars; en 1959, à 28 500 000 dollars et l'on prévoit, pour 1960, 34 780 000 dollars. Si je calcule bien, cela fait un total de 66 280 000 dollars.

Il reste donc à dépenser, pour les deux années qui restent, 215 millions moins 66 280 000, soit 148 720 000 dollars, somme qui est beaucoup plus grande que celle qu'on a dépensée pendant les trois premières années.

On me dira que la première année était celle de la mise en train. Je l'admets. Toutefois, le traité prévoyait une dépense de 215 millions de dollars en cinq ans et il me semble que certaines mesures auraient pu être prises dès la première année.

On me répondra encore qu'il y a les crédits d'engagement. En effet, pour 1958, il n'y avait pas de crédits d'engagement. Pour 1959, il y a 55 millions de dollars de crédits d'engagement et, pour 1960, 50 800 000 dollars, soit en tout 105 800 000 dollars. Si je refais ma soustraction, j'arrive au résultat suivant : 215 millions moins 105 800 000 donnent 109 200 000 dollars.

Vous conviendrez que ces chiffres marquent tout de même une différence assez importante qui m'amène à poser quelques questions, car j'estime que l'Assemblée doit, dans la mesure du possible, exercer un certain contrôle. Or, pour pouvoir contrôler, il faut voir clair dans les chiffres.

Voici ma première question :

— Y a-t-il double emploi entre les crédits de paiement et les crédits d'engagement? En d'autres termes, les sommes prévues actuellement comme crédits d'engagement sont-elles portées au budget l'année suivante, comme crédits de paiement?

S'il en est ainsi, nous pouvons dire qu'il est extrêmement difficile d'y voir clair parce qu'on ne saura jamais au juste ce qui sera dépensé au cours d'une année. Serons-nous portés à dépenser le crédit prévu dans le traité? Je n'en sais rien. En tout état de cause, je constate une disproportion assez importante entre les crédits de paiement et les crédits d'engagement. Là encore, on pourra m'expliquer que c'est à cause des contrats, mais c'est précisément tout cela que je voudrais savoir et j'espère que toute la lumière sera faite sur ce point.

J'arrive à une deuxième remarque. Il s'agit, pour moi, de savoir quelles sommes seront dépensées en 1961 et 1962.

A la fin de 1962, 215 000 000 de dollars doivent être dépensés, car c'est dans le traité. Or, l'exposé des motifs de la Commission de l'Euratom précise que 34 000 000 suffiront pour payer en 1960, si je ne me trompe, 500 chercheurs ou employés. Si on prévoit une même somme de 35 000 000 pour 1961 et pour 1962, nous aurons, pour ces deux années, 70 000 000 de dépenses réelles, ce qui donnera fin 1962, une somme de 136 000 000 de dollars.

Si, d'autre part, on prévoit les mêmes sommes au titre des crédits d'engagement, soit

53 000 000 par année, c'est-à-dire 106 000 000 pour les deux années considérées, les dépenses d'engagement s'élèveront à environ 211 000 000 de dollars.

On relève tout de suite une contradiction : d'une part, sont inscrits des crédits d'engagement dont on ne sait s'ils seront réellement dépensés et, d'autre part, des crédits de paiement qui normalement doivent être épuisés. Peut-être cette formule est-elle rationnelle. Personnellement, je n'y comprends pas grand-chose et il serait utile, me semble-t-il, d'être plus éclairé à cet égard.

Quoi qu'il en soit, si je m'en tiens aux crédits de paiement, je constate qu'à la fin de 1962, nous resterons avec une somme à dépenser d'environ 80 000 000 de dollars. Donc la somme de 215 000 000 de dollars prévue dans le traité n'aura pas été épuisée.

Il est peut-être possible d'obvier à cette difficulté en augmentant les dépenses réelles pour 1961 et 1962 de manière à obtenir une balance plus harmonieuse entre les crédits de paiement et les crédits d'engagement.

Deux possibilités s'offrent alors à nous. Si la Commission de l'Euratom envisage de faire une petite réserve pour 1961 et 1962, on peut en déduire que vous n'avez pas grande confiance dans les gouvernements qui devront ultérieurement accorder les crédits. Si ce n'est pas le cas, j'attire votre attention sur le fait que, si vous augmentez vos dépenses réelles de 1961 et 1962, cela aura comme conséquence qu'après 1962, vous devrez continuer sur la même base, c'est-à-dire que, dès maintenant — et je crois que vous devez procéder ainsi — il faut prévoir, pour la tranche de cinq années à venir ensuite, des dépenses qui dépasseront considérablement les 215 000 000 de dollars.

Peut-être me direz-vous que je vais un peu loin. Mais non ! Il faut savoir prévoir lorsqu'on veut réaliser un programme, et l'on m'a toujours enseigné que « gouverner, c'est prévoir ». N'avons-nous pas ici, à l'Euratom, qui devrait constituer un seul ministère, cinq têtes au lieu d'une seule?

Il faut donc pouvoir dès maintenant prévoir un programme qui ne s'arrêtera pas fin 1962 et avec toutes les conséquences qu'il comporte.

Parmi ces conséquences, il y a celles qui sont relatives à la recherche car les chercheurs que vous avez engagés doivent, si vous voulez obtenir de bons résultats, avoir certaines certitudes pour l'avenir, c'est-à-dire être assurés qu'après 1962 vous poursuivrez votre politique sur la base que vous aurez établie pour 1961 et 1962.

Ici je voudrais poser une question indiscrète, car cela m'arrive de temps en temps. Est-il exact que la manière dont la recherche a été organisée a donné lieu — je ne sais trop comment m'exprimer — à des remarques de certain partenaire? Car nous avons un partenaire qui, lui aussi, intervient pour un nombre assez considérable de millions et nous savons qu'il y a eu des entrevues dont on a conclu que, de l'autre côté de l'Atlantique, on n'était pas tout à fait rassuré sur la façon dont les recherches se poursuivaient en Europe.

M. Sassen, *membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique*. — Cette question n'est pas du tout indiscrète. Elle est, au contraire, très discrète, mais j'avoue que je ne la comprends pas.

M. De Block. — Ceci, Monsieur le Président, me donne l'impression que M. Sassen ne lit pas ou qu'il lit mal les journaux.

(Sourires.)

Quant à moi, j'ai vu dans la presse qu'il a été fait allusion au fait que les États-Unis, avec lesquels vous avez un contrat pour un montant de 50 millions de dollars...

M. Sassen. — Ceci ne vise pas uniquement la recherche.

D'autre part, je lis certainement les journaux, mais je n'y trouve pas toujours la vérité pure. Au surplus, la question est maintenant fort claire!

M. De Block. — La question est de savoir si l'on s'est plaint qu'on ne marchait pas assez vite en Europe. S'agit-il des centrales? S'agit-il d'autre chose?

Lorsqu'on trouve, dans la presse, un communiqué disant que M. Hirsch, président de la Commission de l'Euratom, rencontre, à

Bruxelles, le président de l'organisation parallèle des États-Unis et que l'on déclare qu'il ne s'agit pas de faire des remarques, mais certaines suggestions, nous savons, par notre expérience du langage diplomatique, ce que cela veut dire, et qu'il s'agit bien de remarques.

Il serait donc utile, — et je regrette que cela n'ait point été fait plus tôt par un communiqué de l'Euratom, — que l'on nous dise exactement de quoi il s'agit.

Voilà ma question et je crois qu'elle est très claire.

Un second point concerne l'Université européenne. Je crois pouvoir affirmer que, jusqu'ici, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut une université européenne. Ne discutons pas sur les mots : on dit que c'est une institution de niveau universitaire; en fait, c'est une université.

J'en arrive à ma deuxième constatation. Là, je me trompe peut-être mais, si j'ai bien lu, je crois qu'on était aussi d'accord cette fois-ci sur le siège de cette université. Une ville a été nommée.

M. Dehousse. — Une belle ville!

M. De Block. — C'est une belle ville qui doit être attractive pour tous les jeunes parce que, réellement, ils s'y trouveront au milieu de la civilisation chrétienne, car cette ville a beaucoup de mérites.

Quand on a lu cela et qu'on est un homme de la rue comme moi, on a l'impression que, désormais, l'affaire est réglée et qu'on va travailler. Or, on reçoit un budget et, dans ce budget, on trouve un poste pour mémoire.

Je n'ai pas beaucoup d'expérience à cet égard, mais je crois que, lorsqu'on trouve dans un bilan un poste pour mémoire, cela veut dire qu'il s'agit d'une dépense qu'on a faite antérieurement mais qui est supprimée. En l'occurrence, on n'a pas encore fait cette dépense, mais on parle déjà d'un poste pour mémoire. Qu'est-ce que cela veut dire? Si je comprends bien le budget, cela veut dire que, l'année prochaine, vous ne dépenserez pas un sou pour l'Université.

J'insiste, parce que c'est le contraire de ce sur quoi l'on semblait être d'accord; et c'est très grave.

Que dit-on maintenant? On dit : l'Université, c'est bien; la ville, c'est bien; mais est-ce l'Euratom qui doit en supporter les conséquences, c'est-à-dire : les crédits nécessaires doivent-ils figurer au budget de l'Euratom? Ne s'agit-il pas plutôt d'une dépense qui incombe aux trois Communautés?

Je me trompe peut-être — cela m'arrive parfois — mais, si j'ai bonne mémoire, on ne parle d'université ni dans le traité de la C.E.C.A., ni dans le traité de la Communauté économique européenne. On parle quelque part d'une université, c'est-à-dire de cet institut de niveau universitaire, et je crois bien que c'est dans le traité d'Euratom. Est-ce vrai ou n'est-ce pas vrai? Pour ma part, j'ai simplement conclu, puisqu'on en parlait dans le traité d'Euratom, que c'était l'Euratom qui devait s'exécuter.

Ces hésitations et ces tergiversations font une très mauvaise impression sur l'opinion publique. On a cru que les trois Communautés se développaient dans une autre atmosphère. M. Hirsch — je ne lui en fais pas le reproche — nous parlait un jour de l'Académie européenne. Si vous ne parvenez pas à créer cette Université européenne, cela signifiera que nous sommes très loin de cette académie et j'estime que c'est déplorable. Quand on fait des promesses, il faut les tenir. Il est toujours mauvais de commencer un règne en reniant ses promesses car vous allez me dire que vous êtes toujours partisans de l'Université européenne — et je le sais bien — mais en ne faisant rien. Promettre et ne rien faire est vraiment la plus mauvaise des politiques qu'on puisse suivre.

Quand on examine maintenant la situation en Europe, on constate qu'il existe trois Communautés : la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Communauté économique européenne et l'Euratom.

Voyons ce qui concerne la recherche scientifique. J'en parle parce que j'ai la conviction profonde que la recherche scientifique doit être développée de plus en plus à tous les niveaux. Que constate-t-on? Euratom et la C.E.C.A. s'occupent de la recherche scienti-

fique. Euratom dépense pour cela 215 millions auxquels s'ajoute ce qui est dépensé par les différents États; car là encore il y a deux politiques : d'un côté, la politique de l'Euratom et de l'autre, la politique nationale de chaque État. Si donc l'on ajoute ce que les États dépensent — il paraît qu'il est extrêmement difficile de le chiffrer et je serai donc très prudent — on peut dire que, pour la recherche, Euratom et les États membres dépensent, en ce qui concerne l'énergie nucléaire, une somme d'environ 800 millions de dollars. C'est bien, surtout pour une industrie qui est en train de naître, qui n'existe pas encore et qui, sans doute, pourra nous rendre de très grands services à l'avenir. Je dis « sans doute » parce que, si je reconnais l'intérêt de la fission, je suis tout de même de ceux qui croient que c'est la fusion qui donnera finalement la vraie solution.

Mais laissons cela de côté. La recherche dispose donc, pour l'énergie nucléaire, de 800 millions de dollars.

Que fait-on pour le charbon? Je n'ai pas les chiffres, mais je ne crois pas me tromper en disant que la Haute Autorité doit dépenser ou a dépensé une somme qui se situe entre 10 et 20 millions de dollars. On voit tout de suite l'énorme différence. D'un côté, une industrie qui doit naître, à laquelle on consacre des centaines de millions de dollars, d'un autre côté, une industrie qui, en ce moment, éprouve les plus grandes difficultés — l'industrie minière —, qui doit être aidée et à qui l'on donne très largement 10 millions. Et dans ces 10 millions il n'y a pas seulement le charbon mais aussi l'acier qu'il ne faut pas oublier. De plus, ce sont 10 millions du prélèvement, c'est-à-dire que c'est l'industrie elle-même qui finance la recherche. Tout ce que la Haute Autorité fait, c'est de coordonner.

Nous en arrivons au troisième volet qui concerne la Communauté économique européenne. Là, on n'inscrit aucun crédit. On admet donc que, pour une industrie naissante, la recherche scientifique a besoin de beaucoup d'argent, que, pour deux autres industries, le charbon et l'acier, il faut également un peu d'argent, mais que de tout le reste, y compris l'agriculture, on ne doit pas s'occuper : c'est affaire privée, on n'intervient pas.

J'interprète peut-être très mal la langue française parce que je suis flamand et qu'il est toujours dangereux de vouloir interpréter une langue qui n'est pas la sienne, mais je crois qu'on peut trouver nombre d'articles dans les trois traités où figure ce fameux mot de « discrimination ». Il paraît qu'on ne doit jamais admettre de discrimination. Permettez-moi alors, Messieurs, de vous poser une question. Quand on donne — je me tiens dans le cadre des traités — à Euratom 215 millions de dollars pour la recherche scientifique, quand on donne au charbon 10 millions de dollars pour la recherche scientifique, quand on ne donne pour tout le reste rien du tout, n'est-ce pas une discrimination, au point de vue de la recherche scientifique bien entendue? Si ce n'en est pas une, il faudra nous expliquer comment nous devons interpréter les mots qui figurent dans les traités.

C'est sur une deuxième observation que je conclurai. Je crains fort que, si cette politique est poursuivie, les Communautés européennes ne rencontrent encore de grosses difficultés à l'avenir et ne réalisent pas les espoirs qu'elles ont fait naître, parce que vous n'êtes pas seuls dans le monde. La Communauté devra demain se mesurer avec d'autres puissances, de très grandes puissances économiques qui, elles, pratiquent sur une plus grande échelle que vous la recherche scientifique.

Peut-être y a-t-il pour l'Europe une solution, qui consisterait à acheter des brevets à l'étranger. Mais le jour où l'Europe devra vivre de brevets, je crains fort que nous ne soyons redevenus non pas des esclaves au sens qu'avait ce mot dans l'antiquité, mais les exécutants des autres puissances économiques, au sens économique du mot.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Poher, président du groupe démocrate-chrétien.

M. Poher, *président du groupe démocrate-chrétien.* — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le groupe démocrate-chrétien se réjouit de ce que le vote du budget se poursuive cette année dans une meilleure atmosphère que

l'an dernier. D'abord, les délais ont été respectés et il est agréable de voir que le Parlement a été mis dans la possibilité de jouer son rôle.

Cependant, Monsieur le Président, je suis obligé de constater que les bancs du Conseil de ministres sont vides et que si l'ambiance est cette année plus sympathique, ce vide est peut-être aussi l'indice d'un manque d'intérêt pour les problèmes dont nous débattons.

Il semble que les propositions formulées par les Commissions, accueillies l'an dernier avec une certaine opposition, le sont, cette année, avec une certaine négligence qui trouve son prolongement devant nous puisque, depuis hier que nous évoquons ces importantes questions, le Conseil de ministres n'est pas représenté.

Son absence, Monsieur le Président, n'est pas logique puisque c'est au Conseil que nous allons renvoyer les budgets et peut-être était-il important qu'un représentant de cette institution pût entendre les observations présentées par l'Assemblée.

Dans quarante-huit heures, nous allons avoir dans cette Assemblée un colloque. Vous avez établi, Monsieur le Rapporteur, un excellent rapport sur ce sujet des relations entre l'Assemblée et le Conseil de ministres. Je me réserve donc d'évoquer à nouveau ce problème en présence des ministres.

En lisant le rapport de notre éminent rapporteur, M. Janssen, j'ai constaté que la commission a souvent éprouvé, son président M. Vals l'a dit hier, les plus grandes difficultés pour obtenir des documents, et je m'en étonne. Les Commissions ont envoyé au Conseil de ministres, à l'appui des projets de budget, des documents chiffrés, des pièces explicatives dont la transmission officielle n'a pas été faite à l'Assemblée. Ces pièces se sont sans doute égarées puisqu'elles n'ont pas été jointes aux projets. Or, j'estime que les justifications, qui étaient utiles au Conseil de ministres, doivent aussi être transmises, comme le demande le rapporteur, à l'Assemblée compétente.

Il semble que, dans certains cas, des organigrammes, des renseignements, n'ont pas toujours été fournis en temps utile aux Commissions, ce qui a conduit nos collègues à formuler quelques observations.

Je me reporte, Monsieur le Président, à la partie du rapport qui concerne le chapitre 8 relatif aux règlements financiers. Notre excellent rapporteur nous dit qu'il semble que la plupart de ces règlements financiers, prévus par l'article 209 du traité de la C.E.E. et l'article 183 du traité de l'Euratom, pourtant essentiels à une saine gestion financière, n'ont pas encore été définitivement établis.

Et le rapporteur ajoute : « Votre commission, malgré ses demandes réitérées, n'a reçu jusqu'à présent aucune information sur leurs travaux relatifs à la préparation de ces règlements financiers. »

Monsieur le Président, si les Commissions souhaitent que l'Assemblée joue un rôle et si nous réussissons demain à obtenir plus de possibilités — je ne dis pas plus de pouvoirs et de compétence — il est bien évident que ces règlements financiers, qu'un règlement de comptabilité, qui sont fondamentaux pour l'avenir du travail que nous faisons en ce moment, pour le vote du budget et des budgets supplémentaires — lesquels ne sont pas prévus mais qui pourront l'être un jour — doivent être au moins transmis aux commissions compétentes de notre Assemblée.

Ce qui m'inquiète un peu, c'est qu'on tienne ainsi notre Assemblée à l'écart. Il faudrait, si l'on veut demain lui faire jouer un rôle, que le climat entre les exécutifs et notre commission compétente soit modifié. Il faudrait au moins que les Commissions exécutives, qui sont représentées aujourd'hui, ce dont je les remercie, ne manifestent pas à l'égard de notre Assemblée un détachement semblable à celui que l'on constate en contemplant les bancs du Conseil de ministres.

Monsieur le Président, avant d'en arriver aux questions que je suis chargé de poser à la Commission de l'Euratom, je tiens, sur un autre point, à faire observer que M. Vals, président de la commission de l'administration, a hier lancé une idée intéressante.

Je parle en ce moment à titre personnel et j'ignore dans quelle mesure le groupe auquel j'appartiens pourra se rallier à cette thèse des ressources propres, mais il est clair que la supranationalité, dont on a beaucoup débattu et qui a donné lieu à des querelles idéologiques

graves et parfois dangereuses pour l'Europe, se résume pour moi à trois moyens principaux : admettre le vote à la majorité, développer davantage les débats devant une assemblée démocratique et donner aux institutions créées les ressources propres qui leur manquent.

Je donne aux Commissions le conseil amical de faire effort pour que les institutions nées du traité de Rome puissent obtenir un jour des gouvernements des ressources propres au lieu d'être tributaires de celles que leur votent les Parlements nationaux.

Voici maintenant la question que je suis chargé, reprenant le rapport de M. Janssen, de poser. Pourquoi peut-on lire dans le rapport de M. Janssen que la recherche, pour laquelle il était prévu un plan de cinq ans de 215 millions d'unités de compte, n'a pas encore été suffisamment développée ?

Il semble, en effet, qu'il y ait un certain retard dans l'emploi de ces fonds. M. Janssen a noté que la Commission de l'Euratom s'est orientée davantage vers des formules d'association plutôt que vers des réalisations propres. Certes, le groupe démocrate-chrétien ne souhaite pas que des crédits inscrits dans le budget soient dépensés inconsidérément et sans tenir le plus grand compte de l'efficacité des dépenses. Mais un décalage important apparaît entre les prévisions et les réalisations.

C'est pourquoi, après m'être associé aux paroles de ceux qui ont souhaité que l'Université européenne voie enfin le jour et qu'enfin l'Europe puisse rattraper son retard sur les États-Unis et l'U.R.S.S. en ce qui concerne le nombre des chercheurs, j'attends avec une certaine impatience les réponses que la Commission de l'Euratom voudra bien me donner tout à l'heure.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Bégué.

M. Bégué. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous sommes des hommes politiques. Notre devoir est de chercher, à travers les budgets d'une communauté d'États, non point les correspondances subtiles et les équilibres mystérieux entre les colonnes --

c'est la mission des comptables — mais plutôt les principes qui régissent le gouvernement de la cité commune.

Or, dans les documents qui nous ont été soumis, nous ne rencontrons guère la trace d'une orientation, et il suffit pour s'en convaincre d'examiner brièvement les crédits largement ouverts sur l'administration, les crédits fermés sur l'Université européenne, les crédits incertains réservés à l'information, aussi obscurs que l'information elle-même.

Peut-être les délégués qui m'écoutent ce matin se souviendront-ils qu'au cours de la discussion budgétaire d'avril 1959, M. Margulies et moi-même avons déposé et soutenu un amendement tendant à réduire de 20 % les crédits inscrits à la section II du budget, c'est-à-dire les crédits destinés à l'administration.

Par la suite, nous nous sommes ralliés à un abattement indicatif de 1 franc, motif pris que, si nous ne pouvions pas justifier notre abattement de 20 %, il était également impossible de justifier les chiffres proposés par la commission et les Conseils. En effet, ce qui avait dicté notre attitude au mois d'avril 1959 était l'ignorance complète où nous nous trouvions de l'emploi des agents, et par conséquent des crédits qu'on nous demandait pour les payer. Nous avons largement développé cette idée que le budget qui nous était proposé nous effrayait parce qu'il nous donnait l'impression qu'une pluie de fonctionnaires s'abattait sur un désert d'intentions.

Aujourd'hui, on maintient pour 1960 les crédits de 1959. Je sais que la Commission exécutive de la Communauté économique européenne, notamment, a fait un effort, qu'elle s'est donné la peine de fournir des explications et de présenter un organigramme. Mais les Conseils, par contre, ont continué leur imperturbable chemin. Ils nous présentent aujourd'hui des demandes de crédits aussi arbitraires que pour 1959 et ils demeurent tout aussi avarés d'explications que si nous n'en avions jamais demandé.

Ce silence méprisant, je le crains, n'est pas nécessairement la réplique des forts.

Nous ne nous prononçons pas et nous ne nous élevons pas contre les crédits qui nous sont

demandés. Nous nous élevons contre une inflation administrative constante sans but apparent.

Nous insistons pour qu'on veuille bien nous dire à quoi, à quelles intentions, à quelle conception générale, correspondent le nombre, la qualification et l'affectation des agents recrutés. Nous insistons une fois de plus pour qu'on nous dise avec précision et clarté quelle est l'idée directrice que l'occupation des fonctionnaires révèle dans les Conseils comme dans les Commissions. Nous insistons encore pour que le budget soit assorti d'un organigramme; et je ne désigne pas par ce vocable un tableau compliqué aboutissant à une illisible épure : je veux parler d'une justification philosophique — le mot n'est pas trop fort — des chiffres qui sont alignés dans les colonnes.

Nous ne pouvons pas, en effet, approuver de plein gré des crédits dénués de signification politique précise. C'est effectivement une politique que traduit le budget; sinon, il se ramène à un jeu de chiffres et d'additions qui fournit des moyens à des hommes dont on peut craindre qu'ils n'en connaissent en réalité point l'usage. Il semble bien que le caractère fondamental du budget qui nous est présenté soit de ne correspondre à aucune conception vivante; je n'en veux pour exemple que le sort réservé à l'Université européenne et à l'information.

Sur l'Université européenne, tout aurait été dit, d'abord par l'admirable discours de M. Martino que nous avons eu le plaisir d'entendre à la session de mai dernier, ensuite par les orateurs qui m'ont précédé, s'il ne convenait que chacun de ceux qui ont l'occasion d'intervenir ici insistât pour que cette université soit créée, car elle exprime nos espérances et elle seule les justifie.

Il n'y aura point, en effet, d'Europe, s'il ne surgit pas, sur la terre des Six d'abord, sur un champ plus vaste ensuite, un esprit européen, ou, pour parler comme M. Martino, une conscience européenne. Or, l'esprit européen, la conscience européenne, seront forgés par une culture commune et non point par des techniques partagées. On peut très bien accomplir, dans un atelier ou dans un laboratoire, exactement les mêmes gestes aux mêmes

heures, sous les mêmes verrières, devant les mêmes établis, et pratiquer une foi politique absolument divergente, en contradiction avec celle de tous les partenaires, tandis que, si l'on a été d'abord formé à une identique conception de l'homme, si l'on a été d'abord appelé au respect de l'homme, si l'on a été d'abord initié à cette élémentaire vérité que la technique est toujours serve, qu'elle a pour objet d'aider et de grandir l'homme et non point de le réduire à sa mesure, alors l'on se trouve tout naturellement engagé sur la même route d'avenir.

Ce qu'il importe, à mon sens, d'enseigner, tout autant que les moyens de traiter l'énergie nucléaire, c'est cette notion, fleur et flèche de la pensée occidentale, qu'exprimait tout récemment l'illustre visiteur qui se trouvera ce soir à Strasbourg : « La seule querelle qui vaille, c'est la querelle de l'homme. »

Voilà pourquoi une fois de plus, et au risque — ce que je redoute toujours — de répéter ce qui a déjà été dit, j'insiste pour que cette université, cet institut européen de niveau universitaire, ne consiste pas simplement en des cours post-scolaires de technique, ne soit pas seulement un organisme de formation de spécialistes, mais qu'il soit aussi le dépositaire et l'animateur de cette magnifique pensée occidentale grâce à laquelle, à la fin de ce *xx^e* siècle, l'homme se fait Dieu en adhérant à Dieu.

Au surplus, je suis bien certain que le meilleur moyen de former des savants, de bons techniciens, c'est encore d'ouvrir leur esprit le plus largement possible sur les plus larges horizons imaginables, et je pourrais citer — mais ce serait retenir inutilement l'attention de cette Assemblée aussi informée de ces choses que moi-même — une longue liste de savants parmi les plus illustres qui furent d'abord des humanistes et qui devinrent des savants dans la mesure où ils étaient des hommes et où ils portaient en eux le sentiment de l'humaine condition.

L'Europe ne se fera pas si elle n'est pas animée par une idée commune. Elle ne se fondera pas sur des concurrences ou sur des ententes mercantiles. Elle se fondera sur une fraternité de combat pour le progrès spirituel.

Mais jamais une idée, pour exaltante qu'elle soit, ne s'est incarnée dans des institutions sans argent. Je sais bien que l'on a avancé — et sans doute M. le Président de la Commission de l'Euratom nous le dira-t-il tout à l'heure avec un accent de triomphe légitime — dans la construction de cette Université européenne. On a avancé, semble-t-il du moins, par des délibérations. Mais notre époque est une époque terrible. Les écrits s'envolent en même temps que les paroles. On a donc, au moins par des délibérations, tranché le problème en faveur d'une Université européenne complète.

On a également créé un comité intérimaire qui travaille avec beaucoup de dévouement et d'intensité, dont les réunions sont très fréquentes. Mais je pose la question de savoir comment le comité intérimaire pourra travailler à son aise sans être absolument certain que les frais qu'il engage seront couverts. On me répondra que le budget d'Euratom payera une partie de ces frais et que les États membres en payeront une autre. Je le sais, mais je trouve cette procédure singulièrement compliquée et incertaine.

D'autre part, comment les États membres pourront-ils prévoir leur contribution et leur participation si le budget commun ne leur fournit à ce sujet aucune indication? Il faut que d'abord le budget commun les sollicite; ensuite seulement, les États membres pourront se décider. Or, le budget commun ne sollicite rien. Il inscrit simplement, ainsi que le disait tout à l'heure notre excellent collègue M. De Block, une ligne « pour mémoire ».

M. De Block se demandait ce que signifiait ce « pour mémoire » et il ironisait sur cette expression. « Pour mémoire » signifie que l'on inscrit sur son agenda quelque chose à faire. Si l'on oublie ensuite d'ouvrir l'agenda, du coup la mémoire perd son contenu et l'action ne s'accomplit pas, en sorte que je crains que l'absence dans le budget de tout crédit réservé à l'Université européenne n'annonce que cette Université européenne n'est qu'un projet que nous devons attendre longtemps.

C'est profondément regrettable, car à mon sens — et c'est aussi, j'en suis persuadé, le sentiment de la majorité des représentants qui siègent sur ces bancs — l'Université euro-

péenne commune, siège de l'esprit européen, est la première œuvre qu'il faille exécuter dans le temps, parce qu'elle est la première par son importance.

Savoir si les crédits doivent être inscrits au seul budget d'Euratom ou aux trois budgets des trois Communautés est peut-être un problème, mais c'est un de ces problèmes qu'il ne faut pas attendre la fin de nos discussions pour trancher. Nous demandons qu'on le tranche; et de surcroît, quelle que soit la solution adoptée, nous demandons que les crédits soient dégagés et qu'ils soient inscrits.

L'idée qui préside à l'évaluation des crédits concernant le chapitre de l'information me paraît — je m'excuse de le dire avec cette brutalité — au moins aussi floue que l'idée qui préside à la non-inscription des crédits au titre de l'Université européenne. Les trois exécutifs disposent d'un service commun d'information. Les crédits prévus pour le fonctionnement de ce service s'élèvent au présent budget à 75 millions, dont 30 millions à la charge de la C.E.C.A., 30 millions à la charge de la C.E.E. et 15 millions à la charge d'Euratom. Les exécutifs avaient demandé, comme l'an dernier, un crédit de 85 millions. Mais en établissant le projet de budget, les Conseils ont réduit cette somme à 75 millions.

On s'est déjà posé ici la question de savoir si ce crédit est suffisant, insuffisant ou excessif. A cette question, nous sommes naturellement incapables de répondre car nous ne savons absolument pas comment il va être employé ni à quoi il doit être employé. Nous constaterons simplement que l'opinion publique, jusqu'à ce jour, ignore à peu près tout de nos institutions et de leur fonctionnement ainsi que de l'activité des Communautés et de leurs objectifs principaux.

On pourra faire observer, bien sûr, que les Communautés européennes n'existent que depuis deux ans. Mais la C.E.C.A., elle, date déjà de plus de sept ans. Or, depuis plus de sept ans, la C.E.C.A. dispose d'un service d'information; depuis plus de sept ans également, ce service d'information n'a pas réussi à faire comprendre clairement à l'opinion publique les problèmes principaux de l'organisation, ses activités, les objectifs qu'elle se propose

d'atteindre. Pourtant, en 1957, la Haute Autorité disposait d'un budget d'information de 57 millions de francs belges. Je ne connais pas le résultat qui a pu être obtenu par l'emploi de cette somme relativement importante, et je crains qu'il soit nul si j'en juge par les ignorances de l'opinion française.

De pareilles constatations soulèvent le problème des méthodes employées en vue de pénétrer en profondeur l'opinion publique.

Le service d'information de la C.E.C.A. ne s'obstine-t-il pas à publier des documents trop volumineux, qui découragent par avance le lecteur? Ne vaudrait-il pas mieux lancer dans le public des brochures très simples, dépouillées de tout jargon technique et à la portée de ceux qui ne sont pas initiés aux problèmes que l'on traite? Ce serait de la saine pédagogie.

La Haute Autorité n'a-t-elle pas élaboré des documents trop scientifiques uniquement réservés à des spécialistes? N'a-t-elle pas traité trop de sujets à la fois? Il n'est pas suffisant de multiplier les documents et d'en gonfler le volume pour qu'ils soient lus et compris. Ne serait-il pas préférable d'envisager l'élaboration et la publication de rapides informations à très grand tirage? On pourrait même se demander si les Communautés ne devraient pas penser à éditer un journal d'information travaillant exactement comme le font les journaux d'information nationaux.

Au passage, je tiens à rendre aux services de presse de l'Assemblée parlementaire européenne l'hommage qu'ils méritent. Les comptes rendus qu'ils font de nos débats sont clairs, précis, exacts. Ils se trouvent d'emblée à la portée du grand public. J'en remercie nos services de presse. Seulement, les journaux nationaux ne publient pas ces comptes rendus et il n'existe aucun moyen de les y contraindre. Quelle que soit l'ampleur de l'événement, la presse nationale suit sa ligne commerciale et se préoccupe peu d'éclairer l'opinion.

Récemment, la Commission exécutive de la C.E.E. a déposé à l'Assemblée parlementaire européenne les rapports qui jettent les bases d'une politique agricole commune. A part la presse spécialisée, qui est peu répandue, un seul journal français a donné une analyse de ces rapports. Il y a là pourtant, de la part de

l'Europe en construction, un acte capital. Comment les peuples peuvent-ils avoir confiance, comment peuvent-ils suivre et soutenir nos activités s'ils ne sont pas mieux informés qu'ils ne le sont à l'heure actuelle?

Alors je me demande si les services d'information n'auraient pas le plus grand et le plus pressant intérêt à utiliser les postes de radio-phonie, qui peuvent être sollicités moyennant une normale contribution. Ils sont les plus écoutés et pénètrent dans les foyers les plus éloignés et les plus humbles.

J'estime qu'il serait plus efficace de s'entendre avec ces sources de diffusion que de consacrer, comme on me dit qu'on le fait, beaucoup d'argent à des réunions, à des repas sans doute infiniment sympathiques, mais qui ne donnent pas la solution du problème et qui ne présentent pas, semble-t-il, sur le plan de l'action, le moindre intérêt.

L'Assemblée à plusieurs reprises, et avant nous l'Assemblée commune, ont demandé aux exécutifs de définir leurs méthodes dans le domaine de l'information. Aucune ligne générale valable n'a cependant jamais été tracée par les exécutifs en cette matière. C'est donc en se référant à ce que l'on constate, c'est-à-dire à l'absence d'information de l'opinion, que l'Assemblée a, à plusieurs reprises, invité les exécutifs à revoir leurs méthodes.

L'examen des budgets lui donne l'occasion de revenir sur ce point et de souligner la nécessité d'un large développement de l'éducation de l'opinion, surtout si l'on pense à l'importance des problèmes soulevés par le marché commun et à l'éventualité chaque jour caressée, peut-être chaque jour plus proche, d'une élection de l'Assemblée au suffrage universel direct.

En d'autres termes, le problème de l'information rejoint celui de l'Université européenne. Il n'est donc peut-être pas étonnant qu'ils soient traités de la même manière.

L'information, elle aussi, est un moyen — combien puissant! — de susciter cet esprit européen, de créer cette conscience européenne dont tout à l'heure, après tant d'autres, je soulignais la nécessité. Or, sur ce point capital, nous ne savons pas ce qu'on veut faire et le

crédit inscrit au budget ne nous montre pas ce que l'on peut faire.

En réfléchissant à ce vide et à ces obscurités, je me posais une question que j'ose à peine formuler publiquement. Je me demandais si les Conseils de ministres s'emmuraient dans ce silence par refus de se livrer ou s'ils trouvaient en lui un excellent moyen, le meilleur peut-être, de masquer des désaccords profonds, car s'il s'agit de définir des principes il s'agit aussi d'établir un lien et une communauté dans la conception.

Les hautes instances de l'Europe ne seraient-elles pas encore capables d'arriver à cette unité? Ce n'est pas impossible. Mais si telle était par malheur la vérité, je me permettrais d'appeler leur attention et celle de l'Assemblée sur les dangers extrêmement graves que présenterait un tel état, car sans savoir très bien ce qu'elle est, les peuples souhaitent que l'Europe se fasse parce qu'ils nourrissent le désir instinctif et puissant, qui est un désir vital, que les conflits que nous avons connus ne ravagent jamais plus cette terre, que les peuples si voisins d'origine, de civilisation commune ne s'entre-déchirent plus et, au contraire, concourent tous ensemble au progrès de l'homme.

Si donc les silences auxquels nous nous heurtons et que nous déplorons les uns après les autres témoignaient de quelques difficultés fondamentales, je supplierais tous ceux qui portent une part de responsabilité d'essayer de se dépasser eux-mêmes et de se dépasser en élargissant leur propre conscience nationale pour aboutir enfin à l'harmonie active sans laquelle l'Europe ne sera pas.

Pour en revenir aux budgets, après avoir écouté le rapport oral de M. Janssen, après avoir lu son rapport écrit et après avoir entendu le président de la commission de l'administration et du budget, je me disais que si, comme le prétendait un représentant du Conseil de ministres au mois d'avril dernier, le budget est une *représentation*, celui que nous avons à juger aujourd'hui traduit surtout notre ignorance.

Si, pour reprendre une formule de Schopenhauer, le budget manifeste une *volonté*, celui qui nous est soumis ne manifeste guère d'autre volonté que celle d'écarter l'Assemblée euro-

péenne de la construction de l'Europe, en admettant qu'une construction se dissimule derrière les chiffres qui sont alignés sous nos yeux.

Il resterait évidemment à l'Assemblée, pour sauver sa dignité, la résolution désespérée de ne pas apporter au budget l'approbation prévue par les traités. D'abord, c'est là une proposition que je ne suis nullement habilité à faire, faute d'un mandat exprès du groupe auquel j'ai l'honneur d'appartenir. D'un autre côté, ce serait là sans doute un geste de mauvaise humeur assez inefficace et peut-être périlleux pour un certain nombre d'institutions auxquelles nous tenons particulièrement telles que le Fonds social et la Recherche scientifique. Ce n'est donc pas une proposition extrême, ce n'est pas une proposition de désespoir que je soumettrai à l'Assemblée.

Je voudrais, par contre, appeler l'attention des Conseils et celle des représentants sur le fait que l'on ne gouverne ni sans, ni contre l'opinion. Il est parfaitement illusoire de s'enfermer dans la solitude, fût-elle majestueuse, car les peuples viendront assiéger cette vaine forteresse lorsqu'ils seront fatigués de la voir muette et inefficace.

Une collaboration étroite doit s'établir entre les Conseils, les exécutifs et l'Assemblée. Il paraît qu'un colloque s'ouvrira mercredi prochain entre les Conseils et l'Assemblée. Je souhaite que ces entretiens soient francs, brutaux s'il est nécessaire, mais qu'ils soient fructueux, car de la collaboration et de la confiance mutuelles dépend le sort de l'espérance que nos responsabilités d'élus comme nos consciences libres nous imposent de cultiver.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Duvieusart.

M. Duvieusart. — Mesdames, Messieurs, je demande à l'Assemblée de m'accorder quelques instants pour me permettre d'appuyer de quelques considérations la proposition de résolution que j'ai eu l'honneur de déposer et que je voudrais voir voter à la fin de ce débat.

Les traités prévoient, à la suite de la communication du projet de budget à l'Assemblée, trois éventualités : ou bien l'Assemblée laisse passer le délai d'un mois sans statuer; ou bien l'Assemblée émet un avis favorable; ou bien l'Assemblée propose des modifications au budget.

Dans les deux premières éventualités, le budget devient définitif. Dans la troisième, il est renvoyé au Conseil, qui statue après avoir consulté tels organes intéressés qu'il juge opportun de consulter; mais, de toute façon, l'Assemblée ne revient plus sur l'examen du budget.

Laquelle de ces trois éventualités allons-nous adopter? Le fait que nous délibérons nous démontre — plusieurs orateurs l'ont dit — que nous ne voulons pas nous abstenir simplement et laisser passer le mois de délai prévu par les traités sans émettre une opinion.

Pouvons-nous émettre un avis favorable, sommes-nous capables de dire que nous approuvons les propositions de dépenses telles qu'elles nous sont présentées? On a assez souligné dans quelles conditions difficiles nous travaillons. Je vous rappelle quelques dates. C'est le 26 octobre que les projets de budget ont été adressés à l'Assemblée, à laquelle, semble-t-il, ils seraient parvenus le 29 octobre. Il nous est dit que c'est quelques jours plus tard — assez nombreux vraisemblablement — que l'exposé des motifs a rejoint le document initial, et nous voyons que c'est le 16 novembre — rapprochez ces dates — que notre rapporteur fait approuver par la commission le document qu'il avait pu déjà établir.

Ce document nous parvient le 19 novembre pour que nous en discutons le 20.

Nous ne pouvons pas dire qu'il nous est, dans ces conditions-là, possible de jouer notre rôle de contrôle public, et de le jouer convenablement. Nous sommes, d'ailleurs, un peu troublés par la différence d'attitude des Conseils d'une année à l'autre. Comme on l'a rappelé, l'année dernière, c'était — si vous me permettez l'expression — vraiment la bagarre. Cette année-ci, c'est une véritable indifférence. Les Conseils pourraient nous dire que leur absence se justifie par le fait que les Commissions exécutives peuvent seules justifier leurs

propositions. Ce serait exact si les Conseils, jouant un rôle de filtre, n'avaient pas arrêté une partie de la documentation que les Commissions avaient mise en circulation.

Alors que faire? Émettre un vote défavorable sur le budget? Je ne sais pas bien si c'est dans ce sens que je dois comprendre ce que M. Kreyssig a envisagé hier. Mais si nous émettions un vote défavorable, il apparaîtrait peut-être aux yeux de certaine opinion publique, toujours désireuse d'interpréter avec malice nos attitudes, comme une motion de censure et de défiance à l'égard des exécutifs.

J'ignore ce que décideront nos groupes, mais il est certain que, s'ils émettent malgré tout un vote favorable, ce sera plutôt une marque de courtoisie à l'égard des Commissions. Nous aurions devant nous la perspective de recommencer d'année en année des lamentations sur le sort difficile que nous fait le traité, et certainement, l'an prochain, l'un de nous pourrait se plaindre de nouveau des dates qui limitent les délais qui nous sont réservés, comme je viens de le faire cette année.

Je voudrais alors vous faire une suggestion, qui est l'objet de ma motion. Si nous ne changeons rien à rien, nous n'aurons pas exercé notre contrôle cette année et l'année prochaine nous ne l'exercerons pas encore. Je vous propose donc de décider que notre commission, sous la présidence de M. Vals, continuera l'étude des projets de budget au delà du délai d'un mois prévu par l'article 203 du traité de la C.E.E. et l'article 177 du traité de l'Euratom, nonobstant le caractère définitif qu'auront reçu les budgets à l'expiration du mois prévu dans le traité, afin de pouvoir éclairer l'Assemblée à toutes fins, j'entends par là la mettre à même d'assumer le rôle que nous devons jouer l'année prochaine et qu'ainsi nous pourrions remplir un peu en connaissance de cause. La commission nous ferait un rapport complémentaire sur les budgets, après avoir reçu des Conseils les éclaircissements, renseignements et documents demandés par elle.

Car, Messieurs, reprenant le rapport de l'honorable M. Janssen, j'ai entrepris de noter page par page les regrets qui y sont exprimés en ce qui concerne les documents officiels qui

ne nous sont pas parvenus. De tels regrets, on en trouve à chaque page et j'en ai relevé jusqu'à quatre sur la même page.

Je voudrais donc que la commission reçoive les organigrammes, les règlements financiers, tous les éléments au sujet du statut et du recrutement des agents, et qu'elle fasse un travail qui ne soit pas vain. Je sais que le budget sera alors voté et qu'il sera définitif; mais, au moins, vous aurez pu une fois entrer dans la matière, exercer une responsabilité, nous éclairer et l'an prochain vous serez vraiment à pied d'œuvre, en vous appuyant sur les arguments et les documents de l'année précédente, pour vous livrer vraiment à un travail de contrôle parlementaire; j'entends par là la recherche des dépenses qui ne seraient pas justifiées.

Mais que l'on me comprenne bien; je ne suis pas un obsédé des économies dans le sens de la suppression systématique de certaines dépenses. Je voudrais que ceux qui m'entendent sachent que je considère que la démagogie peut revêtir plusieurs formes. La plus simple, et peut-être la moins nocive, est la démagogie de la gabegie, qui fait les distributions un peu à la légère. Mais il y a aussi la démagogie de l'étouffement, celle qui refuse à la puissance publique, fût-elle nationale ou internationale, les moyens financiers qui lui sont nécessaires pour exercer son action et je veux être aussi en garde contre cette forme de démagogie au moins autant que contre l'autre.

Ce débat, Mesdames, Messieurs, a déjà prouvé que cette seconde forme de démagogie ne guette pas notre Assemblée car, disons-le sans humour, bien plus que des contestations sur des postes existants du budget, nous avons entendu exprimer des regrets à l'égard de postes qui n'existent pas, nous avons entendu demander plus de crédits pour la recherche, pour l'information, nous avons entendu demander des crédits pour l'Université, et je m'associe à chacune de ces demandes.

Mais je veux entrer un peu plus avant dans ce sujet et aborder un point un peu plus délicat. Il est toujours facile de dire que l'administration coûte trop cher, qu'il y a trop de fonctionnaires ou que leur rémunération est abusive. Je ne le dis pas pour nos

Communautés parce que l'insuffisance de mes informations m'en empêcherait et parce que je crois que, s'il y a quelque chose à dire sur les rémunérations, c'est probablement dans les deux sens qu'il faut le faire.

Je ne suis pas certain que toutes les rémunérations soient suffisantes. Je suis même certain du contraire pour certaines d'entre elles et je me demande si notre réglementation n'est pas, en ce qui concerne les membres de la Haute Autorité et des Commissions, plus favorable à ceux qui s'en vont qu'à ceux qui restent.

Je voudrais, en tout cas, qu'elle soit libellée de telle façon qu'elle favorise la persistance du dévouement chez les hommes éminents qu'heureusement nous avons pu rassembler dans ces collèges.

(*Applaudissements.*)

Il en est de même pour les fonctionnaires, et c'est tragique. N'avons-nous pas appris cette année que certains fonctionnaires étaient partiellement rémunérés par leur pays d'origine? Est-ce là vraiment un mode de constitution d'une hiérarchie européenne? S'il en est ainsi, il est mathématiquement prouvé que les Communautés ne savent pas payer leurs fonctionnaires.

Je vous rappelle ces choses-là, Mesdames, Messieurs, afin que notre commission, à laquelle nous voulons donner plus de moyens de travailler — plus de charges aussi pour vous, Monsieur le Président, je m'en excuse, mais vous les accepterez — aborde l'examen des budgets, c'est-à-dire de ces chiffres qui traduisent et doivent traduire une politique, de façon telle qu'elle nous dise demain si les dépenses sont injustifiées ou parfois insuffisantes.

Je vous demande donc de bien vouloir approuver cette résolution. Vous l'incorporez peut-être dans d'autres suggestions qui vous seront présentées. Vous aurez ainsi l'occasion de rencontrer *nolens volens* les Conseils qui viendront, grâce au délai plus grand qui vous sera accordé, vous apporter les renseignements que vous avez demandés. Vous discuterez avec les exécutifs et vous nous permettrez ainsi de poursuivre cet effort difficile, pénible que nous essayons tous d'accomplir afin

d'assurer un jour à notre organisation le rang de Parlement européen.

(*Applaudissements.*)

4. — *Dépôt de documents*

M. le Président. — J'ai reçu de M. Duvieux, qui vient d'ailleurs de l'annoncer, une proposition de résolution relative à l'examen des projets de budget des Communautés européennes.

D'autre part, j'ai reçu de MM. Vals, Birkelbach et Kreyssig une proposition de résolution relative au financement des budgets de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Ces propositions de résolution ont été imprimées et distribuées sous les nos 74 et 75 et renvoyées à la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, déjà saisie des projets de budget des Communautés.

5. — *Budgets de la C.E.E. et de l'Euratom (suite)*

M. le Président. — Nous poursuivons la discussion des projets de budget de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

La parole est à M. Hirsch, président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

M. Hirsch, président de la Commission européenne de l'énergie atomique. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous demande la permission de répondre aux questions posées soit par les orateurs, soit par le rapporteur et le président de la commission parlementaire et qui intéressent la politique générale de la Commission de l'Euratom. Mon collègue M. Sassen interviendra après moi sur les questions qui touchent plus spécialement les problèmes de technique budgétaire et répondra aux critiques qui ont été formulées à ce sujet.

J'adresse d'abord mes compliments à la commission de l'administration et du budget, à son président et à son rapporteur, pour le travail vraiment remarquable qui nous a été présenté. Je me félicite aussi de la tenue des débats et de l'intérêt que présentent pour notre activité les interventions que nous avons entendues, ce qui ne peut que nous fortifier dans l'espoir qu'un jour prochain, l'Assemblée parlementaire européenne disposera des pouvoirs traditionnels des assemblées parlementaires, c'est-à-dire du pouvoir de décision en ce qui concerne les budgets.

Pour le moment, notre situation est fort différente. Vous savez que, dans les administrations nationales, les ministres dépensiers se plaignent déjà de la tutelle qu'exerce sur eux le ministre des finances. Nous avons, nous, Commission, un privilège exceptionnel, celui d'être sous les feux croisés de six ministres des finances et je puis vous dire que cela ne signifie pas six fois un ministre des finances, mais beaucoup plus (*sourires*) car entre leurs experts hautement qualifiés, se manifeste une émulation remarquable, de sorte que toutes nos propositions sont vraiment examinées à la loupe.

Mais je n'ai pas l'intention, Mesdames, Messieurs, de vous saisir de vaines récriminations car cette année, nous pouvons nous féliciter de ce que nos budgets aient été approuvés, en ce qui concerne tout au moins les services de la Commission et le budget de recherche et d'investissement, sans modifications qui soient de nature à être mentionnées. Celles qui ont été faites ont été acceptées par nous sans la moindre difficulté.

Il y a une chose qui me frappe dans le rapport de la commission en ce qui concerne notre budget de recherche et d'investissement, c'est le sentiment d'impatience que vous manifestez. Je suis heureux de rencontrer cette impatience, car elle est aussi celle de notre Commission. Il est certain que les réalisations ne se font pas à une cadence correspondant au cinquième des crédits qui nous sont ouverts par le traité; nous en sommes encore très loin. Nous sommes impatients devant la lenteur de ces résultats et nous le sommes devant toute une série d'obstacles qui sont dus, soit à la nature des choses, soit,

dans certains cas, à la résistance de certaines institutions.

Je voudrais mentionner, parmi les objets de votre impatience, les problèmes concernant l'Université, par exemple, sur lesquels je reviendrai tout à l'heure puisque c'est un sujet qui, j'en suis très heureux, a intéressé nombre d'orateurs et a provoqué des interventions extrêmement éloquentes et qui m'ont été personnellement au cœur.

Les décisions des gouvernements d'introduire dans leur législation certains éléments qui sont indispensables pour la marche de nos affaires sont un des motifs de cette impatience. Je signalerai en particulier, les dispositions relatives aux normes de base pour la sécurité des travailleurs et des populations et celles concernant les assurances pour lesquelles des discussions sont en cours depuis de nombreux mois.

Je voudrais indiquer tout spécialement un point qui retarde notre action dans le domaine de la recherche propre d'Euratom : il s'agit de la ratification d'une convention signée le 22 juillet dernier avec le gouvernement italien à Rome et pour laquelle la procédure d'approbation parlementaire n'a pas encore été engagée. Ceci explique que, malgré l'impatience que vous manifestez et que nous partageons, il y a certains délais que nous sommes obligés d'admettre.

J'arrive maintenant à quelques points particuliers du rapport et en premier lieu celui qui est mentionné à la page 19, sous le numéro 25, et qui expose que « l'action essentielle de l'exécutif de l'Euratom semble avoir été pour le moment de passer des contrats et de rechercher des formules d'association et non pas d'entreprendre une réalisation qui lui soit propre ».

Notre politique en matière de recherche a été exposée à maintes reprises par mon collègue le vice-président Medi et mon collègue M. De Groote, à la commission de la recherche scientifique et technique. Cette politique de recherche a été délibérée et menée en consultation avec le Comité scientifique et technique auquel je veux rendre un hommage particulier parce qu'il est constitué d'hommes fort éminents qui nous apportent une collaboration très efficace.

Notre action doit se dérouler simultanément sous ces diverses modalités. Nous estimons qu'il est nécessaire à la fois de passer des contrats de recherches, de conclure des associations et d'exercer une action propre. Si nous avons choisi, pour débiter, les deux premières modalités, c'est parce que, pour avoir une action propre, il est nécessaire de disposer d'établissements et, pour déterminer notre politique en la matière, nous avons été conduits à faire un certain choix en fonction des considérations suivantes.

L'une de ces considérations est que nous avons intérêt à pouvoir, le plus rapidement possible, disposer d'un outil de travail. Si l'on part de zéro, s'il faut trouver un terrain, construire et tout édifier, les délais sont forcément très longs. Je ne donnerai que l'exemple du centre de Petten. Le début des travaux pour la construction de ce centre date de 1957, ce n'est qu'en 1961 que le premier réacteur d'essai deviendra critique et c'est, en fait, en 1962 seulement, qu'il constituera un outil de recherche.

En conséquence, il nous est apparu que, pour des raisons de rapidité, il était nécessaire de rechercher, autant que possible, quelque chose qui existât.

La deuxième considération est que l'enquête que nous avons faite sur le développement de la recherche dans la Communauté nous a montré à l'évidence qu'il y a, dans la Communauté, beaucoup trop de petits centres. Nous dispersons des ressources insuffisantes sur un nombre de centres dont, pour utiliser le jargon des nucléistes, un grand nombre ne sont pas divergents. Il nous est apparu que ce serait ajouter encore à cette dispersion que de créer des centres propres et, dès que notre politique de recherche a été définie, approuvée et discutée par le Comité scientifique et technique, nous avons approché les différents gouvernements et institutions ayant des centres susceptibles d'être mis à notre disposition.

La première convention est celle à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure. Elle a été signée le 22 juillet dernier avec le gouvernement italien et nous espérons que, à une date qui ne sera pas trop éloignée, nous pourrons commencer effectivement les travaux. Je ne puis que demander à ceux des membres du Parlement

italien qui sont ici d'intervenir, de leur côté, pour accélérer la procédure.

Nous avons aussi engagé simultanément des conversations, d'une part, avec le gouvernement néerlandais, d'autre part, avec le gouvernement allemand pour l'utilisation de centres existants. Nous pensons que nous aboutirons prochainement dans ces domaines.

Voilà, Mesdames, Messieurs, la politique que nous désirons faire. Elle combine les moyens fournis par les contrats et les associations avec des organismes existants et ceux fournis par la recherche propre; mais, pour cette recherche propre, il y a des délais dont nous ne sommes malheureusement pas maîtres.

Je reprends, toujours dans ce même paragraphe 25, la phrase suivante, qui a de l'importance : « Il importerait sans aucun doute que le programme de 215 millions puisse, à bon escient et de façon constructive, être réalisé dans le délai prévu de cinq ans. Dès à présent, il serait souhaitable que l'exécutif de l'Euratome étudie et prépare un deuxième programme de cinq ans. »

En ce qui concerne l'exécution de ce programme de 215 millions d'unités de compte, j'ai entendu une intervention de l'honorable M. De Block, qui a fait un certain nombre d'hypothèses. La situation — mon collègue M. Sassen vous donnera les chiffres tout à l'heure — est moins catastrophique qu'elle n'apparaît puisque nous avons, d'ores et déjà, engagé plus de la moitié de cette somme. Cela veut dire que les réalisations sont en cours à concurrence de plus de la moitié de 215 millions d'unités de compte.

En ce qui concerne les dépenses, il est clair qu'elles ne peuvent être faites que progressivement. En particulier, dans les établissements du centre, elles ne pourront intervenir que le jour où, effectivement, nous prendrons possession des installations. Mais nous avons toute confiance que, dans ce délai de cinq ans, nous pourrons, sans gaspillage — je tiens à insister sur ce point — dépenser utilement ces 215 millions qui sont notre dotation initiale. Il serait catastrophique de donner l'impression que cet argent est mal utilisé puisqu'il nous faudra ensuite une deuxième tranche à laquelle le rapport fait allusion. Il est clair que nous

n'obtiendrons pas cette tranche si nous n'administrions pas la preuve que l'argent des contribuables qui nous est confié est utilisé dans les meilleures conditions possibles quant à cette première tranche quinquennale.

La cadence à laquelle nous effectuerons les dépenses au cours des deux dernières années sera supérieure au cinquième des 215 millions et c'est, bien entendu, sur une cadence de croisière supérieure au cinquième de cette somme que nous préparerons une deuxième tranche quinquennale. Nous croyons que la préparation de cette deuxième tranche est prématurée, mais mes collègues et moi-même sommes bien décidés à l'entreprendre avant l'expiration de notre mandat. Comme vous le savez, ce mandat expire à la fin de la quatrième année, alors que le programme inscrit au traité s'étend sur un an de plus. Par conséquent, nous disposons d'une marge d'un an qui nous paraît raisonnable pour la préparation de la deuxième tranche quinquennale.

Je n'entrerai pas dans le détail de toutes les observations qui ont été présentées. En ce qui concerne les crédits de personnel, la remarque est faite qu'ils comportent une ventilation insuffisante des divers éléments les composant et qu'ils n'indiquent pas de répartition géographique pour les agents. Nous sommes parfaitement conscients de la justesse de cette critique. Mais nous voulons attirer votre attention sur le fait que, pour les raisons que je viens d'expliquer, il nous était impossible de prévoir avec précision à quel moment telle opération arrivera à maturation. Nous vous demandons de reconnaître que, pour 1960, il nous était impossible — à moins de vous donner une présentation fallacieuse que nous voulons à tout prix éviter — de vous donner une décomposition plus poussée que celle que nous avons présentée.

En ce qui concerne les crédits de matériel, une observation a été faite sur la nécessité de prévoir le renouvellement de ce matériel. Je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que nous n'avons pas, pour le matériel destiné à la recherche, à appliquer les formules en usage dans l'industrie. Les investissements de matériel font l'objet de subventions inscrites au budget et nous n'avons pas dès lors à prévoir une provision d'amortissement puisqu'ils sont considérés comme amortis du fait même qu'ils

sont payés par des subventions fournies par les gouvernements. C'est la pratique d'ailleurs courante dans les organismes de recherche et dans les universités. En l'occurrence, le renouvellement doit se faire en fonction de la nature des matériels et non pas uniquement de leur usure; en effet, la désuétude est un élément particulièrement important.

Une observation a été faite en ce qui concerne la répartition de notre effort et l'importance qu'il y a de développer notre action, particulièrement dans ceux des États membres qui peuvent être considérés comme en retard par rapport aux autres. Telle est bien notre politique, mais je voudrais faire une réserve. Nous estimons qu'il est très important que l'effort communautaire ne soit pas une excuse pour réduire les efforts nationaux.

De sorte que dans toutes les conversations, dans toutes les discussions que nous avons à cet égard, nous prenons des précautions pour nous assurer que, non seulement nous ne prenons pas le relais d'efforts nationaux, mais qu'il y a des engagements, je ne dis pas écrits, mais des engagements tacites, des engagements de bonne volonté, pouvant nous assurer qu'il existe un développement des efforts nationaux. Car il serait de bien mauvaise politique qu'au départ, ces 215 millions soient substitués à des efforts qui, dans le passé, existaient déjà et qui, dans certains cas, doivent normalement se poursuivre.

J'en arrive maintenant à des observations concernant un certain nombre de recherches, d'abord dans le domaine de la radio-biologie, de l'hygiène des rayonnements et de la cancérologie. Là, nous pensons que nous devons combiner aussi les recherches effectuées dans des établissements spécialisés et, pour les raisons que je viens d'expliquer, ne pas entreprendre pour l'instant de recherches propres.

En particulier, il y a, dans ce domaine, une nécessité de travailler en liaison étroite avec des hôpitaux. Nous ne croyons pas qu'il soit raisonnable, pour nous, de créer un ou plusieurs hôpitaux. Il y a un grand nombre de centres de recherches, en général insuffisamment dotés, et notre politique, qui ne fait que commencer, consiste à apporter des moyens supplémentaires aux organismes valables qui peuvent exister

actuellement. Dès que nous disposerons de centres de recherches, nous développerons nous-mêmes des recherches dans les domaines de la radio-biologie et de l'hygiène des rayonnements.

Nous croyons que, pour les raisons que je vous indique, des raisons de calendrier et de délais qui sont inévitables, les sommes prévues sont suffisantes, d'autant plus que — je tiens à attirer votre attention sur ce fait et ceci est valable pour les autres rubriques, notamment pour la documentation — les sommes indiquées ne concernent en principe que les dépenses de matériel. Les dépenses de personnel, étant groupées dans un seul chapitre, ne figurent pas dans ces dépenses particulières, et c'est dans cet esprit qu'il faut interpréter les chiffres qui vous sont présentés.

En ce qui concerne la documentation scientifique, nous partageons tout à fait l'avis de la commission sur le rôle important que nous avons à jouer. Nous croyons que, dans ce domaine, il faut travailler, je dirai à l'échelle mondiale. La documentation scientifique est quelque chose qui se développe à une cadence véritablement ahurissante. On a estimé qu'actuellement le volume des papiers publiés double tous les dix ans et que, si cette cadence se poursuivait, dans deux siècles le poids du papier des imprimés publiés serait supérieur au poids de la terre.

Ceci, je pense, démontre l'impossibilité de continuer à cette cadence. Mais la documentation existante nous oblige à travailler à une échelle qui dépasse même les limites de la Communauté.

Nous avons des commissions de travail où nous participons à des organismes pour assurer une collaboration à une échelle beaucoup plus large que la Communauté et où nous rencontrons, notamment, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Nous considérons que notre rôle est, d'une part, un rôle de coordination et d'orientation des efforts d'organismes existants et, d'autre part, de complément. Mais il ne s'agit pas de faire de doubles emplois dans ce domaine où il y a à faire pour tout le monde.

C'est dans cet esprit que nous orientons notre action. Les sommes peuvent vous paraître faibles, mais si vous les traduisez en nombre d'ouvrages, vous verrez que ce nombre est

considérable si l'on tient compte du fait que les crédits ouverts ne comportent aucune dépense de personnel.

J'en viens maintenant aux dépenses relatives à l'enseignement et, en premier lieu, à la formation de spécialistes nucléaires.

Pour ceux-ci, nous envisageons trois étapes. La première consiste à utiliser ceux des organismes d'enseignement existant dont la valeur est prouvée et à développer leur fréquentation en accordant des bourses. Ceci permet, dans l'immédiat, de faire quelque chose à une échelle que nous reconnaissons insuffisante, mais c'est une première étape.

Une deuxième étape présentant un intérêt que je n'ai pas besoin de développer consiste à créer une véritable école de formation des conducteurs de réacteurs. Nous sommes en conversation avec le centre nucléaire belge pour utiliser, à cet effet, un réacteur dont la construction s'achève à Mol. Nous disposerons là, par conséquent, d'une véritable école de conducteurs de réacteurs.

La troisième étape consiste à accoler au centre commun, notamment à Ispra, un centre de formation de spécialistes. Cette troisième étape ne pourra être engagée qu'après notre installation à Ispra. Dans ces conditions, nous considérons, là aussi, que les crédits prévus sont suffisants.

J'en viens maintenant à la grande question de l'Université.

Vous savez que, dans ce domaine, les pouvoirs de la Commission sont extrêmement limités puisque l'alinéa 2 de l'article 9 nous donne simplement le pouvoir de faire des propositions au Conseil.

Ces propositions ont été faites. Elles se sont trouvées en panne, mais ont été reprises et finalement, comme l'a dit l'honorable M. Bégué, nous avons obtenu la possibilité de mettre au travail, par une décision du Conseil en date du 13 octobre, un comité intérimaire dont les membres ont été désignés dans un délai aussi court que possible. Ce comité s'est réuni, pour la première fois, le 26 octobre; ceci montre que nous n'avons pas perdu de temps. Il a procédé à une discussion générale sur les problèmes qui lui sont soumis. J'ajoute que

le délai imparti pour ce travail est court puisque les conclusions doivent être présentées avant le 1^{er} janvier de l'année prochaine. Ce comité a constitué un certain nombre de groupes de travail qui se sont déjà réunis. L'un d'eux travaille, en ce moment, à Bruxelles.

Nous avons obtenu la collaboration de personnalités éminentes de l'Université, de l'administration, et je salue tout particulièrement le président du groupe de travail qui a la tâche de répondre aux questions intéressant l'Université elle-même, M. le ministre Martino, ici présent.

En ce qui concerne les crédits nécessaires à cette Université, la question reste entièrement ouverte. On ne peut pas dire que le traité nous donne la possibilité d'inclure ces crédits à l'intérieur des crédits de fonctionnement ou des crédits de recherche et d'enseignement de l'Euratom. Des explications techniques et juridiques ont été fournies par mon collègue M. Sassen à votre commission et je n'entrerai donc pas dans le détail.

L'un des groupes de travail doit, en particulier, faire des propositions sur la nature de l'instrument juridique créant l'Université. Il ne nous paraît pas possible — cela irait probablement à l'encontre de notre désir d'aboutir rapidement à la création de l'Université — de préjuger actuellement, par l'inscription au budget de l'Euratom, les sommes nécessaires. Nous ne pensons pas, toutefois, que cela puisse être une source de retard. Je crois que les difficultés essentielles à résoudre au sein du Conseil sont, dès à présent, surmontées.

Nous sommes décidés à présenter au Conseil, dès le premier janvier, les propositions détaillées qui sont nécessaires pour prendre une décision et nous travaillons tous avec, comme objectif, d'ouvrir cette Université à la rentrée scolaire de 1961. Nous croyons que, pour 1960, ce n'est plus réalisable mais, je le répète, cet objectif doit être atteint en 1961. C'est dans cette perspective que tous les groupes de travail ont été invités à poursuivre leurs travaux.

Si j'examine les autres questions soulevées dans le rapport et qui intéressent particulièrement notre politique, je dois mentionner qu'en ce qui concerne le statut, nous avons noté que votre rapporteur a estimé qu'il n'était pas sou-

haitable de discuter ce point. Nous sommes d'accord avec lui. Nous voudrions simplement vous dire que nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour aboutir le plus rapidement possible à un statut qui soit applicable à toutes les Communautés et à toutes les institutions. Cela nous paraît extrêmement important pour la création de l'Europe et nous pensons qu'effectivement il sera possible d'arriver assez prochainement à des conclusions respectant cette préoccupation.

En ce qui concerne les impôts, nous avons soumis des propositions au Conseil et nous espérons également qu'il sera possible d'aboutir rapidement.

Il est clair que l'absence de statut est un handicap très sérieux dans le développement de toutes nos institutions.

Je voudrais également répondre aux observations concernant la multiplication des bibliothèques et l'inscription de dépenses pour frais d'experts dans différentes parties du budget.

En ce qui concerne les bibliothèques, il n'y en a qu'une qui puisse, en fait, être commune, c'est la bibliothèque juridique puisque nous avons un service juridique commun. Les autres bibliothèques doivent, c'est clair, être spécialisées et nous devons avoir à Bruxelles une bibliothèque nucléaire, de sorte que je ne crois pas que cette observation soit, en fait, justifiée.

Pour ce qui est des experts, il en est de même. Chaque institution ou organisme a besoin d'experts de qualification particulière et c'est dans cet esprit que nous avons prévu, notamment dans le budget de fonctionnement de l'Euratom, des dépenses pour frais d'experts couvrant en particulier les frais du Comité scientifique et technique dont j'ai parlé tout à l'heure.

Je voudrais maintenant répondre à la question, posée d'abord avec un certain mystère par M. De Block et sur laquelle il a apporté ensuite plus de précision, celle de nos relations avec les États-Unis d'Amérique.

Comme vous le savez, dès la constitution d'Euratom, des négociations ont été engagées avec le gouvernement américain; ces négociations ont abouti. L'accord est basé essentiellement sur la construction, dans les pays

de la Communauté, de réacteurs de puissance de type américain utilisant l'uranium enrichi, type pour lequel la Communauté n'avait pas d'expérience.

Il semble, effectivement, qu'une certaine déception se soit manifestée dans les milieux américains à l'expiration du délai fixé au 20 octobre pour la réponse des producteurs d'électricité à l'invitation de construire des réacteurs de puissance. Contrairement à ce qui a été dit tout à l'heure, ceci ne touche en rien l'activité propre de la Commission dans le domaine de la recherche et jamais celle-ci n'a été mise en cause. Au surplus, je dois dire que, jamais, nous n'aurions accepté que des observations nous soient faites sur la façon dont nous menons notre programme propre de recherche.

La question ne pouvait pas se poser. Il y a un programme de recherche qui est lié au programme de réacteurs de puissance. Dans ce domaine, au contraire, nous avons rencontré un succès considérable puisque, à la suite d'un appel d'offre pour des recherches dans ce secteur, plus de 400 propositions sont parvenues et proviennent en majorité des pays de la Communauté.

En ce qui concerne le programme de réacteurs de puissance, nous avons déjà, depuis quelques mois, prévenu nos partenaires américains de la difficulté de respecter un délai extrêmement strict. La situation, en matière de production d'énergie, n'est pas celle qui était envisagée au moment du rapport des Trois Sages, ni au moment où l'on a commencé à négocier l'accord avec les États-Unis. Il est clair que les besoins de puissance nucléaire ne sont pas immédiats étant donné l'abondance de combustibles conventionnels, de telle sorte qu'il n'est pas surprenant que les producteurs d'électricité soient moins pressés qu'on ne pouvait le supposer, à l'origine, de construire des réacteurs dont les prix de revient sont actuellement plus élevés que les prix de revient de centrales conventionnelles.

Par contre, et nous l'avons exposé déjà devant votre Assemblée, nous croyons, plus que jamais, que la nécessité de nous familiariser avec les techniques à l'échelle industrielle reste impérieuse, sinon nous risquerions de voir nos industries — je pense tout particulièrement

à nos industries de biens d'équipement — dépassées, sans espoir de rattraper le retard, par les industries des autres pays.

Voilà exactement quelle est la situation en ce qui concerne notre accord avec les États-Unis. Je pense qu'il ne doit pas y avoir de malentendu sur ce point, ni d'appréciation ou de critique en ce qui concerne la façon dont nous menons notre programme de recherche.

Mesdames, Messieurs, avant de conclure, je voudrais vous dire que la Commission européenne de l'énergie atomique est parfaitement consciente du fait que nous ne sommes pas uniquement appelés à développer les recherches et les réalisations dans le domaine atomique, mais que nous devons constituer un des piliers de la création de l'Europe. Dans toute notre action, ce problème est constamment à notre esprit. Nous estimons que ce qui est essentiel pour cette création de l'Europe ce ne sont pas tellement, comme le disait M. Bégué, les réalisations techniques, que la création d'un esprit européen.

A cet égard, l'importance de l'Université n'a pas besoin d'être soulignée et je voudrais dire que, chaque fois que nous concluons un contrat ou un accord d'association, il ne s'agit pas uniquement, pour nous, d'apporter simplement des ressources financières, mais toujours des équipes européennes.

L'Europe doit se faire parce que des Européens travaillent ensemble. A cet égard, l'expérience que nous avons, d'ores et déjà, montre à quel point les craintes émises par les sceptiques à l'origine de la création de nos institutions n'étaient pas justifiées. Ils disaient qu'il était impossible de faire travailler ensemble des gens appartenant à des pays qui se sont battus si récemment et que les préoccupations nationales prévaudraient. L'expérience a été faite. Je puis dire que, dans notre organisation, nous avons la preuve que ces hommes et que ces femmes sont capables de travailler ensemble et que les préoccupations européennes, les préoccupations du bien de la Communauté dominent toutes leurs actions.

L'urgence de créer l'Europe est particulièrement sensible actuellement après le tournant que prend la politique mondiale à la suite de la visite de M. Khrouchtchev aux États-Unis.

Avant cette visite, beaucoup pensaient que la compétition était essentiellement militaire et que les formules traditionnelles d'alliances étaient suffisantes pour répondre au danger qui nous menaçait. Actuellement — je l'ai senti à quelques mois d'intervalle aux États-Unis — les esprits ont pris conscience de ce qu'on pouvait apercevoir déjà auparavant, à savoir qu'il s'agit d'une compétition dans le domaine économique et le domaine culturel. Il est clair que, pour pouvoir faire face à une telle compétition, nous devons, nous Européens, mettre ensemble tous nos moyens et le faire tout de suite. Sinon, nous assisterons à des rencontres qui passeront par-dessus nos têtes entre les deux Grands : les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique.

C'est particulièrement frappant dans le domaine nucléaire qui semble avoir été choisi par les dirigeants de ces deux grandes nations pour engager une coopération véritable. Nous avons eu des informations sur ces échanges lors de visites très importantes. J'ai eu l'occasion moi-même de rencontrer aux États-Unis la mission soviétique qui, actuellement, rend la visite faite par la mission américaine en Russie.

Quand on rassemble des techniciens, des savants dans des domaines aussi passionnants que ceux-là, ils n'ont pas de difficulté à se comprendre et lorsqu'on dispose de moyens comparables, la coopération peut se développer très rapidement.

Mesdames, Messieurs, je vous mets en garde contre le danger de voir une telle coopération se développer sans que nous puissions y participer. Ce serait une erreur tragique si chacun des pays, isolément, voulait poursuivre des conversations bilatérales avec les États-Unis. Il ne s'agit pas pour Euratom de faire écran dans les relations entre les organismes de recherche européens et américains. Mais il est important que nous fassions un faisceau de tous les moyens dont nous disposons de façon que nous puissions, en les apportant, être acceptés comme des partenaires sur un pied d'égalité. (*Applaudissements.*) Cette notion est particulièrement importante.

Mesdames, Messieurs, excusez-moi d'être intervenu plus longuement que je ne le pensais. Je vous remercie de votre attention et de la

bienveillance avec laquelle vous avez examiné notre budget.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Sassen.

M. Sassen, *membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique.* — Monsieur le Président, je voudrais d'abord m'associer aux félicitations adressées au rapporteur qui a pu, dans un délai très limité, soumettre à l'Assemblée un rapport clair, succinct et bien ordonné, rapport qui reflète, sans aucun doute, une compétence, une expérience et un esprit lucide.

Je voudrais aussi, à l'occasion des remarques présentées par M. le Rapporteur et par quelques autres orateurs, notamment par l'honorable M. Duvieusart, dire quelques mots sur la procédure budgétaire.

Ce n'est ni la Commission, ni le Conseil, mais bien le traité qui a imposé un délai très court à l'Assemblée pour faire connaître, sur la base des avant-projets que les Commissions doivent présenter au Conseil, son avis sur les projets de budget qui lui sont soumis par le Conseil.

De quoi, devant cette Haute Assemblée, les Commissions européennes sont-elles responsables? Les exécutifs sont, à mon avis, responsables des projets soumis à votre Assemblée, pour autant qu'ils puissent s'y rallier. Les exécutifs sont également responsables des points sur lesquels les projets ne correspondent pas à ce qu'ils désirent, à ce que nous considérons comme nécessaire et indispensable pour mener à bien notre action et pour accomplir les tâches que le traité nous impose, notamment celles prévues à l'article 124, de veiller à la bonne exécution du traité.

C'est sur ce point que l'Assemblée doit être complètement éclairée. Nous pouvons accepter le projet que le Conseil a envoyé à l'Assemblée, à l'exception de deux points : la question de la presse et de l'information, qui a largement attiré l'attention de l'Assemblée et sur laquelle je reviendrai; la question de l'agence, pour laquelle diffèrent les motifs figurant dans le document envoyé par le Conseil et ceux mentionnés dans l'introduction qui vous est soumise par la Commission elle-même.

Ma deuxième remarque sur la procédure a trait aux documents qui ont été envoyés à l'Assemblée. A ma surprise, j'ai constaté hier, en étudiant le rapport de M. Janssen, qu'une documentation utilisée dans la discussion budgétaire au stade de la consultation avec le Conseil et qui a trait à notre plan d'organisation, non pas de notre secrétariat, mais de notre administration, documentation concernant aussi une répartition de l'effectif prévu pour l'année 1960 dans les diverses directions de notre administration, n'est pas parvenue à votre Assemblée. Nous avons pris toutes dispositions, depuis notre arrivée hier après-midi dans cette maison, pour faire distribuer ces documents. Je m'excuse si cette distribution n'a été faite qu'en langue française et en langue allemande. Jusqu'à présent, n'ayant pas prévu ce point et ne sachant pas que ces éléments n'étaient pas connus de l'Assemblée, nous ne sommes pas encore en mesure de fournir une traduction néerlandaise et une traduction italienne. Mais nous faisons tout le possible pour vous les faire distribuer dans les meilleurs délais.

De même, dans le rapport de M. Janssen, j'ai constaté que l'avis que les Commissions sont appelées à donner sur les états prévisionnels des autres institutions, en fonction de l'article 177, alinéa 2, du traité, n'a pas été communiqué à votre Assemblée, alors que l'avis émis par nos collègues du Marché commun a été transmis.

Je ne puis deviner pour quelles raisons secrètes l'avis d'un des deux exécutifs a été transmis à l'Assemblée, alors que l'avis de l'autre ne l'a pas été. Nous sommes décidés à tirer de cette expérience la leçon que, lorsque nous voudrions que des documents soient transmis à l'Assemblée, nous ferons nous-mêmes cette transmission. Je crois que, pour l'avenir, cela pourra régler quelques problèmes qui ont compliqué votre travail sans que nous ayons eu connaissance auparavant de cette complication.

Monsieur le Président, sur le document qui vient d'être distribué et qu'on pourrait appeler notre organigramme, je voudrais faire quelques remarques. Il faut laisser à ce document un caractère indicatif, car nous sommes toujours en train d'améliorer l'efficacité de notre organisation. Et comme M. le président Hirsch

vous l'a expliqué, nous sommes, surtout dans le domaine de la recherche, dans un stade d'organisation. Nous ne sommes pas arrivés à un stade définitif pour les raisons qui ont été expliquées par le président, notamment parce que les établissements du centre commun ne sont pas encore en place. On ne peut donc faire d'une façon normale des prévisions de travail.

J'aborde un deuxième point : les explications et les commentaires dont a été assorti le projet du budget.

Laissez-moi vous dire d'abord que la Commission se félicite de l'intérêt que l'Assemblée a bien voulu consacrer aux activités d'Euratom. Je crois pourtant qu'il y a un malentendu. Par exemple, l'honorable délégué, M. Margulies, s'est exprimé d'une façon empreinte d'humour et même d'ironie à propos de notre programme de recherche. Il a dit que le moment n'était pas venu de traduire en budget ce programme de recherches ou plutôt qu'il faudrait d'abord savoir ce que nous voulons.

M. Margulies n'a malheureusement pas pu être parmi nous pendant un certain temps, pour des raisons de santé et nous nous félicitons aujourd'hui de son rétablissement. Je me permets de rappeler à l'Assemblée la documentation que nous lui avons fait parvenir pendant les six mois écoulés. Je cite : le 22 mai, une documentation relative à l'exécution du programme de recherche et d'enseignement comportant toute une série de précisions. Le premier programme de recherche figure dans le traité même, annexe V, et il convenait d'en préciser l'exécution. Cette documentation a été commentée par mes collègues, M. le professeur Medi et M. le professeur De Groote, devant la commission parlementaire compétente, au cours des réunions qui ont eu lieu en mai, juin et octobre de cette année.

Nous avons aussi fait parvenir à l'Assemblée, en date du 5 juin, une note concernant la politique de la Commission au regard de l'accord à conclure avec les autorités canadiennes.

En date du 18 juin, a été remise une note relative à la recherche nucléaire dans la Communauté par rapport aux activités de recherche en Grande-Bretagne et aux États-Unis et en comparaison avec elles. Le 28 août, suivit une note sur les mesures à prendre au sujet du

contrôle de sécurité, et le 28 octobre, enfin, furent envoyées deux notes concernant l'accord de coopération conclu quelques jours auparavant avec le gouvernement canadien et l'accord technique entre l'Euratom et l'Atomic Energy of Canada Limited, ainsi qu'une note au sujet du centre commun d'Ispira.

Monsieur le Président, il est bien compréhensible que tout cela ait pu échapper à l'époque à l'attention de M. Margulies. Tout en appréciant son humour et même une ironie légère, on ne peut pas dire que notre programme de recherche est uniquement une vague indication de ce qu'on pourrait faire si l'on savait ce qu'on voulait.

On a également critiqué la nature des commentaires et explications donnés en ce qui concerne le contrôle de sécurité. Je m'excuse de rappeler à l'Assemblée qu'avant de mettre en vigueur le système de contrôle de sécurité à l'initiative de la Commission exécutive, nous avons eu un échange de vues extrêmement utile avec la commission compétente à laquelle nous avons soumis une note expliquant ce système conçu par nous. Nous avons également, en date du 28 août de cette année, fait connaître à l'Assemblée les mesures que nous avons prises.

Serait-il possible d'améliorer cette situation? Peut-être l'Assemblée pourrait-elle examiner ce point. En fait, les exécutifs ont des échanges de vues et de documents fréquents avec les commissions compétentes de votre Assemblée; mais, faute de rapports déposés par eux, l'Assemblée ainsi que les autres commissions peuvent ne pas être suffisamment informées. Et l'on ne peut pas, comme il est arrivé de temps à autre, traiter les questions concernant l'Euratom entre minuit moins le quart et minuit un quart devant une Assemblée déjà quelque peu épuisée par des débats sur d'autres questions importantes comme, notamment, la politique charbonnière ou la zone de libre-échange.

Je constate, Monsieur le Président, que sur les documents que je viens de citer, aucun rapport, pour autant que je sois bien informé, n'a été jusqu'à ce jour présenté à votre Assemblée.

Je voudrais également faire quelques remarques plus détaillées, notamment sur les

dépenses et les engagements dans le domaine de la recherche. Pour répondre au point 29 du rapport de M. Janssen, il est, par exemple, utile de vous rappeler les engagements dès maintenant pris dans le domaine de la recherche.

Pour l'édification du centre d'Ispira, selon l'accord entre Euratom et l'Italie communiqué à l'Assemblée, ont été inscrits 40 millions d'unités de compte; pour les contrats d'association sur la fusion avec le commissariat français, 5,85 millions d'unités de compte; le contrat avec la K.E.M.A. à Arnhem, concernant le réacteur à suspension, comporte 1,4 million d'unités de compte; le contrat avec la T.N.O., dans le domaine de la radio-biologie, 0,9 million d'unités de compte; l'accord Euratom-États-Unis, 50 millions d'unités de compte; l'accord Euratom-Canada, 5 millions d'unités de compte, dont 4 millions à imputer au budget de recherches dans le cadre du programme de 215 millions dont vient de parler M. De Block; le projet Dragon, dans le cadre de l'O.E.C.E., 12 millions d'unités de compte; le projet Halden, 1 million d'unités de compte; ensemble, 115,15 millions d'unités de compte sur 215 millions, sans compter les engagements à prendre en fonction des établissements du centre commun de recherches à Petten, à Karlsruhe, et des autres projets et activités en préparation et en négociation, parce que je parle uniquement des dépenses correspondant à des obligations déjà contractées.

Alors, je constate, que si nous avons dit dans l'introduction que la moitié de ce montant de 215 millions a été engagée, nous avons fait un « understatement » car le montant réel est en fait supérieur.

Il convient d'ajouter que les dépenses dans les années à venir seront faites nécessairement et obligatoirement à un rythme plus rapide et devant une concurrence plus grande, et que c'est en fonction de ce rythme et de cette concurrence que nous serons appelés, nous ou nos successeurs, à établir le deuxième programme de recherches pour la période qui suivra la première période de cinq années.

Monsieur le Président, quelques questions nous ont été posées sur nos activités propres, d'une part, et sur les accords d'association, d'autre part.

Je me permets d'attirer l'attention de la Haute Assemblée sur le fait que l'annexe V du traité prévoit un montant d'environ 46 millions d'unités de compte pour les contrats ; de 66 millions d'unités de compte pour l'édification des laboratoires, de l'équipement et de l'infrastructure du centre commun, et qu'il y a, au surplus, quelques grands postes : par exemple, pour 60 millions d'unités de compte, les réacteurs prototypes et, pour 34 millions d'unités de compte, un réacteur à haut flux, dépenses qui se font très rapidement dès qu'une décision est prise quant au type et au programme d'action correspondant.

J'espère qu'en apportant ces quelques chiffres et ces précisions, j'ai pu répondre aux considérations du rapporteur, de M. Margulies, de M. Poher et spécialement de M. le représentant De Block.

M. De Block m'a encore posé une autre question, celle de savoir quelle est la différence entre les crédits d'engagement et les crédits de paiement, différence que je puis très facilement expliquer. Si l'on décide d'entreprendre une opération sur le plan de la recherche qui va durer, par exemple, trois années et coûter 15 millions d'unités de compte, on doit inscrire 15 millions en crédits d'engagement et 5 millions en crédits de paiement, dans l'hypothèse où cette opération est financée sur trois ans et en parties égales.

C'est là, Messieurs, la différence entre ces deux termes. Je crois que le montant des engagements doit nécessairement être connu pour savoir à quel rythme et pour quel objet le crédit de 215 millions à l'annexe V a été utilisé et affecté.

M. Margulies a également soulevé la question des frais de personnel et de locaux. Je me permets de faire, concernant l'exposé de M. Margulies, une observation à la fois sur la procédure et sur le fond du problème.

Sur la procédure, parce que nous ne sommes pas en mesure de connaître avec précision les bases et le fondement de ses calculs. Je serais fort heureux si M. Margulies pouvait nous faire parvenir ses données afin que nous puissions les étudier et les examiner de façon plus précise et à tête reposée.

En pareille circonstance et dans un Parlement que je connais bien, le Parlement néerlandais, il est d'usage de fournir par avance de telles données chiffrées au gouvernement afin de permettre aux experts gouvernementaux de les étudier et de soumettre leur avis.

Pour le moment, je ne suis pas en mesure de m'expliquer, sauf sur un point qui, à mon avis — et ici je touche le fond du problème — est décisif.

M. Margulies, dans le projet de résolution qu'il a soumis à l'Assemblée, parle du secrétariat, non seulement de l'Euratom, mais aussi du Marché commun. En général, nous n'avons pas de secrétariat. Nous avons un secrétaire exécutif dont nous apprécions beaucoup les activités et le dynamisme. Les exécutifs ont une administration. C'est la grande différence qu'il faut noter entre un organisme — avec tout le respect que j'ai pour vos excellents fonctionnaires — comme l'Assemblée et les exécutifs. Nous avons besoin d'un nombre plus grand de physiciens, de chimistes, d'ingénieurs, même au siège, parce qu'il ne faut pas croire que nous avons uniquement des fonctionnaires administratifs. Un véritable « brain-trust » nous est nécessaire ; mais nous n'avons pas besoin d'un nombre aussi grand d'huissiers, par exemple.

Cette disproportion entre le nombre des huissiers et celui des ingénieurs a comme conséquence qu'il faut être très prudent dans ces sortes de calculs qui reposent uniquement sur des données quantitatives sans tenir compte suffisamment de certaines différences qualitatives qu'il convient également de prendre en considération.

Je serai toujours prêt à discuter de chiffres concrets avec M. Margulies et même avec la commission, mais après une préparation précise. Je ne suis pas en mesure aujourd'hui d'en dire plus sur le fond du problème sinon que la proposition de M. Margulies est dangereuse au point que l'acceptation de sa proposition risquerait de compromettre les actions et les activités de ma Commission et compromettrait — là, j'en suis sûr, — celles de la Commission du Marché commun. En effet, il nous faut, je le répète, un « brain-trust » et un nombre relativement plus élevé que ce n'est le cas dans un

vrai secrétariat, de fonctionnaires pour nous aider à la préparation, à l'exécution et au contrôle de nos activités, fonctionnaires qui constituent une administration et non un secrétariat.

A la page 27 du rapport, il est parlé du bilan de la Communauté. Je reprends ici également les observations faites par M. le président Vals et par M. le président Poher sur les ressources propres. D'abord, un bilan, normalement, doit accompagner des comptes de fin d'année et non un budget. La question, pour cette raison, n'est donc pas encore actuelle, à mon avis. Mais je voudrais également apporter une précision sur les ressources extraordinaires dont il est parlé dans le rapport.

Les ressources d'emprunts qui entrent et qui sortent de la caisse de l'Euratom ne sont pas des ressources extra-budgétaires, parce que le mécanisme de ces prêts et emprunts est précisément fait de telle sorte que ceux-ci passent dans le budget de la Communauté.

Si la question posée concerne des ressources ayant une autre origine que les contributions des États membres, par exemple des emprunts, je puis répondre brièvement à M. le Rapporteur que, pour le moment, l'Euratom ne dispose pas encore de telles ressources. L'accord que vous connaissez avec la Exim Bank ne lui en fournira que dans l'avenir et, en fait, au cours de l'année prochaine. Naturellement, l'Assemblée sera pleinement informée de ces opérations, tant sur le plan du budget que sur celui des comptes et du bilan.

Monsieur le Président, vous savez que ma Commission aussi bien que nos collègues du Marché commun sont très favorables, très attentifs et hautement intéressés à tout ce qui a trait, de près ou de loin, aux ressources propres. M. le président Vals, en exposant un plan à ce sujet, a fait une remarque qui est une preuve de sagesse politique. Il a dit : « C'est un problème qui sera de plus en plus actuel à un moment où l'on discute des pouvoirs de l'Assemblée, en fonction, par exemple, de son élection au suffrage universel. »

Je partage entièrement ce point de vue et je crois que ma Commission ainsi, peut-être, que nos collègues du Marché commun pourraient être amenés à choisir le moment d'agir à cet

égard en fonction de la considération émise par M. le président Vals. Le problème, en la circonstance, n'est pas de trouver un système simple; il est plutôt d'obtenir suffisamment d'appuis pour mener à bien une opération de ce genre qui demande, selon le traité même, l'unanimité du Conseil et des gouvernements intéressés.

Il a été question à plusieurs reprises de l'inscription au budget du poste qui a trait à l'indemnité transitoire. Pour répondre de façon plus précise à M. Margulies, je voudrais reprendre les termes d'une interruption que je me suis permise hier en disant que c'est exclusivement le Conseil qui, en vertu de l'article 123, sans proposition préalable des Commissions, fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice et qui fixe également, à la même majorité qualifiée, toutes les indemnités tenant lieu de rémunération. Aucune action des Commissions n'est prévue dans ce domaine; il n'y a pas de propositions de notre part; c'est le Conseil seul, à l'exclusion de tout autre institution, qui a la pleine responsabilité de ce qu'il doit faire en exécution de l'article 123.

Pour cela, Mesdames, Messieurs, il est inutile de vous adresser aux exécutifs. Une fois que le Conseil a pris une décision à cet égard, nous n'avons plus le choix, nous sommes obligés d'inscrire dans le budget ce qui est fonction de cette décision, laquelle a d'ailleurs été connue et communiquée à l'Assemblée.

Je voudrais dire maintenant deux mots sur le fond du problème. Il est question, dans le rapport, d'une indemnité d'incompatibilité. Je ne crois pas que cette qualification soit juste, car il ne s'agit pas uniquement de cela. J'indique en passant que les incompatibilités visées dans les traités de Rome sont beaucoup plus générales et plus vastes que celles que connaît le traité de la C.E.C.A. Mais, avant tout, cette indemnité doit être considérée surtout comme une garantie de l'indépendance politique des exécutifs.

Nous sommes d'accord avec M. Bégué et tous les orateurs qui ont dit que nous avons une responsabilité politique. Il pourrait y avoir intérêt à garantir également par ce moyen

l'indépendance des exécutifs. Au demeurant, je crois que j'ai largement expliqué quelle institution est la seule compétente et est, par conséquent, responsable de cette question.

On nous a parlé de l'administration de l'exécutif. Sur ce point, je me permets d'attirer l'attention sur une précision qui, à mon avis, est nécessaire. A la page 29, § 39, du rapport de M. Janssen, il est dit que les effectifs de l'exécutif d'Euratom passent de 450 en 1959 à 500 en 1960. Ce qui est vrai, c'est que le Conseil nous a autorisés à porter ces effectifs de 450 à 495 au cours de l'année 1959. Nous avons, comme convenu, informé au préalable le Conseil que nous avions besoin de plus de fonctionnaires que les 450 prévus primitivement. Dès que nous avons informé le Conseil, nous pouvions porter l'effectif à 495.

Il reste alors peu de chose à expliquer. Pour l'année 1960, l'effectif est porté de 495 à 500, avec autorisation, en fonction du développement des établissements du centre commun, d'aller jusqu'à 530 en cas de besoin au cours du 4^e trimestre de l'exercice. Bien entendu, nous ne pouvons pas encore fixer les besoins en personnel pour l'administration, les finances, le contrôle, etc., qui seront nécessaires au moment où les établissements du centre commun seront en place. Il nous est impossible également de fixer dès maintenant l'affectation par division ou par direction générale. Le plan d'organisation et l'organigramme que j'ai eu l'honneur de faire distribuer à cette Assemblée pourraient vous renseigner suffisamment sur les points qui n'étaient pas encore tout à fait clairs.

Monsieur le Président, je me félicite du grand intérêt que l'Assemblée a voulu accorder aux problèmes de l'information et de la presse. J'ai noté que non seulement M. le Rapporteur, au nom de la commission, et M. le Président de la commission lui-même, ont traité cette question, mais également MM. Kreyssig, Schuijt, Nederhorst, Bégue et Duvieusart. Je m'en félicite parce que je suis d'accord avec tous ceux qui ont signalé qu'il est urgent d'avoir une information suffisante et efficace, et qui ont souligné que ce n'est nullement le temps du silence.

Je suis très reconnaissant à plusieurs représentants des déclarations qu'ils ont faites au sujet des services du porte-parole de chaque

exécutif. Je suis également d'accord avec M. Schuijt sur son opposition à la prolifération de ces services et sur la critique qu'il en a faite. Ma Commission tient précisément à avoir un groupe du porte-parole aussi réduit que possible et nous voulons consacrer une partie aussi grande que nous le pouvons de nos efforts à donner une pleine efficacité au service commun de presse et d'information, notamment aux secteurs de ce service qui ont trait à l'information par les milieux et moyens techniques tels que la télévision, la radio, le film, les brochures, etc.

Avec un budget limité, il faut nécessairement choisir entre un groupe du porte-parole énorme et des services qui sont vraiment communs, mais d'effectif réduit, et la formule contraire. Peut-être est-il encore possible de trouver un compromis entre ces deux tendances, mais nous ne sommes pas en faveur d'un élargissement considérable des services du porte-parole. Nous sommes plutôt pour le maintien du maximum d'efficacité et d'action des groupes chargés de la défense d'intérêts vraiment communs, puisqu'il s'agit d'une information communautaire.

Sur ce plan, je suis très heureux que, dans les trois groupes politiques, on ait marqué une grande unité de vues et je me réjouis de pouvoir m'y associer.

Nous vous sommes également reconnaissants de vous être montrés compréhensifs quant à l'augmentation des crédits qui sont inscrits maintenant dans le projet et d'être disposés à partager, à cet égard, les vues des exécutifs. M. le représentant Kreyssig a même présenté une proposition qui va un peu plus loin dans ce sens.

Sur ces points-là, je crois que je puis laisser la décision entièrement entre vos mains. Je note, toutefois, que le calcul fait par M. Kreyssig sur ce que, avec un crédit de 85 millions, on pourrait dépenser dans les pays de la Communauté n'est, à mon avis, pas tout à fait juste. M. Kreyssig perd, en effet, de vue que les exécutifs dans les fonctions d'information qui leur sont propres, doivent également tenir compte de ce qu'il convient de réaliser dans les pays de la Communauté et, en outre, des activités des bureaux des trois Communautés dans les capitales.

Monsieur le Président, je crois que, devant l'unanimité que j'ai eu le plaisir de retrouver dans cette Assemblée, il n'est pas nécessaire d'en dire davantage. Il me reste uniquement à rectifier une faute de frappe à la page 57 du texte français du rapport. Il ne s'agit pas de relever de 30 à 32 millions le crédit d'Euratom, mais de le porter de 15 à 17 millions. Bien entendu, si vous vouliez aller jusqu'à 30 ou 32 millions, cela ne nous gênerait aucunement, mais je crois qu'il s'agit d'une erreur de frappe sur laquelle je tenais à appeler votre attention.

Quant à l'inscription budgétaire des crédits nécessaires au Comité économique et social, je puis me borner à indiquer que je suis tout à fait d'accord avec ce que M. Kreyssig, M. Bertrand, M. Nederhorst et M. Schuijt ont dit à ce sujet.

Pour ce qui concerne le règlement financier, question qui a été soulevée dans le rapport ainsi que par M. Poher, je m'étonne un peu qu'il y ait eu un semblant de critique à l'égard des deux exécutifs. En effet, les exécutifs ont soumis, depuis un certain temps, des propositions concernant tous les règlements financiers qui sont nécessaires, et au Marché commun et à nous-mêmes. Quant à nous, nous n'avons pas encore fait de proposition relative aux règlements financiers concernant uniquement le budget de recherche et l'Agence. Pour le règlement financier intéressant le budget de recherche, la raison en est que, aussi longtemps que l'organisation du centre commun de recherche n'est pas en place, il est difficile d'établir un tel document.

La même raison vaut pour l'Agence parce qu'elle n'est pas encore entrée en fonction.

Toutes les propositions concernant ces règlements financiers ont été élaborées non seulement par les deux exécutifs, mais en coopération étroite et constante avec toutes les autres institutions de la Communauté, y compris l'Assemblée, la Cour et le Conseil; il s'agit d'un groupe qui a travaillé sous la présidence de M. Van Houtte, le greffier de la Cour. Au moment où la Commission — je m'en souviens fort bien — a voulu apporter quelques modifications à des textes élaborés en commun par toutes les institutions, nous avons à nouveau consulté les autres institutions.

Il est possible que, pour une raison que je ne puis juger, la commission de l'administration et des budgets ne soit pas tout à fait au courant de ce qui s'est passé; c'est la raison pour laquelle je me félicite de pouvoir vous apporter certains renseignements à ce sujet. Nous avons cherché l'accord et la coopération des autres institutions, et nous les avons trouvés. Nous n'avons pas à connaître ce qui concerne l'information à l'intérieur de l'Assemblée, mais nous avons toujours le vif désir de coopérer avec vous dans ce domaine.

Je me permets, Monsieur le Président, d'ajouter quelques mots au sujet d'une proposition exposée ce matin par M. Duvieusart. J'espère que les mots que je lis dans sa proposition : « Nonobstant le caractère définitif qu'auront reçu les budgets », ne doivent pas être interprétés en ce sens que ce caractère définitif conféré aux budgets leur aurait été donné parce que l'Assemblée ne se serait pas exprimée à leur égard. Je crois que, sur le plan de l'information et de la presse, par exemple, ce serait une procédure difficile, pour autant que l'Assemblée se déclare prête à agir de cette manière. J'espère qu'elle prendra la décision de s'exprimer à leur égard car, si, dans le fameux délai d'un mois, l'Assemblée n'a pas proposé de modifications ou n'a pas exprimé un avis favorable, les projets de budget seront réputés être arrêtés définitivement et rétroactivement.

Je crois, avec toute la compréhension que j'ai de la difficulté dans laquelle l'Assemblée se trouve, qu'elle pourra décider de se prononcer dans la mesure du possible et certainement pas dans la mesure de l'impossible; et pour « cette mesure de l'impossible » qu'a évoquée M. Duvieusart, nous sommes toujours à sa disposition.

Je vous rappelle que, nonobstant le délai que le traité nous donne pour soumettre nos avant-projets de budget au Conseil, — en l'espèce jusqu'au 30 septembre —, nous avons fait en sorte, malgré bon nombre de difficultés techniques et administratives, mais avec une très grande bonne volonté et beaucoup de respect pour l'Assemblée, de hâter cette procédure et de soumettre nos avant-projets de budget aux Conseils avant cette date du 30 septembre afin d'accéder au souhait exprimé par le bureau de votre Assemblée.

Monsieur le Président, nous ne pouvons pas, sur ce point, changer les dispositions du traité. Nous ne pouvons que collaborer avec vous pour, dans le cadre du traité, faire de notre mieux. Nous croyons y avoir réussi. Nous sommes toujours prêts à prolonger cette action et à vous donner tous les renseignements et précisions que votre commission ou votre Assemblée pourrait désirer.

Je regrette que, par suite de certaines difficultés que nous avons aperçues trop tard, des documents n'aient pas été soumis à temps à votre Assemblée. Ainsi que je vous l'ai dit, nous pouvons y remédier dans l'avenir.

Je remercie l'Assemblée de son attention.
(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt, vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. Mansholt, *vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne.* — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, après l'exposé circonstancié que mon collègue M. Sassen a fait pour répondre aux remarques qui ont été présentées, je pourrai être relativement bref.

Je puis me rallier entièrement à tout ce qui a été dit à propos de nos deux budgets.

Je commencerai par excuser notre président, M. Hallstein. Ainsi qu'il l'a déjà dit à la commission du budget, il n'a pas été en mesure, hier et aujourd'hui, de prendre la parole dans cette enceinte et nous sommes heureux que la commission se soit montrée très compréhensive à cet égard.

En premier lieu, je me permettrai de compléter ce que M. Sassen a dit et je ferai une remarque sur l'exposé des motifs concernant le budget. Comme l'Assemblée l'a fait observer à plusieurs reprises déjà, le Conseil ne lui a pas communiqué l'exposé des motifs que la Commission lui avait adressé en même temps que son projet de budget.

A mon avis, il est bon que l'on pose cette question du mémoire explicatif; l'Assemblée parlementaire a le droit, et probablement même

le devoir, de prier soit le Conseil, soit les Commissions de lui fournir tous les renseignements dont elle a besoin pour se faire, comme il convient, une opinion sur le budget. Au nom de ma Commission, je puis vous dire, Monsieur le Président, que nous sommes disposés à donner toutes les informations, au gré de nos possibilités et des demandes qui nous sont adressées. Je puis, par exemple, fort bien imaginer qu'une explication relative au budget soit transmise directement des exécutifs à l'Assemblée parlementaire qui pourra ainsi se faire une idée plus juste de la formation du personnel ou des activités.

Je crois toutefois nécessaire d'ajouter qu'il ne faut naturellement pas s'imaginer qu'il suffira d'étudier le budget pour pouvoir se faire une idée de la politique des exécutifs.

Dans le rapport de M. Janssen, j'ai lu — je saisis tout de suite cette occasion pour vous dire que nous apprécions beaucoup ce rapport et que nous apprécions aussi la manière dont il a été fait — que l'on voudrait pouvoir trouver une justification politique dans les explications relatives au budget.

Je crois que c'est trop demander. Ces renseignements et ces augmentations et réductions des montants permettent assurément de faire certaines constatations, mais je pense que, pour pouvoir juger le geste politique d'un exécutif, il faut avoir d'autres informations encore; je songe par exemple au rapport annuel où la politique des exécutifs est indiquée.

Quoi qu'il en soit, un abaissement ou un relèvement plus ou moins fort de tel ou tel poste peut naturellement faire mieux comprendre les intentions de l'exécutif. Nous sommes tout à fait disposés à aider, pour notre part, à cette compréhension en fournissant des renseignements circonstanciés.

En second lieu, je ferai une remarque sur le statut du personnel; la commission du budget s'en est occupée au paragraphe 44 de son rapport. Je puis dire qu'à son tour notre Commission regrette vivement que ce statut du personnel n'ait pas encore été établi. Je ne m'attarderai pas à en rechercher les raisons; jusqu'ici, on n'a pas encore pu s'entendre sur les traitements ni non plus sur la question des impôts.

Les deux exécutifs, comme vous le savez, ont fait des propositions à ce sujet, mais les études entreprises par les gouvernements et les experts ne sont pas encore terminés, ni non plus les échanges de vues avec les Commissions. Je puis cependant vous faire savoir que notre Commission est également d'avis que l'absence d'un statut, avec toute l'incertitude qui en résulte pour le personnel, crée peu à peu une situation intenable. Elle mettra tout en œuvre pour qu'un projet de statut soit préparé au plus tôt.

Plusieurs membres de l'Assemblée parlementaire ont parlé du Fonds social européen; on a notamment fait remarquer que les explications relatives au budget de ce Fonds ne permettent pas de se faire une idée claire des sommes dont on va avoir besoin.

Monsieur le Président, en lisant l'explication, très concise, qui concerne ce poste, je dois reconnaître que l'on n'y trouve pas ce que l'Assemblée parlementaire aimerait savoir, c'est-à-dire si la somme de deux fois 500 millions de francs belges suffisent pour répondre aux demandes d'aide et pour contribuer à l'exécution des tâches imparties au Fonds social européen.

Notre Commission est d'avis que, vu qu'il faut prévoir une certaine période de mise en marche pour le Fonds social européen et attendu que pour 1958 on pourra s'accommoder d'un montant inférieur à 500 millions, la dépense totale pour les trois exercices 1958, 1959 et 1960 pourra être couverte par le montant de deux fois 500 millions, soit un milliard de francs belges, qui a été demandé.

Au surplus, je ferai remarquer qu'aux termes du traité, les États membres sont tenus de mettre les montants à notre disposition. Cela signifie donc que, si contrairement à toute attente la somme demandée ne devait pas suffire, l'obligation que les États membres ont de fournir leur contribution, telle qu'elle est prescrite par le traité, subsiste néanmoins entièrement.

Je vous ferai remarquer en outre que, dans cette question du Fonds social européen, l'article 209, lettre *b*, du traité impose l'obligation de fixer la procédure selon laquelle les contributions des États membres doivent être mises

à la disposition de la Commission. Or, celle-ci a proposé de prescrire, dans le projet de règlement sur la procédure, qu'au cas où à la fin de l'exercice budgétaire le Fonds social n'aurait pas disposé entièrement des contributions annuelles, l'excédent serait versé dans le « fonds de roulement », qui est donc un fonds spécial.

Je pense par conséquent que les sommes qui ont été demandées pour les exercices 1958, 1959 et 1960 — cela représente au total un milliard de francs belges — ainsi que la possibilité que l'on aura de reporter au compte des exercices suivants les fonds qui n'ont pas été utilisés, je pense, dis-je, que ces deux éléments sont propres à tranquilliser ceux qui se demandent si les montants demandés ne sont pas insuffisants.

Monsieur le Président, puisque je parle de fonds, je dirai deux mots du Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer. A ce sujet, et à propos des frais d'administration et de gestion de ce Fonds, une remarque a été faite au paragraphe 50 du rapport de la commission du budget. Cette commission estime que les crédits pour l'administration et la gestion de ce Fonds, pour lesquels le poste du budget a été porté entre-temps à 17 millions de francs belges, devraient comporter aussi les frais de transfert, les provisions et les pertes de change, de même que les frais de contrôle technique du projet en cours d'exécution. Ces derniers figurent dans la proposition de notre exécutif au titre des crédits pour les projets à exécuter.

J'ajoute aussitôt que les avis peuvent différer sur la question de savoir si les frais de contrôle des projets en cours d'exécution doivent figurer dans les crédits pour l'exécution même de ces projets ou s'ils doivent avoir une place à part dans le budget.

On peut affirmer que, s'ils sont inclus dans le total des frais relatifs aux projets, il s'ensuivra que le total des investissements ou des contributions aux projets s'en trouvera réduit. Je pense toutefois que cela ne saurait constituer une difficulté majeure. Les frais de contrôle ne représentent qu'une part minime du total des frais. Il me semble que, pour des considérations d'ordre budgétaire, on peut se contenter d'une procédure selon laquelle les frais de contrôle sont traités comme étant une partie des frais d'exécution des projets.

Une autre question me paraît plus importante. Le rapporteur lui-même a demandé s'il est possible de renseigner l'Assemblée parlementaire sur la façon dont le contrôle est exercé. Notre Commission est tout à fait disposée à lui donner les renseignements qu'elle désire. Il importe au plus haut point pour l'Assemblée — et c'est là d'ailleurs sa tâche normale — de savoir comment les fonds sont utilisés et comment l'exécutif exerce son contrôle. Je n'hésite pas à promettre à l'Assemblée que la Commission la renseignera sur ce point.

En ce qui concerne les dépenses d'information — et sur cette question je me rallie entièrement à ce que M. Sassen a dit — je vous ferai remarquer que notre Commission estime qu'il importe vraiment que nous ayons dorénavant, à cet égard, un organisme intercommunautaire qui travaille bien. L'information doit en premier lieu servir les intérêts de la Communauté. Il faudra tenter très sérieusement de la bien organiser par le moyen de cet organisme intercommunautaire.

Pareil à M. Sassen, je me félicite vivement des réactions de l'Assemblée, et même de ses actions. Je suis d'avis qu'il est extrêmement important que l'information soit dorénavant intensifiée et multipliée. Nous avons tout lieu de nous inquiéter de ce que, jusqu'ici, nous n'ayons pas pu déployer suffisamment notre action d'information générale et nous pensons que, l'année prochaine, il faudra que nous la poussions au maximum. Évidemment, il y a à cette intensification un certain nombre de conditions; nous devons pouvoir disposer d'un service qui travaille avec beaucoup d'efficacité; il faut naturellement aussi que nous ayons les moyens nécessaires.

Notre Commission estime que la somme de 75 millions de francs belges que le Conseil a accordée est insuffisante. Je ferai remarquer à ce propos que les raisons avancées par les exécutifs pour illustrer la nécessité d'augmenter ce poste ne sont pas très convaincantes, et l'Assemblée parlementaire a d'ailleurs dit combien elle le regrettait. Si je dis cela, c'est parce que j'espère qu'en présence des motifs indiqués par l'Assemblée, et si les Commissions font valoir de meilleurs motifs, le Conseil acceptera de revenir sur sa décision première et d'aug-

menter le montant de 75 millions de francs belges affectés à l'information.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore réussi à constituer un organisme inter-exécutifs sur la base d'un organigramme clairement conçu. Nous avons à surmonter un certain nombre de difficultés et nous espérons y parvenir au cours de cette année encore ou au début du printemps prochain. De même, nous avons le ferme espoir de pouvoir établir pour l'année 1960 un bon programme en matière d'information.

Quelques observations ont été faites sur l'information, surtout à propos des territoires d'outre-mer, en Afrique notamment. Nous souhaitons, pour notre part aussi, que ces régions d'outre-mer bénéficient d'un bon service d'information dont nous reconnaissons la nécessité. Nous n'ignorons pas non plus qu'en Afrique il se fait, de divers côtés, une propagande dirigée contre notre Communauté. Mais il ne faut pas se faire illusion : un crédit de 75 millions, même augmenté de 15 millions, comme le propose M. Kreyssig, ne nous permettra pas d'informer efficacement un continent aussi vaste que l'Afrique. Nous ferons naturellement quelque chose, mais si on veut réellement renseigner ces immenses territoires sur notre Communauté, il faudra affecter à cette entreprise des sommes plus considérables. En tout état de cause, nous ne manquerons pas de tenir compte des vœux que l'Assemblée parlementaire a exprimés à cet égard.

Je dirai encore quelques mots à propos d'une remarque de M. Kreyssig. Selon lui, il y aurait une certaine disproportion entre les trois chapitres du budget : d'un côté, les dépenses de personnel, d'un autre côté les dépenses d'administration et enfin ce qu'on a appelé les activités directes.

Sur un total de 85 millions de francs belges, 41 millions sont destinés à couvrir les dépenses de personnel, 9 millions sont affectés à l'administration directe et 35 millions vont aux activités directes. Mais il ne faut pas oublier que sous la rubrique des dépenses de personnel, il y a les dépenses pour les porte-parole des trois exécutifs. Voilà des frais de personnel qui se rattachent directement à l'information. Je crois que l'équité nous oblige à admettre que l'in-

formation qui se fait par le canal de ces porte-parole — communications à la presse et aussi contacts directs avec les journalistes — est d'un très grand intérêt.

D'autre part, nous sommes d'accord avec M. Kreyssig quand il dit que les services qui se trouvent dans les pays mêmes devraient faire davantage dans ce domaine.

Si le poste de 75 millions est augmenté, que ce soit de 10 millions ou de 15 millions, nous sommes tout à fait disposés à en affecter une large part à l'intensification de l'information dans les différents pays.

Je ferai ensuite, Monsieur le Président, une remarque à propos des crédits destinés au Comité économique et social. Notre Commission regrette également que le Conseil ait décidé d'inscrire dans son propre budget la totalité des crédits pour le Comité économique et social. En fait — et c'est un point que je veux souligner — il n'est pas certain que cette mesure soit définitive. Le Conseil en a décidé ainsi parce que le règlement financier, à l'étude auprès du Conseil, n'a pas encore été arrêté. Dans l'attente de ce règlement, les crédits figurent donc au budget du Conseil et sont mentionnés, dans celui de l'exécutif, comme poste pour mémoire. Il faudra donc trancher cette question dans le règlement financier et celui-ci devra dire si ce poste doit être inscrit pour une part dans le budget de l'exécutif ou dans celui du Conseil. Il ne vous échappe certainement pas que, de l'avis de notre Commission, ces crédits doivent être inscrits au budget de l'exécutif, du moins pour une forte part.

En ce qui concerne le règlement financier, je puis encore vous dire que notre Commission a transmis au Conseil toutes les propositions qui s'y rapportent. L'article 209 du traité nous oblige à faire des propositions pour ce règlement financier, pour les règles et la procédure selon lesquelles les contributions des États membres doivent être mises à la disposition de la Commission, de même que pour les règles concernant la responsabilité des ordonnateurs et comptables.

En ce moment, toutes ces propositions sont entre les mains du Conseil.

Je passe maintenant à une remarque sur la question des ressources propres dont il est

question au paragraphe 77 du rapport de votre commission du budget et à propos de quoi M. Vals, président de cette commission parlementaire, a fait certaines observations; je me réfère aussi à ce qui a été dit dans la proposition de résolution présentée par lui et par quelques autres membres de la commission.

Dans cette proposition de résolution, il est demandé que l'on examine la question des ressources propres, que l'on étudie notamment la possibilité de prélever, par le moyen des certificats de libre circulation des marchandises à l'intérieur de la Communauté, des ressources destinées à appartenir en propre à celle-ci, le résultat de cette étude devant être soumis à la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés qui en fera rapport à l'Assemblée.

Je puis vous faire savoir que notre Commission a d'ores et déjà chargé ses services de préparer un rapport sur cette question.

Je n'ignore pas que cette suggestion très concrète qui a été faite — parvenir par le moyen des certificats de libre circulation des marchandises à un système simple de recettes propres à la Communauté — a déjà été étudiée par notre Commission; mais j'ajouterai aussitôt que ce me semble là une singulière manière de faire : pour se procurer des ressources propres, on en viendrait ainsi à maintenir pour l'avenir les droits de douane entre les six pays.

Voilà qui ne me paraît guère souhaitable; je ne crois d'ailleurs pas que l'on puisse vouloir cela. Les certificats de libre circulation des marchandises ne doivent être maintenus que jusqu'à ce que le tarif extérieur ait été établi. Ils ont uniquement pour but de prévenir certaines distorsions; mais dès l'instant où nous aurons un tarif extérieur commun, ces certificats pourront disparaître et du coup nous aurons perdu la faculté de nous procurer des ressources par le moyen d'une taxe sur ces certificats.

Je pense que le moyen n'est pas bon; il nous faudra donc aller à la recherche d'autres possibilités. Je n'approfondirai pas pour le moment le problème; je me bornerai à faire remarquer que, quelles que soient les voies dans lesquelles on s'engagera pour trouver les ressources en question, ces voies devront être très simples et ne devront ni conduire à la création d'une

vaste administration, ni non plus donner lieu à certains contrôles entre les pays. Cela signifie en d'autres termes que la circulation des marchandises doit être entièrement libre; et je doute d'ailleurs que l'on puisse obtenir quoi que ce soit par le moyen d'un prélèvement quelconque sur l'échange des marchandises.

Mieux vaudrait songer, par exemple, à un système semblable à celui qui existe déjà à la Communauté du charbon et de l'acier; celle-ci opère un prélèvement sur une certaine source d'énergie, le charbon. C'est là un système très simple.

On pourrait imaginer que l'Euratom se procure de même une source de revenu par un prélèvement sur l'énergie nucléaire.

Et la Communauté économique européenne? Qu'est-ce qui pourrait l'empêcher — je ne fais que donner un exemple — de tirer de l'énergie une source de revenus, du pétrole notamment? Dès lors, les trois sources d'énergie que nous avons dans nos Communautés seraient grevées.

Ce ne sont là que des exemples que je donne pour montrer que l'on pourrait ainsi établir un certain parallélisme entre les ressources propres aux Communautés et qu'il n'est pas besoin de songer uniquement à un prélèvement à la frontière, à des tarifs douaniers ou à quelque chose du même genre pour se procurer, à la longue, des ressources propres. En tout cas, je puis vous donner l'assurance que notre Commission examine très attentivement ce problème. J'espère qu'avant peu nous découvrirons des possibilités à cet égard. Je me rallie d'ailleurs volontiers à ce que M. Sassen a dit à ce sujet, c'est-à-dire que la question est avant tout une question d'opportunité politique, de possibilité politique d'obtenir sur ce point une décision unanime.

Monsieur le Président, il est encore un point sur lequel je voudrais insister: je veux dire la proposition de M. Margulies — je suppose du moins que c'est lui l'auteur de cette proposition — de réduire les postes des budgets des exécutifs et des organes des Communautés.

A mon avis, le discours que M. Margulies a prononcé hier et les calculs qu'il a faits constituent vraiment une base insuffisante pour qui voudrait comparer entre eux les dépenses des

différentes Communautés. Quelque ingénieuse qu'ait été sa démonstration, elle me paraît néanmoins assez simpliste; elle ne rend pas justice au soin méticuleux avec lequel les exécutifs ont établi leurs budgets. Elle ne rend pas non plus justice aux grands efforts auxquels les organes des Communautés se sont astreints pour parvenir à une gestion aussi scrupuleuse, aussi économe et aussi efficace que possible.

Diviser simplement les dépenses de personnel par le nombre des agents et les comparer ensuite, voilà qui ne donne aucun renseignement. La structure des organes varie énormément; sur ce point, je fais miennes les déclarations de M. Sassen. Notre exécutif a naturellement son secrétariat, mais notre exécutif n'est pas un secrétariat. J'irais volontiers jusqu'à dire qu'il n'est même pas une administration. C'est un organisme dans lequel on trouve, comme à l'Euratom, un certain nombre de collaborateurs hautement qualifiés, des économistes, des agronomes, des techniciens qui se servent d'un secrétariat, d'un certain appareil administratif. Quant à l'appareil administratif de l'Assemblée parlementaire, il peut se comparer à un secrétariat, mais non pas à un appareil très technique comme celui de l'Euratom ou à un appareil économique comme celui de la Communauté économique européenne.

Mais, Monsieur le Président, à supposer même qu'une comparaison de cette sorte soit possible, je dois constater — et ceci résulte de la proposition qui, présentement, est sur le tapis — que M. Margulies a inclus dans ses calculs les articles 320 (poste 3204), 350 et 390.

Qu'est-ce à dire? Cela signifie qu'il a fait entrer dans son calcul les dépenses d'engagement et les dépenses d'installation du personnel, ainsi que ses indemnités journalières, c'est-à-dire les dépenses faites pendant la période initiale parce que le siège de la Communauté n'avait pas encore été fixé. Dans cette première période, nous avons versé des indemnités journalières, mais le paiement de ces indemnités cessera à partir du 1^{er} décembre. Il s'agit donc de dépenses de mise en marche, et celles-ci ne sont pas durables, elles ne se font qu'une fois. Ces dépenses ne figureront plus comme telles dans les budgets à venir. Or, si on déduit ces dépenses du total de la dépense de person-

nel — et, ce faisant, je laisse encore subsister, par exemple, les dépenses engagées pour l'École européenne, car on pourrait dire : c'est bien, la subvention pour l'École européenne doit être accordée — si on opère ces déductions, il apparaîtra que, pour notre exécutif, la dépense de personnel est, par tête, d'environ 5 100 unités-dollars, alors que, selon les calculs de M. Margulies, la dépense correspondante de l'Assemblée parlementaire est plus forte et atteint 5 400 unités-dollar.

Ce qui revient à dire que, pour notre personnel, la dépense par tête est inférieure à ce qu'elle est pour celui de l'Assemblée. Je ne prétends en aucune façon que cette dépense pour l'Assemblée soit trop élevée. Il faudra faire des calculs plus précis avant de pouvoir établir une comparaison concluante. Je crois vraiment pouvoir dire que nous voyons ainsi s'évanouir la base d'une proposition comme celle que M. Margulies a présentée.

A ce propos, je me rallie volontiers aux déclarations de M. Sassen. Au cas où, contre toute attente, le Conseil reprendrait à son compte une proposition de cette sorte, à supposer qu'elle ait été adoptée, nous serions non seulement considérablement gênés dans notre activité, mais nous serions tout bonnement empêchés, sur quelques points très importants, de faire notre travail.

Je crois de la sorte avoir complété de manière suffisante les déclarations de M. Sassen.

Pour terminer, j'ai le plaisir de dire au nom de notre Commission, combien nous sommes reconnaissants aux services d'administration de notre exécutif de la façon très efficace et très agréable dont elle a travaillé avec la commission parlementaire. Je crois que cette collaboration crée d'excellentes possibilités; mais il ne faut pas négliger pour autant la proposition de M. Duvieusart qui souhaite qu'une meilleure information puisse être obtenue sur les budgets, ce qui fera que l'Assemblée parlementaire recevra plus tôt que ce n'est actuellement possible les budgets en vue de l'examen auquel elle doit se livrer.

Dans la proposition de M. Duvieusart, j'aperçois aussi — naturellement sous réserve de ce que M. Sassen a dit à ce propos — la possibilité de préparer, d'accord avec la commission du

budget, une meilleure information sur le budget. Je crois que le budget de 1961 pourra être mieux préparé si l'Assemblée parlementaire indique elle-même les éléments sur lesquels elle a manqué de renseignements jusqu'ici. La commission du budget pourra dès lors en discuter avec les exécutifs, après quoi on pourra examiner si notre budget peut être mieux agencé.

Une fois déjà, l'Assemblée parlementaire avait donné à entendre que, pour ce qui est de la nomenclature, les budgets devraient être unifiés. Je crois que c'est chose faite désormais, sauf pour ce qui concerne le budget de l'Assemblée qui, si je ne fais erreur, n'a pas encore sa propre nomenclature. Mais c'est là un point sur lequel je ne veux pas m'étendre.

Il faudra que nous parvenions à une plus grande uniformité également dans le domaine de l'information. Jusqu'ici, l'information n'a certainement pas été plus circonstanciée sur le budget de l'Assemblée parlementaire que sur les budgets des Commissions. Tout ce qui a été dit à propos de l'information sur les budgets des exécutifs peut l'être également au sujet de l'Assemblée. Je crois cependant qu'à l'avenir nous parviendrons à une concordance des informations et explications sur tous les budgets.

Je puis vous dire que notre Commission est parfaitement disposée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que l'Assemblée parlementaire soit mise en état de donner, dans le délai extrêmement court qui est imparti, un avis vraiment pertinent sur les budgets.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Medi, vice-président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

M. Medi, vice-président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — (I) Monsieur le Président, vu que l'heure est avancée, je ne m'occuperai pas des questions d'ordre technique et scientifique qui nous ont été posées.

(L'orateur poursuit son exposé en langue française.)

Je me permets de répondre simplement à deux questions qui peuvent intéresser en ce moment

les trois Communautés : d'abord, une question posée par M. De Block, ensuite une question qui concerne le problème du personnel en général.

La première question est relative au problème des recherches. On a dit que l'Euratom disposait de centaines de millions de dollars pour la recherche et que les autres Communautés n'avaient que très peu de chose. Me limitant à cet aspect concret du problème, je fais une simple proposition. Il me semblerait intéressant et utile que les trois exécutifs organisent en commun des recherches en utilisant les résultats obtenus pour atteindre des finalités communes. Une groupe de travail existe d'ailleurs pour étudier cette question.

Par exemple, il se pose pour la C.E.C.A. et le Marché commun un certain nombre de problèmes techniques à propos desquels la recherche expérimentale, la physique, la chimie, pourraient donner des indications utiles. Il serait donc bon de nous entendre pour effectuer des recherches communes de laboratoire ou autres.

La deuxième question est celle du personnel. L'Euratom a besoin de personnel à tous les échelons et pour toutes les spécialisations. Le Marché commun et la C.E.C.A. connaissent aussi des problèmes de personnel. Je pense qu'il serait bon de se consulter davantage à ce propos, afin qu'une collaboration entre nous facilite la réalisation des tâches communes aux trois Communautés.

Je ne veux pas entrer dans le fond des importants problèmes de technique et de recherche. Je me limite à ces deux questions qui intéressent les trois Communautés.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Duvieusart.

M. Duvieusart. — Monsieur le Président, M. Sassen m'a demandé si les mots « nonobstant le caractère définitif du budget » dans ma proposition, impliquaient que je voulais dissuader l'Assemblée de voter un amendement. Pas du tout ! Rassurez-vous, j'espère aussi que cet amendement sera voté. Mais il se pourrait, comme M. Mansholt, notamment, nous l'a laissé espérer, que les Conseils accueillent rapi-

dement cet amendement. Alors les budgets deviendraient définitifs, probablement avant le temps où la commission présidée par M. Vals pourra se livrer au travail supplémentaire que je lui ai demandé de faire.

J'espère que, dans ces conditions, M. Sassen pourra abandonner toute réserve au sujet de ma proposition et y collaborer, comme il a bien voulu le dire.

Mais je voudrais aussi, Messieurs, poser une question à M. Hirsch. J'ai relevé dans son exposé très intéressant cette phrase que « le travail de rassemblement de documentation que la commission réalise — ce sont ses termes — incluait, notamment, les États-Unis et la Grande-Bretagne ». Dois-je, Monsieur le Président, en déduire que l'U.R.S.S. n'est pas incluse ou que vous n'obtiendriez pas du côté de l'U.R.S.S. l'échange des moyens d'information ? Vous savez que j'ai déjà, à plusieurs reprises, attiré l'attention de la Communauté de l'Euratom sur l'opportunité d'avoir des contacts de ce côté.

M. le Président. — La parole est à M. Margulies.

M. Margulies. — (A) Monsieur le Président, j'ai été réellement heureux d'entendre les explications que M. le Président de la Commission de l'Euratom et M. Sassen nous ont données aujourd'hui.

Je suis non seulement membre de la commission du budget, mais aussi de la commission de la recherche scientifique et technique, et par suite rien de ce que communique l'Euratom ne saurait m'échapper facilement. J'ai aussi étudié attentivement tous les documents qui ont été distribués par l'Euratom. Mais je ne peux pas me souvenir d'avoir déjà reçu des explications qui nous apportaient autant d'éclaircissements et de précisions utiles que celles que nous avons obtenues aujourd'hui. C'est ce qui m'avait incité à émettre avec quelque ironie, comme M. Sassen a bien voulu le dire, l'idée que la Commission elle-même ne sait pas bien ce qu'elle se propose de faire. Mais je suis maintenant suffisamment renseigné et je me félicite sincèrement de ce que nous soyons arrivés à cette conclusion.

Nous avons découvert là — M. Sassen a déjà bien voulu le relever — un véritable malentendu. Pour nous autres, membres de l'Assemblée, il ne s'agit pas d'apprendre quelque chose sur la philosophie des programmes, c'est-à-dire d'être informés grâce à de vastes exposés sur les idées directrices de tous ces programmes; pour nous, et en particulier pour les experts des questions budgétaires, il s'agit de savoir jusqu'au dernier centime — dans le cas présent jusqu'au dernier dollar et au dernier cent — où et pour quels objets les fonds doivent être dépensés. C'est à ce sujet que M. Sassen nous a renseignés aujourd'hui. Je ne peux que l'en remercier.

Au nombre des malentendus qui surgissent à l'occasion, on pourrait aussi ranger l'idée que ma proposition de réduire les dépenses du personnel réjouirait les commissions. Mais, cette idée ne m'était pas venue.

Je demande simplement que l'on fasse preuve de compréhension aussi pour notre situation. Membres de l'Assemblée, nous recevons une abondante documentation sur la base de laquelle nous cherchons à voir si le montant des crédits demandés est justifié. Il apparaît régulièrement que les informations que nous recevons ne sont pas suffisantes — je reconnais que c'est la faute non des Commissions, mais plutôt des Conseils — de sorte que nous ne pouvons pas nous rendre compte si le montant des dépenses, tel qu'il se traduit dans les crédits prévus au projet de budget, est réellement justifié.

D'autre part — MM. les Membres de la Commission le savent certainement aussi — le grand public critique les dépenses des Communautés. Ces critiques manquent souvent d'objectivité, mais nous ne sommes pas en mesure de les réfuter. On s'étonne alors que les membres de l'Assemblée parlementaire européenne ne puissent en réalité pas dire grand-chose des dépenses. Nous ne sommes malheureusement pas en mesure d'expliquer à tous ceux qui formulent des critiques comment des clauses du traité nous empêchent d'exercer pleinement notre droit de contrôle budgétaire. Nous ne pouvons pas dire : « Le montant des crédits est justifié pour telle ou telle raison. » Et nous ne pouvons pas dire non plus : « Ici ou là, les montants demandés sont trop élevés. »

Je reconnais qu'un calcul global comme celui que j'ai fait — nous n'avons pas à nous disputer sur le nom qu'il faut lui donner — présente naturellement des inconvénients. D'après mon expérience de député allemand, je peux dire à ce sujet qu'au cours de ces dernières années, le ministre des finances de la république fédérale d'Allemagne a appliqué, en arrêtant son budget global, un tel forfait. Il décide en effet que toutes les dépenses qui ne sont pas prévues par la loi ou les traités doivent être réduites de 6 %. La valeur de cette disposition peut, à certains égards, être douteuse, car elle frappe sans discrimination les bons et les mauvais; mais elle a manifestement fait ses preuves car, s'il en était autrement, le ministre fédéral des finances n'y recourrait pas à nouveau chaque année.

Je connais l'imperfection de ces calculs. Mais pour un parlementaire, il n'y avait pas d'autre point de départ possible que le calcul par tête, s'il voulait comparer les différents montants.

M. le président Mansholt est arrivé à renverser les résultats de ce calcul. Je dois dire à ce propos qu'il aurait naturellement dû, également pour ce qui est de l'Assemblée, déduire les dépenses qui ne se répètent pas, c'est-à-dire les dépenses faites pour l'engagement du personnel, et alors l'équilibre aurait été rétabli.

Je suis tout à fait d'accord que la Commission de l'Euratom a besoin, dans ses services administratifs et, d'une manière générale, dans son champ d'activité, d'un certain nombre de collaborateurs hautement qualifiés, d'une sorte de « brain trust » comme M. Sassen l'a montré. Mais le montant dont il s'agit en l'occurrence s'élève à 700 000 dollars. En faisant un calcul approximatif et en ajoutant au chiffre moyen par tête encore 5 000 dollars, on arriverait à un « brain trust » de 150 personnes. Ce nombre est certainement supérieur à l'effectif du « brain trust » qu'envisage M. Sassen.

Je me suis aussi abstenu de critiquer les dépenses de personnel figurant dans le budget de recherches et d'investissement, dépenses qui s'élèvent à 12 400 dollars par tête et par an et qui sont supérieures en moyenne au chiffre usuel. Je me suis dit qu'il peut y avoir parmi eux des atomistes — peut-être tous ne le sont-ils pas, mais il y en a quelques-uns — qui doivent recevoir des traitements si élevés. Je serais

en tout cas heureux que l'on procède à une enquête pour voir si la rumeur, qui veut que les Commissions aient classé leurs fonctionnaires à des échelons trop élevés, est fondée — et la comparaison avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier donne cette impression — et c'est là un reproche que le public leur adresse constamment.

L'amendement que j'ai présenté ne pourra peut-être pas être accepté entièrement par les Conseils. Mais si — comme je l'espère — l'Assemblée décide de l'approuver — on procédera probablement quand même à une enquête sur les dépenses de personnel qui se justifient et sur celles qui ne se justifient pas. Cela permettra aux membres de l'Assemblée — et sans doute est-ce dans l'intérêt de tous — de réfuter, documents en main, toute critique injustifiée. Ainsi pourrions-nous vous aider et intervenir en public pour demander que les fonds dont vous avez besoin soient mis à votre disposition.

M. le Président. — La parole est à M. Schuijt.

M. Schuijt. — (N) Monsieur le Président, je tiens à dire combien je suis reconnaissant à la Commission de la C.E.E. de nous avoir fait, par la bouche de deux de ses membres, ces deux déclarations sur l'intérêt que revêt l'information et sur son caractère communautaire. Mais cette reconnaissance ne m'empêche pas de constater que deux questions que j'avais posées au nom de la commission des affaires politiques sont demeurées sans réponse : l'une concernait la politique générale et le rapport entre les groupes de porte-parole, d'une part, et le service commun, d'autre part; la seconde question avait trait à l'article 3403 du budget.

Dans ces circonstances, Monsieur le Président, je dois me réserver le droit de porter à nouveau ces deux questions devant la commission des affaires sociales qui m'avait chargé de faire examiner maintenant ces points.

M. le Président. — La parole est à M. Kreyssig.

M. Kreyssig. — (A) Monsieur le Président, je n'ai qu'une question à poser à M. Sassen.

Nous avons maintenant eu le plaisir de recevoir de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique un tableau des principaux champs d'activité, des différentes divisions. Étant donné que nous avons tant parlé de la presse et de l'information et que j'ai présenté une proposition de résolution à ce sujet, j'ai essayé de voir d'après ce tableau qui est chargé de la presse et de l'information et quelle est la division compétente pour ce champ d'activité. Je n'ai cependant pas pu m'en assurer. J'ai seulement trouvé mention du fait que la division III B, « Économie », est chargée, entre autres tâches, d'assurer la liaison avec la division juridique commune; mais il n'est rien dit au sujet de l'information et de la presse. Je serais reconnaissant à M. Sassen de bien vouloir me dire quel est le service de la Commission de l'Euratom qui est compétent en la matière.

M. le Président. — La parole est à M. Sassen.

M. Sassen, membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — Tout d'abord, Monsieur le Président, je me félicite de constater, après l'intervention de l'honorable M. Duvieusart, que sa proposition de résolution ne se réfère nullement aux modifications visées par l'article 177, paragraphe 4, 2^e alinéa, du traité.

C'est là un point très important qui sera certainement apprécié par l'Assemblée au moment où elle discutera de cette proposition de résolution.

(L'orateur poursuit son exposé en langue allemande.)

M. Margulies nous a informés que le ministre des finances de la république fédérale d'Allemagne procède chaque année à un alignement forfaitaire ou à quelque chose de semblable.

M. Margulies. — (A) Il procède à une réduction forfaitaire.

M. Sassen, membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — (A) Ce n'est pas tout à fait la même chose. Les Conseils ont aussi essayé déjà de procéder ainsi. Je ne peux pas dire que cet

essai ait été très heureux, au contraire. Si je voulais me fonder sur ce précédent pour juger de la proposition de M. Margulies, je ne pourrais que formuler l'espoir que la nuit ou la fin de la semaine lui portera conseil — c'est la nuit qui porte conseil! — et prier M. Margulies de se demander s'il ne préfère pas retirer sa proposition de résolution.

Je voudrais ne laisser subsister aucun doute, Monsieur le Président, sur le fait que la proposition de M. Margulies est inacceptable pour les Commissions, en tout cas pour ce qui nous concerne; mais je crois — c'est ainsi que je l'ai compris en tout cas — qu'elle l'est aussi pour M. Mansholt.

Je souligne que l'on veut comparer ici des choses qui ne sont pas comparables. On ne peut pas comparer le secrétariat de l'Assemblée avec l'administration d'un exécutif.

Nous sommes parfaitement disposés à discuter avec MM. les Parlementaires les détails d'un alignement forfaitaire dès que nous connaissons les bases d'une telle procédure. Nous sommes prêts à en discuter avec M. Margulies lui-même ou au sein de la commission.

Je dirai à M. Kreyssig que pour l'Euratom la responsabilité des rapports avec le service commun de presse et d'information incombe au secrétariat des exécutifs et plus spécialement au porte-parole. C'est grâce à celui-ci que nous avons maintenant la liaison avec le service de presse et d'information.

Comme vous le savez, la Commission m'a chargé de parler en son nom dans la mesure où il s'agit de questions de presse et d'information.

(L'orateur poursuit son exposé en langue néerlandaise.)

Monsieur le Président, je dois enfin une réponse à M. Schuijt qui a dit que nous devons répondre encore sur deux points. Je croyais avoir répondu à ces deux questions, mais il semble que je n'aie pas été assez clair; je croyais avoir dit très expressément que, pour faire fonction de porte-parole, ma Commission dispose d'un petit groupe de personnes et que, pour le surplus, elle désire laisser la voie libre, aussi largement que possi-

ble, aux services communs et aux organisations du service de presse et d'information.

Je ne pense pas que l'intention de M. Schuijt soit de nous faire décrire dans les détails ce que, chez nous, le porte-parole fait exactement. Celui-ci, naturellement, parle en tout premier lieu au nom de la Commission, mais il manie parfois aussi la plume au nom de la Commission dans cette activité; toutefois, les responsabilités et l'objet de l'information sont si exclusivement affaire de l'Euratom qu'il ne serait pas juste de faire pour cela appel au service commun de presse et d'information.

Je n'ai peut-être pas très bien expliqué quel est le but du crédit qui est demandé au poste 3403. Permettez-moi de vous dire cependant que nous avons donné une explication très claire de la nécessité de ce crédit en disant ceci : Pour les objets de l'information qui, soit par leur urgence particulière, soit par leur caractère très spécial, ne nous permettent pas de recourir au budget commun du service commun, pour ces objets, ai-je dit, l'information est à la charge de ce poste.

Il peut s'agir, par exemple, d'activités qui doivent être créées hors du territoire de la Communauté et qui servent uniquement les intérêts de l'Euratom ou qui relèvent uniquement de l'Euratom. Il ne serait pas juste de demander aux autres exécutifs d'aider à en supporter les frais.

Il faut donc voir dans ce poste, me semble-t-il, un appui pour le service commun de presse et d'information; il permet d'amenuiser les contestations qui pourraient surgir avec les autres exécutifs. Pourquoi — ainsi pourraient-ils se demander — devrions-nous contribuer à telle ou telle activité sur la base de la clef de répartition qui, on le sait, est la suivante : 40 % pour la Haute Autorité, 40 % pour le Marché commun et 20 % pour l'Euratom?

C'est précisément pour prévenir des difficultés de ce genre, pour pouvoir faire ce que nous avons à faire sur notre propre terrain, souvent très spécial, c'est-à-dire donner les informations nécessaires qui, par leur nature même, doivent atteindre d'autres milieux que ceux que l'on vise généralement, c'est précisément pour cela que nous avons créé ce poste spécial.

Je crois avoir de la sorte donné à M. Schuijt une réponse plus complète que celle que, semble-t-il, j'ai donnée dans ma première intervention.

M. Hirsch, *président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique*. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. le président Hirsch.

M. Hirsch, *président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique*. — Monsieur le Président, j'ai demandé la parole pour un instant seulement afin de répondre à une question de M. Duvieusart sur la documentation.

Nous pensons qu'il ne doit y avoir aucune exclusive sur la collaboration au point de vue international. Mais il est hors de doute que certaines collaborations sont plus faciles que d'autres. Nous espérons que cela pourra se faire sur un plan absolument général et qu'en particulier l'agence internationale de Vienne pourra, à cet égard, jouer un rôle très efficace.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole?...

Le débat est clos.

L'Assemblée sera appelée à se prononcer mardi matin sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

6. — *Modification du règlement*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport de M. Bohy, fait au nom de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, sur la modification à apporter aux articles 3 § 1, 4 § 1, 7 § 1, 38 § 2 et 49 § 1 du règlement de l'Assemblée parlementaire européenne.

La parole est à M. Bohy, rapporteur.

M. Bohy, *président de la commission et rapporteur*. — Ce n'est pas le moment de

retenir longuement l'attention de l'Assemblée et aussi bien, il ne me paraît pas utile de paraphraser le rapport qui vous a été distribué. Je résume, par conséquent, sa portée.

Notre règlement nous impose de procéder, au cours de la première séance qui suit le 31 décembre, à l'élection du bureau et à la constitution des commissions. A l'expérience, cette disposition s'est révélée, pour logique qu'elle soit, peu pratique; la même expérience nous a enseigné que la date du 1^{er} mars serait infiniment plus fonctionnelle. Malheureusement, ceci ne peut être fait que par une modification du règlement.

J'ai longuement exposé, dans mon rapport, les raisons juridiques de cette nécessité; je n'y reviens donc pas. J'informe simplement l'Assemblée que ce rapport ainsi que la disposition que la commission vous propose, ont été adoptés par ladite commission à l'unanimité. J'espère que l'Assemblée montrera la même unanimité.

M. le Président. — Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités :

PROPOSITION DE RÉOLUTION

relative à une modification du règlement

« *L'Assemblée parlementaire européenne*

décide de substituer la date du 1^{er} mars à la date du 31 décembre dans le libellé des articles 3 § 1, 4 § 1, 7 § 1, 38 § 2 et 49 § 1 de son règlement. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

Il n'y a pas d'opposition?...

La proposition de résolution est adoptée.

7. — *Renvoi à une commission*

M. le Président. — Hier, l'Assemblée a été informée que la commission du règlement s'était déclarée incompétente pour l'examen

de la proposition de résolution de M. Carboni concernant le lieu de la session de l'Assemblée parlementaire européenne au cours de laquelle seront discutés les rapports sur les pays et territoires d'outre-mer (doc. n° 61).

En application de l'article 39 du règlement et conformément à la suggestion de M. Carboni, je propose à l'Assemblée de renvoyer cette proposition à la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

M. Carboni. — (I) Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Carboni.

M. Carboni. — (I) Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir dit à l'Assemblée que ma proposition a été renvoyée — ou qu'elle sera renvoyée — à la commission compétente pour les pays et territoires d'outre-mer.

En ce moment, je ne veux pas amorcer de discussions sur le sujet, ne fût-ce que parce que nous ne sommes plus très nombreux...

Je tiens simplement à déclarer que, comme je l'ai dit hier à deux reprises au moins, il s'agit pour moi d'une question préjudicielle au sens de l'article 33 de notre règlement. Dès l'ouverture de la session, je me suis permis de donner cette précision dont je désire qu'elle figure au procès-verbal.

M. le Président. — Votre déclaration figurera au procès-verbal.

8. — *Modifications dans la composition de commissions*

M. le Président. — J'ai reçu du groupe démocrate-chrétien une demande tendant à remplacer :

— dans la commission pour la politique énergétique, MM. Battista et Restagno par MM. Pedini et Battistini;

— dans la commission des transports, MM. Battistini par M. Restagno.

Il n'y a pas d'opposition?...

Ces nominations sont ratifiées.

9. — *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu lundi prochain, 23 novembre, à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

— Présentation du rapport de M. Duvieusart, fait au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans certains pays et territoires associés d'Afrique centrale, sur les problèmes juridiques et politiques relatifs à l'association de la Communauté avec les pays et territoires d'outre-mer ainsi que sur les problèmes de l'information sur les objectifs et réalisations des Communautés européennes tant en Europe qu'en Afrique (doc. n° 67);

— présentation du rapport de M. Peyrefitte, fait au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer, sur les questions économiques posées par l'association des pays et territoires d'outre-mer au Marché commun (doc. n° 69);

— présentation du rapport de M. Nederhorst, fait au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer, sur les questions sociales des pays africains associés à la Communauté économique européenne visités par la délégation (doc. n° 70).

La séance est levée.

(La séance est levée à 14 heures.)

SESSION DE NOVEMBRE 1959

SÉANCE DU LUNDI 23 NOVEMBRE 1959

Sommaire

1. *Adoption du procès-verbal* 81
2. *Décès du président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe. — Hommage de M. le Président à la mémoire de M. John Edwards* 81
3. *Excuse* 82
4. *Association des pays et territoires d'outre-mer. — Présentation de rapports de MM. Duviolsart, Peyrefitte et Nederhorst, faits au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans ces pays et territoires :*
Rappel d'une proposition de résolution de M. Carboni concernant le lieu de la session de l'Assemblée au cours de laquelle seront discutés les rapports sur les pays et territoires d'outre-mer :
MM. le Président, Scheel, président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer ; Carboni, le Président 82
Présentation des rapports :
MM. Duviolsart, Peyrefitte, Nederhorst, rapporteurs ; Scheel, président de la commission 83
5. *Dépôt d'un document* 104
6. *Ordre du jour de la prochaine séance :*
MM. le Président, Birkelbach 104

PRÉSIDENTENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

(La séance est ouverte à 15 h 20.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — *Adoption du procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la précédente séance a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — *Décès du président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe*

M. le Président. — J'ai appris avec une grande émotion le décès survenu subitement dans la matinée d'aujourd'hui de M. John Edwards, président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

(Les membres de l'Assemblée se lèvent.)

Il y a trois jours, au début de la présente session, il était venu me rendre visite ici même et, bien qu'il se savait menacé, il était loin de se douter de l'issue tragique si brutale qui nous frappe aujourd'hui.

Il était préoccupé de trouver une solution acceptable pour tous au problème du rapprochement entre les institutions communes et le

reste de l'Europe. Il consacrait à ce problème le meilleur de son activité et toute son influence.

Avec lui disparaît une personnalité marquante du Parlement britannique, un grand artisan de l'idée européenne.

Né en 1904, il s'était, dès l'achèvement de ses études, consacré aux activités syndicales et à la politique. Il militait dans les rangs du Labour Party et a été élu membre du Parlement britannique depuis 1945.

A plusieurs reprises, il a exercé des fonctions ministérielles, aux ministères du commerce, de la santé et du trésor.

Européen convaincu, il a été élu à l'Assemblée consultative depuis 1955. Il en est devenu le vice-président en 1957 et le président en avril 1959.

A M^{me} Edwards, à sa famille, à l'Assemblée consultative, au Parlement britannique, au Labour Party et à tous ses amis, j'adresse, en votre nom, Mesdames et Messieurs, mes plus sincères condoléances.

3. — *Excuse*

M. le Président. — M. Martino s'excuse de ne pas pouvoir assister à la fin de la présente session.

4. — *Association des pays et territoires d'outre-mer*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation des rapports suivants, faits au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer :

— rapport de M. Duvieusart sur les problèmes juridiques et politiques relatifs à l'association de la Communauté avec les pays et territoires d'outre-mer ainsi que sur les problèmes de l'information sur les objectifs et réalisations des Communautés européennes tant en Europe qu'en Afrique (doc. n° 67);

— rapport de M. Peyrefitte sur les questions économiques posées par l'association des pays et territoires d'outre-mer au Marché commun (doc. n° 69);

— rapport de M. Nederhorst sur les questions sociales des pays africains associés à la Communauté économique européenne visités par la délégation (doc. n° 70).

Avant de donner la parole aux rapporteurs, je dois rappeler à l'Assemblée qu'elle est saisie par M. Carboni d'une proposition de résolution concernant le lieu de la session de l'Assemblée parlementaire européenne au cours de laquelle seront discutés les rapports sur les pays et territoires d'outre-mer.

Cette proposition de résolution a été renvoyée à la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer.

La parole est à M. Scheel, président de cette commission.

M. Scheel, président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'Assemblée a renvoyé lors de sa séance du samedi 21 novembre 1959 à la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, que j'ai l'honneur de présider, une proposition de résolution de notre collègue M. Carboni concernant le lieu de la session de l'Assemblée au cours de laquelle seront discutés les rapports sur le voyage d'une délégation en Afrique.

La commission s'est réunie aujourd'hui à midi et a examiné d'une manière détaillée les problèmes que soulève cette proposition ainsi que ceux qui se sont déjà posés jusqu'ici au cours de ses débats. En raison du peu de temps dont elle disposait et du fait aussi que des groupes politiques siégeaient simultanément, de sorte qu'elle ne réunissait que très peu de ses membres, la commission n'a pas pu approuver de rapport ni prendre de décision formelle.

Les membres présents de la commission ont considéré que, vu le fait que l'ordre du jour est déjà adopté et eu égard à la préparation des travaux de notre Assemblée, il est impossible de donner suite à la proposition de M. Carboni sous la forme où elle est présentée et de retirer de l'ordre du jour de la séance en cours les

rapports de MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst qui doivent être introduits à la suite du présent échange de vues.

Une partie des membres présents de la commission a reconnu l'importance politique des propositions de M. Carboni et les a pleinement approuvées. Bien qu'à la commission l'unanimité n'ait pas été faite sur les problèmes que soulève cette proposition, la commission a cependant été d'accord pour décider qu'il convient de les réexaminer quant à leur principe et de faire en sorte qu'ils soient résolus en temps opportun par les organismes compétents, de manière à éviter en tout cas le retour d'une situation aussi compliquée que celle qui s'est produite maintenant.

M. le Président. — La parole est à M. Carboni.

M. Carboni. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, avant toute chose, je remercie très cordialement M. Scheel pour la déclaration qu'il a eu l'amabilité de faire non pas tellement au nom de la commission qu'il préside (la réunion, en fait, ne remplissait pas les conditions requises pour pouvoir être considérée comme valable), qu'au nom des représentants qui étaient présents. Je remercie tout aussi chaleureusement les orateurs qui se sont prononcés favorablement sur ma requête ainsi que ceux qui ont cru devoir donner un avis opposé.

La décision que M. Scheel a communiquée à l'Assemblée équivaut à une acceptation de principe de ma proposition; c'est en même temps un renvoi qui permet de se livrer à une discussion plus approfondie de la question. D'autre part, l'amitié qui me lie aux trois rapporteurs qui doivent parler à la réunion d'aujourd'hui, MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst, fait que je ne voudrais en aucune façon troubler par mon action la marche des travaux de notre Assemblée.

Par conséquent, je prends acte de la proposition que M. Scheel a faite et je le remercie, de même que l'Assemblée parlementaire, de l'attention avec laquelle on a bien voulu examiner ma proposition.

M. le Président. — Je remercie M. Carboni de son attitude. Je considère l'incident comme clos.

La parole est à M. Duvieusart, rapporteur sur les problèmes juridiques et politiques, ainsi que sur les problèmes de l'information.

M. Duvieusart, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au moment où vos rapporteurs vont être appelés à vous présenter les rapports établis à la suite de la mission en Afrique que vous leur avez confiée, permettez-moi de dire d'abord que, si cette mission a pu, semble-t-il, se dérouler d'une manière fructueuse, cela est dû surtout — et je veux lui en rendre hommage — à l'homme qui la présida, à M. Scheel qui nous a conduits là-bas avec le réalisme d'un homme d'affaires, le sens politique très développé que nous lui connaissons, une courtoisie et une amabilité vraiment diplomatiques.

Monsieur le Président Scheel, au nom de tous vos compagnons de voyage, je vous dis un très cordial merci.

(Applaudissements.)

Mesdames, Messieurs, j'ai divisé le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter en une introduction et quatre chapitres. L'introduction ressemble un peu à celle de mes deux co-rapporteurs; elle avait pour objet de définir le cadre de notre mandat et peut-être d'établir les limites entre nos tâches respectives, ce qui ne nous a pas empêchés, je le crains, de commettre quelques empiètements réciproques qui se justifiaient davantage dans la rédaction écrite qu'ils ne le seraient aujourd'hui dans l'exposé verbal.

Peut-être le développement de certaines matières était-il nécessaire à chacun d'entre nous pour assurer une charpente logique à son exposé. C'est ainsi que je crois pouvoir excuser l'introduction, dans mon rapport, des chapitres 2 et 3; mais comme ils concernent, dans une certaine mesure, des problèmes économiques et sociaux, je n'en reprendrai pas le développement aujourd'hui et je me bornerai, Mesdames, Messieurs, à vous présenter les chapitres 1 et 4 de mon rapport.

J'ai intitulé le chapitre 1 : « Le principe de l'association », parce qu'il m'a semblé indispen-

sable de réfléchir à ce principe et de l'analyser. Il m'est arrivé ainsi de m'arrêter à cette notion, qui me paraît importante, selon laquelle l'association euro-africaine est, pour les six États membres de la Communauté, un engagement définitif et ayant la même durée indéterminée que le traité lui-même.

Je ne sais si vous avez eu comme moi des doutes à ce sujet, mais on pouvait être amené à se demander si le principe de l'association, qui a reçu une application par une convention d'application valable pendant cinq ans, n'a pas lui-même une durée limitée à cinq années.

Lorsqu'on examine le traité depuis son préambule jusqu'aux articles spécialement consacrés à l'association, c'est-à-dire les articles 131 et suivants, on s'aperçoit que les six États membres ont pris l'engagement définitif de s'associer aux nations africaines. Ils ont traduit cet engagement en une application dont les modalités sont fixées pour une durée de cinq ans, mais qu'ils se sont engagés à renouveler, nous l'espérons, par une convention qui amplifierait les manifestations de cette association.

Je crois, Mesdames, Messieurs, que cette considération juridique fondamentale est importante, car elle détermine une position des six États membres pour une durée illimitée. Elle est importante également parce qu'elle établit, à mon sens, en ce qui concerne l'association euro-africaine, un domaine de responsabilités communes et de politique internationale commune. A propos de l'association euro-africaine, les six États membres ont pris une position commune et ils doivent en poursuivre l'exécution sans limitation de temps.

Que doit-on penser de cette permanence de l'association, non plus maintenant en ce qui concerne les six États membres, mais en ce qui concerne les nations africaines associées? Théoriquement, on doit en penser la même chose parce que la France, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas ont valablement et définitivement stipulé l'association pour les nations qu'elles avaient juridiquement pouvoir de représenter.

Mais nous sentons que, s'agissant des nations africaines, ce lien juridique noué par des nations européennes en leur nom, quelque valable qu'il soit du simple point de vue juri-

dique, serait cependant, à la longue, d'une certaine fragilité si les nations africaines ne ressentaient pas les avantages de cette association et ne renforçaient pas le lien juridique par une adhésion volontaire, complète, raisonnée. Peut-être ici devons-nous nous demander ce que représente, dans l'état actuel du monde, une formule d'association telle que l'association euro-africaine. C'est ici qu'il faut voir comment évolue ce monde que nous avons retrouvé au lendemain de la seconde guerre mondiale, laissant apparaître deux grandes nations : les États-Unis d'Amérique et l'U.R.S.S.

Nous voyons se développer actuellement dans le monde la puissance de la Chine avec ses 600 millions d'habitants, sa volonté de s'industrialiser, et l'on peut concevoir que le défi qu'en ces jours mêmes elle représente aux pentes de l'Himalaya, pourra amener les nations du sud-est de l'Asie à former également un de ces éléments au gabarit des grandes nations, seul gabarit qui, mondialement, soit aujourd'hui valable et que représentent les États-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine.

Devant ces grands éléments que je ne veux pas appeler des blocs — car, dans le mot bloc, il y a toujours un sens d'agressivité qu'il vaut mieux laisser de côté, — devant ces grands éléments qui ensemble assurent la réalisation de l'unité organique du monde, d'autres nations, les nations européennes, se sont demandé si elles pouvaient rester à l'état d'isolement, si elles pouvaient persister dans ce format qui ne leur donnait plus ni le poids économique ni le poids politique suffisant pour qu'elles contribuent de façon importante aux décisions du monde.

C'est cela, Mesdames, Messieurs, l'explication de la Communauté européenne. C'est cette même notion qui a conduit les pays de la Communauté européenne à s'adresser aux nations africaines et à leur proposer cette association eurafricaine, objet du présent rapport.

Nous pensons que la formule de l'association correspond à l'état actuel du monde et que les nations africaines abordant le seuil de l'indépendance ressentiront la même nécessité de s'associer et de se grouper que nous avons

nous-mêmes éprouvée. En visitant les nations africaines, nous leurs avons dit : voyez quelle est la situation des pays européens; certains d'entre eux — les Pays-Bas, la Belgique — qui ont 9, 10 ou 11 millions d'habitants et qui représentent quelque importance économique, ont jugé nécessaire de s'associer. Groupés dans le Benelux, ils se sont encore trouvés dans une unité d'un format insuffisant et ils ont accueilli les propositions de l'Italie, de la France et de la République fédérale de former le marché commun.

Nous croyons que, dans l'exercice de leur indépendance, les nations africaines ressentiront la même nécessité de se grouper. Elles auront l'exemple des Européens, elles comprendront ce qu'a d'actuel la formule mondiale du groupement, de l'association; nous pensons qu'elles rechercheront une formule d'association et qu'elles ne pourront en trouver de plus justifiée que celle de l'association euro-africaine et cela à raison des arguments que la géographie, l'histoire, l'économie et la psychologie apportent à l'appui de cette association.

La géographie? Chacun sait que ce sont ces groupements le long d'un fuseau Nord-Sud qui apparaissent comme les plus féconds au point de vue économique. L'histoire? N'a-t-elle pas rapproché de l'Afrique les populations de l'Europe plus que les hommes de toute autre partie du monde? L'économie? Vous connaissez les liens économiques qui existent actuellement entre l'Afrique et l'Europe et qui dépassent de loin en proportion l'importance des relations économiques de l'Afrique avec les autres parties du monde.

Nous avons donc la simplicité de croire que ces éléments ont créé entre les Africains et les Européens une intimité et des liens psychologiques qui viennent également à l'appui de la proposition d'association que nous présentons aux Africains.

Voilà, Mesdames, Messieurs, ce que j'ai eu l'honneur de porter à votre connaissance dans le premier chapitre de mon rapport. Il tend à être une justification de l'association, juridiquement définitive en ce qui concerne les six États membres; juridiquement valable, mais enrichie et consolidée par son opportunité en ce qui concerne les nations africaines.

Dans le quatrième chapitre de ce rapport, j'ai abordé ce que j'ai cru pouvoir appeler : « Les problèmes institutionnels et d'information. » Ce sont, somme toute, les conclusions qu'au point de vue politique et conséquemment juridique nous sommes amenées à vous présenter.

Quand nous avons conféré avec nos amis africains de cette idée d'association euro-africaine, les réponses qu'ils nous ont faites étaient généralement de deux ordres. Nos amis nous répondaient : Oui, mais nous sommes peu informés de ce que représente la collaboration euro-africaine dans la formule reprise par les traités de Rome. Leurs observations tendaient, d'autre part, à souligner le caractère unilatéral de l'association. Ils nous disaient : Cette association, vous l'avez stipulée vous, les Européens, mais sans que vous nous ayez au préalable questionnés et aujourd'hui, nous ne sommes pas activement associés à son fonctionnement.

Si vous voulez bien, je vais m'arrêter à ces deux catégories d'observations et vous dire quelles conclusions nous vous proposerons d'en tirer.

Nos amis africains nous ont dit d'une façon générale : Nous ne sommes pas informés au sujet des traités de Rome et de l'association euro-africaine. Nous leur avons répondu que cela n'était pas étonnant, que nombreux étaient les Européens qui ne l'étaient pas davantage. En effet, faites l'expérience; réunissez cent Européens que vous prendrez au hasard, interrogez-les sur l'Europe des Six, sur l'Europe des Quinze, demandez-leur quel est celui de ces groupements qui se prolonge par l'association euro-africaine, interrogez-les sur ces nombreuses institutions généralement désignées par des initiales, et vous verrez que l'information, en Europe même, est très incomplète. Il est donc compréhensible qu'elle le soit aussi en Afrique, mais c'est, semble-t-il, notre devoir d'y remédier dans toute la mesure du possible, et c'est là, Mesdames, Messieurs, une première conclusion que nous vous présentons. Il importe d'informer, dans toute la mesure possible, nos associés africains de ce qu'est l'association, de son statut, de leur communiquer, de répandre, de diffuser les textes du traité, les délibérations prises sur la matière et, sans fausse modestie, peut-être les rapports que nous avons établis

à la suite de notre visite là-bas. Il faut les informer par tous les moyens de diffusion, qu'ils soient écrits ou parlés, qu'ils résultent d'émissions radiophoniques ou de colloques et de réceptions, de ce qu'est l'association euro-africaine.

La seconde observation de nos interlocuteurs africains était plus importante et elle appelle des conclusions à mon avis d'une portée plus profonde et plus grande.

Nos interlocuteurs nous ont dit souvent : Cette association est créée mais vous l'avez faite sans nous en parler; nous ne sommes pas intervenus dans ses modalités et nous n'intervenons pas encore de façon active dans sa mise en œuvre.

Ces observations sont fondées et elles sont très explicables, si tant est que je ne doive pas dire parfaitement justifiables. Nous savons tous — je vois à son banc M. le ministre Faure — que l'idée très féconde d'associer des nations africaines à la communauté européenne est venue assez tardivement dans ce processus de la relance qui s'est développé à Messine, à Venise et à Rome. C'est au moment où s'achevait la rédaction des traités, en tout cas au moment où cette rédaction était déjà bien avancée, que l'on s'est rendu compte de la nécessité d'associer les nations africaines à la Communauté européenne.

Par conséquent, si les Africains n'ont pas été largement consultés à ce sujet, les Européens ne l'ont pas été davantage. Mais là où l'observation prend plus de poids, plus de gravité, plus d'importance, c'est quand nos associés africains nous disent : Non seulement nous n'avons pas été associés à l'origine du traité, mais nous ne sommes guère associés à son application; nous n'intervenons pas dans les rouages de l'association.

Cette observation est également justifiée. Aucun organe ne fait intervenir les nations associées, africaines ou malgache, dans l'application active de l'association. Pourtant, l'application du traité, nous l'avons vu, peut les intéresser grandement et les amène à présenter des observations qui peuvent être admises par nous.

Vous savez, par exemple, que l'essence de l'association est de faire profiter les nations associées de la suppression des douanes inté-

rieures et de l'établissement du cordon douanier extérieur. Mais certains de nos interlocuteurs africains nous ont demandé si, à la suppression ou à la réduction des droits de douane, les Européens ne substituaient pas quelquefois des droits fiscaux de consommation intérieure et si les nations associées allaient bien obtenir le bénéfice de la réduction prévue des droits de douane.

Ils nous ont dit : Vous avez établi un cordon douanier extérieur; il nous intéresse énormément car il peut être à l'origine du soutien qui sera donné à certaines de nos productions, notamment agricoles, telles que les agrumes, les bananes, le café. Ils nous ont donc manifesté l'intérêt qu'ils peuvent porter à ce tarif extérieur.

Au surplus, vous savez qu'un des éléments importants de l'association est le F.E.D.O.M., c'est-à-dire le Fonds de développement des territoires d'outre-mer, qui assure une répartition de subsides entre les nations africaines. Ne serait-il pas logique que les Africains puissent se rencontrer pour délibérer entre eux du problème douanier, des douanes internes, du cordon extérieur ou de la répartition du F.E.D.O.M.? Ici, Mesdames et Messieurs, il me semble que doit nous venir tout naturellement à l'esprit un précédent que nous devons présenter à nos amis africains et sur lequel nous devons réfléchir. Rappelons-nous, en effet, qu'il y a onze ans c'est nous qui étions les assistés et que c'étaient les États-Unis qui, par le plan Marshall, étaient les assistants.

Comment ont procédé les États-Unis à ce moment? Ils ont d'abord dit aux Européens : Vous devez vous organiser; vous devez constituer un organe avec lequel nous pourrions conférer pour l'exécution du plan Marshall. Et si nous devons une immense gratitude aux États-Unis de nous avoir accordé le bénéfice du plan Marshall, je crois que nous leur en devons une plus grande encore d'avoir, en somme, été Européens avant les Européens en nous amenant à créer ce premier organe européen, l'O.E.C.E., qui a été le berceau de toutes les autres institutions européennes, notamment de celle dans laquelle nous travaillons aujourd'hui.

Ne serait-il pas normal, profitable alors, de dire aux nations africaines : Lorsque nous

avons dû assurer la mise en action du plan Marshall avec ceux qui nous assistaient, en l'espèce, les États-Unis d'Amérique, nous avons créé un certain organisme qui a eu les fins que je viens de vous rappeler. Dès lors, ne serait-il pas souhaitable et opportun que les nations africaines créent entre elles, volontairement, un organisme qui serait, *mutatis mutandis*, pour l'Afrique ce que l'O.E.C.E. a été pour l'Europe, une sorte de conférence des États associés ou un conseil d'association; peu important le nom et la forme qui seraient à régler par les intéressés eux-mêmes.

Une conférence des États associés, qui se réunirait périodiquement, pourrait surveiller l'évolution du régime douanier, l'évolution du tarif extérieur et ses répercussions sur l'Afrique, la répartition du F.E.D.O.M. et aussi aborder en commun l'ensemble des plans de développement africain.

Mes collègues, MM. Peyrefitte et Nederhorst, vous le diront : nous avons pris connaissance, quand nous étions en Afrique, d'innombrables plans de développement, si nombreux que, généralement, ils dépassaient de loin les possibilités financières des pays qui les concevaient. Il faudrait donc une sorte de planification collective, de rapprochement des plans, c'est-à-dire d'établissement des priorités dans l'exécution de ces grands travaux, qu'il s'agisse de barrages, de chemins de fer ou d'universités, dont les projets germent actuellement en Afrique.

N'est-ce pas cette conférence qui pourrait utilement amener les Africains à examiner entre eux leurs problèmes et, par la formation d'un organe où ils se rencontreraient, dissiper cette sensation de défiance ou de déséquilibre dans les forces qu'ils peuvent parfois ressentir vis-à-vis des nations européennes?

Mais, me direz-vous peut-être, que faites-vous de cette vieille maxime de la sagesse politique : *Divide et impera*? Voilà que vous proposez à présent l'unification de l'Afrique? Eh bien! oui, nous proposons, nous appelons de tous nos vœux l'organisation de l'Afrique et il est certain que nous souhaitons de rencontrer les Africains dans des organes où ils se groupent et assurent leur puissance.

Vous me direz aussi que cette notion pourrait être contraire à celle d'indépendance? Cela

ne résiste pas à l'examen. Avons-nous diminué notre indépendance lorsque nous avons conçu, nous Européens, l'O.E.C.E. européenne? Dois-je vous dire que cette idée ne porte pas davantage la moindre atteinte à la solidarité qui unit déjà les treize nations de la Communauté franco-africaine et qui unira demain la Belgique et le Congo?

Encore une fois, faut-il faire appel à des réalisations qui sont sous nos yeux? Notre entrée dans l'O.E.C.E. a-t-elle porté atteinte à la solidarité du Benelux ou s'en est-elle trouvée contrariée?

À la vérité, c'est le propre de l'indépendance de rechercher des liens multiples, d'amener à prendre place dans des unités concentriques et de rayon de plus en plus grand.

D'ailleurs, la notion n'est pas étrangère, dès maintenant, aux nations de la communauté franco-africaine. Ces républiques d'Afrique font partie actuellement, à titre personnel et comme nations associées, du B.I.T., de la F.A.O. et d'autres organisations internationales. Il n'y aurait donc aucune objection, me semble-t-il, ni juridique, ni politique, à ce qu'elles se retrouvent dans un organisme qui serait, je le répète, le point de départ de l'organisation africaine.

Voilà, je crois, comment nous pourrions trouver un instrument qui serait à la fois la représentation africaine dans le fonctionnement de l'association euro-africaine et qui pourrait, en outre, être le relais, le secrétariat de diffusion de cette information dont nous voyons l'urgente nécessité.

Nous n'avons pas à entrer dans les détails. La réalisation incombe aux nations intéressées, mais il est de notre devoir de dire, comme conclusion aux observations qui nous ont été présentées en Afrique, que nous sommes favorables au principe de l'unification organique de l'Afrique. Cette conclusion correspond à ce caractère de partenaire, et de partenaire actif, qui doit être celui d'associés de demain dans l'association euro-africaine.

Voilà deux ordres de suggestions que nous nous permettons de soumettre à vos réflexions.

Il est une troisième conclusion que je voudrais encore vous présenter. Nous avons constaté

que si l'idée de l'association euro-africaine recevait un accueil certain, attentif et sympathique chez de nombreux Africains, elle était cependant l'objet de propagandes qui visaient à l'écarter, à la combattre. Ces propagandes émanent de différentes régions, de divers pays du monde, et la conclusion que nous croyons pouvoir vous présenter est tirée de notre expérience, à savoir qu'une communauté, comme tout être vivant, ne peut subsister que si elle se défend, si elle réagit contre les attaques extérieures.

Ici, nous constatons que la Communauté euro-africaine est l'objet de propagandes défavorables, je dirai hostiles, soit du monde communiste, soit du monde arabe, notamment au départ du Caire.

La conclusion que nous devons en tirer est que, dans l'exercice de la politique internationale, il faut que le Conseil de ministres de la Communauté prenne une attitude de défense énergique de la Communauté et de l'association euro-africaine à l'égard de ceux qui développent contre elles des propagandes défavorables.

C'est le cas, notamment, du monde communiste. Vous savez que nous avons généralement trouvé le monde communiste hostile à tous les efforts européens. Il faut éclaircir cette situation et faire l'impossible pour que cesse cette hostilité du monde communiste à l'égard des efforts d'union euro-africains.

Je vois ici M. le Vice-président de la Commission de l'Euratom, et je me permets de lui rappeler que, à trois ou quatre reprises déjà, j'ai souhaité que l'Euratom eût des rapports d'ordre scientifique et technique avec ce centre si important, au point de vue scientifique et nucléaire, que représente l'U.R.S.S. C'est vous dire que, personnellement, je n'entends nullement, en quelque manière que ce soit, favoriser ou laisser se développer cette interprétation, qui est souvent celle des milieux communistes, selon laquelle les constructions européennes seraient dirigées contre l'U.R.S.S. ou les nations de l'Est.

Il n'en est rien. Les constructions européennes ont pour but d'assurer notre vie et notre développement même. S'il en est ainsi, si nous menons à l'égard du monde de l'Est l'action que, normalement, nous pouvons exercer,

alors nous avons le droit de dire à ceux que cela concerne qu'il nous serait fort désagréable de voir se poursuivre une politique anti-européenne et anti-euro-africaine.

Un langage analogue doit être tenu à l'égard du Moyen-Orient et du monde arabe. Il nous serait, là aussi, fort désagréable de constater que la découverte du pétrole dans le Sahara et son exploitation puissent expliquer le désir de certains de voir le trouble continuer à régner dans cette partie du monde. Nous sommes, nous, Européens, les meilleurs clients du Moyen-Orient pour le pétrole, mais dans notre association européenne, il est évident que nous voyons avec faveur venir le moment où nous pourrions compter sur une abondante production de pétrole au Sahara et dans les pays de la Communauté.

Il y aura, certes, un équilibre à maintenir dans nos relations avec les pays du Moyen-Orient qui resteront pour nous, dans cette partie du monde, des voisins et des clients, mais il ne faudrait pas que continue à se développer cette propagande anti-européenne que nous avons particulièrement constatée en Afrique.

Cette action de notre Communauté, il faudra donc qu'elle se manifeste vers l'Est et vers le Moyen-Orient. Il faudra aussi, Messieurs les Ministres, que, dans chacune de vos manifestations, vous apparaissiez comme les porte-parole d'une Communauté qui doit, vis-à-vis de tous les peuples, se définir et s'imposer.

C'est l'impression que nous avons recueillie en Afrique et, dès lors, je crois que je peux résumer mes conclusions de la façon suivante :

Défaut d'information? Il faut y parer immédiatement.

Absence d'un caractère d'association active entre États d'Afrique et nous? Il est facile d'y remédier. En tout cas, nous pouvons espérer que nos alliés africains contribueront à y remédier par la création d'un organe qui les groupera, mais dont il faut que, tout au moins, les nations européennes approuvent le principe et saluent l'avènement.

Au surplus, de la part du Conseil de ministres, il faut une politique qui soit vraiment la politique d'une Communauté, à la base de laquelle

ou, en tout cas, dans laquelle — c'était l'objet du premier chapitre de mon rapport — doivent apparaître les conséquences du caractère permanent et définitif de l'association.

Mesdames, Messieurs, si nous agissons de cette façon, nous contribuerons au développement d'une idée à laquelle nous nous sommes ralliés en signant le traité de Rome : l'idée euro-africaine. Cette idée, nous ne l'abandonnons pas. Nous y restons fidèles parce qu'elle nous paraît être la plus féconde pour permettre non seulement à l'Europe, mais aussi à l'Afrique de réaliser leur vocation mondiale.

Nous assistons à des événements impressionnants qui devraient nous amener à de salutaires et profondes réflexions. Ces mois derniers, lorsque, soit l'U.R.S.S. soit les États-Unis d'Amérique réussirent une expérience scientifique qui consistait à envoyer autour de la lune un satellite, combien, hélas ! d'Européens étions-nous qui nous bornions à nous retourner vers l'autre concurrent et qui, avec un sourire plus ou moins ironique, demandions, par exemple : Eh bien ! Messieurs les Américains, quand rattraperez-vous le retard que vous avez aujourd'hui par rapport aux Russes ?

Nous pensions au retard de l'un des concurrents et nous ne pensions pas à notre propre inexistence en ce secteur. Si nous voulons sortir de cette impuissance, de cette inexistence, je crois que c'est par la formule de l'association que nous pouvons y parvenir.

Nous venons, mes chers amis européens, de subir l'humiliation de voir que les grands problèmes du monde se règlent aujourd'hui par une rencontre de deux seuls partenaires qui ont eu la modestie de se réunir à ce qu'on a appelé le « Camp David » alors qu'il semblait bien que ce fût la réunion des Goliath et en tout cas, à ce camp, quelle que soit son appellation, nous ne sommes pas invités.

Jusqu'où faudra-t-il que l'humiliation nous écrase, pour que nous cherchions et que nous trouvions les éléments de notre relèvement en même temps que celui de l'essor et du développement de l'Afrique ?

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Peyrefitte, rapporteur sur les questions économiques.

M. Peyrefitte, rapporteur. — Monsieur le Président, je voudrais d'abord m'associer à l'hommage que M. Duvieusart a rendu tout à l'heure à notre président, M. Scheel, dont l'autorité sereine a été sûrement pour beaucoup dans l'amitié qui n'a cessé d'animer les membres de notre délégation au cours de leur voyage.

Mon intention, Mesdames, Messieurs, n'est pas de vous lire mon rapport, d'abord parce que cela risquerait de nous retenir jusqu'à une heure avancée de la nuit, ensuite parce que, pour ceux d'entre vous qui l'ont déjà lu, ce serait inutile et enfin, parce que, pour ceux qui ne l'ont pas lu, ce serait le meilleur moyen de les décourager de le lire.

Mon propos, Monsieur le Président, est double, dans cette intervention que je voudrais aussi brève que possible, d'autant plus que je me propose de réserver pour demain, au moment du colloque avec les ministres, une partie du sujet qui les concerne plus particulièrement.

D'une part, je serais récompensé de mes efforts si je pouvais vous donner un aperçu suffisamment évocateur des problèmes posés par l'association des pays d'outre-mer au marché commun, pour vous communiquer la curiosité de parcourir ce rapport.

D'autre part, je voudrais vous montrer l'intérêt essentiel qui s'attache, tant pour l'Europe que pour l'Afrique, tant pour la prospérité que pour la paix du monde, à ce que cette association des pays d'outre-mer au marché commun soit de plus en plus étroite, de plus en plus confiante et, en ce qui concerne les Européens, de plus en plus généreuse. Si je ne réussissais pas à vous convaincre de cet intérêt essentiel, c'est que j'aurais été le mauvais avocat d'une bonne cause.

Le meilleur avocat de cette cause, c'est encore l'expérience elle-même. Pourquoi ne pas le dire ? votre délégation a fait cet été, au sens fort du mot, une expérience. Nous étions treize, représentant tous nos pays, suivant un savant dosage géographique, et toute la palette politique européenne, à l'exception du communisme.

Personne ne s'étonnera que, venus d'horizons géographiques et spirituels différents, nous

n'ayons pas été, au début, unanimes. Certains d'entre nous ne cachaient pas quelque réserve, pour ne pas dire quelque réticence, à l'égard du principe même de l'association des pays d'outre-mer au marché commun.

Au moment de la signature du traité de Rome, l'opinion publique, dans un certain nombre de pays signataires, avait parfois marqué de l'hostilité à cet important chapitre du traité. Je n'apprendrai rien à personne en rappelant ici que le monde entier est parcouru par une vague d'anti-colonialisme. Les pays qui ont des responsabilités coloniales s'efforcent de procéder à la décolonisation, et ils y réussissent tant bien que mal. Les pays qui n'ont pas de responsabilités coloniales se félicitent de n'en avoir pas, et ils estiment détenir, de ce fait, à l'égard des puissances afro-asiatiques, un certain capital de crédit qu'ils ne veulent pas voir compromettre. Ils ne voient pas pourquoi ils se compromettraient eux-mêmes avec des puissances engagées dans ce vaste et difficile processus de la décolonisation.

Il existe donc — et il faut le reconnaître très loyalement — un certain courant d'hostilité à l'association des pays d'outre-mer au marché commun. Certains se demandent pourquoi les Européens verseraient des fonds, sans contre-partie, ou pourquoi ils achèteraient des denrées tropicales à des prix supérieurs aux cours mondiaux.

Eh bien ! notre expérience a montré que les Européens qui ne voient pas les avantages de cette association auraient intérêt à aller constater sur place comment se pose le problème. Je ne doute pas, Mesdames, Messieurs, que les conclusions de notre voyage méritent de faire évoluer sur ce point l'opinion publique européenne. En effet, l'histoire de notre voyage a été avant tout l'histoire de la conversion de ceux d'entre nous qui étaient les plus réservés à l'égard du principe de l'association.

Au fur et à mesure que notre voyage se déroulait, les réactions des uns et des autres sont devenues de plus en plus semblables, et il a fini par se former entre nous une sorte de consentement unanime. Je n'en veux pour preuve que l'aisance avec laquelle votre commission a pu adopter les conclusions de ses trois rapporteurs. Je n'ai malheureusement pas pu

participer moi-même à la discussion de tous les rapports, mais je peux attester que celui que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui devant l'Assemblée n'a pas fait apparaître, dans la commission, le moindre désaccord et qu'il a donné lieu à de simples corrections de forme.

C'est assez dire combien, au contact des réalités, une unité s'est forgée entre nous, et combien, partis de perspectives divergentes, nous avons fini par converger. Cette unanimité méritait, je pense, d'être soulignée, car elle est d'un grand réconfort et il me semble qu'elle est de bon augure pour l'avenir de notre Communauté européenne.

Pourquoi cette unanimité s'est-elle si rapidement constituée ? D'abord, parce que le spectacle des réalisations européennes en Afrique est extraordinairement frappant pour de nouveaux arrivés. Les routes, les chemins de fer, les aérodromes, les ports, les centres agricoles, les usines, sans parler d'autres réalisations dans des domaines qui ne ressortent pas de ce rapport, par exemple l'urbanisme, les écoles, les hôpitaux, bref tout ce qui met l'Afrique au niveau de notre siècle, tout ce qui lui permet de communiquer avec le reste du monde, c'est l'Europe qui le lui a apporté. On est fier d'être Européen quand on est en Afrique. On sent que l'effort entrepris par certains pays européens en Afrique l'a été pour l'honneur de tous les Européens, mais aussi pour le profit de tous les Africains et l'on sent que cette œuvre doit être poursuivie sans relâche par l'Europe. L'Europe a trop fait en Afrique pour pouvoir maintenant l'abandonner.

Ensuite, cette unanimité a dû venir de ce que, en Afrique, les Européens — je parle de l'Europe de la liberté — se sentent solidaires. Plongés dans un milieu tellement étranger aux formes de vie et aux mœurs auxquelles ils sont accoutumés, les Européens ont tendance à se rapprocher. En Afrique, de même qu'on ne dit pas : les Gabonais ou les Tchadiens, mais : les Africains, de même, on ne dit pas : les Français ou les Belges, on dit : les Européens. L'Afrique est, pour l'Europe, le meilleur des catalyseurs.

Enfin, cette unanimité a pu venir de la constatation qu'en Afrique, l'Europe, déjà, est en train de se faire. Il est fréquent que des

sociétés tirent leurs capitaux de plusieurs pays d'Europe à la fois. Il est fréquent que des techniciens, des ingénieurs, des commerçants italiens, hollandais ou allemands coudoient des commerçants, des ingénieurs, des techniciens belges ou français. Nous avons vu des bulldozers et des camions-grumiers allemands défricher la forêt vierge au Gabon. Nous avons vu des équipes italiennes faire des routes au Congo belge, des équipes néerlandaises assainir des marécages dans le Ruanda-Urundi. Les uns et les autres travaillent au coude à coude. Tout se passe comme si l'Europe, en sortant l'Afrique centrale de l'état arriéré où elle était plongée avant l'arrivée des Européens, avait contracté, principalement mais non exclusivement à travers les Belges et les Français, une sorte de devoir collectif envers l'Afrique : celui d'éviter que l'Afrique ne parte, un jour, à la dérive.

Car le travail de l'Europe en Afrique, Mesdames et Messieurs, est commencé, mais il est loin d'être fini.

Pour juger objectivement du degré de développement économique des pays que nous avons visités, il convient de se rappeler que la présence européenne n'y date guère que du début de ce siècle. Il y avait, bien sûr, sur les côtes quelques Européens, mais en trop petit nombre pour pouvoir exercer une influence sur le développement économique du pays. Tous ces pays africains vivaient, au début du siècle, au stade de la cueillette et de la chasse. Des progrès rapides n'étaient pas possibles, d'abord parce que les Européens eux-mêmes n'étaient pas encore en mesure de provoquer une évolution rapide, ensuite parce qu'il fallait mettre en place un minimum d'infrastructures : routes, ports, voies ferrées. Tout cela demandait nécessairement beaucoup de temps; il fallait aussi former les Africains, les faire passer de la vie ancestrale à la vie moderne, et les amener à désirer eux-mêmes cette évolution.

L'économie qu'on appelait « coloniale » ou « de traite » a correspondu à un stade d'évolution des rapports eurafricains qui était probablement inévitable, et qui a duré pendant toute la première moitié de ce siècle. Si on a exporté de l'huile de palme, si on a fabriqué du caoutchouc à partir du latex, c'était parce que ces

denrées étaient à peu près les seules commercialisables, les seules à pouvoir faire l'objet de relations économiques eurafricaines. Mais, depuis ce stade initial, les choses, surtout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ont rapidement évolué dans tous les domaines. Les changements tiennent du prodige, si l'on tient compte du point de départ, seulement une soixantaine d'années plutôt, et ces changements se poursuivent à un rythme accéléré.

Des motifs à la fois humains et économiques nous poussent, nous Européens, à souhaiter une élévation très rapide du niveau de vie des Africains. Des motifs humains, parce que nous nous sommes donné pour mission de faire des Africains les égaux des Européens. Des motifs économiques, parce que ce marché en puissance que constituent les territoires africains peut devenir considérable le jour où ils auront atteint un développement parallèle au nôtre.

Ces pays ont atteint, ou sont en train d'atteindre, une maturité politique qui amène l'Europe à trouver une forme nouvelle aux rapports économiques qu'elle entretenait jusqu'à présent avec l'Afrique. L'économie de traite correspondait au stade de la colonisation. Il faut trouver une formule économique nouvelle qui corresponde au type nouveau de relations politiques qui est en train de s'affirmer entre l'Europe et l'Afrique, à l'exemple de la Communauté franco-africaine. Cette formule paraît devoir être l'association économique eurafricaine. Il faut que le développement économique de l'Afrique soit pensé non pas par les seuls Européens, mais avec les Africains, pour les Africains et, dans la plus large mesure possible, par les Africains.

Mesdames, Messieurs, l'association des pays d'outre-mer au marché commun consiste, certes, à resserrer les liens entre l'Europe et l'Afrique, mais elle constitue surtout la première, la plus concrète la plus importante application de cette aide collective aux pays sous-développés qui a fait l'objet, depuis de nombreuses années, de tant de projets, de tant de plans, de tant de discours. Ce problème est, sans doute, le problème de ce temps. Les nations pauvres sont séparées des nations riches par un fossé qui est, pour le moment, le fossé des différences de niveau de vie, mais qui, d'un jour à l'autre, risque de devenir un fossé de haine. Il est

essentiel, pour les nations européennes, de lutter contre une évolution qui amène les nations riches à s'enrichir, tandis que les nations pauvres s'appauvrissent. En effet, l'aide européenne en Afrique a eu ce résultat paradoxal de favoriser l'hygiène, en telle manière que la population s'est multipliée sans que les ressources de ces pays se développent en proportion.

N'oublions jamais que les réalités africaines sont des réalités psychologiques, tout autant que des réalités économiques. Il faut tenir compte d'une sorte de complexe prolétarien que certains pays africains nourrissent à l'égard des nations riches; ils oublient quelquefois que celles-ci ont parcouru un long chemin, qu'il leur a fallu deux mille ans pour arriver à une prospérité qui, aujourd'hui, leur fait envie. Les Européens doivent arriver à réduire ce complexe s'ils ne veulent pas que toute l'Afrique soit happée par la propagande subversive.

A cet effet, il a semblé essentiel à notre commission que les relations économiques entre l'Europe et l'Afrique se développent dans le sens d'une triple confiance : la confiance que nous devons faire aux Africains, la confiance que nous devons obtenir des Africains, la confiance que nous devons donner aux Africains dans leur avenir.

Confiance que nous devons faire aux Africains, car si la confiance est, avant tout, la reconnaissance de la liberté du partenaire et l'encouragement à l'exercice de cette liberté, nous avons encore à faire pour abandonner, nous, Européens, une certaine vision égocentrique des choses. Certes, depuis la fin de la guerre surtout, les relations économiques entre l'Europe et l'Afrique se sont développées dans un sens de plus en plus centré sur l'intérêt de l'Afrique elle-même. Par exemple, grâce au F.I.D.E.S., lancé en Afrique française à partir de 1945, l'économie africaine s'est développée dans le sens de la prospérité africaine, de l'élévation du niveau de vie des Africains. Mais tous ces efforts n'ont pas toujours été exempts d'une perspective assimilationniste, d'une perspective qu'on pourrait qualifier d'eurocentrique.

Tout se passe comme si, bien souvent, les Européens avaient voulu faire le bonheur des Africains, en dehors d'eux, au besoin malgré

eux, et sans se préoccuper toujours de ce que les Africains considèrent comme leur bonheur.

Par exemple, ce fut sans doute une erreur eurocentrique que de vouloir donner une part trop importante aux investissements lourds. En effet, il y a un mythe de l'investissement qui consiste à croire qu'il suffit de développer l'industrie lourde d'un pays et de lui donner une puissante infrastructure pour que celui-ci soit tiré d'affaire et acquière une économie moderne.

Mais n'oublions pas que de tels investissements ont souvent pour résultat de développer, dans ces pays africains, une économie de type industriel, pour laquelle ils ne sont pas toujours préparés, et qui a pour résultat de créer des différences considérables de développement et de niveau de vie entre telles régions de l'Afrique et certaines autres, alors que l'Afrique, dans son ensemble, aurait avantage à accéder à une prospérité de type essentiellement agricole, qui est davantage à sa portée, et qui peut avoir beaucoup plus de résultats dans le sens de l'élévation de son niveau de vie.

Des usines, comme celle de l'Union minière du Haut-Katanga ou comme celle d'Édéa, au Cameroun, sont évidemment spectaculaires. Mais réfléchissons que la première, à Élisabethville, emploie en tout et pour tout 1 500 ouvriers, et l'usine d'Édéa 500. Constatons que les conséquences de ces investissements pour le développement de l'Afrique sont, en réalité, beaucoup plus limitées qu'on ne le croit souvent.

D'autre part, surtout au fur et à mesure que ces pays se développent et prennent eux-mêmes leur avenir en main, les investissements créent des obligations auxquelles les gouvernements locaux ne sont guère en mesure de faire face.

La confiance que nous faisons aux Africains doit être suffisante pour que nous ne cherchions pas à leur imposer des normes économiques européennes, mais pour que nous les aidions à faire un effort de réflexion sur eux-mêmes, et à s'acheminer vers une prospérité proprement africaine.

Une aide économique rentable consiste, par exemple, à former des techniciens, ce qui est souvent beaucoup plus utile que de grands

investissements. Il ne faut pas s'imaginer que les Africains sont rebelles à une formation technique. Ils manifestent, au contraire, très souvent des dons supérieurs à ceux des Européens dans le domaine des techniques appliquées.

Enfin et surtout — c'est une nécessité qui a particulièrement frappé votre délégation au cours de son voyage — il apparaît essentiel d'aider l'agriculture africaine. A ce propos, je dois beaucoup aux clartés de notre collègue M. Charpentier dont la compétence, dans ce domaine, n'est plus à vanter.

Il est vraisemblable que c'est dans la multiplication de petites exploitations familiales que se trouve la solution la plus heureuse pour le relèvement du niveau de vie des masses africaines. Une agriculture diversifiée, mais fondée le plus possible sur ce qu'on pourrait appeler le complexe agro-sylvo-pastoral, apparaît comme la contribution la plus heureuse au développement de l'économie africaine. En particulier, le développement de l'élevage familial, ainsi que celui des cultures fourragères nécessaires au développement de cet élevage, présentent de nombreux avantages. Le premier est de type géologique : il consiste à fixer les sols et à lutter contre l'érosion fluviale et éolienne, une des plus redoutables menaces qui pèsent sur la terre d'Afrique. D'autre part, ce type d'agriculture a l'avantage de fixer sur place la main-d'œuvre et de freiner cet exode vers les villes, véritable fléau social qui agglomère autour des villes de type européen des « bidonvilles », où se développent chômage, misère et promiscuité et qui deviennent des foyers d'agitation et de revendication. En outre, ce type d'agriculture a l'avantage de fournir, grâce aux bêtes de trait, un élément de travail qui est sans doute plus adapté à l'économie et à la démographie africaines qu'une motorisation à l'occidentale. Enfin, il présente l'avantage de fournir un appoint de viande, précieux pour des populations dont la nourriture manque, avant tout, de protéines.

C'est en favorisant, par des mesures de cet ordre, une élévation du niveau de vie des masses africaines, que l'Europe contribuera sans doute le plus à développer l'économie africaine et à créer ce marché sans lequel les Européens

ne pourraient pas trouver, en Afrique, un véritable partenaire économique.

C'est aussi en s'engageant dans cette voie que les Européens consolideront le mieux, en Afrique, non seulement l'économique, mais aussi le social et le politique (car tout se tient dans ce domaine, d'où les difficultés que nos rapporteurs ont éprouvées à borner très nettement les limites des trois rapports).

C'est en aidant les Africains à créer les conditions d'une sécurité économique, que nous œuvrerons le mieux dans le sens d'une stabilité politique, essentielle pour l'Afrique autant que pour l'Europe, et qui pourra favoriser cette sécurité des investissements, à laquelle on comprend que les investisseurs européens attachent tellement d'importance.

Le second objectif, Mesdames, Messieurs, consiste à obtenir la confiance des Africains.

M. Duvieusart a fait tout à l'heure allusion à une certaine défiance des Africains à l'égard du marché commun, défiance qui venait sans doute, avant tout, du fait qu'ils ne savent pas ce que c'est que le marché commun; du fait, aussi, qu'une vive propagande s'est déployée dans les pays d'Afrique contre cette association, propagande en provenance de pays qui n'ont pas été associés au marché commun.

Ces pays se sont plaints avec véhémence de ne pas bénéficier des mêmes avantages que les pays associés et ils ont dénoncé, devant le G.A.T.T. notamment, une discrimination économique qui s'opérerait à leur désavantage. Mais, en même temps, ils se sont efforcés de persuader les pays associés au marché commun qu'on les avait dupés et qu'on avait substitué à l'ancien colonialisme un colonialisme à six.

Il y a là une contradiction évidente, qui ne va pas sans rappeler cette fable de La Fontaine où il est dit que « les raisins sont trop verts... »

Il semble, toutefois, que la Communauté économique européenne puisse écarter sans trop de mal ce soupçon d'un néo-colonialisme camouflé, et justement grâce au caractère multilatéral de l'aide apportée aux pays d'outre-mer. Encore faut-il qu'un très sérieux effort d'information soit effectué, et le rapport de M. Duvieusart contient, à cet égard, de très utiles suggestions.

En ce qui concerne plus spécialement le côté économique des choses, les Africains du Cameroun et de l'ancienne A.E.F. ont fait part à la délégation d'une certaine inquiétude au sujet des préférences dont ils jouissaient jusqu'ici de la part de la France, préférences qu'ils craignent de voir disparaître dans le marché commun. Ils sont conscients du fait que l'économie des pays d'outre-mer a bénéficié jusqu'ici de l'économie de la métropole et, notamment, du système des surprix. Ils redoutent de n'en plus bénéficier.

En fait, le traité de Rome a prévu des mécanismes propres à éviter de pareils inconvénients. Mais j'attire l'attention de l'Assemblée sur le fait, qui est apparu évident à la commission, qu'il est indispensable que les membres de la Communauté économique renoncent à substituer à des tarifs douaniers prohibitifs des obstacles fiscaux qui reviennent au même, et qui auraient pour résultat de reprendre d'une main ce qu'on donnerait de l'autre.

Je me permettrai de revenir demain, devant les ministres, sur ce point auquel votre commission attache une extrême importance.

Le troisième objectif consiste à donner aux Africains confiance dans leur avenir. Car ils n'ont nul besoin qu'on leur fasse la charité. L'Afrique dispose de ressources potentielles suffisamment vastes pour permettre aux Africains de connaître, dans les années à venir, un niveau de vie de plus en plus élevé. Encore faut-il que toutes les conditions économiques et politiques soient réunies pour que ce progrès soit possible. A cette fin, il faut, avant tout, la stabilité.

Il faut d'abord que les Européens choisissent une ligne politique et s'y tiennent définitivement. Des désaccords entre les Européens détérioreraient les rapports entre l'Europe et l'Afrique. Le non-renouvellement de la convention, ou plutôt, puisque cette hypothèse est exclue par le traité lui-même, le renouvellement de la convention d'application dans des conditions insuffisantes, créerait en Afrique une telle déception, ruinerait à tel point la confiance des Africains dans l'Europe, qu'il entraînerait beaucoup plus d'inconvénients que n'en aurait, sans doute, provoqué l'absence même de cette convention.

Votre commission a estimé, à cet égard, éminemment souhaitable que, dans la convention qui suivra l'actuelle convention d'application pour 5 ans, la dernière des cinq années en cours soit prise comme terme de référence, de sorte que le F.E.D.O.M. puisse désormais compter sur une contribution annuelle au moins égale à celle de la dernière des cinq premières années.

D'autre part, jusqu'à présent, la durée relativement faible pour laquelle avait été conclue cette convention a empêché la Commission du Marché commun d'entreprendre une œuvre de longue haleine. Il serait utile, psychologiquement autant que matériellement, qu'à l'avenir, la commission puisse, non pas supprimer mais compléter les dons à fonds perdus, par l'octroi de prêts ou de garanties permettant aux États associés de contracter des emprunts auprès de la Banque internationale. Il serait utile aussi que la Commission puisse distribuer des primes pour attirer les investissements privés, offrir des bonifications d'intérêts, participer elle-même aux frais d'emprunts.

Dans le même ordre d'idée, le F.E.D.O.M. contribuerait utilement à renforcer le fonds de stabilisation des prix des denrées tropicales. La Belgique et surtout la France ont déjà fait des efforts à cet égard, mais ils présentent encore un caractère embryonnaire. Il n'est rien de plus préjudiciable au développement de l'économie africaine que ces courbes brutales que connaissent actuellement les denrées tropicales. Les variations brusques des prix ont tellement de causes naturelles : tantôt le froid, tantôt la chaleur, tantôt la sécheresse, tantôt les inondations, qu'il n'est pas opportun d'en ajouter d'autres. Mais quand viennent brocher sur le tout les caprices d'une place boursière, le renversement brusque, sur un simple coup de téléphone d'Amsterdam ou de Londres, des dispositions du marché, le paysan africain n'y comprend plus rien et il perd courage, il ne peut pas admettre qu'on le paie une année la moitié de ce qu'on l'a payé l'année précédente; il considère qu'on l'a roulé; reconnaissons, en passant, que l'inverse ne se produit jamais, c'est-à-dire que quand on le paie le double de ce qu'on l'a payé l'année précédente, il considère cela comme parfaitement naturel.

Il est donc indispensable, à l'avenir, que ces dents de scie que connaissent les cours mondiaux

soient remplacées par une ligne régulière qui assure au producteur africain cette stabilité, essentielle à l'organisation de toute économie, mais de l'économie africaine plus que tout autre, puisqu'elle repose presque toujours sur un nombre minime de produits.

Mesdames, Messieurs, en réalisant cette triple confiance, en faisant confiance aux Africains, en obtenant la confiance des Africains, en donnant confiance aux Africains dans l'avenir de leur économie, les Européens pourront contribuer à mettre cette économie africaine, encore fragile, car elle repose encore sur un petit nombre de produits, à l'abri des menaces qui pèsent sur elle. Par-delà la stabilité de l'emploi et la stabilité de la rémunération, les Européens feront peu à peu reculer le prolétariat, ils désarmeront les revendications, apaiseront les conflits sociaux et politiques, bref, ils briseront ce cycle infernal qui ne peut conduire l'Afrique qu'à la subversion.

Mesdames, Messieurs, au début de notre voyage, une amicale discussion revenait assez fréquemment au sein de notre délégation. Je ne veux pas dire que, par la suite, cette discussion n'était plus amicale, mais je veux dire qu'au contraire, par la suite, elle n'avait plus lieu, car tout le monde était tombé d'accord.

Au début donc, les partisans de l'association des pays d'outre-mer au marché commun tenaient le raisonnement suivant : « Ces pays africains sont en plein essor ; si vous participez à leur développement, si vous investissez dans ces pays, vous arriverez ainsi à créer un marché, qui n'existe pas encore mais que vous allez former et développer, et la création de ce marché aura pour résultat de vous enrichir. Mais, si vous ne tendez pas la main à ces pays, ils vont être la proie de l'anarchie et ce sera pour vous une catastrophe politique. »

Les adversaires de l'association, ou du moins ceux qui en étaient moins chaudement partisans, répondaient aussitôt : « Voilà deux arguments contradictoires, car on ne peut pas à la fois plaider le devoir de solidarité politique et en même temps les avantages économiques. De deux choses l'une : ou bien l'Afrique est un continent sur lequel on peut faire fond, et l'on peut y faire des affaires, ou bien elle n'est pas un continent stable et, les risques de dété-

rioration politique y étant grands, il serait bien imprudent pour les bailleurs de fonds européens d'y hasarder leurs capitaux. Nous attendrons que ces pays se soient stabilisés, qu'ils aient atteint, par exemple, l'indépendance et qu'ils aient fourni la preuve de la solidité de cette indépendance, pour aventurer nos capitaux. »

Je crois sincèrement, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, que ce voyage aura démontré à ses participants que les deux arguments des partisans de l'association, en réalité, n'étaient pas contradictoires, mais qu'ils se complétaient.

Une aide généreuse de l'Europe à l'Afrique peut et doit la stabiliser, peut et doit lui donner les moyens de conquérir progressivement la prospérité, le bien-être, la paix sociale et la paix politique, et par là même les investissements seront assurés de cette sécurité indispensable aux investisseurs, et les hommes d'affaires pourront faire de bonnes affaires. Si l'Europe refuse cette aide, elle contribuera à plonger l'Afrique dans le chaos et se privera à la fois de clients et d'alliés.

Ce ne serait pas seulement faire une mauvaise action, ce serait aussi faire une mauvaise affaire.

Mesdames, Messieurs, il ne s'agit pour nous de rien moins que de répondre au défi qu'au cœur de l'Afrique ont lancé à l'Occident la doctrine, l'exemple, les émissaires et les sectateurs de Mao Tse Toung. Il ne s'agit de rien moins que de savoir si l'Europe veut éviter que l'Afrique, de misère en révolte et de désespoir en surenchère, ne devienne, d'ici quelques années, une proie pour le communisme international et particulièrement pour le communisme chinois.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Nederhorst, rapporteur sur les questions sociales.

M. Nederhorst, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est avec plaisir que je me joins aux orateurs qui m'ont précédé et qui ont dit combien ils ont apprécié l'atmosphère dans laquelle s'est accompli le

voyage de notre délégation et la bonne entente qui a régné entre ses membres.

Je vous rappellerai tout d'abord que dans ce voyage nous avons à visiter une partie des territoires africains, si bien que, quand au cours de nos interventions nous parlons de l'Afrique, il faut avoir présent à l'esprit que nous avons puisé nos expériences au cours d'un voyage qui ne nous a conduit que dans une certaine partie de l'Afrique.

Je ne veux pas dire par là que cette expérience n'ait pas une valeur générale sur un certain nombre de points. On s'en apercevra quand des contacts auront été pris également avec les autres régions. Mais je désire m'armer d'emblée contre d'éventuelles objections et faire remarquer que, si je parle au cours de mon intervention des expériences que nous avons faites en Afrique, il ne faut pas oublier que je ne parle que des régions visitées par notre délégation.

Si je jette un regard, Monsieur le Président, sur les connaissances particulièrement intéressantes que pareil voyage en Afrique peut nous procurer, je m'aperçois qu'il y a une impression qui demeure nettement dominante : c'est que nous ne savons encore que fort peu de chose quant aux conditions sociales dans lesquelles vivent ces peuples. Quelle terrible révélation que de voir la misère de ces peuples, des peuples qui bien souvent périssent sous le coup de maladies nombreuses !

D'un autre côté, nous avons aussi constaté combien, à l'inverse, les Africains ignorent les circonstances dans lesquelles nous vivons. Je ne parle pas des Africains évolués qui ont souvent fait leurs études en Europe et connaissent bien notre vie ; je pense plus particulièrement aux nombreux contacts que j'ai eus, en ma qualité de rapporteur pour les questions sociales, avec ces Africains qui n'ont jamais encore vu l'Europe, qui ne connaissent l'Europe que d'après la manière dont elle se fait connaître en Afrique. Ils n'ont vu que des Européens qui — nul ne saurait le nier — se sont fait une vie confortable en travaillant avec acharnement ; aussi n'ont-ils aucune idée de ce qu'il existe, à côté de cette Europe au niveau de vie relativement élevé, aussi une Europe où l'homme doit gagner difficilement son pain quotidien. Aussi un voyage comme celui que

nous avons fait est-il propre à apporter de précieux éclaircissements dans ce domaine.

Il est un troisième point que je soulignerai. Combien dangereux est-il de vouloir juger la situation en Afrique en se plaçant à notre point de vue ! Combien dangereux est-il de se fonder sur nos expériences d'occidentaux pour porter un jugement sur la situation sociale ! Combien grand est le danger que nous cherchions, souvent inconsciemment, à imposer aux Africains nos solutions occidentales, des solutions occidentales que ces peuples, dont la structure mentale est souvent totalement différente de la nôtre, ne comprennent pas et qu'ils ne peuvent encore moins apprécier.

L'« européocentrisme » dont a parlé mon collègue rapporteur, M. Peyrefitte, apparaît clairement aussi dans la manière dont on juge la situation sociale dans les pays de l'Afrique. Dans le domaine social également, il faut que nous nous gardions de vouloir faire le bonheur des Africains sans eux ou même malgré eux ; dans ce domaine, il faut que nous nous gardions de projeter sur la société africaine le modèle de notre prospérité européenne. Notre tâche, sur ce point, exige de nous beaucoup de modestie. On nous demande que nous acceptions de rester à l'arrière-plan, de nous défaire de tout préjugé et de nous débarrasser de la tendance à considérer les solutions sociales fondées sur l'expérience européenne comme étant généralement valables pour les peuples de couleur et à les leur imposer pour cela. Prendre pareille attitude, c'est opérer une véritable révolution de la mentalité.

Permettez-moi de le dire très franchement : en rédigeant son rapport, votre rapporteur s'est fréquemment surpris en train de vouloir faire à son tour le professeur européen qui veut apprendre aux Africains comment ils doivent résoudre leurs problèmes sociaux ; c'est prendre une attitude de maître d'école, plutôt que celle d'un observateur patient. Si nous voulons nous placer équitablement en face de la société africaine, il faut que nous nous pénétrions de l'esprit des Africains, il faut que nous saisissons par la pensée les conditions de vie des Africains ; fondés sur cette expérience, nous pourrions ensuite trouver la voie qui conduit à l'amélioration des conditions sociales.

Partant de cette nouvelle position devant les problèmes, nous nous heurtons à un second malentendu, à un préjugé dont nous avons grand-peine, vu notre attitude européocentrique, à nous débarrasser. Je veux parler de l'erreur qui consiste à considérer l'Africain comme un Européen en devenir, un Européen qui n'est pas encore « terminé », qui a encore besoin d'une petite retouche pour devenir pareil à nous. Ce comportement traduit la méconnaissance de la nature propre des peuples africains. Il confond l'équivalence avec l'égalité. Il tend involontairement à imposer à tous les peuples du monde un schéma de culture et de pensée occidentales. Ici encore, comme dans tant d'autres domaines, nous devons rechercher l'unité dans la diversité, nous devons être attentifs à ce que nous avons en commun, mais nous devons l'être aussi à ce en quoi nous différons les uns des autres.

Monsieur le Président, si j'ai cru devoir dire ces quelques mots en guise d'introduction, c'est que les idées que je viens d'exprimer me paraissent déterminantes pour le jugement que nous devons nous former sur la situation sociale de ces pays. Ce point de départ a également une importance décisive pour le choix des moyens qu'il nous faut mettre en œuvre pour combattre la misère sociale.

Je parle de misère sociale, Mesdames et Messieurs, et cette expression n'est pas trop forte. Je ne méconnaiss pas du tout les nombreuses actions qui, en matière sociale, ont été déployées dans le passé, et plus particulièrement ces dernières années. Mais force nous est de constater qu'en dépit de ces efforts les populations des régions que nous avons visitées souffrent pour la plupart de maladies graves — les gens ne souffrent à vrai dire pas d'une maladie, ils souffrent de plusieurs maladies —, que la population est mal nourrie, voire même sous-alimentée, que la mortalité infantile est grande, que la durée moyenne de la vie est faible et que nous découvrons, dans le domaine de l'hygiène, des situations qui se refusent à toute description. Nous avons vu des populations qui souvent étaient en proie aux terreurs de la magie, vivant sous l'empire du fétichisme. Telle est aujourd'hui encore, en quelques traits, la situation qui caractérise la vie de millions d'Africains.

Monsieur le Président, je n'ignore pas que dans ce domaine il y a eu de grands changements. Les efforts n'ont certainement pas manqué pour transformer cette situation. Je songe notamment à l'œuvre importante des missions, également en matière sociale; l'existence de nombreux hôpitaux en témoigne. Je songe également à ce que la métropole et les entreprises privées ont fait dans le domaine de l'instruction, de la lutte contre les maladies, de l'aide aux mères. Je songe aux contributions des organisations internationales, à tout ce que les entreprises privées font pour améliorer les conditions de logement. Mais tout cela est bien peu de chose en regard de ce qui doit vraiment encore être fait; au surplus, ce grand effort est souvent mal compris de la population qui accueille passivement cette assistance sociale sans y participer elle-même.

Il est un autre phénomène social nouveau, d'un tout autre ordre : c'est le réveil social tel qu'on l'observe dans le mouvement syndical, souvent encore chaotique, et qui présente tous les traits qui caractérisaient les premières années du mouvement syndical dans nos propres pays. Nous n'assistons pas à une évolution progressive et calme dans le domaine du syndicalisme; le développement est fait de chutes et de relèvements de heurts et de poussées, provoquant beaucoup de déceptions et nécessitant de nombreux recommencements.

Mais c'est à cette dure école de l'organisation que sont formés les dirigeants africains. Pour notre part, nous voudrions que l'on comprenne combien il serait utile que nous ayons, également sur le plan social, un « interlocuteur valable », un partenaire social avec lequel on puisse faire des arrangements et régler des problèmes.

Nous avons réellement les meilleures raisons de suivre très attentivement l'évolution du mouvement syndical et de le juger favorablement; c'est un élément essentiel dans la lutte que les peuples de couleur mènent pour leur émancipation.

Dans ce domaine encore, nous pouvons observer comment on se détourne de la manière européocentrique d'aborder les problèmes. Le schéma syndicaliste de l'Europe occidentale, nous ne le retrouvons pas tel quel en Afrique,

encore que certaines tentatives aient été faites pour l'y imposer. A côté des organisations syndicales autonomes africaines, qui n'ont aucune attache avec quelque organisation centrale établie en Europe, nous avons en Afrique des syndicats affiliés à une des grandes organisations centrales européennes, par exemple dans les pays de la Communauté française; mais ces syndicats ont également transformé, et assez profondément, leurs rapports avec ces organisations centrales et se sont orientés vers une autonomie plus grande.

Mais revenons à la situation sociale dans les pays visités par la délégation!

Pour nous, qui sommes habitués à nos mesures occidentales de protection sociale, qui avons construit les cités ouvrières, mais qui connaissons aussi les points faibles de notre vie sociale occidentale, les taudis de nos villes, qui savons quelle est l'arriération sociale de certaines régions reculées, pour nous qui connaissons de près à la fois les lumières et les ombres du tableau de la politique sociale européenne, il nous a semblé qu'en Afrique le niveau social, comparé à notre expérience européenne, était encore très bas, malgré les créations admirables que, dans ces régions, on peut inscrire à l'actif des gouvernements et de nombreuses autres organisations.

Les changements survenus ces dernières années sont énormes, mais en face des nécessités pressantes ce n'est encore qu'une goutte d'eau dans un désert brûlant. Avec cela, Mesdames et Messieurs, les régions que nous avons visitées sont encore dans un certain sens privilégiées du point de vue social. Parmi les territoires insuffisamment développés, on pourrait citer des dizaines de pays où la situation est pire.

Au paragraphe 27 de mon rapport, j'ai donné des indications comparatives sur les soins médicaux. Vous y apprendrez que les pays de la Communauté française et le Congo belge font généralement bonne figure par rapport à des pays comme le Libéria, le Cameroun britannique et le Nigéria. Mais ce n'est que relatif. Considérés en soi, ni l'état de santé, ni l'alimentation, ni l'instruction publique, ni les conditions de logement de ces populations ne nous laissent l'esprit tranquille. De toute urgence, il faut améliorer la situation dans ces

domaines; la tâche est pressante à tel point que les améliorations sociales doivent avoir le pas sur le progrès économique.

A l'appui de cette affirmation — priorité du développement social — on peut faire valoir plusieurs motifs.

Le premier motif, et le principal, est d'ordre moral. De même qu'après la grande angoisse des années de guerre certains pays ont aidé les nôtres à vaincre la famine et la misère, sans attendre l'achèvement de l'appareil économique qui devait permettre de payer ce grand effort, de même nous devons venir en aide aux peuples africains et les sortir de leur détresse sociale; nous ne pouvons pas nous permettre de dire que le relèvement économique est la condition première de leur progrès social.

C'est au domaine social que doit aller notre premier souci. A cet égard, j'ai été particulièrement heureux de voir qu'au début la plupart des projets déposés étaient des projets d'ordre social. Depuis lors, un changement s'est produit, si bien que pour l'instant les projets du Fonds de développement, tant ceux qui sont approuvés que ceux dont l'approbation est sollicitée, sont de nature économique.

Or, il arrive souvent que le financement des projets d'ordre social soulève une difficulté du fait que les frais d'exploitation de ces institutions sociales — je veux dire les dépenses qui reviennent chaque année — sont tellement élevés que de nombreux pays africains sont hors d'état d'inscrire ces dépenses à leur budget. Aussi est-on conduit à se demander si cette façon de déplacer le centre de gravité de l'aide ne risque pas de compromettre ou du moins de retarder le relèvement social.

En Afrique, le problème social se pose sous des formes diverses: mauvais état sanitaire de la population, manque d'instruction, insuffisance du logement, chômage, bas niveau des salaires. Je dirai quelques mots de chacun de ces aspects.

Parlant d'hygiène et de lutte contre les maladies, je dois payer un tribut d'admiration à tous ces hommes qui, perdus dans des postes solitaires, se consacrent à cette grande œuvre humanitaire. Parmi eux, le docteur Schweitzer est le plus connu; mais il y a aussi de nombreux docteurs Schweitzer inconnus qui accomplissent

en silence leur grande tâche comme médecins ou comme missionnaires.

Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur l'état sanitaire, nous notons un déplacement très visible dans la distribution des maladies. La maladie du sommeil, la variole et la lèpre perdent de leur caractère endémique; en revanche, la tuberculose fait de rapides progrès et le paludisme continue à être la maladie populaire n° 1. Cette ubiquité du paludisme est typique des régions tropicales africaines, dont la situation se distingue très défavorablement de celle d'autres régions du monde.

La lutte contre cette maladie n'est menée que par un petit nombre de médecins. La situation varie selon les lieux. Elle est relativement bonne dans la république du Gabon où l'on compte un médecin pour 6 700 habitants. Elle est particulièrement difficile dans la république du Tchad où il n'y a qu'un médecin pour 100 000 habitants.

Si nous voulons que la lutte contre les maladies soit couronnée de succès, il ne suffit pas de porter à un niveau élevé les soins médicaux dans les grands centres urbains; il faut avant tout remédier dans les districts ruraux à la carence de l'assistance médicale. Pour cela, il faut employer judicieusement les fonds disponibles sans nuire pour autant à l'activité médicale dans les villes.

La lutte contre les maladies et la guérison des malades sont sérieusement compromises par l'insuffisance de l'alimentation.

La population est-elle sous-alimentée? La famine sévit-elle? Pas au sens propre du terme. Le mal est en réalité plus grave, encore qu'il apparaisse moins visiblement. Le manque d'albumines dans les aliments affaiblit gravement les organismes. Une alimentation dont le manioc est l'élément essentiel est une mauvaise alimentation. Dans les régions où la pêche peut se développer, la situation devient immédiatement meilleure. La culture de plantes riches en substances albumineuses, comme le soya et les arachides, peut améliorer notablement la situation alimentaire.

Mais la raison principale de la carence alimentaire, c'est que la population est trop pauvre pour acheter les denrées alimentaires dont elle

a besoin, à quoi s'ajoutent l'esprit de conservation et la tradition qui empêchent les gens d'abandonner leurs mauvaises habitudes alimentaires.

La carence alimentaire menace surtout les enfants. Le taux de la mortalité infantile demeure très élevé; la mortalité est généralement causée par le brusque passage de l'allaitement à une nourriture indigeste au manioc.

Il est un autre grand danger qui mérite d'être signalé. Le mauvais état de l'alimentation réduit également chez les adultes la capacité de résistance et abaisse par conséquent le rendement du travail.

Tous ces éléments, alliés à une hygiène insuffisante, ont fait naître le besoin d'une large offensive destinée à améliorer la santé publique; cette offensive devra se traduire par l'accroissement du nombre des médecins, des garde-malades et des sages-femmes, de même que par la construction de dizaines, pour ne pas dire de centaines, d'hôpitaux et de dispensaires capables de répondre à l'immensité des besoins. Dans ce domaine, une tâche gigantesque reste à accomplir.

Il est un autre fait qui se rattache de près au problème que je viens de signaler : c'est l'énorme accroissement de la population, conséquence de l'amélioration des soins médicaux dans ces pays. Ceux-ci doivent de ce fait affronter des problèmes pour ainsi dire insolubles. Dans un centre comme Léopoldville, l'accroissement de la population est tel que chaque jour l'équivalent d'une classe de 60 enfants en âge scolaire vient s'y ajouter. On a fait d'autres calculs qui montrent que, si l'accroissement de la population devait se poursuivre au rythme actuel, on verrait celle-ci doubler en 25 ans.

Cet accroissement démographique est une menace pour le progrès social. Si la population continue à se développer comme elle le fait maintenant, le niveau de vie des grandes masses africaines en subira le contrecoup,

Je dirai maintenant quelques mots de l'enseignement.

Là encore, le tableau est le même que dans le domaine de l'hygiène. Un grand progrès a indubitablement été fait, mais il y a encore énormément à faire. En matière d'instruction, la

situation varie aussi suivant les régions. Si nous nous enquérons du taux de l'analphabétisme, nous apprenons qu'au Tchad il n'y a que 9 % des enfants en âge scolaire qui vont à l'école; cela veut donc dire que 91 % des enfants ne reçoivent aucun enseignement.

Dans la république du Congo, en revanche, 72 % des enfants fréquentent l'école; par conséquent, il n'y a que 28 % de la jeunesse qui ne sont pas instruits. Mais il faut se garder de tirer de ces chiffres une conclusion optimiste. En général, les enfants sont recensés la première année qu'ils vont à l'école; or, la plupart des élèves quittent prématurément l'école. C'est ainsi que dans la commune de Luluaburg on nous a dit que 3 % seulement des enfants suivent jusqu'au bout l'enseignement primaire.

La situation est la plus fâcheuse en ce qui concerne l'instruction de la jeunesse féminine dont la plus grande partie est privée de tout enseignement, même dans des pays comme le Congo belge où, comparée à ce qui se passe ailleurs, la fréquentation des écoles est bonne. En général, la femme africaine n'a encore aucune part au processus de développement. On parle souvent des « évolués », mais ceux que l'on qualifie par ce terme sont exclusivement des hommes. Votre délégation a eu l'impression que, dans tous les efforts qui sont déployés pour relever le niveau du développement en Afrique, on ne se soucie guère encore de la femme; il y a donc là un problème qui mérite d'être considéré avec une attention particulière.

On fera bien de mesurer le niveau de l'instruction non pas en se fondant sur la fréquentation des écoles primaires, mais en considérant l'ensemble de l'enseignement.

Il est intéressant à cet égard de comparer la situation du Congo belge avec celle des pays de la Communauté française. Si on se fonde sur le nombre des élèves qui fréquentent les écoles du degré primaire, le Congo belge semble occuper de loin la première place avec ses 1 700 000 élèves. Mais quand on examine les chiffres de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, on remarque que dans les pays de la Communauté française de notables résultats ont été atteints. On compte 562 boursiers — nombre considérable — dont plus de la moitié font des études supérieures.

Mais n'oublions pas qu'à côté de ces 562 étudiants qui font leurs études en Europe, principalement en Europe occidentale, il y a encore 200 étudiants africains qui étudient à l'Université de Prague, 40 à Moscou, 15 en Chine, tandis que 50 bourses d'études sont offertes par l'Allemagne orientale à des étudiants de couleur. Pour prévenir tout malentendu, je vous ferai remarquer que ces derniers chiffres se rapportent à l'Afrique entière et non pas uniquement aux pays que nous avons visités.

Quoiqu'il en soit, ces chiffres donnent à réfléchir. Ils représentent un défi lancé à nos pays occidentaux. Nous ne saurions prendre trop au sérieux les problèmes d'enseignement. Le Fonds de développement accorde principalement des moyens pour la construction d'établissements d'instruction. Mais ne faudrait-il pas que, pour notre part, nous fassions un effort spécial pour aider les gouvernements africains à former leurs cadres dirigeants?

A ce propos, une idée a été avancée dans notre commission : chaque pays devrait offrir un certain nombre de bourses destinées aux pays associés à notre Communauté. C'est une idée à laquelle j'ajouterais volontiers une suggestion personnelle. Pour couvrir une partie des frais, ne pourrait-on pas se servir du produit de la vente d'un timbre-poste européen spécialement émis à cette fin? Pareille vente pourrait contribuer dans une mesure appréciable à l'octroi de bourses à des étudiants africains.

De toute façon, si on songe à tout ce qui doit être fait, il reste dans le domaine de l'instruction des cadres africains encore une très grande œuvre à accomplir.

Au cours de son voyage, notre délégation a conçu encore une autre idée. On pourrait organiser un échange d'étudiants européens et africains qui, après avoir terminé leurs études, feraient un stage d'un an en Europe ou en Afrique respectivement. Pendant ce stage, l'étudiant africain se familiariserait en Europe avec tous les éléments de la vie sociale; quant à l'étudiant européen, il ferait les mêmes expériences en Afrique, ce qui contribuerait beaucoup à développer la compréhension réciproque.

Je ne m'étendrai pas sur la question du logement. Il n'y a pas grand-chose à en dire, car ce

qui a été entrepris dans ce domaine ne doit être considéré que comme un premier commencement. La construction de logements ne peut pas suivre le rythme rapide auquel la population s'accroît. Il s'ensuit que les conditions de logement défient toute description. Il faut avoir pénétré dans les huttes de terre argileuse pour emporter à tout jamais le souvenir de cet état intenable.

La situation est meilleure pour les Africains qui travaillent au service du gouvernement ou d'une entreprise européenne, car les gouvernements et les entreprises privées ont construit des habitations pour leur personnel. Au Congo belge, il y a en outre différents Fonds — le Fonds des avances, le Fonds du Roi, le Fonds du bien-être indigène par exemple — qui affectent des sommes considérables à l'amélioration des conditions de logement, si bien que dans les centres urbains la situation commence à devenir meilleure.

Mais, dans ce domaine aussi, le problème est encore loin d'être résolu. Aussi votre Commission a-t-elle été fort surprise de constater que, parmi les projets soumis par le Fonds de développement, il ne s'en trouve encore aucun qui concerne la construction de logements.

J'en arrive maintenant à une question qui passionne les esprits en Afrique et sur laquelle il y a une grande divergence de vues entre Européens et Africains. Le conflit est le plus aigu au Congo belge, mais nous l'avons observé aussi dans d'autres pays. Il s'agit de l'égalité de rémunération de la main-d'œuvre africaine et de la main-d'œuvre européenne, égalité de rémunération, bien entendu, quand l'Africain fait le même travail que l'Européen. Impossible, nous ont déclaré de nombreux Européens. Pour justifier l'inégalité de la rémunération, ils disent qu'à leur avis la productivité du travailleur africain n'atteint pas celle du travailleur européen.

Comme étranger, il est difficile de se former une opinion sur ce point, d'autant plus que les expériences faites dans ce domaine sont très différentes. Nous pouvons pourtant signaler des faits susceptibles d'être contrôlés. Des experts en matière de santé publique sont d'accord pour dire que l'alimentation défectueuse de la population africaine fait que le

rendement du travail est faible; c'est là un point qu'il ne faut évidemment pas perdre de vue. Dès que la situation de l'alimentation s'améliore, on voit que le travail des Africains s'améliore aussi.

Un second argument est avancé pour justifier l'inégalité de la rémunération. Les Africains, dit-on, sont des travailleurs moins qualifiés que les blancs dans leur profession; d'autre part, leur instruction technique est moins bonne.

Nous touchons là du doigt un problème très sérieux. Il est indéniable que l'instruction technique du travailleur africain est insuffisante. Dans ce domaine, il reste beaucoup à faire; la formation en vue des professions techniques doit être sensiblement améliorée.

D'autre part, on note que les Africains ne montrent que peu d'intérêt pour les problèmes techniques, ce qui est d'ailleurs assez compréhensible. Dans les professions administratives, comme celle de commis dans un bureau du gouvernement, on gagne passablement plus que dans un métier manuel et technique. Pour ces travaux d'administration, où les Européens et les Africains font en effet le même travail, assis autour des mêmes tables, les salaires sont les mêmes et ils sont alignés au niveau de ceux des employés européens.

Dans les pays africains, les salaires des Européens sont plus élevés que dans la métropole, ce qui se répercute sur les salaires que les travailleurs africains reçoivent dans les professions administratives. L'échelle des salaires montre que l'on surestime le travail administratif, tandis que les professions techniques sont sous-estimées.

Rien ne nous permet de dire que l'Africain, s'il a reçu une instruction technique convenable, soit inférieur à son collègue européen. De là vient la grande importance qu'il faut attacher à la formation professionnelle et à l'instruction en général.

La société européenne peut contribuer largement à égaliser les salaires. Le principe « à travail égal, salaire égal » ne nous gêne aucunement; les traités de Rome proclament d'ailleurs ce principe de l'égalité des salaires pour un même travail.

La revendication des travailleurs africains est équitable en soi. Ce que la société européenne peut faire à cet égard, c'est d'aider à créer les conditions qui permettent d'instituer cette égalité des salaires. Cela veut dire qu'elle doit affecter des fonds à l'instruction professionnelle, qu'elle doit contribuer à faire que le travailleur africain — peu importe qu'il travaille dans l'agriculture ou dans l'industrie — puisse fréquenter les mêmes établissements d'instruction technique que son collègue européen; cela signifie enfin qu'il faut améliorer l'infrastructure du pays, de façon que le coût du transport des produits soit aussi bas que possible, ce qui permettra de réduire les prix coûtants et de relever les salaires. L'association avec les pays de la Communauté ne peut faire autre chose que d'accélérer ce processus. A partir du moment où le marché européen se sera ouvert aux produits africains, la recherche de l'harmonisation sociale portera également sur les salaires et les conditions de travail des travailleurs africains.

Dès l'instant où l'Europe et l'Afrique ne formeront plus qu'un seul marché, les dispositions destinées à combattre le dumping social déploieront leurs effets. L'association agit donc comme un facteur d'accélération du progrès social, ce progrès social du travailleur africain que nous devons souhaiter sincèrement et favoriser par le moyen de notre aide financière.

Pour terminer, je dirai encore quelques mots à propos du chômage. Pour les pays que nous avons visités, le chômage n'est rien de nouveau. L'oisiveté, le désœuvrement sont très répandus dans la société africaine. Outre le chômage manifeste que l'on peut observer dans les centres urbains et qui affecte souvent 15 à 20 % de la population, il existe encore dans les régions rurales beaucoup de chômage caché.

Comment combattre ce chômage? Des tentatives ont été faites pour porter l'agriculture à un niveau plus élevé. Ces tentatives sont intéressantes, à la fois du point de vue de l'emploi et du point de vue de l'amélioration de l'alimentation. On ne se rendra pas maître des difficultés d'ordre alimentaire si les pays de l'Afrique n'y aident pas par eux-mêmes et dans une large mesure.

D'autre part, il est bien certain que le développement de l'emploi dans l'agriculture, quel-

que souhaitable qu'il soit, ne suffit pas à résoudre le problème du chômage. Il faut faire aller de pair avec lui une industrialisation progressive; à cet égard, il faudra songer particulièrement à créer des industries de transformation petites et moyennes. Il y a enfin aussi l'amélioration de l'infrastructure. Le nombre des travaux publics que celle-ci exige est très grand; leur exécution doit être adaptée à la situation de l'emploi et à la nécessité de procurer aux chômeurs, temporairement ou durablement, des moyens d'existence.

Le Fonds de développement peut contribuer dans une mesure appréciable à cette œuvre. Mais là encore, quand il s'agira de faire participer les Africains à l'emploi des moyens de ce Fonds, il faudra effacer le caractère unilatéral de l'association et faire aux États associés une place dans l'élaboration des règles de distribution des moyens du Fonds de développement.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis ainsi parvenu au terme de mon intervention et je m'excuse d'avoir tellement abusé de votre temps, mais il est malaisé de résumer en peu de mots la multiplicité des problèmes sociaux qui se posent. Pour ma décharge, je vous rapporterai certaines paroles que nous avons régulièrement entendues à la fin de nos entretiens avec les représentants des peuples africains, des paroles prononcées par les Africains et qui renferment à la fois un souhait, une promesse et une mission : Ne nous oubliez pas ! Nous comptons sur vous.

(Applaudissements.)

(M. Rubinacci remplace M. Robert Schuman au fauteuil de la présidence.)

PRÉSIDENCE DE M. RUBINACCI

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Scheel président de la commission.

M. Scheel, *président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer.* — (4) Monsieur le Président, j'ai demandé la parole en ma qualité de président de la commis-

sion temporaire, non pas pour ouvrir le débat sur le fond, mais pour dire combien je suis heureux que la discussion de ces problèmes si importants puisse avoir lieu à un moment si opportun. Les rapports en question ont été présentés la veille du colloque avec les ministres responsables; ils feront l'objet, du moins en partie, de l'échange de vues dans le cadre du colloque. A lui seul, ce fait est propre à assurer une publicité particulièrement large à ces rapports et à leur discussion.

J'ai été très touché par les remarques aimables que les trois rapporteurs, MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst, ont faites sur ma collaboration lors du voyage d'étude. Je les en remercie vivement. Sans vouloir leur retourner le compliment, je tiens à dire au nom de tous ceux qui ont pris part à l'examen et à l'adoption de ces rapports combien nous avons apprécié la qualité du travail de nos rapporteurs. Déjà au cours du voyage, ils ont commencé à rédiger leurs textes et ils ont recueilli en très peu de temps une documentation abondante.

Je dois remercier au nom de mes collègues également toutes les personnes qui ont travaillé avec nous et nous ont aidés dans la préparation du voyage et pendant celui-ci.

Notre reconnaissance va d'abord au président et au bureau de notre Assemblée: ils ont accueilli notre proposition avec beaucoup de compréhension et ont réglé avec beaucoup de générosité toutes les questions que soulevait notre voyage qui, vous vous en doutez, a coûté très cher à l'Assemblée. Notre président a eu le grand mérite d'intervenir plus d'une fois dans les discussions de la phase préparatoire et les a conduites à bonne fin.

Nous devons remercier aussi le gouvernement français et le gouvernement belge pour leur aide et leur collaboration, qu'ils nous ont accordées déjà au stade de la préparation. Dès avant notre voyage, ces gouvernements nous ont munis d'un vaste matériel de documentation, si bien que nous avons tous pu nous préparer soigneusement à ce voyage.

Nos remerciements vont de même à la Commission de la C.E.E. qui nous a aidés à préparer notre voyage. Utilisant les possibilités d'information qu'elle a, la Commission de la C.E.E. nous a déjà renseignés sur l'écho

que notre voyage a suscité. Tous les renseignements qui sont parvenus jusqu'ici aux oreilles de la commission étaient franchement favorables; ils confirment l'impression que nous avons d'avoir été sur la bonne voie.

Mais notre reconnaissance va tout particulièrement aux personnalités responsables que nous avons rencontrées durant notre voyage en Afrique; les gouvernements, les hauts commissaires, les gouverneurs généraux, les gouverneurs, les deux Bami du Ruanda-Urundi, les chefs et représentants des chambres de commerce, des syndicats et des associations professionnelles, les directeurs d'instituts scientifiques, les directeurs d'entreprises industrielles, de même qu'aux nombreuses autres personnalités qui ne nous ont pas compté leur temps: sans eux et sans leurs connaissances auxquelles ils nous ont fait participer, notre voyage n'aurait certainement pas atteint son but.

Tous les membres de la délégation — nous étions dix-sept — sont revenus bien portants de ce voyage; le fait mérite d'être mentionné car un effort extraordinaire leur avait été demandé. Le climat inhabituel a certainement éprouvé la plupart de nos collègues. De plus, nous avons travaillé sans arrêt; à aucun moment les membres de la délégation n'ont perdu de vue le but que l'Assemblée parlementaire leur avait assigné.

Notre tâche ne consistait pas seulement à recueillir les informations; nous avons été envoyés en Afrique aussi pour y faire figure de représentants de la politique du Marché commun, de représentants vivants d'une institution qui entretient des rapports juridiques avec les territoires associés. Ces tâches, les membres de la délégation me semblent s'en être acquittés, chacun pour soi, d'une façon remarquable.

En ma qualité de président, je remercie aussi mes deux remplaçants qui m'ont constamment assisté.

Le secrétariat dont nous nous sommes fait accompagner avait été choisi très judicieusement par le secrétaire général de l'Assemblée. Malgré les conditions difficiles, inséparables d'un tel voyage en Afrique, chacun de nos collaborateurs a brillamment rempli sa tâche. En chargeant ce secrétariat de la rédaction des

rapports, nous lui avons imposé un grand travail et il nous est peut-être arrivé d'insister énergiquement pour que les délais soient respectés. C'est ainsi qu'avec l'appui de notre secrétariat il nous a été possible de remettre dans les délais voulus nos vastes rapports entre les mains de l'Assemblée.

Au nom des membres de la délégation et aussi au nom de toute la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, j'adresserai pour terminer une demande à notre bureau et à tous nos collègues. N'abandonnez pas, leur dirai-je, la voie dans laquelle nous nous sommes engagés; prenons contact sur place avec d'autres régions encore, car ces contacts sont indispensables si nous voulons résoudre les problèmes difficiles devant lesquels nous nous trouvons!

J'espère que le débat auquel nous nous livrons demain et les jours suivants dans cette salle éveillera dans de larges milieux de l'Europe l'intérêt pour cette tâche politique si grande et en même temps si urgente.

(Applaudissements.)

5. — Dépôt d'un document

M. le Président. — J'informe l'Assemblée que j'ai reçu de M. Janssen, au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, un rapport complémentaire sur :

— les projets de budget de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique relatifs à l'exercice 1960 (doc. nos 62, 63 et 64),

— l'amendement n° 1 aux projets du budget des Communautés européennes (doc. nos 62 et 63) présenté par M. Margulies,

— l'amendement n° 2 aux projets de budget des Communautés européennes (doc. nos 62 et 63) présenté par MM. Kreyssig et consorts,

— la proposition de résolution relative à l'examen du projet de budget des Communautés européennes (doc. n° 74) présentée par M. Duvieusart,

— la proposition de résolution relative au financement des budgets de la C.E.E. et de l'Euratom (doc. n° 75) présentée par MM. Vals, Birkelbach et Kreyssig.

Ce rapport complémentaire sera imprimé et distribué sous le n° 76.

6. — Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — L'assemblée ayant entendu présenter le rapport de MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst sur les problèmes relatifs à l'association des pays et territoires d'outre-mer, elle voudra sans doute commencer dès demain matin la discussion de ces rapports après avoir voté sur la proposition de résolution relative aux projets de budget.

Huit orateurs sont inscrits dès maintenant.

Il n'y a pas d'observation?...

Il en est ainsi décidé.

La prochaine séance aura lieu demain matin à 9 heures.

M. Birkelbach, président du groupe socialiste. — (A) Monsieur le Président, je propose de fixer à 10 heures la séance plénière de demain. Les groupes politiques doivent encore se prononcer auparavant sur la résolution que la commission de l'administration et du budget a adoptée. Je ne pense pas qu'ils puissent se réunir avant 9 heures.

M. le Président. — L'Assemblée a entendu la proposition de M. Birkelbach de fixer à 10 heures au lieu de 9 heures la séance de demain matin.

Il n'y a pas d'observation?...

Il en est ainsi décidé.

Par conséquent, la prochaine séance aura lieu mardi 24 novembre avec l'ordre du jour suivant :

à 10 heures :

— présentation, discussion et vote du rapport complémentaire sur le budget;

— discussion des rapports de MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst sur les problèmes relatifs à l'association des pays et territoires d'outre-mer;

à 15 heures :

— échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils et les exécutifs des Communautés.

La séance est levée.

(La séance est levée à 17 h 40.)

SESSION DE NOVEMBRE 1959

SÉANCE DU MARDI 24 NOVEMBRE 1959

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal 106

2. Budgets de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (suite). — Présentation, discussion et vote d'un rapport complémentaire de M. Janssen, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés ;

MM. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ; Vals, président de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés 106

M. Janssen, rapporteur 109

Lecture d'une proposition de résolution présentée par la commission . . 111

MM. Geiger, président de la commission de la recherche scientifique et technique ; le Président 115

Adoption de la proposition de résolution modifiée 116

3. Association des pays et territoires d'outre-mer. — Discussion des rapports de MM. Duviolsart, Peyrefitte et Nederhorst, faits au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée

d'une mission d'étude et d'information dans ces pays et territoires :

MM. Metzger, au nom du groupe socialiste ; De Kinder, Van der Goes van Naters, Gailly, le Président . . 116

Renvoi de la suite du débat à la séance du jeudi. 124

Suspension et reprise de la séance. 124

4. Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés :

Allocution de M. le Président . . . 124

Relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres :

MM. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique ; de Pous, membre du Conseil spécial de ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; Janssens, rapporteur de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles ; Santero, Van der Goes van Naters, Vendroux, Dehousse, Storch, Battaglia, Fischbach, Zotta, Sabatini, Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne ; Hirsch, président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique ; Malvestiti, président de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; Battista, président de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles ; le Président 127

Renvoi de la suite du débat à la prochaine séance.

5. *Modification dans la composition d'une commission* 162
6. *Ordre du jour de la prochaine séance.* 162

PRÉSIDENCE DE M. KALBITZER

Vice-président

(La séance est ouverte à 10 heures.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — *Adoption du procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — *Budgets de la C.E.E. et de l'Euratom (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire de M. Janssen (doc. n° 76) sur :

— les projets de budget de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique relatifs à l'exercice 1960 (doc. nos 62, 63 et 64);

— l'amendement n° 1 aux projets de budget des Communautés européennes présenté par M. Margulies;

— l'amendement n° 2 aux projets de budget des Communautés européennes présenté par MM. Kreyssig et plusieurs de ses collègues;

— la proposition de résolution relative à l'examen des projets de budget des Communautés européennes (doc. n° 74) présentée par M. Duvieusart;

— la proposition de résolution relative au financement des budgets de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique présentée par MM. Vals, Birkelbach et Kreyssig (doc. n° 75).

La parole est à M. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

M. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, c'est pour moi un grand honneur de prendre la parole — et je le fais avec une profonde émotion — dans cette salle où tant de travail utile a été accompli ces dernières années pour faire progresser la cause de l'Europe et où, j'ose le dire, je crois avoir vécu les heures de plus grand enthousiasme de ma carrière, déjà longue, d'homme politique.

Je suis profondément reconnaissant à mes collègues des Conseils de m'avoir permis de vous saluer respectueusement en leur nom et d'être l'interprète de leur souhait de très cordiale collaboration.

Au cours des échanges de vues que nous aurons aujourd'hui et demain, nous parlerons précisément de la question de la collaboration entre l'Assemblée et les Conseils. Mais à la présente séance, au cours de laquelle les débats budgétaires seront clos, je souligne, au nom des Conseils, que nous attachons une importance exceptionnelle précisément aux débats sur les budgets en tant qu'ils sont le point de cristallisation de cette collaboration; en effet, comme je l'ai dit hier à la commission de l'administration, c'est justement en discutant le budget que l'Assemblée, sans sortir des limites qui lui sont assignées par les traités, peut au moment même où elle exerce une activité de contrôle administratif, exercer une véritable influence sur la vie politique des Communautés en donnant des indications, des directives que les diverses institutions ne pourront certainement pas ignorer au cours de leur activité future.

A la suite d'un malentendu qui a été dissipé hier en commission, quelques orateurs ont

fort bien pu penser au cours des débats de ces jours-ci que les Conseils montraient, à prendre part à ces débats, moins de bonne volonté qu'on ne l'aurait désiré.

Je remercie le président de la commission qui m'a fourni hier l'occasion d'expliquer que la réalisation de ce désir commun de se rencontrer a malheureusement été retardée par suite d'un malentendu qui ne se répétera certainement plus. En effet, s'il est vrai que les Conseils, préoccupés par leurs innombrables obligations nationales et internationales qui, loin de diminuer, semblent augmenter — obligations qui imposent au ministre des affaires étrangères d'être des voyageurs plutôt que des hommes de bureau — les Conseils, dis-je, ont dû se donner pour principe de n'assister aux réunions des commissions que dans des cas exceptionnels, et il n'y a aucun doute que l'examen du budget en est un; je tiens donc à affirmer que les Conseils ont la ferme intention d'être à la disposition de l'Assemblée et de sa commission de l'administration toutes les fois que leur collaboration pourra être utile.

Cette remarque générale étant faite, je parlerai de quelques questions particulières dont je sais qu'elles ont été examinées par certains orateurs. D'ailleurs j'ai déjà eu l'honneur — c'était hier, à la commission — d'anticiper quelques réponses. Je tiens à exprimer à nouveau, publiquement dans cette salle, ma profonde admiration pour l'excellent rapport sur le budget qu'a présenté votre rapporteur; ce rapport fournit des indications extrêmement utiles aux Conseils et, j'ose le dire, aux Commissions aussi, sur la gestion budgétaire à l'avenir.

On a parlé de délais trop brefs pour l'examen des budgets; en réalité, ces délais sont fixés par les traités et les Conseils pensent, comme l'Assemblée, qu'il s'agit de délais extrêmement courts. Pour l'examen du budget de la recherche, le Conseil de l'Euratom a disposé de treize jours et l'on comprendra donc pourquoi nos ministres sont précisément les premiers à souhaiter que les délais soient plus longs. Nous nous efforcerons d'introduire dans le règlement financier les formules qui, tout en respectant les traités, puissent permettre une plus grande souplesse quant aux délais.

J'affirme à nouveau — et je tiens à le répéter — que les Conseils seraient très heureux que

cette Assemblée, et en particulier la commission parlementaire compétente, formulent des propositions précises à ce sujet. Celles-ci devraient toutefois être telles qu'il ne faille pas modifier les traités et que l'on puisse par conséquent éviter les procédures compliquées que nécessiteraient de telles modifications, attendu que chacun des six pays devrait faire ratifier ces modifications par son parlement.

On a parlé hier à la commission — et plusieurs orateurs l'ont fait dans leurs discours à l'Assemblée — des notes préliminaires qui, pour la première fois, ont été jointes aux budgets. La brièveté des délais a inévitablement influé sur la qualité de ces notes qui, d'autre part, ne sont pas prévues par les traités et dont la rédaction ne représente donc pas l'exécution d'une obligation. Ces notes ont été rédigées pour la première fois cette année par les Conseils pour répondre à un vœu exprimé par l'Assemblée; il est possible, il est même certain, que si les Conseils avaient disposé de plus de temps — alors que, comme je l'ai déjà dit, pour le budget de la recherche, par exemple, le Conseil de l'Euratom n'a eu que treize jours — les notes préliminaires auraient été plus satisfaisantes.

Il est également hors de doute que le contenu et la forme de ces notes s'amélioreront constamment à mesure qu'il s'établira une tradition communautaire en ce domaine. C'est bien pourquoi j'ai déjà dit devant votre commission que toute suggestion qui nous serait faite à cet effet serait la bienvenue.

D'autre part, j'ai expliqué hier à votre commission les raisons pour lesquelles les notes introductives des Commissions de la C.E.E. et de l'Euratom n'ont pas été jointes aux notes préliminaires des Conseils. Je me bornerai à rappeler ici que ces raisons tiennent aussi au peu de temps dont on disposait, les Commissions exécutives qui assument la responsabilité de ces notes ayant constaté la nécessité d'y apporter les adaptations rendues nécessaires par les modifications que le Conseil avait décidées à l'unanimité lors de l'approbation des budgets. Il a donc été convenu, toujours d'accord avec les Commissions exécutives, que celles-ci pourraient fournir directement à votre commission compétente tous éléments utiles en vue d'une meilleure appréciation des budgets actuellement soumis à votre examen.

Je sais qu'il a été en outre longuement question du service de l'information. Les Conseils savent que de nombreux membres de l'Assemblée ont exprimé leur surprise de voir que les deux Conseils avaient opéré une réduction de 10 millions de francs belges sur le budget du service de l'information, et cela juste au moment où se manifeste plus impérieusement la nécessité de mieux expliquer au grand public les innombrables aspects de la vie communautaire, information destinée non seulement aux six pays membres, mais aussi aux pays d'outre-mer et à toutes autres régions qui s'y intéressent pour des motifs politiques ou économiques.

Les Conseils sont parfaitement conscients de cette nécessité urgente et ils peuvent donner aux membres de l'Assemblée l'assurance qu'en intervenant ils ont simplement voulu pousser à une organisation plus efficace qui permette d'atteindre ces fins que l'Assemblée et les Conseils souhaitent. En particulier, il n'y a rien de nouveau, pour aucun membre de l'Assemblée ni aucun gouvernement, dans la distinction qui est faite à l'intérieur de chaque chapitre de dépense, entre les dépenses de personnel et les dépenses pour les services. Les Conseils ont vivement recommandé que les crédits pour le service de l'information soient de plus en plus consacrés aux dépenses pour les services et que les dépenses pour le personnel soient maintenues dans des limites aussi étroites que possible.

Dès que les Commissions exécutives seront en mesure de soumettre aux Conseils un programme concret pour l'activité du service de l'information — et je n'ai aucun motif de penser qu'elles ne nous soumettront pas ce programme avec la plus grande diligence — les Conseils seront très heureux de l'examiner très attentivement; leur intention est de procéder aux ajustements budgétaires que ce programme pourrait réclamer au cas où les crédits prévus dans le budget primitif apparaîtraient insuffisants pour en assurer l'application.

On a parlé d'une autre question encore; de nombreux membres de l'Assemblée ont en effet pris la parole sur la question du Fonds social européen.

Je ne me dissimule pas, Monsieur le Président, que la structure particulière de ce Fonds justifie

largement toutes les interventions des membres de l'Assemblée. Hier, devant votre commission de l'administration, j'ai expliqué en détail le mécanisme des remboursements effectués par le Fonds social.

J'ai ajouté qu'au mois de janvier prochain l'Assemblée sera appelée à examiner le règlement du Fonds social afin de pouvoir donner l'avis requis. Ce règlement permettra enfin d'entreprendre l'examen des dossiers que les États membres présenteront et de procéder ensuite aux remboursements des prestations faites depuis 1958; à cet effet, un crédit global d'un milliard de francs belges au total a été inscrit aux budgets de 1959 et 1960.

Je désire rappeler ici que, pour permettre précisément au Fonds social de déployer une activité aussi large que possible et d'apaiser certaines inquiétudes quant à l'orthodoxie comptable, un avis favorable a été donné et qu'il a été admis que les crédits du budget de 1959 qui n'ont pas été utilisés en 1959 soient reportés au budget de 1960.

De toute façon, si ces crédits devaient se révéler insuffisants, les Conseils ne se feront pas faute, conscients de l'automatisme qui est à la base des interventions du Fonds social, de recourir à la procédure du budget additionnel conformément aux modalités qui seront fixées dans le règlement financier.

A ce propos, je vous rappelle que de nombreuses questions soulevées tant dans cette enceinte qu'à la commission de l'administration — je songe par exemple à la question de savoir où il faut inscrire les crédits pour le Comité économique et social, à la rédaction d'un meilleur commentaire sur les divers crédits demandés, à la présentation d'un tableau des effectifs du personnel établi en détail par catégories et échelons et, à titre de référence, par unités administratives — trouveront leur solution naturelle dans le règlement financier que les Commissions ont récemment soumis aux Conseils et à l'élaboration duquel ont participé également des représentants de l'Assemblée parlementaire, de la Cour de justice et des Conseils.

Tout me porte à croire que les Conseils pourront prendre au cours d'une de leurs premières sessions de l'année prochaine une décision sur ce règlement; ainsi une solution

sera-t-elle donnée aux problèmes qui ont justement retenu l'attention des membres de l'Assemblée et de sa commission de l'administration.

Monsieur le Président, par cette déclaration — brève, mais qui a néanmoins mis à l'épreuve votre bienveillante patience — les Conseils, parlant par ma bouche, ont voulu non seulement réitérer quelques observations et considérations qui ont été faites hier devant votre commission de l'administration à propos des discours prononcés dans cette salle, mais encore et surtout, et celui qui a en ce moment l'honneur d'être leur porte-parole le désire tout particulièrement, rendre hommage et offrir leur collaboration respectueuse à l'Assemblée, cette Assemblée qui n'est pas seulement un organe de contrôle, qui est avant tout l'institution vers laquelle tous les partisans convaincus de l'Europe se tournent avec confiance, parce qu'elle est le moteur de toute initiative propre à satisfaire nos vœux d'Européens et à faire progresser l'idée européenne vers de nouveaux objectifs.

Je vous donne l'assurance, Monsieur le Président, et je vous prie de donner aux membres de l'Assemblée l'assurance que les Conseils et leurs membres ne cessent d'être animés de ce désir de collaboration. La voie dans laquelle nous devons nous engager est hérissée de difficultés, mais nous sommes certains que grâce à la collaboration cordiale de tous, nous pourrions la parcourir rapidement et utilement.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Vals, président de la commission.

M. Vals, président de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés. — Monsieur le Président, vous me permettrez de renouveler publiquement les remerciements que j'ai adressés hier, au sein de la commission de l'administration et du budget, à M. le président du Conseil Pella pour la courtoisie qu'il a manifestée envers nous en venant exposer devant notre commission ce que, publiquement, il a déclaré aujourd'hui devant l'Assemblée.

Je suis infiniment reconnaissant à M. Pella d'avoir, par sa présence, créé ce climat de com-

préhension mutuelle qui est le gage d'une collaboration féconde. Je pense, comme lui, que ce malentendu qui a créé, lors du débat budgétaire, un climat désagréable au sein de l'Assemblée parlementaire européenne est, en partie, dissipé et que de meilleures relations entre l'Assemblée et le Conseil de ministres permettront, au cours des années à venir, une discussion approfondie du budget des diverses institutions.

C'est avec plaisir que j'ai enregistré les engagements pris par le président du Conseil en ce qui concerne tant divers points soulignés par notre rapporteur que l'exposé des motifs et les facilités qui doivent être accordées à l'Assemblée pour l'examen des documents budgétaires.

A l'heure actuelle, sur le plan de la défense de la démocratie en Europe, on se préoccupe beaucoup de la stabilité ministérielle. Pour ce qui est des institutions, le fait de renouveler tous les six mois la présidence des conseils en exercice crée quelques difficultés; mais les engagements qui viennent d'être pris aujourd'hui faciliteront, j'en suis persuadé, notre travail dans les jours à venir et c'est sur cet espoir, qu'en renouvelant mes remerciements au président du Conseil, je souhaite que, pour l'Europe, notre travail soit de plus en plus fructueux.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Janssen, rapporteur.

M. Janssen, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, avant que je ne vous donne lecture du rapport de la dernière réunion de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, vous me permettrez certainement de dire à mon tour ma gratitude au président du Conseil de la Communauté pour l'échange de vues auquel il a procédé hier avec nous et pour les assurances de portée générale qu'il nous a données publiquement ce matin.

Ce n'est qu'après avoir vu devenir réalité ce qui a été discuté et déclaré hier et aujourd'hui, au cours du colloque entre le Conseil des Communautés, la Commission européenne et l'Assemblée que nous pourrions oublier les malheureux traitements que le budget de 1960 a dû subir.

Je ferai une seule observation en marge des déclarations du président du Conseil des Communautés. Si j'ai bien compris, il a déclaré que les traités n'ont pas prévu le dépôt d'un exposé des motifs. C'est là une thèse que je nie et que je conteste, aujourd'hui comme vendredi dernier. Un budget n'est pas correctement présenté quand il n'est pas accompagné d'un exposé des motifs. Il n'existe pas de loi budgétaire qui fasse de l'exposé des motifs un document indépendant; l'exposé des motifs fait tout simplement partie intégrante du budget.

Je suis également très reconnaissant aux Commissions de l'Euratom et de la C.E.E. des réponses qu'elles nous ont données.

Je ferai également une observation à propos de la réponse de M. Mansholt, qui nous a dit à un moment donné : En ce qui concerne le jugement de l'Assemblée sur la politique des exécutifs, vous avez pourtant le rapport que vous pouvez discuter.

Eh bien, Monsieur le Président, c'est exactement de cela qu'il s'agit. Le rapport est fait après coup, le budget est préalable. Or, ce que nous voulons, c'est discuter avec les exécutifs non pas seulement *a posteriori*, mais *a priori*. C'est pourquoi le budget constitue la base de tout jugement politique que nous pourrions nous former. Je crois qu'il n'y aura dorénavant plus aucun malentendu sur ce point.

Permettez-moi maintenant, Monsieur le Président, de donner lecture du rapport complémentaire de la commission de l'administration :

« L'Assemblée parlementaire européenne a examiné à l'occasion de ses séances des 20 et 21 novembre 1959, à la lumière du rapport établi par votre commission, les projets de budget de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique relatifs à l'exercice 1960.

« Au cours de ces débats, deux amendements à ces projets de budget avaient été déposés : l'un par M. Margulies, l'autre par MM. Kreyssig et consorts. D'autre part, des propositions de résolution ont été introduites : l'une par M. Duvieusart relative à l'examen des projets de budget des Communautés européennes (doc. n° 74), l'autre par MM. Vals, Birkelbach et

Kreyssig, relative au financement de ces budgets (doc. n° 75).

« Ces quatre documents avaient été renvoyés à votre commission de l'administration et du budget qui s'est réunie le lundi 23 novembre 1959.

« Au cours de cette réunion, votre commission a également entendu M. Pella en sa qualité de président des Conseils de ministres avec lequel elle a eu un échange de vues sur les voies et moyens devant permettre à l'Assemblée d'exercer ses pouvoirs budgétaires dans de meilleures conditions et notamment sur certaines questions posées par la forme et la présentation actuelle des documents budgétaires.

« Votre commission n'a pas cru devoir reprendre dans le présent rapport complémentaire le détail de l'exposé et des réponses de M. Pella puisque celui-ci se propose de reprendre les éléments essentiels de son exposé dans une intervention qu'il fera à l'Assemblée à l'occasion de la discussion du présent rapport.

« Votre commission s'est dès lors efforcée de réunir dans une proposition de résolution unique à la fois les conclusions de ses propres travaux et celles des débats publics ainsi que les suggestions faites dans les différents documents cités plus haut. Ainsi votre Commission a fait un sort aux propositions contenues dans les documents n°s 74 et 75 et dans le texte de l'amendement n° 2 présenté par MM. Kreyssig, Vals et consorts. Elle n'a toutefois pas repris les modifications proposées par M. Margulies, estimant, avec l'accord de l'auteur de ces propositions, que les questions qui y sont soulevées demandent un examen plus approfondi que votre commission se propose de poursuivre dans le cadre de ses travaux budgétaires.

« Votre commission a ainsi adopté à l'unanimité la proposition de résolution dont le texte suit et elle invite l'Assemblée à la faire sienne. »

Monsieur le Président, la proposition de résolution est présentée en conclusion du document 76. Elle a été distribuée et je crois que vous pouvez considérer que l'Assemblée la connaît.

Je tiens à apporter au texte de la proposition de résolution une petite modification;

il s'agit du paragraphe 4 où il est dit : « constate avec regret que les Conseils n'ont pas été, cette année, représentés lors des débats budgétaires publics... ». Maintenant que M. Pella a pris part à nos travaux de ce matin, il serait plus exact de rédiger le texte comme suit : « constate avec regret que les Conseils n'ont pas été, cette année, représentés lors des premiers débats budgétaires publics... ».

Nous évitons ainsi que la résolution ne donne l'impression que M. Pella n'a pas du tout été présent.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — Je remercie M. le Rapporteur.

Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

portant modifications aux projets de budgets de la C.E.E. et de l'Euratom relatifs à l'exercice 1960 (doc. nos 62, 63 et 64)

« *L'Assemblée parlementaire européenne*

— ayant reçu, des Conseils de la C.E.E. et de l'Euratom, le 26 octobre 1959, les projets de budget de chacune de ces deux Communautés pour l'exercice 1960 et, le 3 novembre, le texte des exposés des motifs les accompagnant;

— se prononçant en application des articles 203 du traité de la C.E.E. et 177 du traité de l'Euratom et dans le délai prescrit par les dispositions de ces articles;

vu le rapport de sa commission compétente (doc. n° 72/1959);

I

1. *Rappelle*, comme elle l'a déjà souligné dans sa résolution du 11 avril 1959, que les budgets doivent constituer un des éléments essentiels permettant de porter un jugement sur les grandes lignes de la politique des Commissions européennes et des Conseils;

2. *Regrette* que les exposés des motifs établis par les Conseils ne lui aient pas été transmis en même temps que les projets de budget, qu'ils se limitent à un simple tableau comptable et qu'ils ne répondent pas effectivement à la demande exprimée par l'Assemblée en avril dernier;

3. *Insiste* à nouveau auprès des Conseils pour que les exposés des motifs lui permettent de se prononcer en meilleure connaissance de cause et que, pour cela, ils contiennent des explications suffisantes portant notamment sur la politique qui est à la base des crédits demandés, la justification du montant de ces crédits par rapport aux objets qu'ils sont destinés à réaliser, la justification des variations des crédits d'une année à l'autre, les principales décisions qu'il appartient aux Conseils de prendre dans le domaine budgétaire et les raisons pour lesquelles les Conseils ont cru devoir modifier les crédits initialement demandés par les institutions;

4. *Constate* avec regret que les Conseils n'ont pas été, cette année, représentés lors des débats budgétaires publics et attend que désormais les Conseils présentent et soutiennent tant en réunion préparatoire de sa commission compétente qu'en séance plénière, les projets de budget qu'ils transmettent à l'Assemblée,

et estime que la présence du président des Conseils à une réunion que sa commission compétente a tenue après les débats budgétaires publics permet de bien augurer de l'évolution des relations entre l'Assemblée et les Conseils en cette matière;

5. *Souhaite* à nouveau, comme il était dit dans sa résolution votée en avril 1959, que :

— les documents budgétaires qui lui sont soumis contiennent des introductions aux états prévisionnels des Commissions européennes,

— les commentaires figurant en regard des crédits soient plus complets,

— les budgets comprennent un organigramme indiquant la répartition des agents par grades et par directions et services avec toutes les explications nécessaires sur les fonctions à exercer par ce personnel ainsi que sur l'orientation vers laquelle les institutions entendent développer leur activité;

6. *Constate* que les documents budgétaires transmis par les Conseils ne contiennent pas les renseignements et documents, demandés à plusieurs reprises, lui permettant de se prononcer comme il convient;

7. *Décide* que désormais sa commission compétente continue l'étude des projets de budget, au delà du délai d'un mois prévu par les articles 203 du traité de la C.E.E. et 177 du traité de l'Euratom et nonobstant le caractère définitif qu'auront reçu les budgets, afin de pouvoir éventuellement éclairer l'Assemblée et, le cas échéant, lui faire rapport;

8. *Apprécie* vivement le fait que le président en exercice des Conseils de la C.E.E. et de l'Euratom ait pris part à une réunion de sa commission compétente;

se félicite de l'esprit dans lequel les Conseils, après cet échange de vues, se proposent de prendre en considération les interventions que l'Assemblée a le devoir de faire dans l'établissement et l'approbation des budgets, et de ce qu'ils comprennent la nécessité d'améliorer la forme et la présentation des documents budgétaires, afin de permettre à l'Assemblée, dans un délai aussi court, de se prononcer dans de meilleures conditions.

II

En ce qui concerne le projet de budget de recherches et d'investissement,

l'Assemblée parlementaire européenne

9. *Observe* que les crédits prévus par la Commission de l'Euratom pour l'exercice 1960 sont souvent encore présentés de façon trop globale et entend, en conséquence, que la Commission de l'Euratom, comme cela fut déjà demandé, saisisse les Commissions parlementaires compétentes chaque fois que des programmes précis pour les dépenses auront été élaborés et ceci préalablement à leur exécution;

10. *Est soucieuse* de voir le premier programme de 215 millions d'unités de compte réalisé dans le délai de 5 ans prévu par le traité;

11. *Encourage* la Commission de l'Euratom à promouvoir des recherches dans le domaine de la radiobiologie, de l'hygiène des rayonnements et de la cancérologie, à faire un effort particulier dans le sens de l'application de ces recherches à la protection des populations et des travailleurs et entend que le prochain budget reflète la volonté d'Euratom d'agir ainsi;

12. *Invite* fermement la Commission de l'Euratom à procéder à l'étude de la mise en place d'un centre important de documentation où seraient rassemblées, analysées et mises à la disposition des chercheurs les publications scientifiques paraissant dans le monde entier et compte que le prochain budget prévoiera des crédits pour la réalisation d'un tel centre;

13. *Rappelle* le vœu qu'elle a déjà émis en décembre 1958 tendant à ce que les moyens prévus pour le financement des recherches soient répartis de façon à donner la possibilité à certains États membres de rattraper le retard qu'ils ont encore dans le domaine de la recherche nucléaire par rapport aux autres États membres de la Communauté;

14. *Estime* qu'il est indispensable que la Commission de l'Euratom puisse procéder chaque année au report sur l'exercice suivant de tous les crédits non utilisés, y compris ceux qui ne sont pas prélevés sur les 215 millions d'unités de compte faisant l'objet de l'annexe 5 au traité;

15. *Souhaite* que la Commission de l'Euratom distingue nettement, parmi les crédits inscrits à son budget, ceux prélevés sur les 215 millions d'unités de compte, faisant l'objet de l'annexe V au traité, des autres crédits;

16. *Invite* la Commission de l'Euratom à prévoir des dotations destinées au remplacement en cours d'année des installations scientifiques et techniques mises en place par elle de sorte que celles-ci puissent toujours atteindre le plus haut niveau de la technique;

17. *Attend* que la Commission de l'Euratom établisse et lui communique à bref délai un document permettant, comme déjà demandé dans la résolution votée en décembre 1958, d'apprécier dans son ensemble l'action financière de l'Euratom;

18. — Soulignant le grand besoin qu'il y a de former des chercheurs en Europe,

— constatant que les crédits prévus au chapitre XIV du projet de budget de recherches et d'investissement de l'Euratom ne constituent pas encore une application des articles 9 et 174, par. 2 c), du traité,

— considérant que les crédits prévus à ce chapitre XIV ne sont pas à la mesure des objets dont ils devraient permettre la réalisation,

décide que le projet de budget de recherches et d'investissement de l'Euratom est à modifier comme suit :

— relever, à titre indicatif, les crédits d'engagement figurant au chapitre XIV, article 1, de 0,7 million d'unités de compte à 1 million d'unités de compte.

19. — Vu les dispositions de l'article 9 du traité,

— vu les dispositions de l'article 174, par. 2 c),

— considérant que la mise en place de l'institution de niveau universitaire ne doit pas être empêchée ou retardée pour des raisons budgétaires,

— constatant qu'aucun article n'est prévu dans les projets de budget de l'Euratom pour les crédits nécessaires au futur fonctionnement de cette institution de niveau universitaire,

décide que le projet de budget de recherches et d'investissement de l'Euratom est à modifier comme suit :

— *prévoir*, sous le titre VII, un nouveau chapitre avec l'intitulé « Institution de niveau universitaire visée à l'article 9 c) » avec la mention « pour mémoire », étant entendu que la Commission de l'Euratom introduira si possible, au cours de l'exercice 1960 même, après qu'elle aura évalué le montant des crédits à prévoir comme première provision pour le démarrage de cette institution de niveau universitaire, un état prévisionnel supplémentaire.

III

En ce qui concerne les budgets de fonctionnement,

l'Assemblée parlementaire européenne

20. *Demande* que la décision prise par les Conseils des ministres concernant les traitements et indemnités des membres de la Haute Autorité et des Commissions européennes soit révisée au sujet des conditions dans lesquelles les membres qui ont quitté leur fonction et qui, immédiatement après, sont appelés à assumer de hautes charges, peuvent recevoir une indemnité transitoire;

21. *Rappelle* que, conformément aux dispositions de l'article 199 du traité de la C.E.E., les dépenses qui se rapportent au Fonds social européen doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et que les crédits à inscrire au budget ne doivent pas être limités au remboursement des dépenses effectuées au cours des exercices précédents mais comporter certaines réserves pour les dépenses qui seraient à payer au cours de l'exercice auquel se rapporte le budget;

22. *Souligne* à nouveau que les crédits pour le contrôle des projets d'investissement en cours d'exécution ne sont pas à prélever sur les crédits figurant à l'annexe de la Convention relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer mais à inscrire au budget de fonctionnement comme leur nature administrative le requiert et insiste pour que toutes suites voulues soient données à la résolution votée en avril 1959 et réaffirmée sous ce point;

23. — Convaincue de la nécessité d'un large développement de l'information sur les activités des Communautés européennes par la pénétration à la base de l'opinion publique,

décide que les projets de budget de fonctionnement de la C.E.E. et de l'Euratom sont à modifier comme suit :

a) Relever le montant total des crédits destinés au fonctionnement du service commun d'information de 75 à 85 millions de frb., cette augmentation, selon la clé de répartition adoptée par les trois exécutifs, se répercutant comme suit :

— relever de 30 millions de frb. à 34 millions de frb. les crédits figurant au budget de fonctionnement de la

C.E.E. sous le poste 4403 de l'état prévisionnel de la Commission;

- relever de 15 millions de frb. à 17 millions de frb. les crédits figurant au budget de fonctionnement de l'Euratom sous le poste 4403 de l'état prévisionnel de la Commission, la Haute Autorité prenant à sa charge les 4 millions restants;
- souhaite qu'à l'avenir le poste 4403 de l'état prévisionnel de chacune des Commissions européennes soit ventilé, distingue les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement et invite la Haute Autorité à procéder de même;

b) Prévoir un crédit spécial d'un montant total de 15 millions de frb. pour des dépenses destinées exclusivement à intensifier sur le plan national des six pays l'information des populations en ce qui concerne les Communautés européennes, notamment en développant la formation de la jeunesse dans un esprit européen.

Ce crédit est à répartir à raison de 6 millions de frb. à l'état prévisionnel de la Commission de la C.E.E. sous un nouvel article 441 et à raison de 3 millions de frb. sous un nouvel article 441 à l'état prévisionnel de la Commission de l'Euratom, les six autres millions étant à la charge de la C.E.C.A.

24. — Constatant que, contrairement aux termes de sa résolution de décembre 1958, réaffirmée par sa résolution d'avril 1959, les crédits pour le fonctionnement du Comité économique et social restent inscrits à l'état prévisionnel des Conseils au lieu d'être répartis à parts égales à l'état prévisionnel de chacune des Commissions européennes,

décide que les projets de budget de fonctionnement de la C.E.E. et de l'Euratom sont à modifier comme suit :

— supprimer l'article 900 et le poste 9201 de l'état prévisionnel des Conseils et répartir les crédits qui y sont prévus comme suit :

— inscrire à l'article 420 de l'état prévisionnel de la Commission de la C.E.E., sous le poste 4201, un crédit de 14.927.500 frb.,

— inscrire à l'article 420, poste 4201 de l'état prévisionnel de la Commission de l'Euratom un crédit de 14.927.500 frb.;

25. — rappelant le point 6 de sa résolution d'avril 1959,

— constatant à nouveau l'absence de données indispensables pour juger comme il se doit les dépenses administratives du secrétariat des Conseils, la documentation nécessaire et demandée à plusieurs reprises ne lui ayant toujours pas été fournie,

se déclare dans l'impossibilité d'approuver les dépenses de personnel du secrétariat des Conseils.

IV

L'Assemblée parlementaire européenne

26. *Constate* qu'elle n'a pas été consultée par les Conseils — comme les traités le permettent — lorsqu'ils ont décidé de supprimer de son état prévisionnel un crédit de 100 millions de frb. prévu comme « première provision pour l'établissement à demeure de l'Assemblée et de ses services, crédits votés en exécution des résolutions de l'Assemblée du 11 avril et du 14 mai 1959 »;

27. *Prend acte* que, selon l'accord donné par la commission des présidents prévue à l'article 78 du traité de la C.E.C.A., il lui est possible d'introduire, si nécessaire, au cours de l'année 1960 même, un état prévisionnel supplémentaire de dépenses devant lui permettre de s'installer à demeure et de fixer le lieu de ses réunions ainsi que celui de son secrétariat;

28. *Entend* que les divers règlements financiers et le statut du personnel prévus par les traités soient à très bref délai mis en vigueur et rappelle à ce sujet ses résolutions de décembre 1958 et d'avril 1959;

29. *Invite* fermement les Commissions de la C.E.E. et de l'Euratom à accélérer les études que les traités les obligent à faire pour que les contributions des États membres soient remplacées à bref délai par des ressources propres et *prie* les Commissions de la C.E.E. et de l'Euratom d'examiner attentivement les suggestions faites au cours de la séance du 20 novembre 1959 et d'exposer le résultat de cet examen à sa commission du budget qui fera

ultérieurement rapport à l'Assemblée sur l'ensemble de la question des ressources propres;

30. *Charge* son président de transmettre la présente résolution aux Conseils, aux Commissions européennes ainsi qu'à la commission prévue à l'article 78 du traité de la C.E.C.A. en y joignant le rapport présenté par la commission parlementaire compétente. »

La parole est à M. Geiger, président de la commission de la recherche scientifique et technique.

M. Geiger, *président de la commission de la recherche scientifique et technique.* — (A) Monsieur le Président, la traduction du paragraphe 16 de la proposition de résolution s'est heurtée à une difficulté d'ordre linguistique. La version allemande pourrait donner lieu à des malentendus, car on y lit ceci : « ... fordert die Euratom-Kommission auf, Mittel für die jährliche Erneuerung der von ihr erstellten wissenschaftlichen und technischen Einrichtungen vorzusehen... ».

L'expression « jährlich Erneuerung » (renouvellement annuel) utilisée ici n'est pas la traduction exacte du texte français, texte original, qui parle de « remplacement en cours d'année ». C'est donc bien en cours d'année et non pas annuellement qu'il y aura lieu de procéder au remplacement des installations.

Je propose donc de donner à ce paragraphe la teneur suivante : « 16) Fordert die Euratom-Kommission auf, Mittel für eine notwendig werdende sofortige Erneuerung der von ihr erstellten wissenschaftlichen und technischen Einrichtungen auch während des laufenden Haushaltsjahres vorzusehen... ».

Il sera ainsi le reflet fidèle des délibérations de la commission de l'administration et du budget.

Permettez-moi de commenter encore une fois brièvement la pensée de la commission. Au cours des travaux scientifiques, il peut se produire — et il s'est effectivement produit plus d'une fois — que certaines installations techniques, des instruments, des machines, des appareils de mensuration qui se trouvent dans les laboratoires soient dépassés du jour au lendemain parce qu'une découverte révolutionnaire s'est répandue sur le marché. Dans ce cas, les laboratoires doivent sans tarder être mis en état de remplacer immédiatement les

instruments dépassés. Il est inadmissible qu'un chercheur dépende, pour son travail, de la rubrique sous laquelle le matériel figure au budget; il faut au contraire qu'il puisse toujours travailler avec les instruments les plus modernes.

Au surplus, je me félicite de ce qu'à la fin du débat sur les budgets nous ayons entendu malgré tout encore une note conciliante. En ma qualité de président de la commission de la recherche scientifique et technique, je tiens à dire qu'aux yeux de l'Assemblée parlementaire le budget de la recherche est un instrument qui doit se garder de toute mesquinerie. Il faut que nous introduisions une gestion budgétaire dynamique, soucieuse du progrès. Je me félicite vivement de ce que notre Assemblée soit unanime à souhaiter que nous travaillions et que nous nous documentions de telle manière que, pour ce qui est de l'aide à la recherche, l'Assemblée parlementaire soit vraiment le Parlement le plus moderne que l'on puisse imaginer.

Je prie la Commission de ne jamais oublier que l'Assemblée parlementaire est pour elle non pas un contrôleur peu commode, mais bien plutôt un collaborateur réellement compréhensif. Pour ma part, je ferai en commission tout ce qui est en mon pouvoir pour favoriser cette atmosphère de collaboration confiante. Ce sont précisément aussi les déclarations de M. le ministre Pella qui me font espérer que les difficultés qui ont surgi ne persisteront pas longtemps. Je tiens cependant à appuyer M. le Rapporteur en déclarant à mon tour que l'Assemblée parlementaire européenne ne peut naturellement pas renoncer à se faire donner des explications très circonstanciées sur les différents chapitres du budget et qu'elle ne veut d'ailleurs pas y renoncer.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole n'est plus demandée?...

M. le Rapporteur propose de remplacer au paragraphe 4 les mots « lors des débats budgétaires publics » par les mots « lors des premiers débats budgétaires publics ».

M. Geiger, président de la commission de la recherche scientifique et technique, a proposé

de remanier le texte allemand du paragraphe 16 et de rendre l'expression française « en cours d'année » par « Ernennung im Laufe eines Jahres » au lieu de « alljährlich ».

Il n'y a pas d'objections?...

Ces amendements sont adoptés.

Je mets aux voix à mains levées la proposition de résolution ainsi modifiée.

(La proposition de résolution, ainsi modifiée, est adoptée à l'unanimité.)

3. — Association des pays et territoires d'outre-mer

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion des rapports

— de M. Duvieusart sur les problèmes juridiques et politiques relatifs à l'association de la Communauté avec les pays et territoires d'outre-mer ainsi que sur les problèmes de l'information sur les objectifs et réalisations des Communautés européennes tant en Europe qu'en Afrique (doc. n° 67);

— de M. Peyrefitte sur les questions économiques posées par l'association des pays et territoires d'outre-mer au marché commun (doc. n° 69);

— de M. Nederhorst sur les questions sociales des pays africains associés à la Communauté économique européenne visités par la délégation (doc. n° 70).

Ces rapports ont été présentés hier après-midi.

La parole est à M. Metzger, au nom du groupe socialiste.

M. Metzger, au nom du groupe socialiste. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le voyage que la délégation de l'Assemblée parlementaire européenne a fait dans les territoires associés d'Afrique a montré de plus en plus clairement que s'il s'agit d'apporter une aide économique, et à d'autres égards aussi, c'est cependant l'homme qui doit toujours être au premier plan de nos préoccupations. Il nous est apparu que l'action de la délégation dérivait d'un esprit humanitaire; aucun doute

pour nous que tous les êtres humains doivent être égaux et qu'il faut tirer les conséquences de ce principe.

La lecture des rapports nous a déjà montré qu'on est allé très loin quant à ces conséquences. Je puis aussi dire au nom de mon groupe que les rapports reflètent un esprit que nous souhaiterions voir se développer. Nous sommes à ce sujet absolument unanimes.

Le rapporteur pour les problèmes juridiques et politiques, M. Duvieusart, a dégagé un point qui me paraît être au centre de tout le débat. Il estime avec raison que l'association des territoires d'outre-mer doit devenir de plus en plus l'objet de rapports bilatéraux entre la C.E.E. et ces territoires. A vrai dire, ce n'est pas tellement une question juridique, mais il est hors de doute que du point de vue juridique, le traité instituant l'association est un contrat bilatéral.

Mais on a fait remarquer très justement qu'une des parties à ce contrat bilatéral, à savoir les territoires associés, n'avait pas la capacité requise lors de la conclusion du traité, ni non plus lors de l'entrée en vigueur de celui-ci. Il faut donc que cette partie devienne de plus en plus capable d'agir afin qu'une véritable association, une association euro-africaine soit réalisée. Il faut veiller à l'établissement d'une forme d'association mieux appropriée et plus efficace. Il en est question dans le rapport, et nous approuvons pleinement cette manière de voir. En d'autres termes, on peut dire que nous devons veiller à ce que les territoires associés cessent d'être la matière du traité, mais qu'ils en deviennent les sujets, qu'ils soient partie au traité, qu'ils en portent leur part de responsabilité, qu'ils aient le droit de participer aux décisions sur les questions importantes et qu'ils soient représentés d'une manière adéquate aux réunions où il est statué sur de telles questions.

Une telle exigence montre en même temps clairement avec quelle rapidité la situation a évolué en peu de temps. Comme je l'ai déjà dit, lors de la conclusion du traité, il allait encore de soi que les territoires associés fussent représentés par leur métropole qui agissait pour eux. Pendant le court laps de temps qui s'est écoulé depuis lors, tous ces territoires

ont accédé à l'indépendance. Quelques-uns sont aujourd'hui en mesure d'assurer d'une manière absolument indépendante leur représentation, d'autres ont acquis une indépendance plus grande qu'auparavant. La marche à l'indépendance ne saurait être arrêtée et à notre avis, loin d'être arrêtée, elle devrait au contraire être favorisée.

Le traité instituant la C.E.E. est aussi conçu dans ce sens. Il part de l'idée que les territoires doivent être développés non seulement du point de vue économique, social et culturel, mais aussi du point de vue politique. Les territoires d'outre-mer qui deviennent souverains ne perdent naturellement pas de ce fait les droits découlant pour eux du traité d'association. Dans la mesure où ils veulent conserver ces droits — cela dépend évidemment de leur volonté — ils les conservent.

M. Duvieusart a employé à ce sujet une excellente formule, très concise : l'indépendance ne signifie pas l'isolement et l'association est l'antithèse de la subordination. Nous ne voulons pas de rapport de suprématie et de subordination, mais un rapport sur pied d'égalité. Ce que nous voulons, c'est une association entre les pays d'Europe et les pays et territoires d'Afrique.

Il en découle une série de constatations juridiques qui sont importantes à cet égard. On a fait remarquer avec raison que la durée de l'association n'est pas limitée. La convention d'application a cependant incité à croire au contraire que l'association aurait été stipulée pour une période de cinq ans. Il est bien dit dans la convention d'application que celle-ci est conclue pour une durée de cinq années, mais l'article 136 du traité instituant la Communauté économique européenne dispose clairement que les modalités fixées dans la convention d'application ne seront valables que pendant la première période quinquennale et que celle-ci sera suivie d'une nouvelle période pour laquelle de nouvelles dispositions devront être établies. Il ressort donc d'une manière non équivoque du texte du traité, abstraction faite entièrement de son esprit, que l'association — de même que le traité — a une durée illimitée. C'est un point très important, car il s'ensuit qu'un rapport juridique durable devait être créé, que la validité des droits que les

territoires associés ont acquis doit, comme celle du traité lui-même, être illimitée.

Il est une autre considération juridique qui revêt une grande importance pratique. C'est que des rapports directs ont été établis entre les pays associés et la C.E.E. Leur existence a parfois été contestée et nous en avons discuté à la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer. La question a pris une importance pratique, par exemple quand il s'est agi de savoir si la Commission de la C.E.E. a le droit de nouer de son propre chef des relations directes avec les territoires associés ou si elle ne peut avoir de telles relations qu'en recourant encore à certains intermédiaires. A mon avis, il ne saurait y avoir aucun doute quant au fait que les institutions de la Communauté, et donc avant tout la Commission de la C.E.E., ont le droit et même le devoir d'entretenir des relations directes avec les territoires associés.

Le fait a été contesté de divers côtés; c'est pourquoi je désire justifier cette manière de voir en m'appuyant sur le traité. L'article 3, lettre k, dispose que l'action de la Communauté comporte l'association des pays et territoires d'outre-mer. La Communauté doit donc déployer son activité en ce qui concerne l'association. L'article 131 débute cependant par les mots : « Les États membres conviennent... »; mais l'article 131 concerne la conclusion du traité. Lors de la conclusion du traité, les États membres conviennent — mais quoi? c'est ce qui importe — « d'associer à la Communauté des pays et territoires non européens ». Ces pays et territoires sont donc associés à la Communauté et la Communauté qui possède la personnalité juridique et qui, à côté des États membres, est une personne morale indépendante et distincte, est insérée comme un élément actif dans le rapport ainsi créé par le traité. C'est la Communauté qui a des rapports directs avec ces pays et territoires.

J'ai déjà dit qu'il ne s'agit pas là uniquement d'une question de théorie juridique; c'est une question qui a une grande importance pratique, comme nous l'avons vu dans un cas tout à fait précis. Nous verrons que cette question est aussi de la plus grande importance pour l'administration du Fonds de développement et pour l'utilisation de celui-ci.

Mon groupe estime qu'il faut rendre le Fonds de développement aussi efficace que possible, c'est-à-dire qu'il faut veiller à ce que ses moyens financiers soient utilisés aussi rapidement que possible. Là encore, il y a lieu d'appliquer le principe : qui donne vite, donne deux fois.

A cet égard, il est regrettable que tout ne fonctionne pas encore très bien. Il a fallu tout d'abord établir un règlement. Le règlement prévu par le traité donnait à la Commission le droit de distribuer en toute indépendance les fonds destinés à des fins sociales, tandis que les fonds destinés à des fins économiques sont distribués par le Conseil.

Cette réglementation fait que les fonds destinés à l'une des fins peuvent être distribués beaucoup plus rapidement que ceux qui sont destinés à l'autre; en effet, il est évident que la Commission qui entretient des rapports directs avec les territoires et qui dispose du personnel nécessaire peut agir plus rapidement que le Conseil. Abstraction faite de cela, les membres du Conseil, qui sont des ministres, ont pris de plus en plus l'habitude de recourir à la bureaucratie de leurs pays, ce qui entraîne de nouveaux retards.

Aussi estimons-nous que la Commission devrait obtenir un pouvoir de décision plus étendu, que la base de ce pouvoir devrait être élargie. Il faudrait en particulier, dans les cas où des mesures sociales et économiques se chevauchent, se montrer aussi généreux que possible. C'est la Commission qui devrait pouvoir prendre la décision parce que c'est elle qui peut agir avec le plus de célérité.

Nous avons reconnu au cours de notre voyage combien il importe de ne pas éveiller des espoirs qui ne pourront être réalisés que beaucoup plus tard. Lorsque des espoirs ont été éveillés, ils doivent être réalisés aussi rapidement que possible. Ce n'est qu'ainsi que nous obtiendrons, sur le plan économique et psychologique, les effets que nous souhaitons. Les effets d'ordre psychologique sont très importants et ne doivent pas être négligés; ils nous échapperont si nous nous laissons prendre aux pièges d'une procédure bureaucratique, ces pièges qui rendent impossible l'action efficace que demandent la lettre et l'esprit du traité.

Dans son rapport, M. Duvieusart a signalé avec pertinence la nécessité d'établir des plans d'investissement. Il faut bien réfléchir à ce qui doit être fait; on ne doit donc pas dépenser les fonds au hasard. Il faut établir un ordre de priorité pour les investissements, autrement dit, se vouer d'abord aux tâches qui sont les plus urgentes. Les territoires associés devraient pouvoir se prononcer sur ce choix, puisqu'ils doivent contribuer à l'harmonisation des plans d'équipement.

Pendant notre voyage, nous avons vu avec quelle facilité il peut arriver que des mesures prises dans un territoire annulent les mesures prises dans un territoire voisin ou en compromettent les effets. Ce n'est que grâce à une coordination judicieuse que l'on peut assurer l'efficacité des mesures prises. Aussi le groupe socialiste appuie-t-il ceux qui demandent que des plans d'investissement soient établis.

Je pense que M. Duvieusart énonce dans son rapport une idée très féconde quand il dit que les territoires associés doivent apparaître plus visiblement comme une unité. Mais il faut que ces territoires aient aussi eux-mêmes le sentiment d'être une unité. Ce serait une faute que de ne négocier, selon le cas, qu'avec l'un ou l'autre des territoires associés; partenaires de la Communauté économique européenne, tous ces territoires doivent au contraire se présenter comme une unité en face d'elle.

Il va de soi que l'on doit aussi tirer de cette nécessité des conséquences du point de vue de l'organisation. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille créer de vastes services bureaucratiques.

M. Duvieusart suggère dans son rapport que les États associés organisent une conférence dotée d'un secrétariat restreint. C'est une idée très judicieuse à la réalisation de laquelle nous devons apporter notre aide. Dans la mesure où cela dépend de nous, nous devrions encourager les territoires d'outre-mer à s'engager dans cette voie et à s'assurer ainsi une position comme partenaires.

Je ferai remarquer accessoirement dans cet ordre d'idées que la question des élections à l'Assemblée parlementaire européenne joue également un certain rôle. Aux termes du traité, les territoires associés ne peuvent pas élire

directement des représentants à l'Assemblée parlementaire européenne. La C.E.E. et les territoires associés sont liés par un rapport contractuel. Les partenaires doivent avoir la possibilité de créer des organes qui négocieront ensemble et résoudre ensemble les problèmes sous leur propre responsabilité. Il faut veiller à ce que de tels organes responsables existent aussi pour les territoires associés. Il faut des interlocuteurs et des organes qui puissent négocier. Il y a donc ici un point de départ pour la construction d'une organisation africaine.

Si j'ai bien compris les informations de presse, le rapport Wigny parle aussi d'organes paritaires de la C.E.E. et des territoires associés, ainsi que d'un conseil d'association. On discerne ici la même tendance, à savoir d'accroître la capacité d'agir des territoires associés.

Il a été question d'une convention relative aux consultations entre les deux parties, la C.E.E. et les États d'Afrique. Pareil projet est de même conforme à la ligne de conduite que nous estimons juste, et nous l'appuyons.

On a dit avec raison que le travail pour les pays en voie de développement doit se faire à l'échelon mondial. La C.E.E. doit se garder de ne considérer que les territoires associés. La conduite adoptée à l'égard des pays en voie de développement est de la plus grande importance pour le monde entier. Sur ce point, la collaboration de tous est nécessaire. Les pays industrialisés du monde entier doivent prendre conscience de leur devoir de contribuer au progrès des pays en voie de développement et ne jamais l'oublier.

D'après les informations de presse, le rapport Wigny demande aussi que, pour assurer le progrès de ces pays, la C.E.E. travaille en liaison étroite avec l'Europe des Sept, avec les pays de la petite zone de libre-échange. Les territoires en voie de développement qui relèvent de ces pays et les territoires associés à la C.E.E. doivent être considérés dans leur ensemble; là aussi, le travail doit être coordonné.

Très justement, on a attiré l'attention sur la nécessité de parvenir aussi à une collaboration avec l'Union soviétique et avec les pays du Proche-Orient. En un mot, il faut que le monde

industrialisé tout entier collabore et apporte son aide à l'ensemble des pays en voie de développement. Bien qu'il s'agisse là d'une tâche particulière de nos Communautés, nous devons cependant y voir en même temps un problème mondial.

J'ajouterai que si nous voulons que les territoires associés, les pays en voie de développement, deviennent pour nous de véritables associés, nous devons les aider à former les dirigeants dont ils ont besoin; ce n'est qu'alors que nos associés auront aussi les représentants qu'il leur faut.

Au cours de notre voyage, nous avons fait la connaissance de beaucoup d'hommes capables d'agir sous leur propre responsabilité dans les domaines les plus variés, sur le plan politique aussi bien que sur le plan économique ou technique. Mais il s'en faut encore de beaucoup que les pays en voie de développement puissent se tirer d'affaire tout seuls. Les dirigeants africains ont indiscutablement encore besoin que des conseillers de race blanche les assistent. Nous l'avons constaté en particulier dans les administrations; mais dans d'autres secteurs, il en va probablement de même.

Nous devons prendre les dispositions nécessaires pour que ces conseillers de race blanche puissent être remplacés de plus en plus par des Africains; il faut donc former des dirigeants qui puissent s'acquitter des tâches qui incombent à ces premiers conseillers et assumer eux-mêmes des responsabilités. C'est pourquoi l'enseignement scolaire et universitaire, l'enseignement tout court, joue un rôle très important. J'ai eu l'impression en Afrique que la formation de dirigeants est une des tâches les plus pressantes. Nous pourrions faire ce que nous voudrions sur le plan social ou économique : si nous ne pouvons pas former de dirigeants et les rendre capables d'assumer des responsabilités, toutes nos mesures demeureront inopérantes. Nous devons nous attacher avant tout aux mesures propres à accroître constamment le nombre des personnes qui, dans ces pays, peuvent assumer des responsabilités.

Il s'agit en l'occurrence d'une grande tâche politique. Si nous voulons que les pays en voie de développement deviennent de plus en plus indépendants, il ne faut pas seulement qu'ils

aient des gouvernements; il faudra aussi — à supposer que nous désirions encourager une politique démocratique — que ces gouvernements puissent être contrôlés. Le contrôle ne peut être exercé que par des personnes ayant une certaine instruction, certaines connaissances et un certain discernement. Du point de vue politique aussi, il est donc urgent de développer l'instruction, et pour cette tâche importante le Fonds de développement peut nous apporter son aide.

Notre tâche consiste à aider les territoires d'outre-mer à arriver à se tirer d'affaire eux-mêmes. Telle est la voie dans laquelle nous devons nous engager; elle nous montre la direction dans laquelle nous devons poursuivre notre travail.

Ce sont toutes ces considérations qui font que nous nous félicitons des rapports qui nous ont été présentés et des déclarations que les rapporteurs nous ont faites.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. De Kinder.

M. De Kinder. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, on peut se demander si c'est par simple coïncidence, par pur hasard ou encore par suite d'un processus intellectuel synchronisé que les trois rapporteurs dont nous discutons les rapports, venant de trois horizons politiques différents, ont examiné, dans la même optique, le problème de l'association des territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne, chacun dans le domaine qui lui fut assigné.

Quelle que soit la solution pour laquelle on opte, il est heureux que les trois rapporteurs, qui expriment certainement l'opinion des groupes politiques auxquels ils appartiennent, soient arrivés à ce résultat, même si, sur certains points, nous ne pouvons pas souscrire intégralement à leurs conclusions.

Je ne puis manquer de rapprocher le contenu de ces rapports de l'allocution inaugurale prononcée le 21 août dernier, en présence du roi, par mon ancien maître, actuellement président de l'Académie royale des sciences coloniale de Belgique, M. Arthur Wauters,

allocution qu'il avait intitulée « Les Problèmes humains dans la conjoncture actuelle du Congo ».

Pourquoi ce rapport et pourquoi ce rapprochement? Parce que nous avons à prendre position dans un débat qui peut devenir vital pour l'avenir de notre communauté. Nous le devons en vertu du principe de l'association résultant de l'article 131 du traité, qui stipule que « les États membres conviennent d'associer à la Communauté les pays et territoires non européens entretenant avec la Belgique, la France, l'Italie et les Pays-Bas des relations particulières ».

Certes, la convention d'application de l'article 131 et des articles suivants n'est valable que pour une période de cinq années s'étendant de 1958 à 1962. Il est cependant déjà hors de doute que s'impose à tous la nécessité de la prolongation de l'association faisant l'objet de la convention d'application.

Déterminer une politique ne consiste pas à prendre des positions dans l'abstrait. Cela signifie trancher des questions dans les domaines économique et social. C'est pourquoi, au préalable, nous voudrions essayer de dégager trois principes dont, à notre sens, devront s'inspirer constamment tous ceux qui ont des responsabilités à prendre.

Le premier principe doit nous conduire à abandonner une fois pour toutes ce que M. Arthur Wauters appelle « l'erreur orgueilleuse », qui consiste à confondre les notions de civilisation et de culture. Alors que l'universalisme de la technique n'est contesté par personne, par contre la civilisation n'est pas le monopole de l'Occident. M. Peyrefitte va dans le même sens lorsqu'il dit qu'il faudra guérir les Européens de tout « européocentrisme ». Inutile d'insister longuement sur ce manque de modestie dont nous sommes parfois affublés. Il est bon de rappeler que l'Occident n'a pas le monopole de la civilisation, ni dans l'espace ni dans le temps.

Le deuxième principe doit être d'éviter à tout prix et par tous les moyens que l'Afrique ait l'impression que dorénavant ce sont les Six conjointement qui prendront la relève des métropoles défaillantes ou évincées. En d'autres termes, éviter à tout prix qu'elle ait l'impression

que dorénavant on fera du néo-colonialisme à six. Et puisque nous sommes au début de notre action dans ce domaine, on ne pourra suffisamment souligner que c'est du neuf qui se crée et que du passé on fait table rase.

Quelle que soit la pureté des intentions et quoi qu'on fasse, on n'évitera cet écueil que par le respect d'un troisième principe : associer les représentants des territoires d'outre-mer à la fixation de la politique d'association; bilatéraliser les discussions à ce sujet. A mon avis, c'est la seule chance qui nous reste, et je suis d'autant plus heureux de constater que les rapporteurs sont tous les trois d'accord sur ce principe.

Le renouvellement du fonds n'étant contesté par personne doit donner aux porte-parole des territoires d'outre-mer l'occasion de nous informer de leur sentiment. Nous, Européens, n'avons pas la science infuse, et eux, mieux que nous, pourrons nous dire ce qu'ils attendent.

Le respect de ces trois principes est d'autant plus important qu'il s'agit pour la Communauté économique européenne de prendre un bon départ. Elle le peut pour plusieurs raisons. Par son caractère multilatéral, par sa mise en œuvre collective, notamment, elle répond certainement au désir profond des Africains.

Je sais que, dans l'idée de certains, il s'agit de restreindre l'objet du fonds, d'une part à la collecte des quotes-parts contractuelles des Six, d'autre part à laisser déterminer par les gouvernements individuels, pour les territoires qui les concernent, les objets à financer par le fonds. Mon groupe estime à juste raison que ceci serait un mauvais départ. Ce serait une politique communautaire à fixer par les représentants des territoires d'outre-mer, mais collectivement au sein des Six et par les Six.

Peut-être apparaîtra-t-il très vite que les territoires d'outre-mer auraient avantage à former entre eux un secrétariat ou un groupe de travail. L'expérience le démontrera; mais, quoi qu'il en soit, la politique du fonds ne peut être qu'une politique communautaire.

En prenant toutes les précautions pour éviter que nos associés africains n'aient l'impression que ce qui se fait maintenant n'est que la continuation, sous une autre forme, de ce qui se faisait dans le passé, nous n'avons d'autre

ambition que de créer un climat de confiance. Nos pays, pris individuellement, ont contre eux la réputation de l'ancien régime colonialiste. Bien entendu, nous sommes convaincus que le temps rétablira la vérité objective et fera apparaître aux peuples de couleur le côté positif de ce régime. Toutefois, tel n'est pas encore le fait aujourd'hui.

Comme élu socialiste, j'aurais beaucoup à dire au sujet de ce régime. Je pourrais aussi souligner ses erreurs, ses torts et ses méfaits, mais un tel procès n'aurait qu'une valeur rétrospective et, aujourd'hui, nous avons à nous tourner vers l'avenir. Pour rester objectif, je dirai que, s'il est vrai que le régime colonialiste contenait en soi les ferments d'auto-destruction, il a eu le grand mérite cependant d'amener en quelques dizaines d'années les peuples d'Afrique de l'âge de la pierre au *self government*.

Les problèmes humains que les pays coloniaux en voie d'émancipation ont à résoudre, sont à peu près identiques. Ils peuvent varier dans les termes et en intensité, mais ils sont fort ressemblants. Cependant, il faut souligner dès maintenant que la solution ne sera pas identique, les conditions historiques, naturelles et psychologiques n'étant pas les mêmes.

M. Arthur Wauters, que j'ai déjà cité, dit qu'il n'existe pas, pour les problèmes humains, de canevas unique, immuable, prétendument polyvalent et préfabriqué. Il n'y a pas plus de politique de décolonisation au pochoir qu'il n'y a de révolution emprisonnée dans des gabarits rigides, ne tenant compte ni de l'infrastructure ni des conditions sociales particulières.

Très opportunément, il rappelle que nous assistons à un phénomène universel, irréversible. Ce n'est pas la première fois, en effet, que l'humanité se trouve placée devant une revision complète des valeurs et de la structure de ses institutions. L'humanité ne procède pas à cette métamorphose partout en même temps ni de la même manière. Ce que nous observons aujourd'hui, c'est le traditionnel conflit entre, d'une part, le développement des forces de production et, d'autre part, la stagnation des rapports sociaux et politiques qui ne s'adaptent pas assez rapidement et assez profondément aux nouvelles exigences de la technique et au nouveau mode d'organisation du travail.

Ce développement des forces productives est devenu tel qu'il échappe souvent au contrôle de l'esprit humain. Une seule invention en provoque dix autres. Chacune de ces innovations ne détermine pas isolément un changement dans la structure sociale, c'est le volume et le rythme cumulé de ces forces de production qui provoquent le bouleversement. C'est l'effet combiné de ces nouveautés techniques et fonctionnelles qui a raison de structures sociales périmées. Si elles étaient maintenues, elles deviendraient un obstacle à la marche normale de la société. Et M. Arthur Wauters conclut que la conjoncture révolutionnaire apparaît lorsque certaines classes sociales, pour lesquelles ces structures surannées constituent des privilèges, s'opposent à l'alignement des rapports sociaux sur les nouvelles forces de production. Cela s'est produit, dit-il, un très grand nombre de fois dans l'histoire, notamment lorsque l'esclavage et le servage furent abolis, lorsque le travail artisanal a fait place au travail à la pièce et au travail à la chaîne qui nous a conduits tout droit aujourd'hui à l'automatisation.

Celle-ci prépare de nouvelles altérations profondes du mode de propriété, du Code civil, du droit international privé, des mœurs quotidiennes et de la structure de la société. C'est ce processus qui se prépare à certains endroits et qui a commencé dans d'autres endroits d'Afrique. L'élément animé du grand potentiel révolutionnaire qui existe dans les territoires d'Afrique se trouve dans l'abus des discriminations raciales et dans le niveau de vie qui tombe souvent au-dessous du minimum vital.

La théorie de Karl Marx devient actuelle dans le problème qui se pose aujourd'hui devant nous. Lorsqu'il établissait une corrélation entre l'accumulation de plus en plus rapide du capital et l'accumulation de plus en plus rapide de la misère, il posait un problème qui a certainement aujourd'hui perdu de son importance dans nos pays. Mais la loi marxiste de la paupérisation absolue corrélatrice à l'expansion du régime capitaliste est plus que jamais d'actualité dans les pays sous-développés. On ne peut plus douter, à notre époque, que les populations des pays coloniaux représentent le type classique du prolétaire suivant la définition acceptée unanimement par les économistes et les sociologues. Il s'agit d'un homme dont le salaire

est absorbé entièrement par les dépenses d'alimentation et de logement. Ses dépenses d'habillement sont insignifiantes, et cet homme est pratiquement exclu du circuit de l'échange des biens industriels de consommation, alors qu'il participe à leur fabrication.

Ce médiocre niveau de vie provoque, précisément, l'accroissement du potentiel révolutionnaire, car cet être humain est banni du corps social, il n'a droit qu'à l'indigence. Faut-il s'étonner dès lors qu'il exprime ses aspirations avec une ardeur désespérée et désordonnée? Ce qu'il veut, c'est l'instauration d'un régime qui l'affranchira de cette aliénation et qui lui rendra sa dignité d'homme. J'ai été assez étonné, je dois l'avouer, de retrouver, en d'autres termes, cette idée dans le rapport de M. Peyrefite.

Si je me suis arrêté assez longuement à l'aspect humain des questions que nous avons à résoudre, c'est parce que je crois que l'homme est l'élément le plus important. Nous avons l'habitude de discuter faits et théories. Nous avons tous des déformations professionnelles selon la discipline dans laquelle nous avons été formés, mais jamais, à mon avis, nous ne devons faire abstraction de l'élément humain. Mais j'ai été déjà assez long et je veux m'arrêter ici, bien que j'eusse voulu présenter quelques observations au sujet de tel ou tel passage des rapports qui sont soumis à notre approbation.

J'aurais, par exemple, voulu dire à M. Peyrefite qu'il me semble tomber dans le travers qu'il a lui-même dénoncé lorsqu'il écarte l'industrialisation et qu'il demande une priorité pour les problèmes agricoles. Ceux-ci sont, évidemment, vitaux dans des pays dont la population ne mange pas à sa faim. Cependant, affirmer *ex cathedra* qu'il ne faut pas procéder à une industrialisation sur une grande échelle peut induire les Africains en erreur et constituer, à mon avis, une faute psychologique. Ce qu'il faut, c'est promouvoir un développement harmonieux des secteurs industriel et agricole.

A M. Duvieusart, je voudrais dire à quel point je suis heureux de l'avoir entendu déclarer, dans l'introduction de son excellent rapport, qu'il faut procéder à une planification collective. Connaissant les opinions à ce sujet de

M. Duvieusart, je me félicite qu'il en arrive à cette conclusion.

M. Nederhorst soulève des problèmes qui certainement seront commentés dans le présent débat : la nécessité de promouvoir un mouvement syndical, entre autres. A ce sujet, je ne puis m'empêcher de me rappeler qu'il y a très peu de temps ceux qui, en Belgique, prônaient une telle thèse, étaient considérés comme les fauteurs de troubles du Congo.

M. Nederhorst soulève aussi le problème de l'accroissement de la population qui nous obligera aussi probablement, un jour prochain, à prendre position dans ce problème fort discuté du *birth control*.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs je n'ai pas l'ambition d'épuiser le sujet, même si je continuais à parler pendant des heures. Il doit résulter de ce débat que, en même temps, nos populations respectives et les peuples d'Afrique se rendent compte que nous entrons dans une ère nouvelle. Ni en Europe ni en Afrique, l'on ne se rend exactement compte de l'ampleur du problème. Ce que nous, représentants élus de nos pays, avons à faire est de provoquer une attitude généreuse et clairvoyante de nos gouvernements.

L'homme noir est devenu un homme dans le sens complet du terme. Nous lui avons donné des besoins et notre devoir sacré est de lui permettre de les satisfaire. Même si à certains il paraît paradoxal que nos Communautés nationales doivent prendre en charge des pays africains dont l'exploitation a réservé des avantages à quelques-uns seulement, notre solidarité humaine nous oblige à adopter pareille attitude.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Van der Goes van Naters.

M. Van der Goes van Naters. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je désire intervenir sur un chapitre bouleversant du dossier africain, chapitre qui a été oublié dans les rapports, exception faite pour M. Peyrefite qui relève, au début du sien et aussi dans son introduction orale, les phénomènes effrayants que sont la déforestation, l'épuise-

ment du sol, les feux de brousse et l'érosion en Afrique.

A mon avis, il faut imputer ce phénomène à une grave maladie récemment diagnostiquée comme la rupture de l'équilibre naturel. En effet, l'homme blanc a été responsable en grande partie de cette maladie. Il reste du moins co-responsable du rétablissement de cet équilibre, de la protection et de la reconstitution des ressources naturelles de l'Afrique, et chaque nouvelle intervention que se propose l'association de l'Afrique avec l'Europe rend cette tâche plus urgente.

Il y a d'abord les dangers qui menacent le sol : l'érosion pluviale par suite du déboisement continu des pentes forestières ; l'érosion éolique, favorisée par les feux de brousse, toujours pratiqués, par lesquels la population se procure pour quelques années une maigre récolte d'arachides ; mais à quel prix !

Il y a aussi les dangers qui menacent la faune sauvage, et vous savez que les fauves ont pour fonction, d'abord de maintenir l'équilibre naturel, ensuite de procurer, dans des régions non aptes à l'élevage, les protéines nécessaires aux populations ; enfin, ils sont un élément du bien-être toujours croissant que procure le grand tourisme.

Cette rupture de l'équilibre naturel de la faune se produit surtout par trois interventions humaines : l'extermination de millions de bêtes sauvages pour éliminer, par ce carnage européen mais primitif, la mouche tsé-tsé sans qu'il soit créé, par cette hécatombe, les conditions de pâture régulière ; la destruction de cet équilibre animal et même la liquidation d'espèces naturelles par la chasse toujours plus étendue, plus intense et plus commercialisée. Il existe une longue liste des espèces que notre génération, surtout sous les tropiques, a supprimées. Il est honteux de devoir le rappeler au moment du centenaire de « L'Origine des espèces » de Darwin.

Cette rupture de l'équilibre naturel est encore dû à l'introduction d'animaux exotiques, surtout des moutons et des chèvres, de nature nettement dévastatrice, introduction qui, par une prolifération inconsidérée, menace la flore ou la faune indigène.

Le résultat de ces destructions est manifeste et, d'ailleurs, les statistiques ne mentent pas. Il y a soixante ans, l'Afrique était, en grande partie, couverte par la sylvie primitive, la forêt vierge. Celle-ci a aujourd'hui disparu à concurrence des deux tiers. Au Cameroun, en Côte d'Ivoire, la forêt est anéantie. Au Gabon, elle est menacée. A Madagascar, il y avait, il y a soixante ans, 23 millions d'hectares de forêts. Actuellement, il n'en reste plus qu'un million et demi.

La disparition de la faune en est une conséquence; les deux disparitions vont toujours de pair.

Un auteur brésilien, de Castro, a déjà, depuis plusieurs années, attiré l'attention sur ce phénomène dans son livre : « Géopolitique de la faim ». D'autre part, le gouverneur du Ruanda-Urundi, M. Jean-Paul Harroy, ancien secrétaire de l'Union internationale pour la protection de la nature et des ressources naturelles, a lancé à ce même sujet, un cri du cœur : « Afrique, terre qui meurt ».

Existe-il une certitude que, dans le marché commun, l'effort européen va enfin réparer le mal, ou tout au moins ne va pas l'aggraver? Peut-on être sûr que nos investissements, notre développement de l'infrastructure vont tous dans la bonne direction? Les coupables de cette erreur vont-ils la reconnaître? Cette reconnaissance les rendra-t-elle plus modestes?

M. Peyrefite a écrit, dans son rapport, animé par un esprit qui m'est sympathique, la phrase suivante : « Jusqu'à présent, le développement de l'Afrique a été pensé par les Européens et conçu en fonction de l'Europe. Il doit maintenant être pensé avec les Africains, le plus possible par les Africains, et conçu, avant tout, en vue du développement de l'Afrique. »

Faisons bénéficier les Africains de nos succès et évitons-leur, autant que possible, de pâtir de nos échecs. C'est uniquement dans cette intention que j'ai lancé ici devant vous, Mesdames, Messieurs, sur l'harmonie africaine compromise, cet avertissement.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Gailly.

M. Gailly. — Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser, mais je n'avais pas prévu que vous me donneriez la parole ce matin. On m'avait, en effet, laissé entendre que je ne parlerais que jeudi. Je ne dispose donc en ce moment d'aucune documentation et je me permets de vous demander de reporter, si vous le pouvez, mon intervention à une séance ultérieure.

M. le Président. — Mesdames et Messieurs, d'après la liste des orateurs, la parole est demandée presque exclusivement par des représentants socialistes. De ce fait, le débat prend une tournure un peu unilatérale. Je le regrette et je comprends fort bien, Monsieur Gailly, votre désir.

La parole est-elle encore demandée sur ce point?...

Nous poursuivrons jeudi après-midi notre discussion.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 11 h 30, est reprise à 15 h 05 sous la présidence de M. Schuman.)

PRÉSIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

M. le Président. — La séance est reprise.

4. — *Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés sur :

— les relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils des Communautés;

— la coordination des politiques extérieures des six États membres de la Communauté à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés;

— les relations entre la Communauté et les pays et territoires d'outre-mer.

J'ai reçu de M. von Brentano, ministre des affaires étrangères de la république fédérale d'Allemagne, une lettre par laquelle il s'excuse de ne pas pouvoir assister aux séances d'aujourd'hui et de demain.

L'Assemblée est appelée à discuter maintenant, dans le cadre des arrangements pris avec les Conseils, en premier lieu :

— la question des relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils des Communautés.

Cette discussion aura lieu cet après-midi. L'Assemblée dispose de trois heures et demie pour ce débat. En réservant le temps nécessaire pour les interventions de M. Pella et des représentants des exécutifs, l'Assemblée dispose encore d'environ deux heures et demie pour les interventions de ses membres.

Dix orateurs se sont inscrits sur ce point jusqu'à présent.

Je propose à l'Assemblée d'appliquer l'article 32, paragraphe 2, du règlement et de limiter le temps de parole de chaque orateur à un maximum de 20 minutes.

En faisant cette proposition, je présume que tous les orateurs n'utiliseront pas entièrement le temps de parole qui leur est accordé.

Je ferai avertir chaque orateur lorsqu'il ne lui restera plus que cinq minutes de temps de parole.

En conséquence, j'invite les orateurs à faire connaître au secrétaire général la durée exacte de leur intervention et je leur demande instamment de bien vouloir respecter cette durée, dans un esprit de courtoisie à l'égard de leurs collègues comme des membres des Conseils et des exécutifs.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

Vu le nombre élevé des orateurs inscrits pour les autres points, il est nécessaire de prévoir, dès à présent, que la séance de demain matin débutera à 9 heures.

Mesdames, Messieurs,

l'entrée en vigueur du Marché commun et de l'Euratom, le 1^{er} janvier 1958, a marqué une étape nouvelle de la construction européenne.

Désormais, l'action des institutions européennes s'étend pratiquement à tous les domaines de la vie politique, économique et sociale des peuples de la Communauté.

Les traités de Rome, comme d'ailleurs le traité instituant la C.E.C.A. — dans une structure différente, il est vrai — ont fixé les pouvoirs des diverses institutions ainsi que les modalités qui régissent leurs rapports respectifs.

L'Assemblée parlementaire européenne, succédant à l'Assemblée commune, a vu ses moyens d'action sensiblement renforcés. Elle exerce maintenant un contrôle parlementaire sur l'activité des trois Communautés, avec lesquelles elle a engagé le dialogue dès sa constitution.

Pourtant, dans l'équilibre institutionnel général, le rôle de l'Assemblée n'est pas le même suivant qu'il s'agit des nouvelles Communautés ou de la C.E.C.A. Les Commissions ont moins de pouvoirs que la Haute Autorité. Elles proposent mais, dans la plus grande majorité des cas, ce sont les Conseils de ministres qui tranchent. Or, c'est à l'égard des seules Commissions que l'Assemblée dispose de moyens d'action efficaces. Les Conseils de ministres échappent en principe à son emprise.

L'épreuve du temps et de l'action a fait apparaître que cet équilibre institutionnel constituait parfois un cadre trop rigide, et la nécessité s'est fait sentir d'une collaboration plus étroite, plus efficace aussi, entre l'Assemblée et les exécutifs, les Conseils de ministres en particulier.

A plusieurs reprises, l'Assemblée a exprimé le vœu de voir se réaliser une telle collaboration et, lorsque j'ai présenté à M. le Président des Conseils ce vœu de l'Assemblée, je dois à la vérité de dire que j'ai trouvé auprès de lui la plus grande compréhension et le désir partagé d'aboutir, au delà du cadre des institutions et en dehors des travaux habituels de l'Assemblée, par un large échange de vues, à une confrontation générale des idées sur les problèmes importants qui nous préoccupent actuellement. C'est de cette préoccupation qu'est née l'idée d'un

« colloque » annuel entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les différents exécutifs.

Cette idée n'était pas nouvelle; une expérience semblable avait été tentée par l'Assemblée commune au moment où les six États membres n'étaient unis que par le lien de la Communauté du charbon et de l'acier.

Un premier colloque a eu lieu à Rome le 8 novembre 1957. Les débats qui s'y sont déroulés ont donné l'occasion à tous les participants de discuter de façon approfondie, parfois même avec passion, en présence des personnalités politiques les plus éminentes et les plus représentatives de la Communauté, de l'orientation des efforts susceptibles de promouvoir l'intégration européenne.

Bien que l'apport de la Haute Autorité ait été de la plus haute importance, le caractère particulier de la réunion fut marqué par l'intervention active, au cours du débat, des membres du Conseil de ministres, qui jusqu'alors s'étaient tenus dans une certaine réserve vis-à-vis de l'activité parlementaire européenne.

Par la qualité de ses débats, par l'intérêt qu'il a suscité dans les milieux politiques et le rayonnement qu'il a eu dans l'opinion publique, ce premier colloque a été incontestablement un succès.

Il en sera de même, j'en suis persuadé, de celui qui nous rassemble aujourd'hui. En effet, cette rencontre de toutes les institutions de la Communauté des Six réunit les conditions essentielles pour en faire un événement politique qui peut, qui doit avoir une importance considérable pour le développement ultérieur de la politique européenne.

Son ordre du jour, arrêté d'un commun accord entre les Conseils de ministres, les Commissions exécutives et l'Assemblée, doit permettre l'examen des principaux problèmes qui se posent à nous à l'heure actuelle.

En tête de cet ordre du jour figure la question des relations entre les Conseils de ministres et l'Assemblée. Je ne surprendrai personne en indiquant que celle-ci attache une très grande importance à ce problème, qui a déjà fait l'objet d'un rapport établi, au nom de la commission des affaires politiques, par notre honorable collègue M. Janssens.

Il ne faut pas se faire d'illusion. C'est en grande partie de ces relations que dépendra le rôle réel que l'Assemblée se doit de jouer dans la mise en œuvre des communautés européennes.

Les événements politiques des derniers mois ont fait apparaître qu'il pourrait être dangereux pour la Communauté que les États membres développent, chacun de leur côté, des politiques trop individualistes. Il me suffira, pour concrétiser ma pensée, d'évoquer les négociations relatives à la zone de libre-échange et les polémiques auxquelles elles ont donné lieu...

Aussi a-t-il paru opportun de nous entretenir également du problème de la coordination des politiques extérieures des États membres de la Communauté à l'égard des pays tiers et, notamment, à l'égard des pays sous-développés.

Enfin, une large discussion est prévue concernant les relations entre la Communauté européenne d'une part et, d'autre part, les pays et territoires d'outre-mer qui, au moment de la négociation des traités de Rome, y avaient été associés et dont la structure politique est en pleine évolution.

Voilà, brièvement évoqué, l'ordre du jour de nos travaux.

Est-il nécessaire de rappeler que nos débats devront garder le caractère d'un échange de vues générales, à l'exclusion des questions de détails. Chacun des thèmes sera introduit par un exposé du président des Conseils, exposé qui sera suivi d'une discussion générale où pourront intervenir les membres de l'Assemblée, les membres des Conseils, les membres des Commissions de la C.E.E., de l'Euratom et de la Haute Autorité.

Il va de soi que, par la nature même du colloque où se trouvent engagées des institutions ayant chacune leurs responsabilités propres, aucun vote ni aucune décision ne pourront intervenir au cours des débats.

Cette rencontre doit avoir avant tout pour but de permettre une large confrontation des idées et des opinions sur quelques questions essentielles, afin de donner l'occasion à tous ceux qui y participent de tirer des conclusions utiles au moment où ils poursuivront, chacun selon son mandat propre et dans le cadre de l'institution dont il fait partie — Conseils, Commissions,

Haute Autorité — la réalisation d'une politique coordonnée qui ne peut avoir comme objectif final que la consolidation de l'unité européenne.

Avant de donner la parole à M. le président Pella, je voudrais encore qu'il me soit permis, au nom de l'Assemblée et en mon nom personnel, de lui adresser mes plus vifs remerciements pour la compréhension et l'aide que nous avons trouvées auprès de lui et du Conseil de ministres pour la réalisation de notre réunion d'aujourd'hui.

Nos remerciements vont également à M. le Président du Conseil spécial de ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, à MM. les Ministres des affaires étrangères des pays de la Communauté et à tous leurs collègues qui nous font l'honneur de participer à nos travaux.

Votre présence parmi nous, comme d'ailleurs celle de MM. les Présidents et de MM. les Membres de la Haute Autorité de la Communauté du charbon et de l'acier, des Commissions du Marché commun et de l'Euratom, est pour les populations que nous représentons comme pour nous-mêmes un précieux réconfort. Elle prouve que nous sommes sur la bonne voie et témoigne de la volonté commune de persévérer.

Lors d'un récent voyage à Rome, j'ai eu la satisfaction de mesurer, Monsieur le président Pella, combien était grand votre souci de parfaire la construction de l'Europe, combien vous tenait à cœur le projet de donner à cette construction une impulsion nouvelle.

Déjà, les formes de cette relance se précisent. J'ai la conviction intime que notre réunion d'aujourd'hui permettra d'apporter une pierre nouvelle à l'édifice commun.

(Vifs applaudissements.)

Nous allons aborder la première question à l'ordre du jour, relative aux relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres.

La parole est à M. le Président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

M. Pella, *président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Commu-*

nauté européenne de l'énergie atomique. — (I) Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous remercier tout d'abord des quelques mots rituels que vous avez prononcés et aussi des paroles si aimables que vous avez eues pour mes collègues et pour ma modeste personne.

En participant à ce colloque, nous désirons donner en notre qualité de Conseils de ministres un témoignage de notre ferme volonté de collaboration entre les différentes institutions des Communautés, de manière qu'en marchant dans le sillon du lumineux enseignement que vous nous avez prodigué, Monsieur le Président, nous puissions tous contribuer efficacement à la construction de cette Europe dont vous êtes un des plus insignes fondateurs.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je tiens à rappeler ici que le 26 juin de l'année passée, à peine quelques mois après que les traités de Rome furent entrés en vigueur, votre Assemblée votait une résolution dans laquelle elle affirmait solennellement l'importance qu'elle attachait, en vue du fonctionnement harmonieux des Communautés, à l'établissement de bonnes relations entre les institutions. Les Conseils que j'ai l'honneur de présider partagent entièrement ce point de vue; ils pensent avoir contribué dans la mesure du possible et de la façon la meilleure — car en l'occurrence le mieux n'est pas l'ennemi du bien — à l'application des dispositions qui régissent les relations entre les institutions européennes.

Mes collègues et moi-même, nous constatons avec plaisir que votre Assemblée a estimé que le moment était venu d'ouvrir un ample débat sur un aspect particulièrement marquant de ces relations : je veux dire les rapports entre l'Assemblée et les Conseils. Le débat d'aujourd'hui revêt donc une signification particulière car il nous permet de procéder à un examen des initiatives qui, depuis deux ans, ont été prises de part et d'autre en vue de créer et de développer entre nos institutions un climat de franche compréhension qui permette de résoudre le problème délicat dont nous nous occupons aujourd'hui. Je suis convaincu que le dialogue que nous allons engager permettra de préciser et, je le souhaite, d'harmoniser les idées que nous nous faisons les uns des autres ainsi que nos intentions.

Ce débat me paraît important pour une autre raison encore : c'est que, selon l'expression même de votre commission parlementaire à laquelle je me plais de me rallier de cette tribune, les relations entre l'Assemblée et les Conseils ne peuvent se développer et fructifier que sur la base d'une volonté politique et, ajouterai-je, d'une volonté de compréhension de la vocation propre à chacune de nos institutions.

Faut-il en effet rappeler l'extrême brièveté et le caractère très général des dispositions du traité sur la base desquelles doivent s'articuler les rapports de nos institutions? Le traité dit simplement que « le Conseil est entendu par l'Assemblée dans les conditions qu'il arrête dans son règlement intérieur ». Si j'y ajoute les cas, très importants d'ailleurs, dans lesquels votre Assemblée est associée, par sa consultation obligatoire, à la formation des actes des Conseils ainsi que le texte aux termes duquel l'Assemblée arrête son règlement intérieur, nous aurons fait le tour des dispositions applicables en vertu des traités. Il reste à mentionner les dispositions qui figurent dans les règlements intérieurs respectifs et qui fixent quelques modalités des rapports entre l'Assemblée et les Conseils.

Tout compte fait, cette volonté politique dont je parlais tout à l'heure constitue bien — au delà, mais non à l'encontre, des dispositions du traité — le fondement, la base véritable sur laquelle a pu s'édifier jusqu'ici la pratique réfléchie et satisfaisante de nos relations.

Le précédent que constitue le colloque parlementaire de la C.E.C.A., qui a eu lieu en novembre 1957, a été précieux pour nous comme le prouve la réunion de ce jour qui, à de nombreux égards, n'est que le prolongement du fructueux colloque de Rome. Il n'y a cependant pas de doute que la place des institutions dans la structure des traités instituant respectivement le Marché commun et l'Euratom, d'une part, et la C.E.C.A., d'autre part, et spécialement la place des Conseils, n'est pas entièrement comparable. De là, l'obligation de repenser l'ensemble des rapports que l'Assemblée et les Conseils doivent entretenir.

Aussi bien est-ce des rapports entre l'Assemblée et les Conseils de la C.E.E. et de l'Euratom

que je veux vous entretenir, laissant à mon collègue le ministre des affaires économiques du grand-duché de Luxembourg, président du Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A., le soin de traiter devant vous des rapports entre ce Conseil et votre Assemblée.

Abordant cet aspect de notre présent colloque, je me permettrai de vous faire remarquer comment nos institutions, par l'effet d'une vocation qui leur est propre, sont animées de la volonté de se comprendre mutuellement, volonté qui doit nous soutenir dans la recherche du sens et de la forme qui doivent être donnés à nos relations, une volonté dont le refus serait une trahison de l'esprit du traité.

Nos institutions, l'Assemblée et les Conseils, sont des organes de nature évidemment différente. Aux termes mêmes des dispositions institutionnelles, les Conseils et les Commissions sont appelés à coopérer dans l'accomplissement des tâches communautaires. En ce qui concerne plus particulièrement les Conseils, il leur incombe de se saisir des propositions des Commissions et de statuer à leur égard selon les modalités définies dans les traités. Dans certains cas, les Conseils sont même appelés à prendre des dispositions *motu proprio*. Ils ont en outre la compétence générale d'assurer la coordination des politiques des États membres dans les domaines d'application des traités et, notamment pour ce qui est du traité de la C.E.E., de coordonner les politiques économiques des États membres.

L'ensemble de ces diverses compétences qui, par l'effet même du traité, sont susceptibles d'évolution détermine la nature de notre institution en ce qui concerne non seulement l'exécution des prescriptions des traités, mais aussi le développement des activités des Communautés.

Il serait présomptueux de ma part d'affirmer que la méthode de travail des Conseils a toujours été la plus appropriée, la mieux adaptée à la nature de ces pouvoirs; mais je crois sincèrement que nous devons reconnaître leur volonté de concourir pleinement à l'œuvre de construction européenne. Sans doute, tout n'est-il pas encore parfait dans le mécanisme interne des Conseils, mais vous conviendrez cependant avec moi qu'en dépit des nombreuses

tâches à accomplir et des difficultés de toute nature à surmonter, des progrès réels ont été faits. Nous essayons d'autre part de développer au sein des Conseils la collaboration de tous les ministres responsables des différents secteurs économiques nationaux, non seulement afin d'assurer le respect des traités, mais surtout pour renforcer le dynamisme, la cohésion et l'efficacité de l'institution et, par là, de la Communauté tout entière.

C'est que nous sommes, Mesdames, Messieurs — vous me permettrez de le souligner d'une manière toute particulière — une institution communautaire. En vertu des règles mêmes des traités et par l'esprit qui l'anime, elle cherche à remplir de plus en plus sa fonction communautaire; c'est là le principal objectif du Conseil qui est non seulement le lieu de la présence simultanée de six ministres agissant individuellement, mais encore un organisme conçu comme un collègue au vrai sens du terme.

Au demeurant, la pratique des mois passés ne laisse aucun doute à cet égard : les Conseils sont véritablement les creusets où se forme, au travers et par le moyen d'un dépassement des positions de chacun de leurs membres, une volonté communautaire. C'est là une réalité, et sans aucun doute l'une de celle qui compte le plus pour le développement des idées qui nous sont chères.

Après cette courte digression que vous me pardonnerez, j'en reviens, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, à la confrontation que je me propose d'opérer brièvement entre nos deux institutions.

En ce qui concerne votre Assemblée, sans vouloir en décrire complètement les caractères généraux, je me permettrai de souligner, outre son rôle consultatif, ses attributions de contrôle et son action stimulatrice. Triple action, triple direction : consultation, contrôle, stimulation.

Cette tâche, cette prérogative de votre Assemblée s'exerce d'une manière particulière à l'égard des Commissions, puisque c'est sur les Commissions que porte, aux termes du traité, votre pouvoir de contrôle. Nous nous trouvons donc sur ce point en présence d'une situation qui, en l'état actuel du droit, s'impose

à notre réflexion pour des motifs dont nous connaissons tous les raisons d'être.

Le rôle essentiel que les traités ont confié à l'Assemblée, et qui trouve son fondement dans la nature même de cette institution, s'accommode mal de cette limitation. Nous savons qu'il est souvent difficile de faire la part de ce qui relève de la compétence des Commissions et de la compétence des Conseils. C'est pourquoi il est fort compréhensible que l'on se sente induit à penser moins en termes de responsabilité institutionnelle qu'en termes de responsabilité communautaire. Dès lors, il est normal que votre action tende aussi à se porter sur l'activité des Conseils qui participent également à l'activité communautaire.

Le centre de gravité des rapports entre les Conseils et votre Assemblée doit dès lors se situer en un point qui tienne compte de ces données contradictoires que sont, d'une part, la nécessité dans laquelle se trouve l'Assemblée de s'assurer une vue d'ensemble suffisante sur l'activité des Communautés, et donc des Conseils, et, d'autre part, l'obligation que l'Assemblée et les Conseils ont de respecter l'économie des traités ainsi que les règles qui y sont posées et qui déterminent d'une manière précise les attributions de chacune des institutions. C'est de cette tension entre ces deux nécessités, dont les Conseils comme votre Assemblée sont parfaitement conscients, que naît cette nécessaire volonté politique commune dont je parlais; c'est elle qui détermine à la fois le désir des Conseils d'avoir avec votre Assemblée les contacts, les liens et, dans une certaine mesure, le dialogue que vous estimez nécessaires. C'est en fin de compte cette volonté qui, vous me permettrez de le dire, délimite le cadre de cette collaboration.

Nous avons pris connaissance avec grand intérêt, Monsieur le Président, du rapport de votre commission des affaires politiques et des questions institutionnelles; nous avons remarqué qu'elle s'est préoccupée de la situation que je viens d'indiquer et qu'elle a appelé l'attention de tous les intéressés sur les éléments qui déterminent cette situation qu'elle estime n'être pas entièrement satisfaisante.

Dans ce rapport, votre commission a esquissé un certain nombre de suggestions fort intéres-

santes et animées d'un esprit constructif. Il ne nous est évidemment pas possible de prendre position dès aujourd'hui sur ces différentes suggestions, mais il me semble certain qu'elles constituent une contribution précieuse à la discussion que les Conseils entameront au sujet du développement de notre collaboration.

Dès le printemps dernier, nous avons reconnu la nécessité de cette collaboration et nous avons adressé à l'Assemblée une série de propositions. Celles-ci tiennent compte des deux idées de base qui suscitent l'intérêt des Conseils : établissement de contacts étroits entre les deux institutions et sauvegarde de l'économie générale des traités et des limites qui en résultent.

Aussi puis-je assurer l'Assemblée que les Conseils considèrent que le système actuel des rapports entre nos institutions répond à un minimum de cette collaboration que nous voulons active, franche et efficace. En mettant l'accent sur ce désir, mes collègues des Conseils espèrent fermement, comme moi-même, que l'Assemblée pourra partager ce sentiment.

Nous sommes pleinement conscients de ce que les buts que nous poursuivons ne peuvent être atteints que par une participation aussi nombreuse, aussi active et aussi régulière que possible des ministres à vos sessions. Grâce à cette participation, l'Assemblée peut connaître les avis des Conseils sur les problèmes de l'heure, exposés soit par le président en exercice, soit par les membres qu'il a choisis pour le représenter. Nous avons en outre proposé à votre Assemblée cette réunion, inspirée de ce que l'on a appelé les colloques de Rome, estimant avoir de la sorte donné une expression concrète à l'intérêt que les Conseils attachent à ce genre d'échange de vues sur les problèmes essentiels qui se posent aux Communautés. Nous pensons d'autre part que de telles réunions ont aussi le mérite, par le retentissement qu'elles ont auprès de l'opinion publique, de contribuer à l'expansion de l'idée européenne qui, d'idéal d'une élite, doit devenir toujours davantage un idéal des grandes masses.

Votre commission des affaires politiques et des questions institutionnelles a exprimé le vœu de voir les membres des Conseils participer aux réunions des commissions de l'Assemblée.

Comprenez cependant que, sauf cas exceptionnels, les Conseils aient dû renoncer bien malgré eux à envisager cette possibilité. Les obstacles de fait auxquels se heurte cette participation sont trop nombreux pour pouvoir être surmontés. Il ne nous semble donc pas possible de poser une règle rigide qui, parce qu'elle ne pourrait être observée, risquerait d'être une source de difficultés et de malentendus entre nous. Il n'en reste pas moins vrai que le Conseil persiste dans son intention d'assister aux réunions de votre Assemblée et de ses commissions; c'est là un but dont nous espérons pouvoir nous rapprocher toujours davantage et toujours mieux.

Les questions posées par les parlementaires constituent un des moyens de maintenir le contact que vous recherchez avec les Conseils. Ceux-ci ont décidé d'y répondre d'une manière aussi large que possible; ils souhaitent cependant que les membres de l'Assemblée ne leur adressent, en principe, que des questions concernant des matières dont ils ont eu l'occasion de s'occuper, ne fût-ce qu'à titre simplement préliminaire.

A propos des réponses du Conseil aux questions parlementaires, je tiens à préciser que la distinction qui a été faite parfois entre la compétence des gouvernements et celle des Conseils recouvre une réalité, non seulement de droit, mais aussi de fait; c'est une réalité dont nous devons tenir compte car elle répond à l'état présent du processus de l'intégration européenne.

Ce que je viens de dire ne doit d'ailleurs pas être interprété comme une tendance des Conseils à apprécier d'une manière restrictive l'étendue de leurs responsabilités, d'autant moins qu'il leur appartient de coordonner les actions des États membres dans les domaines d'application des traités. Bien au contraire, je puis affirmer que ces derniers attachent le plus grand prix à ce que les Conseils restent en contact avec l'Assemblée dans toute la mesure du possible, par tous les moyens appropriés, y compris au besoin par la voie de consultations fréquentes. D'autre part, les gouvernements sont bien loin de vouloir que l'Assemblée parlementaire soit laissée dans l'ignorance des actions qu'ils pourraient être amenés à entreprendre dans les domaines qui touchent de près aux activités

de nos Communautés. A cet égard, il me semble que l'on ne doit pas exclure la possibilité de contacts entre les ministres et l'Assemblée sur des questions dont les traités laissent la responsabilité aux gouvernements.

Pour attirer l'attention des Conseils et des gouvernements sur telle ou telle question à laquelle votre Assemblée attribue un intérêt particulier, elle dispose d'ailleurs d'un moyen efficace : je veux parler des résolutions que vous votez et qui sont l'un des instruments les plus adaptés à la manifestation de la volonté politique de l'Assemblée, encore qu'elles soient dépourvues de sanctions.

Dans l'état actuel, cette impossibilité d'appliquer des sanctions constitue un trait commun à toutes les formes de notre collaboration institutionnelle. C'est dire que celles-ci valent et qu'elles vaudront surtout par l'esprit dans lequel elles seront appliquées. Je me félicite à cet égard de l'atmosphère qui, me semble-t-il, s'est créée depuis quelques mois entre nos deux institutions — sauf le nuage qui a surgi à propos de l'examen du budget et qui était dû à un malentendu maintenant dissipé — et je confirme à votre Assemblée la volonté des Conseils de faire, dans le cadre désormais délimité, tout ce qui sera en leur pouvoir pour augmenter toujours davantage l'efficacité et la qualité de cette collaboration.

Les relations établies entre nos deux institutions sur la base de notre volonté politique ne sont d'ailleurs pas immuables et pourraient être modifiées, si la nécessité s'en faisait sentir, dans un sens qui ne saurait être que celui d'une collaboration encore plus étroite. Les Conseils estiment avec votre commission qu'elles devraient s'adapter à l'évolution générale des rapports politiques dans l'aire des Communautés. Mais ils ne pensent pas — et je crois pouvoir l'affirmer, d'accord avec votre commission — que le moment soit déjà venu de bouleverser ce qui vient à peine de naître.

Sans doute, l'équilibre institutionnel et fonctionnel des Communautés tel qu'il résulte des traités n'est-il pas parfait. Peut-être devrait-il être revu dans tel ou tel de ses aspects, mais il est bon de se rappeler qu'il s'agit d'un ensemble de règles dont les divers éléments se conditionnent les uns les autres, ayant fait l'objet

de négociations délicates et qu'il serait dangereux de remettre en cause maintenant.

Laissons donc les mécanismes communautaires se développer, l'expérience prendre corps, dans la perspective d'en tirer les enseignements précieux qui ne manqueront pas de se dégager.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous ai montré quelle était la pensée des Conseils sur les différents aspects des relations qui doivent être nouées entre nos deux institutions. J'espère avoir été clair, j'espère ne pas vous avoir déçus. Je crois avoir réussi à vous faire comprendre que la volonté des Conseils de maintenir et de renforcer l'esprit de compréhension et de collaboration entre nos deux institutions est égale à celle de votre Assemblée. Je suis certain que nos deux volontés ajoutées l'une à l'autre sont, en définitive et malgré les imperfections et les lacunes des textes que nous appliquons, le plus sûr garant d'une construction efficace, sinon pleinement harmonieuse, des rapports entre l'Assemblée et les Conseils.

Tout en me réservant, pour le cas où vous le désireriez, de reprendre la parole à la fin de ce débat sur ce sujet, je me permets de conclure, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, en affirmant que je suis entièrement convaincu que les institutions de la Communauté sauront mener à bonne fin l'œuvre qui leur est demandée, précisément parce que notre volonté politique est à la mesure des espoirs que les peuples de nos États ont mis en elles. Et votre présence, Monsieur le Président, à ce poste prestigieux est pour nous à la fois une prière et un ordre : ordre et prière de persévérer.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. de Pous, membre du Conseil spécial de ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

M. de Pous, *membre du Conseil spécial de ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.* — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est avec un plaisir particulier que je prends aujourd'hui, pour la première fois, la parole devant votre Assemblée en cette réunion solennelle. Avec

un plaisir particulier, dis-je, mais pourtant avec des sentiments mêlés, car c'est à cause de la maladie de M. Elvinger, président en exercice du Conseil spécial de ministres, que cet honneur m'est échu.

Ce matin encore, M. Elvinger espérait pouvoir vous adresser la parole. C'est sur le conseil de son médecin qu'il a décidé de s'en abstenir, ce qui fait que j'ai maintenant le privilège de vous parler.

Qu'il me soit permis d'exprimer tout d'abord la satisfaction que donne au Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A. la possibilité qui lui est offerte pour la seconde fois de participer à un échange de vues avec l'Assemblée parlementaire européenne.

Il m'est agréable de vous rappeler que l'idée du premier colloque avait germé en été 1957, au lendemain d'un échange de vues entre votre Assemblée et le ministre qui, à cette époque, présidait le Conseil. Vous n'avez certainement pas oublié comment le Conseil a accueilli cette intéressante suggestion, laquelle était née du désir de parvenir à une compréhension réciproque et de la nécessité de s'informer mutuellement.

Vous n'avez certainement pas non plus oublié le succès que cette initiative a remporté, tant en ce qui concerne les réalisations pratiques que pour ce qui est de l'écho que l'échange de vues a suscité dans le grand public.

Le Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A. m'a chargé de parler, parmi les trois sujets que vous avez proposés aux Conseils pour notre présent colloque, de l'état des relations entre nos deux institutions.

A ce sujet, M. Pella vient de dire quelle est la manière de voir des Conseils de la C.E.E. et de l'Euratom. Il a rappelé que les propositions qui avaient été faites l'année dernière par ces Conseils forment une base pragmatique sur laquelle, grâce à l'esprit qui anime ces deux institutions, les relations entre l'Assemblée et les Conseils peuvent être assises.

Le Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A. partage entièrement cette façon de voir. Nous avons toujours pensé que cet esprit, de même que la volonté politique qui va de pair avec lui, doivent constituer des facteurs décisifs

pour nos relations, lesquelles s'appuient d'ailleurs sur une expérience de plus de huit ans, puisque votre Assemblée parlementaire a pris la succession de l'Assemblée commune.

Je suis heureux de pouvoir rappeler que l'Assemblée commune a été le parlement de la première des Communautés européennes et qu'elle a rempli sa tâche de façon efficace et digne, renouant avec le développement historique de l'Europe comme un des piliers les plus importants du travail constructeur auquel nous sommes tous associés. Je crois que nos peuples et nos gouvernements n'oublieront jamais la précieuse contribution que par leurs idées et leur autorité des hommes comme MM. Spaak, De Gasperi, Pella, Furler et Schuman ont apportée à notre œuvre en leur qualité de présidents de l'Assemblée.

Vous savez que le travail du Conseil spécial de ministres tend à harmoniser l'action des gouvernements qui sont responsables de la politique économique générale de leur pays avec celle de la Haute Autorité, laquelle a pour tâche de garantir que les objectifs du traité puissent être atteints. A cet effet, Haute Autorité et Conseils échangent des informations et se consultent, demeurant constamment en contact étroit l'une avec l'autre.

Je vous ai dit que le traité charge la Haute Autorité de veiller à ce que les objectifs communs soient atteints.

La Haute Autorité est une institution dont le rôle est d'ordre général et dont l'activité est soumise uniquement au contrôle de votre Assemblée. Aussi la structure de notre traité est-elle conçue de telle sorte que nos institutions occupent une place différente de celle qui est faite aux institutions des nouvelles Communautés; or, cette structure joue un rôle déterminant pour ce qui est des relations entre votre Assemblée et le Conseil spécial de ministres.

Ces relations peuvent prendre des formes diverses. La plus importante nous semble être la participation de membres du Conseil à vos sessions. Mes collègues et moi-même, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assister aussi fréquemment que possible à vos débats.

Je n'ignore pas quels sont vos désirs à cet égard et je crois savoir que votre Assemblée a constaté qu'au cours de ces dernières années la participation des ministres a été plus active que jadis, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne puisse pas devenir plus étroite encore.

Le Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A. a d'ailleurs appris avec satisfaction que vous vous proposez de concentrer sur une ou deux journées les débats auxquels l'Assemblée souhaite que des membres du Conseil assistent.

Un colloque comme celui auquel nous participons aujourd'hui avec plaisir constitue une autre forme des contacts entre l'Assemblée parlementaire et l'institution que je représente. L'intérêt dont le Conseil témoigne pour ces débats montre suffisamment tout le prix qu'il faut y attacher.

Par le moyen des résolutions qui sont régulièrement inscrites à l'ordre du jour des sessions du Conseil qui suivent les vôtres, vous nous fournissez également l'occasion de fixer plus particulièrement notre attention sur les problèmes à propos desquels vous avez cru nécessaire de donner votre avis.

En ce qui concerne les questions écrites et orales posées par les membres de votre Assemblée, vous avez certainement remarqué que nous avons toujours cherché à y répondre. Vous me permettrez cependant de faire remarquer que certaines de ces questions portaient sur des thèmes qui relèvent de la compétence exclusive des gouvernements des États membres. Vous comprendrez certainement la difficulté devant laquelle se trouve le Conseil en tant qu'institution de la Communauté, quand on lui demande de répondre à des questions qui échappent à sa compétence.

Dans son intervention, M. Pella n'a pas manqué de parler aussi de cet aspect particulier de nos relations; c'est pourquoi je me bornerai à vous faire observer que, malgré les apparences, la distinction n'est pas seulement juridique : elle se fonde essentiellement sur une différence entre les compétences et les responsabilités. Si vous me le permettez, je me ferai un peu plus explicite dans ma démonstration.

Vous vous rappelez sans doute que votre commission de la sécurité, de l'hygiène du

travail et de la protection sanitaire a demandé de pouvoir faire quelques remarques au Conseil en ce qui concerne l'application des règles qui avaient été fixées par la Conférence intergouvernementale sur la sécurité dans les mines de houille.

Or, toutes les décisions qui ont été prises à la suite de cette conférence l'ont été par les gouvernements des États membres et non pas par le Conseil; en effet, comme en matière de législation sur la sécurité dans les mines de houille, la compétence appartient à chacun des gouvernements et que ceux-ci en doivent répondre devant leurs parlements respectifs — dans la république fédérale d'Allemagne, ils sont au surplus responsables devant les parlements des Länder — les décisions sur la sécurité dans les mines ne pouvaient en l'absence d'une réglementation par le traité être prises que par les gouvernements.

Comme institution de la Communauté, le Conseil était donc bel et bien tenu de se déclarer incompétent en l'occurrence.

Conscients de ces difficultés, mais désireux de faire connaître leur volonté de collaborer avec l'Assemblée parlementaire, les ministres ont répondu à une nouvelle sollicitation de votre commission et, pour accéder à son désir, ils ont proposé un entretien officiel entre les représentants des gouvernements des États membres et un représentant de votre commission. Cette rencontre a eu lieu il y a peu de temps et je crois que nous pouvons tous nous en montrer satisfaits.

Voilà qui doit vous permettre de conclure que le Conseil ne cherche pas à se retrancher arbitrairement derrière ce *distinguo*. Ce cas vous montre qu'il a été possible d'établir un contact utile à propos de l'importante question sur laquelle vous aviez attiré notre attention.

En organisant des rencontres de cette sorte, l'Assemblée parlementaire et le Conseil spécial des ministres de la C.E.C.A. doivent surtout chercher à faciliter l'accomplissement des tâches qui concernent la Communauté. Des rencontres de cette sorte contribuent à nous faire atteindre les buts vers lesquels nous cheminons et à assurer le développement harmonieux de toutes les institutions.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, voilà les quelques réflexions qu'au moment où s'ouvre notre présent débat je tenais à vous soumettre au nom du Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A.

Tout comme dans le passé, le Conseil entend utiliser les possibilités qui lui sont offertes afin de consolider notre coopération pour le bien de notre Communauté.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Janssens, rapporteur de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles.

M. Janssens, *rapporteur de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles.* — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ma qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles me vaut, sans doute, l'honneur et le redoutable privilège de prendre la parole immédiatement après M. le président Pella et après M. le ministre de Pous pour introduire, en quelque sorte, le débat sur le premier point qui figure à l'ordre du jour de ce colloque.

Ici, je m'arrête immédiatement et je vous demande la permission d'ouvrir une parenthèse pour vous signaler que les membres de la commission des affaires politiques, dans leur souci de la forme et du purisme, ont unanimement souhaité que ce mot « colloque », qui est déjà entré dans la terminologie courante et semble avoir fait fortune, soit remplacé par une expression plus conforme et mieux adaptée à l'objet même de la réunion spéciale qui se tient aujourd'hui pour la première fois entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des trois Communautés européennes.

Ceci dit, je pense être l'interprète de tous les membres de cette Assemblée en me réjouissant très sincèrement de ce que les Conseils de ministres aient eux-mêmes proposé d'organiser annuellement cet échange de vues sur le modèle de celui qui avait eu lieu à Rome en novembre 1957.

Déjà dans le passé — on vous l'a rappelé — l'Assemblée commune de la C.E.C.A. avait manifesté à diverses reprises l'intérêt politique,

la volonté politique qu'elle attachait à l'établissement d'une collaboration plus étroite, plus confiante et plus efficace entre les représentants des six gouvernements et ceux des peuples réunis dans la Communauté. Je vous rappelle, à cet égard, que l'article 23 du traité de la C.E.C.A. dispose que les membres des Conseils peuvent assister à toutes les séances de l'Assemblée et y être entendus sur leur demande, ce qui faisait dire à M. le chancelier Adenauer que, dès la constitution, en 1952, de l'Assemblée commune, les Conseils de ministres devaient être considérés comme étant « organiquement intégrés dans la Communauté super-nationale qui venait d'être créée ».

Partant de ce principe, l'Assemblée commune a toujours voulu collaborer avec les membres des Conseils de ministres et elle a toujours souhaité que ceux-ci viennent lui exposer leurs intentions, leurs projets et même leurs décisions.

Les ministres ont souvent répondu à ce désir. En mai 1956, M. Jean Rey, qui était alors membre du Conseil, déclarait à l'Assemblée : « Si j'ai demandé à intervenir brièvement dans ce débat, c'est que, vous le savez, le traité associe les ministres des affaires économiques aux travaux de l'Assemblée commune comme à ceux de la Communauté elle-même. »

L'année suivante, M. Rey, devenu président en exercice du Conseil, confirmait ce point de vue en réaffirmant l'intérêt que les ministres devaient, d'après lui, porter aux discussions de l'Assemblée, à ses avis, à ses résolutions.

Une sorte de droit coutumier s'est ainsi progressivement élaboré sous la forme de relations assez suivies entre l'Assemblée et le Conseil de ministres sans, toutefois, que s'établisse entre ces deux organes de la Communauté une collaboration réellement fructueuse et efficace.

Nous en arrivons ainsi à ce colloque de Rome de novembre 1957 où, après avoir entendu le bilan de cinq années d'activité de la C.E.C.A., tous les participants ont manifesté le désir d'entendre les ministres exposer franchement les difficultés et les obstacles qui avaient, durant cette période, retardé ou entravé la recherche de solutions communes. Et c'est M. René Pleven qui déclarait : « Le Conseil de ministres devrait toujours être présent, au moins par quelques-uns de ses membres, lorsque l'Assemblée commune,

élargie, sera devenue une Assemblée unique chargée du contrôle parlementaire des institutions européennes. »

Nous savons par expérience, Monsieur le Président, que la création de deux nouvelles Communautés européennes a donné à cette prédiction un caractère d'urgente nécessité. Dès le début de ses activités, l'Assemblée parlementaire européenne s'est préoccupée d'établir et de préciser la répartition des pouvoirs, des compétences, des attributions entre les divers organes et institutions qui composent les trois Communautés, et je vous rappelle qu'à la suite d'un premier rapport, dont j'avais eu l'honneur d'être chargé, l'Assemblée a adopté, le 27 juin 1958, une résolution aux termes de laquelle elle invitait sa commission des affaires politiques et des questions institutionnelles à « suivre attentivement le développement et l'évolution des relations entre les différentes institutions communautaires et à faire connaître, sous forme de rapport à l'Assemblée, les suggestions qu'elle juge opportunes ».

Je pense qu'il est inutile d'insister longuement sur l'intérêt politique de cette résolution dont l'exposé des motifs rappelait, notamment, que la coordination des trois Communautés et le problème des relations inter-institutionnelles étaient d'une importance capitale pour l'avenir de l'unité européenne.

L'objet précis de l'échange de vues auquel nous avons tous l'occasion de participer m'oblige évidemment à limiter mon exposé au développement et à l'évolution des relations qui se sont établies depuis un an et demi entre les Conseils de ministres et l'Assemblée parlementaire. A cet égard, une première constatation doit être faite, c'est que les traités de Rome ne sont guère plus explicites que celui de la C.E.C.A. sur la nature, l'étendue et la forme de ces relations.

Je vous rappelle que le traité de la C.E.C.A., dans son article 23, se bornait à dire que « les membres du Conseil peuvent assister à toutes les séances de l'Assemblée et y être entendus sur leur demande ».

Le traité de la C.E.E. est conçu différemment puisqu'il dispose que « le Conseil est entendu par l'Assemblée ».

Il y a là une nuance apparemment peu importante, mais qui semble tout de même impliquer

une certaine obligation, fût-ce morale, pour les ministres d'assister et de participer aux débats de l'Assemblée.

D'ailleurs, les traités de Rome prévoient, expressément cette fois, que les Conseils consultent l'Assemblée sur un certain nombre de décisions très importantes.

Dès lors, il est naturel que l'Assemblée parlementaire européenne, suivant la voie qui lui a été tracée par l'Assemblée commune, ait commencé par affirmer cette volonté politique de suppléer dans toute la mesure du possible aux lacunes et aux obscurités des textes. C'est ainsi qu'elle a pu, sans enfreindre la lettre des traités, mais en s'inspirant fidèlement de leur esprit, insérer dans son règlement certaines dispositions qu'elle a jugées conformes à ses attributions et qui visent, notamment, le droit de poser des questions aux ministres et de leur adresser des résolutions.

Il n'entre évidemment pas dans ma mission de rapporteur de rechercher, en dehors ou au delà des traités, les améliorations, les modifications qui pourraient ou devraient être apportées à la structure institutionnelle des Communautés européennes. Ma tâche, vous le comprendrez, est infiniment plus modeste et plus limitée.

Dans l'immédiat, et sous réserve de l'évolution qui se poursuivra inévitablement sous l'influence et la pression des événements politiques, ma mission consiste uniquement à rechercher si les relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils se développent d'une façon satisfaisante ou s'il faut, au contraire, essayer de corriger ou d'améliorer les méthodes qui sont actuellement appliquées.

Nous pouvons, à cet égard, enregistrer avec satisfaction le fait que les Conseils ont examiné l'ensemble des problèmes qui concernent leur collaboration avec l'Assemblée et nous avons entendu, à ce sujet, les explications de M. le président Pella.

Nous constatons également avec satisfaction que les ministres ont, d'une manière générale, répondu aux questions écrites qui leur étaient posées par les parlementaires conformément au règlement de l'Assemblée et qu'ils ont tenu compte, dans l'ensemble, du vœu fréquem-

ment exprimé par l'Assemblée de voir les ministres assister régulièrement aux débats.

Cependant, Mesdames, Messieurs, permettez-moi tout de même de vous rappeler qu'il y a quelques jours, nous avons eu la profonde déception de constater qu'aucun ministre n'était présent à la discussion du budget, pour 1960, de la Communauté économique et de l'Euratom, ce qui a suscité des observations et des critiques de la part de nombreux membres de l'Assemblée, notamment de la part du président et du rapporteur de la commission du budget.

Nous avons éprouvé une autre déception, celle de constater que, sauf cas exceptionnel, comme vous l'a rappelé M. le président Pella, les ministres refusent d'assister aux réunions des commissions parlementaires.

Nous sommes les premiers à reconnaître que, pour des raisons d'ordre pratique, les ministres se heurtent souvent à des difficultés, parfois même à l'impossibilité de se rendre à ces réunions de commission. Mais ce qui est plus difficilement admissible pour les membres de l'Assemblée, c'est que les Conseils de ministres en fassent en quelque sorte une question de principe en se fondant sur des raisons d'ordre juridique dont la pertinence et le fondement sont parfois discutables.

On vous a parlé de la demande d'entretien formulée en janvier 1959 par la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire, concernant le problème de la sécurité dans les mines de houille. Vous savez que cette demande a d'abord été purement et simplement rejetée par le Conseil de la C.E.C.A. pour le seul motif — je serais presque tenté de dire que c'était un prétexte — que le problème litigieux était de la compétence exclusive des gouvernements des États membres.

Il arrive ainsi — excusez ma brutalité — que, pour éluder une question posée par un parlementaire, les Conseils opèrent cette même distinction entre les matières qui relèvent de la compétence du Conseil en tant qu'institution des Communautés et celles que les traités réservent aux gouvernements nationaux. Dans ce cas, la réponse est invariablement la même : « La question posée par l'honorable membre relève de la compétence des gouvernements des États membres. »

Du point de vue politique, il est regrettable que les ministres aient trop souvent recours à ces réponses dilatoires et il est permis d'espérer — c'est le vœu que je formule — que, dans l'avenir, ils ne s'abritent plus derrière ces distinctions subtiles et ce formalisme excessif.

Vous savez que les ministres demandent aussi que les questions parlementaires, tant écrites qu'orales, ne portent que sur des matières pour lesquelles une décision a déjà été prise. Les membres de l'Assemblée seraient, je pense, très curieux de connaître les véritables motifs de cette exigence, qui est peut-être juridiquement plausible, mais qui, du point de vue politique, je le répète, est évidemment regrettable.

Cette exigence écarte, en effet, une possibilité à laquelle nous autres, membres de l'Assemblée, attachons beaucoup de prix : celle d'expliquer les raisons pour lesquelles une décision n'a pas été prise, car s'il est parfois intéressant de connaître les raisons pour lesquelles telle ou telle décision a été prise, il l'est peut-être encore plus, dans certains cas, de savoir pourquoi les Conseils n'ont pas pris de décision.

Dans tous les cas, cette réponse des Conseils à l'Assemblée est de nature à réduire considérablement le rôle politique de celle-ci.

Incidemment, la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles a cru devoir formuler la même observation en ce qui concerne le caractère secret des délibérations des Conseils de ministres. Les traités étant muets sur ce point comme sur beaucoup d'autres, on ne voit pas pourquoi les débats — et à plus forte raison les votes — des Conseils ne seraient pas rendus publics. Cette publicité aurait pour effet d'améliorer le fonctionnement des institutions européennes en faisant connaître non seulement aux Parlements nationaux, mais également à l'opinion publique des six pays, les conditions dans lesquelles des décisions parfois très importantes ont été prises par les Conseils.

Il reste encore un point sur lequel les Conseils n'ont pas donné leur opinion. C'est la procédure qu'il convient de suivre dans les cas où la consultation de l'Assemblée est expressément prévue par les traités. A cet égard, la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles estime que les commissions exécutives

devraient informer l'Assemblée des propositions qu'elles comptent présenter aux Conseils de ministres, au même titre qu'elles l'informent de leur activité dans les autres domaines. Ces propositions seraient alors transmises à la commission parlementaire compétente qui pourrait utilement les discuter et faire connaître éventuellement ses suggestions.

Il y aurait là une sorte de travail parlementaire préparatoire qui pourrait être très fructueux et qui serait, d'ailleurs, conforme à l'exercice normal du contrôle parlementaire, étant bien entendu que, lorsque les propositions des commissions exécutives ont été arrêtées et transmises au Conseil, c'est alors le Conseil qui doit consulter l'Assemblée.

L'Assemblée — en tout cas la commission des affaires politiques — estime que cette procédure de consultation devrait être étendue à tous les cas qui ne sont pas expressément prévus par les traités comme, par exemple, toutes les questions qui concernent l'association des pays et territoires d'outre-mer. Je pourrais citer encore d'autres exemples de questions très importantes dans lesquelles il serait au moins normal que l'Assemblée fût consultée par les Conseils de ministres.

Nous avons d'ailleurs un précédent : la question du siège unique des Communautés européennes. Là aussi, je crois que, dans l'intérêt d'une franche et loyale collaboration, les Conseils ne doivent pas s'attacher trop rigoureusement à la lettre des traités, mais accepter de bonne grâce le principe qu'aucune décision importante ne puisse être prise sans consultation de l'Assemblée.

Ma conclusion est la suivante : le rapport que la commission des affaires politiques m'a chargé de présenter sur la coordination des diverses institutions européennes est bien plus qu'un simple bilan des activités et du fonctionnement des trois communautés. L'étude de la répartition des pouvoirs, des attributions et des compétences des divers organes communautaires varie suivant qu'elle s'en tient à la stricte application des textes des traités ou qu'elle subit l'évolution coutumière à laquelle elle est inévitablement soumise sous l'influence et la pression des événements politiques.

Dès lors, pourquoi vous dissimulerais-je que la volonté de l'Assemblée est dès à présent de

se diriger hardiment vers une extension de ses attributions politiques et qu'il s'agit de mener l'Assemblée ou de la ramener dans la voie qui lui a été tracée, non seulement par les traités de Rome, mais aussi par l'évolution de ce droit coutumier, c'est-à-dire qu'il est indispensable de lui donner ce caractère essentiel d'un organisme appelé à délibérer valablement sur tous les principaux problèmes de la politique européenne?

Je ne puis mieux faire, pour conclure, que reprendre les paroles que M. le président Pella prononçait lui-même tout récemment à la Chambre des députés de Rome : « L'Europe doit être effectivement présente dans le grand concert international. Cela ne sera possible que si l'Europe est intégrée économiquement, mais aussi politiquement. »

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Santero.

M. Santero. — (I) Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Messieurs les Membres des exécutifs des Communautés, mes chers collègues, en lisant la lettre que le président du Conseil de ministres, M. Pella, a adressée en octobre au président de notre Assemblée, j'ai été frappé par une phrase dans laquelle il exprimait le désir qu'au cours de cet échange de vues les membres du Conseil ne soient pas considérés par notre Assemblée comme des interpellés.

Cela veut dire que M. le président Pella avait la crainte, peut-être justifiée, qu'une partie au moins de notre Assemblée ne considérât les ministres comme des inculpés.

Je suis fort éloigné de les considérer comme tels et je pense que l'Assemblée est du même avis. Je m'acquitte donc du devoir de les remercier d'avoir accepté de se rencontrer avec nous — une rencontre qui n'est pas prévue par les traités — et j'espère que cette concession sera suivie d'autres concessions encore plus courageuses. Si donc je vais me permettre de faire quelques observations à MM. les Ministres, d'adresser quelques questions aux ministres membres des Conseils, je les prie de considérer que ces observations et ces questions sont

dictées par un esprit de collaboration sincère et de confiance cordiale que je crois réciproque.

Monsieur le Président, les Communautés européennes sont des organisations *sui generis*, si bien que leur fonctionnement ne saurait être calqué sur celui d'autres organisations déjà existantes. Nous devons remédier aux imperfections, aux insuffisances qui se manifestent nécessairement, et nous devons le faire à la lumière de notre expérience et dans l'esprit de collaboration qui doit animer toutes les personnes qui travaillent pour unir nos pays.

Je suis heureux de reconnaître que le Conseil a fait un pas important dans cette direction lorsqu'il a proposé l'établissement de relations plus étroites avec notre Assemblée, en acceptant de répondre aux questions, en proposant ces rencontres annuelles et en assistant aux débats de notre Assemblée.

Pour ce qui est des questions, je me permets de faire remarquer, même si le rapporteur l'a déjà souligné dans son discours, que la manière dont le Conseil entend limiter les sujets sur lesquels porteront nos questions réduit l'efficacité de celles-ci en tant que moyen de contrôle et de stimulant, encore que M. le président Pella se soit exprimé aujourd'hui d'une manière quelque peu différente, moins limitative, que dans sa lettre dans laquelle il disait que nos questions ne devraient porter que sur les secteurs sur lesquels le Conseil avait déjà pris des décisions.

En effet, le parlementaire a besoin de connaître aussi les motifs pour lesquels telle ou telle chose n'a pas été faite, les motifs pour lesquels des décisions n'ont pas été prises.

Monsieur le président Pella, vous savez aussi bien que moi que le péché par omission est le péché le plus fréquent, le plus facile à commettre et que c'est précisément celui qui peut nous immobiliser et ralentir beaucoup le progrès de la construction d'une nouvelle Europe, démocratique et sociale.

A ce propos, je me permettrai, Monsieur le Président, d'adresser une première question à MM. les Membres du Conseil. Nous savons que MM. les Ministres se réunissent parfois en qualité de représentants de leurs gouvernements respectifs pour prendre des décisions en des

domaines où la compétence est réservée directement aux gouvernements; dans ce cas, chaque ministre est directement responsable de sa conduite devant son propre gouvernement et son propre parlement. Mais il y a les cas, plus nombreux, dans lesquels les ministres se réunissent en Conseil de ministres des Communautés.

Je prie MM. les Ministres de me dire, nonobstant l'exposé très clair que M. le président Pella vient de nous faire, si dans ce second cas ils estiment réellement devoir se comporter autrement que dans le premier, c'est-à-dire que dans ce second cas ils pensent ne pas être directement responsables de leur conduite devant leur propre gouvernement, devant leur propre parlement, mais assumer une responsabilité collective envers la Communauté. S'il en est ainsi, je me demande envers quels organes ils assument cette responsabilité et, si c'est envers l'Assemblée, dans quelle mesure ils le font.

Il est vrai que M. le président Pella nous a dit tout à l'heure que le Conseil agit toujours davantage en tant qu'organe collégial. Mais il me semble cependant qu'il subsiste encore un peu d'obscurité, sinon de confusion.

En effet, si nous songeons au contrôle de nos parlements nationaux, le contrôle exercé par ceux-ci sur l'activité des Conseils de ministres des Communautés est très relatif, parce que les membres des parlements ne sont pas directement renseignés sur cette activité et aussi parce que la presse quotidienne ne donne que des informations très succinctes à ce sujet et que les parlementaires se préoccupent bien davantage des problèmes qui les intéressent de plus près.

Monsieur le Président, je poserai une autre question à MM. les Membres du Conseil. Je voudrais savoir, à propos de l'extension nécessaire des pouvoirs de l'Assemblée, s'ils estiment possible et opportun d'étendre les pouvoirs de l'Assemblée en partageant avec celle-ci la responsabilité des décisions qui incombent actuellement au Conseil seul. En d'autres termes, je voudrais connaître leur avis autorisé sur l'opportunité d'étendre, par exemple, comme l'a si bien dit le rapporteur, le champ des compétences et des consultations, d'arriver à des consultations plus fréquentes, de donner à l'Assemblée

la possibilité — pour citer un cas — de juger le motif pour lequel le Conseil n'a pas cru devoir tenir compte, en tout ou en partie, d'un avis exprimé par l'Assemblée. Pareille manière de faire permettrait d'obtenir que dans un certain nombre de cas l'Assemblée exprime des avis non seulement obligatoires, mais encore conformes, c'est-à-dire comportant décision.

Ce serait là, Monsieur le Président, un moyen entre autres d'étendre les pouvoirs de l'Assemblée, ne fût-ce même que progressivement. J'en appelle encore à la sagesse des membres du Conseil et je me demande s'ils n'estiment pas plus opportun, plus utile et aussi plus logique d'étendre parallèlement les pouvoirs des Commissions des Communautés, ce qui revient au même que d'étendre les pouvoirs de l'Assemblée. En effet, nous savons tous, et sur ce point je crois que nous sommes d'accord, que les pouvoirs d'une assemblée parlementaire démocratique sont directement proportionnels aux pouvoirs des organes exécutifs contrôlés par cette assemblée. Du moment qu'en vertu des règles du traité les membres de l'Assemblée sont chargés de contrôler l'activité des Commissions, il s'ensuit manifestement qu'en étendant les pouvoirs des Commissions on étendrait aussi ceux de l'Assemblée.

Monsieur le Président, une considération d'ordre général va me conduire à la conclusion. Je pense en effet que l'action de MM. les Ministres et de MM. les Membres des Commissions, l'action de l'Assemblée, l'action de nous tous en somme, y compris des membres des gouvernements nationaux, dépend principalement de la réponse à une question fondamentale. La voici : Sommes-nous vraiment convaincus que l'objectif que nous déclarons viser, la Communauté politique européenne, puisse être atteint à plus ou moins brève échéance, par exemple dans un délai n'excédant pas la durée de la période transitoire de la Communauté économique européenne ? Ou bien sommes-nous au contraire convaincus de ne pouvoir atteindre cet objectif qu'à beaucoup plus longue échéance ? Autrement dit, sommes-nous vraiment convaincus de la nécessité de faire vite pour assurer à nos peuples le bénéfice du progrès scientifique, économique et social ? Sommes-nous vraiment convaincus, Monsieur le Président, de la nécessité que nos nations unies

puissent contribuer efficacement à la solution des problèmes mondiaux tels que celui de la paix, de l'aide aux pays en voie de développement et de tant d'autres, ou bien voulons-nous rester des nations divisées et par suite continuer à jouer le rôle d'observateurs plus ou moins utiles ?

Il me semble, Monsieur le Président, que seule une réponse positive à ces questions essentielles peut fonder notre obligation logique de travailler efficacement en vue d'atteindre nos objectifs communs.

C'est pourquoi je me permets de conclure, avec tout le respect dû aux ministres, en leur posant une dernière question. Au cours de leurs réunions au sein du Conseil, ont-ils déjà discuté cette question fondamentale ? Quelle réponse lui ont-ils donnée ?

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Van der Goes van Naters.

M. Van der Goes van Naters. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, de l'avis du groupe socialiste, il faut que l'Assemblée et le Conseil tiennent un plus grand compte, à l'avenir, de leur existence réciproque. Je crois que c'est aussi le sens du discours de M. le président Pella, et nous l'en remercions.

Ce n'est pas là, pourtant, le seul problème institutionnel qui doive être réglé. Ultérieurement, notre commission politique étudiera les relations entre les Commissions et les Conseils, problème qui, lui aussi, même après la lettre fort intéressante que M. Couve de Murville a bien voulu nous adresser le 4 mai écoulé, reste brûlant.

Le budget assez gonflé du Conseil — plus de la moitié de celui de la Commission, alors qu'une partie des frais est encore supportée par les gouvernements nationaux — laisse subsister le danger que le Comité des représentants permanents ne devienne une Commission européenne fantôme.

Tous ces problèmes ne sont pas encore résolus et nous y reviendrons.

Les relations entre l'Assemblée et les Conseils, peuvent être réglées, j'en suis sûr, d'une

manière satisfaisante. Vous n'êtes pas responsable devant nous et il ne faut pas créer cette illusion... ou ce cauchemar; mais l'article 140 du traité, l'article 44 de notre règlement intérieur, que vous avez bien voulu appliquer, règlent le principe de nos rapports. Vingt-deux articles du traité instituant le Marché commun, onze de l'Euratom, apportent la preuve du bien-fondé d'une bonne procédure de consultation de l'Assemblée. Donc le rapport direct existe entre Assemblée et Conseils.

L'excellent rapport de M. Janssens précise des méthodes efficaces pour sa mise en œuvre, et je ne veux insister que sur deux points.

D'abord, il ne faut pas que les Conseils se retranchent derrière les États membres. M. le président Pella vient d'évoquer ce problème. Il m'est arrivé — je prends là un exemple — de poser au Conseil une question sur l'association éventuelle de la Tunisie. Il m'a été répondu : Nous avons transmis votre question aux États membres; ce sont les gouvernements qui doivent décider.

On a pensé, évidemment, à la déclaration d'intention annexée au traité, qui évoque l'initiative des gouvernements en cette matière. Mais l'article 238 dispose que la Communauté est compétente pour conclure des accords d'association. Or, c'est précisément le Conseil qui conclut ces accords.

Enfin, le Conseil a toujours une compétence générale — M. le président Pella vient de le confirmer — pour assurer la coordination des politiques des États membres et aussi le rapprochement des législations. Il exerce donc une tutelle sur les États membres en tant qu'ils sont exécuteurs des traités de Rome. Le moins qu'on pourrait exiger, c'est que le Conseil se mette au courant de cette exécution par les pays membres et qu'il nous informe, ce qui n'a pas été fait.

Le Conseil est-il disposé, le temps de rodage terminé, à jouer ce rôle? Une réponse nette nous réjouirait.

Enfin, il faut reconnaître à l'Assemblée son rôle d'arbitrage dans les grands problèmes concernant la Communauté et dont s'occupe le Conseil. Voici une phrase fort pertinente d'une autorité dans ce domaine : « Lorsque les ministres ne s'entendent pas, l'instance de recours

est l'Assemblée dont l'impulsion politique est déterminante. »

L'auteur de cette phrase, écrite en 1956, est M. Pierre Wigny, membre du Conseil. Je voudrais bien savoir si ses collègues partagent son opinion.

Monsieur le Président, à l'ordre du jour figurent également le problème des territoires d'outre-mer associés ou à associer ainsi que la coordination de la politique extérieure.

Je crois que d'autres orateurs traiteront cette question au fond. Quant à moi, je m'occuperai uniquement du côté institutionnel.

L'association des territoires d'outre-mer est à la base du traité, ne l'oublions pas, même si on ne l'a considérée, au début, que comme un pis-aller. Je me souviens, Monsieur le Président, de l'incident survenu au cours de la séance du 11 mai 1956. M. Spaak nous avait alors expliqué pour la première fois la philosophie des nouveaux traités et, à un moment donné, il a posé cette question à M. Debré, membre de l'Assemblée : « Est-ce que je vous comprends bien lorsque vous affirmez que vous deviendrez partisan du marché commun si l'Europe prenait l'engagement de faire un grand effort d'investissement dans certains territoires d'outre-mer français? Allez-vous me répondre : oui? » — M. Debré : « Oui ».

Depuis les événements ont évolué, tant sur le plan européen que sur le plan africain, mais il n'y a pas de doute que cette double réponse affirmative doit demeurer et demeure valable.

Il est évident que les décisions les plus importantes à prendre, que ce qui est le fond véritable des relations Europe-Afrique relève de la politique extérieure de la Communauté. La même chose vaut, d'ailleurs, pour toute association et surtout pour celle des pays européens. Le problème est lié à celui de la zone de libre-échange, c'est-à-dire de l'association économique européenne, problème que nous allons, je l'espère, discuter plus tard avec vous.

Les discussions qui ont eu lieu au sein du G.A.T.T., à Tokyo, prouvent que, pour nous, le problème des relations économiques extérieures ne peut pas être résolu sans l'établissement d'une politique étrangère communautaire. Même le premier principe auquel il faudra faire

appel lorsqu'il s'agira, de la défense économique de notre Communauté à l'extérieur, devra être celui du droit des gens. Ce principe, toujours invoqué contre nous, la Communauté doit enfin le réclamer pour elle afin de justifier sa politique et son destin. C'est un droit que nous avons, nous aussi, comme préfédération, comme jeune communauté, et que nous partageons avec les jeunes états du monde : *le droit à l'auto-détermination*.

En ce qui concerne l'harmonisation de la politique étrangère de l'ensemble de nos pays, quelles décisions les ministres ont-ils prises dans leur réunion d'hier? Est-il exact qu'ils en ont déjà adopté le principe et qu'il faut encore déterminer, d'une part, le champ d'application, d'autre part, la procédure des consultations?

La compétence générale est évidente. Elle ressort des préambules des traités comme aussi du fait que la politique commerciale découle toujours de la politique extérieure générale; elle résulte enfin de la conception préfédérale de notre communauté qui implique ce que le général de Gaulle a exprimé samedi que, de ce côté-ci de la ligne qui divise l'Europe, l'Europe occidentale doit s'accorder avec elle-même.

Je crois que, pour la recherche de cet accord, le cadre des Six s'impose avant tout.

Et voici que l'on reparle de l'union des Sept, de l'union de l'Europe occidentale qui fait l'objet à ma grande surprise d'une propagande récente de la part des Anglais.

Monsieur le Président, j'étais encore, il y a deux ans, président de la commission parlementaire de l'U.E.O. qui devrait s'occuper de la politique extérieure. J'ai démissionné comme tel, profondément déçu par un échec complet. Je me suis heurté de la part des Anglais, des Anglais de tous les partis, au refus le plus net d'introduire même une simple trace de politique étrangère dans les activités de l'U.E.O.!

C'est donc, tout naturellement, à notre communauté essentiellement politique qu'il faut revenir. Même à contre-cœur, il nous faut considérer la politique étrangère. Il s'est créé malheureusement, dans notre sein, le sentiment d'une tension existant entre nos six pays et les sept de Stockholm, sentiment qui n'a pas de

fondement réel puisque, au contraire, les craintes provoquées par le premier abaissement des tarifs ne se sont pas réalisées.

Il y a, par définition, une différence essentielle entre les liens des Six entre eux et ceux qui les lient à l'extérieur. Je suis heureux de vous confirmer à nouveau — je parle ici en mon nom personnel et en Hollandais — que, dans mon pays, cette différence de qualité, de degré de chaleur en ce qui concerne nos relations extérieures est reconnue par le Parlement à une immense majorité, par une grande partie de l'industrie néerlandaise et, pratiquement, par toute l'opinion publique.

Rien n'est changé depuis que nous nous sommes prononcés pour une communauté politique et pour des formes fédérales de cette communauté. C'est pourquoi, rares sont les Hollandais qui s'opposent au principe d'un raccourcissement des délais prévus pour la réalisation de cet édifice. Mais je sais que beaucoup reste à faire en ce qui concerne les modalités.

Monsieur le Président, c'est dans cette optique d'une priorité de la communauté et de la politique communautaire que j'invite le Conseil à nous expliquer comment il envisage notre politique extérieure, que je lui demande une prise de position sur ces parties des traités qui prescrivent une collaboration étroite avec l'O.E.C.E. et qui exigent la consultation de l'Assemblée sur les projets à présenter.

Je désire généraliser cette dernière observation. La politique extérieure doit être harmonisée. Cette harmonisation devra avoir lieu dans le cadre des communautés. Les présidents des commissions européennes devraient être présents à cette consultation intergouvernementale en qualité d'observateurs et ils devraient être entendus sur leur demande.

Enfin l'Assemblée, en sa qualité d'organe communautaire, devrait être saisie, dans des discussions comme celle d'aujourd'hui, et lorsqu'il s'agit de problèmes importants mis à l'ordre du jour et relevant de la politique étrangère, de textes mieux préparés et surtout préparés d'avance dans les Commissions européennes.

Je serais heureux si le président du Conseil, qui comprend et parle si bien le langage parle-

mentaire, pouvait nettement donner son avis sur mes thèses.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Vendroux.

M. Vendroux. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, je me permets, parlant d'ailleurs à titre personnel, de répéter ce que j'ai déjà dit ici même en juin dernier : l'Europe est en train de gagner la partie. J'en suis d'autant plus convaincu que ses progrès s'incrivent aujourd'hui, non seulement dans les sentiments des peuples, mais aussi et surtout dans les faits.

En 1951, l'Europe cherchait à se préciser par des textes avant même que de germer dans la réalité; c'est maintenant dans la réalité qu'elle se développe. Ce sont plutôt les textes qui se révèlent, au contraire, dépassés, au point de constituer parfois un frein plutôt qu'un moteur dans la poursuite des objectifs que nous nous sommes assignés en fonction de cette volonté commune dont faisait état, il y a quelques instants, M. le président Pella.

C'est la raison pour laquelle notre Assemblée, consciente de la nécessité d'adapter les institutions européennes à la conjoncture nouvelle et d'améliorer leur fonctionnement, s'attelle judicieusement à la tâche d'étudier la solution de certains problèmes essentiels.

Parmi eux, notre éminent et honorable collègue M. Janssens, au nom de la commission des affaires politiques, nous soumet un fort intéressant rapport sur les relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils de ministres des Communautés européennes. Avec beaucoup d'objectivité, M. Janssens met en lumière le défaut, que je crois fondamental, de notre jeune édifice européen, je veux dire un certain déséquilibre — c'est le terme qu'il emploie — qu'il constate entre les divers organes et institutions mis en place par les traités, défaut d'autant plus grave que, par surcroît, l'interprétation juridique de différents textes importants donne lieu à des discussions, paraît-il, sans issue.

De plus, certaines dispositions divergentes conduisent à des anomalies; il en citait une

tout à l'heure : le traité de la C.E.C.A stipule que « les ministres peuvent assister aux séances de l'Assemblée », tandis que le traité de Rome implique « qu'ils doivent y assister en certains cas fixés par un règlement intérieur ».

Sans m'attarder à des comparaisons de ce genre, je pense qu'il est des motifs plus sérieux de chercher à améliorer les instruments de l'unité européenne. C'est pourquoi je me réjouis de constater que nos commissions spécialisées ont entrepris d'y travailler. Par contre, on ne saurait peut-être les approuver si elles s'obstinaient, le cas échéant, à rester prisonnières du cadre originel inspiré par les circonstances de l'époque, mais aujourd'hui périmé.

Autrement dit, il paraît indispensable de réformer, en partie tout au moins, la structure beaucoup plus que le fonctionnement de certaines de nos institutions.

Je touche là, je le sais bien — et M. le président Pella a abordé ce problème avec beaucoup de prudence — au sujet le plus délicat, le plus controversé, le plus brûlant qui puisse être évoqué devant nous, celui de l'harmonisation des traités qui comporterait, au premier chef, la révision du traité de la C.E.C.A.

Je sens certains d'entre vous, mes chers collègues, déjà prêts à me lancer l'anathème : « Comment oser toucher, en effet, à ce témoin de l'époque pré-européenne ? » Mais, on l'a constaté depuis quelques mois, nous ne sommes plus au temps des passions exclusives où il y avait des soi-disant Européens et ceux qu'on taxait d'anti-européanisme, ou bien, un peu plus tard, les vrais Européens et les faux Européens.

En fait, je suis persuadé qu'il n'est pas un seul d'entre nous dans cette Assemblée qui n'ait toujours aspiré à une Europe unie et organisée. Mais pour la mettre en place, le mieux et le plus vite possible, nous avons le droit d'avoir une conception différente des principes qu'il nous paraît judicieux d'appliquer.

Voilà la vraie difficulté.

Je pense d'ailleurs — pardonnez-moi un terme un peu familier — qu'il est inutile de jouer à cache-cache. Le titre du rapport : « Relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils de ministres des

Communautés » signifie, je pense, pour certains d'entre nous que le colloque ne constitue qu'une première étape; qu'il faut, en amenant peu à peu les Conseils du Marché commun et de l'Euratom sous le contrôle de notre Assemblée, introduire par un biais un commencement de supranationalité dans le traité de Rome.

Pour les autres, cela veut dire qu'il ne serait pas mauvais d'établir une articulation directe entre notre Assemblée et le Conseil de ministres de la C.E.C.A. afin de « court-circuiter » la Haute Autorité et, par là même, amenuiser la supranationalité du traité de 1951.

En fait, on en revient toujours à cette terrible notion de la supranationalité, car voilà le mot — et je pense que beaucoup d'entre vous, mes chers collègues, seront de mon avis — qui aura fait et fait sans doute encore bien du tort à la cohésion européenne.

Ce ne sont pas les hommes politiques qui créent les aspirations profondes des peuples. Or, il faut bien le reconnaître, la supranationalité est une idée d'homme politique. Elle ne correspond pas, pour le moment du moins, à un désir spontané des masses. Bien au contraire, elle heurte les opinions publiques chaque fois que des décisions, paraissant seulement brimer des intérêts nationaux, sont prises de l'extérieur par des hommes qui, dans l'esprit de certains, sont irresponsables. Et tel qui accepterait volontiers le sacrifice par l'entremise de son mandataire national, se dresse contre le même sacrifice imposé par un pouvoir anonyme qu'il juge abusif et, qu'en tout cas, il ne veut pas reconnaître.

Faudrait-il en déduire que toute décision communautaire soit impossible? Certainement pas. Et c'est ici que pourrait sans doute se situer le point de rencontre de doctrines *a priori* divergentes. Je me contente d'ailleurs, à ce propos, de reprendre tout simplement une thèse que je n'ai pas inventée et dont l'expression remonte à quelque treize ou quatorze années.

Délégation de souveraineté? D'accord. Abandon de souveraineté? Pas d'accord!

Délégation à qui? Mais tout simplement au Conseil de ministres.

Règle de l'unanimité? Des deux tiers? De la majorité? Pondération éventuelle des voix? Tout cela pourrait être facilement réglé au cours d'une progression raisonnable. On l'a bien réglé pour le traité de Rome.

Parallèlement à l'accroissement des pouvoirs des Conseils de ministres, l'autorité morale d'une Assemblée élue serait considérablement renforcée.

Je sais que beaucoup d'entre vous, mes chers collègues, jugeront une telle idée pas assez ou trop ambitieuse. Peut-être inventera-t-on une autre solution. Je m'en réjouirais si, emportant l'adhésion de tous sans réticence, elle nous faisait avancer plus vite dans le chemin raisonnable et progressif de l'Europe. Mais, en tout état de cause, rien de valable ne sera développé tant que, au minimum, ne sera pas réadapté le traité de la C.E.C.A.

Les difficultés récentes engendrées par la crise charbonnière ont été attribuées à diverses causes : impossibilité d'inclure le problème du charbon dans l'ensemble des problèmes énergétiques, défaut de politique commerciale commune; dualité de la Haute Autorité et du Conseil de ministres.

En réalité, aucune solution de ces différents problèmes ne peut être trouvée dans le cadre du traité actuel. Une petite révision prévue par l'article 95, ne viendrait pas à bout des obstacles. La grande révision au niveau des gouvernements, puis des parlements, conformément à l'article 96, paraît inéluctable. Elle conduira sans doute à l'alignement de la Haute Autorité sur les autres Commissions exécutives, puis à l'élargissement de sa compétence. Que nos ministres et nos parlements la mettent dès que possible en chantier.

En attendant, comme l'ont souhaité et le souhaitent encore le Conseil de ministres, nos commissions qualifiées, notre éminent rapporteur M. Janssens, poursuivons les colloques, créons un climat de compréhension et de confiance réciproque, voire de collaboration. Cela ne pourra, à défaut d'autre résultat, que préparer l'avenir.

Qu'en même temps, les gouvernements mettent à exécution leur projet de secrétariat politique!

Mais ayons le courage de voir les réalités en face. Ceux qui ont en conscience, la conviction qu'ils sont les vrais Européens feraient peut-être du mal à l'Europe s'ils se raidissaient sentimentalement en un respect aveugle et nostalgique des formules dépassées. Ils risqueraient, après s'être voulus les promoteurs de l'Europe, de devenir pratiquement anti-Européens. Mais je suis bien convaincu, mes chers collègues, que nous nous retrouverons bientôt tous associés, dans un même effort et dans une seule pensée, sur les chemins ensoleillés de l'Europe unie.

(Applaudissements.)

(M. Hazenbosch remplace M. Schuman au fauteuil de la présidence.)

PRÉSIDENCE DE M. HAZENBOSCH

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, nous sommes nombreux, sur les bancs socialistes, à avoir trouvé assez décevants les exposés qui nous ont été faits par les deux présidents des Conseils de ministres. Décevants par tout ce qu'ils ne contiennent pas, décevants aussi par ce qu'ils contiennent et qui a consisté souvent, en réalité, à éluder les questions de l'Assemblée. Le talent de M. Janssens, le rapport excellent qu'il a présenté au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles n'auront décidément trouvé qu'un bien faible écho.

Je suis le premier à rendre hommage aux sentiments européens qui animent les ministres et, en particulier, le président Pella, ancien et éminent président de l'Assemblée commune de la C.E.C.A. Mais je nous crois les uns et les autres victimes d'un système ou, plus exactement, d'une conception que nous nous obstinons à maintenir et qui ne peut pas donner, à mon avis, de bons résultats.

Cette conception, M. Janssens l'a évoquée pour la combattre à la fin de son rapport. Je

l'avais moi-même évoquée et combattue dans un discours que j'ai prononcé au sein de cette Assemblée, au nom du groupe socialiste, lors de la session constitutive de mars 1958. C'est la conception qui consiste à considérer les Conseils de ministres comme une partie d'un exécutif à deux branches dont il s'agit d'organiser la responsabilité devant notre Assemblée, alors qu'aux termes des traités, la responsabilité des ministres est ailleurs, devant les parlements nationaux. Bien plus sage a été la constitution de la république fédérale d'Allemagne, qui a créé un véritable gouvernement responsable devant un véritable parlement, cependant que les gouvernements de Länder, représentés dans le Bundesrat restent individuellement responsables devant chaque Landtag, devant chaque diète régionale.

Les traités de Rome ont tout mélangé : les institutions, les genres et les hommes. Les Commissions, que nous appelons, d'un terme un peu optimiste, les exécutifs, ne correspondent pas à des gouvernements et, de son côté, le Conseil de ministres qui, à mon sens, est tout autre chose qu'une partie d'un exécutif, se trouve amené, du fait des traités, à entretenir avec l'Assemblée un minimum de relations.

J'espère que tout cela changera un jour ou l'autre sous la pression des faits et j'espère aussi pouvoir revenir tout à l'heure sur ce qu'il y a lieu de penser de cette conception fondamentale.

Dans le délai très court qui m'est imparti, je voudrais, au préalable, reprendre deux points du rapport de M. Janssens qui m'ont paru avoir une particulière importance.

Le premier concerne le cas où, d'après les traités, l'avis de l'Assemblée est exigé.

Comme certains orateurs qui m'ont précédé, comme M. Santero, en tout cas, je pense que nous accomplirions un grand progrès, qui ne contredit pas du tout la conception que je vais exposer, mais qui est de nature à améliorer les rapports entre le Conseil de ministres et l'Assemblée, si nous obtenions des ministres qu'ils acceptent de considérer que cet avis doit être, en réalité, un avis conforme. Ce jour-là, nous aurions fait un pas immense dans la voie d'une meilleure compréhension.

Peut-être n'est-ce pas pour tout de suite. Dans l'immédiat, en tout cas, nous pourrions obtenir un minimum de concession qui consisterait, de la part du Conseil de ministres, à admettre que, lorsqu'il ne suit pas, pour des raisons qui peuvent être valables, l'avis de l'Assemblée, il s'en explique dans une déclaration motivée.

Je ne suis pas de ceux qui considèrent la vie politique comme un salon où l'on échange de part et d'autre des politesses. Ce n'est, par conséquent, pas sur le plan de la courtoisie que je situe mon argumentation; je la situe uniquement sur le plan des bons rapports que doivent entretenir deux institutions appelées, du fait des traités, à se rencontrer longtemps et souvent encore.

Le second point du rapport de M. Janssens auquel je désire beaucoup m'attacher parce que j'en ai eu la paternité en commission, est celui qui concerne non pas la publicité des délibérations — ici, je ne suis pas M. Janssens — mais la publicité des votes du Conseil de ministres.

La pratique actuelle m'a toujours paru à la fois très rétrograde et très antidémocratique. Tous nos gouvernements représentés à l'organisation des Nations unies acceptent parfaitement qu'au sein d'un organisme qui peut être appelé à prendre des décisions sur des matières — combien vitales! — telles que la paix, la guerre, les sanctions, leurs représentants prennent position en public, en manière telle que leurs votes sont instantanément connus de l'opinion, non seulement de leur pays, mais du monde entier.

Pourquoi les Conseils de ministres des Communautés européennes se sont-ils refusés, jusqu'à présent, avec une telle obstination, non seulement dans les institutions des Six, mais dans les autres, à rendre publics les votes émis par les ministres individuellement?

Dans la pratique, nous sommes évidemment informés. Les Conseils de ministres ne sont pas séparés de l'Assemblée par des cloisons étanches. Des rumeurs circulent, des informations nous parviennent, mais elles n'ont aucune valeur authentique pour nous permettre de nous reposer sur elles. Ainsi, en raison même de la structure des institutions, nous sommes démunis ici de toute action sur le Conseil de ministres. Nous en sommes même dépourvus dans nos parlements nationaux. Nous sommes dans l'impos-

sibilité d'obtenir des comptes de nos ministres nationaux respectifs parce que, officiellement, nous ne savons pas comment ils se sont prononcés au sein du Conseil de ministres.

M. Janssens a donc eu raison d'insister sur ce point.

Je voudrais encore ajouter un argument à tous ceux qu'il a développés dans son rapport. Il paraît que le Conseil des ministres n'a pas l'habitude de voter souvent. Il paraît même qu'il est assez malaisé, dans certains cas, d'obtenir de lui qu'il tranche certains problèmes par des votes formels. Le jour où la publicité des votes serait instituée et organisée, pareille pratique cesserait obligatoirement. C'est encore, à mes yeux, un élément qui milite en faveur de la publicité des votes. En tout cas, je trouve absolument inadmissible au point de vue démocratique qu'un organisme appelé à prendre des responsabilités, comme le Conseil de ministres, les prenne sans qu'il y ait d'écho, sans qu'il y ait nulle part de sanction, même dans les parlements nationaux.

J'en viens maintenant à ce qui aurait dû constituer la pièce de résistance de mon exposé et que je serai obligé, faute de temps, de traiter d'une façon très succincte. A mon avis, l'erreur que nous commettons souvent dans nos rapports à nous, Assemblée, avec le Conseil de ministres — vous voyez que je fais, Messieurs les Ministres, un *mea culpa* tout à fait franc — c'est de considérer que vous êtes une branche d'un exécutif dont il convient d'organiser la responsabilité devant nous.

Or, Messieurs, vous êtes tout autre chose! Peut-être sans le savoir, peut-être sans que nous le sachions les uns et les autres, vous êtes la préfiguration, voire l'amorce, d'un système fédéral dans lequel vous seriez le Bundesrat allemand, alors que nous sommes, nous, le Bundestag. J'emploie ici le mot « fédéral » dans un sens très large qui ne doit effrayer personne. Aussi étrange que cela puisse paraître à première vue — ici, je suis un peu M. Vendroux, brebis jadis égarée, mais qui a fait un grand pas dans notre direction (*sourires*) — je ne suis pas sûr du tout que l'édifice que nous devons construire correspondra rigoureusement à une confédération d'États ou à un État fédéral. Le mot « communauté » que nous employons habituellement me paraît excellent.

Les socialistes belges, vous le savez, ont l'habitude de se référer à des notions religieuses. Permettez-moi de dire, en espérant que notre communauté ne sera pas appelée vaticane pour la cause (*sourires*), qu'elle me fait songer à une communauté religieuse. Je veux dire par là qu'elle sauvegarde la personnalité de chacun tout en exigeant la soumission à une discipline, à une règle. En l'occurrence, la règle, au lieu d'être morale, est la règle de droit fixée par les traités.

Cette construction communautaire peut, à mon sens, très bien se combiner avec la conception que je viens de définir de nos rapports mutuels.

Je vois à cette idée au moins deux avantages. Le premier serait l'amélioration de nos rapports. Si vous entrez dans cette voie et si nous y entrons nous aussi, vous n'aurez plus l'impression, Messieurs les Ministres, d'être ici ce que M. Santero appelait tout à l'heure, d'un terme peut-être un peu vif, des inculpés; disons des contrôlés. Vous serez des collègues, ce qui est un terme à la fois plus courtois, plus agréable et plus positif.

En outre, je crois que la conception que j'ai définie est riche en développements pour l'avenir de nos Communautés. Elle se prête tout à fait bien, par exemple, à cette augmentation des pouvoirs de l'Assemblée qui est d'ores et déjà réclamée et qui, dans le proche avenir, le sera de plus en plus parce que pareille augmentation de pouvoirs, dans la conception que j'expose, peut se réaliser sans aucune espèce d'empiétement sur la responsabilité des ministres.

J'ignore si les ministres me suivront dans cette voie. Je distingue des visages certes amicaux et même souriants, mais impénétrables (*rires*). Il viendra un moment, en tout cas, où la ligne que je franchis leur paraîtra peut-être une limite qu'il n'aurait pas fallu dépasser.

Je crois qu'il faudrait compléter ma conception par une création dont je vais parler, mais qui n'est pas pour aujourd'hui. Ce serait, comme en Allemagne, une commission arbitrale dans les rapports entre Bundestag et Bundesrat. Et quand je dis commission arbitrale, c'est en entendant bien qu'elle implique la

notion d'arbitrage. Faites-nous grâce — je serai le premier à vous le demander — d'un comité mixte au niveau des ministres ou des délégués de ministres, renouvelé d'expériences que nous avons faites ailleurs et qui vraiment n'ont pas été concluantes!

Je suis obligé de me limiter et je vais donc conclure rapidement. Je ne suis pas pessimiste en ce qui concerne les développements futurs de nos Communautés. Je reprends encore le précédent allemand qui, décidément, m'a beaucoup inspiré aujourd'hui. L'Allemagne est le seul des six pays qui ait poursuivi une expérience fédérale. Il est bien regrettable que d'autres n'en aient pas fait autant, mais cette expérience est pleine d'enseignements pour nous. Elle nous montre que, sur le plan européen, nous en sommes peut-être à la première des trois phases modernes du fédéralisme allemand, celle de Bismarck...

Il fut un temps où il n'y avait en Allemagne aucune espèce d'unification en ce qui concerne, par exemple, les impôts directs et le régime des communications. Il a fallu attendre la constitution de Weimar pour obtenir que ces matières soient placées dans les compétences de la fédération. Nous sommes sensiblement sur un plan analogue dans le domaine européen et c'est la raison pour laquelle je conserve ma confiance dans l'avenir. Je le fais malgré les événements politiques et je prends, pour terminer, un exemple que j'emprunte non plus à l'Allemagne, mais aux États-Unis.

Une vive controverse au sujet du fédéralisme américain opposait Hamilton, théoricien de l'État fédéral, et Jefferson, défenseur de la confédération. C'est Jefferson, théoricien de la confédération qui est arrivé au pouvoir et que le cours des événements a contraint à construire l'état fédéral. Or, il y a des moments où en entendant certains discours prononcés ici et ailleurs, je me demande si nous ne sommes pas en train de trouver nos Jefferson.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Storch.

M. Storch. — (1) Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs,

nous avons aujourd'hui le plaisir de siéger avec MM. les Ministres et de nous entretenir avec eux de la question de savoir comment nous pourrions améliorer nos relations.

Je suis d'avis que nous n'avons pas à nous demander aujourd'hui si la structure des traités assure automatiquement une bonne collaboration des diverses institutions. Quand nous parlons de ces questions avec MM. les Ministres, nous devrions dire d'emblée qu'il n'y a pas seulement des droits et des obligations qui sont énoncés dans un traité; il y a aussi des droits et des obligations que, dans une juste compréhension de la nécessité de résoudre les diverses questions, il faut laisser se créer.

Je pense qu'en répartissant les compétences entre les gouvernements nationaux, les Conseils de ministres, les Commissions et l'Assemblée, les auteurs des traités ont fait preuve de prudence car ils voulaient d'abord voir s'amorcer une certaine évolution, puis suivre celle-ci pas à pas.

Dans nos commissions et en séance plénière de l'Assemblée aussi, nous nous sommes très souvent demandé ces jours-ci comment nous pourrions arriver à faire auprès des populations de la Communauté de la propagande pour la réalisation de l'idée européenne. Ce n'est qu'à ce matin que nous avons décidé de majorer le montant des crédits inscrits au budget pour la propagande. Mais nous devons nous rendre compte que l'idée européenne ne peut gagner les grandes masses populaires de nos six pays que si les gens voient qu'il y a du progrès.

Nous devons nous rendre compte que les traités de Rome, comme je l'ai déjà dit, n'ont guère reconnu de pouvoir propre à la Commission de la Communauté économique européenne sur le plan social et en matière de droit du travail. Le seul pouvoir que le traité accorde à la Commission en ce domaine, c'est de proposer le règlement destiné à régir le Fonds social européen. Pour le surplus, elle n'a que dans des cas isolés le droit de soumettre des propositions et des recommandations aux Conseils de ministres ou aux divers gouvernements nationaux.

Aux termes du traité, la Communauté doit contribuer en premier lieu à coordonner l'activité des six États sur le plan social. Mais

comment pourra-t-on procéder à une coordination si l'Assemblée, conjointement avec la Commission, n'est pas en mesure de s'entretenir de ces questions avec les ministres? Ce sont pourtant eux qui influent le plus sur le remaniement et le renouvellement des lois par les parlements nationaux. Il faut bien que nous nous rencontrions pour examiner une bonne fois comment la situation pourra être aménagée.

Je suis assez honnête pour reconnaître que ce qu'en notre qualité d'Assemblée parlementaire nous avons fait jusqu'ici dans ces domaines est plus qu'insuffisant. Nous avons étudié attentivement les rapports de la Commission, nous avons de notre côté pris position dans des rapports de nos commissions et nous avons exposé notre pensée ici, en séance plénière. Mais on chercherait en vain une indication dont nous pourrions conclure que la tâche qui nous a été confiée par les traités, à savoir la coordination de tout ce qui s'est fait en matière sociale pour des classes les plus nombreuses de nos populations, a reçu ne fût-ce qu'un commencement d'exécution. Je suis heureux que nous puissions enfin soumettre sans ambages cette question à MM. les Ministres.

Je serais le dernier à vouloir revendiquer pour notre Assemblée des compétences qui ne lui appartiennent pas. Si dans un domaine quelconque la compétence appartient en vertu des traités aux gouvernements nationaux et que quelque décision ne me satisfasse pas, je puis en ma qualité de membre du parlement de mon pays interpellier mon ministre, et cela suffit. Nous devons songer qu'avec les compétences qui lui appartiennent actuellement notre Assemblée n'est pas un véritable parlement; en effet, un parlement a, en fin de compte, aussi le droit de collaborer sur le plan législatif. Mais, comme je l'ai dit, pendant la période transitoire nous devons nous accommoder de la situation telle qu'elle est et nous nous en accommodons.

En tout cas, nous avons une tâche à remplir, et cette tâche doit être remplie. Les Conseils doivent enfin nous dire comment ils entendent s'acquitter des tâches à remplir, de concert avec la Commission et l'Assemblée ou les commissions de celle-ci. A mon avis, c'est ce qui importe avant tout. Nous disons que l'Europe des Six est une structure sociale et cette structure sociale doit recevoir son contenu social.

Maintenant que deux années se sont écoulées depuis la conclusion des traités de Rome, nous ne pouvons pas nous accommoder du fait que, si quelques mesures ont assurément été prises sur un point ou un autre, cependant dans le domaine qui intéresse les classes sociales les plus nombreuses de nos pays, soit environ les quatre cinquièmes de la population totale, aucun progrès n'ait été encore réalisé et que l'on persiste à ménager ses efforts.

M. le ministre Pella a déclaré ce matin, au cours du débat sur les projets de budget, si je l'ai bien compris, qu'il est disposé à veiller à une bonne collaboration entre les Conseils, d'une part, et les membres de l'Assemblée parlementaire européenne, d'autre part. Si le Conseil entend montrer ainsi un esprit de collaboration non seulement en ce qui concerne les discussions budgétaires, mais aussi dans tous les autres domaines — un échange de vues comme celui que nous avons aujourd'hui n'est pas prévu par le traité, mais il résulte tout naturellement de l'évolution qui s'est produite — je suis convaincu que la journée d'aujourd'hui aura été une journée heureuse pour nos Communautés parce que la collaboration se développera dès lors d'une manière organique.

Dans le domaine social et en matière de droit du travail il faut aussi que d'heureux résultats apparaissent afin que nous puissions dire aux classes les plus larges de nos peuples : Cela, c'est l'Europe qui l'a fait. Alors elles auront foi en l'Europe. Ne nous berçons pas de l'illusion que nous pourrions faire l'Europe à coups de conférences prononcées devant le micro de la radiodiffusion et d'autres mesures analogues ! Nous ne créerons l'Europe que si tous s'entraident pour un travail commun et veillent à ce que le caractère social de notre Communauté se manifeste nettement aux yeux de chacun.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Battaglia.

M. Battaglia. — (I) Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, mes chers collègues, dans mon discours j'entends mettre en évidence trois points : premièrement, que les rapports actuels entre l'Assemblée parlementaire euro-

péenne et les Conseils de ministres ne sont pas propres à assurer une organisation efficace; deuxièmement, que ces rapports devront en tout cas être modifiés si on veut que le mécanisme complexe de coopération européenne fonctionne vraiment; troisièmement enfin, qu'à mon avis pareille évolution non seulement répondra à l'esprit et à la lettre du traité, mais constituera aussi une étape obligatoire sur le chemin historique qui devra nous conduire à l'intégration politique et institutionnelle.

Si je jette un regard en arrière, je constate que le principe de l'intégration européenne s'est imposé — bien qu'en des termes extrêmement vagues — immédiatement après la fin de la deuxième guerre mondiale. Cette idée de l'intégration européenne a suscité toute une série de doctrines qui tendaient à des fins différentes, parfois opposées, et qui s'expliquaient en dernière analyse non pas tant par un facteur émotionnel et une réaction contre les malheurs entraînés par les guerres que par la recherche sérieuse, technique, logique d'idées nettes et de réalisations possibles.

Les théories du début sur l'intégration européenne oscillaient, comme on le sait, entre des solutions extrêmes qui par la suite devaient se révéler inactuelles et irréalisables. On arriva de la sorte, si je me souviens bien, à l'énoncé de trois théories générales : la première, de caractère ardemment fédéraliste, qui demandait la création immédiate d'une véritable fédération européenne; la seconde qui préconisait une union pure et simple entre les États et ne présentait rien de nouveau par rapport aux relations traditionnelles que les traités avaient établies entre nations; une troisième, en revanche, qui gagnait du terrain petit à petit sur une voie intermédiaire et était fondée sur la volonté de créer des institutions internationales dites par secteur, dotées de pouvoirs réels, appelés par la suite « supranationaux », mais limités à des domaines déterminés.

Cette extrême variété de conceptions s'explique sans peine. Une fois passée la première période dramatique, il a fallu reconnaître que l'unification européenne, très facile à définir en théorie, est beaucoup moins facile à réaliser sur le plan pratique et concret, à cause de la persistance de difficultés et d'obstacles d'ordre économique, financier et politique. Ainsi, depuis

les premiers travaux du Conseil de l'Europe, les idées évoluant, on a fini par affirmer et faire prévaloir sur la conception constitutionnelle de ceux qui souhaitaient l'unification politique rapide de l'Europe, la méthode dite « gradualiste », visant la création de communautés spécialisées.

A ce propos, je suis cependant obligé de relever ou plutôt de signaler à votre attention, mes chers collègues, quelques affirmations qui sont maintenant devenues des doctrines et ont été universellement acceptées. Ce « gradualisme » représente, comme le mot même le suggère, un moment dynamique du processus d'unification européenne qui est en constante évolution. Le « gradualisme » a été accepté, il fait l'objet de théories et il est appliqué avec une certaine indétermination quant aux termes et avec des contours vagues, et on agit de la sorte précisément pour laisser plus de champ aux mouvements et changements ultérieurs et pour n'exclure aucune solution fédéraliste plus efficace.

Dès lors, s'il est vrai que le « gradualisme » constitue un processus tendant à la création de la fédération européenne, il est également vrai que le fait d'arrêter en un point quelconque le processus dynamique en cours équivaldrait à désintégrer toute la structure et à lui ôter toute raison d'être.

La phase actuelle de l'organisation européenne représente — et il était logique de s'y attendre — une extension de la première expérience, qui est la C.E.C.A. Après avoir reconnu définitivement la valeur positive de cette première réalisation et du principe qui l'a inspirée, on a étendu en pratique le champ sur lequel porte cet effort d'organisation européenne.

A un autre point de vue encore, le passage de la C.E.C.A. à la Communauté économique européenne signifie l'abandon définitif de la conception institutionnaliste qui n'avait pas permis de conduire à bon port la recherche d'une Communauté politique européenne.

Depuis la conférence de Messine, l'intégration par secteur s'est présentée non pas comme un des termes d'une alternative, mais plutôt comme l'unique moyen. Il y a cependant lieu de relever que les traités de Rome ne se bornent pas à demander la création de nouveaux sec-

teurs communs aux divers États; il est indubitable que la Convention relative à certaines institutions communes aux Communautés européennes présente une importance au moins égale à celle des deux traités. Autrement dit, dès qu'ils eurent inséré dans la nouvelle sphère européenne deux autres secteurs très importants, les États se sont aussitôt préoccupés de faire en sorte que tout l'ensemble des tâches législatives, exécutives et de contrôle relève de la compétence d'un seul groupe d'institutions. Si on a voulu éviter la dyarchie ou la triarchie, ce n'était évidemment pas par souci de simplification sur le plan des instruments, c'était pour maintenir sans changement, aux fins de la renforcer et de le développer ultérieurement, ce processus unificateur qui avait dicté dans le passé le choix de la méthode gradualiste.

Quelle est aujourd'hui la situation?

Chacun sait que nous avons trois sortes de pouvoirs : un pouvoir du type normatif, commun sous des formes diverses aux différents organes, un pouvoir exécutif, lui aussi partagé, et enfin un pouvoir de contrôle; ce dernier, qui a un caractère tout à fait particulier, se subdivise en contrôle politique des organes et contrôle juridictionnel de la Cour de Justice.

En réalité, on ne peut donc parler qu'improprement de séparation des pouvoirs, puisque les relations entre les différents organes communautaires, bien qu'elles présentent une certaine ressemblance avec les relations organiques que l'on observe dans la structure d'un État, se révèlent être de nature sensiblement différente lorsqu'on les examine de plus près. Nous constatons avant tout que nous nous mouvons sur un terrain mal défini, discontinu, et où notre marche est parfois interrompue; nous nous voyons en présence de dispositions inspirées parfois par des conceptions opposées, comme il ressort des énormes divergences d'opinion qui se manifestent dans l'étude et l'interprétation des règles concernant les relations entre les institutions de la Communauté.

Les relations entre les Conseils de ministres et les autres exécutifs sont fondées en grande partie sur l'assimilation réciproque et sur l'exercice concurrent des pouvoirs; il y a là une première contradiction sur le plan fonctionnel.

En effet, dans certains cas, c'est l'exécutif qui a le dernier mot, mais il arrive plus fréquemment que ce soit le Conseil de ministres qui l'emporte. Quant à l'Assemblée, elle a surtout des tâches de préparation, des tâches pré-législatives qui en font une sorte d'avant-garde de la future marche en direction de l'Europe. A cet égard, une tâche très importante lui a été confiée au paragraphe 3 de l'article 138 du traité; elle doit élaborer le projet de loi électorale commune pour l'élection de l'Assemblée au suffrage universel.

Pour ce qui est de la part de pouvoir de contrôle qui appartient à l'Assemblée à l'égard des organes exécutifs, la question est tout aussi compliquée et embrouillée. Si nous nous efforçons de démêler cet écheveau des attributions, nous parvenons à dégager quelques aspects fondamentaux.

Les pouvoirs traditionnels sont en principe attribués à des organes de type également traditionnel. Il y a une assemblée politique qui fonctionne, fût-ce à l'état embryonnaire, comme toutes les assemblées législatives; elle a ses commissions, elle a le droit d'initiative et exerce des fonctions de contrôle. Il y a ensuite une structure exécutive qui, elle aussi, ressemble par certains côtés aux structures exécutives similaires des États.

Ce qui est nouveau par rapport au système classique de poids et de contre-poids, c'est l'absence d'un chef de l'État, l'absence d'un pouvoir législatif bicaméral et la présence, en revanche, d'un troisième organe qui n'existe pas dans les systèmes constitutionnels des États, à savoir le Conseil des ministres qui est formé de représentants des divers États membres. En anticipant peut-être l'évolution future, nous pourrions voir dans cet organe le noyau d'une nouvelle Chambre, de type sénatorial, créée d'après le principe des nationalités et qui achemine la structure de la Communauté européenne vers le bicaméralisme et, par suite, vers le fédéralisme. Il est certain qu'en l'état actuel ce troisième organe est le point le plus sensible et le plus délicat du système. A son activité polyvalente actuelle d'organe de coordination, de contrôle et de garantie des États se trouvent liés de très importants développements dans le domaine qui nous intéresse.

Le problème des rapports entre les divers organes de la Communauté, d'importance fondamentale pour le développement ultérieur des institutions européennes, est assez difficile à énoncer et par conséquent encore plus difficile à résoudre. Pareille affirmation ne nous paraît guère contestable car c'est précisément à ce propos que se manifeste la dynamique du « gradualisme ».

En ce qui concerne les instruments, un premier groupe de règles précise les rapports entre deux des trois organismes-clés. Je me réfère aux articles 189 du traité instituant la C.E.E. et 161 du traité instituant l'Euratom; ils n'affirment pas seulement la corrélation intime entre les fonctions du Conseil et celles des Commissions, ils définissent aussi les instruments de cette collaboration et en graduent l'importance (règlements, directives, décisions, recommandations, avis).

Les relations entre les Commissions et l'Assemblée sont également réglées par les traités.

Mais lorsque nous envisageons les relations entre l'Assemblée et le Conseil, l'horizon devient assez nébuleux. Une étude même approfondie des traités ne suffit pas à dégager l'horizon et à dissiper le brouillard.

Il est certain qu'il ne s'agit pas des relations entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif telles qu'elles existent dans la structure classique d'un État du type parlementaire. En effet, l'Assemblée n'a aucun pouvoir d'adresser un blâme au Conseil ou de lui refuser sa confiance; du point de vue institutionnel, elle ne peut pas influencer sur la vie et l'activité de celui-ci.

Il semblerait malgré cela que l'Assemblée puisse et doive exercer à l'égard du Conseil un pouvoir de stimulation et un pouvoir politique, fût-ce d'un genre très particulier et sous des formes que nous ne pouvons pas considérer comme définitives; sur ce point, il faut se reporter aux règles des articles 149, 235 et 236 du traité instituant la Communauté économique européenne.

Un élément intéressant qui mérite d'être souligné, c'est la déclaration de principe générale des articles 107 du traité instituant la

C.E.E. et 137 du traité instituant l'Euratom; il y est dit que l'Assemblée exerce les pouvoirs de délibération et de contrôle qui lui sont attribués par les traités. Ces règles ont évidemment pour fin d'affirmer d'une manière qui ne laisse pas de place au doute que l'Assemblée de la Communauté dispose d'un pouvoir de délibération aussi bien que d'un pouvoir de contrôle.

Mais si cette affirmation est très nette, la définition des pouvoirs de délibération de l'Assemblée ne l'est pas autant, à moins que l'on ne veuille entendre par pouvoir de délibération le droit de formuler délibérément son avis au sujet de toutes les questions sur lesquelles elle doit être consultée en vertu des traités; mais c'est là une thèse qui, pour des raisons évidentes, apparaît inacceptable, puisque consulter c'est demander un avis sans être lié par celui-ci.

Dès lors, étant entendu que les traités eux-mêmes prévoient la possibilité de modifier des attributions, des fonctions et des formes de relations entre les divers organes de la Communauté, il faut tout de suite mettre en lumière deux points : d'une part, l'influence de l'Assemblée sur le pouvoir normatif réel exercé par les Conseils et par la Commission et, d'autre part, les moyens dont dispose l'Assemblée pour intervenir dans la sphère du pouvoir normatif.

L'instrument dont l'Assemblée peut se servir pour intervenir dans l'activité des Conseils, c'est le pouvoir de contrôle, pouvoir classique dont disposent les assemblées législatives sous ses aspects d'information, de jugement et d'investigation et dans ses formes d'interrogation, d'interpellation et d'enquête.

Mais il serait difficile d'admettre que dans leur ensemble les règles du traité aient attribué à l'Assemblée un rôle d'intérêt considérable, bien qu'elle ne soit pas compétente pour prendre la décision finale, ce qui constitue une dérogation et une différence très étrange et très grave par rapport aux pouvoirs des autres parlements. Il est vrai enfin que, si des événements extraordinaires se produisent, l'Assemblée a le droit de faire entendre sa voix, même si ce n'est qu'à titre consultatif. Il est cependant hors de doute qu'elle ne possède pas de pouvoir normatif réel.

On pourrait en conséquence dire qu'il faut répondre par l'affirmative à la question posée au début et de reconnaître que l'Assemblée parlementaire ne peut pas agir effectivement sur les Conseils. Mais à ce moment intervient le caractère dynamique de la Communauté avec sa téléologie de base qui réside dans la méthode de création graduelle de l'unité européenne. Si on devait estimer que les relations actuelles sont solidement liées à un système normatif rigide, les chances de débloquent la présente situation seraient vraiment minimales. Heureusement, cela n'est pas, ou tout au moins ne devrait pas être dans les intentions des États qui ont voulu créer une structure européenne en étalant le perfectionnement de celle-ci sur le cours du temps. Ce n'est non plus dans les normes des traités qui laissent toutes les voies ouvertes.

Nous avons dit qu'il est possible que le Conseil de ministres ne soit pas le gendarme chargé par les divers États de surveiller la Communauté, mais qu'il est plutôt l'embryon d'une seconde Chambre européenne, de type sénatorial, composée d'après le principe régional ou le principe des nationalités. Une évolution de ce genre serait parfaitement concevable, et souhaitable aussi, dès lors que l'on voit dans l'Assemblée une Chambre des représentants d'un grand poids politique et dotée des plus larges pouvoirs d'initiative, émanation directe des peuples de l'Europe, que l'on voit dans les Conseils l'ensemble des représentants des divers États fédérés, choisis de manière à constituer une Chambre d'un grand poids technique.

Nous pouvons donc dire, ou tout au moins nous souhaitons pouvoir le dire, que si d'une manière générale les relations sont actuellement inadéquates, il s'agit là d'un fait absolument transitoire et contingent. Le problème doit cependant être toujours présent à notre esprit, parce qu'il s'insère dans les relations pratiques actuelles et futures entre les Conseils et l'Assemblée et que c'est dans ces relations qu'il trouvera sa solution.

Une enquête à ce sujet révélerait une carence inquiétante à laquelle il faut remédier jour après jour.

Pour conclure, je dirai que je suis d'avis que le problème des relations entre l'Assemblée

parlementaire et les Conseils des ministres appelle nécessairement une solution fondée sur deux points essentiels qui sont non pas opposés, mais complémentaires l'un de l'autre. D'une part, le Conseil doit accentuer son caractère d'organe de la Communauté, d'organe européen. Il faudra cependant éviter une duplication du pouvoir exécutif partagé entre l'exécutif de la Communauté et les Conseils. A ce propos, il est bon d'affirmer que nous devons tendre à ce que toute subordination politique du Conseil et de ses membres aux divers États de la Communauté disparaisse complètement, même si ce n'est possible qu'à longue échéance. Ensuite, et inversement, l'Assemblée devra accroître son influence sur la vie de la Communauté et étendre progressivement le champ de son activité et de ses attributions, et le faire avant tout en matière de contrôle des exécutifs, y compris tout ce qui intéresse la compétence concurrente des Commissions et des Conseils.

C'est ainsi seulement que l'on pourra accentuer la structure parlementaire de l'Assemblée et son caractère supranational; et par contre-coup on accentuera le caractère d'organe communautaire que revêtent les Conseils.

Quant aux points de détail, les instruments auxquels on recourt actuellement pour aménager les relations pratiques doivent être éliminés et il faudra instaurer un dialogue sur toute question d'intérêt fondamental pour la vie et le développement de la Communauté. L'Assemblée ne doit pas entrer en concurrence avec les Conseils des ministres; elle doit collaborer à leurs décisions. De plus, l'Assemblée parlementaire devra chercher à devenir au plus tôt le parlement de l'Europe, tandis que le Conseil devra devenir le conseiller technique, revêtu des fonctions de délibération d'un Sénat formé d'après le principe de la représentation des diverses nationalités.

Sur la base de cette structure bicamérale du Parlement européen, la Commission devra devenir le gouvernement. S'il devait n'en point être ainsi, le fait d'avoir choisi le « gradualisme » fonctionnel et par secteur plutôt que la méthode politico-institutionnelle aura engagé l'Europe et ses chances d'unification dans une mauvaise voie, une voie qui ne conduit pas aux fins vers lesquelles tendaient les États membres et vers lesquelles nous devrions nous porter d'un

désir unanime et de toute notre énergie, si nous voulons sauver notre Europe et assurer à nos peuples la justice dans la liberté.

Levons-nous donc et marchons vers les buts qui nous attendent! Aujourd'hui plus que jamais, dans ce climat manifeste de détente équivoque, que les divers États membres réfléchissent, que les Conseils des ministres soient plus diligents et les exécutifs toujours plus vigilants, que les travaux de notre Assemblée soient mieux organisés et plus dynamiques! Il faut que toutes les institutions fonctionnent dans une parfaite harmonie qui sera l'unique levier efficace de notre salut et de notre avenir.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Fischbach.

M. Fischbach. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, si je prends la parole, ce n'est pas pour exprimer une déception ni pour m'envoler vers un avenir trop lointain, mais parce que je crois que nous avons des raisons d'espérer, des raisons d'être optimistes et qu'il y a réellement des possibilités de faire mieux.

En intervenant brièvement dans ce débat, je voudrais rappeler qu'au stade actuel des compétences des institutions de nos Communautés et de la collaboration entre elles, on se plaît à parler, dans les milieux européens, de la confusion des pouvoirs. En réalité, il n'y a pas confusion, mais délimitation des pouvoirs. L'équilibre institutionnel tel qu'il est consacré dans les textes des traités de Rome a été voulu. Le droit de décision appartient aux Conseils. Les responsabilités techniques et le pouvoir de proposition sont confiés aux Commissions. L'Assemblée, pour sa part, n'a que des attributions très vagues qui se situent entre le pouvoir extrême de censure, d'une part, île rocheuse et peu attrayante au milieu d'une mer sans rivages, et le droit de consultation d'autre part.

Néanmoins, la délimitation des pouvoirs ne doit pas faire obstacle à une collaboration active et étroite entre les institutions investies de pouvoirs réels et celles qui ne se trouvent dotées que de compétences restreintes. La question

est de savoir comment cette collaboration pourra et devra se poursuivre à l'avenir. Je crois qu'elle devra s'exercer dans une double direction, d'abord dans la direction des objectifs spécifiques du traité, ensuite dans la direction indiquée par les deux premières lignes du préambule des traités de Rome. En effet, quand on consulte les traités, longtemps avant de connaître le contenu de leurs nombreuses dispositions, on peut saisir d'emblée l'esprit qui les anime : il se dégage clairement des premiers mots du préambule, où il est question de la détermination des Six à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens.

Personne n'osera contester que, dans l'intention des auteurs des traités, l'union plus étroite qu'ils visent par cette phrase du préambule dépasse les possibilités concrètes qu'offrent lesdits traités. Faut-il en conclure que les auteurs des traités qui devaient avant tout servir de relance à l'idée européenne, considéraient que les traités devaient être appliqués dans l'esprit européen le plus large, notamment en ce qui concerne la collaboration entre les divers organes institutionnels des Communautés, afin d'aboutir à la coordination et à l'harmonisation des politiques économiques, sociales et fiscales des six pays?

Bien que les pouvoirs ne soient pas les mêmes pour tous les organes institutionnels des Communautés, bien que les Commissions exécutives proposent, que l'Assemblée discute, délibère et recommande et que les Conseils décident, l'objectif des traités, effectivement, est un et est entier. Y aboutira-t-on dans les délais minima ou maxima prévus par les traités? Cela dépendra principalement de la volonté européenne dont feront preuve tous les organes des institutions communautaires sans exception, car si les pouvoirs peuvent être différents d'un organe institutionnel à l'autre, la volonté d'exécuter les traités selon la lettre et selon l'esprit est indivisible. Chaque organe pourra et devra s'en servir au même titre.

Hélas! nous n'ignorons pas que la volonté européenne des membres des Conseils est fonction de la mesure où cette volonté existe à l'intérieur des gouvernements dont ils font partie. Nous savons, par contre, qu'aucun des six gouvernements déclare ne pas vouloir une

organisation et une solidarité européennes, avec cette différence que les uns se contentent de respecter les engagements pris par les gouvernements précédents et semblent donner la préférence à une politique tendant à susciter la confiance plutôt qu'à une politique tendant à consolider des organisations et des institutions essentiellement européennes, alors que d'autres gouvernements, plus disposés à se conformer à l'esprit qu'à la lettre des traités, proposent, malgré certains obstacles fonctionnels ou juridiques, d'accélérer la réalisation du marché commun.

Faut-il, Mesdames, Messieurs, que nous recuillons devant cette différence de conception sur la forme définitive à donner un jour à l'organisation européenne? A cette question, je réponds : non. Je souligne, au contraire, que le fait que des divergences de vues et d'opinion se manifestent quant au choix des moyens à mettre en œuvre pour faire l'Europe, exige que les volontés s'affrontent le plus souvent et le plus largement possible et qu'elles deviennent l'essence qui alimentera les moteurs des constructions communautaires.

C'est le rôle de l'Assemblée de vouloir ces confrontations et c'est le devoir des Conseils de ne pas les esquiver.

La pratique a développé quelques formes de collaboration entre l'Assemblée et les Conseils. Les principales sont les questions et les consultations.

Les questions sont un élément particulièrement important de la collaboration entre les Conseils et l'Assemblée et j'estime qu'il n'y a pas lieu de sérier, auprès des Conseils, celles qui touchent des problèmes qui sont de leur compétence et celles qui, de par les problèmes qu'elles soulèvent, sont de la compétence des gouvernements. Il n'importe pas d'invoquer des incompétences qui ne sont que fictives. J'admets encore qu'on puisse répondre à une question que les gouvernements ne sont pas en mesure de fournir une réponse, mais non pas qu'on puisse la renvoyer avec cette observation qu'elle n'entre pas dans la compétence des Conseils mais qu'elle entre dans celle des gouvernements.

Quant aux consultations, les traités les prévoient pour un certain nombre de décisions très importantes. Ils restent par contre muets sur la

procédure à suivre au cas où cette consultation est prévue dans les traités. Il est pourtant permis de dire que l'importance pratique et le caractère politique et démocratique de la consultation dépendent en grande partie de la procédure arrêtée pour son déroulement. Les Conseils consultent l'Assemblée : cela est clair, cela comporte des explications de vive voix entre les parties. Il est inimaginable que l'esprit du traité soit respecté si la consultation de l'Assemblée ne donne pas lieu à un dialogue entre les parlementaires et les ministres.

Ensuite, Mesdames, Messieurs, il faut qu'il existe une collaboration effective entre les institutions pour qu'il puisse être tenu compte de la volonté politique européenne lors des décisions du Conseil. Il est indispensable d'associer l'Assemblée aux travaux des Communautés et aux projets de décision à un moment où elle est encore en mesure d'exercer une influence réelle sur l'élaboration des mesures à prendre et de la politique à mettre en œuvre. Comme, dans les années à venir, la consultation portera sur la coordination des politiques — ce sera prochainement le cas pour la politique agricole — il importe de se mettre d'accord sur la procédure à suivre pour la consultation de l'Assemblée.

Faut-il pour cela, comme le suggère notre rapporteur, que les Commissions exécutives informent d'avance l'Assemblée des propositions qu'elles comptent faire aux ministres, ou bien suffit-il que les propositions transmises aux Conseils soient concomitamment adressées à l'Assemblée? J'estime que si l'on exigeait que les propositions soient soumises aux commissions de l'Assemblée avant de parvenir aux Conseils, on risquerait d'alourdir encore davantage la procédure de décision au lieu de l'accélérer, bien que je reconnaisse l'utilité de cette manière de faire dans les cas bien déterminés où la Commission elle-même a le plus grand intérêt à connaître l'avis des commissions spéciales de l'Assemblée avant d'arrêter définitivement le texte de ses propositions.

Ainsi, la Commission a été bien inspirée en choisissant cette forme de procédure pour l'élaboration de son projet de règlement relatif au Fonds social européen. Il peut se présenter des cas analogues. Il ne me semble toutefois pas utile d'appliquer cette procédure dans tous les cas. Il est, à mon avis, préférable de choisir comme

régle une procédure qui permette de saisir l'Assemblée des propositions des Commissions exécutives en même temps qu'elles sont envoyées aux Conseils, soit pour permettre à l'Assemblée d'apprécier en temps utile les opinions divergentes des Conseils et des organes consultatifs, soit pour donner la possibilité aux Commissions exécutives de modifier les propositions qu'elles soumettent aux Conseils avant que ces derniers consultent l'Assemblée, ce qui est d'ailleurs conforme au texte du second alinéa de l'article 149 du traité.

Le succès des traités européens, Mesdames, Messieurs, dépendra beaucoup de la façon dont la collaboration entre l'Assemblée et les Conseils sera assurée à l'avenir. Inutile de nous dissimuler que, si la volonté d'atteindre les objectifs des traités dans les meilleurs délais et de poursuivre la construction de l'Europe au delà de leur réalisation fait défaut aux gouvernements, il sera difficile de la trouver, quelle que soit la perfection des procédures de consultation, auprès des ministres et des Conseils.

Inutile également de nous dissimuler que la responsabilité des décisions restera aux Conseils et qu'en cas de désaccord entre les gouvernements sur la politique à suivre, les rapports les plus étroits entre les Conseils et l'Assemblée ne sont pas une garantie pour le triomphe de la thèse de l'Assemblée. Je ne rappellerai pas des exemples du passé. Néanmoins, nous pouvons espérer qu'un contact plus étroit entre les Conseils et notre Assemblée aura pour effet d'inciter les membres des Conseils à plaider de plus en plus au sein de nos gouvernements en faveur de décisions réellement européennes.

Personnellement, j'ose croire que le colloque annuel entre les ministres et l'Assemblée n'affaiblira pas, mais stimulera l'esprit européen des Conseils et des gouvernements et qu'il contribuera à la relance de la volonté politique communautaire, s'il ouvre la voie à des débats sur les problèmes politiques et économiques dont la solution réclame des options communes de la part de nos six pays, si nous entendons sincèrement poursuivre la réalisation d'une union plus étroite et plus efficace.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Zotta.

M. Zotta. — (I) Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, je ferai tenir mon intervention très brève sur le plan rigoureusement juridique; c'est dire que je m'abstiendrai de toute appréciation d'ordre politique.

J'estime que la question que nous examinons comporte deux points essentiels. Le premier concerne la distinction entre la compétence du Conseil et celle des divers gouvernements. La question est la suivante : Y a-t-il une responsabilité du Conseil devant l'Assemblée parlementaire européenne? Ou bien y a-t-il seulement une responsabilité des divers gouvernements devant leurs parlements nationaux respectifs?

Il me semble que sur ce point nous devons être nets et précis. En d'autres termes, les six ministres, lorsqu'ils se réunissent en Conseil, sont-ils seulement les représentants des six gouvernements ou bien sont-ils les membres d'un organe juridique qui a sa propre autonomie, sa propre volonté, comme l'a dit tout à l'heure M. le président Pella, et par conséquent — je l'ajoute — sa propre responsabilité?

Ce qui me semble décisif, c'est que le Conseil a une volonté qui peut être différente de celle de certains de ses membres, comme cela résulte du fait que d'après la règle générale les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité (article 148 du traité instituant la C.E.E.), lorsque les dispositions du traité n'exigent pas une majorité qualifiée ou l'unanimité. Ce qui me semble décisif, c'est qu'au cas aussi où l'unanimité est exigée, les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil.

Il y a donc une volonté propre du Conseil qui — c'est un point important — peut être différente de celle d'un membre individuel. Il est donc possible qu'il y ait un intérêt du Conseil, c'est-à-dire de la Communauté dont le Conseil est l'organe délibérant, qui soit différent de l'intérêt d'un État membre. Si donc il y a une volonté autonome de décision, cette volonté — et c'est la conclusion inéluctable, logique — ne saurait être disjointe d'une responsabilité autonome.

Devant qui le Conseil répondra-t-il de la décision qu'il a ainsi prise? En sa qualité d'organe autonome de la Communauté, il n'en répondra certainement pas devant l'État individuel. Et il ne peut pas non plus se décharger de cette responsabilité grâce à la responsabilité que chaque gouvernement a devant son parlement national, si l'on songe qu'il y a des actes du Conseil approuvés à la majorité, mais auxquels ce gouvernement peut par hasard avoir été opposé.

S'il existe donc une responsabilité autonome du Conseil, cette responsabilité demeure dans la sphère de l'institution communautaire; et alors, vis-à-vis de qui cette responsabilité doit-elle être ressentie si ce n'est vis-à-vis de l'Assemblée parlementaire européenne? Sinon, à quoi serviraient les questions, la présence des Conseils aux débats de l'Assemblée et, fût-ce même dans des cas exceptionnels, aux travaux des commissions, l'échange de vues annuel que le président du Conseil nous a promis et nos propositions de résolution?

L'Assemblée n'est pas seulement un organe consultatif, l'Assemblée n'est pas seulement, en un certain sens, un organe délibératif parce qu'elle adopte ses propositions de résolution; d'après la structure constitutionnelle de la Communauté, elle est aussi un organe de contrôle.

Si l'on en jugeait autrement, on se trouverait placé devant une volonté du Conseil qui ne serait pas accompagnée d'une responsabilité, ce qui est contraire aux principes élémentaires de la logique, de la morale et de la politique.

L'Assemblée s'acquitte de son contrôle vis-à-vis de la Commission en faisant usage de son droit de censure comme le prévoient les traités de Rome. Et à ce moment déjà, elle exerce implicitement un droit de contrôle à l'égard du Conseil, puisque l'Assemblée, en sa qualité d'organe consultatif, proposant ou délibératif, participe à la formation des actes du Conseil dans les conditions prévues par le traité à l'article 155.

Comment l'Assemblée pourra-t-elle exercer son contrôle directement à l'égard du Conseil? D'après la conception des constitutions nationales, il n'y a en principe pas de responsabilités sans sanction. En régime démocratique, le

gouvernement est responsable devant le Parlement; cette responsabilité implique la possibilité du vote de censure.

Dans la sphère internationale, on trouve fréquemment des cas de responsabilité sans sanction, si par sanction nous entendons la sanction qui est propre au droit national. C'est là le trait caractéristique et irrémédiable (et en l'occurrence il s'agit d'une appréciation politique) des institutions internationales qui, alors qu'elles se détachent de la personnalité des États membres, ne sont malheureusement pas encore arrivées à la supranationalité.

Il découle de ce que j'ai dit que, pour ce qui est des questions à poser, il ne faut pas se borner aux domaines dans lesquels les Conseils ont pris des décisions. Les Conseils, en leur qualité d'organes des Communautés, expriment la pensée et la volonté de celles-ci dans le cadre des fonctions qui leur sont assignées par les traités. La circonstance purement contingente que sur une matière déterminée ils ne se sont pas encore prononcés ne les dispense pas de l'obligation de le faire et de répondre, par suite, à la question qui leur est posée.

Pour conclure, je dirai que le Conseil me semble avoir une volonté autonome, indépendante de celle des États membres et qu'en sa qualité d'organe de la Communauté, il est responsable devant l'Assemblée parlementaire, indépendamment de la responsabilité qui peut incomber au Conseil ou aux représentants du Conseil devant les parlements nationaux.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — *(I)* Monsieur le Président, mes chers collègues, si j'interviens dans ce débat, c'est que j'y suis incité par une préoccupation d'ordre politique : il s'agit en effet de se prononcer sur les relations entre le Conseil de ministres et notre Assemblée. Nos peuples — dont, en notre qualité d'Assemblée parlementaire, nous sommes indirectement les représentants en vertu du mandat qu'ils nous ont donné — se laissent aller à une grande espérance; ils attendent la mise en œuvre complète du marché commun européen et c'est là une espérance qu'ils sont impatients de voir se réaliser.

Mais je ne saurais dissimuler, je le dis en toute sincérité, mon mécontentement — je ne veux pas dire : ma désillusion — en face des arguments sur lesquels le Conseil de ministres a attiré notre attention au cours du présent débat, notamment en ce qui concerne les rapports entre l'Assemblée et le Conseil.

Le traité assigne au Conseil de ministres une tâche bien définie, d'une signification exceptionnelle, étroitement liée à la réalisation concrète du marché commun. Si l'on songe que ses débuts datent du 1^{er} janvier 1958, on peut constater qu'en deux années le marché commun européen est déjà devenu une réalité très importante. Or, le traité affirme que la tâche du Conseil de ministres consiste à assurer « la coordination des politiques économiques générales des États membres ». Je dois vous dire franchement, mes chers collègues, que si le Conseil de ministres ne se bornait pas à exprimer un désir de collaboration, mais réalisait ce désir sur le plan concret, nous y gagnerions grandement. Ce serait là la seule manière de mettre le mieux en valeur sur le plan politique les rapports du Conseil avec notre Assemblée et nos débats. Le Conseil de ministres devrait donc expliquer à ce stade quelle est l'orientation de la politique économique qu'il entend poursuivre, comment il se propose de faire la coordination demandée par les traités, quels sont les objectifs qu'il s'assigne, quelles sont les difficultés qu'il doit surmonter, quelles sont les résistances qu'il rencontre et doit vaincre.

Placée devant un programme précis, notre Assemblée pourrait lui apporter l'appui de son approbation et, le cas échéant, formuler des appréciations critiques qui auraient pour base un jugement sur le fond.

Je n'ai malheureusement trouvé dans l'exposé du président du Conseil de ministres aucune allusion à ce problème qui est pourtant le problème fondamental sur lequel nous devons exprimer notre avis. D'où mon mécontentement.

Le Conseil de ministres se propose-t-il de valoriser sur le plan politique notre Assemblée, ce par quoi il valoriserait non seulement ses représentants, mais aussi une orientation politique d'intégration européenne? Voilà, mes chers collègues, le thème qu'à mon avis nous

devons aborder. Ce problème n'a pas été soulevé dans cette enceinte au cours de la présente session; nous souhaitons qu'il le soit au moins dans les échanges de vues à venir.

Mais je souhaite quelque chose de plus, je souhaite que sur des questions aussi importantes l'échange de vues ait lieu non pas seulement sur la base d'une déclaration verbale du président du Conseil de ministres, mais sur la base d'un document écrit présenté assez longtemps à l'avance pour que nous puissions nous livrer à une méditation approfondie et à un examen attentif. Ce sera là un moyen d'accroître la valeur de nos débats et de contribuer efficacement à l'amélioration constante du fonctionnement des institutions européennes.

Je doute que l'on ait déjà préparé un travail de ce genre. Je n'en conclus certes pas à un manque de bonne volonté, car j'ai l'impression que nos divers pays eux-mêmes n'ont pas compris pleinement l'obligation que leur impose cette action communautaire. Ne continuons-nous pas parfois à établir nos rapports dans des conditions qui ne répondent pas aux tâches qui nous sont confiées? En d'autres termes, nous avons tout lieu de nous demander si nos pays, pris individuellement, remplissent d'une manière concrète l'obligation de contribuer à la coordination de leurs politiques économiques aux fins de la coordination que demande le traité. S'ils ne le font pas, il faut peut-être en chercher l'explication dans le fait que chaque nation ne dispose pas, en matière d'organisation, d'administration, d'enquêtes, d'analyses, de mise au point, des instruments nécessaires pour opérer la coordination souhaitée. Je doute que le Conseil de ministres lui-même ait formulé dans ses termes exacts le problème que pose la nécessité d'avoir une organisation administrative qui permette d'atteindre cet objectif comme le traité nous en impose l'obligation.

En nous acquittant de cette obligation, nous ne pouvons admettre ni hésitations, ni retards, ni délais, ne fût-ce que parce que le monde communiste a lancé un défi à l'Europe et au monde occidental dans le domaine de la politique de développement économique. Lorsque Khrouchtchev a visité les États-Unis, il a encore répété que l'Union soviétique entendait

se mesurer avec eux sur le plan du développement économique, affirmant que les soviétiques auraient bientôt rattrapé les États-Unis en matière de développement économique. Et l'Europe? Elle ne peut pas se tenir à l'écart de cette grande compétition, si elle veut maintenir et si possible accroître son crédit, son prestige, son autorité et aussi ses possibilités d'influer sur le jeu des rapports internationaux. Mais pour atteindre cet objectif, elle doit donner à sa politique économique une orientation unitaire et non pas particulariste.

Le monde est devenu extrêmement petit et les procédés techniques et de production qui ont pris une importance exceptionnelle poursuivent leur progrès avec une rapidité surprenante. Il faut s'attaquer à ces objectifs en suivant une direction commune. J'ai le regret de devoir déclarer que je n'ai pas cru entrevoir cette direction commune dans la déclaration du président du Conseil de ministres. De là, le besoin que j'ai éprouvé d'exprimer, ne fût-ce que brièvement, ma pensée devant notre Assemblée.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne. — (A) Monsieur le Président, il n'appartient pas à la Commission de la Communauté économique européenne d'intervenir à cette heure dans l'échange de vues entre l'Assemblée et le Conseil de ministres. Mais bien que pareille intervention ne se recommande guère, je ne pense pas qu'il faille pousser la discrétion jusqu'au point où elle frise l'impolitesse. Car ce serait commettre une impolitesse si je ne disais pas que nous sommes très reconnaissants à la commission des affaires politiques de l'Assemblée parlementaire et à son rapporteur pour le rapport qui nous a été fait, par écrit et oralement, et qui renferme pour nous, aussi bien dans ses idées de base que dans ses conclusions, de très nombreuses suggestions.

Je songe tout particulièrement à l'idée — approuvée par nous, vous le savez bien — que

la position de l'Assemblée parlementaire doit être renforcée. Je songe aussi à la recommandation adressée spécialement à la Commission de faire un plus grand usage de la possibilité de consulter l'Assemblée avant d'adresser au Conseil une proposition qu'en vertu du traité elle est tenue de lui soumettre ou autorisée à lui soumettre.

Il en va de même en ce qui concerne l'idée de donner un peu plus de publicité aux décisions du Conseil. En faisant cette remarque, j'outrepasse légèrement les limites de la réserve que je me suis imposée moi-même, mais je crois que c'est agir sagement que de ne pas faire de mystère à propos de choses qui, en fait, n'ont rien de secret.

M. le Président. — Je remercie M. Hallstein de sa déclaration.

La parole est à M. Hirsch, président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

M. Hirsch, président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — Mesdames, Messieurs, je voudrais également, comme l'a fait mon collègue M. Hallstein, me féliciter de l'échange de vues qui vient de s'instituer à l'occasion de ce colloque entre les Conseils de ministres et l'Assemblée.

Il ne faudrait pas que, des critiques et des suggestions que vous avez justement formulées, le public tire une conclusion qui serait fautive, celle d'une certaine inaction. Il est nécessaire que nous prenions et que le public prenne conscience du fait que le processus d'intégration européenne est en cours et que les progrès sont réels.

Je n'entrerai pas dans le détail des réalisations des trois Communautés; je voudrais simplement mentionner un fait qu'on oublie trop vite : il y a quinze ans, nous étions encore en train de nous battre les uns contre les autres. Quinze ans, c'est court dans la vie humaine ! Or, nous avons aujourd'hui des institutions qui fonctionnent et où travaillent côte à côte des hommes qui se sont battus, qui ont souffert dans leur cœur et dans leur chair. Cela prouve qu'il est possible de faire l'Europe et que chacun peut

dépasser les intérêts particuliers et se consacrer aux tâches qui lui sont imparties par les traités. Nous ne devons pas sous-estimer l'importance de ce fait; je crois que nous avons lieu d'en être fiers.

Cela ne veut pas dire que nous devons être satisfaits de la cadence de nos progrès. J'ai déjà utilisé il y a quelques jours, dans cette enceinte, le terme d'« impatience », impatience qui est celle de nos Commissions et qui est celle manifestée très légitimement par cette Assemblée. Je crois, et je le répète, qu'au stade actuel nous devons aller plus vite.

Dans les affaires mondiales, une évolution très importante a été marquée par les conversations récentes entre les dirigeants des États-Unis et de la Russie. On ne s'est peut-être pas encore suffisamment rendu compte du fait que la compétition s'est transportée, sans avoir disparu, du plan militaire sur le plan économique et sur le plan intellectuel et scientifique.

Si nous voulons que notre Europe, qui a tellement apporté au monde, tienne sa place, il est urgent que nous serrions les rangs. Il est urgent que nous participions à ce dialogue sur un plan d'égalité dans tous les domaines. Je suis convaincu que nous ne pouvons le faire que sous la forme de la Communauté européenne.

Au cours de ce débat, un certain nombre de suggestions concrètes ont été présentées. Elles sont certainement de nature à faciliter l'accélération de la construction européenne et nous les étudierons avec les Conseils de ministres. Je tiens donc à adresser mes remerciements à tous ceux qui sont intervenus dans ce débat.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Hirsch pour son intervention.

La parole est à M. Malvestiti, président de la Haute Autorité.

M. Malvestiti, président de la Haute Autorité. — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est avec le plus grand intérêt qu'en ma qualité de président de la Haute Autorité je prends part à ce second colloque entre l'Assemblée parlementaire, le Conseil des ministres et les exécutifs des trois Communautés.

Je pense que cet échange de vues qui a suscité des interventions si remarquables, permettra avant tout de clarifier les idées sur ce que j'aimerais appeler la nomenclature des différentes institutions, davantage que sur leur configuration juridique et politique. De prime abord, qui entend parler d'un Conseil des ministres songe évidemment à un exécutif; qui entend parler d'Assemblée parlementaire songe naturellement à un pouvoir législatif bien établi, doté de la faculté d'édicter des règles et des sanctions; qui ensuite entend parler encore d'exécutifs (lesquels seraient autre chose encore que le Conseil des ministres, mais sans lien direct avec l'Assemblée, sinon pour être censurés par elle ou pour l'entendre émettre des avis, obligatoires ou non) dont les rapports avec le Conseil des ministres sont tout sauf clairs aux yeux de l'homme de la rue et engendrent, pour le dire franchement, quelque perplexité même chez un juriste commentateur consommé, qui entend parler, disais-je, de ces exécutifs un peu *sui generis*, finit inévitablement par tâtonner dans le noir.

Voilà qui, il faut bien l'avouer, donne au grand public l'impression d'un certain manque de décision dans l'action. On en arrive à se demander où finit l'économie et où commence le politique; on se demande si la politique et l'économie peuvent vraiment être coupées l'une de l'autre comme avec un couteau; on se demande à qui il appartient de faire de l'économie et à qui il appartient de faire de la politique.

Dans une certaine mesure, on pourrait comparer les rapports entre les Communautés et le monde politique aux rapports entre le monde de l'économie nationale et celui de la politique nationale : toi entrepreneur, toi travailleur, toi consommateur, tu fais de l'économie; moi député, moi ministre, je fais de la politique. Mais cela même n'est pas vrai; il n'existe plus ni politique pure ni économie pure.

J'ai entendu l'autre jour notre ami Janssens prononcer une phrase fort significative; il a dit que l'on ne peut pas laisser s'intégrer l'économie et se désintégrer la politique. J'ajouterais volontiers : et vice versa.

D'autre part, la Haute Autorité et les Commissions sont des institutions de droit public

qui ne peuvent pas être identifiées — car ce serait par trop simpliste — au monde économique; en tant que telles, elles ont une responsabilité publique dont il serait difficile de nier la nature politique. La Haute Autorité et les Commissions ne poursuivent pas comme but immédiat celui auquel tendent les entrepreneurs de l'économie privée; elles ont une espèce de mission « déléguée », la recherche de l'harmonisation des politiques économiques aux fins du « mieux-être » général. La Haute Autorité a même des pouvoirs supranationaux qui la mettent en contact direct avec les tenants de l'économie, en dehors des gouvernements.

Enfin, il est impossible de nier qu'il est au moins deux problèmes — je dis deux, mais il y en a cent autres — où l'on aperçoit une imbrication serrée d'intérêts économiques et d'intérêts politiques : la sécurité des approvisionnements et le souci d'empêcher qu'un dumping agressif, venu de quelque côté que ce soit, ne provoque de graves crises dans des secteurs et des sphères d'intérêt des économies nationales et de l'économie communautaire.

La même chose pourrait se répéter, *mutatis mutandis*, pour le problème des investissements, pour les rapports avec le G.A.T.T. et même — pardonnez-moi d'en parler — pour le problème des armements qui suppose, tant que persiste la nécessité même de ces armements, toute une série de questions de politique industrielle et commerciale.

Mais je ne veux pas prolonger cet examen de caractère juridico-politique. Il m'aura suffi d'y avoir fait allusion pour souligner l'importance de notre présent colloque qui atteindra sans nul doute un premier résultat inégalable : qui est d'éclaircir, grâce aux divers exposés, les tâches imparties aux différentes institutions ou, si vous préférez, les tâches que les différentes institutions croient légitimement pouvoir s'attribuer.

C'est là un travail de clarification que nous devons grandement apprécier. Il sera donc extrêmement utile, et il a effectivement été extrêmement utile, que chacun de nous expose ses idées et, s'il y a lieu, ses inquiétudes. Il est utile que ces idées et ces inquiétudes soient exposées devant votre Assemblée que je suis heureux de pouvoir remercier, une fois de plus,

du précieux appui qu'elle a accordé à la Haute Autorité au cours de ces dernières années.

L'Assemblée a été l'élément moteur qui a guidé notre action; aussi ne pouvons-nous que souhaiter un accroissement de ses pouvoirs politiques. Il serait cependant injuste de ne pas rappeler l'appui qu'à son tour le Conseil nous a apporté dans la recherche de solutions communes pour des problèmes extrêmement complexes; il ne faut pas davantage oublier les efforts que les trois exécutifs ont déployés pour résoudre d'une manière constructive et harmonieuse les problèmes que nous avons à affronter en commun.

Permettez-moi de faire une seule remarque de détail sur ce que M. Vendroux a dit à propos de la supranationalité. Je puis aller à la rigueur jusqu'à admettre que ce principe n'a pas été apprécié dans une juste mesure par les auteurs du traité de Paris; mais aujourd'hui et par-dessus le charbon, par-dessus l'acier, par-dessus les problèmes proprement économiques, ce principe représente pour tous les hommes qui ont de l'intelligence et du cœur une conquête à laquelle on ne saurait renoncer. Le jour où ce principe devrait être abandonné, soyez bien certains, Mesdames et Messieurs, qu'il se produirait un vide dans la conscience européenne et nous n'échapperions pas au sentiment que sur le chemin de l'Europe un pas en arrière a été fait.

Gardienne de cette conquête, la Haute Autorité ne cessera jamais de la défendre; elle ne cessera de réclamer que, si des pas doivent être faits, ils se fassent en avant et non en arrière.

D'autre part, il est probable que les discussions n'amèneront pas, dans un très proche avenir, des décisions révolutionnaires. Je suis certain que les modestes paroles que je viens de prononcer ne serviront pas à faire de nouvelles découvertes; il ne m'en paraît pas moins que le président de la Haute Autorité qui, de concert avec les autres institutions de la C.E.C.A., a provoqué ces colloques devait souligner du moins l'importance, la nécessité d'une contribution à cette action clarifiante qui rendra accessible et compréhensible aux masses l'idée de l'unité européenne.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Malvestiti pour sa contribution à notre échange de vues.

La parole est à M. Battista, président de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles.

M. Battista, *président de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles.* — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, permettez-moi, qui suis le dernier orateur inscrit pour ce débat, d'essayer de compléter par quelques propositions concrètes la discussion qui d'ailleurs a été extrêmement intéressante.

De nombreux orateurs ont parlé et j'ai éprouvé un véritable plaisir à les écouter, car ils ont montré beaucoup de profondeur dans leur manière de traiter des questions juridiques et politiques. D'autres orateurs se sont occupés de problèmes très intéressants pour la vie de la Communauté, soucieux qu'ils étaient de lui donner un contenu politique plus grand. Enfin, d'autres encore ont demandé que le traité soit modifié, de manière à aménager autrement les relations entre l'Assemblée et le Conseil des ministres et conférer à l'Assemblée des pouvoirs plus grands que ceux qui découlent actuellement des traités.

Je vous demande la permission, également en ma qualité de président de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles — que j'ai eu l'honneur de présider pendant le débat qui s'est terminé par l'approbation du rapport de M. Janssens — de préciser les buts de notre rapport.

Nous n'avons pas voulu, Monsieur le Président, proposer de modifier le traité car, de l'avis de la commission, cela ne relève pas de notre compétence. Le jour viendra — et il se peut qu'il ne soit pas lointain — où notre commission se présentera devant l'Assemblée avec un rapport dans lequel elle formulera certaines demandes de révision du traité. Mais pour aujourd'hui, tel n'est pas le thème de l'échange de vues auquel nous avons voulu procéder avec le Conseil des ministres; aujourd'hui, Monsieur le Président du Conseil, notre thème, c'est la nécessité de préciser les limites entre lesquelles les relations entre l'Assemblée

et le Conseil — que nous souhaitons voir s'établir toujours plus cordiales — doivent se développer et se coordonner sur la base de propositions constamment plus efficaces, un thème que nous devons traiter parce que sur ces points fort délicats le traité demeure absolument muet.

Selon moi, ces relations doivent s'établir par le jeu de la volonté politique et de l'esprit de collaboration qui doit peu à peu se former entre vous et nous; c'est en réalité une collaboration qui existe d'ores et déjà et ne date pas d'aujourd'hui seulement.

Je me souviens, Monsieur le Président du Conseil, du temps où vous occupiez la charge de président de l'Assemblée commune et je me rappelle comment, dans une occasion difficile, vous avez — précisément vous, Monsieur le Président — réussi à établir des relations fructueuses et solides entre le Conseil de ministres et l'Assemblée. Il n'y a donc rien de surprenant si en ce jour nous nous adressons à vous, Monsieur le Président du Conseil, aux fins d'améliorer les modalités de la collaboration entre le Conseil et l'Assemblée. Il nous semble en effet que le Conseil, tel qu'il est actuellement, est un organe doté d'une fonction que l'on peut appeler quasi législative — sinon proprement législative — dans le cadre de la Communauté.

Cette fonction est conditionnée uniquement par les avis qu'en vertu du traité le Conseil est tenu de demander à notre Assemblée et parfois aussi au Comité économique et social. Du reste, le traité indique les questions sur lesquelles l'avis de l'Assemblée doit être requis. Mais il est bien évident qu'une disposition de ce genre ne suffit pas quand on songe que toute la politique économique — notre collègue Sabatini en a parlé aussi — échappe totalement au contrôle de l'Assemblée.

Il faut effectivement reconnaître que le traité n'a pas été trop généreux quand il s'est agi de conférer des pouvoirs à l'Assemblée. On le remarque d'ailleurs clairement à propos de la politique à l'égard des pays d'outre-mer pour laquelle aucun avis de l'Assemblée n'a été prévu; il n'est donc pas hasardeux de conclure qu'à cet égard quelque chose a été oublié lors de l'élaboration des normes contenues dans le traité...

Que faire alors, Monsieur le Président? Une chose très simple, selon moi; vu la nécessité d'établir entre l'Assemblée et le Conseil des relations plus étroites et plus fécondes, vu l'opportunité de donner un plus grand prestige à l'Assemblée — en étendant le domaine de sa responsabilité à tous les problèmes sur lesquels elle peut être appelée à se prononcer, en attendant la révision souhaitée du traité — dans ces conditions, dis-je, faites en sorte, Messieurs, que cette collaboration ne se déploie pas seulement sous la forme d'une simple et protocolaire demande d'avis, faite froidement et bureaucratiquement, si on peut dire, mais dans un esprit tout différent.

C'est pourquoi je me permets de proposer que nous cherchions une forme concrète de collaboration. On pourrait le faire par exemple — comme c'est dès maintenant le cas avec les exécutifs pour les propositions destinées à être soumises au Conseil des ministres — en établissant des rapports et des contacts directs entre nous, Assemblée parlementaire, et vous, Messieurs les Ministres. De la sorte, il nous serait aisé de discuter une quantité de problèmes, passer au crible les différents points de vue, considérer plus attentivement le pour et le contre sur tel ou tel sujet et, parvenus au terme de la consultation, exprimer l'avis en Assemblée, manifestant ainsi cette volonté politique qui est souhaitée de toute part.

Voilà, Monsieur le Président, qui serait déjà un premier pas, assurément pas de très grande importance, mais néanmoins un pas, même s'il est prudent, dans la voie de la construction de notre Europe.

Monsieur le Président, Messieurs les Ministres des affaires étrangères, faisons du moins ce pas en avant! Ne vous montrez pas, je vous en prie, avares de votre présence dans cette salle! Vous nous avez déjà promis, et nous en prenons acte, d'être souvent parmi nous. Voilà qui nous réjouit fort; nous sommes particulièrement heureux de pouvoir discuter n'importe quelle question avec vous. Je vous prie de même, Messieurs les Ministres des affaires étrangères, de ne pas être avares de vos paroles quand il s'agira de répondre à nos questions, et de ne pas vous retrancher derrière un argument spécieux en disant que le Conseil n'est pas compétent ou qu'il n'a pas encore pris de décision.

Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Conseil des ministres, dans des cas de ce genre et si aucune décision n'était encore prise, il serait souhaitable et opportun que vous vous réunissiez pour prendre la décision car, ce faisant, vous permettriez à votre travail et au nôtre d'être toujours plus expéditif. En outre, qu'il me soit permis de vous prier de renoncer, dans toutes les circonstances dont je vous ai parlé, à vous retrancher derrière des subtilités juridiques ou des questions de compétence. Si vous y renoncez, vous accroîtrez singulièrement la valeur et la signification politique des travaux de notre Assemblée.

Ne faisons donc pas tant de dissertations juridiques, cherchons à donner à notre Assemblée la valeur politique qu'elle doit avoir. Nous avons constaté en effet — et M. Janssens l'a fait remarquer dans son rapport — qu'une certaine question est demeurée sans réponse, précisément sous prétexte que le sujet ne relevait pas de la compétence du Conseil des ministres, alors que dans un autre cas, analogue, une réponse a bel et bien été donnée.

Je ne veux donc pas me livrer à une discussion juridique, car je n'ai pas la compétence de mon collègue M. Zotta qui est un éminent juriste. Je ne suis pas juriste, je suis un modeste homme politique, et c'est comme tel que je prie les ministres de ne pas se montrer avarés de réponses quand nous leur adressons des questions.

Je conclurai par une autre suggestion, une suggestion dont M. Dehousse m'a fourni l'occasion. Dans son rapport, M. Janssens a réclamé la publicité des travaux du Conseil. Quant à moi, je ne voudrais pas que l'on aille trop loin dans ce domaine de la publicité; mais quand une mesure n'a pas été prise, qu'on nous dise, à nous aussi, les raisons de cette abstention, et quand il y a eu un vote, qu'on nous fasse connaître le résultat de celui-ci.

Attendu que nous n'avons aucun pouvoir de contrôle politique des ministres en tant que tels, mais que nous avons un contrôle sur les ministres individuellement considérés lorsqu'ils se présentent devant nos parlements nationaux, nous pouvons, quand nous savons qu'un vote a eu lieu, intervenir auprès de nos gouvernements

et de nos ministres qui ont pris part à ce vote.

C'est une suggestion que je formule; elle ne sera probablement pas accueillie, mais j'aimerais que MM. les Ministres la prennent en considération. Il serait vraiment très intéressant que nous apprenions quelque chose de ce qui se passe au Conseil, surtout pour pouvoir mieux orienter notre activité.

J'en ai terminé, Monsieur le Président du Conseil. Demain matin, vous répondrez aux interventions, et je suis certain que vous tiendrez compte de mes demandes.

Je souhaite que mes suggestions soient accueillies et par anticipation je vous remercie de la contribution que vous voudrez bien apporter à notre Assemblée aux fins de conférer une valeur politique à son activité.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — M. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de l'Euratom, répondra demain aux remarques faites par les différents orateurs à propos du premier point de l'échange de vues, après quoi nous passerons au débat sur les deux autres points.

5. — *Modification dans la composition d'une commission*

M. le Président. — J'ai reçu du groupe démocrate-chrétien une demande tendant à remplacer dans la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer M. Delle Fave par M. Turani.

Il n'y a pas d'objections?...

Cette nomination est ratifiée.

6. — *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain mercredi 25 novembre, à

9 heures et à 15 heures avec l'ordre du jour suivant :

Suite de l'échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés sur :

— les relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres;

— la coordination des politiques extérieures

des six États membres de la Communauté à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés;

— les relations entre la Communauté et les pays et territoires d'outre-mer.

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h 05.)

SESSION DE NOVEMBRE 1959

SÉANCE DU MERCREDI 25 NOVEMBRE 1959

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	166
2. Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés (suite) :	
M. le Président	166
Relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres (suite) :	
MM. Pella, président des Conseils de la Communauté économique euro- péenne et de la Communauté euro- péenne de l'énergie atomique; Poher, président du groupe démocrate-chré- tien; Birkelbach, président du groupe socialiste	166
Coordination des politiques extérieures des six États membres :	
MM. Pella, président des Conseils de la Communauté économique euro- péenne et de la Communauté euro- péenne de l'énergie atomique, Battista, président de la commission des affaires politiques et des questions institution- nelles; Pella, Battista, Blaisse, Furler, Maurice Faure, Kapteyn, Armen- gaud, Rubinacci, Scelba, Wig- ny, membre des Conseils des Communau- tés	177
Sur la suite du débat :	
MM. le Président, Carboni, Birkel- bach, Pella, le Président	211
Suspension et reprise de la séance.	212
Coordination des politiques exté- rieures (suite) :	

MM. Scheel, Fischbach, M ^{me} Strobel, MM. Metzger, Van Campen, Filliol, Pleven, Hallstein, président de la Commission de la Communauté éco- nomique européenne; Malvestiti, pré- sident de la Haute Autorité de la Com- munauté européenne du charbon et de l'acier; Pella, président des Conseils de la Communauté économique euro- péenne et de la Communauté euro- péenne de l'énergie atomique.	212
Sur l'ordre des travaux :	
MM. le Président, De Block, Birkel- bach. — Décision de ne pas tenir une séance de nuit	237
Suspension et reprise de la séance . .	238
3. Composition de la Commission de la Communauté économique européenne. Annonce de la nomination de M. Caron comme membre et vice- président de cette Commission . . .	238
MM. le Président, Poher, président du groupe démocrate-chrétien, Caron.	238
4. Dépôt de documents	239
5. Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés (suite) :	
Sur l'organisation du débat :	
MM. le Président, Janssens, au nom du groupe des libéraux et apparentés.	239
Relations entre la Communauté et les pays et territoires d'outre-mer :	
MM. Pella, président des Conseils de la Communauté économique euro- péenne et de la Communauté euro-	

<i>péenne de l'énergie atomique; Lemaignen, membre de la Commission de la Communauté économique européenne; Schuijt, au nom du groupe démocrate-chrétien; Peyrefitte, au nom du groupe des libéraux et apparentés; Ramizason, au nom du groupe socialiste; Kopf, Corniglion-Molinier, Nederhorst, Vial, Pella.</i>	239
<i>Allocution de M. le Président</i>	265
<i>6. Ordre du jour de la prochaine séance . .</i>	268

PRÉSIDENCE DE M. VANRULLEN

Vice-président

(La séance est ouverte à 9 h 05.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — *Adoption du procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — *Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de l'échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés sur :

— les relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres;

— la coordination des politiques extérieures des six États membres de la Communauté à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés;

— les relations entre la Communauté et les pays et territoires d'outre-mer.

A l'ordre du jour de la séance de ce matin figurent la réponse des Conseils au premier point, à savoir les relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres des Communautés, ainsi que le deuxième point, la coordination des politiques extérieures.

L'Assemblée dispose ce matin de trois heures et demie pour cette discussion. En réservant le temps nécessaire pour les interventions des membres des Conseils de ministres et des représentants des exécutifs, l'Assemblée dispose encore d'environ deux heures et demie pour les interventions de ses membres.

Quinze orateurs se sont inscrits sur ce point jusqu'à présent.

Je propose à l'Assemblée d'appliquer l'article 32, paragraphe 2, du règlement et de limiter le temps de parole de chaque orateur à un maximum de 15 minutes.

En faisant cette proposition, je présume que tous les orateurs n'utiliseront pas entièrement le temps de parole qui leur est accordé.

Je ferai avertir chaque orateur lorsqu'il ne lui restera plus que cinq minutes de temps de parole.

En conséquence, j'invite les orateurs à faire connaître au secrétaire général la durée exacte de leur intervention et je leur demande instamment de bien vouloir respecter cette durée, dans un esprit de courtoisie à l'égard de leurs collègues comme des membres des Conseils et des exécutifs.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

Nous allons donc aborder la suite de la discussion de la première question à l'ordre du jour, relative aux relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres.

La parole est à M. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

M. Pella, *président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.* — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Mes-

sieurs, c'est avec le plus grand intérêt que j'ai entendu hier les différents discours qui ont été prononcés dans cette salle. Bien loin de verser dans les phrases conventionnelles et les formules rituelles, je tiens à remercier tous les orateurs qui ont pris la parole : ils ont apporté une contribution vraiment précieuse au débat. Je remercie particulièrement le rapporteur, M. Janssens, dont nous avons tous admiré l'excellent rapport qui, entre les limites que je définirai quand je parlerai des divers sujets, mérite certainement la reconnaissance et l'admiration des Conseils. Je remercie plus particulièrement M. Battista, président de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, qui a su rapporter au thème qui nous intéresse les diverses considérations que nous avons entendu énoncer.

En réalité, ma reconnaissance va indistinctement à tous les orateurs que je nommerai par ordre alphabétique : MM. Battaglia, Dehousse, Fischbach, Sabatini, Santero, Storch, Van der Gœs van Naters, Vendroux et Zotta. Je ne cacherai point la profonde satisfaction que j'ai éprouvée en entendant certains orateurs qu'en d'autres temps j'avais entendu parler avec une même ardeur. Je ne suis point surpris, et ce n'est point pour moi un motif d'amertume, si dans leur enthousiasme d'Européens ils ne se sont pas toujours montrés tendres pour les Conseils que j'ai l'honneur de représenter.

Le thème d'hier, c'était le problème des relations entre l'Assemblée et les Conseils. Les discours que nous avons entendus sont allés — je suis tenté d'ajouter : heureusement — au delà du sujet proposé. Si je le souligne, c'est uniquement pour expliquer pourquoi dans mon bref discours d'introduction j'ai passé outre à de nombreux aspects, ce qui a valu aux Conseils le courtois reproche de n'avoir pas touché, dans la déclaration inaugurale, un certain nombre de questions. Mais je vais avoir l'honneur de répondre brièvement sur ces points.

Je répondrai cependant tout d'abord sur des points qui se rattachent étroitement au thème qui nous était proposé hier.

MM. Battista et Vendroux ont souhaité que les Conseils ou les ministres se rendent plus fréquemment à l'Assemblée, soit aux séances

plénières de celle-ci, soit aux réunions de commission. On nous demande de ne point nous montrer avares de notre présence ni de nos réponses. Je vous donne l'assurance que l'intention des Conseils de ministres est précisément de ne l'être point. Nous avons inauguré naguère à Rome et nous avons continué ici un usage qui me semble digne de développements ultérieurs; dans la pratique, nous trouverons certainement une manière de faire qui soit satisfaisante et qui permette de réaliser les vœux que l'on caresse de part et d'autre.

Je voudrais également tranquilliser M. Fischbach qui craint que le Conseil de ministres ne soit tenté de se retrancher parfois derrière la distinction entre le Conseil de ministres en tant que tel et les positions prises par différents gouvernements représentés par la personne des six ministres des affaires étrangères en des réunions déterminées. Je puis lui dire que son inquiétude n'a aucune raison d'être; dans quelques instants, lorsque je parlerai des fonctions et des attributions des Conseils, je dirai pourquoi il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

Je remercie M. Santero d'avoir parlé de la position des ministres quand ils sont présents ici et quand ils répondent à certaines interventions. Nous ne nous sentons réellement pas comme des inculpés, nous nous sentons comme des hôtes bienvenus et reconnaissants, comme des collaborateurs dans un travail commun. Si les Conseils de ministres ont dit, en une occasion précédente, qu'ils ne pensaient pas que ces colloques puissent avoir forme d'interpellation, ils entendaient défendre une position formelle, une position de principe que nous avons tous l'obligation de sauvegarder. Mais, mise à part cette obligation de défense formelle, je vous dirai que celui qui a l'honneur de vous parler en ce moment ne se demande pas s'il est dans la position d'une personne que l'on interroge ou que l'on interpelle. Ce que nous voulons, c'est instituer un échange d'idées, un échange de conseils.

Ainsi, en ce qui concerne les limites posées aux questions, une limitation que l'on a regrettée et dont M. Santero désirait qu'elle soit beaucoup moins grande, j'affirme que le Conseil de ministres n'a aucune intention d'imposer ni de défendre pareille limitation.

Le fait qu'au sein du Conseil et du secrétariat coexistent des personnes appartenant à six pays, qui ont une pratique parlementaire, un style et des habitudes différentes en matière de questions — la gamme va en effet de la simple réponse donnée dans certains pays : « oui » ou « non », à l'usage suivi dans d'autres pays, dans le mien notamment, et qui veut que la réponse soit parfois un peu plus ample sans que le sujet le requière absolument — du fait de cette coexistence, dis-je, il est naturel que tel ou tel ne soit pas satisfait par une réponse brève. Mais cela n'a rien à voir avec le fond même du problème, car l'intention de collaborer demeure, cette intention que je désire réaffirmer au nom des Conseils.

Quand M. Janssens déclare que l'expression « colloque » ne lui plaît pas, je puis lui répondre que je suis d'accord avec lui : elle ne me plaît pas non plus. Je m'en remets cependant aux parlementaires ici présents pour que l'on s'efforce de trouver une expression meilleure, à condition toutefois qu'elle ne trahisse pas l'idée.

Mesdames et Messieurs les Représentants, je réaffirme ici le désir et l'intention que les Conseils de ministres ont de collaborer. J'ajouterai même que nous voudrions que l'on se serve largement de cette zone de ce qui n'est pas interdit par les traités sans cependant être prescrit par eux. Faire tout ce qui est prescrit par les traités, c'est pour les Conseils de ministres une obligation. Mais quand ensuite on va au delà de la zone des accomplissements prescrits et que l'on pénètre dans la zone de ce qui n'est pas interdit, nous pouvons incontestablement dire que nous sommes arrivés sur un terrain où s'exprime la bonne volonté. Or, cette bonne volonté existe dans une large mesure chez les Conseils.

Pour ces raisons, j'espère que l'Assemblée montrera une compréhension toujours plus marquée. De même que les Conseils ne peuvent que remercier l'Assemblée de la bonne volonté que celle-ci manifeste incontestablement, de même j'espère qu'à l'avenir également, et dans une mesure toujours plus grande, l'Assemblée aura des motifs de s'exprimer aimablement en face des Conseils puisque sans aucun doute nous vivons dans une atmosphère où des efforts et des activités sont

déployés qui, alors même qu'ils ne sont pas obligatoires, ne nous en paraissent pas moins utiles.

Je passerai maintenant à l'examen des autres points, tous importants, mais sur lesquels je n'ai pas pu m'entretenir avec mes collègues des Conseils, et cela uniquement par manque de temps, leurs réunions ayant pris fin hier soir. Je suis donc obligé de préciser que l'exposé que je vais faire reflètera ma pensée personnelle; je m'efforcerai pourtant de tenir compte de l'opinion de mes collègues des Conseils dont j'espère interpréter la pensée.

On a parlé de l'opportunité ou de la nécessité d'attribuer à l'Assemblée de plus amples pouvoirs; la question a été traitée plus particulièrement par MM. Janssens, Battista, Santero et Vendroux.

Je crois qu'il nous faut distinguer entre les pouvoirs plus amples que l'Assemblée peut exercer sans qu'il soit besoin de modifier les traités et les pouvoirs plus amples qu'elle ne pourra exercer que moyennant une révision des traités. Pour ce qui est de cette révision, j'aurai l'occasion d'en parler un peu plus tard, me bornant à dire maintenant que je suis personnellement convaincu que l'Assemblée n'est pas seule à pouvoir raisonnablement souhaiter cet élargissement de son champ d'activité, dans les limites du traité; pareil élargissement est d'une façon générale utile et souhaitable. Il est en effet indiqué d'exploiter toutes les possibilités offertes par les traités, en respectant, bien entendu, les limites posées par ceux-ci et que nul ne désire naturellement outre-passer.

Quelle est la fonction que devra avoir cette Assemblée? Répondant à cette question, je vais reprendre quelques expressions que j'ai entendu formuler. Une fonction de propulsion, certainement; une fonction que l'on pourrait tenter de traduire en termes d'Assemblée constituante. Je n'oserais dire que l'on puisse aller jusque là, mais je crois qu'aucun partisan convaincu de l'Europe ne saurait reprocher à l'Assemblée de s'élancer de toutes ses forces sur la voie de cette fonction de propulsion.

Quelques représentants se trouvent dans cette salle qui peuvent même témoigner qu'un élan de propulsion de ce genre est parti de

l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et que cet élan a véritablement eu de beaux résultats. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que je n'appartiens plus à l'Assemblée, que j'appartiens maintenant au monde de vos interlocuteurs et que dans les décisions du 1^{er} et du 2 décembre 1954, alors que le ciel paraissait obscurci par tant de nuages et que l'espérance était difficile, c'était précisément l'Assemblée qui non seulement a espéré mais a décidé qu'une relance du mouvement européen se ferait. Je crois, Mesdames et Messieurs, que l'Assemblée d'alors a eu raison de revendiquer la paternité des réalisations concrètes que l'on a vues par la suite et qui ont conduit à la signature des traités, de Messine à Venise, à Val-Duchesse et à Rome (*applaudissements*), de ces traités qui sont proprement les fils de l'Assemblée commune.

Mais il est naturel que par la suite ces faits aient été oubliés et je voudrais reprendre à ce propos une image qui n'est pas mienne. Quand la nuit est noire, on a besoin des porteurs de flambeaux; lorsque l'aube naît et que la nuit a passé, on n'a plus besoin de torches et il arrive que les porteurs de flambeaux tombent dans l'oubli. Je tiens à vous donner l'assurance que, si vous vous faites porteurs de flambeaux, les Conseils de ministres des années à venir n'oublieront certainement pas la lumière qu'à un certain moment l'Assemblée aura faite sous un ciel obscur.

M. Vendroux voudrait que l'Assemblée acquière davantage d'autorité. Telle est bien véritablement la route sur laquelle nous devons cheminer. D'ailleurs, les membres de l'Assemblée sont réellement en mesure de conférer à celle-ci une autorité morale sans cesse croissante; mais pour ce qui ne dépend pas des mérites personnels de chacun, c'est-à-dire pour ce qui dépend des dates de naissance, je vous rappellerai que le prestige de l'Assemblée augmentera certainement quand on en sera arrivé à élire au suffrage universel et direct une partie des membres de l'Assemblée, en attendant le jour où tous ses membres seront élus ainsi. Les parlementaires que vous êtes savent que les Conseils de ministres et les gouvernements examinent en ce moment très attentivement et dans un esprit favorable cette

idée qui fait partie de l'ensemble des propositions que mon collègue Wigny a su nous présenter de façon si heureuse.

Je pense qu'il faudra appuyer ces propositions et qu'il sera utile de suivre d'autre part certain conseil qui correspond également à la pensée de la commission des affaires politiques, je veux dire du groupe de travail pour les élections européennes : à savoir qu'il faut tenter de parvenir, après une phase intermédiaire, à une forme mixte, de manière que la future Assemblée compte des représentants encore désignés par les parlements nationaux ainsi que des représentants élus au suffrage direct. C'est que nous avons encore besoin de ces désignations par les parlements nationaux car, comme je le dirai à la fin de ma réplique, ces parlements sont le point de départ d'où il est possible de faire faire des progrès à la cause de l'intégration européenne.

J'ai entendu hier des dissertations et des argumentations vraiment remarquables sur la nature du Conseil des ministres et de ses attributions. Or, je voudrais que nous n'oublions pas qu'il n'existe pas de « Conseil *des* ministres ». Dans le traité de la C.E.C.A., on parle d'un « Conseil *de* ministres »; je le répète : Conseil *de* ministres et non pas Conseil *des* ministres. De leur côté, les traités de Rome parlent simplement de Conseils. Dans l'application pratique des traités, on a repris l'expression « Conseil de ministres » et cette manière de faire a sa raison d'être, en premier lieu parce qu'on ne considère pas que les Conseils soient l'exécutif de la Communauté ou des Communautés : ils traduisent la présence simultanée, en une forme organique, de six ministres désignés par les divers gouvernements, en l'occurrence celle des six ministres des affaires étrangères.

Ces Conseils sont-ils des exécutifs? Sont-ils des organes législatifs? Que sont-ils? J'ignore si les juristes peuvent répondre aisément sur ce point et d'une façon non équivoque. Probablement rechercheront-ils une fois de plus, même s'ils sont demeurés à leur point de départ, cette solution facile qui permet de clore la discussion et qui consiste à dire qu'il s'agit d'une formule *sui generis*; et peut-être en est-il ainsi, et ce sera l'activité de ces prochaines années qui dégagera toujours plus nettement

les contours encore incertains des fonctions incombant aux Conseils de ministres.

Les Conseils deviendront-ils la future Seconde Chambre, ainsi que M. Battaglia le demandait dans son remarquable discours d'hier? Représenteront-ils, Monsieur Dehousse, une première tentative de gouvernement fédéral?

Quant à moi, je souhaite que l'on avance dans cette direction, qui est la direction qu'ont suivie les travaux destinés à opérer l'intégration politique de la petite Europe, dès 1953 et jusqu'à cette récente réunion qui a eu lieu à La Haye en décembre. Je le répète dans cette enceinte aussi : je me refuse à croire que les dossiers aient été ensevelis dans les archives ; je préfère croire qu'ils sont conservés dans quelque « frigidaire » en attendant qu'on puisse en reprendre et en développer le contenu.

Devant qui les Conseils de ministres sont-ils responsables? M. Zotta a prononcé un discours réellement important du point de vue juridique — il me semble que les discours Battaglia et Zotta ont vraiment scruté profondément les aspects juridiques du problème — dans lequel il s'est demandé devant qui les Conseils sont responsables.

Je vous demande la permission de répondre que les traités sont muets sur ce point ; ils ne disent donc pas, de façon formelle, que les Conseils doivent répondre de leurs actes devant l'Assemblée ; mais vu l'idée de collaboration que j'ai énoncée comme prémisses au début de mon intervention, je crois pouvoir dire qu'en l'occurrence, sans cependant accepter la conclusion de M. Zotta selon lequel les Conseils sont constitutionnellement responsables devant l'Assemblée, il y a indubitablement une position politique, je dirais volontiers aussi une position morale, en vertu de laquelle les Conseils de ministres ont besoin de sentir constamment que leur pensée est à l'unisson de celle de l'Assemblée.

Je transpose donc l'énonciation constitutionnelle et formelle du problème sur le plan de cette collaboration dont je ne doute pas que nous puissions la développer et l'améliorer sans cesse.

Ce sont les Commissions qui, constitutionnellement, répondent devant l'Assemblée, car

elles sont proprement les organes exécutifs à l'égard desquels une motion de censure peut être déposée qui, si elle est approuvée entraîne la démission de la Commission.

M. Vendroux souhaite qu'il y ait une plus grande délégation de pouvoirs — je ne dis pas : un plus grand abandon de pouvoirs, car il faut faire la différence entre délégation et abandon — en faveur des Conseils de ministres.

Pareille délégation, je souhaite qu'elle puisse devenir une réalité de demain et qu'elle constitue une première étape sur un chemin plus long qui verra ces délégations de pouvoirs se faire toujours plus amplement non seulement dans une institution particulière à la Communauté, mais dans toute la Communauté.

Il est un point qui m'a fort intéressé : certains désirent savoir comment on vote au sein des Conseils de ministres, comment votent les différents ministres.

Malgré tout le désir de collaboration que j'éprouve, ma réponse sur ce point ne saurait être autre que résolument négative, et je m'en explique. Si les Conseils de ministres sont réellement, ainsi que nous le pensons, des organes conçus comme collègues, il en découle un certain nombre de conclusions, notamment le fait que le vote constitue la voie sur laquelle on atteint un résultat, qui est l'approbation ou le rejet d'une proposition déterminée. Tout ce qui s'est passé sur cette voie, il n'y a pas de raison de le révéler au dehors.

J'irai même jusqu'à dire que, conformément à une pratique constitutionnelle très correcte, même ceux qui ont voté contre une proposition doivent ensuite se considérer comme liés par le résultat du vote ; il y a plus : peut-être n'ont-ils pas même le droit de dire comment ils ont voté. A ce propos, j'ajouterai cependant une idée qui m'est personnelle. Les Conseils de ministres ne peuvent pas communiquer des informations de ce genre, mais au Parlement national le représentant peut demander comment son gouvernement a voté. Et ne craignez pas, MM. les Représentants, que sa réponse puisse être contraire à la vérité, car il est impossible de mentir quand cinq autres gouvernements sont prêts à témoigner que l'on raconte des histoires !

C'est pourquoi je demande que l'on porte sur le plan de l'activité politique nationale cette recherche de renseignements particuliers.

Toujours à propos des Conseils de ministres, on parle longuement des sujets qui relèvent de la compétence des Conseils et de ceux qui demeurent réservés aux gouvernements en tant que tels; il y a en d'autres termes une certaine tendance à suggérer la suppression de cette distinction et à considérer que tout rentre dans la compétence des Conseils.

Permettez-moi de ne pas me rallier à cette idée. Abstraction faite de ce que les traités fixent les compétences des Conseils, compétences qui sont relatives aux objectifs que les traités veulent atteindre, je crois qu'il y a une certaine utilité — je suis tenté de dire même une très, très grande utilité — pour le progrès de la cause européenne que des conférences des ministres des affaires étrangères aient régulièrement lieu, indépendamment des Conseils de ministres proprement dits, car dans ces conférences on met en chantier des initiatives qui, par delà les objectifs du traité, permettent de faire progresser l'idée de la solidarité et de l'intégration européenne.

J'ose même dire, Mesdames et Messieurs, que si nous n'avions pas eu cette possibilité, nous ne nous serions fort probablement pas engagés ces derniers jours à organiser cette consultation politique à six que nous considérons comme un point de départ d'où nous avancerons au gré de cette progressivité dont il me semble qu'elle devrait être notre loi; cette procession par degrés, constamment alimentée par notre ferveur, nous permettra en effet de réaliser ce qui est réalisable et nous retiendra d'ensevelir, dans la recherche de l'impossible, certaines possibilités, même si leur réalisation veut un certain temps d'attente.

Je partage pleinement les conclusions auxquelles est parvenu M. Battaglia. Ce sont des conclusions auxquelles, me semble-t-il, a fait écho M. Zotta quand il a dit que les Conseils doivent accentuer toujours plus leur caractère communautaire, de manière qu'il ne naisse pas une dyarchie sur le plan de l'exécutif en face des Commissions, et cela parallèlement à l'accroissement souhaité de l'importance de l'Assemblée dans la vie communautaire. S'il existe

des divergences entre les avis formulés par l'Assemblée et les décisions des Conseils, je crois que, sans aller jusqu'à des engagements de caractère formel, nous pouvons mettre en œuvre une forme de collaboration toujours plus cohérente, ce qui nous offrira certainement de larges possibilités de comprendre pourquoi les organes de délibération — les Conseils de ministres — peuvent être d'un avis autre que l'Assemblée.

Mais on n'a pas parlé seulement des Conseils, on a parlé aussi des Commissions. M. Santero a demandé si les Conseils de ministres sont disposés à accroître les pouvoirs des Commissions. A cette question, il n'y a qu'une réponse possible : les Conseils estiment qu'il faut exploiter toutes les possibilités offertes par les traités. Ils n'ont pas le pouvoir d'autoriser des transferts de compétences qui ne sont pas prévus dans les traités. Je crois quant à moi qu'il existe encore des domaines susceptibles d'une application plus large et plus féconde des traités. Nous avons trop d'estime pour l'œuvre accomplie par les Commissions pour ne pas être certains que l'on saisira toutes ces possibilités.

M. Storch, qui a prononcé un chaleureux discours dont je le remercie, a très pertinemment souligné qu'avant tout il faut faire un bon travail. Nous avons aujourd'hui deux Commissions et une Haute Autorité, autrement dit, nous avons trois exécutifs. Incidemment, au cours de la discussion d'hier, j'ai remarqué que la tentation de parler de coordination et de fusion de ces exécutifs s'affaiblissait; dans sa toute récente réunion à Paris — je crois que c'était le 19 et le 20 novembre — le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe a adopté une résolution qui suggérerait précisément cette fusion des trois exécutifs.

Permettez-moi de vous dire que les Conseils s'occupent très activement de cette idée que l'on trouve aussi dans le mémorandum de M. Wigny qui plaide pour la coordination de l'activité des exécutifs. Personnellement, je ne me sens guère enclin à appuyer dès maintenant l'idée de leur fusion, car nous savons que chacun de ces trois exécutifs a quelque chose de supranational, mais à des degrés variables, et je ne voudrais pas que la fusion

entraîne un nivellement vers le bas que nous devons éviter à tout prix.

(Applaudissements.)

Je passe au problème de la coordination économique. M. Sabatini n'a pas caché qu'il était déçu de ce que je n'aie pas parlé de coordination des politiques économiques. Mais je devais m'en tenir au thème qui m'était proposé; or, ce thème, c'étaient « les relations entre l'Assemblée parlementaire et les Conseils de ministres ».

Je ne vois pas le moindre inconvénient à parler dans ma réplique de cette coordination, d'autant moins qu'il pourrait être plus opportun d'en parler à l'occasion de la seconde discussion que nous commencerons ce matin et aussi parce que le thème qui m'a été imposé est celui de la coordination des politiques économiques à l'égard des pays tiers, tandis que hier on a parlé de coordination entre les six pays.

D'autre part, le sujet a été traité aussi, avec la ferveur que nous lui connaissons bien depuis des années, par M. Van der Goes van Naters. Je tiens à dire à ce propos qu'une coordination des politiques économiques est effectivement en cours; on est en train de coordonner. Mais n'oublions pas que nous en sommes à la seconde année d'une période de transition pour laquelle on prévoyait au moins douze ans, suivant le cas même quinze. Et bien que nous souhaitions pouvoir accélérer l'évolution, il n'en reste pas moins que deux années seulement ont passé.

De toute façon, je désire préciser qu'il y a eu de nombreuses réunions de ministres compétents dans les divers secteurs, ministres de l'agriculture, des finances, du commerce extérieur et aussi de l'instruction publique et de la santé, précisément dans le dessein d'arriver à l'harmonisation des différents chapitres dont est composé le grand livre qui a pour titre « Politique économique d'un pays déterminé ».

M. Santero a dit que de telles réunions, très louables, avaient eu lieu. Au risque de paraître donner dans le paradoxe, je dirai que ce « très louable » traduit un sentiment de généreuse amabilité de la part de M. Santero, car précisément au cours de cette session des

Conseils nous avons manifesté quelque inquiétude quant à la succession de rencontres trop nombreuses, même si elles servent à des fins de coordination, qui réunissent les ministres des divers secteurs. Les Conseils ont décidé que, la nécessité de ces réunions par secteurs demeurant incontestée, toute la coordination doit relever de l'organe coordonnateur unique, qui est le Conseil, en ce sens que le Conseil doit assister à toutes les réunions de ministres de secteurs; aussi ces réunions doivent-elles être considérées comme l'expression de réunions du Conseil de ministres, précisément pour défendre et affirmer le principe de la coordination. Il s'agit là, en somme, d'un souci de tout ramener à l'unité.

Nous espérons que la période de transition de douze ans pourra être abrégée. Mais il faut que l'on comprenne bien que dans notre esprit la durée de cette période doit servir à réaliser la Communauté économique et non pas seulement à réduire d'une manière anticipée les tarifs et le contingentement dans le trafic des marchandises. Faire cela équivaldrait à anticiper uniquement une union douanière; or, nous savons que le marché commun, s'il est assurément une union douanière, n'est pas uniquement cela. Je considère par conséquent que nous devons parallèlement nous efforcer aussi d'atteindre les autres objectifs prévus par le traité instituant la C.E.E. — libre circulation des services et notamment de la main-d'œuvre — et surtout l'objectif qu'est l'harmonisation des politiques économiques des six pays, le sujet dont précisément nous nous occupons en ce moment.

On a parlé aussi de coordination des politiques extérieures. A ce propos encore, M. Van der Goes van Naters nous a fait quelques confidences personnelles concernant certaines difficultés qui l'ont amené notamment à renoncer à la charge onéreuse, mais aussi très honorifique, de président d'une de vos commissions. Le marché commun, a fait remarquer M. Van der Goes van Naters, présuppose une coordination des politiques extérieures qui est implicite dans le marché commun. Lorsque votre éminent collègue fait cette affirmation, il a indubitablement droit à notre vive reconnaissance car ses paroles sont l'expression d'une volonté d'intégration de l'Europe. Mais hélas,

je dis bien : hélas, il a fait une observation qui ne répond pas à la réalité juridique et politique des traités; ceux-ci parlent en effet de coordination des politiques économiques, de circulation des biens, des personnes, des capitaux, ils parlent en somme de beaucoup de choses, tout en restant bien loin de la politique extérieure. Aussi faut-il voir en tout cela la manifestation de notre volonté d'arriver un jour à coordonner nos politiques extérieures. Mais nous nous engagerions dans une impasse au fond de laquelle nous nous fracasserions la tête contre un mur, si nous supposions qu'une coordination des politiques extérieures soit déjà possible en vertu des traités actuellement en vigueur.

Il faut que nous travaillions avec beaucoup de foi et aussi avec tact; il faut de même que nous agissions graduellement pour atteindre cet objectif. C'est bien pourquoi les six ministres des affaires étrangères — agissant non pas en tant que Conseil de ministres, mais en tant que conférence des ministres des affaires étrangères et tenus par conséquent encore davantage à respecter la volonté des gouvernements — ont décidé finalement, et ce « finalement » signifie que les difficultés n'ont pas été négligeables, de se consulter périodiquement.

Nous savons tous combien longue a été la route qui devait nous mener à une intégration économique. Nous avons commencé en 1948, année déjà lointaine, par des formes timides de coopération; nous avons renforcé cette coopération et en 1950-1951 nous avons déjà pu transposer l'idée de coopération dans le cadre de l'intégration d'un certain secteur. En 1957, nous sommes parvenus à l'intégration pour tous les secteurs économiques. Voilà qui nous permet d'être confiants, qui nous permet d'espérer que ce point de départ correspond à peu près à la position idéale de 1948. C'est une situation qui naît à une distance de dix ans, mais qui naît de façon heureuse et qui peut nous faire avancer à tout prix avec un maximum de célérité.

Il serait peut-être déplacé ici, et peut-être de mauvais goût, que je m'étende sur les difficultés qui s'opposent à l'accélération de la coordination des politiques extérieures des six pays pour arriver à quelque chose de plus

qu'une consultation. Je ne vais donc pas énumérer ces difficultés, ne fût-ce que parce que ce serait superflu vu que tout le monde les connaît fort bien.

On a parlé de révision des traités. M. Dehousse, qui a notamment l'art de mettre certaines idées en relief par des qualifications assez incisives, a dit que les traités en vigueur « ont tout mélangé ». Et c'est vrai, en ce sens que parfois il est difficile d'y trouver une ligne organique et systématique; ces traités sont en fait le résultat de négociations, souvent de compromis; avant d'arriver à une conclusion, il a fallu faire des sacrifices également sur le plan de la clarté et sur celui de l'ordonnance systématique.

Ces traités pourront-ils être révisés et leur révision paraît-elle utile? Je souhaite pour mon compte qu'un jour on puisse les réviser pour les améliorer et que l'on puisse parler, comme l'a fait M. Vendroux, d'harmonisation des traités, d'une révision qui créerait la possibilité d'atteindre de nombreux objectifs. Je vous rappelle cependant combien le sujet est délicat; le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe dont j'ai parlé il y a un instant et dont on ne saurait mettre en doute la ferveur européenne, ce comité lui-même a dit dans ses résolutions des 19 et 20 novembre, tout en suggérant de modifier les traités pour opérer la fusion des trois exécutifs, que c'était là le seul amendement possible aujourd'hui, la révision suscitant de nombreuses préoccupations d'ordre général. Ce même comité d'action déclare « périlleuse et illusoire la possibilité d'aboutir avec une sollicitude suffisante à la révision des traités ». Considérons donc cette révision comme un objectif à moyen terme, sinon à long terme, et cherchons à créer les conditions dans lesquelles elle peut se faire, sans oublier que d'ici là notre devoir est de tirer parti de toutes les possibilités que les traités actuels nous offrent.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'approche du terme de ma réplique qui malheureusement aura été plus longue que je ne l'avais pensé; et je m'en excuse. Avant de conclure, je dirai deux mots — c'est M. Storch qui en a parlé — du fonctionnement des parlements nationaux. Dans cette salle, nous avons commencé hier ce que l'on a appelé

un dialogue; j'ai cependant l'impression que les sollicitations, les inquiétudes et les pensées dont on a fait part aux Conseils de ministres sont en réalité des sollicitations, des inquiétudes et des pensées dont les Conseils sont le destinataire premier et provisoire, mais non pas le destinataire véritable.

S'il en est ainsi, je suis très heureux de l'honneur qui est échu aux Conseils de ministres de se faire les dépositaires temporaires de ces sollicitations. Mais, Mesdames et Messieurs, atteindre les objectifs qui vont au delà des traités, voilà qui suppose la révision de ceux-ci, et celle-ci suppose à son tour l'acquiescement des gouvernements et l'orientation d'une politique des gouvernements dans ce sens; atteindre ces objectifs, cela suppose des majorités parlementaires qui lient les gouvernements, cela suppose l'activité de partis démocratiques de majorité ou d'opposition, mais partisans de la politique européenne de partis, qui demandent aux parlements nationaux d'adopter certaines conduites à cette fin.

C'est pourquoi il me semble que la marche doit être ouverte avant tout par les partis démocratiques des différents pays. Puis elle doit être poursuivie dans les milieux parlementaires nationaux et se transformer en une sollicitation des gouvernements par ces parlements, les gouvernements étant priés de fixer les objectifs que nous désirons atteindre. On peut dire par conséquent que, pour atteindre les objectifs majeurs, il ne faut pas tellement que convergent les volontés au sommet — si nous pouvons considérer comme sommets l'Assemblée parlementaire, les Conseils et les Commissions — il faut plutôt que l'accord se fasse entre les volontés de base, c'est-à-dire entre les opinions publiques qui jouent un rôle déterminant dans la politique des différents pays.

C'est pourquoi je pense, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, que — indépendamment de notre position dans telle ou telle institution des diverses Communautés — quand nous rentrerons dans nos pays, nous devons tous solliciter cette volonté de faire avancer l'Europe. S'il devait ne pas en être ainsi, nous éprouverions l'amertume d'avoir vu ce dialogue qui, au sommet, se déroule sur différents sujets, prendre fin sans que soit

apparue une possibilité de faire avancer de même les aspirations qui nous sont si chères.

Monsieur le Président, maintenant j'ai vraiment terminé ma réplique qui n'était certes pas brève. Je m'excuse des lacunes qu'elle peut contenir; je m'excuse aussi d'avoir un peu abusé du temps de l'Assemblée.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. le président Pella pour la communication qu'il a bien voulu nous faire au nom des Conseils de ministres et je donne la parole à M. Poher qui l'a demandée pour une brève mise au point.

M. Poher, président du groupe démocrate-chrétien. — Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil de ministres, conscients de nos responsabilités devant l'histoire puisque l'Assemblée est aussi une institution de la Communauté, certains d'être les représentants qualifiés des peuples d'Europe qui nous ont envoyés siéger ici, nous vous remercions cordialement de vos réponses, toujours brillantes et nuancées, sans vouloir considérer si elles sont parfois un peu personnelles ou non. Mais je crois de mon devoir de président de groupe de faire, d'une manière un peu solennelle, certaines déclarations.

D'abord, les ministres ne devront jamais compter sur notre silence ou notre complicité si, demain, nous avons le sentiment que l'Europe de nos espérances s'engage dans des chemins touffus, hasardeux, voire détournés. Certes, les premiers effets du marché commun sont heureux. Mais êtes-vous certains, Messieurs les Membres du Conseil de ministres, que vous pourrez arriver, demain, à définir cette volonté politique commune dont vous nous avez parlé, lorsque vous rencontrerez les vraies difficultés qu'un désarmement douanier heureux a peut-être cachées jusqu'à présent? Ces difficultés seront sans doute provoquées par une défense légitime, mais excessive, des intérêts particuliers ou par celle des intérêts nationaux. A ce moment-là, Monsieur le Président du Conseil de ministres, au delà des textes s'il le fallait, avec ou sans le flambeau dont vous nous avez parlé tout à l'heure, cette Assemblée provoquerait, chaque fois que

cela serait nécessaire, les confrontations d'idées imposées par les événements.

Conscient de nos responsabilités européennes à un moment où, quoi qu'il paraisse, les thèses de M. Vendroux et de M. Dehousse se rapprochent sensiblement, malgré les apparences et l'équivoque de certaines formules traditionnelles, je vous déclare, au nom d'un groupe qui a eu l'honneur de vous compter parmi ses membres ainsi que deux autres de vos collègues, que l'Europe se fera, en définitive, parce que les parlementaires européens n'accepteront jamais qu'on puisse la défaire.

Nous sommes maintenant engagés dans une voie irréversible. Certes, les traités peuvent évoluer, ils devront être adaptés à des circonstances économiques qui ne pouvaient pas toujours être prévues au moment de leur signature; mais, pour nous, le caractère supranational et communautaire des institutions est irrévocable. Le Parlement européen croit à l'Europe unie et il est d'autant plus pressé de la voir se réaliser que les relations internationales semblent entrer dans une nouvelle voie, ainsi que M. Hirsch nous le faisait remarquer hier.

Messieurs les Ministres, lorsque vous rentrerez dans vos pays respectifs, dites aux gouvernements nationaux auxquels vous appartenez que cette Assemblée européenne, persuadée qu'elle est d'exprimer ainsi le vœu des six pays qu'elle représente, saura toujours, par des débats publics, vous aider, même si vous rencontriez des difficultés, à réaliser dans les faits la Communauté européenne entreprise ici il y a déjà sept ans. Nous sommes une Assemblée politique, nous ne sommes pas une académie.

Monsieur le Président, croyez bien que le groupe démocrate-chrétien a été particulièrement satisfait des réponses que vous nous avez données, mais vous avez un devoir et nous en avons un autre. Demain sans doute, aurons-nous encore l'occasion de confronter avec bonheur nos points de vue respectifs dans cette Assemblée.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Birkelbach, président du groupe socialiste.

M. Birkelbach, président du groupe socialiste. — (A) Monsieur le Président, en ma qualité de président du groupe socialiste, je vous soumettrai brièvement quelques réflexions auxquelles notre groupe s'est livré.

Tout d'abord, je tiens à remercier M. le Président du Conseil de ministres et MM. les Ministres de nous avoir permis cet échange de vues. Je remercie en particulier M. le ministre Pella d'avoir montré quelle est son opinion sur différentes questions. Il nous a dit qu'il attachait personnellement la plus grande importance à ce que certaines questions ne demeurent pas au stade actuel, mais qu'elles soient reprises et poussées plus avant.

Je suis heureux qu'il fasse une distinction entre les questions pour lesquelles on ne saurait aller plus loin, à moins que le traité ne soit amendé, et celles qui peuvent être résolues d'une façon plus heureuse s'il est fait pleinement usage de toutes les possibilités qui sont données dès maintenant. Il nous a dit qu'il existe certaines règles dont le traité exige expressément le respect, mais qu'il existe aussi des possibilités que le traité n'interdit pas d'exploiter à fond, de sorte qu'un champ d'action nous est ouvert. Je pense que cette manière de voir est juste.

C'est pourquoi, à l'Assemblée, nous devons chercher à ce que certains usages s'établissent et deviennent une sorte de droit non écrit d'après lequel nous orienterons notre activité future.

A mon avis, ce but ne pourra pas être atteint au moyen de déclarations générales; il faut que notre travail porte sur des problèmes matériels précis. Nous devons attacher la plus grande valeur à ce qu'il ne soit pas simplement pris acte du travail accompli par les parlementaires des six pays, mais que le poids de notre Assemblée se manifeste comme il se doit. Sinon nous risquerions que tous les organes consultatifs qui existent en Europe, que toutes les conférences parlementaires et autres soient mis sur le même plan. Cela ne doit pas être.

Ce qui caractérise les parlements nationaux, c'est que leurs votes sont aussi des décisions qui lient les gouvernements. En revanche, lorsque nous votons ici, nous prenons simplement

position et nous ne sommes que très peu renseignés sur la mesure dans laquelle il est tenu compte de nos avis. C'est pourquoi nous devrions pouvoir nous rendre compte, d'après une certaine attitude générale du Conseil de ministres, de la valeur que celui-ci attribue aux positions prises par l'Assemblée.

Il me semble que dans son exposé M. Dehousse a surtout donné un aperçu de la situation telle qu'elle pourrait être plus tard et qu'il voudrait qu'on en conclue que, par les mesures et les prises de position actuelles, on vise dès maintenant un noble objectif, sans violer les dispositions du traité ou anticiper d'autres solutions.

La réponse de M. le président Pella fait naître sur ce point quelques doutes. Il a dit : Vous souhaitez que le Conseil de ministres révèle comment il a voté et quel a été le résultat de son vote; mais cela, le Conseil ne peut pas le faire; vous avez toutefois la possibilité de vous renseigner à ce sujet dans vos parlements nationaux.

On peut naturellement le faire. Mais ainsi nous renforçons la position du Conseil de ministres en tant que représentant des gouvernements et non pas en tant qu'organe de la Communauté. L'évolution va en sens contraire. Vous savez vous-même, Monsieur le président Pella, que dans un avenir plus ou moins rapproché le Conseil devra prendre toute une série de décisions à la majorité qualifiée. Les membres de l'Assemblée se trouveront alors chez eux dans une situation très difficile parce que leur propre ministre peut être mis en minorité au sein d'un organe qui ne connaît pas de véritable responsabilité parlementaire.

Nous pourrions peut-être sortir de ce dilemme en nous efforçant d'arriver par la suite à une sorte de collaboration entre le Conseil de ministres et l'Assemblée, une collaboration pour laquelle nous avons employé jusqu'ici le terme d'« avis conforme ». Cela anticipe peut-être encore un peu l'avenir. Mais quand à la suite d'une discussion approfondie et publique l'Assemblée prend position sur des questions concernant le règlement, le Fonds social, la politique agricole commune ainsi que l'attitude de la Commission et du Conseil au cours des négociations avec d'autres pays en

Europe ou hors d'Europe, il est très fâcheux que le Conseil, connaissant les délibérations de l'Assemblée, prenne des décisions qui ne tiennent aucun compte de ce qui a été dit à l'Assemblée. Peut-être ne sera-t-il alors pas même certain que le Conseil donnera des explications pour justifier l'attitude différente qu'il aura adoptée le cas échéant.

Je souhaite vivement que nous arrivions précisément sur ce point à une entente parce qu'une conclusion découle pour notre Assemblée de ce que j'ai dit jusqu'ici.

Nous nous donnons de la peine, nous invitons nos collègues des six pays, nous travaillons beaucoup. Mais si nous voulons attirer à la longue des parlementaires capables des six pays, il faut éviter qu'ils ne soient gagnés petit à petit par le sentiment qu'ici nous ne faisons que discuter, mais qu'il n'est tenu aucun compte des décisions que nous prenons à la majorité. La conséquence en serait que nous verrions arriver ici des représentants qui gagneront ensuite sur ces bancs en quelque sorte leur pension de retraite, qui en leur qualité de députés ou de sénateurs honoraires seront pour le public la personnification d'une volonté bien déterminée, mais qui ne seront pas précisément prêts à lutter pour que des décisions communes soient prises.

Je pense qu'il s'ensuit que l'Assemblée a le devoir d'organiser et d'accomplir son travail — votre travail — avec une telle discipline que l'opinion publique également sache exactement de quelles questions il s'agit. Nous ne devons pas nous engager prématurément et simultanément dans un trop grand nombre de voies de traverse; notre attention doit se concentrer sur quelques questions d'importance fondamentale.

Souhaitons donc qu'à l'avenir nous arrivions tous à une collaboration très étroite et confiante avec le Conseil de ministres. J'ai conclu des déclarations de M. le président Pella que c'est aussi ce qu'il souhaite et je serai heureux que cette collaboration se développe progressivement de telle sorte que l'Assemblée, seule ou de concert avec le Conseil de ministres, puisse jouer un rôle décisif et ne demeure pas un simple organe consultatif.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Nous abordons la deuxième question à l'ordre du jour, c'est-à-dire la coordination des politiques extérieures des six États membres de la Communauté à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés.

La parole est à M. le président Pella.

M. Pella, *président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.* — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je commence le second des cinq discours que l'Assemblée devra supporter aujourd'hui.

Une introduction sur le thème qui a été annoncé, à savoir la coordination des politiques des six États membres à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés : pareillement à ce qui est arrivé pour le sujet que nous avons traité hier, l'intervention des orateurs portera selon toute probabilité sur des points qui ne seront pas traités dans la déclaration initiale; je me réserve par conséquent de compléter sur ces points l'exposé que je vais faire.

Le problème des relations de la Communauté avec le monde extérieur a été un des sujets auxquels l'Assemblée parlementaire a voué beaucoup d'intérêt au cours des débats qui se sont déroulés dans cette enceinte. Le Conseil n'a pas été sans le remarquer, et je puis vous assurer que nous partageons entièrement vos préoccupations. Dans l'examen de chacune des questions qui se posaient successivement à cet égard, il s'est efforcé, avec la Commission, de coordonner la politique commerciale des États membres en vue de nouer des liens toujours plus solides avec les pays tiers.

Votre Assemblée a parfois considéré que l'action du Conseil dans ce domaine était marquée par une trop grande réserve. Il ne faut cependant pas perdre de vue que la création de la Communauté a fait naître chez certains des appréhensions nombreuses, quelquefois aussi des oppositions, en raison de la solidarité grandissante de l'Europe des Six.

Le Conseil a donc dû tenir compte, dans l'intérêt certain de la Communauté, de cette situation et mener une action qui dissipe ces craintes et ces oppositions et permette en

même temps d'atteindre les objectifs de coordination des politiques commerciales des États membres et d'élaboration de la politique commune prévue par le traité. Je parle de politique commerciale parce qu'il en est question dans le traité, mais dans une réplique je ne verrai aucune difficulté à m'entretenir sur les aspects de la politique extérieure qui intéressent les six pays.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, ce qui explique la prudence que le Conseil a cru devoir montrer, prudence qui est donc due à des exigences politiques et qui ne peut en aucune manière être interprétée comme une volonté du Conseil de retarder en quoi que ce soit la mise en œuvre progressive et rapide de la politique commerciale commune de la Communauté.

Je suis convaincu — et votre Assemblée comprendra les impératifs qui se sont ainsi imposés au Conseil — que d'autre part la naissance d'une Communauté telle que la nôtre ne pouvait pas aller sans créer certaines appréhensions, car elle entraînait d'emblée une modification sensible du rapport des forces dans les échanges commerciaux internationaux. En effet, la signature du traité de Rome a consacré l'avènement d'une puissance commerciale qui se révèle être la principale importatrice de matières premières. Cette situation ira s'accroissant, de sorte que les fluctuations, dans un sens ou dans l'autre, qui surviendront dans la production industrielle du marché commun auront des effets plus étendus et plus généralisés sur les exportations des pays producteurs de produits de base qu'une fluctuation de même ordre survenant ailleurs dans le monde.

Ayant pris conscience de cette situation et des responsabilités qui en résultent, le Conseil et la Commission de la Communauté économique européenne sont parvenus à la conclusion que la définition de la politique commerciale de la Communauté devait être orientée dans le sens d'une politique ouverte, libérale et active.

Je crois opportun de souligner le fait que pareille politique découle en somme logiquement de la position commerciale même de la Communauté, qui est non seulement le plus grand importateur mondial de matières premières, comme je l'ai dit, mais également une

grande puissance exportatrice. Il lui importe donc de conserver et d'élargir ses débouchés, ce qui implique évidemment la nécessité d'entretenir des relations commerciales très actives avec le reste du monde.

L'intégration progressive des économies des États membres constitue nécessairement un facteur d'expansion. L'expansion de l'Europe des Six est donc, comme je viens de l'indiquer, un facteur-clé pour l'économie des pays tiers et plus spécialement des pays en voie de développement. On peut de même conclure que cette intégration contient en elle-même le germe et le stimulant de la prospérité du monde entier. Les États membres pourront contribuer à l'expansion des échanges internationaux et mener une politique d'autant plus libérale que leur cohésion et l'intégration de leurs économies seront plus grandes.

Cette orientation libérale de la politique de la Communauté s'est d'ailleurs déjà manifestée concrètement, d'une part, par l'acceptation de la Communauté de participer aux négociations Dillon et, d'autre part, par les mesures tarifaires et contingentaires que le Conseil a prises en décembre 1958 vis-à-vis des pays tiers.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les raisons pour lesquelles la Communauté se doit d'être libérale, non protectionniste, en matière de politique commerciale. C'est en vertu de ce principe qu'elle entend prendre en considération les intérêts de tous les pays avec lesquels les États membres entretiennent des relations d'échange en Europe et hors d'Europe, et contribuer d'autre part au plein développement des principes de multilatéralisme inscrits dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

On discerne dès lors également les raisons pour lesquelles nos institutions doivent de leur côté tout mettre en œuvre pour préserver la Communauté de toute action d'affaiblissement, que celle-ci se manifeste à l'intérieur ou vienne de l'extérieur, ce qui est d'autant plus nécessaire que notre Communauté constitue la pierre angulaire de l'unité européenne.

Parvenu à ce point de mon discours, Mesdames et Messieurs, je tiens à vous indiquer, au nom du Conseil, les grandes lignes de la politique que nous avons dégagées avec la

Commission dont le concours — je me plais à le souligner — a été pour nous extrêmement précieux. A ce propos, je vous signale un fait qui, bien qu'il soit important, est passé presque inaperçu : à savoir que sur ce problème délicat il y a toujours eu une large identité de vues entre votre Assemblée et le Conseil quant à la manière de l'aborder. Il suffit en effet de rappeler que les conditions de la participation de la Communauté à l'Association économique européenne projetée, telles qu'elles ont été énoncées par votre Assemblée et sa commission de la politique commerciale, correspondent très exactement aux conceptions du Conseil.

Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de constater que les institutions de la Communauté ont donc été unanimes sur ce problème à propos duquel des personnes mal informées ont dit souvent qu'elles étaient au contraire divisées sur ce point. Cette unanimité des avis, même s'ils se distinguent par quelques nuances, est un fait dont je pense qu'il mérite d'être mis en relief.

Le mémorandum que le Conseil a déposé à l'époque devant le Comité intergouvernemental de l'O.E.C.E. contenait, comme vous le savez, l'essentiel de nos conditions, et l'Assemblée n'ignore pas non plus qu'un accord sur la base de la solution préconisée n'a pas pu se faire avec les partenaires de l'O.E.C.E.

Je ne voudrais pas m'étendre sur les causes de l'échec des négociations, ni sur les mesures que le Conseil a prises à la suite de cet échec les 3 et 4 décembre 1958; elles vous sont suffisamment connues pour que je puisse me passer de les commenter, si ce n'est pour rappeler qu'il s'agissait là de mesures pour lesquelles nous n'avions demandé aucune contrepartie aux pays tiers.

Je m'en voudrais cependant de passer sous silence le fait que ces mesures constituaient une première manifestation concrète de la volonté de la Communauté de pratiquer une politique libérale, qu'elles sont indéniablement contribuées à détendre l'atmosphère et qu'elles apportaient également la preuve — et ce n'est pas le moindre de leurs mérites — que la Communauté continuait à se soucier des problèmes qui sont à la base de l'Association économique européenne.

Convaincu de l'appui de votre Assemblée, je m'en voudrais également de passer sous silence qu'il existe aussi une unanimité de vues entre toutes les institutions de la Communauté sur nos futurs objectifs. Impossible de pratiquer seulement un libre-échange; il faut aussi prévoir les règles propres à garantir le maintien de ce libre-échange, d'une part, et à intégrer les économies et à développer une collaboration institutionnelle, d'autre part, de manière à jeter les bases d'une solidarité toujours plus grande. C'est à ces conditions que l'Europe pourra vraiment trouver son unité. Or, le Conseil a le sentiment qu'il existe encore des divergences d'opinion entre les pays européens sur les voies à suivre pour arriver à ce résultat.

Ayant pris conscience de la situation que je viens d'indiquer, le Conseil a demandé à la Commission, comme vous le savez, de reprendre l'examen de tout le problème et de rechercher les possibilités de solution; il a décidé ensuite, le 16 mars 1959, d'instituer un comité spécial dont il demandait à la Commission d'assurer la présidence.

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, que le Conseil a accueilli avec le plus grand intérêt les propositions que la Commission a soumises au comité spécial, des propositions que vous connaissez, puisque le président Hallstein les a largement commentées au cours de votre session de septembre.

Votre Assemblée comprendra, à la lumière de ce que je viens de lui dire, qu'une des raisons de cet intérêt que les propositions de la Commission suscitent auprès du Conseil réside dans le fait que ces propositions, plutôt que de rechercher sur une base institutionnelle la solution du problème des relations intra-européennes, ce qui paraît difficile à atteindre dans l'immédiat, considèrent qu'il est plus réaliste de s'orienter vers des solutions pragmatiques et progressives.

Ces solutions peuvent à certains égards être considérées comme temporaires et il se peut que nous nous trouvions par conséquent devant une période d'attente. Le Conseil pense cependant que ce fait ne doit pas soulever d'inquiétude dans la mesure où ce temps est employé à faire mûrir des problèmes difficiles et à assurer l'évolution nécessaire des esprits.

On a souvent prétendu, lors des négociations sur la constitution d'une association économique européenne, que tout retard et tout fait dilatoire risquaient de provoquer des difficultés commerciales entre les pays des deux groupes. Permettez-moi de vous dire à cet égard, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, que le Conseil considère qu'une telle éventualité est plus théorique que réelle, étant donné qu'en fait ce sont des intérêts et des échanges commerciaux qui sont en jeu, très importants pour chacun des deux groupements en présence; aussi chacun d'eux a-t-il le devoir de rechercher des solutions acceptables réciproquement, dans le souci de vivre en bonne harmonie l'un avec l'autre. Le Conseil, pour ce qui le concerne, mettra en œuvre tout ce qui est en son pouvoir pour que pareille harmonie ne cesse de régner entre nous et nos amis de l'O.E.C.E.

C'est dans cet esprit que le Conseil a adopté les mesures préconisées par le comité Rey sur la base des propositions de la Commission.

Compte tenu des modifications survenues dans les relations économiques internationales, le Conseil a fait savoir qu'il est résolu à faire tout effort en vue de poursuivre progressivement l'élimination des restrictions quantitatives à l'égard des pays tiers. Dans cette perspective, et comme première mesure concrète, il a décidé, en matière contingentaire, que la Communauté accordera aux pays tiers des avantages analogues à ceux que les États membres se consentiront mutuellement, le 1^{er} janvier 1960, en ce qui concerne les produits industriels. Cette mesure s'appliquera à tous les pays tiers signataires du G.A.T.T. et à ceux qui jouissent de la clause de la nation la plus favorisée, sous réserve que dans des cas particuliers des difficultés économiques sérieuses ne s'y opposent pas.

Il faut souligner le fait que la Communauté ne demande pas de contrepartie, ce qui démontre une fois de plus l'orientation libérale de notre politique. Il lui paraîtrait cependant normal que les autres pays de l'O.E.C.E., membres du G.A.T.T. et du Fonds monétaire international, prennent des mesures semblables.

En matière tarifaire, la Communauté est animée du même esprit libéral à l'égard du reste du monde. C'est ainsi qu'elle a déjà donné

son acquiescement sur le principe des négociations tarifaires qui auront lieu, sur proposition du gouvernement américain, dans une prochaine conférence multilatérale du G.A.T.T. Nous désirons participer à ces négociations en vue de leur donner la plus grande portée possible. De plus, la Communauté déclare dès maintenant qu'à l'issue des travaux de cette conférence tarifaire, elle prendra l'initiative de proposer, sous condition de réciprocité, une nouvelle et importante réduction du niveau du tarif extérieur commun.

Toujours dans le domaine des tarifs, le Conseil a décidé que les États membres de la Communauté pourront étendre aux pays tiers, dans les mêmes conditions qu'au 1^{er} janvier 1959, à la fois pour les produits industriels et les produits agricoles, les réductions de droits de douane qu'ils s'accorderont entre eux au 1^{er} juillet 1960.

En ce qui concerne plus particulièrement les autres pays européens, le Conseil a accueilli avec faveur les propositions de la Commission de créer une « Commission de contact européenne ». Cet organisme procéderait à l'examen des courants commerciaux entre les pays membres du marché commun et les autres pays de l'O.E.C.E. et proposerait des solutions pour remédier aux difficultés qui pourraient surgir. En outre, cette commission de contact pourrait organiser des consultations préalables entre les pays participants, afin d'obtenir que les prochaines négociations tarifaires multilatérales aient la plus grande portée possible et s'appliquent notamment aux points névralgiques du commerce de la Communauté avec les autres pays européens.

Les discussions de la commission de contact pourraient porter aussi sur les produits agricoles, à condition toutefois qu'il ne soit pas fait obstacle au développement de la politique agricole de la Communauté.

Parallèlement aux mesures que je viens d'indiquer rapidement, la Communauté se déclare prête, en ce qui concerne les pays en voie de développement, à participer à des consultations régulières avec les gouvernements des États-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne et des autres pays européens. Par cette décision, nous cherchons à assurer la

cohérence et l'efficacité nécessaires des mesures d'aide aux pays en voie de développement. J'aurai d'ailleurs à revenir bientôt sur ce problème.

La Communauté est également prête à participer, avec ces mêmes gouvernements, à des consultations en vue d'élaborer en commun une politique concertée de conjoncture. Je vous rappelle enfin que le Conseil considère que la Communauté pourra mener à l'égard du monde extérieur une politique d'autant plus libérale que son renforcement interne se poursuivra. C'est dans cet esprit que doivent être interprétées les mesures qu'elle pourrait prendre pour accélérer son intégration, hâter l'élaboration de la politique commerciale commune, renforcer la solidarité monétaire et mettre en œuvre une politique commune de conjoncture.

Le Conseil a la conviction que les mesures que je vous ai annoncées tiennent dûment compte des préoccupations des divers États membres de la Communauté et qu'elles constituent la solution la meilleure qui pouvait être retenue dans les circonstances actuelles.

Mais le Conseil tient à déclarer devant votre Assemblée qu'il n'entend pas renoncer à la recherche de formes de coopération propres à rapprocher encore davantage la Communauté de ses partenaires européens. Ces formes de coopération devront cependant être compatibles, d'une part, avec les engagements internationaux auxquels nous avons souscrit et, d'autre part, avec les intérêts de tous les pays avec lesquels nous entretenons des rapports commerciaux.

Le Conseil voudrait également, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, saisir l'occasion qui lui est donnée pour confirmer devant votre Assemblée l'intérêt qu'il attache à l'association de pays tiers à notre Communauté. A ce propos, je tiens à réaffirmer notre volonté d'ouvrir avec les pays visés dans les déclarations d'intention annexées au traité de Rome des négociations en vue de la conclusion de conventions d'associations économiques.

Aussi le Conseil a-t-il pris connaissance avec le plus vif intérêt du résultat des premiers contacts qui ont été pris entre les représentants du gouvernement tunisien et ceux de la Com-

mission. Il espère que ces contacts pourront se poursuivre et aboutir favorablement.

D'autre part, le Conseil s'est également félicité des demandes d'association qui lui ont été présentées par les gouvernements de la Grèce et de la Turquie avec lesquels, comme vous le savez, il a chargé la Commission d'entamer des conversations exploratoires. Je suis heureux de constater que, tout au long de la première phrase de ces conversations, la Commission et le Conseil n'ont cessé de se tenir en contact étroit et d'agir d'un commun accord, comme votre Assemblée en avait d'ailleurs exprimé le souhait.

Le Conseil et la Commission pensent qu'il est nécessaire que les associations projetées soient conformes aux règles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

En réalité, je ne crois pas que des difficultés doivent surgir à cet égard, vu que la Grèce et la Turquie envisagent de donner à leur association avec la Communauté la forme d'une union douanière destinée à aboutir, avec le temps, à une adhésion à la Communauté.

Bien qu'en raison de leur caractère exploratoire je ne puisse pas m'étendre longuement sur les conversations menées avec les gouvernements de la Grèce et de la Turquie — j'espère que votre Assemblée voudra bien le comprendre — je puis cependant vous dire d'ores et déjà que les règles et les modalités de l'accord, notamment quant à l'élimination des obstacles aux échanges, devront être suffisamment efficaces et progressives pour rendre possible cette adhésion ultérieure au marché commun qui est à la base des demandes d'association de la Grèce et de la Turquie.

Le Conseil considère en effet qu'il s'agit non seulement de régler par des accords de ce genre un problème d'équilibre général, mais également de tenir compte de la nécessité que les pays intéressés ne laissent pas se développer et se cristalliser des situations économiques qui ne se placent pas dans la perspective d'un marché commun et qu'il serait ensuite plus difficile d'éliminer.

Quant aux problèmes institutionnels que posent les associations projetées, le Conseil considère, comme l'Assemblée, qu'il s'agit

d'associations entre la Communauté en tant que telle et les pays en cause. Dès lors, les organes des associations envisagées devraient réunir, selon des modalités à déterminer, les autorités compétentes de la Communauté et celles de la Grèce et de la Turquie, ce qui est d'autant plus vrai que la collaboration avec ces pays se placera dans la perspective d'une adhésion ultérieure.

De toute manière, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, vous aurez l'occasion de vous pencher sur l'ensemble de ces questions, puisque le Conseil, conformément à l'article 238 du traité de Rome, consultera l'Assemblée sur les accords d'association avant leur conclusion. Mais le Conseil m'a chargé de souligner dès à présent devant votre Assemblée l'importance évidente qu'il attache à l'association de la Grèce et de la Turquie à la Communauté et son souci d'aboutir rapidement à une solution satisfaisante pour les parties intéressées aux négociations en cours.

Je dois encore vous parler de notre action sur le plan des institutions internationales.

Sur ce point, je vous signalerai que le Conseil a pris les mesures nécessaires pour qu'en collaboration avec la Commission une attitude commune ou du moins coordonnée soit arrêtée entre les délégations des États membres qui participent aux réunions des organisations internationales. Cette coordination se réalise généralement en deux stades, en ce sens que ces délégations se rencontrent d'abord dans le cadre du Conseil et avec la participation des Commissions et qu'ensuite, à la veille des réunions internationales, elles établissent sur place les contacts nécessaires, dans les mêmes conditions, chaque fois que l'évolution des débats l'exige.

Enfin, je crois devoir informer votre Assemblée de ce que les ministres des affaires étrangères des gouvernements des États membres se sont rencontrés récemment avec les présidents des Commissions et de la Haute Autorité. Cette réunion nous a laissé la conviction que l'Europe des Six, deuxième producteur industriel du monde ainsi que principal acheteur et fournisseur des pays en voie de développement, doit se préoccuper plus activement que par le passé de remédier aux graves déséqui-

libres qui se manifestent dans le monde par suite de l'existence d'un écart grandissant entre le niveau de vie des pays industrialisés, d'une part, et celui des pays en voie de développement, d'autre part.

Pareille attitude est d'autant plus opportune et plus justifiée que la situation de la balance des paiements des États-Unis tend à se détériorer, alors que les États membres de la Communauté sont entrés dans une phase nouvelle d'expansion à la suite de l'établissement du marché commun. Il serait par conséquent extrêmement dangereux de laisser subsister et s'aggraver ces déséquilibres.

Dans les échanges de vues que nous avons eus sur ce point, il est apparu que, si le problème des pays sous-développés revêt indubitablement un caractère mondial, il ne pourra être résolu complètement que si des efforts parallèles et complémentaires à l'action des organisations internationales pouvaient être poursuivis dans le cadre de la coopération régionale.

Dans cette perspective, nous considérons que l'action commune que les États membres devraient mener pourrait, afin d'être plus efficace, se porter sur des régions déterminées. A cet égard, une attention particulière devrait être réservée à la position spéciale des pays et territoires en voie de développement qui sont associés à la Communauté ou qui pourraient s'associer par la suite à elle.

En conclusion, nous avons cherché à dégager un certain nombre d'orientations politiques, afin que les travaux que nous poursuivons dans la recherche des voies et moyens d'une œuvre commune en faveur des pays sous-développés puissent se dérouler dans les meilleures conditions possibles.

Nous espérons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, que ces travaux, auxquels des représentants des Commissions et de la Haute Autorité continuent à participer, permettront de définir au plus tôt l'action commune des États membres à l'égard des pays en voie de développement.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. le président Pella.

La parole est à M. Battista, président de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles.

M. Battista, président de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles. — (I) Monsieur le Président, le thème proposé pour le présent colloque — discuté préalablement au comité des présidents et soumis ensuite, pour approbation, au Conseil de ministres — est exactement celui que vous avez annoncé, Monsieur le Président, en ouvrant le débat : coordination des politiques des six pays à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés. Je ne comprends pas comment il se fait qu'ensuite, au cours du débat, ce titre ait pu être modifié par le président du Conseil de ministres.

Dans sa réplique relative à la discussion qui a eu lieu hier, répondant, me semble-t-il, à une intervention de M. Van der Goes van Naters, le président du Conseil a parlé de « politique commerciale à l'égard des pays tiers ». A ce moment-là, j'ai pensé qu'il s'agissait d'un *lapsus linguae*, comme il peut s'en produire dans un discours. Mais commençant ensuite son intervention devant notre Assemblée sur le thème dont nous nous entretenons présentement, M. le Président du Conseil a répété cette même expression. Immédiatement après que le président de notre Assemblée eut ouvert la discussion sur la « coordination de la politique des six pays », le président du Conseil a précisé en disant « coordination des politiques commerciales des six pays ».

M. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — Si l'honorable orateur me permet d'ouvrir une parenthèse, je dirai qu'il me semble que la question n'a qu'une importance formelle.

J'écouterai très volontiers toute considération sur le plan de la politique étrangère, puisqu'il est évident que, dans le cadre de notre traité, les discussions de politique étrangère ne s'appliquent pas directement aux buts du traité et que le traité vise surtout la politique commerciale des pays; mais j'écouterai aussi toutes réflexions portant sur des sujets plus amples et sans aucune limitation.

(Applaudissements.)

M. Battista. — (I) Je remercie M. le Président du Conseil d'avoir bien voulu interrompre mon discours pour me donner cette explication qui était indispensable. Mais vous me permettez, Monsieur le Président, de continuer, après avoir pris acte de sa courtoise mise au point, de poursuivre mon intervention dans le sens que vous avez indiqué.

Vous nous avez parlé, Monsieur le président Pella, de l'état d'avancement des travaux qui doivent nous conduire — et nous souhaitons que l'on y parvienne — à la création d'une zone de libre-échange ou à une association avec les autres pays européens. On nous a parlé aussi des négociations qui sont en cours avec la Turquie et la Grèce en vue de l'association de ces pays à la Communauté. C'était un exposé ample et exhaustif, visiblement fait avec beaucoup de compétence.

Nous vous en remercions, mais je vous demande la permission de dire que ce sont là des questions qui relèvent précisément de la compétence de notre Assemblée, tant il est vrai qu'il ne se passe pas de session sans que nous en parlions. Nous en avons parlé à l'Assemblée de septembre, on en parle continuellement à la commission de la politique commerciale et cette commission tiendra en décembre des réunions où il sera question de ce même sujet. On en a parlé aussi à la dernière réunion de la commission des affaires politiques, que j'ai l'honneur de présider, et cette commission a décidé, d'autre part, de se réunir au plus tôt avec la commission de la politique commerciale.

Encore à la réunion qui a eu lieu le 11 de ce mois à Bruxelles, le président de la Commission de la C.E.E., M. le professeur Hallstein, a fait devant notre commission des affaires politiques un exposé extrêmement intéressant sur ce problème et c'est ainsi que nous avons notamment été renseignés sur les travaux du comité qu'il préside.

La demande d'association de la Turquie et de la Grèce rentre également dans la sphère de notre compétence; en fait, dans une réunion de la commission des affaires politiques, le président de l'exécutif de la Communauté économique européenne nous en a entretenus et nous a promis qu'à mesure que les entretiens en question se poursuivraient, il renseignerait

notre commission des affaires politiques, et ensuite l'Assemblée, sur ce que l'on fait pour traduire dans la réalité concrète cette association dont le principe a été approuvé il y a quelques mois déjà par le Conseil, lequel a autorisé la Commission à ouvrir les négociations pour lesquelles elle est compétente.

Nous vous remercions donc, Monsieur le président Pella, des renseignements complémentaires que vous nous avez donnés. Ceci dit, je me permettrai d'entrer dans le vif de mon sujet.

Coordination de la politique des six pays : quand on parle de coordination de la politique des six pays à l'égard du monde extérieur, on se sert évidemment d'une expression très générale, car la politique à l'égard des pays tiers présente des aspects divers.

Il peut y avoir à l'égard de ces pays une politique dans le domaine commercial ou, comme vous l'avez dit, Monsieur le Ministre, dans le domaine de l'économie générale qui est un des secteurs que le Conseil doit coordonner d'accord avec la Commission de la Communauté économique européenne. Il y a une politique des transports sur laquelle porte une des tâches de notre Communauté; le traité veut que ce soit une politique unique et celle-ci exerce également des effets à l'extérieur. Il y a une politique de l'agriculture à propos de laquelle le traité dispose que, dans les délais fixés par lui, il faut parvenir à une orientation commune. Là encore, des effets s'exerceront au dehors.

Nous avons donc une large gamme de thèmes que, tout en restant dans le cadre du traité, nous devons coordonner ou orienter en commun dans notre aire, ce qui ne va pas sans certaines projections vers l'extérieur.

Aussi notre compétence est-elle large; elle ne se limite pas à la politique commerciale, elle touche à de nombreux autres secteurs.

On parle aussi de la politique à l'égard des pays sous-développés. Eh bien, c'est là un autre domaine qu'il nous faut aborder car dans les traités de Rome il est parlé en de nombreux endroits d'une politique à l'égard des pays et territoires d'outre-mer. Or, il est bien évident que l'on ne peut pas séparer cette politique de celle qu'il faut adopter à l'égard des pays

voisins avec la politique desquels les pays d'outre-mer doivent coordonner leur propre politique économique et sociale.

C'est pourquoi, Monsieur le président Pella, le thème était beaucoup plus large. D'autre part, j'ai vu qu'au Conseil vous aviez déjà pris d'importantes décisions sur la coordination de la politique générale à l'égard des pays tiers, ce dont je me suis fort réjoui. Je vous en félicite et j'en félicite tout le Conseil qui, ces jours derniers, a si amplement discuté le problème au point de pouvoir publier un communiqué que nous avons eu le plaisir de lire dans les journaux, un communiqué où vous nous renseignez précisément sur les décisions que vous avez prises.

Bien que je pense que tous les membres de l'Assemblée parlementaire aient lu ce communiqué, je vous en rappellerai néanmoins les termes :

« Les six ministres des affaires étrangères sont convenus d'avoir entre eux des consultations régulières sur la politique internationale. Ces consultations porteront à la fois sur les prolongements politiques de l'activité des Communautés européennes et sur les autres problèmes internationaux. Les six ministres des affaires étrangères se réuniront tous les trois mois en des lieux à déterminer d'un commun accord. Des réunions de hauts fonctionnaires des ministères des affaires étrangères ou d'ambassadeurs pourront préparer les réunions des ministres. Ces consultations seront conduites sans préjudice des consultations qui ont lieu à l'O.T.A.N. et à l'U.E.O. Lorsque ces organisations sont intéressées, elles seront tenues informées en tant que de besoin. Les Commissions et la Haute Autorité des Communautés européennes seront informées dans le cadre de leur compétence et pourront être invitées à prendre part aux consultations des six ministres. La première réunion des ministres des affaires étrangères aura lieu à Rome le 25 janvier 1960. »

Pourquoi a-t-on décidé cette consultation des six ministres des affaires étrangères? Parce qu'il est très malaisé de définir quels sont les secteurs de la politique extérieure pure et quels sont les secteurs de la politique commerciale ou économique ou agricole et ainsi de suite.

Chaque aspect que nous traitons soit dans nos pays soit hors de ceux-ci — surtout hors de nos pays — a inévitablement un reflet politique. Quand le chef de l'État d'un des six pays de la Communauté se rend à Washington ou à Londres pour avoir des entretiens, nous ne savons pas si à cette occasion il traitera des problèmes qui concernent plus particulièrement son propre pays ou des problèmes qui peuvent avoir une influence sur les autres pays de la Communauté. Nous ne savons pas si le premier ministre d'un de nos pays, quand il va s'entretenir avec ses collègues des autres pays en dehors de la Communauté, traitera des sujets qui peuvent toucher aux intérêts communautaires européens.

Tous ceux qui s'occupent de politique extérieure savent en effet qu'il n'existe pas de politique extérieure à compartiments étanches. La politique extérieure est un ensemble indivisible qui a sa propre unité, une unité qui est non point formelle, mais substantielle.

Monsieur le Président, je me permets de dire que je suis quelque peu déçu de recevoir en ce moment précis un billet dans lequel il m'est rappelé que je n'ai plus que cinq minutes pour parler, après quoi j'aurai épuisé le temps de parole qui m'a été accordé pour cette intervention. Si je suis déçu, c'est que le sujet que j'ai l'honneur de traiter en ce moment est d'une importance telle qu'il ne peut guère être développé suffisamment en si peu de temps. Il va naturellement de soi que je m'inclinerai devant les ordres du président, mais je souhaite que d'autres orateurs aient l'occasion d'approfondir plus tard encore mon sujet.

De toute façon, pour ne pas perdre d'autres minutes précieuses — précieuses du moins pour moi, sinon pour qui m'écoute — j'ajouterai qu'une coordination dans le domaine de la politique extérieure est indispensable si on veut parvenir à l'unité politique substantielle qui permet d'éviter la formation de compartiments étanches, laquelle serait ruineuse pour le développement harmonieux et coordonné de notre Communauté européenne.

Revenant au communiqué que vous avez pu lire dans la presse, je ne puis que répéter la satisfaction que j'en éprouve. Mais je ne saurais m'empêcher de dire qu'il eût été préférable, à mon sens, que le Conseil de ministres parle

d'abord de cette question devant notre Assemblée, retardant ne fût-ce que de vingt-quatre heures l'envoi de ce texte aux journaux. Je vous serais particulièrement reconnaissant, Monsieur le président Pella, si au cours de votre réplique vous pouviez nous donner encore quelque autre renseignement en plus de ce qui a été communiqué par la presse, notamment en ce qui concerne l'aspect institutionnel.

Nous souhaitons vivement qu'il ne se crée pas d'autres institutions encore. Nous avons déjà suffisamment d'institutions en Europe et il nous arrive souvent de perdre la tête devant ces innombrables sigles qui ont été inventés au cours de ces dernières années pour désigner des institutions et qui ne sont pas toujours très clairs. Nous avons assez de sigles, nous avons assez d'institutions. Il n'est pas bon de devoir faire le tour de l'Europe pour aller d'une institution à l'autre en leurs sièges divers, comme si nous voulions donner l'impression que notre continent est devenu un marché ambulant sans siège et sans point fixe vers lequel les peuples puissent tourner leurs regards comme vers le centre effectif de l'activité politique de l'Europe. Du reste, nous avons un Conseil de ministres doté d'un riche corps de fonctionnaires — rien qu'à Bruxelles, on en compte quelques centaines — et ces fonctionnaires peuvent fort bien s'acquitter des travaux de secrétariat qui pourraient être encore nécessaires.

En outre, et toujours de ce même point de vue, il y a lieu de considérer la position de notre Assemblée. C'est avec plaisir, Monsieur le président Pella, que j'ai entendu la réplique que vous avez faite aujourd'hui; vos paroles ont été droit au cœur des Européens que nous sommes. Vous avez confirmé que vous tenez beaucoup au prestige de cette Assemblée, à ses avis, à son développement, afin qu'un contenu politique substantiel soit donné à l'unité européenne. Eh bien, Monsieur le Président, quand je lis dans le communiqué dont j'ai parlé au début de mon intervention que le Conseil de ministres a décidé de se réunir tous les trois mois, je ne puis que m'en montrer satisfait et content. Toutefois, il serait extrêmement souhaitable qu'en des réunions périodiques le Conseil fasse connaître ses décisions et ses idées également et avant tout à notre Assemblée.

Nous serons heureux, en ces occasions, d'exprimer notre pensée sur différents sujets aux fins de seconder l'esprit de collaboration qui a été si justement invoqué, aux fins aussi d'atteindre les buts qui nous tiennent à cœur, à nous comme à vous, des buts qui ne sont autres que la formation d'une Europe unie.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie le président Battista d'avoir bien voulu respecter l'horaire que tout le monde a accepté.

La parole est à M. Blaisse.

M. Blaisse. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, un des moyens de surmonter certains états de crise dans notre Communauté consiste à renforcer la position du Conseil de ministres. Ce Conseil est un organe communautaire.

Or, le danger est que, dans la pratique, le Conseil se développe de façon à devenir un organe pareil à ceux que nous avons déjà vus agir, au niveau international, dans des conférences et que nous continuons à voir agir, c'est-à-dire un organe qui, s'il veut prendre une décision, doit tout d'abord rechercher cette unanimité à défaut de laquelle rien ne peut être décidé.

La pratique des discussions du Conseil de ministres de notre Communauté nous a enseigné que, dès les débuts, on n'a que trop recherché cette unanimité, ce qui, d'une part, nuit aux initiatives qu'il pourrait prendre de son propre chef et, d'autre part, réduit à peu de chose certaines propositions faites par les exécutifs. Le moment est venu de signaler les dangers d'une pareille évolution. Un renforcement du Conseil en tant qu'organe communautaire est souhaitable.

Monsieur le Président, il est un autre point que je tiens à soulever ici : c'est la tâche des ministres des affaires étrangères. Nous ne voyons que trop souvent que dans la Communauté certains ministres spécialisés, comme par exemple le ministre des finances, celui de l'agriculture, des transports, de l'instruction publique ou des affaires sociales, ont des réunions particulières, en présence ou hors la présence de membres des exécutifs. Ce sont là

assurément des rencontres utiles, mais malgré tout il y a un danger : peu à peu, la politique pourrait perdre de sa netteté et dans les différents secteurs spéciaux de la politique que le traité demande de mener, on pourrait voir se développer une politique particulière et s'imposer une vision particulière des problèmes européens.

Je crois qu'il y a là pour les ministres des affaires étrangères une tâche intéressante qui consisterait à obtenir à un niveau supérieur une certaine coordination, à la fois nationale et européenne.

J'aperçois un second élément de renforcement : la coordination des politiques étrangères à l'intérieur de la Communauté des Six. Pareille coordination n'est pas seulement souhaitable pour l'avenir ; j'estime qu'elle est nécessaire. D'ailleurs, elle peut parfaitement bien être réalisée.

A l'appui de cette thèse, je puis avancer trois arguments.

Tout d'abord, il faut que l'Europe occupe la place qui lui revient dans le monde. La solidarité des pays européens et la responsabilité commune qu'ils portent quant au destin des peuples de l'Europe exigent une direction politique. Il faut que l'Europe se présente comme partenaire équivalent.

En second lieu, je dirai que nous ne parlons que trop, ces jours-ci, du « dégel » qui doit mettre fin à la guerre froide. S'agit-il vraiment — c'est la question que je voudrais poser — d'une détente dans le monde ? Ne s'agirait-il pas plutôt d'une manœuvre tactique de l'Union soviétique, d'une manœuvre inspirée, entre autres considérations, par les dangers qui apparaissent en Extrême-Orient ? Il y a de grandes incertitudes qui touchent directement la politique étrangère des pays de l'Europe. Plus que jamais, il est nécessaire que l'Europe prenne une attitude claire et ferme.

Je vois une troisième raison de coordonner les politiques extérieures. Les traités de Rome renferment toute une série de dispositions tendant à la mise en œuvre d'une politique commune dans plusieurs domaines : politique économique, politique sociale, politique commerciale, politique agricole. Tous ces domaines

se rattachent de près à la politique extérieure. On peut tranquillement affirmer que, à mesure qu'un marché économique commun se construira au cours de la période de transition, nous apercevrons toujours plus clairement la nécessité de parvenir également à une politique extérieure commune.

M. Pella nous a dit en substance : Les traités prescrivent assurément une procédure commune en matière économique et la mise en œuvre d'une politique commune, mais il n'y est pas parlé de politique extérieure.

Je me permettrai de répondre qu'à mon avis la mise en œuvre d'une politique économique commune, au sens le plus large du terme, ne peut précisément se faire que si cette politique va de pair avec une coordination, avec une politique extérieure commune.

Or, je sais que le danger existe qu'aux Conseils de ministres on se plonge dans le vague de la politique extérieure. Mais il faudra rechercher un juste milieu et se montrer modeste, car il y a dans le traité des intentions qui doivent être réalisées, et il faudra que les Conseils de ministres travaillent jour et nuit pour arriver à des réglementations concrètes. Il ne faut pas se réfugier dans la politique extérieure ; il faut choisir le juste milieu. Il faut faire l'un et ne pas négliger l'autre. Faire l'un, c'est examiner l'aspect de politique extérieur.

C'est ainsi que les relations que la Commission doit entretenir avec les pays tiers exigent une conception politique en ce qui concerne la collaboration en Europe aussi bien que la coopération mondiale. C'est là une donnée de fait immédiate. Notre politique ne doit pas obnubiler notre volonté de parvenir à une collaboration plus étroite en Europe. Il nous faudra prouver par des actes que l'idée du lien entre les peuples d'Europe n'est pas un vain mot, mais que nous entendons lui donner un contenu réel.

On ne dit pas la vérité, Monsieur le Président, quand on affirme — et c'est en somme faire une propagande tendancieuse — qu'il y a dans le monde un certain nombre de pays, dont l'Amérique, qui s'opposeraient constamment à une solution multilatérale en Europe.

Ce n'est pas vrai, et ce ne l'est pas non plus en ce qui concerne un groupe d'autres pays.

Il faudra avancer sur deux fronts : en Europe et sur le plan mondial. C'est dans cet esprit que j'accueille les propositions de la Commission; c'est dans ce même esprit que j'ai suivi hier les déclarations si pertinentes de M. Pella.

Monsieur le Président, j'ai, si je puis m'exprimer ainsi, une formation technique suffisante pour savoir que, si on cherche une solution multilatérale en Europe, on pourra très certainement, dans une Europe plus grande, aller plus loin en matière de politique commerciale; on pourra aller plus loin dans la suppression des entraves aux échanges, des tarifs et des contingentements; on pourra aussi aller plus loin en matière d'établissement de règles communes que ce serait faisable avec des pays comme par exemple l'Amérique.

Il faudra se rendre parfaitement compte de ce que la politique commerciale protectionniste de l'Amérique n'est pas touchée dans son essence, si les négociations Dillon permettent de parvenir péniblement à un abaissement de 20 % peut-être. Considéré en soi, ce résultat est très important, mais je suis convaincu qu'en Europe nous pouvons parvenir à des solutions beaucoup plus larges. Une fois de plus, il faudra faire l'un et ne pas négliger l'autre.

Nous voyons maintenant que les sept pays sont arrivés à un accord, ce dont je pense qu'il faut se féliciter. Ce n'est pas le lieu, ici, d'insister sur ce fait. M. Pella m'a peut-être entraîné pour quelques instants à approfondir les aspects de politique commerciale de la coopération européenne et de la coopération mondiale; mais le temps me manque et je ne puis pas m'étendre sur ce problème.

J'ai cependant quelques questions à poser car je pense qu'il ne faut pas que nous restions tout à fait muets à ce propos.

Messieurs les Ministres, la Communauté continuera-t-elle à élargir les contingents et à réduire les tarifs douaniers dans le cadre du G.A.T.T.? Irez-vous plus loin, dans votre politique, que la première réduction qui doit se faire en été de 1960? Pensez-vous, à cet égard, mener une politique différente pour l'industrie et pour l'agriculture?

Les ministres croient-ils pouvoir aller assez loin dans le cadre du G.A.T.T.? J'aimerais notamment qu'ils me disent s'ils trouvent suffisant le premier pas que l'on projette de faire dans les négociations Dillon en un laps de temps de deux ans?

Et puis une question tout à fait concrète, Monsieur le Président, sur le plan européen. Le Conseil de ministres est-il disposé à examiner si on peut aller plus loin sur le plan européen que ce n'est faisable sur le plan mondial? Est-il disposé à le faire réellement, si cette recherche aboutit à un résultat favorable?

J'aimerais savoir si la commission européenne de contact mènera sa politique selon cette ligne de conduite.

Revenant au problème qui aujourd'hui nous occupe principalement, la coordination des politiques extérieures, j'aperçois un aspect formel et un aspect matériel.

Je puis illustrer par une question l'aspect matériel. Quels sont les sujets qui vont être discutés? Nous songeons au fait de s'orienter en commun sur la politique extérieure des pays, au fait de rechercher, si possible, un point de vue commun, d'adopter une attitude commune dans des conférences internationales; nous songeons à tout ce qui dérive de l'application des traités de Rome, en un mot, nous songeons à une confrontation des politiques extérieures. Mais il faudra négliger les sujets qui ne rentrent pas dans la sphère d'action de la Communauté, comme par exemple les questions militaires.

Un des piliers de la coopération occidentale, Monsieur le Président, c'est la politique de l'O.T.A.N. Il ne faut évidemment pas ouvrir une brèche dans l'O.T.A.N.; aussi devons-nous continuer à discuter les affaires militaires dans le cadre de l'O.T.A.N.

Quant à l'aspect formel, voici mon autre question : Comment procéder aux réalisations? Il s'offre un certain nombre de possibilités; nous l'avons appris à la lecture des journaux. Mais quelle est à cet égard la pensée des ministres de nos six pays?

Il convient d'écarter l'idée d'un simple arrangement *ad hoc*, avec institution d'un secrétariat, tout à fait en dehors de la Communauté.

Je suis heureux de voir que l'on ne va pas dans cette direction.

Une discussion, un accord entre les ministres des affaires étrangères, voilà qui serait déjà tout autre chose; cette discussion serait soigneusement préparée et aurait lieu à des dates déterminées, par exemple quatre fois par an, comme on nous l'annonce maintenant. Mais, Messieurs les Ministres, a-t-on songé à y associer un représentant des exécutifs?

J'ai encore une autre question à poser. Êtes-vous disposés à soumettre chaque année un rapport à l'Assemblée parlementaire européenne, afin de faciliter une discussion sur ce point? Le secrétariat en pourrait fort bien être confié à des fonctionnaires d'ores et déjà en charge ou au secrétariat actuel du Conseil de ministres.

Nous allons donc coordonner nos politiques extérieures. Mais il ne faudra pas que nous perdions de vue les tâches devant lesquelles notre Communauté est placée, car entre les unes et les autres, comme je l'ai déjà dit, il y a un lien étroit.

Mon dernier point concerne le programme d'action relatif aux pays insuffisamment développés. Dans ce domaine, il faut prendre une attitude positive. J'ai remarqué que M. Pella s'est également prononcé très positivement à cet égard, ce qui n'empêche pas que de nombreuses questions se posent.

Pouvez-vous, par exemple, nous dire si cette action qui doit être coordonnée avec celle de pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada, visera directement les pays sous-développés? Ou bien fera-t-on intervenir les organismes qui existent dans le cadre des Nations unies? Je songe notamment à l'aide technique et au fonds spécial des Nations unies, l'*International Development Association*.

Je serais heureux d'apprendre comment vous voyez cette coordination, ce qui ne veut pas dire qu'aujourd'hui le dernier mot sera prononcé à ce sujet. Le développement des régions en question peut être favorisé par des mesures de politique commerciale, mais il faudra faire davantage, il faudra prendre des mesures concrètes dans le domaine de l'économie générale. Je pense aussi à la coordination

des politiques d'investissement et à la conclusion d'accords sur les marchandises impliquant des mesures de stabilisation des prix. En un mot, nous n'avons que trop appris par expérience que la solution du problème de l'entente internationale, que ce soit à l'échelon européen ou sur le plan mondial, n'est pas uniquement une affaire de politique commerciale.

Aussi pouvons-nous être reconnaissants à la France d'avoir fait remarquer ces dernières années qu'il faut de toute urgence qu'à côté de celle des politiques commerciales nous procédions aussi à l'harmonisation des politiques économiques. C'est là un impératif également à l'égard des pays insuffisamment développés.

La collaboration internationale dans le cadre du G.A.T.T. exige une révision des dispositions de cet accord. Sur plus d'un plan, le G.A.T.T. a cessé d'être utilisable en tant qu'instrument de politique commerciale; il ne permet pas d'examiner les problèmes et de les résoudre, notamment en ce qui concerne le relèvement des régions insuffisamment développées.

Ce que je viens de dire m'amène à la conclusion suivante. Il faut se hâter de faire un commencement et entreprendre la coordination des politiques extérieures dans le cadre des Six. Le projet des quatre rencontres annuelles mérite d'être appuyé. Chaque année, il faudra communiquer à l'Assemblée parlementaire européenne un compte rendu de ces entretiens. Les ministres sont-ils disposés à le faire?

Ces échanges de vues devront être préparés soigneusement. Il faut qu'à des moments déterminés les exécutifs puissent participer aux discussions du Conseil de ministres. Les différents problèmes devront, d'une manière ou d'une autre, avoir un lien avec les Communautés européennes; c'est ainsi que, pour ne donner qu'un exemple, les affaires militaires ne devront pas être débattues.

Il est souhaitable que dans ces entretiens politiques à court terme une attention particulière soit vouée aux aspects politiques de la coopération économique en Europe, de même qu'aux aspects politiques de cette collaboration au niveau mondial; la question des pays insuffisamment développés gagnera à ce moment une actualité particulière.

Je ne voudrais pas achever mon intervention sans signaler encore une fois les aspects multilatéraux d'une collaboration européenne qui pourrait, suivant le cas, aller très loin.

Attendu que le vice-chancelier de la république fédérale d'Allemagne, M. le ministre Erhard, que j'ai entendu si souvent parler avec tant de conviction de la collaboration européenne, est parmi nous, je m'estimerai heureux de pouvoir apprendre tout à l'heure quelle est la vision qu'il a de ces problèmes.

Je terminerai en disant mon espoir d'entendre les ministres répondre sur certains points que j'ai soulevés.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Furler.

M. Furler. — (4) Monsieur le Président, j'avoue que le cours qu'ont pris jusqu'ici nos débats d'aujourd'hui m'a quelque peu surpris. Nous devons parler aujourd'hui de la question nettement formulée de la coordination des politiques extérieures des six États membres de la Communauté à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés.

Je constate qu'en répondant aujourd'hui aux orateurs qui ont pris hier la parole sur cette question, M. le Président du Conseil de ministres en a dit presque plus que dans sa déclaration introductive. Nous étions partis de l'idée que l'on devait discuter la question de la coordination des politiques extérieures des six États membres. C'est ainsi que la question avait été formulée et que le Conseil l'avait aussi acceptée.

Des informations publiées par la presse ont affirmé dans notre esprit l'idée que le Conseil avait déjà pris des mesures dans ce sens. C'est aussi ce que j'ai conclu des déclarations que M. le Président du Conseil a faites lors des débats qui ont eu lieu hier. La petite digression qu'il a faite pour répondre à M. Battista nous permet d'espérer qu'il nous donnera finalement des éclaircissements.

Quelques considérations font apparaître la nécessité de tels éclaircissements. Ainsi que M. Pella nous l'a expliqué, la conférence des

ministres des affaires étrangères ne tombe pas sous le coup de la réglementation des traités de Rome, mais elle doit aider à leur mise en œuvre. Elle n'est pas un Conseil au sens de nos institutions.

Nous souhaitons que les ministres des affaires étrangères coordonnent les politiques extérieures des six États membres de la Communauté. Notre présent échange de vues doit avoir pour objet — d'autant plus que nos débats ont pris cette tournure particulière — de délimiter nettement les compétences.

Dans le cadre de la politique extérieure, le président du Conseil a parlé des questions de l'association économique, des négociations entre les Six et les Sept et de la politique libérale que la Commission applique de façon systématique. Il a passé ensuite à la question des rapports avec les pays sous-développés. J'estime que la première question n'a au fond rien à voir avec ce que les six ministres des affaires étrangères doivent coordonner au cours de leurs rencontres.

M. le ministre Pella a naturellement raison lorsqu'il répond à M. Van der Goes van Naters que les traités ne parlent pas de la politique extérieure. Je le reconnais parfaitement. Néanmoins, je ne suis pas d'avis que les traités ne s'occupent pas de questions de politique extérieure qui répondent exactement à la définition classique de la notion de politique extérieure.

J'en donnerai un exemple. A la suite d'une coordination et d'un rapprochement progressif pendant la période transitoire, nous aurons une politique commune en matière de commerce extérieure. Nul ne saurait contester que la politique en matière de commerce extérieur au sens général présente des aspects de politique extérieur. N'empêche que la politique commerciale est de la compétence de nos institutions. Je pourrais m'exprimer d'une façon plus saisissante et dire qu'en somme une politique commune en matière de commerce extérieur n'offre pas matière à coordination pour la conférence des ministres des affaires étrangères. Les traités disent très clairement que les politiques économiques, conjoncturelles et monétaires des États membres doivent être coordonnées par les organes créés à cet effet. Pourtant, il s'agit là aussi d'aspects de politique exté-

rieure au sens le plus large du terme. Mais personne ne va imaginer que pour coordonner les politiques économiques, conjoncturelles et monétaires, comme il est prévu dans les traités, nous ayons besoin d'une conférence spéciale de ministres des affaires étrangères. Je dis cela pour que l'on ne commette pas l'erreur de croire qu'à notre avis n'importe quelle question relève, dans la mesure où elle intéresse la politique extérieure, de la compétence de la conférence des ministres des affaires étrangères. Non, dans la mesure où les traités — qui ne parlent pas de politique extérieure — embrassent cependant des questions qui rentrent dans le vaste domaine de la politique extérieure, il faut s'en tenir aux traités.

Ce que nous souhaitons et ce que nous avons espéré, c'est que, dans l'effort qui est déployé pour donner à notre travail européen un élan nouveau et qui aille plus loin que les traités, des secteurs de la politique extérieure que les traités ne régissent point fassent l'objet d'une coordination. Si on faisait ce pas, nous nous rapprocherions considérablement de notre objectif politique — je vous rappelle le préambule de tous nos traités — et nous aurions une base sur laquelle nos États pourraient s'unir encore plus étroitement. C'est pourquoi il nous a paru naturel qu'une conférence des ministres des affaires étrangères traite et coordonne des questions qui ne rentrent pas directement dans le cadre des traités.

La plupart d'entre nous — je crois que je peux même parler ici au nom de tout le monde — n'espèrent pas et n'estiment pas non plus indiqué que les questions intéressant ce que l'on appelle la « grande » politique extérieure deviennent l'objet d'une coordination. La politique de la défense n'est pas à sa place ici. Les problèmes qu'elle pose doivent être résolus dans le cadre de l'O.T.A.N. et de l'U.E.O. En revanche, les questions que nous voudrions voir discuter et coordonner sont des questions de politique extérieure qui intéressent directement la structure, la croissance, l'évolution et les tâches de notre Communauté.

A titre d'exemple des questions pour lesquelles j'accepte la coordination, je mentionnerai la définition d'une politique uniforme à l'égard des pays sous-développés dans le cadre de la Communauté économique euro-

péenne. La Commission l'a mise en relief dans ses propositions et a déclaré qu'elle suggérerait à ce propos certaines idées au Conseil. Nous avons alors approuvé son attitude; il en sera d'ailleurs encore question. Nous avons là un mélange de questions examinées dans le traité et de questions étrangères à celui-ci. Dans ces cas, il est bon de coordonner. Nous ne voulons pas trop demander, mais nous ne voudrions pas non plus que le développement de nos Communautés soit entravé.

Or, on songe maintenant — cela découle non pas des déclarations formelles de ce matin, mais de différents discours qui ont été prononcés hier et de certaines publications — à discuter et à coordonner en des conférences trimestrielles des ministres des affaires étrangères certaines questions de politique extérieure. La Commission sera dotée d'un certain droit d'initiative et de proposition et elle devra être consultée. Je tiens à appuyer résolument cette suggestion. Nous devons alors nous entendre avec la Commission sur les questions de politique extérieure qui doivent être coordonnées et tranchées — et aussi sur le sens dans lequel elles doivent l'être — en ce qui concerne notre Communauté.

Pour ce qui est de la collaboration de la Commission, il faudrait tenir compte de deux considérations. Je soulignerai tout d'abord les rapports avec l'extérieur. Nous devons déclarer clairement que nous voulons qu'en vertu des traités et dans leur cadre notre Communauté des Six se manifeste plus fortement au dehors comme une unité. La Communauté prendra ainsi un visage, elle aura une voix, elle parlera au nom de tous. Les négociations au sujet de l'association économique en fournissent une excellente occasion.

Il est un autre argument qui milite en faveur de la participation de la Commission. Nous avons beaucoup parlé hier et aujourd'hui de la position de notre Assemblée. Nous devons fortifier cette position, non pas dans notre intérêt, mais dans celui du développement de l'Europe et parce que nous sommes l'organe moteur qui doit faire progresser les trois Communautés et les réunir.

Je sais que les traités ne donnent pas de responsabilité formelle au Conseil. Nous en

avons discuté. J'ai entendu avec plaisir les explications que le président du Conseil a données à ce sujet, disant que l'Assemblée a une certaine position morale, qu'il existe aussi des responsabilités morales. Formellement et aux termes des traités, ce Conseil n'est pas responsable devant l'Assemblée, mais il est responsable de la politique de nos Communautés et tous ceux qui collaborent à cette politique ont aussi une certaine responsabilité indirecte. En revanche, la Commission, qui est formellement appelée à y collaborer, est directement responsable devant nous; elle est placée directement sous le contrôle de l'Assemblée. Dans les cas où la Commission intervient, et si à la suite de ses suggestions une question est traitée par les ministres des affaires étrangères, nous avons à notre tour une possibilité formelle, du fait de leur discussion, de parler directement de la question avec la Commission.

Autant je suis opposé à ce que nous procédions ici à des discussions générales sur des questions de sécurité et de politique Est-Ouest, parce que pareille discussion ferait éclater le cadre assigné à nos débats, autant j'estime que notre Assemblée doit pouvoir dire son mot sur des questions de politique générale et aussi de politique extérieure qui ont un lien organique avec notre développement.

Monsieur le Président, je ne voudrais pas qu'on me rappelle que je suis arrivé au terme de mon temps de parole. Étant donné que certaines questions ne pourront être élucidées que par la réponse des ministres, je me bornerai à une brève conclusion. Nous voulons que notre développement politique se poursuive. N'oublions cependant pas que notre première tâche consiste à remplir les obligations que nous assignent les traités et à donner à nos Communautés la vie qu'elles doivent avoir. Mais nous voulons encore aller plus loin. Je pense qu'une certaine coordination de la politique extérieure de nos Communautés nous permettrait aussi de faire de nouveaux progrès.

A ce propos, il est un point que je désire souligner. On nous a dit que les ministres des finances se rencontrent — et font un très bon travail — non pas en tant que ministres, mais en tant que conférence. Je sais que des ministres placés à la tête d'autres ministères se réunissent également. Tout cela est très

bien, est louable et mérite approbation. Mais j'avais supposé que, sans entraîner la création d'une nouvelle institution dotée d'un secrétariat et d'autres organes, la conférence des ministres des affaires étrangères apporterait davantage à nos Communautés et qu'elle permettrait également de traiter des questions ayant un plus grand poids également à l'extérieur. Dans le domaine de la politique extérieure, il y a des événements qui doivent intervenir plus fortement, d'autant plus que l'on ne peut pas séparer ce qui nous apparaît comme notre tâche proprement dite et ce qui est aussi un des objets de la politique des ministres des affaires étrangères, à savoir la continuation de l'effort politique d'intégration. Voilà qui me paraît un élément essentiel.

Nous devons tous collaborer : la conférence des ministres des affaires étrangères, notre Conseil de ministres, mais avant tout aussi notre Assemblée. Nous voulons avancer constamment et logiquement dans la voie qui conduit à l'union de nos peuples et à une nouvelle structure de l'Europe.

(Applaudissements.)

(M. Rubinacci remplace M. Vanrullen au fauteuil de la présidence.)

PRÉSIDENCE DE M. RUBINACCI

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Maurice Faure.

M. Maurice Faure. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous devons nous féliciter de l'ouverture devant notre Assemblée d'un débat politique. Trop souvent nos discussions revêtent, en effet, un caractère trop technique qui coupe cette Assemblée des opinions publiques et détourne celles-ci de nos travaux. Il est regrettable cependant qu'on ait cru devoir fractionner cette discussion en trois points, importants certes, mais dont aucun n'est suffisamment substantiel pour justifier à lui seul un débat isolé; cette division nuit à l'ampleur politique de notre discussion.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je vous demanderai la permission de ne pas m'en tenir au point actuel de l'ordre du jour. Je voudrais profiter de la présence sur ces bancs de nombreux représentants de nos gouvernements pour ouvrir avec eux un colloque, plus politique qu'économique, sur le point où en est la construction européenne deux ans après l'entrée en application du traité de Rome sur le Marché commun et l'Euratom.

Qu'il me soit permis, cependant, de dire au préalable quelques mots sur le problème particulier des relations de la C.E.E. avec le monde extérieur pour signaler qu'un double fait nouveau est intervenu depuis quelques années dans la vie économique internationale.

Le premier fait est l'ampleur, la puissance des six pays du marché commun qui sont en train de réaliser dans l'Occident une entité économique d'une puissance industrielle et commerciale analogue à ce que représentent les États-Unis; 170 millions de travailleurs et de consommateurs leur donnent le premier rang, avec l'Amérique, dans l'ordre des puissances commerciales du monde, et surtout un dynamisme exceptionnel puisque, depuis 1952, la production industrielle des États-Unis a augmenté de 11 p. 100, celle de la Grande-Bretagne de 21 p. 100 et celle des six pays de notre Communauté de 58 p. 100.

Ainsi est mis fin à l'état de dépendance dans lequel nous nous trouvions jusque-là à l'égard de l'économie américaine, d'autant plus que parallèlement certains signes inquiétants se sont manifestés outre-Atlantique. En 1951, les réserves d'or des États-Unis s'élevaient à 23 milliards de dollars; elles sont aujourd'hui de 19 milliards de dollars; pendant ce temps, de 1951 à nos jours, les réserves d'or de l'Europe occidentale se sont élevées de 10 à 21 milliards de dollars, dont près des deux tiers, soit 14 milliards de dollars, sont détenus par les seuls six pays de la Communauté.

J'en tire trois conclusions :

La première, c'est que l'ère de l'aide économique et financière unilatérale des États-Unis à l'Europe est close.

La deuxième, c'est que notre puissance ouvre pour nous l'ère de nos responsabilités

internationales et mondiales, sur le plan économique.

La troisième c'est que, s'il demeure vrai que nous ne pouvons plus résoudre nos problèmes sans une coopération avec l'Amérique du Nord, il est devenu également vrai — c'est un fait nouveau — que l'Amérique du Nord elle-même ne peut plus résoudre seule ses problèmes sans une coopération avec la vieille Europe.

Cela m'amène à vous dire que c'est dans le cadre d'un dialogue entre les Six, les États-Unis et nos autres partenaires de l'O.E.C.E. que doit s'engager cette grande négociation sur les problèmes de l'expansion économique, de la stabilité des monnaies, de l'équilibre de la balance de nos paiements extérieurs, préalable à une approche commune de l'aide aux pays sous-développés et à un effort de stabilisation du cours des matières premières.

Il faut commencer par coordonner les efforts économiques et financiers, les activités commerciales des nations pilotes du monde occidental, de celles qui doivent jouer sur tous les plans un rôle moteur. Et je vous laisse à penser les difficultés politiques et sociales que pourrait engendrer une crise monétaire qui sévirait dans tel ou tel secteur de la Communauté occidentale et qui, dans le grand dialogue avec les pays de l'Est qu'évoquait hier M. le Président de la Commission de l'Euratom, renforcerait considérablement les positions du bloc communiste.

Mais nous n'aurons — et j'en arrive au deuxième point de mon exposé — d'efficacité dans notre action à l'extérieur que si nous savons réaliser entre nous six, à l'intérieur du marché commun, une unité de politique économique.

Voyez-vous, l'heure est à l'optimisme. J'écoute les confidences amicales de chacun et, mon Dieu! je reconnais qu'il y a en effet de fort bonnes raisons d'être optimiste. Je ne conteste pas qu'il y eut des moments où je n'osais même pas espérer que les choses se passeraient aussi bien. Mais, nous ne devons pas, pour autant, fermer les yeux sur les menaces qui planent sur notre construction, sur ses insuffisances, sur ses défaillances possibles.

N'oubliez pas que nous n'avons réalisé que le plus facile. N'oubliez pas que nous nous sommes

contentés, pour le moment, de procéder à certaines mesures de libération tarifaire et contingentaire, et que le véritable rendez-vous européen sera celui de l'élaboration de la politique économique, sociale, agricole commune.

Sur ces points, le traité est rarement très précis. Certes, il contient certaines stipulations impératives, et celles-ci, je pense, de par leur caractère obligatoire, ne pourront pas être éludées et ne prêteront pas à discussion et à contestation. Mais, sur la majorité de ces points, le traité ne pouvait être qu'un traité-cadre; il ne pouvait qu'indiquer quelques principes généraux et confier aux institutions le soin d'élaborer les mesures pratiques d'application.

Ce rendez-vous sur le problème des harmonisations sociales, fiscales, monétaires, il faudra d'ailleurs le pousser beaucoup plus loin que le traité lui-même ne l'avait prévu; il faudra élaborer une politique des investissements, une politique du crédit, une politique budgétaire, une constitution d'un fonds commun de réserve. Dans l'immédiat, ce sont les problèmes agricoles qu'il va falloir résoudre et je vous engage à méditer l'exemple du Benelux où, encore aujourd'hui, alors que les trois pays de Benelux sont entrés depuis douze ans dans la voie de la libération de leurs échanges, le taux de libération pour les produits agricoles est encore pratiquement nul; cela suffit à vous montrer devant quelles difficultés politiques nous allons nous trouver dans ce domaine.

Je prétends que, si une volonté politique formelle de continuer dans la voie des États-Unis d'Europe n'existe plus au cœur de chacun de nos six gouvernements, la force de pression politique ne sera plus suffisante pour mettre en œuvre les principes de politique commune.

Tel est, à mon avis, le fonds du problème qui nous est posé. Je vois, en effet, à l'horizon trop d'intérêts particuliers relever la tête, intérêts qui sont dans leurs pays respectifs d'un poids considérable et que seule une finalité politique supérieure pourra surmonter et vaincre.

Mesdames et Messieurs, il y a aujourd'hui trop d'illogismes dans l'attitude de nos gouvernements. Il est illogique, de la part de la Belgique, de demander à l'Europe de l'aider à résoudre sa crise charbonnière, mais de refuser

à relever son tarif extérieur pour rejoindre le tarif extérieur commun de la C.E.E.

Il est illogique de la part de la France d'insister sur la notion de préférence en matière agricole au sein de la communauté politique et en même temps de refuser de s'engager plus avant dans la voie de l'intégration politique.

Il est illogique de la part de l'Allemagne, après qu'elle a accepté dans le traité de venir en aide d'une façon plus positive aux territoires d'outre-mer et aux populations qui les habitent, d'annuler par des taxes de consommation le bénéfice que ceux-ci pouvaient retirer de l'application du traité.

Il est illogique de la part de l'Italie de se prétendre européenne tout en préférant le charbon américain au charbon européen sous prétexte qu'il est meilleur marché.

Les voilà, Messieurs, les véritables problèmes de l'Europe (*vifs applaudissements*), les vrais problèmes politiques, car en ces matières tout est dans tout, et si nos six gouvernements ont perdu cette volonté politique fondamentale, alors, il est fort vraisemblable que les fruits ne tiendront pas les promesses des fleurs!

Je suis le premier à reconnaître que si l'on n'envisage du marché commun que l'aspect économique et commercial, au moins trois des six pays de notre Communauté ont intérêt aux formules traditionnelles de zone de libre-échange plus qu'aux formules de marché commun. Je voulais le dire nettement pour souligner que le rendez-vous devant lequel nous sommes placés est un rendez-vous de caractère éminemment politique.

Alors, me direz-vous, que faire? Nous sommes allés au-devant de vos désirs, nous avons décidé hier des réunions périodiques des ministres des affaires étrangères. Mais permettez-moi de vous dire que c'est une solution esquissée déjà dans le cadre de l'O.T.A.N. par le rapport des trois sages, MM. Lang, Martino et Pierson, et je ne vois pas qu'il en soit sorti des résultats permettant d'affirmer que vous avez apporté hier une contribution décisive à la cause de l'Europe.

Les réunions et les consultations sans autre forme d'engagement appartiennent à une ère qui devrait être aujourd'hui dépassée. Certes, je

suis suffisamment réaliste pour comprendre qu'il n'est pas possible aujourd'hui d'intégrer nos politiques étrangères et de confier à un seul ministre le soin de conduire la politique, la diplomatie de nos six pays. Cela, ce doit être le couronnement de notre effort, le bout de la route. Encore faut-il vouloir s'engager sur cette route.

Je voudrais au moins vous voir, dans le domaine des compétences que les traités dévoluent aux institutions européennes — traité de la C.E.C.A., traité de l'Euratom, traité du Marché commun — accepter que soient mises en œuvre des procédures beaucoup plus communautaires et démocratiques et non pas vous voir venir, à la faveur d'un lent mouvement, tellement lent, tellement équivoque, que nos opinions publiques en sont à peine conscientes, vers un système intergouvernemental généralisé, car c'est bien cela le deuxième enjeu politique de la construction européenne.

Voulez-vous revenir vers la formule de l'Europe à l'anglaise, la formule qui consiste, sur le plan économique, à souhaiter seulement la libération des échanges et, sur le plan politique, des consultations multiples et répétées?

Telle est l'alternative : ou bien nous allons toujours plus loin vers les États unis d'Europe, ou bien il faut cesser toute querelle et dire à l'Angleterre de prendre place sur ces bancs, puisque nous nous serons ralliés à une formule qu'elle défend depuis déjà douze ans.

Voilà, Messieurs les Membres du Conseil et de la Commission, comment personnellement je vois les choses aujourd'hui, et cela non pas, contrairement à ce que certains d'entre vous pourraient penser, avec un pessimisme excessif. Je sais que les traités sont là, que les Communautés fonctionnent, que la qualité de leurs exécutifs est pour nous une garantie, que notre Assemblée est fermement européenne, que nos opinions publiques et même nos gouvernements le sont aussi. Mais je demande à ceux-ci de bien comprendre que, sur cette route, il ne faut jamais reculer, qu'il faut au contraire beaucoup de courage et d'imagination pour aller de l'avant.

Voyez-vous, prenez garde de substituer, à ce que j'appelle l'Europe de l'unité, l'Europe de la

cordialité, parce que la cordialité, bien qu'éminemment sympathique, ne pourra pas mettre nos peuples à l'abri des grands déchirements de l'avenir. L'enjeu d'aujourd'hui est trop grave pour que nous ayons le droit sur ce point d'hésiter. Certes, le problème n'est plus, comme autrefois, celui de la paix ou de la guerre entre nous. Il n'est pas un esprit, même insensé, pour imaginer que demain pourrait surgir à nouveau un conflit armé entre tel et tel d'entre nous et c'est déjà un résultat important.

L'enjeu, aujourd'hui, est de savoir si nous suivrons le rythme général du monde, si nous serons présents dans l'histoire, si nous en resterons des sujets au lieu d'en devenir des objets; il est de savoir si nous poursuivrons, dans la progression infernale et parfois redoutable de la science, une marche parallèle à celle de nos voisins.

Ce n'est pas avec des mots que nous resterons à la tête de la colonne des nations, mais en sachant intégrer tous nos moyens; une juxtaposition ne suffira pas, surtout dans le domaine scientifique que j'évoque en passant, à donner à nos efforts une efficacité suffisante. Et c'est vrai en tant d'autres domaines que je juge inutile d'insister.

Le président de la République française rappelait dimanche dernier, à Strasbourg, ces mots si profonds du philosophe Leibniz sur « l'Europe acharnée à conspirer contre elle-même ». Nous avons juré que c'en était fini et qu'au lieu de conspirer contre elle-même, elle allait, au contraire, tendre tous ses efforts dans la direction de l'avenir. Mais alors c'est toujours vers l'avenir qu'il faut regarder.

Messieurs les Ministres, de l'audace, encore de l'audace, et l'Europe sera sauvée!

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Kapteyn.

M. Kapteyn. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, quand il y a quelques années le Parlement des Pays-Bas a suivi l'appel de M. Schuman et ratifié le traité instituant la C.E.C.A., il a exprimé un regret : le regret que ce traité n'ait été signé que par six pays. Mais on pensait que la Communauté agirait

comme un aimant et attirerait d'autres pays. L'O.T.A.N. était cependant pour nous — et elle le reste — la clef de voûte de la défense de notre civilisation occidentale.

Il va sans dire que dans cette conception de l'O.T.A.N. il n'y a pas de place pour une Europe faisant figure de troisième puissance entre Moscou et Washington. D'ailleurs, celui qui le souhaiterait serait comparable, quant au pouvoir de se faire illusion, à un paysan qui, le soir, mettrait une grenouille dans son seau de lait, espérant la retrouver le lendemain matin assise sur un monceau de beurre.

C'est pourquoi j'approuve en tous points ce que le ministre Pella a déclaré il y a peu de temps devant la Chambre italienne à propos de la consultation politique dans la Communauté. Il a fait remarquer que la consultation politique ne doit en aucun cas porter atteinte à l'égalité de droits à l'intérieur de l'alliance atlantique ni non plus conduire à la formation de groupements régionaux ou à une attitude négative vis-à-vis d'un État quel qu'il soit.

Cela, Monsieur le Président, m'amène à poser une question. Le Conseil de ministres fait-il sienne cette idée que M. Pella a exposée devant la Chambre des députés italienne ?

Partant de cette conception que je viens d'indiquer, je considère utile aussi bien que nécessaire que l'on cherche à parvenir à un accord avec les Sept de Stockholm. En effet, alors même que les rapports de la Communauté avec les autres pays de l'Europe sont — comme M. Hallstein l'a fait remarquer tout récemment à Dortmund — manifestement des rapports économiques déterminés par la situation historique, ils ont, outre l'aspect économique qu'ils tirent du traité de la C.E.E., également un aspect politique. Il faut que nous en tenions sérieusement compte dans notre politique économique, car l'Europe ne doit en aucun cas courir le danger de se scinder, économiquement parlant, en deux blocs et de se désintégrer, politiquement parlant, à la suite de cette scission.

Dans notre monde moderne, les développements politiques et économiques suivent un rythme rapide. L'accord de Stockholm est à peine signé, et déjà le gouvernement suédois, agissant au nom des Sept, s'est adressé aux

six gouvernements et leur a soumis un mémorandum qui peut être considéré comme une main tendue aux Six. Je serais heureux que le Conseil de ministres m'apprenne quelle est l'attitude qu'il prend en face de ce mémorandum.

A côté des Sept de Stockholm, il y a d'autres pays encore qui requièrent notre attention. Il serait évidemment du plus grand intérêt que nous puissions conclure des accords d'association avec la Tunisie, la Grèce et la Turquie. Notre Communauté doit se prêter à toute association, encore que je doive faire une exception pour l'Espagne de Franco; le groupe politique auquel j'appartiens est rigoureusement adverse d'une association avec ce pays.

Je n'ai pas le temps d'approfondir l'examen de ces problèmes de l'association; je m'étendrai néanmoins un peu plus longuement sur l'association avec la Grèce. Le fait que ce pays a un grand intérêt à exporter du tabac, des vins et des fruits du midi pose évidemment un problème pour la France et l'Italie. Je n'en souhaite pas moins que l'on se montre aussi arrangeant que possible. Ce petit pays membre de l'O.T.A.N. est limitrophe du bloc soviétique et a gravement souffert des conséquences de cette situation géographique. Quand entre 1945 et 1949 l'Europe occidentale a réussi à reconstruire son économie grâce à l'aide américaine, la Grèce était le théâtre d'une navrante guerre civile. Déjà très touchée par la guerre, elle a dû mener alors, pendant près de cinq ans, une guerre d'escarmouche d'avant-postes contre le communisme qui avançait à travers la Bulgarie. Il est incontestable que l'Europe a contracté de ce fait une dette de reconnaissance envers la Grèce.

Il y a un instant, je signalais la nécessité d'entamer des conversations avec les Sept. Je dirai maintenant quelques mots à propos de la base sur laquelle ces conversations devraient avoir lieu.

Par la presse, j'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du plan imaginé par le ministre Wigny et je suis très heureux de voir que notre ancien collègue, appelé à s'acquitter de fonctions ministérielles, est demeuré un défenseur chaleureux de l'idée européenne. J'espère que, s'il devait lui arriver de se heurter

après de tel ou tel gouvernement à quelque froideur, quelque réserve, il ne se laissera pas détourner de sa voie, même si cette froideur devait être le fait, par exemple, du gouvernement néerlandais.

Si j'ai bien compris le sens de ces informations de presse, M. Wigny voudrait que l'on accélère la procédure en matière de réduction réciproque des droits de douane et d'établissement du tarif extérieur commun. Voilà qui me paraît fort important, et qui devra aller de pair avec une réduction simultanée des droits de douane à l'égard des pays tiers. En agissant ainsi, la Communauté ne fera pas que se consolider; en même temps, me semble-t-il, elle pourra montrer au dehors quelle est sa force. Je crois que c'est dans cet esprit que devront être menées les négociations avec les Sept. Je serais heureux que le Conseil de ministres nous dise quelle est sa position sur ce point.

Monsieur le Président, l'année dernière l'Europe avait encore la possibilité de parvenir à un arrangement amical et de mettre en ordre ses affaires, les États-Unis adoptant l'attitude du spectateur bienveillant. Mais depuis lors ils ont constaté que le déficit de leur balance des paiements pour 1958 s'élevait à un milliard et demi de dollars et que pour l'année en cours il dépasserait quatre milliards. Cette situation a déjà eu certaines répercussions; j'en parlerai dans un instant.

Je dirai cependant dès maintenant que cette situation a amené M. Dillon à déclarer le mois dernier, à Tokio, qu'un beau jour les discriminations à l'égard des marchandises américaines pourraient fort bien provoquer en Amérique des mesures protectionnistes et des restrictions à l'importation. Aussi n'est-il plus possible, à l'heure actuelle, de conclure un accord européen où il ne soit tenu aucun compte des intérêts américains. La Communauté montrerait bien peu de sens des réalités si elle voulait négocier seule avec les Sept; les États-Unis et le Canada devront aussi être invités à s'asseoir autour de la table verte, bien qu'il ne puisse naturellement pas être question d'une association avec ces deux États. Je serais heureux que le Conseil de ministres nous dise ce qu'il en pense.

J'ai parlé du déficit de la balance des paiements des États-Unis. Il est indubitable que l'Amérique peut s'offrir le luxe de quelques-uns de ces déficits. Mais si la situation actuelle devait persister, la valeur du dollar se trouverait menacée; les conséquences en seraient désastreuses, également pour l'Europe. C'est très justement que l'on a compris en Amérique que, du point de vue politique, ce serait une erreur de vouloir améliorer la balance des paiements en réduisant l'aide aux régions insuffisamment développées.

J'en arrive maintenant à cette autre répercussion à laquelle je faisais allusion il y a un instant.

M. Anderson, ministre des finances des États-Unis, a pris le mois dernier une première mesure : elle consiste en ce que sur les fonds destinés à aider les régions insuffisamment développées, un montant de 500 millions de dollars devra être affecté annuellement à des actions d'aide en Amérique même. Il est bien certain, Monsieur le Président, que cette mesure exercera une certaine influence sur les courants de marchandises européennes à destination des régions en question et que des changements se produiront dans ces courants d'échange.

En effet, le déficit de trois milliards et demi de dollars que les États-Unis doivent supporter a procuré à l'Europe un surplus de presque deux milliards et demi de dollars. A ce propos, je me vois obligé de contredire M. Faure qui a parlé de l'accroissement des réserves d'or en Europe et de la diminution de ces mêmes réserves aux États-Unis, ce qui serait la preuve que l'Europe a gagné en puissance, alors que l'Amérique s'affaiblissait. Permettez-moi de le dire avec toute la clarté voulue : ce résultat a été possible grâce à la volonté des États-Unis de remettre à flot l'Europe par le moyen des transactions en triangle. Car si l'Amérique n'avait pas accordé son aide aux pays insuffisamment développés, nous n'aurions rien vu du fameux « Wirtschaftswunder » de l'Allemagne ni non plus du « miracle hollandais ».

D'autre part, l'Amérique devra insister pour obtenir un élargissement de ses importations de dollars; mais cette mesure ne sera pas non plus suffisante.

Après la guerre, les États-Unis ont donné près de dix milliards aux pays de la Communauté pour la reconstruction de leurs économies. Le revenu de cette somme aurait, à lui seul, atteint 400 à 500 millions de dollars par an. A l'heure qu'il est, nous avons retrouvé notre prospérité, nous sommes même plus prospères que jamais. Mais ce que nous faisons à titre d'aide aux régions insuffisamment développées reste encore peu de chose en comparaison de ce que font les États-Unis.

La balance des paiements oblige aujourd'hui les États-Unis à nous faire toucher du doigt cette situation. L'Europe ne saurait plus se soustraire à l'obligation d'accroître son aide aux régions insuffisamment développées, en Europe et hors d'Europe.

C'est très justement que M. Wigny a dit que, pour ce qui est de l'aide aux Africains, il faut rechercher une collaboration avec la Grande-Bretagne. Mais le grand problème des régions insuffisamment développées en Europe et hors d'Europe est un problème qui ne peut être résolu qu'en collaboration entre l'Europe et les États-Unis. Je serais heureux d'apprendre que les ministres pensent à ce sujet.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de récapituler ce que j'ai dit.

L'Europe ne doit en aucun cas se diviser en deux blocs, ni économiquement ni politiquement.

Il serait heureux qu'à leur tour la Tunisie, la Grèce et la Turquie puissent se joindre à notre Communauté.

Nous avons tout lieu de nous féliciter de ce que les Sept de Stockholm, le lendemain même de la signature de leur accord, aient officiellement tendu la main à notre Communauté. Mais il faudra que nous négociions non plus seulement avec les Sept de Stockholm, mais aussi avec les États-Unis et le Canada, alors même que nous ne pouvons pas conclure d'association avec ces pays.

Enfin, il faudra que l'Europe collabore davantage et mieux avec l'Amérique en matière d'aide aux pays insuffisamment développés.

Je suis profondément convaincu, Monsieur le Président, qu'en agissant ainsi notre Com-

munauté accomplira une œuvre importante et constructive, créant dans notre monde de meilleures relations politiques, économiques et sociales.

(Applaudissements.)

(M. Vanrullen remplace M. Rubinacci au fauteuil de la présidence.)

PRÉSIDENCE DE M. VANRULLEN

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, mes chers collègues, nous avons entendu les ministres de la Communauté ou, plus exactement, M. le Président du Conseil de ministres nous faire part de son optimisme.

Nous avons entendu aussi un certain nombre de nos collègues faire quelques réserves au sujet de cet optimisme.

Nous avons enfin et surtout entendu M. Maurice Faure, ce matin, demander au Conseil de ministres, aux dirigeants des Communautés, à notre Parlement, de faire preuve d'audace.

Sur ce point, je pense que M. Maurice Faure a tout à fait raison, mais la question est de savoir comment manifester cette audace, car entre l'audace et les moyens d'en cueillir les fruits, il peut y avoir un fossé.

Où est ce fossé? Eh bien, il tient, à mon sens, à l'approche des problèmes économiques européens et aux conséquences de cette approche. Il y a, en effet, deux conceptions totalement opposées de l'Europe et de l'intégration économique et, par là-même, de la politique européenne.

L'une est classique. Elle découle de l'idée que la création d'un marché unique de 160 millions d'habitants, où tout est libre à condition que soient respectées les règles de la concurrence, peut assurer l'élévation commune des niveaux de vie et procurer les ressources nécessaires pour apporter un concours aux territoires d'Afrique.

L'autre conception tient compte des conséquences des grandes révolutions qui ont marqué ce siècle : révolutions techniques, révolutions politiques, révolution de la pensée économique. Cette conception est qu'il n'y a communauté européenne que s'il y a harmonie des taux de croissance économique, des taux d'investissement et qu'il n'y a communauté euro-africaine, que si le taux d'investissement européen est suffisant pour dégager les ressources qui permettent à ces territoires d'Afrique, et à leur initiative d'abord, de passer de l'économie de subsistance à l'économie de marché.

Je traiterai rapidement devant vous, car le temps m'est compté, ces différents aspects de la question.

La première conception de l'Europe a abouti à la rédaction de traités marqués d'un certain conformisme, d'une fausse conception de l'économie moderne. Elle a abouti, par voie de conséquence, à une interprétation différente des articles des traités par les partenaires et par les groupes politiques de nos Assemblées. Enfin, cette conception même a été marquée aussi du refus des auteurs du traité, des gouvernements, de nous tous, de tirer les conséquences fondamentales des révolutions politiques et techniques qui ont marqué notre siècle.

Je passerai d'autant plus rapidement sur les dispositions des traités que M. Maurice Faure vient de les évoquer brièvement.

En fait, ces dispositions du traité de Rome peuvent, selon leur nature, se ranger en deux catégories. D'abord les dispositions ayant un caractère strictement négatif. Ce sont celles à contenu libre-échangiste du traité qui assurent l'établissement progressif d'une libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux à l'intérieur de la Communauté.

Ensuite, il y a les dispositions à caractère institutionnel et constructif. J'entends par là tout ce qui, dans le traité, ne concerne pas exclusivement la suppression des entraves existant entre les Six, mais tend à créer un ordre nouveau, à instituer des règles nouvelles dans les rapports intérieurs de la Communauté, le rapprochement des législations, qu'il s'agisse, en particulier, de coordonner les politiques écono-

miques et d'instituer, dans certains domaines, une politique commune.

Cette différence de nature entre les dispositions s'explique d'ailleurs assez bien. Il est plus facile de décréter des règles négatives qu'on peut imposer facilement aux uns et aux autres, parce qu'elles sont dans l'esprit de chacun, que d'en établir de nouvelles qui heurtent la routine et les préjugés.

On a tout écrit et tout dit dans ces traités sur la façon dont devront disparaître les droits de douane et les restrictions quantitatives. Tout est précisé à cet égard.

En revanche, dans le domaine institutionnel, dans celui des recommandations pour l'avenir, on a simplement émis des vœux. Les seules recommandations fermes portent sur les rémunérations des travailleurs masculins et féminins, le maintien de l'équivalence dans les régimes des congés payés et la création d'un fonds social européen, mesures qui, en fait, sont du ressort des gouvernements nationaux.

En revanche, en ce qui concerne les dispositions relatives à la politique économique commune, même dans le domaine agricole, dans l'application d'un tarif extérieur commun, dans la définition d'une politique à l'égard des pays tiers, on ne trouve que des articles constituant des recommandations sans sanction. Or, comme l'a dit M. Maurice Faure tout à l'heure, ces recommandations n'ont de portée réelle que si une volonté politique les supporte et si, par conséquent, chacun est décidé à tirer de ces articles-cadres les conclusions qui s'imposent.

Ainsi, sur 248 articles du traité, près de 200 précisent les conditions négatives qui permettent simplement d'assurer, à l'intérieur du traité, parmi ses partenaires, une politique libre-échangiste.

Sans doute, les deux autres traités, ceux de l'Euratom et de la C.E.C.A., ont-ils prévu un certain nombre de mesures plus précises faisant espérer la coordination des investissements par différents moyens, y compris l'aide au financement de certains d'entre eux. Mais, en fait, nous avons entendu dire que les trois Communautés pourraient se fondre en une seule. La question est de savoir laquelle. Celle qui aura le plus de force ou celle qui en aura le moins

sera celle qui, dans la pratique, absorbera les autres.

D'où des interprétations totalement différentes des traités.

Pour les uns, qui ne veulent pas renier les engagements des traités pris dans leur sens strict, il s'agit d'entretenir en Europe des mécanismes strictement libéraux. L'essentiel des traités devient alors le libre-échange. La seule politique économique commune concevable pour la Communauté est alors une politique aussi libérale que possible à l'intérieur et aussi libre-échangiste que possible à l'extérieur de ses frontières.

On comprend alors que les partisans de cette thèse viennent vous dire que, du moment où nous allons vers une politique libre-échangiste à six, pourquoi ne pas nous tourner vers ceux qui nous invitent à avoir une politique libre-échangiste à l'extérieur? C'est ainsi que, par une conséquence logique, le libre-échange à six devient un libre-échange à sept, à dix, à treize ou à plus encore.

Pour les autres — ceux qui estiment l'intervention de l'État inéluctable dans l'économie du monde moderne, ne serait-ce qu'en raison d'impératifs sociaux — les traités doivent permettre de coordonner les investissements afin d'éviter le double emploi de capitaux trop rares, permettre également d'assurer un développement économique harmonisé, d'uniformiser les politiques commerciales, d'harmoniser la fiscalité et les mécanismes sociaux, en bref, de mettre chacun à parité de chances et de charges en facilitant à chacun l'égalité des taux d'investissement, la question de la concurrence entre producteurs devenant subalterne.

Telle est la position d'un certain nombre d'entre nous.

J'en viens maintenant aux révolutions qui ont modifié la structure du monde et à leurs conséquences sur notre comportement.

Il y a eu deux grandes révolutions politiques : celle d'octobre 1917, Léninegrad, et celle d'avril 1956, Bandoeng.

Quelles en sont les conséquences? La première a marqué l'avènement, dans le monde moderne, de l'économie socialiste qui, après

quarante années d'efforts affreux, a conquis droit de cité et démontré sa force d'expansion et d'attraction.

La seconde révolution a marqué la décolonisation définitive des peuples afro-asiatiques et la nécessité, pour les anciens pays colonisateurs, de leur apporter une aide quasi inconditionnelle afin d'assurer leur développement économique, aide d'autant plus lourde que les progrès de la médecine ont réduit le taux de la mortalité.

Par ailleurs, la révolution technique qui s'est opérée avec le développement des transports terrestres, l'apparition et le développement de l'aviation, la naissance de l'électronique et de la science atomique a bouleversé les rapports de force entre les peuples et montré que l'individualisme national ne permet plus, dans de tels domaines, de dominer la science et d'en tirer, pour les populations dont on a la responsabilité, tout le suc nécessaire.

Il y a enfin l'évolution corrélative de la pensée économique. Lord Meynard Keynes, Schumpeter, Burnham et ses adeptes, pour ne citer que les plus récents auteurs, ont montré qu'à notre époque, la prospérité économique d'un pays était fondée bien plus sur le plein emploi de ses ressources nationales, de sa capacité de travail, de sa main-d'œuvre, que sur la rentabilité traditionnelle des capitaux. Cela modifie totalement l'approche des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Cette évolution économique a montré ensuite que la notion de plein emploi de l'outil de production et des hommes doit aujourd'hui dominer celle de la stabilité monétaire et du profit capitaliste et permettre la prééminence de l'organisation collective sur l'initiative individuelle et la recherche du profit.

Quant au progrès technique, il est considérable. Vous savez à quel point des pays comme les États-Unis ou l'U.R.S.S. ont progressé dans la voie de la recherche technique. Leurs dépenses annuelles dans ce domaine dépassent quatre milliards de dollars par an, soit quatre fois plus que pour tous les pays de l'Europe des Six réunis. Le résultat est clair : le taux de croissance des pays de l'Est est actuellement supérieur au nôtre et des documents publiés par la Haute Autorité de la Communauté européenne

du charbon et de l'acier en janvier-février 1959 et juillet-août 1959, en ont montré l'importance. Ils ont laissé entendre que, d'ici quelques années, le niveau de vie de l'U.R.S.S. pourrait être supérieur au nôtre. Et ceci ne serait pas sans avoir des conséquences, ne serait-ce que vis-à-vis de nous-mêmes.

Si le taux d'investissement des pays d'Europe n'est pas égal à celui des pays de l'Est, vers quelle politique et vers quelle philosophie seront attirés nos enfants? Je vous laisse le soin de le deviner.

Si nous ne pouvons pas non plus dégager des capitaux suffisants pour aider les pays sous-développés au même titre que le font maintenant les pays de l'Est, vers quelle politique et vers quelle économie ces pays se tourneront-ils?

En fait, puisqu'il me faut abréger, à l'appel du président de séance, je dirai que le problème est parfaitement posé. Ou nous resterons dans le cadre de nos mécanismes libéraux traditionnels et nous ne pourrons pas dégager les capitaux nécessaires tant à notre taux d'investissement propre qu'à l'élévation du niveau de vie des populations africaines, avec l'accroissement de leurs effectifs et, dans ce cas, nous perdrons l'Afrique.

Pire même! Étant incapables de nous mettre d'accord entre nous sur les conditions d'accès à un niveau de vie commun plus élevé, car nos charges improductives ne seront pas les mêmes, nous risquons de demeurer divisés tout en déclarant, dans des instances, que nous sommes unis. Dans ce cas, ce sera l'éclatement de l'Europe, sa balkanisation et je vous laisse à penser quelle serait la capitale politique d'une Europe balkanisée. Je n'ai pas besoin d'y insister.

Ou, au contraire, nous admettrons que nous sommes entrés dans l'ère de l'organisation, de la coopération, de la prééminence du profit collectif sur le profit individuel. Ce jour-là, on pourra dire que l'Europe épouse son temps et elle se trouvera alors devant les réalités vivantes que M. Maurice Faure a évoquées tout à l'heure.

Nous avons, pour cela, un immense effort intellectuel à faire. Il faut abandonner, Messieurs

les Ministres et les Membres des exécutifs, votre conformisme, votre habitude de penser à l'économie politique libérale, assoiffée de profits comme du temps de nos grand-pères! Tout cela est périmé, car nous sommes entrés dans l'ère des organisateurs. Si vous ne voulez pas, tous ensemble, avec nous, penser à des formules nouvelles, aux structures collectives dont l'économie communautaire vous donne les contours, nous perdons notre temps et, de ce fait, nous aurons menti, les uns et les autres, à nos populations. C'est ce que nous n'avons pas le droit de faire si nous voulons construire l'Europe.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Rubinacci.

M. Rubinacci. — (I) Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs, nous avons terminé ce matin la première partie du débat, avançant d'un petit pas qui permet d'apercevoir comment la bonne volonté réciproque domine les rapports entre le Conseil de ministres et l'Assemblée. Avance d'un premier pas: je l'ai aperçue dans la réplique, non prévue à l'origine, du président du Conseil. Je considère que c'est dans cette même atmosphère de bonne volonté réciproque que peut se dérouler également la seconde partie, si importante, de notre colloque.

Notre débat s'est ouvert dans une atmosphère conditionnée par un certain malentendu: un thème avait été proposé et accepté, celui de la coordination de la politique extérieure en général, très opportunément mis en relief par le président de la commission des affaires politiques; or, nous avons entendu un discours, tout à fait remarquable d'ailleurs, du président du Conseil, un discours qui est resté dans la sphère de cette partie de la politique extérieure qui se rattache étroitement aux objectifs économiques de nos Communautés.

Ce malentendu initial me paraît cependant avoir été dissipé par le cours que le débat a pris tant à la suite des précisions données par le président Pella que du fait que le débat même s'est élargi, au gré de la discussion, pour porter sur un domaine extraordinairement vaste et complexe. Je crois du reste qu'il est conforme à la dialectique des rapports entre

le Conseil et l'Assemblée, qu'il est précisément dans la nature même de nos positions respectives que, d'une part, le Conseil de ministres, du fait qu'il assume aussi la responsabilité des gouvernements respectifs, doit agir avec la plus grande prudence et que, d'autre part, l'Assemblée doit faire jaillir l'élan qui nous porte à accélérer et étendre le processus de formation de l'unité européenne.

Ces remarques préliminaires étant faites, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de souligner la grande valeur des déclarations que le président Pella a faites au nom du Conseil de ministres. On nous a donné ce matin la définition de la politique de la Communauté européenne dans ses relations économiques avec les pays tiers. La question avait fait l'objet d'un débat de notre Assemblée; nous avons entendu une déclaration du président Hallstein, mais jusqu'à présent la Communauté n'avait pas encore fixé, par un acte de son institution qui assume les responsabilités et prend les décisions, je veux dire le Conseil de ministres, l'orientation de son action politique.

Aujourd'hui cependant, cette orientation a été définitivement fixée et je tiens à mettre en relief la grande importance politique que revêt la position prise par le Conseil, position qui coïncide exactement avec celle que la Commission de la Communauté économique européenne a indiquée. En d'autres termes, la Commission a assumé un rôle qui va au delà de celui d'un simple élément moteur; c'est un rôle qui fait d'elle, pratiquement, l'élément formateur de la politique de la Communauté des Six, du moins de sa politique commerciale. Voilà qui, à mon avis, est d'une grande importance, car il est permis d'y voir, même si ce n'est que sur le plan pratique, une valorisation graduelle des organismes que j'appellerai, improprement d'ailleurs, les exécutifs de notre Communauté, ces exécutifs dont nous souhaitons tous qu'ils deviennent capables de déterminer la formation d'une Europe intégrée non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique.

Je puis dire de même que j'approuve pleinement les orientations qui ont été fixées. Elles représentent le succès d'une tentative noble, faite il n'y a pas longtemps encore pour

surmonter, par la création d'une association économique européenne, des difficultés qui, à propos de quelques pays européens, ont surgi sur le plan institutionnel.

Nous savons qu'en raison de difficultés de caractère objectif ce projet d'association n'a pas pu être réalisé, de sorte que je n'ai pas besoin de répéter ce qui a été si amplement discuté dans notre Assemblée, même encore dernièrement, lors de la présentation de l'excellent rapport de M. Blaisse. Nous nous plaçons aujourd'hui sur un autre terrain. L'Europe adopte une politique libérale dans ses relations commerciales avec les pays tiers, une politique libérale sans limitations, une politique qui s'adresse surtout aux pays de ce que l'on appelle la zone de libre-échange des Sept, mais qui entend atteindre en même temps aussi les États-Unis d'Amérique et les autres pays. C'est une politique libérale dans l'exercice de laquelle nous comptons naturellement sur une certaine réciprocité quant aux mesures que nous adopterons progressivement.

Cette politique libérale est la mieux appropriée à une Europe qui a atteint une notable solidité économique et qui se trouve dans une phase prometteuse d'expansion. Il faut certainement voir un symptôme encourageant dans le fait que d'autres pays désirent conclure des accords pour s'associer à notre Communauté.

Ce que je veux souligner, c'est que le Conseil de ministres a considéré nécessaire, et non pas seulement opportun, de faire à l'Assemblée parlementaire européenne, par delà les compétences que le traité a établies, une déclaration de politique générale. En d'autres termes, fût-ce même par le moyen d'une déclaration faite dans le cadre du colloque, on affirme en fait sinon en droit que notre Assemblée a la compétence requise pour jouer un rôle...

M. Battista. — (I) La question relève de la compétence de l'Assemblée qui, en vertu du traité, doit être obligatoirement consultée.

M. Rubinacci. — (I) Nous sommes d'accord, elle doit être consultée, mais on est bien obligé d'admettre qu'aujourd'hui nous nous trouvons dans d'autres conditions, des conditions qui se caractérisent, si je puis dire, par un progrès de la fonction parlementaire; en effet, nous ne

sommes pas appelés à donner notre avis sur un aspect particulier, nous sommes appelés à exprimer une opinion sur l'ensemble de l'orientation politique, qui relève de la compétence du Conseil de ministres, par rapport aux objectifs, à la fonction et aux fins de la Communauté économique européenne. Mais, Messieurs les Ministres, vous vous êtes certainement rendu compte du fait que, tout en appréciant cette attitude que vous prenez, nous ne pourrions pas nous dire satisfaits si vous pensiez — mais nous savons que vous ne le pensez pas — que notre Communauté économique européenne doit suivre une politique commune uniquement dans les domaines qui regardent directement notre coopération économique.

Les journaux nous ont appris que vous-mêmes, dans votre souci de préciser que vous agissiez non comme Conseils de ministres, mais comme conférence des ministres des affaires étrangères, vous avez une vision très large quant à la collaboration et à la coordination de la politique extérieure. Les larges horizons sont dans la nature des choses; le marché commun est pareil à une avalanche qui entraînera les six pays de la Communauté, les obligeant à se retrouver ensemble et à prendre une position commune sur tous les aspects des relations avec les pays tiers.

M. Faure a noté fort opportunément que nous avons fait jadis le choix entre la création d'une simple union douanière et celle d'une communauté économique.

Or, nous entendons être logiques avec le choix qui a été fait par la signature des traités de Rome et cette logique nous porte à aller de l'avant jour après jour et à nous rapprocher constamment d'une intégration qui, loin de pouvoir rester uniquement économique, devra nécessairement être politique, tant il est vrai que l'économie est une part de la politique, tant il est vrai que la politique ne peut évidemment pas ignorer les aspects économiques de la vie des peuples.

Or, Messieurs les Ministres, nous prenons acte de décisions que vous avez prises de vous consulter périodiquement et nous en soulignons toute l'importance. Cet engagement de vous consulter implique évidemment que vous admettez la nécessité d'une politique

extérieure coordonnée et, si possible, commune. Considérée en soi, la consultation n'aurait évidemment aucune raison d'être et ne se justifierait pas si elle n'était pas inspirée par le désir de parvenir à cette définition de la politique extérieure commune qui est précisément la fin en vue de laquelle la consultation a été instituée. D'autre part, Messieurs les Ministres, il ne nous échappe pas qu'en matière de politique extérieure les six pays de la Communauté n'ont pas d'intérêts opposés sur des éléments fondamentaux de leurs relations internationales; au contraire, nos pays ont en commun un certain nombre de fins, un certain nombre d'objectifs.

Eh bien, nous sommes convaincus qu'à votre tour vous êtes conscients de ce que le processus d'extension — qui pour l'heure se réduit à une déclaration d'intention — intéresse de façon particulière l'Europe qui, dans ce processus, doit prendre sa position, sa position commune, si elle veut pouvoir jouer un rôle sur le plan mondial. Extension signifie désarmement, mais en Europe nous nous trouvons dans une zone de frontière. Extension peut et doit signifier élimination des motifs d'opposition et des causes de troubles dans les rapports internationaux.

De tels motifs de troubles pour la vie internationale, nous les apercevons en grande partie précisément ici, en Europe : ils ont nom Berlin, réunification allemande, rapports des pays européens, surtout de la France, avec les communautés africaines; c'est aussi la solution des problèmes que pose le développement des régions de dépression, et, en tant qu'Europe, nous avons nos régions de dépression.

Or, il est clair que l'Europe, particulièrement sensible aux thèmes du débat international actuel, doit pouvoir y jouer son rôle et s'y présenter comme un peloton rangé, comme un faisceau de volontés tendues vers son objectif : la paix dans la sécurité et la justice. Je crois que le moment est venu, Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs, d'affirmer, dans la vie internationale et dans les rapports entre les pays du monde, la présence d'une Europe qui a sa politique extérieure commune. Cette présence de l'Europe ne peut plus consister en l'accord naturel des différents pays sur tel ou tel problème; la pleine efficacité de notre

action requiert, pour que les intérêts de l'Europe soient entièrement garantis, pour que l'Europe puisse remplir sa haute mission civilisatrice, qu'elle se présente comme une Communauté. Notre Communauté a eu une origine économique, mais il est nécessaire qu'elle évolue vers l'intégration politique.

Voilà le chemin vers lequel nous devons aller; et c'est parce qu'elle nous apparaît comme un premier pas vers la création de l'unité politique européenne que nous saluons l'initiative que vous avez prise, Messieurs les Ministres, de procéder aux consultations dont il a été parlé ici.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Scelba.

M. Scelba. — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la discussion qui s'est déroulée autour de la coordination de la politique extérieure des six pays de la Communauté économique européenne nous suggère quelques réflexions d'ordre politique général. Je tiens notamment à attirer l'attention de l'Assemblée sur les perspectives de développement du marché commun et je suis amené à le faire par la conviction que nous sommes arrivés, également du fait de l'action d'autres puissances, à un point que nous pouvons vraiment appeler crucial. Il s'agit de faire un choix : ou bien aller de l'avant, ou bien nous arrêter, mais avec le risque de mettre en péril ce que nous avons créé dès à présent.

S'il m'est permis d'illustrer ma pensée en me servant d'un exemple pris dans le domaine de l'automobilisme, je dirai que nous avons mis la première vitesse; elle est nécessaire et suffisante pour mettre en marche la voiture, mais avec la première vitesse on ne peut pas avancer longtemps, et à trop rester en première, on risque de griller le moteur. Je crois pouvoir affirmer que notre conviction commune est que les difficultés que l'on rencontre dans la mise en œuvre du marché commun, tant en ce qui concerne les rapports entre les six pays de la Communauté économique européenne que pour ce qui est des pays tiers, pourraient être surmontés plus aisément s'il existait une autorité politique.

Quel danger y a-t-il à rester à l'arrêt? Le danger est que la Communauté économique se réduise à une simple zone de libre-échange. Or, si le marché commun devait se réduire à cela, il ne résisterait pas à la longue, car il pourrait être dépassé par une politique de libéralisation ou de discrimination des échanges menés par les autres pays. Dans ce cas, tel ou tel État membre de la Communauté, sinon tous, pourrait estimer qu'il n'est pas indiqué du tout de s'enfermer dans l'aire du marché des six pays, avec les attaches et les limitations imposées par les traités. Les lois de l'économie et les intérêts particuliers finiraient par prévaloir sur les liens du marché commun.

Tout autre est la valeur de la Communauté économique si les six pays savent qu'elle constitue le premier pas vers la communauté politique dont la politique économique est simplement un aspect particulier. Le même raisonnement vaut pour les rapports avec les États tiers.

Si des États tiers se trouvaient en face d'une communauté politique, leur opposition à la politique économique du marché commun perdrait tout fondement politique. Ils se trouveraient même dans une situation difficile et peut-être devraient-ils choisir : ou bien adhérer à la communauté politique, avec les avantages d'ordre économique du marché commun, ou bien se résoudre à traiter les rapports économiques avec les États membres du marché commun de la même manière que se traitent les rapports normaux entre États. La question de la discrimination, dont aujourd'hui on parle tellement dans les États tiers, ne se poserait plus; et peut-être l'accord de Stockholm n'aurait-il jamais vu le jour.

Or, je crois que nul d'entre nous ne pense que l'on puisse revenir en arrière. La déception des peuples serait grande et ne demeurerait pas sans conséquences sur le plan politique.

Si nous voulons aller de l'avant, nous voyons se poser différents problèmes : avant tout celui de l'application des traités à l'intérieur des six pays; ensuite, plus particulièrement, celui de l'accélération éventuelle du rythme prévu par les traités pour leur mise en œuvre.

Quant à moi, je pense que cette accélération s'imposera de plus en plus. Le progrès technique court plus vite qu'il n'était prévu. Les techni-

ciens nous assurent que dans une dizaine d'années les voyages interplanétaires seront une réalité et non plus de la science-fiction. Voulons-nous attendre passivement et nous trouver dépassés par les progrès de la technique? Ne nous faut-il pas plutôt mettre à l'étude les possibilités d'accélérer la réalisation là où, techniquement, nous pouvons le faire? Voilà quel est le premier problème.

N'oublions pas que les étapes de la mise en œuvre des traités ont été fixées sur la base d'un compromis entre des personnes qui réclamaient des délais beaucoup plus longs que ceux qui ont été fixés par la suite et celles qui réclamaient des durées beaucoup plus courtes. Nul ne conteste l'opportunité de ce compromis, car à l'époque il s'agissait de savoir si nous voulions donner vie à la Communauté ou si nous ne le voulions pas; il s'agissait de trouver un moyen terme permettant de vaincre les résistances de tous ceux qui s'opposaient à la Communauté économique, en raison des conséquences négatives que son institution pouvait entraîner pour les intérêts des différents pays membres. Mais maintenant que la Communauté existe, et que chacun peut voir que les avantages dépassent de beaucoup les inconvénients, il semble naturel de reprendre l'idée des étapes plus courtes, d'examiner s'il est indiqué d'accélérer la mise en œuvre des traités.

Le second problème qui se pose à nous, c'est la nécessité de passer de la Communauté économique à une communauté politique. Dans une Assemblée aussi avertie que l'est la nôtre, point n'est besoin que je souligne la signification de ce passage, les avantages qui s'offriront à nous et les difficultés que nous devrons surmonter. Mais il est une chose que nous croyons pouvoir affirmer sans hésitation: c'est que l'organisation même du marché commun postule le passage à la communauté politique.

Le marché commun n'a pas été conçu comme une zone de libre-échange, il l'a été comme une véritable communauté économique. Or, dans la société actuelle, les relations économiques entre les États sont liées aux relations politiques comme elles ne l'ont jamais été jusqu'ici. Dès le Plan Marshall, toute la politique économique de l'après-guerre a cheminé sur des rails politiques. Il suffit de songer aux restrictions d'ordre politique dans les échanges

commerciaux entre l'Occident libre et les pays communistes, de considérer le fait que la Chine communiste n'a pas été reconnue, avec tout ce que cela implique sur le plan économique, de penser à la politique des interventions économiques tant de l'Occident que de l'Est communiste en faveur des pays économiquement sous-développés, il suffit de songer à tout cela pour saisir l'étroite interdépendance des rapports politiques et des rapports économiques. Nous pouvons affirmer carrément et d'une façon générale que la situation mondiale se caractérise par le fait que les relations économiques sont rigoureusement subordonnées aux relations politiques.

Mais si toutes ces considérations sont valables en général, elles le sont à plus forte raison encore pour les pays de la Communauté économique européenne. Avec elle, nous sommes en présence d'une organisation économique à base communautaire, puisque les traités prévoient précisément la fusion des politiques économiques des six pays à l'égard des pays tiers. Or, cette fusion embrasse même le secteur thermonucléaire — l'Euratom — qui, s'il représente un fait révolutionnaire pour le développement technique et économique, constitue d'autre part un élément de puissance pour les États, le seul élément peut-être qui les distingue sur le plan de la puissance politique, militaire et économique.

Or, il est difficile de concevoir la survivance d'une Communauté économique de cette sorte en l'absence d'une politique commune aux États membres et à l'égard des États tiers.

Si dans les traités de Rome on a pu se limiter à l'aspect économique de la Communauté, le fait s'explique par deux motifs: d'abord, parce que les six pays étaient unis par des liens politiques et militaires très étroits du fait qu'ils appartenaient à des organisations comme, par exemple, l'O.T.A.N. et l'U.E.O.; ensuite, parce que dans l'esprit des signataires des traités de Rome il était clair que la Communauté économique représentait le premier stade d'une évolution que l'on considérait naturelle, pour ne pas dire inéluctable, vers la communauté politique. Aucun des signataires n'a douté un seul instant que la Communauté économique s'absorberait tôt ou tard dans la communauté politique. C'est à cause de cette solide convic-

tion que les peuples ont accueilli avec un enthousiasme particulier la signature des traités de Rome. Cette évolution, implicite dans les traités, s'impose de nos jours du fait des difficultés en face desquelles la Communauté économique se trouve placée.

Seule une volonté politique, c'est-à-dire la volonté des six pays, de développer la politique de la Communauté jusqu'à l'intégration politique, pourra surmonter les difficultés que l'on rencontre dans la mise en œuvre des traités à l'intérieur de la Communauté aussi bien que dans les relations avec les États tiers. Je crois que c'est là un point sur lequel nous sommes tous également d'accord, même ceux qui veulent procéder avec une prudence extrême. Mais il pourra être utile que nous prenions tous pleinement conscience de cette nécessité afin d'orienter l'action des organes de la Communauté aussi bien que celle des gouvernements et, voudrais-je ajouter, aussi pour stimuler une action adéquate de l'opinion publique. A défaut d'une opinion publique avertie, sensible et, de ce fait, capable d'influencer l'action des forces qui peuvent agir sur le développement de la Communauté — en particulier l'action des gouvernements des différents pays membres — le processus d'intégration pourrait fort bien ou ne pas se développer, ou être beaucoup plus lent.

Mais je veux attirer l'attention de l'Assemblée sur un autre fait encore. Le développement de la Communauté économique et sa transformation en une communauté politique, avec tout ce que cela comporte quant à la formation d'une volonté unique, s'impose aujourd'hui d'une façon particulièrement pressante; c'est que nous sommes dans l'obligation d'affronter les problèmes que pose l'évolution politique des pays d'Afrique qui sont insuffisamment développés du point de vue économique.

Point n'est besoin de souligner l'importance fondamentale de la question; de sa solution peut dépendre l'avenir politique, non seulement des pays intéressés, mais de tout le monde libre. La solution n'implique pas un problème de conservation de l'influence économique et politique de l'Occident sur les pays insuffisamment développés de l'Afrique; elle implique plutôt une possibilité offerte à l'Europe, une possibilité qui déterminera le succès dans la

lutte menée pour la victoire de la liberté dans le monde.

Le mouvement de libération des pays jadis soumis à un régime colonial et d'affirmation de leurs droits nationaux a pris un rythme de plus en plus rapide et le besoin moral de sortir d'une situation d'infériorité politique est devenu si fort qu'il s'impose désormais sans considération aucune des moyens qui doivent être employés.

Dans leur lutte pour l'indépendance, les peuples oublient les bienfaits que l'Occident leur a apportés et n'aperçoivent pas les périls que renferme l'appui que l'U.R.S.S. donne à leur cause ou s'offre à leur donner, c'est-à-dire l'appui d'une puissance qui, en plein *xx^e* siècle, a engendré un nouveau type de colonialisme; et ce colonialisme est beaucoup plus grave que celui que dénonce cette même propagande communiste, celui des pays occidentaux, car il s'exerce au détriment de pays qui, depuis des siècles, jouissaient de l'indépendance nationale et vivaient dans des conditions juridiques et économiques souvent meilleures que celles de la Russie. Le « satellisme » de l'U.R.S.S. est pire que le pire des colonialismes qu'en des temps désormais révolus certains pays occidentaux pratiquaient au détriment de peuples arriérés sous tous les rapports.

Les différents États coloniaux peuvent se passer des avantages que leur offrent les possessions coloniales, et nous avons à cet égard d'importants exemples. Mais l'Europe libre, considérée dans son ensemble, ne saurait assister passivement au mouvement national des peuples de l'Afrique; elle ne saurait pas non plus admettre — ce qui serait plus grave et n'irait pas sans un grand dommage pour elle et les peuples qui sont en train de se constituer en États souverains — que ceux-ci tombent sous l'influence du communisme.

Une Europe unie, d'autre part, se trouve dans de meilleures conditions que celles des différents pays coloniaux pour assister les nouveaux États dans leur marche vers l'indépendance et pour conserver, à leur profit et au nôtre, le bénéfice des liens culturels, économiques et politiques qui ont déjà fait de tant de pays, jadis colonies, des membres actifs de la Communauté des États libres. Pour

mettre en œuvre pareille politique, fondamentale pour le destin de la liberté du monde, il ne suffit pas de la seule Communauté économique ni non plus des seuls instruments politiques dont celle-ci dispose actuellement. Il ne suffit pas des contacts sporadiques entre les ministres des six pays de la Communauté; il faut parvenir à une formation politique originale, affranchie des charges et des préjudices qui grèvent les différents pays coloniaux, pour développer une action unitaire et synthétique, et cette action ne peut être que l'expression d'une commune volonté politique.

La formation de liens nouveaux — et plus durables parce qu'ils auront été noués librement et sur un pied d'égalité — entre les nations africaines qui sont en train de se constituer par l'effet de leur volonté précise d'indépendance absolue, d'une part, et l'Europe, d'autre part, apparaît difficile si on ne se sert pour cela que des seuls instruments qu'offre le marché commun.

C'est dans cette vision d'un horizon plus ample que nous-mêmes et les ministres nous devons considérer la politique de développement du marché commun et les problèmes qui ont été l'objet du débat de la présente session de l'Assemblée. Le siège de la Communauté, l'unification des exécutifs, la constitution d'un secrétariat permanent pour la coordination de la politique extérieure, l'élection des membres de l'Assemblée parlementaire européenne par les peuples, sa composition numérique, ses pouvoirs, les relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres, d'autres problèmes analogues encore, s'ils ne sont pas aperçus dans la perspective d'une politique de développement, pourraient fort bien être résolus d'une manière inadéquate et compromettre la marche vers la communauté politique dont nous soulignons à la fois l'importance et l'actualité.

Il faut donner, en substance, sa réalité concrète à l'Europe, lui donner une volonté et une autorité, donner à l'Europe une voix unique.

C'est là un programme qui peut être réalisé dans le cadre des traités existants dès que l'on interprète ceux-ci dans l'esprit même qui les anime; on y parviendra, si on accepte l'idée implicite du développement de la Communauté

dans le sens de l'intégration politique. Pareil développement apparaît d'autant plus possible que l'histoire des institutions politiques nous enseigne que leur naissance ou leur développement n'a pas toujours été lié à des normes formelles et rigoureuses. Parfois, le fait a précédé la norme ou l'a interprétée ou encore l'a dépassée dans un sens historique. C'est dans cet esprit que nous devons formuler notre appréciation quant aux décisions que le Conseil de ministres a prises au sujet des consultations préalables entre les six pays sur les problèmes internationaux d'ordre plus nettement politique.

Il s'agit en réalité de quelque chose qui n'est pas d'une si grande importance car l'obligation de se consulter préalablement entre États de la Communauté et avec d'autres États existait déjà auparavant. Nous savons tous comment, dans la réalité des faits, il arrive souvent aux États d'agir comme si ces engagements de se consulter n'existaient pas. D'autre part, les obligations de se livrer à des consultations réciproques et préalables sont tellement nombreuses que, si les différents États et notamment les très grandes puissances devaient les respecter rigoureusement, il en résulterait une véritable paralysie de l'action diplomatique des pays occidentaux. Si néanmoins nous exprimons la satisfaction que nous cause la décision prise par les six ministres des affaires étrangères, nous le faisons non pas tellement en raison des mérites de cet accord, mais en considération de l'esprit qui s'y révèle — et cet esprit, c'est la volonté d'interpréter les traités de Rome dans leur valeur dynamique — en considération aussi de la voie qui s'ouvre à l'interprétation des traités. C'est tout juste un commencement, un premier pas vers le but que nous nous proposons d'atteindre. Cet accord ouvre également la route à de nouvelles initiatives de l'Assemblée et des commissions qui doivent, elles aussi, faire preuve d'un plus grand esprit d'initiative et de plus de courage. C'est à quoi le président Pella nous a invités et nous devons lui être reconnaissants du discours si encourageant qu'il nous a adressé.

Les événements qui ont suivi la création du Marché commun nous obligent à reconsidérer l'aspect politique de la Communauté européenne; ils nous offrent une occasion

historique que nous ne devons pas laisser échapper. Peut-être sommes-nous déjà en retard; de toute façon, nous n'avons plus de temps à perdre.

C'est pourquoi je pense que notre Assemblée devrait exprimer davantage qu'un simple vœu; elle devrait affirmer qu'il y a une obligation pour nous et pour les gouvernements de nos pays d'agir dans un esprit historique, avec clairvoyance, avec courage et ténacité, avec foi.

Ce sont là les valeurs auxquelles ont fait appel les hommes — au nombre desquels nous avons le plaisir de compter l'illustre président de notre Assemblée, M. Robert Schuman — qui ont préparé la naissance des institutions actuelles qui, même si elles ne répondent pas aux exigences de nos esprits et aux intérêts populaires, n'en constituent pas moins la base de tous les progrès qu'il est permis de souhaiter et que nous souhaitons effectivement.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. le ministre Wigny.

M. Wigny, membre des Conseils des Communautés. — Mesdames, Messieurs, un colloque suppose un échange d'idées qui se fait sans passion. Naturellement, les rôles sont divisés : vous êtes là pour exciter l'attelage qui, selon vous, marche d'un pas paisible et trop pesant, et j'ai senti se promener dans mon échine la trique de M. Maurice Faure. (Sourires.) Permettez qu'à tout le moins nous vous répondions par un long meuglement, que nous fassions aussi connaître notre avis et que nous vous disions que, s'il est bon de voir que les horizons sont lointains, presque inaccessibles, s'il faut regarder vers les étoiles et vers les nuages, il est aussi nécessaire de regarder vers la terre et de constater que cet attelage et cette machine que vous estimez si pesante, précisément aujourd'hui avancent. Car il y a ce fait, que je voudrais voir confirmer et constater par cette Assemblée : votre exécutif, ce gouvernement, a pris un ensemble d'initiatives importantes dont il conviendrait que vous souligniez l'importance.

Parmi ces initiatives, j'en citerai trois : nous nous sommes occupés de lancer, à l'ini-

tiative de M. Pella, la confrontation des politiques étrangères; nous avons étudié un renforcement et une accélération de notre cohésion économique et, ce qui n'a pas été indiqué jusqu'à présent, nous essayons d'améliorer notre collaboration dans le domaine culturel. Trois sujets qui mériteraient au moins un mot de commentaire.

Confrontation des politiques étrangères? Je viens de lire dans *Le Monde* un article qui commence ainsi : « Comme on s'y attendait, MM. Wigny et Luns n'ont pas fait mystère de leur peu d'enthousiasme pour les consultations politiques proposées par les Français et par les Italiens. » Je n'ai pas passé le thermomètre à M. Luns, mais je tiens à vous dire qu'en ce qui me concerne, la cote de mon enthousiasme, bien au contraire, est élevée.

Il ne me faut pas faire un effort de mémoire considérable pour me souvenir que les moments les plus passionnants de ma vie se sont passés avec nombre d'entre vous, à Paris et ailleurs, lorsque nous avons préparé, au sein du groupe de travail, un rapport sur la communauté politique. Il s'agissait là d'une première réalisation réduite, d'un idéal qui avait été le vôtre et qui était celui de la Belgique, qui, en tout cas, était le mien. Mais voyez-vous, je n'aime pas la confusion des genres ni l'équivoque dans les idées. Lorsqu'on parle d'une confrontation des politiques étrangères, il faut être clair à la fois sur l'objet et sur la procédure.

Sur l'objet, je répète ce que M. Fürler disait ce matin. Croyez-vous que toutes nos loyautés nationales se limitent à ce cercle sympathique des Six? N'avons-nous pas d'autres engagements dans des cercles plus larges, pour ne parler essentiellement que de la défense et de tout ce qu'implique, en politique étrangère, cette défense?

Notre protection à tous se trouve dans l'O.T.A.N. Ce serait des redites inutiles, ce serait un fractionnement dangereux que de discuter à six des problèmes qui ne peuvent être résolus qu'à quinze. C'est là une première observation.

Ma seconde observation concerne la procédure. Messieurs, nous nous entendons bien : il ne s'agit pas de créer une communauté politi-

que. Qui aujourd'hui en Europe veut créer une communauté politique ou y est prêt, une communauté politique, c'est-à-dire une institution selon laquelle des décisions communes seraient élaborées et finalement imposées à la suite d'études qui auraient été faites par des autorités supranationales? Je vous ai rappelé que j'avais travaillé au sein du groupe de travail qui préparait un projet de communauté politique. Mais cela ne m'empêche pas de constater que la seule chose qu'on envisage aujourd'hui — et cela me paraît juste — c'est une confrontation gouvernementale des politiques étrangères.

Du moment que la proposition a été formulée ainsi, la réponse devait être dans le sens affirmatif que nous lui avons donné. Il n'est pas nécessaire d'avoir des secrétariats importants, des administrations puissantes, il s'agit simplement, pour les ministres, de se rencontrer, de confronter leurs opinions et de se rendre compte que finalement ils sont animés par les mêmes idéaux.

Il ne faut pas à cette occasion jeter la confusion sur la nature de l'Europe telle que nous la souhaitons.

M. Battista, ce matin, a lu un communiqué. Il s'est arrêté un peu trop vite car il y avait un passage que je reprends après lui parce qu'il est important. Un certain nombre d'entre vous, Messieurs, ont dit que les affaires étrangères étaient déjà impliquées dans notre responsabilité et dans votre compétence, et c'est vrai parce que les affaires étrangères comportent de nombreuses matières mixtes qui ont des aspects politiques et aussi des aspects économiques, et qui, en ce sens, intéressent non seulement les ministres, mais les commissions et vous mêmes.

C'est pourquoi il a été dit dans le communiqué que les Commissions et la Haute Autorité, dans le cadre de leurs compétences, seraient informées et, pour autant que de besoin, invitées. Ainsi maintenons-nous, à travers cette confrontation des politiques étrangères telle que je l'ai précisée, la possibilité, pour l'Europe, de se développer, et reprenant une idée exprimée par M. Blaisse dans son très beau discours, je dis que la question est de savoir quelle place sera la vôtre.

Messieurs, nous avons résolu autrefois des problèmes plus difficiles que cela. S'il y a des matières mixtes et si les organes communautaires, au moins par une voie indirecte, sont amenés à donner leur avis, je ne vois vraiment pas à la suite de quelle erreur de tactique ou de quelle hésitation vous ne seriez pas amenés, d'une façon obligatoire, à faire connaître votre opinion.

Ici encore, soyez sages. Ne vous égarez pas dans des domaines déjà discutés ailleurs, considérez surtout ce qui se trouve dans la ligne du développement des Six.

Deuxième idée, deuxième proposition, deuxième étude : le renforcement de la cohésion et l'accélération de la réalisation du marché commun.

Qu'est-ce cela signifie? Libération intérieure? Bien sûr! Tarif extérieur commun? Mais comment donc! et je n'admets pas l'exemple qu'a donné tout à l'heure M. Maurice Faure lorsqu'il a dit que nous n'étions pas partisans de la mise en place du tarif extérieur commun.

Il faut ajouter un troisième élément d'explication, c'est que, du moment que nous renforçons notre cohésion, que nous accélérons notre intégration et que nous sommes sûrs de notre force, nous pouvons aussi jouer avec un peu plus de courage le jeu avec les étrangers, avoir moins peur de la concurrence internationale (*applaudissements*) et inaugurer une politique libérale qui nous permette de profiter plus largement de la division du travail, d'une utilisation plus rationnelle de toutes les ressources naturelles telles qu'elles sont réparties.

L'accélération implique ces trois conséquences : libération accélérée des échanges à l'intérieur, accélération de la politique commune demandée par M. Faure et examen, d'un point de vue plus libéral économiquement parlant, des relations que cette économie renforcée peut avoir avec le reste du monde.

Troisième et dernière initiative que nous avons prise et qui mérite un écho ici, Messieurs : nous nous occupons aussi des hommes et par là je veux dire que nous nous préoccupons de la culture.

M. le président Hirsch dirige, comme vous le savez, les destinées de l'Euratom dont une des obligations principales est d'assurer la cohésion de la recherche scientifique. N'avons-nous pas prévu dans le traité même la création d'une université? Incomplète ou complète, c'est une modalité à régler. N'avons-nous pas pensé à l'eupérisation de certains instituts scientifiques qui actuellement sont exclusivement réservés aux élites nationales? Enfin, n'avons-nous pas imaginé — cela me paraît important pour les étudiants, au cours de leurs études et pour l'obtention du diplôme national — la possibilité de passer une année dans une université étrangère?

C'est ce qui se fait pour le Grand-Duché, ce qui se fait en Allemagne, et ne croyez-vous pas que c'est là le grand effort que nous devons faire si nous voulons réaliser l'Europe? Pensez-vous qu'il suffise simplement d'unifier les entreprises dans la concurrence, d'assurer même la liberté de la main-d'œuvre ou bien pensez-vous comme moi qu'il faut aussi habituer les jeunes gens à travailler ensemble, à apprendre la langue des autres? On ne combat pas les gens avec lesquels on a joué et l'on comprend mieux les gens avec lesquels on a étudié.

Voilà trois propositions concrètes, dont l'une est arrêtée et dont les deux autres sont étudiées. Mais pour chacune d'entre elles, nous ne pouvons réussir qu'avec votre appui politique. Car une politique, nous pouvons l'imaginer, nous pourrions apparemment l'imposer, mais nous ne pouvons la réussir qu'avec votre appui.

J'ai lu avec intérêt le remarquable rapport qu'à ce sujet a présenté hier mon compatriote M. Janssens. Je lui en fais compliment car rarement question aussi délicate a été si bien présentée. Qu'il me permette de déclarer, dans l'esprit qui m'anime, à la place que j'occupe et dans la fonction que je dois remplir que, quoi qu'il y paraisse, je trouve encore dans son rapport un sujet de contentement pour les ministres. Je crois que notre organisme a rempli la mission que vous lui demandiez.

J'ai relu la lettre que nous a adressée M. Schuman au printemps de cette année. Que nous demandait-il? Un colloque : nous le tenons en ce moment même. Une assistance aux séances et aux commissions : nous avons

dit que nous assisterions aux commissions à titre exceptionnel, car nous sommes limités par le temps. Une réponse aux questions : nous la donnons.

Permettez-moi de vous rappeler, mon cher collègue, que les gouvernements précédents qui avaient en face d'eux l'Assemblée commune avaient répondu négativement ou, en tout cas, n'avaient pas répondu à chacune de ces prétentions. Je fais donc mettre à notre crédit des réalisations qui ne sont encore que partielles, mais qui n'en sont pas moins évidentes.

Vous me proposez, à ce point de vue, deux améliorations. La première, c'est que nous puissions répondre aux questions même lorsque nous ne les avons pas résolues. La seconde, c'est que nous puissions vous dire — c'est en fait la même proposition — pourquoi nous n'avons pas répondu, ce qui reviendrait à rompre le secret de nos délibérations.

Ces idées présentées par la commission politique procèdent d'un bon esprit, mais ne me paraissent pas particulièrement heureuses. Si vous voulez que nous nous réduisions à une technocratie, demandez-nous de répondre aux questions que nous n'avons pas résolues. Nous ne sommes pas encore suffisamment forts, nous n'avons pas des administrations suffisamment puissantes, nous ne sommes pas suffisamment engagés dans les affaires européennes pour prendre, tout de go, position sur des affaires qui ne sont pas encore résolues. Vous obtiendrez des réponses techniques, des réponses administratives, des réponses qui vous amuseront peut-être, mais qui n'engageront pas notre responsabilité parce que, par hypothèse, nous sommes incapables de la prendre.

Si, d'autre part, vous nous demandez de vous expliquer pourquoi nous n'avons pas encore pris telle décision, c'est-à-dire de violer le secret des délibérations, vous nous empêcherez de délibérer.

Délibérer, vous le savez, c'est abandonner son opinion, c'est se mettre à la place de son interlocuteur pour finalement reconnaître qu'on n'avait pas à cent pour cent raison au début de la discussion et arriver à une solution de compromis dans le cadre de notre Communauté.

En définitive, cela signifie que les ministres qui ont la responsabilité de concilier les points de vue nationaux et la politique communautaire oublient progressivement ce qu'il y a de strictement national dans leur position pour adopter ce qu'il y a d'européen. Cela se fait dans le secret. Mais si nous apprenons que l'on a installé des microphones sous le tapis et que des photographes se cachent derrière les rideaux, alors nous prendrons des attitudes (*vires*) — vous vous en rendez compte — et nous ne parviendrons pas aux solutions que vous souhaitez.

Voilà, Mesdames, Messieurs, ce que je voulais vous dire. Vous avez raison de formuler des critiques, mais j'ai le droit de présenter le bilan, et je tiens à présenter un bilan positif. M. Pella l'a fait et le fera encore. Je vous donne simplement mon interprétation personnelle. J'ai le droit également, si vous voulez élargir vos horizons, si, au delà des tâches dont nous sommes directement saisis, vous voulez en concevoir de plus larges et de plus importantes, d'attirer votre attention sur deux d'entre elles. Je sais qu'elles figurent à l'ordre du jour et je m'y limiterai, car je ne veux pas reprendre la parole tout à l'heure.

D'une part, dans la mesure où nous devenons plus forts, nous devons économiquement mieux nous intégrer dans le monde. Nous ne pouvons pas constituer une puissance autarcique au centre du vieux continent, jetant l'inquiétude dans les pays sous-développés et même dans les pays plus développés. C'est contraire à notre histoire, à notre géographie, à nos liens commerciaux. Ce serait même contraire à notre influence politique. Nous devons rester la grande puissance importatrice, la grande puissance exportatrice, la grande puissance qui prête des capitaux. Nous devons nous faire des amis en leur disant que nous ne créons pas égoïstement notre prospérité en l'appuyant sur le désordre des échanges traditionnels, sur les malheurs économiques et la misère que nous répandrions ailleurs. Cette prospérité, ce mieux-être nous cherchons à les obtenir pour que, par contagion, ils se développent ailleurs.

D'autre part, et dans la même lancée, nous devons penser spécialement aux pays africains. Je salue le magnifique rapport qui va

nous être présenté cet après-midi. Je ne reprendrai pas la parole et c'est pourquoi je déclare aussitôt que les idées en sont justes, qu'elles sont raisonnables, qu'elles sont urgentes et que nous devons trouver tout de suite une solution.

Il est certain qu'en Afrique les peuples veulent l'indépendance; nous devons la leur donner. Ils veulent l'autonomie. Ils veulent être respectés. Ils veulent être traités avec égalité. Nous devons leur donner tout cela.

Il est certain aussi qu'ils ont besoin de notre aide, de notre assistance aussi bien technique que financière. Cela nous impose une mission. Nous devons leur faire comprendre qu'ils seront plus libres, plus indépendants et plus forts avec nous que dans l'isolement; nous devons leur faire savoir que dans cette association, ils seront traités avec égalité et même que nous donnerons priorité à leurs intérêts sur les nôtres. Ainsi serons-nous capables, après avoir fait l'Europe, de résoudre le problème d'une meilleure et plus durable association entre l'Europe et l'Afrique.

Voilà, Mesdames, Messieurs, ce que vous dit un des membres de cet attelage de bœufs qui, d'un pas lent, vous mène vers ces horizons toujours lointains et sans cesse reculés. Je vous ai dit mon sentiment; je vous ai dit de regarder par terre, et, en le faisant, vous pourrez constater que les roues tournent quand même et que nous avançons. Nous n'avancons peut-être pas au gré de votre impatience et je vous loue de nous fouailler; c'est votre rôle. Mais vous qui avez l'avantage d'être assis sur le siège du cocher, rappelez-vous que nous tirons toute la machine et que, dans la voiture, des peuples sont assis. Ne prennent-ils pas peur? Demandent-ils vraiment qu'on passe la troisième vitesse et que l'horizon se mette à défiler si rapidement que cela leur donne une impression de vertige et la crainte de nous voir verser au prochain tournant?

Je l'ignore, mais ce dont je suis persuadé, c'est qu'il faut les convaincre que nous sommes dans la bonne voie.

Cela, Mesdames, Messieurs, c'est notre rôle, mais c'est aussi le vôtre.

(*Vifs applaudissements.*)

M. le Président. — Je remercie M. Wigny pour ses explications.

L'Assemblée poursuivra cet après-midi la discussion du deuxième point, relatif à la coordination des politiques extérieures, et entendra les derniers orateurs inscrits, qui sont au nombre de sept, et les interventions des membres des Conseils et des exécutifs. La clôture du débat sur ce point pourrait être envisagée vers 18 heures.

Je propose que l'Assemblée décide à ce moment une brève suspension de séance et aborde ensuite le dernier point de l'échange de vues, qui concerne les relations entre la Communauté et les pays et territoires d'outre-mer. Quinze orateurs sont, dès à présent, inscrits sur ce point.

L'Assemblée pourrait siéger jusqu'à 20 heures 15 et reprendre la séance vers 22 heures.

M. Carboni. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Carboni.

M. Carboni. — (I) Monsieur le Président, de ce que vous venez de nous dire, il ressort qu'il y aura une séance de nuit. Or, l'expérience parlementaire nous apprend que les séances de nuit sont, *mutatis mutandis*, pour les discussions un peu comme la guillotine.

Je demande qu'un sujet comme l'association des pays et territoires d'outre-mer soit au besoin renvoyé à demain matin.

Je sais qu'il y a des réunions de groupes, mais elles pourraient avoir lieu tôt dans la matinée, de manière que deux heures soient laissées à l'Assemblée pour ce sujet qui, vraiment, n'a pas eu de chance au cours de cette session, coïncé comme il l'a été entre la discussion sur les relations avec le Conseil de ministres.

Si donc nous consacrons une séance de nuit à ce problème, nous nuirions vraiment au sérieux que notre discussion doit avoir.

C'est pourquoi je me permets de proposer au bureau de suspendre la séance ce soir à vingt heures et demie, considérant aussi que

nous avons commencé à quinze heures et que nous serons un peu las; la suite de la discussion serait renvoyée à la séance de demain, à dix ou onze heures, la première partie de la matinée étant réservée à la réunion des groupes.

M. le Président. — La parole est à M. Birkelbach.

M. Birkelbach. — (A) Monsieur le Président, peut-être pourrait-on tenir compte de la proposition de M. Carboni en ce sens que nous poursuivions le débat comme vous l'avez suggéré, mais qu'avant de nous interrompre nous examinions encore une fois, vers 18 heures, comment nous allons continuer.

M. le Président. — La parole est à M. le président Pella.

M. Pella, *président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.* — Monsieur le Président, j'ai toujours été d'accord avec M. Carboni, mon très grand ami. Mais qu'il me permette d'avoir une autre opinion que la sienne à propos du déroulement de nos travaux.

Certes, le Conseil de ministres se tient à la disposition de l'Assemblée. Mais je vous prie de tenir compte, dans les limites du possible, du fait que j'aurai quelques obligations en Italie demain soir. S'il est nécessaire, je pourrai me délier de ces obligations, mais cela me sera assez difficile et je souhaite que nous puissions terminer ce soir ce colloque.

M. le Président. — Je remercie Monsieur le président Pella pour sa communication.

Je crois qu'à dix-huit heures nous pourrions voir plus clairement où nous en serons et tout mettre en œuvre pour donner satisfaction à M. Pella.

C'est donc à ce moment que, sur la proposition de M. Birkelbach, l'Assemblée prendra sa décision quant à la suite des travaux.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

Comme pour les autres points de l'échange de vues, j'estime qu'il convient d'appliquer l'article 32, paragraphe 2, du règlement et de limiter le temps de parole de chaque orateur à un maximum de 15 minutes.

En faisant cette proposition, je présume que tous les orateurs n'utiliseront pas entièrement le temps de parole qui leur sera ainsi accordé. Je ferai avertir chaque orateur lorsqu'il ne lui restera plus que 5 minutes de temps de parole.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

En conséquence, j'invite les orateurs à faire connaître au secrétaire général la durée exacte de leur intervention et je leur demande instamment de bien vouloir respecter ce temps de parole, dans un esprit de courtoisie à l'égard de leurs collègues comme des membres des Conseils et des exécutifs.

En raison de l'heure, je crois opportun de fixer à 15 h 15 la reprise de la séance.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 h 20, est reprise à 15 h 20, sous la présidence de M. Battaglia.)

PRÉSIDENCE DE M. BATTAGLIA

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

Nous poursuivons la discussion du second point de l'échange de vues, qui est la coordination des politiques extérieures des six États membres de la Communauté à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés.

La parole est à M. Scheel.

M. Scheel. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il est toujours un peu difficile de reprendre la discussion après la pause de midi. Je n'ai pas seulement à lutter contre votre fatigue, je dois lutter aussi contre la mienne. J'essaierai cependant de le faire.

Le deuxième thème de notre échange de vues concerne un domaine où la coordination apparaît nécessaire non seulement dans l'aire de la C.E.E., mais encore par delà cette aire : il s'agit de la politique à l'égard des pays que l'on dit en voie de développement.

Quand on s'occupe du problème de l'aide pour le développement de ces pays, on est tout d'abord enclin à le considérer comme un élément de conflit Est-Ouest. Mais de même que pour beaucoup d'autres questions, pareille manière de voir serait périmée dans ce domaine aussi. Après la première guerre mondiale, l'événement le plus important a été non pas la victoire de l'Entente ou la défaite des Puissances centrales, mais l'apparition de la Russie soviétique dans la politique mondiale; de même, la conséquence la plus importante de la deuxième guerre mondiale, ce n'est pas la victoire des Alliés ou la défaite des Puissances dites de l'Axe, c'est l'accession des nations de couleur à la qualité de partenaires actifs sur le plan de la politique mondiale.

Rappelons-nous que pendant les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, un grand nombre de nations ont fait leur entrée, en qualité de nations souveraines, dans la politique mondiale. En Asie, ces nations — pour n'en nommer que quelques-unes — sont la Birmanie, Ceylan, l'Indonésie, l'Inde, Israël, le Cambodge, la Corée, le Laos, les Philippines, la Thaïlande, le Pakistan et le bloc qu'est la Chine; en Afrique, ce sont l'Égypte, l'Éthiopie avec l'Érythrée, le Ghana, la Libye, le Maroc, la Tunisie, le Soudan et depuis peu la Guinée. Le Cameroun, le Togo, la Somalie et la Nigéria entreront dès l'année prochaine en qualité d'États souverains dans la politique mondiale. Il en résulte un changement de structure qui commandera à l'avenir l'action politique des nations européennes.

La division du monde en deux gros blocs militaires a certainement aussi des effets sur cette transformation structurelle.

Il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour se représenter avec quelle rapidité l'influence politique de ces jeunes nations souveraines croît dans le monde, bien que leur puissance économique soit encore faible. Dans les organisations mondiales, elles disposent d'un

nombre considérable de voix et à l'avenir elles participeront aux décisions. Dorénavant, les décisions intéressant les peuples, et aussi les grandes puissances, seront de plus en plus prises par des votes intervenant dans les organisations internationales. La formule de l'Allemand Clausewitz qui a régi pendant de longues décennies la politique et la diplomatie, à savoir que la « guerre est la continuation de la politique avec d'autres moyens », n'est plus valable à l'âge atomique. A notre époque, les décisions ne peuvent plus être prises que sur le plan politique; or, sur le plan politique c'est en général — *cum grano salis* — le nombre relatif des voix obtenues qui est déterminant. De ce fait, les nations plus faibles sont aussi appelées à participer à la décision pour la solution de conflits. Cette situation a contribué à déchaîner entre les États-Unis et l'U.R.S.S. la concurrence pour l'aide à apporter aux pays en voie de développement.

Aux yeux de ces pays, le conflit Est-Ouest qui domine toute notre activité politique apparaît évidemment sous un tout autre jour.

Dans un pays d'Asie, on ne saurait guère faire comprendre par de simples alternatives le conflit qui nous sépare. La notion d'Est et d'Ouest est là-bas quelque chose de tout à fait différent et l'alternative « bolchévisme d'un côté et Occident chrétien de l'autre » présente relativement peu d'intérêt pour un musulman ou un hindou. Des notions comme celles de liberté et de propriété sont aussi très relatives et le bolchévisme lui-même, en sa qualité d'enfant du marxisme — cela, nous l'oublions trop souvent — est un phénomène de l'Ouest, c'est-à-dire européen.

Il s'agit d'apporter à ces nouveaux pays notre ordre social et économique afin qu'ils puissent atteindre l'objectif politique qu'ils se sont assigné eux-mêmes.

Ces pays se trouvent placés devant le problème qui résulte de l'accroissement de leurs populations. C'est, je crois, l'O.N.U. qui a calculé que d'ici 40 ans le chiffre de la population du globe aura doublé. Nous avons apporté aux peuples d'Afrique et d'Asie la pénicilline. La conséquence en a été un recul de la mortalité, une augmentation de la population et maintenant ces peuples se trouvent placés

devant la nécessité de créer des emplois pour une population croissante. Ils doivent faire face à l'accroissement de la population dans leurs pays. Ils doivent assurer un relèvement du produit social, non pas seulement en raison de l'accroissement de la population, mais aussi afin d'atteindre un niveau de vie plus élevé.

On ne trouve pas de précédent comparable dans le passé. Aux premiers temps de l'industrialisation et de l'accroissement rapide de la population — que nous avons aussi connu — les hommes ont eu beaucoup de temps pour résoudre les problèmes. Aujourd'hui, à l'époque de la presse, de la radio, du cinéma et de tous les autres moyens d'information, on ne dispose plus d'autant de temps.

Les gouvernements des nouveaux pays souverains doivent investir à nouveau une part disproportionnée de leur produit social, autant que possible pour la réalisation de programmes sains. Deux possibilités s'offrent à eux. La première possibilité d'atteindre le but qu'ils se sont assigné consiste à enlever par contrainte aux hommes de ces pays cette part du produit social. La Chine nous en offre l'exemple. Nous sommes forcés de reconnaître que cette méthode peut être couronnée de succès.

Mais il existe une deuxième méthode, qui est d'investir ce que le peuple donne librement et de se procurer ailleurs les fonds qui manquent encore pour les investissements nécessaires. On en vient ainsi à la demande qui nous est adressée. Nous devons payer afin que le développement rapide de ces pays puisse être assuré par des moyens démocratiques. Il y a une différence selon que l'on parachève l'industrialisation — mais l'industrialisation n'est pas le besoin le plus urgent pour tous ces pays — en 150 ans (c'est à peu près le temps qu'il nous a fallu) ou en 30 ans (c'est ce qu'il a fallu aux Russes) ou en 10 ans (c'est le temps dont les Chinois semblent avoir besoin à cet effet). Ce qui importe à ces peuples, c'est de relever leur niveau de vie dans le plus bref délai. Notre intérêt veut qu'ils y arrivent; en effet, un écart encore plus grand entre le niveau de vie des pays fortement industrialisés et celui des pays dits en voie de développement déclencherait une catastrophe sociale comme le monde n'en a encore jamais vu. Or, et c'est un point de très grande importance, pareille

catastrophe frapperait tous les pays hautement industrialisés, tant à l'Ouest qu'à l'Est.

A cet égard, l'Occident libre et le bloc soviétique industrialisé se trouvent dans la même situation. C'est pourquoi j'ai l'impression que, pour ce qui concerne le grand problème « pays industrialisés et pays en voie de développement », l'Union soviétique se présente non pas comme un bloc dont l'action serait dictée par une idéologie, mais comme une grande puissance industrielle. Le fait que les Russes exportent exactement comme nous des capitaux dans les pays en voie de développement et qu'ils leur accordent des prêts suffit à nous le montrer. Or, si je suis bien informé, le stade de l'exportation de capitaux constitue, d'après la théorie communiste, le dernier stade du déclin du capitalisme, de ce capitalisme qui a été aboli dans le pays, mais qui, parce que l'on exporte des capitaux, se fait impérialiste et s'achemine à cause de cela vers son déclin. Son idéologie ne devrait pas permettre à l'Union soviétique d'agir comme elle le fait. Elle n'agit pas en tant qu'État communiste, mais en tant que grande puissance industrielle.

J'ai l'impression que le gouvernement français considère les choses de la même manière. Je citerai quelques passages de discours qui ont été prononcés récemment par le premier ministre et le ministre des affaires étrangères de ce gouvernement. M. Couve de Murville — il n'est pas parmi nous en ce moment — a dit notamment dans la déclaration qu'il a faite au nom du gouvernement le 28 avril 1959 devant l'Assemblée nationale :

« Si aujourd'hui la Russie voulait bien contribuer avec d'autres à une sorte de nouveau plan Marshall..., imagine-t-on les perspectives qui s'offriraient à l'humanité et pensera-t-on qu'un moyen plus sûr pourrait faire passer au second plan les menaces de la guerre atomique? »

Dans une déclaration faite le 15 avril 1959 devant les représentants de la presse étrangère à Paris, M. Michel Debré, premier ministre, a résumé ce qui, à son avis, doit être fait au cours des cinq ou six prochaines années. Si l'Europe réussit à coordonner ses objectifs et ses politiques, si elle parvient au cours des dix prochaines années à aménager le Pacte

atlantique de telle sorte qu'il soit non seulement l'expression d'une coalition militaire, mais aussi l'expression du fait que le monde libre prend conscience de toutes les questions devant lesquelles il se trouve placé aujourd'hui, si l'Europe assure ainsi la force de l'Occident grâce à son union et qu'elle sache montrer au monde soviétique et à ses hommes responsables que cet équilibre des forces est destiné non à déclencher un conflit, mais à permettre une entente, et que les conditions de l'entente seront données dès l'instant où l'on se trouve placé devant des problèmes communs, en dehors du monde soviétique et du monde occidental, dès cet instant — c'est la conviction de M. Debré — toute l'organisation du monde fonctionnera mieux.

Monsieur le Président, peut-être les espoirs que nourrit le premier ministre français sont-ils encore prématurés; en effet, sous le signe de la guerre froide l'intervention dans les pays en voie de développement revêt pour le moment encore l'aspect d'une sorte de lutte économique à laquelle s'ajoutent évidemment de puissants motifs de prestige.

Il faut sans doute considérer comme un motif de prestige le fait que ces jours derniers on ait organisé pour le chef du gouvernement d'une jeune nation africaine une série de réceptions triomphales, de Washington jusqu'à Moscou, qui n'étaient guère en rapport ni avec l'importance de sa personnalité ni avec celle de son pays. De telles manifestations ne me paraissent pas absolument nécessaires ni pour l'Ouest ni pour l'Est, ni non plus pour les pays en voie de développement.

Jusqu'à présent, les États-Unis ont été presque seuls à financer l'aide aux pays en voie de développement. Rien de surprenant à ce qu'ils nous invitent maintenant à participer à cette action dans une plus forte mesure que par le passé. Cette nouvelle ère qui s'ouvre pour les nations européennes nous place devant une responsabilité plus grande et nous oblige à procéder à une coordination allant aussi au delà du cadre de la C.E.E.

D'après quels principes cette coordination doit-elle se faire? Nous voyons dans le monde se former de grands espaces économiques : l'Amérique, l'espace soviétique et, séparée de

celui-ci, la Chine; par réaction, il se constitue un espace économique au sud-est de l'Asie, et nous avons autour de nous l'espace européen et africain ainsi que le Proche-Orient.

Tout en reconnaissant pleinement l'importance du problème à l'échelle mondiale, nous devons cependant nous acquitter encore d'une tâche sur le plan régional. C'est pourquoi nous devrions prendre en Europe l'initiative dans cette direction.

Je n'examinerai pas en détail les nombreux problèmes matériels que pose l'aide aux pays en voie de développement et me bornerai à parler d'une question qui est peut-être la plus importante : celle de la forme que doit revêtir l'aide à ces pays et de la possibilité de coordonner la politique européenne en ce domaine.

En face de la politique soviétique centralisée, on observe de notre côté un pêle-mêle de conditions et de modalités aux effets très fâcheux. M. Wigny a déjà formulé quelques remarques sur la coopération dans ce secteur. Je crois que les institutions internationales et supranationales que nous avons jusqu'à présent — C.E.E., O.E.C.E. et U.E.O. — ne sont pas nécessairement les meilleurs instruments de cette coopération. Il me semble qu'une solution plus souple consisterait à instituer une Banque européenne de développement qui ferait porter son activité avant tout sur le continent africain et le Proche-Orient, comme les Américains nous en ont donné l'exemple avec leur Banque de développement.

Pareille banque, il va sans dire, devra constamment s'entendre avec la Banque mondiale, mais elle pourra résoudre des problèmes régionaux particuliers. A côté des nombreuses tâches qu'une Banque de développement pourrait assumer à l'exemple de la Banque mondiale et de ses filiales, elle sera peut-être aussi à même de résoudre le problème de la garantie des investissements privés contre le risque politique sur le plan international. Peut-être pourrait-elle même devenir un instrument de refinancement. Ce serait quelque chose de nouveau et l'initiative des banques privées s'en trouverait certainement stimulée. Il faudrait que les pays en voie de développement deviennent, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une de leurs banques, membres de

cette Banque de développement, la situation d'associé jouant avant tout un grand rôle en l'occurrence.

Ne pensez pas, Mesdames et Messieurs, que je veuille préconiser la création d'une nouvelle institution. Ce serait une erreur que de vouloir en ajouter encore une au grand nombre de celles qui existent déjà. Nous avons suffisamment d'amorces pour la création d'une telle banque.

Nous avons une Banque européenne d'investissement dans le cadre de la C.E.E. avec un capital initial d'un milliard d'unités de compte, c'est-à-dire de dollars. Cette banque est épaulée par une très grande force. Le fait que depuis qu'elle existe la Banque n'est guère encore intervenue tient à beaucoup de circonstances dont je ne parlerai pas pour le moment, vu le peu de temps dont nous disposons. Mais la Banque nous fournirait le point de départ pour une activité élargie dans le domaine que je viens d'indiquer.

On pourrait très bien élargir les tâches imparties à la Banque dans son statut; son champ d'activité pourrait être étendu à tous les territoires en voie de développement de l'Europe, de l'Afrique et du Proche-Orient. Au moyen de différents accords d'association avec la Banque on pourrait en élargir la base. On disposerait alors d'un instrument, on aurait fait le premier pas dans la voie d'une collaboration paneuropéenne — pour le moment, la collaboration de tous les États européens en matière de politique commerciale que nous souhaitons fait encore défaut — et aussi dans la voie d'une collaboration politique en Europe. Il est aujourd'hui plus nécessaire que jamais de faire ce premier pas.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Fischbach.

M. Fischbach. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au cours de l'échange de vues d'hier, plusieurs orateurs ont insisté pour que les confrontations et les consultations entre les Conseils et l'Assemblée deviennent à l'avenir aussi nombreuses que possible.

Par la même occasion il fut rappelé, parlant des consultations, qu'en dehors de celles envisagées par les traités, il peut y en avoir qui ne sont pas prévues, mais dont la nécessité, le cas échéant, peut s'avérer inéluctable. En citant comme exemple la consultation demandée à l'Assemblée par les Conseils sur la question du siège, nous avons, d'un coup, pu mesurer l'ampleur du risque que peut comporter un débat qui place l'Assemblée devant de vraies responsabilités politiques, surtout quand ce débat, comme ce fut le cas pour la question du siège, met directement en cause un ou des intérêts nationaux.

Si, à l'occasion du présent échange de vues sur les possibilités d'une coordination des politiques étrangères entre les Six, j'évoque l'échec du débat sur la désignation du siège, ce n'est pourtant pas pour décourager ceux qui plaident en faveur d'une coordination des politiques étrangères et qui voudraient y voir associée notre Assemblée. Bien au contraire, je suis de ceux qui croient que les perspectives prometteuses de politique européenne que nous ouvrent les traités de Rome, placeront nos gouvernements, s'ils sont soucieux d'assurer le plein développement aux Communautés qu'ils se proposent d'édifier, devant la nécessité de coordonner plus que par le passé leurs politiques à l'égard des pays tiers. Ce disant je n'envisage pas seulement — et ici je rejoins les orateurs qui m'ont précédé ce matin — la politique commerciale, mais la politique étrangère en général.

La Communauté peut — et nul ne me contredira — le cas échéant, suivant l'évolution de la situation internationale, se trouver menacée dans son épanouissement à la suite de l'attitude prise en certaines circonstances et en certains endroits soit par des pays tiers à son égard, soit par des pays membres à l'égard de pays tiers.

En présence de telles éventualités, notre Assemblée est, à mon sens, bien placée pour poser le problème et pour se faire le porte-parole d'une meilleure coordination des politiques extérieures des six gouvernements des pays membres des Communautés européennes à l'égard des pays tiers et notamment à l'égard des pays sous-développés.

Comme représentant parlementaire appartenant au plus petit État des Communautés européennes, je souscris au vœu émis par notre Assemblée. Je voudrais cependant faire une distinction nette entre la coordination des politiques étrangères sur le plan gouvernemental et l'intérêt d'information et de collaboration qui, en matière de politique étrangère, peut exister à l'intérieur de l'Assemblée parlementaire.

La consultation en politique étrangère est régulièrement pratiquée depuis la seconde guerre mondiale. Elle se fait au sein de l'O.T.A.N. et n'a guère donné lieu jusqu'ici à des récriminations. Elle se fait, depuis des années, entre les grandes puissances occidentales et entre les gouvernements des plus importants États de l'Europe occidentale. Pourquoi ne devrait-elle pas devenir la règle dans les rapports politiques entre les six pays de notre Communauté?

Évidemment, consultation n'est pas synonyme de coordination. Coordonner veut dire combiner selon certains rapports. Demander la coordination des politiques étrangères revient à exiger que l'attitude prise en face d'un événement politique international par un pays membre de nos communautés soit conforme à l'intérêt général des Six. L'évolution récente de la démocratie occidentale démontre de façon suffisamment claire que nous sommes encore assez loin d'une politique étrangère coordonnée, et les conditions pour y arriver ne sont pas précisément les meilleures.

S'il résulte des entretiens réguliers entre les chefs d'État et les chefs de gouvernement des puissances de l'Europe occidentale que, sur certains points de la grande politique, ils tombent d'accord quant aux objectifs à poursuivre, il n'en découle pas moins des divergences de vue assez prononcées quant au choix des procédures et des voies permettant d'aboutir.

D'autre part, il nous faut constater que les petits États sont tenus à l'écart des conversations sur la ligne de conduite à adopter dans les étapes préliminaires qui conduisent à la conférence au sommet.

Parlementaire, ainsi que je l'ai dit, du plus petit des États qui siègent dans les grandes institutions internationales, je me rends par-

faitement compte qu'en matière de politique internationale le fardeau de la responsabilité repose sur les épaules des grands et que c'est eux qui doivent, en premier lieu, supporter les conséquences que tout échec de la diplomatie occidentale devra fatalement entraîner dans un sens ou dans l'autre.

Il y a d'ailleurs un point sur lequel il ne peut y avoir de doute, c'est que, dans toutes les grandes questions concernant la défense de l'Occident et la sauvegarde de nos libertés fondamentales, il y a identité d'intérêts pour les grands et pour les petits. J'estime toutefois qu'il est indispensable d'entendre les petits chaque fois que leurs intérêts se trouvent en cause.

Rien ne s'oppose à ce qu'une consultation périodique s'engage sur les problèmes de politique extérieure entre les Six. Il serait même hautement désirable que le but poursuivi par de telles consultations fût, si possible, la coordination des politiques étrangères. Cela peut se faire sans que l'on procède à la création d'une nouvelle institution. Ainsi, nous éviterions, comme l'a d'ailleurs fait remarquer M. Wigny, d'inquiéter les autres membres de l'O.T.A.N. et de l'U.E.O., organisations au sein desquelles une confrontation régulière se fait sur les affaires internationales qui risquent, ou bien d'aboutir à un conflit armé ou bien d'affaiblir la cohésion de l'alliance.

La décision prise par le Conseil de ministres de réunir les six ministres des affaires étrangères tous les trois mois, en tant que représentants de leurs gouvernements, pour confronter leur politique étrangère, est certainement, à l'heure actuelle, la meilleure formule pour obtenir une coordination efficace des politiques étrangères de nos six pays, ce qui doit être une de nos préoccupations primordiales.

N'oublions pas que le bon fonctionnement du marché commun ne dépendra pas uniquement de l'application orthodoxe ou anticipée des traités mais, en partie, de l'attitude que les pays tiers prendront à l'égard de l'effort déployé par les Six.

Le marché commun n'est donc pas une entité protectionniste ou autarcique. Il se pourrait que des mesures économiques prises par des pays tiers et, ayant pour effet une restriction des échanges, fussent susceptibles d'entraîner des

répercussions fâcheuses pour le marché commun. Il est indispensable que les Six confrontent leurs vues relatives à la création d'une zone de libre-échange et aux rapports à établir avec les Sept, ainsi qu'avec les autres parties du monde, tels, notamment, les États-Unis d'Amérique.

Si un conflit pareil à celui de la crise de Suez devait se reproduire, il ne devrait, à mon sens, y avoir de décision de la part d'un membre des Six sans qu'il y ait eu au préalable consultation avec les autres cinq. Les engagements et les objectifs auxquels on a souscrit dans les traités de Rome obligent chacun des six pays à mettre sa politique étrangère au diapason des intérêts de la Communauté.

Voilà les raisons pour lesquelles j'estime qu'il est utile d'organiser des consultations régulières entre les ministres des affaires étrangères de nos six pays.

Reste à savoir dans quelle mesure l'Assemblée parlementaire pourra utilement collaborer aux efforts de coordination de la politique étrangère des Six.

Je suis de ceux qui envisagent avec optimisme la possibilité d'un colloque annuel avec les ministres des affaires étrangères sur l'évolution de la politique étrangère des Six. Mais je conçois mal un débat qui placerait la politique étrangère au delà du cadre tracé par les traités de Rome. A mon avis, il serait vain de vouloir nous arroger, au sein de cette Assemblée, plus de droits à l'égard des ministres des affaires étrangères qu'ils ne nous en concèdent à l'intérieur de nos Parlements nationaux, à moins, bien entendu, qu'il ne s'agisse de questionner les ministres et d'attirer avec insistance leur attention sur l'évolution internationale, pour autant qu'elle soit susceptible de se répercuter sur le fonctionnement du marché commun.

Tout autre débat, par exemple sur les rapports Est-Ouest, sur la politique à opposer aux manœuvres et à la propagande des puissances du monde communiste, sur la réunification de l'Allemagne, sur Berlin, risquerait de faire apparaître plus ouvertement aux yeux de l'opinion mondiale l'ampleur des divergences de vues qui, dans telle ou telle question de la politique internationale, divisent les chancelleries des grands États de notre Communauté, ce qui conduirait inévitablement à un affaiblissement de la posi-

tion diplomatique de ces pays à l'égard des pays tiers.

J'estime, Mesdames, Messieurs — ce sera ma conclusion — qu'un débat de politique étrangère devrait avoir lieu annuellement au sein de cette Assemblée sur les problèmes qui se posent en fonction du marché commun, pour autant que ces problèmes dépasseraient de loin le cadre de transactions commerciales et qu'ils engloberaient toutes les évolutions de la politique internationale qui peuvent avoir pour résultat soit un affaiblissement, soit un renforcement de la position de notre Communauté.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M^{me} Strobel.

M^{me} Strobel. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai l'impression que le nombre de questions que l'on peut discuter sous la deuxième rubrique qui fait l'objet de notre échange de vues est très grand. On ne semble pas être au clair à ce sujet. Je pense que dorénavant le bureau devrait veiller à ce que les représentants et les groupes soient renseignés sur les questions qui doivent en réalité être discutées.

On peut aussi déplorer que, pour cette discussion, nous ne soyons saisis d'aucun rapport de commission. Vu les déclarations que différents orateurs qui m'ont précédée ont faites sur la politique extérieure en général, je tiens à insister sur ce point. Avant d'aborder des questions d'une telle envergure, nous devrions charger une commission de notre Assemblée d'examiner à fond les conséquences qui peuvent en découler.

Le désir de coordonner les politiques extérieures s'explique fort bien. Mais si nous nous occupons de cette question en ce moment, nous risquons d'être distraits de notre tâche proprement dite. Je regrette que les problèmes qui sont parmi ceux qu'il fallait examiner avant tout, je veux dire la question des relations avec les pays tiers et celle de l'association économique, ou zone de libre-échange, soient traitées un peu trop brièvement au cours de cet échange de vues avec le Conseil. Ces questions ne doivent en aucun cas passer à l'arrière-

plan des préoccupations politiques du proche avenir, car elles sont d'une actualité brûlante.

Le fait qu'une vaste association économique européenne n'ait pas encore pu être créée jusqu'ici, que deux Communautés aient été constituées et qu'il reste encore des pays qui jusqu'ici n'appartiennent à aucune des deux Communautés, a provoqué un malaise dans l'opinion publique européenne. Nous ne saurions le nier et il est hors de doute que ce malaise est justifié jusqu'à un certain point.

Nous avons dit il y a quelques jours que le fonds commun pour l'information doit être renforcé afin que l'idée européenne, et en particulier l'idée qui est à la base de nos Communautés, puisse être mieux exposée devant le grand public. Mesdames et Messieurs, il y a là un domaine où nous pouvons faire quelque chose pour que l'opinion publique européenne, et en particulier la jeunesse européenne, ne perde pas la foi en la création d'une Communauté européenne plus étendue.

Une politique visant à trouver des solutions communautaires pour toutes les questions de politique commerciale qui se posent entre les Six et les autres États européens, et, si l'on veut, aussi les États-Unis et le Canada, pourrait contribuer dans une très large mesure à fortifier la foi du public en l'union de l'Europe.

On ne peut pas se contenter de l'apaisement qu'apporte l'idée qu'on n'en viendra pas à une guerre économique. Il ne sert de rien non plus que nous nous bornions à déclarer combien nous sommes libéraux et combien, dans notre Communauté, nous nous sentons solidaires, des pays tiers; il faut encore des propositions qui puissent être acceptées par les autres, des propositions qui soient réalisables, des propositions qui conduisent à une véritable union. C'est ce qui manque encore.

J'ai pris connaissance ce matin avec une certaine satisfaction des informations que M. Pella nous a données au sujet des décisions concrètes qui ont été prises hier. Mais je dis bien franchement que j'ai aussi discerné dans les déclarations du Conseil une certaine note de suffisance. Or, en la situation actuelle, j'estime que le sentiment de suffisance est très dangereux où qu'il se manifeste, que ce soit au Conseil, à la Commission ou à l'Assem-

blée. Après ce que nous avons entendu ce matin aussi, je dis sans ambages qu'il y a encore trop peu de décisions concrètes. La Commission de contact peut certes devenir une très bonne institution.

Un des principaux objectifs des Communautés, c'est le relèvement accéléré du niveau de vie des hommes qui vivent sur le territoire des Communautés. Mais cet objectif ne peut pas être atteint si la division de l'Europe persiste encore longtemps. Les déclarations de ce matin nous ont laissé entendre que nous devons avoir de la patience, que le temps travaille pour nous. Je suis d'avis, quant à moi, que le temps pendant lequel on ne fait rien travaille contre l'idée des États-Unis d'Europe. Nous devons faire bientôt beaucoup plus que ce que nous avons fait jusqu'à présent, si nous voulons progresser dans cette voie. Dès que la Communauté des Sept sera en action, il se pourrait fort que les courants de marchandises changent de direction, si nous n'adoptons pas en temps voulu des mesures communes — des mesures unilatérales n'entrent pas en ligne de compte — pour l'éviter.

On parle beaucoup de la réduction des délais. Le tarif extérieur entrerait en vigueur beaucoup plus tôt que le traité ne le prévoyait. M. le ministre Pella a dit aujourd'hui que le Conseil a été d'accord pour reconnaître la nécessité d'abaisser sensiblement les tarifs extérieurs. J'en suis très heureux, mais je me rends aussi compte que pareille mesure ne peut pas être prise d'une manière unilatérale; elle ne peut l'être que sur la base de la réciprocité. La condition préalable, c'est donc que nous arrivions à adopter des mesures communes. Une déclaration d'intention unilatérale peut être une très belle chose, mais elle ne nous mène pas plus loin. Nous avons connu déjà des proclamations qui n'ont pas été suivies d'actes. Je n'en dirai pas davantage au sujet des communications que M. Pella a faites ce matin.

J'en viens maintenant à un point sur lequel on n'a encore rien dit. Notamment depuis que le chancelier fédéral allemand a été en Angleterre, nous avons pu lire dans les journaux, ces derniers temps, que l'on envisageait de se servir de l'U.E.O. comme d'un pont parce que la Grande-Bretagne est membre de

cette organisation et que l'on apercevait là une base commune.

J'aimerais savoir quelle est l'attitude du Conseil devant ces déclarations. Je crains qu'en agissant de la sorte on n'élève une barrière au lieu d'en abattre une, parce que leur neutralité empêche des États européens très importants tels que la Suisse, l'Autriche et la Suède d'être membres de l'U.E.O. Je pense que nous ne devrions pas créer des isolements nouveaux.

On parle aussi d'autres tentatives; mais il ne semble pas que l'on ait étudié à fond leurs conséquences. Je songe à la discussion relative à la transformation de la Communauté économique européenne ou des trois Communautés en une communauté politique. Je ne prendrai pas position pour le moment, mais me bornerai à attirer l'attention sur le fait qu'il y a là de graves dangers parce qu'en Europe nous ne sommes pas précisément isolés et que tous les États européens s'intéressent encore bien plus aux questions que soulève une communauté politique qu'aux questions de politique économique.

M. Pella ne s'est pas prononcé à ce sujet. M. Wigny a eu, à mon avis, des paroles propres à nous éclairer. Je lui en suis très reconnaissante.

Pour terminer, je poserai encore une question parce que les déclarations faites ce matin m'ont paru un peu trop maigres. Le Conseil a-t-il assigné au Comité mixte formé par le Conseil et la Commission un objectif positif et un délai? Quand nous donnerez-vous de plus amples informations à ce sujet?

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Metzger.

M. Metzger. — (A) Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs, permettez-moi d'abonder encore dans le sens de ce que M^{me} Strobel vient de nous dire.

M. le ministre Pella a déclaré ce matin que le Conseil souhaite que l'harmonie s'établisse avec les partenaires européens. Je pense pouvoir m'associer pleinement à cette déclaration générale. Mais j'ai l'impression que l'enthousiasme

du début a fortement baissé. Quand la Communauté économique européenne a été créée, de très nombreux esprits étaient d'avis qu'il fallait arriver à une solution européenne. Mon propre groupe politique du Bundestag a même subordonné son approbation du traité instituant la C.E.E. à la condition que l'on aboutisse à établir une zone de libre-échange et non pas un système autarcique à l'intérieur de l'Europe, autrement dit à la condition qu'on ne s'isole pas des autres États.

Je ne prétendrai pas que l'on recherche cet isolement; mais j'affirme que l'on a fait sensiblement marche arrière. Je peux comprendre qu'après l'échec des négociations du Comité Maudling un certain pessimisme se soit fait jour. Malgré cela, la Commission de la C.E.E. a pris nettement position encore au mois de janvier de cette année dans son premier mémorandum où elle a dit qu'il faut rechercher une solution de caractère multilatéral, ajoutant que sur ce point il ne saurait y avoir ni doute ni équivoque. Allant même plus loin, elle a déclaré que l'O.E.C.E. doit poursuivre son activité et, si possible, l'intensifier. « Il n'y a pas de raison pour la Communauté, lit-on, de rechercher un autre cadre à ses relations avec ses partenaires européens. » Le mémorandum contient encore d'autres formules qui sont très belles et très utiles. Il a servi de base à la commission qui a été instituée alors et qui doit maintenant poursuivre ses délibérations.

Depuis lors, nous avons entendu parler d'un deuxième mémorandum de la Commission de la C.E.E. D'après ce que l'on en sait, on ne peut pas dire que ce deuxième mémorandum soit en contradiction avec le premier; en tout cas, il ne révoque aucune des déclarations figurant dans celui-là. Le second mémorandum contient quelques propositions pratiques. Elles ne vont certes pas aussi loin que celles du premier mémorandum, mais il n'empêche que celui-ci subsiste en lui-même.

Or, il est intéressant de voir ce que M. le ministre Wigny a dit à propos de ces questions dans son rapport dont je regrette que nous n'ayons pas le texte. D'après des informations de presse, M. Wigny a déclaré qu'il est nécessaire d'entamer de nouvelles négociations sur une base multilatérale dans le cadre de l'O.E.C.E. Voilà donc ce qu'a déclaré tout récemment

un membre du Conseil, un ministre qui doit connaître aussi bien l'état des esprits que les difficultés qui peuvent s'opposer à l'objectif que l'on vise.

M. le président Hallstein s'est rendu il y a quelques jours en Amérique où il a parlé aussi de la question de la zone de libre-échange. C'est un Européen qui a prononcé la phrase suivante : S'il est vrai qu'on aurait de la peine à voir l'Europe divisée en deux blocs économiques, il serait tout aussi insupportable de voir apparaître deux blocs économiques de part et d'autre de l'Atlantique : d'un côté, l'Association européenne et, de l'autre, les États-Unis et le Canada.

Il faut reconnaître avec M. le président Hallstein que pareille évolution serait regrettable; mais je conteste que ce soit là l'alternative devant laquelle nous nous trouvons. Dans cette hypothèse, il se formerait d'ailleurs en Europe non seulement deux blocs économiques, mais aussi deux blocs politiques. C'est là un très grand danger qu'il ne faut pas oublier ni prendre trop à la légère.

Mais je ne vois pas du tout pourquoi, si une association existe en Europe, il devrait se former à cause de cela deux blocs de part et d'autre de l'Atlantique. On peut parfaitement éviter cette division que nul d'entre nous ne souhaite. Nous pensons au contraire que, si nous nous efforçons de créer une association, c'est que nous voulons en même temps que la politique des Américains et des pays européens soit libérale au point que l'on puisse s'entendre aussi avec les États de l'autre côté de l'Atlantique. Il ne saurait y avoir aucune querelle à ce sujet. On devrait songer qu'en posant de telles alternatives — qui, de surcroît, sont encore présentées aux Américains — on compromet, selon le cas, la réussite d'un projet que nous estimons nécessaire et digne de nos efforts.

Lorsque je lis ce que le Conseil nous a déclaré, lorsque je lis le texte des décisions qui ont été prises, je suis forcé de dire, comme M^{me} Strobel, qu'il est heureux que quelque chose en soit sorti. Cela est hors de doute, et nous nous félicitons de tout progrès. Mais en comparaison de ce qui avait été envisagé primitivement, ce qui a été dit au nom de la Commission et par M. Wigny est encore peu de chose.

Je suis heureux que l'on veuille créer une commission européenne de contact. Il faut que la C.E.E. poursuive ses conversations avec les autres États européens. Il y a lieu d'ajouter que M. le ministre Lange a déclaré, il y a quelques jours, lors de la création de la petite zone de libre-échange, que précisément de ce côté-là on éprouve le désir d'entamer des conversations et d'arriver à une entente. Aussi longtemps que des conversations sont encore possibles, il ne faudrait pas faire semblant de se heurter à des difficultés insurmontables. Or, la commission de contact permet d'avoir de telles conversations.

Mais quels sont les objectifs assignés à la commission de contact? Il est dit que les courants commerciaux entre le Marché commun et ses partenaires devront être examinés — bon, c'est une mesure utile — et qu'il faudra déterminer les secteurs dans lesquels l'évolution des échanges provoque des difficultés. Puis vient le plus intéressant. On nous dit que la commission de contact devra proposer des solutions concrètes en vue de remédier aux difficultés et provoquer des accords entre les parties intéressées.

Si je comprends bien, cela signifie que des accords devront être conclus sur une base bilatérale et non pas multilatérale. Si, dans des secteurs déterminés, des difficultés se présentent et que ces difficultés doivent être éliminées dans les relations entre les partenaires intéressés, on le fera donc par voie d'arrangements bilatéraux. Je ne pense pas que tous les arrangements bilatéraux soient inutiles. Il y aura certainement çà et là des questions qui ne pourront être résolues que par voie d'accords bilatéraux.

Mais il s'agit de savoir quelle est la tendance générale. Veut-on créer une association établie sur une base multilatérale, comme la Commission l'a déclaré, comme M. Wigny l'a dit, comme d'autres membres du Conseil l'ont dit? De même, M. le ministre Erhard n'a pas cessé de le répéter et je suis convaincu qu'il le dira encore aujourd'hui.

Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas pousser plus fortement à la recherche d'une solution sur une base multilatérale qui conduise à l'association économique. On ne devait pas

laisser aller les choses et considérer que nous voulons d'abord devenir forts et prendre solidement pied. Certes, nous sommes tout à fait d'avis que la C.E.E. doit être forte et se consolider; mais si l'on veut attendre jusqu'à ce que tous les points aient été mis sur les i, il pourrait se faire que plus aucune solution ne soit possible.

A la commission des affaires politiques, j'ai entendu dire qu'il faudra peut-être encore cinq ans ou plus pour parvenir à la création d'une association économique européenne. Si telle est notre attitude, nous ferions mieux d'abandonner nos plans d'association économique européenne. Mais alors nous aurons tout lieu de craindre que l'Europe se divise non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique.

Au cours de cet échange de vues — ne s'agit-il pas d'un colloque entre les ministres et nous? — l'Assemblée doit demander avec insistance que tout finisse par marcher dans la bonne direction. Elle doit veiller à ce que les responsables aussi — ce sont pour le moment les ministres et le Conseil — suivent une voie qui les fasse contribuer au bien de l'Europe ainsi qu'à la création de relations libres dans le monde entier.

Mais nous devrions nous garder de chercher des motifs qui nous permettent de nous retirer dans notre coquille, d'appliquer par-ci par-là un petit emplâtre, de justifier notre propre autarcie et de nous abstenir de faire ce qui est d'une importance décisive. Si nous voulons une bonne politique, il faut que nous fassions ce qui est important et ce qui est d'un effet décisif.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Van Campen.

M. Van Campen. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, avec la drôle de vie que nous menons comme membres de l'Assemblée parlementaire européenne, c'est tout juste si j'ai réussi à passer chez moi le dernier *week-end*. A lui seul, le flot ininterrompu de la correspondance que nous recevons et

dont nous devons nous occuper exige qu'un parlementaire ne reste pas trop longtemps éloigné de son domicile.

Or, en dépouillant mon courrier, j'ai avisé un document qui a tout particulièrement frappé mon imagination, car il paraissait m'avoir été adressé par les ambassadeurs des sept pays dont les ministres des affaires étrangères viennent de conclure, la semaine dernière, l'accord concernant l'Association européenne de libre-échange.

Dans cette note des sept ambassadeurs, dont je suppose qu'elle a été adressée à tous les parlementaires néerlandais, il est rappelé que l'accord instituant l'Association européenne de libre-échange doit être considéré comme un élément du mouvement d'après-guerre qui a ouvert la voie, dans l'Europe occidentale, à une collaboration économique; d'autre part, cet accord est une expression de la tendance générale à la suppression progressive des obstacles aux échanges commerciaux en Europe. Cet objectif des Sept, ainsi nous l'apprend la note en question, dépasse les limites de l'accord qui a été conclu. Dans le cadre de l'Europe, on cherche notamment à établir une base commune pour le développement ultérieur de la coopération économique, particulièrement avec les six États membres de la Communauté économique européenne et avec les autres pays européens qui font partie de l'O.E.C.E.

Il est dit très expressément dans cette note que les sept pays de l'O.E.C.E. qui se sont réunis en une Association européenne de libre-échange l'ont fait pour favoriser la recherche d'une plus grande liberté dans les échanges commerciaux et pour empêcher le retour à un système bilatéral du commerce international. Tandis qu'une main est tendue — c'est ainsi que s'exprime la note — à la Communauté économique européenne, l'Association de libre-échange veut faire immédiatement un début et procurer sans tarder aux 90 millions d'habitants des pays en question les avantages d'un régime commercial plus libéral.

A la fin de la note, on insiste encore une fois sur la nécessité de jeter un pont entre la Communauté économique européenne et l'Association européenne de libre-échange, de même que sur la nécessité d'établir d'utiles contacts entre

les associations ainsi reliées et les autres États membres de l'O.E.C.E. dont chacun, pour sa part, a ses propres problèmes.

Monsieur le Président, il est indubitable que les gouvernements des six États membres de notre Communauté auront eu connaissance, à leur tour, de ce mémorandum des sept pays de l'Association de libre-échange, ce mémorandum dont si courtoisement un résumé a été communiqué aux parlementaires que nous sommes.

Quelle est la réponse, ainsi voudrais-je demander, que les gouvernements des six pays de notre Communauté feront à cette déclaration de principe des sept pays de l'Association européenne de libre-échange? C'est là une question de grande importance. En effet, la main tendue en vue d'une collaboration plus étroite en Europe nous place, de même que les gouvernements des pays de la Communauté, devant une responsabilité très grande.

Ces jours derniers, et notamment au cours de la discussion avec les Conseils de ministres, on a beaucoup parlé de la reconstruction de l'Europe que nous sommes en train d'entreprendre; mais — et je le dis au risque de répéter des remarques faites par de nombreux orateurs qui m'ont précédé — l'Europe ne s'arrête pas aux frontières de nos pays. Si les frontières nationales ont été tracées par le jeu d'une longue histoire, les frontières de notre Communauté sont fixées dans un traité, et c'est pourquoi elles sont plus ou moins artificielles et arbitraires. Aussi ne saurions-nous nous soustraire à la responsabilité que nous avons vis-à-vis de l'Europe occidentale tout entière dont nos six pays ne constituent qu'une partie.

De là, la question que je renouvelle et que j'adresse aux ministres qui représentent les gouvernements des six pays. Allez-vous répondre à ce mémorandum qui a très certainement été adressé aussi aux gouvernements des six pays membres par les sept pays membres de l'Association européenne de libre-échange? Comment allez-vous accueillir cette main qu'avec tant d'insistance nous tendent les sept pays de cette Association de libre-échange? C'est avec le plus vif intérêt que j'attends la réponse.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Filliol.

M. Filliol. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai entendu hier, dans cette enceinte, parler de « brebis égarées » qui rentreraient au bercail. C'est que, semble-t-il, le bercail leur paraît aujourd'hui plus proche et qu'elles y trouvent désormais, et nous nous en réjouissons tous, d'autres brebis venant, timidement encore, vers elles pour les accueillir à mi-route.

Europe supranationale du traité de Paris, Europe communautaire des traités de Rome, Europe des patries, toutes, éclairages divers d'un même visage européen tourné vers l'avenir, finiront bien sans doute par se confondre dans cette Europe nécessaire, qui ne peut pas ne pas être, que nos intérêts appellent et que la sagesse commande.

C'est pour cela, Mesdames, Messieurs, et parce qu'elle va dans le sens d'une unité plus haute et plus complète, que je veux saluer la décision prise par nos six ministres des affaires étrangères de coordonner, par des réunions trimestrielles régulièrement tenues, nos politiques extérieures.

L'existence même et la réalisation du marché commun posaient obligatoirement des problèmes généraux de politique étrangère que les modes traditionnels de négociation ne permettaient de résoudre qu'avec difficulté et avec lenteur.

Il est bien évident, d'autre part, comme le faisait remarquer le 9 octobre dernier M. von Brentano, qu'« on ne pouvait coordonner la politique économique de nos six pays que si l'on poursuivait également une politique étrangère commune ».

Ce n'est, certes, pas là cet organisme supranational que certaines impatiences, dépassées par la marche du temps, voudraient voir régler les activités politiques et économiques de notre Europe. C'est une « conférence », suivant le mot de M. Pella, ce matin. C'est une institution, née plus modeste, mais qui, imposée par les nécessités de la vie commune, a plus de chances de survivre et de se développer que tels ou tels organismes, enfants de théoriciens certes généreux, mais embarrassés, dès leur naissance,

par la trop lourde et trop étroite cuirasse de textes souvent contradictoires et de pouvoirs trop ou pas assez absolus.

Les Communautés, quelles qu'elles soient, ne peuvent fonctionner, — et elles le savent bien, — que si elles ont, du moins pour l'instant, l'appui permanent des gouvernements. Bien plus, en cas de difficulté ou de conflit avec les Conseils de ministres techniques qui les assistent, elles savent bien aussi que c'est à une instance politique plus haut qu'il faut faire appel pour sortir de l'impasse. Je suis certain que la coordination décidée de nos politiques étrangères apportera précisément aux trois Communautés cet appui permanent d'une politique générale commune sans laquelle elles ne sauraient marcher d'un pas sûr et confiant vers l'intégration de nos économies nationales.

Je regrette toutefois — et je le regrette très profondément — qu'un secrétariat permanent de ce conseil nouveau n'ait pu être créé. Il aurait témoigné de l'existence et rendu sensible la persistance dans le temps de cette nouvelle institution. S'il est vrai que, dans la vie, c'est la fonction qui crée l'organe, il est non moins vrai que l'organe est nécessaire au développement de la fonction.

Ce secrétariat, que me paraissait exiger l'institution nouvelle, rendra un jour, quand il sera créé, d'éminents services à l'institution et, par là-même, à l'unité vers laquelle nous tendons tous.

Les objections qui, si nous en croyons la presse, ont été faites à la création de ce secrétariat, ne me paraissent, personnellement, guère valables.

On aurait d'abord exprimé la crainte, dit-on, de voir trop officialiser, par cette création, une nouvelle institution européenne qui risquerait de nous faire apparaître comme des sécessionnistes ou des concurrents de l'O.T.A.N. Mais, Messieurs, je vous le demande, avant d'être atlantiques, sommes-nous européens ou non? La Communauté européenne existe, elle doit donc avoir ses institutions propres. L'O.T.A.N. existe, sur un plan atlantique, avec d'autres buts, commandé par d'autres nécessités, possédant ses propres institutions dont nul parmi nous, d'ailleurs, n'a l'intention de sortir.

Je ne vois absolument pas quelles inquiétudes pourraient naître ni de quelle arrière-pensée perfide nous pourrions être accusés.

Une objection plus sérieuse que certains auraient fait valoir c'est que nous risquerions aussi de nous séparer davantage de notre amie et alliée, la Grande-Bretagne. Je ferai seulement remarquer que les visites récentes échangées entre certains de nos ministres des affaires étrangères et leurs correspondants britanniques auraient normalement dû calmer ces craintes anglaises et j'ajoute qu'il existe à l'U.E.O. un lien tout désigné de rencontre avec l'Angleterre et les autres pays européens.

Je voudrais, enfin, rappeler que notre Europe n'a jamais été une Europe fermée à triple verrou. Elle est ouverte à tous ceux qui veulent y venir (mais nous ne pouvons pas les y forcer) pour partager nos avantages, mais aussi pour participer à nos efforts et accepter les sacrifices que nous consentons en commun à notre unité.

N'est-ce pas M. Wigny qui disait à M. Debré, lors de la séance du 13 février 1957, de l'Assemblée commune : « Cette petite Europe, cette Europe de Charlemagne, comme disent les gens qui se laissent prendre par l'imagination historique, nous ne l'avons pas choisie par une option libre. Je vous rappelle la phrase fameuse exprimée en cette enceinte : Nous avons été obligés de placer les frontières de cette Europe à celles de la bonne volonté. »

Qui fait preuve de bonne volonté? Qui fait preuve de mauvaise volonté? Je vous laisse le soin d'en juger.

Enfin, peut-être, la question du siège de ce secrétariat permanent a-t-elle joué un rôle malheureux dans toute l'affaire. Laissez-moi espérer qu'objections et arrière-pensées seront bientôt balayées et que notre souci à tous de voir progresser l'Europe vers son unité sera le plus fort.

Enfin, Mesdames, Messieurs, cette coordination de nos politiques extérieures était d'autant plus nécessaire que ce n'est que par ce truchement qu'il nous sera possible d'aborder avec quelque chance de succès ceux de nos amis groupés dans la petite zone de libre-échange.

S'il n'est pas d'association multilatérale possible avec eux, s'il n'est pas possible, comme je le crois, de vivre dans le mythe d'une association économique européenne, à la fois pour des raisons internes dues à l'incompatibilité même d'un système communautaire avec un système de libre-échange pur et aussi pour des raisons extérieures à l'Europe et même à ce continent-ci, c'est par des approches concrètes, menées sur le plan de la politique commune coordonnée, au-dessus des strictes techniques économiques, que nous pourrons tisser avec l'extérieur en général et avec la petite zone de libre-échange en particulier, les liens souhaitables et nécessaires.

Voilà, Mesdames, Messieurs, les quelques réflexions, trop longues et trop générales, que je voulais vous présenter dans ce débat.

L'Europe est une réalité vivante et comme tous les vivants, elle a sans doute besoin de poètes pour la faire rêver à un avenir meilleur, de philosophes et de théoriciens pour lui donner conscience d'elle-même et lui fixer le but à atteindre. Mais ce ne sont ni les poètes, ni les théoriciens, ni les philosophes qui peuvent organiser la vie. Pour organiser l'Europe qui vit déjà, mais qui veut vivre d'une vie plus totale et plus pleine, il faut savoir nous élever, uniquement soucieux du réel, au-dessus de nos théories et de nos préjugés. Il faut que chacun de nous fasse le sacrifice de ses propres préférences pour telle Europe ou telle autre. Il n'y a qu'une seule Europe digne de nos soucis, celle qui, à un certain moment de l'histoire, est possible.

Permettez-moi donc — et une fois n'est pas coutume en ce lieu — de féliciter nos gouvernements d'avoir compris que l'heure était venue de créer ce qui, à mon avis, doit être un jour — et un jour que je souhaite proche — le véritable conseil politique de l'Europe.

N'étant encore que ce qu'il est, il a du moins le mérite d'exister.

Je souhaite, qu'entraîné par les forces qui sourdent de partout dans nos vieux pays d'Europe et qui, avec tant d'éloquence, s'expriment très souvent dans cette enceinte, ce nouveau conseil soit le guide et le moteur de nos nations vers leur destin commun, vers l'Europe unie.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Pleven.

M. Pleven. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais présenter quelques observations portant sur le problème de la coordination des politiques extérieures des pays membres à l'égard des pays sous-développés et particulièrement des pays africains.

L'exposé de M. le président Pella, par ailleurs si ample et que, il me permette de le dire, j'ai trouvé excellent, m'a paru, en effet, extrêmement discret sur ce sujet. Celui-ci, en effet, peut susciter au sein d'un Conseil de ministres un certain nombre de susceptibilités, j'en conviens. C'est un sujet très délicat, mais je ne crois pas qu'il cesse de l'être parce qu'on le passe sous silence et, en le passant sous silence, je ne crois pas qu'on le simplifie.

Ce qui caractérise aujourd'hui la situation en Afrique, c'est une évolution politique extrêmement rapide. L'Afrique n'est déjà plus aujourd'hui ce qu'elle était le 1^{er} janvier 1953 lorsque les premières clauses du traité de Rome ont été mises en vigueur. Lors de l'entrée en vigueur de ce traité, en tout cas lors de sa négociation, tous les pays d'Afrique ou presque étaient unis par des liens juridiques avec un État européen. Aujourd'hui, ces liens, là où ils existent encore, ont changé de nature et dans un laps de temps très bref, un nombre grandissant de pays africains n'auront plus aucun lien juridique, aucun lien institutionnel avec des États européens. C'est déjà le cas du Ghana et de la Guinée, ce sera, à partir du 1^{er} janvier, le cas du Cameroun et du Togo, et la liste n'est peut-être ni complète ni close.

Or, sur le plan politique aussi bien que sur le plan économique, la Communauté européenne ne peut rester indifférente à cette rupture. Lors de l'élaboration du traité, nos négociateurs étaient justifiés à penser que les relations des pays africains avec la Communauté passeraient nécessairement par un relais, qui s'appellerait tantôt Paris, tantôt Bruxelles et, qui sait, tantôt Londres. Cela devient de moins en moins probable, de moins en moins vrai, même pour les pays qui auront librement choisi de rester unis juridiquement et institutionnellement avec des partenaires européens.

Il me paraît que le Conseil de ministres, que l'Assemblée parlementaire européenne, que les exécutifs, feraient preuve d'imprévoyance en ne faisant pas courageusement face à cette situation.

Très justement, M. Pella a observé que la création de la Communauté avait changé le rapport des forces économiques dans le monde. Très justement il a ajouté que les pays producteurs de matières premières étaient ceux qui se trouvaient le plus immédiatement, le plus directement intéressés à la constitution de ce vaste espace économique qu'est la Communauté européenne, du fait qu'elle est la plus grande importatrice de matières premières du monde. Or, les pays africains sont, pour de longues années encore, essentiellement des pays producteurs de matières premières, et si je le rappelle, c'est pour souligner que ces États africains ont intérêt, tout autant que l'Europe, à ce que leurs rapports avec la Communauté européenne s'organisent.

M. Pella, dans son exposé, a surtout parlé de l'aide aux pays sous-développés, aux pays africains. C'est, en effet, un élément essentiel des rapports futurs entre l'Europe et l'Afrique. Mais nous devons bien nous souvenir que ce n'est qu'un des aspects de ces rapports et qu'il est peut-être tout aussi important que la structure fragile des économies de ces pays ne soit pas fissurée ni bouleversée par la création de notre Communauté et, en même temps, par la rupture des liens entre plusieurs pays européens et plusieurs pays africains.

Je considère tout aussi urgents, tout aussi importants que les accords d'association avec les pays de l'O.E.C.E. non membres de la Communauté, des accords d'association entre la Communauté européenne et les pays d'Afrique.

Comment arriver à ces accords? Comment, après les avoir conclus, associer les États africains et, en fait, les États qui s'associeront à la Communauté, avec les institutions européennes dans la mesure où l'œuvre et le fonctionnement de celles-ci les intéressent?

Cette question ne peut être réglée qu'après des investigations délicates auprès des États africains et des gouvernements qui ont eu ou qui ont encore des liens particuliers avec l'Afrique.

Il ne faut pas attendre — je le dis au Conseil de ministres — pour s'en préoccuper.

Nous avons été heureux d'apprendre, Monsieur le Président du Conseil de ministres, que le Conseil avait approuvé la création d'un comité de contact entre la Communauté et les pays membres de l'O.E.C.E. J'estime qu'il faudrait aussi un comité de contact avec les pays africains, comité dont la première tâche serait de s'informer des vues de ces pays. Il faudrait que ces contacts aient lieu au plus tôt, notamment avec les pays qui, comme le Cameroun ou le Togo, accèderont très prochainement au statut d'État indépendant. Il faudrait que le hiatus soit aussi court que possible entre la fin des liens qui existent actuellement et l'institution de nouveaux rapports, non plus peut-être avec tel ou tel État d'Europe, mais avec la Communauté européenne prise dans son ensemble.

Il va de soi que rien ne peut être convenu dans ce domaine que sur une base strictement paritaire, et je ne me propose pas de préjuger les idées qui pourraient naître des échanges de vues entre les États africains et le comité de contact que je préconise. Le memorandum de M. Wigny avait fait allusion à un conseil d'États associés. C'est là sans doute une idée intéressante qui mériterait d'être fouillée.

Quant à la représentation de l'Afrique dans le grand organe de contrôle des Communautés européennes qu'est notre Assemblée, elle n'est pas simple non plus. Je ne crois pas, comme peut-être certains de nos collègues ont pu y songer, que l'avenir soit ouvert à une large africanisation de notre Assemblée parce qu'elle se heurterait d'abord à un problème juridique que nous trouverons, d'ailleurs, à l'occasion de l'association de pays comme la Grèce et la Turquie, à notre Communauté. Le Parlement européen comporte uniquement les élus des États membres. Les États africains seront plutôt, si notre politique réussit, des États associés à l'Europe que des États membres de la Communauté européenne.

Aussi sont-ce des solutions entièrement originales qu'il faut sans doute rechercher. J'ai lu avec plaisir dans le remarquable rapport de M. Duvieusart les idées qu'il a esquissées à cet égard. Une ou deux fois par an, l'Assemblée

parlementaire européenne pourrait, pour les problèmes intéressant les rapports de l'Afrique et de l'Europe, ouvrir ses rangs à des représentants de ces pays associés, un peu à la manière qui a été prévue pour cette Assemblée qui, en France, s'appelle le Sénat de la Communauté, ou bien de la façon dont nous procédons lorsqu'une fois par an nous discutons avec le Conseil de l'Europe.

Je fais cette suggestion à titre indicatif. Ce qui me paraît important aujourd'hui, c'est le contact le plus rapide possible de la Communauté européenne avec les États africains, et je ne peux m'empêcher d'exprimer mon inquiétude en voyant que, dans la communication que M. le président Pella a faite au nom de ses collègues sur la coordination des politiques extérieures des six États membres à l'égard des pays tiers, notamment des pays sous-développés, la place réservée au problème que je viens d'évoquer ait été si réduite.

Je vous rappelle, Mesdames, Messieurs, l'avertissement un peu angoissé de M. Peyrefitte, qui parlait du danger que court l'Afrique. C'est dès aujourd'hui, et non pas demain ou après-demain, que nous devons nous préoccuper d'organiser les relations de la Communauté européenne avec les États qui composent l'Afrique. Croyez-moi, voici maintenant près de vingt ans que je suis l'évolution de ce continent, il n'y a pas un instant à perdre.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne. — (A) Monsieur le Président, il ne me paraît pas facile, à cette heure avancée, d'ajouter encore quelque chose de nouveau à ce débat substantiel. J'essaierai malgré tout de mettre en relief un certain nombre d'éléments.

Voyons d'abord le contenu matériel d'une éventuelle politique extérieure commune de notre Communauté!

Je ne répéterai pas ce que j'ai eu l'honneur d'exposer en septembre devant votre Assemblée. Je vous ai indiqué alors les propositions que

ma Commission avait faites pour amorcer un progrès dans l'application d'une nouvelle méthode pragmatique, et cela dans une situation qui se caractérisait par le fait qu'il n'était pas encore possible de trouver une large solution sur le plan de l'Europe entière. Nous nous félicitons de ce que le Conseil des ministres ait suivi hier nos propositions, du moins dans les grandes lignes, si bien qu'il nous est permis d'inscrire un progrès à notre actif.

Je vous signalerai, plutôt que de me répéter, deux particularités de la tâche qui consiste à mettre sur pied une politique extérieure propre à notre Communauté, deux particularités sur lesquelles il ne faut pas fermer les yeux, si on veut pouvoir remplir convenablement cette tâche. Il s'agit de deux points sur lesquels l'aménagement des relations extérieures de notre Communauté se distingue de ce à quoi on songe en général quand on parle de politique étrangère, autrement dit de la politique étrangère menée par des États.

La première de ces particularités, c'est que notre Communauté est une nouvelle personnalité apparue dans le monde des États et que ce fait n'a pas encore pénétré dans la conscience de chacun. La vérité est que, dans un peu plus de six ans à compter d'aujourd'hui — même si on n'abrège pas la période de transition — il n'y aura plus qu'une politique commerciale commune de notre Communauté, autrement dit les États membres auront cessé de mener une politique commerciale individuelle et séparée.

Autant cela est vrai, autant se refuse-t-on à prendre ce fait pour base de l'appréciation de notre action. De là vient ce lien — dont j'ai eu l'honneur de vous parler en septembre — entre le besoin de préparer cette politique commerciale commune et la nécessité de parvenir plus rapidement au renforcement intérieur de la Communauté. Je dirai, sans craindre le paradoxe, que plus rapidement nous aurons atteint ce renforcement intérieur de la Communauté prévu par le traité, plus rapidement les peuples avec lesquels nous nouons des relations prendront collectivement conscience de l'existence de la Communauté en tant que facteur nouveau, solide et unitaire des relations internationales et en feront la base de leur propre politique. Pareille attitude s'impose d'autant plus que la personne nouvelle qui, sous la forme

de la Communauté, fait son entrée dans les relations internationales est d'un poids tel que le rapport entre les centres de gravité dans le monde s'en trouvera modifié. C'est là un fait dont il a déjà été question plusieurs fois dans le débat d'aujourd'hui. D'autre part, nous avons déjà répondu aux craintes que cette situation nouvelle a fait surgir; cette réponse, nous la cherchons dans notre volonté de mener une politique aussi libérale que possible.

La seconde particularité qu'il faut apercevoir dans l'aménagement des relations extérieures de notre Communauté — et elle n'est pas non plus considérée partout avec une attention suffisante — consiste en ce que, dans notre effort, nous ne nous mouvons pas dans la sphère du libre arbitre politique, de la libre appréciation politique. Au contraire, puisque nos relations extérieures sont des relations économiques, nous rencontrons dans l'espace international où nous pénétrons comme personnalité nouvelle un certain nombre de contraintes auxquelles nous sommes soumis tout autant que l'étaient jusqu'ici les États membres de la Communauté, des contraintes qui représentent les premiers éléments d'un ordre économique mondial. Elles remontent à la charte de La Havane et trouvent leur reflet surtout dans les règles du Fonds monétaire international et du G.A.T.T. Ces principes fondamentaux sont la non-discrimination, un système de convertibilités des monnaies, l'absence de contingentements et l'établissement de tarifs douaniers aussi bas que possible. Voilà un régime qui est davantage qu'une base simplement théorique, simplement dogmatique de l'aménagement de nos relations extérieures; il s'agit bien au contraire d'engagements véritables. Le plus important de ceux-ci est l'engagement de ne pas discriminer.

Si, pour prendre un exemple, nous n'avons pas fait jusqu'ici davantage de progrès dans l'aménagement de nos rapports avec nos voisins européens, ce n'est pas que nous n'ayons pas la volonté de trouver des solutions. Ce n'est pas non plus — vous me permettrez de le dire en toute modestie — que nous ayons manqué d'imagination. La raison véritable en est que les solutions que nous avons pu imaginer se trouvent limitées par les règles dont je viens de parler. Selon ces règles, tout traitement

préférentiel accordé à d'autres États ou d'autres groupements d'États est lié à des conditions très rigoureuses. Tel est aussi le cas du traitement préférentiel que nous serions disposés à accorder à nos voisins européens.

Ces conditions peuvent se résumer ainsi : Il ne peut y avoir de traitement préférentiel de partenaires commerciaux que sous la forme de zones de libre-échange ou d'unions douanières. C'est là seulement que nous nous heurtons aux difficultés de réalisation. Elles sont trop connues pour que je les indique une fois de plus.

En d'autres termes, il ne nous est pas permis d'introduire en Europe, à notre gré, des régimes préférentiels. Au moment où nous le ferions, nous nous heurterions à la susceptibilité de ceux qui ne bénéficient pas de ces préférences. Pour parler concrètement, nous nous heurterions aussitôt aux susceptibilités de nos partenaires commerciaux d'outre-Atlantique en face d'un pareil traitement. Je n'invente rien, je parle d'expérience. Nous savons que, sur ce point, nos partenaires commerciaux de l'autre côté de l'Atlantique sont très sensibles.

J'ai parlé de cela dans un discours que M. Metzger a cité. Sa citation n'était pas exacte; mais ce n'est pas sa faute, c'est la faute de sa source.

M. Metzger. — (A) C'est une citation du journal *Le Monde*.

M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne. — (A) Bien, mais vous me permettez sans doute de la rectifier brièvement, de la compléter et de l'expliquer en quelques mots.

Voici ce que j'ai dit, pour ainsi dire textuellement si ma mémoire ne me trahit pas, à propos de ces problèmes. L'absence d'une large solution sur le plan de l'Europe entière est critiquée par de nombreuses personnes qui en sont déçues et qui disent que, du fait de cette absence, l'Europe se partage en deux blocs économiques, ce qui conduirait à une scission de l'Europe dont la conséquence pourrait être qu'une guerre économique éclaterait entre ces deux blocs. J'ai poursuivi en disant : Je n'aime pas cette façon de s'exprimer. Mais s'il y a quelque chose de vrai dans cette affirmation,

il est tout aussi vrai que l'on ne saurait admettre que de ce côté de l'Atlantique et de l'autre il se forme deux blocs et que de ce fait le monde libre se trouve scindé, la conséquence étant que... et ainsi de suite.

Voilà ce que j'ai dit. Je ne pense pas qu'à cause de ce défaut d'une solution la situation d'aujourd'hui soit telle qu'en disant que deux blocs économiques s'opposent et que c'est là une scission de l'Europe on l'a décrite d'une manière adéquate. D'autre part, j'estime que la discussion n'a rien à gagner à cette façon de poser la question.

Il va sans dire que nous devons éviter toute scission de l'Europe. Je pense que nul ne me contredira si j'affirme que c'est répondre à un intérêt politique vital de l'Europe que d'éviter la scission de la communauté atlantique, c'est-à-dire du monde libre. Sur ce point, il n'y a donc pas de controverse. Je n'ai fait que rappeler aux gens qui tiennent ce langage la nécessité d'être conséquent avec soi-même. Car s'ils envisagent une solution qui se limite à un traitement préférentiel inadmissible des pays européens, cela équivaut par définition à une discrimination à l'égard des autres; mais si dans le cas de l'Europe une discrimination signifie une scission de l'Europe, elle signifie sans doute aussi une scission dans l'espace atlantique.

Pour des raisons que j'ai également signalées tout dernièrement, il faut que nous prenions au sérieux la question qui se pose de ce fait. Une des raisons les plus importantes, c'est que chez nos amis américains la susceptibilité en face d'une telle discrimination faite par l'Europe se trouve aiguës encore par le fait bien connu qu'actuellement, en ce qui concerne la balance des paiements, ils se trouvent dans une situation qui joue un grand rôle dans l'opinion publique américaine et que nous devrions suivre très attentivement; en effet, nous ignorons les décisions qui pourraient être prises sur le plan politique, sous la pression de leurs soucis, des décisions qui pourraient avoir des conséquences également pour nous.

Voilà ce que j'ai dit, voilà ce que j'ai voulu dire et je maintiens mon avis.

Pour terminer, Monsieur le Président, quelques mots encore d'une question à propos

de laquelle on s'est adressé directement — du moins implicitement — à la Commission. Il s'agit de certaines rencontres que des ministres des gouvernements de nos six États membres organisent hors du cadre de la Communauté. J'espère pouvoir prévenir par mes déclarations certains malentendus.

Je dirai tout d'abord que de telles rencontres ont effectivement lieu. Les ministres de l'agriculture, les ministres des transports, les ministres du travail, les ministres des familles, comme nous l'avons appris, les ministres de l'instruction publique — encore que, peut-être, dans un cadre plus large — et aussi les ministres des affaires étrangères se sont rencontrés en des conférences qui n'ont pas eu lieu, à parler strictement, dans le cadre de notre Communauté.

Je ne crois pas — et je tiens à le dire sans ambages — que ce fait, en tant que phénomène politique, soit regrettable. Au contraire, je pense même que la meilleure chose qui puisse arriver, c'est que dans nos six pays les forces politiques directrices s'identifient ainsi à la cause de notre Communauté et jettent dans la balance tout le poids de leur propre prestige politique, au point qu'elles ne se bornent pas à faire leur devoir dans les capitales, mais qu'elles se rencontrent aussi pour s'expliquer sur des questions d'intérêt commun.

Comment faut-il juger ce fait sous l'angle du fonctionnement de notre Communauté? Je me permettrai de faire quelques remarques à ce sujet.

Ce matin, M. le ministre Wigny a déclaré que, pour les ministres des gouvernements de nos six États membres, il y avait des « matières mixtes ». Je reprendrais volontiers ce terme, mais en formulant un peu différemment la pensée de M. Wigny. Toute affaire de notre Communauté, dirais-je, est une matière mixte en ce sens qu'elle regarde les ministres des gouvernements des États membres également en leur qualité de ministres nationaux, et cela tout simplement parce que les dispositions de notre traité impliquent pour les gouvernements des États membres l'obligation d'en exécuter fidèlement les dispositions. Dans ce sens, on peut dire en somme que tout ministre qui siège au gouvernement des pays membres

de la Communauté est inséré d'une manière ou d'une autre dans la trame de notre Communauté. Je suis tenté d'aller même jusqu'à dire que, en un certain sens, les gouvernements des États membres sont d'importants organes de la Communauté même, car ils sont tenus d'exécuter des obligations que le traité contient également pour eux.

Aussi est-il tout à fait conforme au sens de l'évolution de notre Communauté, conforme aussi au renforcement de la Communauté, que non seulement des ministres que l'on pourrait appeler les ministres européens spécialisés se réunissent dans le cadre des organisations communautaires, mais encore que les autres ministres qui sont touchés, au sens le plus large du terme, par le fait que nos pays ont cessé de se tenir sans lien les uns à côté des autres, il est tout naturel, dis-je, que ces ministres se rencontrent et s'entretiennent des affaires qui sont importantes, du moins indirectement, pour notre Communauté et qu'ils en fassent l'objet d'une discussion commune, voire d'une responsabilité commune.

Certes, il est souhaitable — et voici ma seconde déclaration — que ces rencontres et cette collaboration des ministres, si on ne veut pas que le désordre soit porté dans les affaires de la Communauté, se rapprochent autant que possible de la structure communautaire telle qu'elle est actuellement. Visiblement, la plupart des ministres, pour ne pas dire tous, qui se sont comportés comme je viens de le dire, en ont éprouvé eux-mêmes la nécessité, car ils y font participer de différentes manières les organismes communautaires. Je remarque avec satisfaction que bon nombre de ces groupements — j'ai d'ailleurs oublié d'en mentionner un des plus importants, celui des ministres des finances — ont coutume d'inviter la Commission à participer à leurs délibérations.

Reste une troisième constatation sur laquelle je crois que tout le monde est d'accord. Il va sans dire que cette évolution ne doit pas avoir pour effet de nuire au fonctionnement de l'organisation communautaire telle qu'elle est prescrite par le traité. L'expérience que j'ai des contacts avec les ministres de la collaboration desquels je parle en ce moment me permet de dire qu'aucun d'entre eux ne songe le moins

du monde à agir de façon que leur collaboration se poursuive au détriment de la collaboration prévue dans l'organisation communautaire. Au contraire, ils sont unanimes à vouloir ajouter quelque chose à ce travail de l'organisation communautaire, bien loin de chercher à en détourner tel ou tel élément pour l'engager dans une voie différente, non prévue et réglée par le traité.

Retenons donc — et c'est le point décisif, un point qui préoccupe d'ailleurs votre Assemblée — qu'il n'existe aucune intention différente, ni non plus, cela va sans dire, aucune autre possibilité; en effet, le traité ne permet en aucune façon de procéder, dans les affaires qui intéressent la Communauté, d'une manière qui s'écarte de ses dispositions.

Je pense donc que, si nous voulons juger ces faits, il nous faut partir de l'idée que l'ordre institutionnel et la collaboration institutionnelle prévus par le traité ne doivent pas souffrir. En ce qui concerne la part que la Commission peut prendre dans la réalisation de ce vœu, je puis vous donner l'assurance expresse qu'elle ne faillira pas à son devoir.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Malvestiti, président de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

M. Malvestiti, président de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, notre colloque a plus particulièrement pour objet l'étude de la coordination des politiques extérieures de nos six pays à l'égard des pays tiers. A ce débat, riche de faits et d'idées, je voudrais apporter ma contribution, une contribution qui peut s'appuyer sur une expérience de sept ans.

Le traité de Paris ne prévoit pas de coordination entre les politiques commerciales des six pays à l'égard de l'extérieur, mais il renferme un certain nombre de programmes destinés à créer un système de relations avec les pays non membres afin de les faire bénéficier, dans la mesure du possible, des avantages du marché commun.

Voilà quelle est la partie substantielle de la philosophie politique des Communautés dont je nie qu'elles soient ou veuillent être des citadelles fermées, ces citadelles qui n'existent plus dans la vie économique et peut-être pas non plus en politique.

Il fallait établir des contacts avec des pays tiers dont bon nombre sont accrédités auprès de la Haute Autorité par le truchement de délégations à caractère diplomatique, des délégations avec lesquelles jour après jour se discutent des problèmes d'intérêt commun. Il fallait mettre en action, à l'expiration de la période de transition, un tarif extérieur harmonisé; or, non seulement ce tarif est entré en fonction à la date prévue, mais pour certains produits du secteur de l'acier l'harmonisation a même été anticipée à la suite de négociations conduites avec les États-Unis d'Amérique dans le cadre du G.A.T.T.

La Haute Autorité a veillé avec un soin particulier à la coordination entre les différentes délégations nationales dans les relations avec les organisations internationales. Il s'est constitué toute une gamme de relations avec le monde extérieur, et celle-ci a permis d'asseoir la Communauté dans le monde international avec sa physionomie personnelle; ainsi a-t-on pu harmoniser l'effort d'intégration avec les efforts déployés en Europe et hors d'Europe en vue d'une meilleure économie mondiale mise au service de tous les hommes.

Toutefois, la C.E.C.A. ne s'est pas contentée de donner un contenu, même très large, aux prescriptions qui, dans le traité, concernent les relations avec le monde extérieur; les institutions de la C.E.C.A. ont fait un effort d'imagination et de persévérance pour obtenir, encore que dans les modestes limites imposées par le traité, un maximum de coordination dans les rapports avec le monde extérieur.

Je donnerai dans un instant plus de détails sur l'accord d'association que nous avons conclu avec le Royaume-Uni; pour l'instant, je préfère dire quelques mots de la politique commerciale que la C.E.C.A. a suivie.

En fait, il ne suffit pas d'avoir un bon système de relations avec l'extérieur; il faut voir quel a été le résultat sur le plan des échanges commerciaux. Ainsi que je l'ai rappelé, le traité de

Paris ne prévoit pas de véritable politique commerciale commune comme le fait le traité de Rome; cela est fort naturel puisque, les produits soumis à la réglementation commune étant deux seulement, il fallait que les gouvernements responsables de l'ensemble de l'économie demeurent maîtres de leur politique commerciale, avec cette seule réserve qu'ils devaient éviter de contrarier le libre jeu de cette réglementation.

Cette imperfection — je l'appellerais volontiers congénitale — dans le chapitre que le traité de la C.E.C.A. consacre à la politique commerciale n'a pas empêché la Haute Autorité, vigoureusement soutenue en cela par l'Assemblée, de chercher, de concert avec les gouvernements, au sein du Conseil de ministres, à obtenir que les mesures de politique commerciale qu'il s'agissait d'adopter dans les secteurs du charbon et de l'acier le soient constamment dans un esprit communautaire. Cet esprit s'est particulièrement manifesté dans la manière dont ont pu être résolus les problèmes, parfois délicats, que posait l'harmonisation des tarifs douaniers pour la large gamme des produits sidérurgiques.

Dans les années de haute conjoncture, on a assisté à une augmentation très notable des échanges avec l'extérieur et les prix à l'exportation ont pu être maintenus entre des limites raisonnables. Sauf quelques exceptions de peu d'importance, d'ailleurs inévitables, la Communauté a vraiment pu montrer que le marché commun était utile non seulement à ceux qui y étaient associés, mais aussi à autrui.

On en peut tirer une moralité, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, et c'est que la création d'espaces économiques nouveaux et toujours plus vastes ne menace effectivement pas les autres économies. C'est même exactement le contraire que l'on a pu observer, même si pendant la période nécessaire d'aménagement tels ou tels intérêts ont pu être gênés.

Plus les pays s'unissent, plus ils harmonisent leurs politiques économiques, plus ils perfectionnent les industries et abaissent les coûts, d'autant plus créent-ils, nécessairement, les conditions et l'atmosphère qui permettront d'intensifier toujours davantage les échanges avec les pays tiers.

Mais il y a encore une seconde moralité à tirer : c'est que le bien-être des uns n'est jamais la conséquence de la détresse des autres. En définitive, il n'y a pas de hautes conjonctures isolées, l'économie moderne subit toujours un souffle puissant de coordination et de solidarité qui passe par-dessus toutes les frontières. Nous l'avons bien vu dans le renversement même de la conjoncture lorsqu'il s'est formé un climat de crise sur le marché du charbon. La liberté des gouvernements, l'autonomie de leurs décisions en matière de politique commerciale ont empêché de lancer, dès le début de la crise, une politique communautaire des importations qui aurait permis de faire front à la nouvelle situation. Et qu'en est-il résulté? Il en est résulté que tous les pays se sont trouvés en difficulté. Or, leurs difficultés auraient été surmontées, ou du moins elles auraient été moindres, si on avait pu mettre en œuvre cette politique communautaire dont je viens de parler.

Les événements du printemps de 1959 sont trop connus pour qu'il me faille les rappeler. Le résultat, c'est en tout cas qu'aujourd'hui encore nous sommes sans programme commun pour l'importation du charbon de pays tiers. Chaque pays a agi séparément, la Haute Autorité s'efforçant toutefois d'éviter, dans les limites de ses pouvoirs et de ses tâches, des solutions contradictoires. Mais ses efforts et ses recommandations ont pourtant conduit à un certain résultat; on a notamment pu ramener à un niveau supportable la pression exercée par les contrats d'importation conclus pendant la haute conjoncture qui avait précédé, tout en tenant compte des engagements internationaux des pays membres et des intérêts légitimes des pays exportateurs.

Hélas, nous ne sommes pas au bout de nos peines; mais nous ne cesserons d'insister sur la nécessité de ramener les pays membres dans le sillon de l'esprit communautaire, car nous demeurons convaincus qu'en définitive c'est bien comprendre l'intérêt des pays membres que d'agir dans cet esprit. Nous demeurons convaincus qu'une politique commune d'importation de charbon ne pourra être élaborée que progressivement, dans le cadre d'un examen plus vaste et permanent de toute la politique de l'énergie à l'échelle de la Communauté.

Je souhaite, Mesdames et Messieurs, que cet ensemble de problèmes puisse fournir à notre présent colloque un élément intéressant de discussion.

Pour terminer, je dirai quelques mots de la coordination avec les autres exécutifs en matière de relations extérieures et de politique commerciale. Vous savez que l'on a constitué un groupe de travail inter-exécutifs pour les relations extérieures. Tous les points qui offrent un intérêt commun dans ce secteur y sont examinés dans un excellent esprit de coopération, ce qui permet d'éviter toute fausse manœuvre dans les actions entreprises à l'égard du monde extérieur. Au cours des prochaines négociations dans le cadre du G.A.T.T., sur la base de la proposition du sous-secrétaire Dillon, on assurera la coordination non seulement entre les États membres, mais aussi entre les deux exécutifs intéressés, la faculté étant donnée à la Haute Autorité d'y participer selon ses propres responsabilités. En agissant ainsi, on trouvera certainement des solutions, aussi bien en ce qui concerne les questions que pose le « Plan Wigny » que pour ce qui est des propositions du Comité Rey relatives à un lien entre les Communautés et les pays tiers (notamment des propositions qui regardent la zone de libre-échange) et, de façon générale, pour tout ce qui peut intéresser la politique commerciale des Communautés à l'égard de l'extérieur; ces solutions permettront de parvenir à un maximum de coordination tout en respectant les compétences de chacun des exécutifs.

Dans ce développement continu d'une authentique politique communautaire, nos atouts les plus précieux restent, Monsieur le Président, le soutien de l'Assemblée, l'appui du Conseil, l'estime et l'amitié réciproque des exécutifs européens. A ces derniers, il est principalement demandé de préfigurer aux yeux du monde l'unité européenne et, quelque diverses que soient les tâches, de se sentir et de se montrer unis de telle manière que dès aujourd'hui le monde puisse dire : C'est là qu'est l'Europe !

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. le président Pella.

M. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le temps nous étant mesuré et le fait que je puis profiter de la réplique anticipée, si éloquente, de mon collègue Wigny me permettront d'être relativement bref dans mon discours de clôture.

Pour commencer, je remercie en bloc les orateurs pour tout ce qu'ils ont dit, car je résisterai à la tentation de les mentionner tour à tour dans le cours de mon exposé, pensant gagner ainsi un peu de temps. Les interventions de MM. Pleven, Scelba, Birkelbach et Battista et de tous les parlementaires qui sont intervenus dans cette discussion m'apparaissent comme l'expression d'inquiétudes et de considérations qui appellent une réflexion attentive.

Les orateurs n'ont pas été entièrement d'accord entre eux. D'un côté, le fait est réjouissant car il provoque l'échange d'expériences et d'idées; d'un autre côté, il nous a permis de noter que la vivacité des intérêts qui se manifestent dans les autres institutions européennes est encore plus frappante au sein de l'Assemblée parlementaire.

Mon excellent ami Battista a parlé ce matin du titre que nous avons donné à cette seconde partie de l'échange de vues. Comment faut-il dire : politique extérieure ou politique commerciale? L'une et l'autre à l'égard des pays tiers?

Nous avons donné corps à un problème dont le cours de la discussion semble avoir démontré qu'il n'existe pas; il s'agit donc d'un faux problème. Quand nous parlons de politique extérieure, nous songeons à un ensemble de questions que pour les besoins de notre examen nous pouvons grouper en trois grandes catégories. Une première catégorie comprend celles qui se rattachent directement ou indirectement aux finalités spécifiques des traités de Rome. Une seconde catégorie rassemble d'autres problèmes de politique extérieure concernant des faits qui évoluent entre les limites territoriales des six pays, mais sans se rattacher aux traités de Rome. Une troisième catégorie enfin renferme d'autres problèmes encore qui non seulement ne se rattachent pas aux traités de Rome, mais sont même tout à fait étrangers à l'aire territoriale des six pays.

Je crois que la seconde et la troisième de ces catégories n'ont attiré l'attention d'aucun orateur; en effet, personne n'a prétendu qu'ils auraient pu faire l'objet d'un examen dans cette Assemblée. Le problème de Berlin, par exemple, que je range dans la seconde catégorie, n'a pas été abordé et on n'a pas davantage affronté le problème du désarmement et de la sécurité mondiale, un problème que je placerais dans la troisième catégorie.

Notre propos commun était de nous occuper des problèmes de la première catégorie. Mais quels sont ces problèmes? Ce sont les problèmes liés à l'harmonisation des politiques des échanges, des politiques monétaires, des politiques du travail, des politiques syndicales et ainsi de suite, autrement dit les problèmes liés à l'harmonisation de ce que, d'un terme global, les traités appellent la politique commerciale; c'est la projection, ce sont les aspects externes du problème de cette « Politique commerciale » qui, comme je l'ai dit ce matin, est le titre d'un grand livre dont toutes les autres politiques sont autant de chapitres.

Voilà donc pourquoi j'ai dit — et ce n'était certainement pas pour jouer sur les mots, mais parce qu'en l'occurrence cela correspond à une réalité — que parler à propos des traités de Rome d'une politique à l'égard des pays tiers signifie presque indifféremment parler de politique commerciale ou de politique extérieure. Et si j'avais dû partir de la politique extérieure, je n'aurais pas pu faire d'autres déclarations que celles de ce matin.

Je tiens à souligner cette remarque car je ne voudrais pas que l'on croie que le Conseil de ministres puisse être tenté de ne pas répondre au désir — compris entre les limites de ce qui est humainement légitime — que l'Assemblée a manifesté de s'intéresser à ce problème délicat et important.

De plus, s'il est un secteur dans lequel le Conseil de ministres ressent, je dirais volontiers par delà son expression collégiale et peut-être aussi par delà sa qualité de somme des différents ministres des affaires étrangères considérés individuellement, s'il est un secteur, dis-je, dans lequel le Conseil ressent le besoin de recevoir le secours d'un conseil et la chaleur d'une approbation, c'est précisément celui de

la politique extérieure, même s'il traite les problèmes en question avec toute la délicatesse, tout le tact qui s'imposent en pareille matière. En effet, les thèmes de la politique extérieure apparaissent tantôt comme des plantes épineuses qu'il faut approcher doucement pour ne pas se faire écorcher et tantôt comme des fleurs de serre qui ont besoin de beaucoup de sollicitude pour ne pas mourir pendant qu'elles éclosent et qu'elles croissent.

Qu'est-ce que nous avons fait et qu'avons-nous l'intention de faire? Ce que nous avons fait, quant à l'aire dans laquelle se déploient les efforts du Conseil des ministres et ceux des ministres des affaires étrangères, va déjà plus loin que ce qui est prévu dans les traités de Rome. En organisant la consultation politique, nous avons en effet donné à celle-ci un contenu dont je puis dire qu'il est à deux aspects.

Ces consultations, ainsi dit le communiqué de la réunion des Six, auront pour objet aussi bien les aspects politiques de l'activité des Communautés européennes — car c'est là l'aire qui en réalité nous intéresse — que les autres problèmes internationaux. Je crois, Mesdames et Messieurs, qu'il faut se féliciter d'avoir affronté également des questions et des thèmes qui dépassent le terrain proprement dit des traités de Rome; c'est qu'il s'agit d'un élan qui nous permet d'espérer qu'à l'avenir on pourra faire quelque chose même au delà des limites, amples pourtant, mais néanmoins circonscrites, des traités du 25 mars 1957.

En déterminant le contenu des consultations, on a naturellement vu surgir des problèmes au sujet desquels les orateurs qui sont intervenus dans le colloque ont exprimé des inquiétudes parfois divergentes. Mais c'est surtout à propos de deux autres organisations qui existent actuellement que j'ai entendu émettre des avis différents; il s'agit de deux organisations qui nous inspirent une grande confiance et dont nous faisons partie: l'Organisation atlantique, autrement dit l'O.T.A.N., et l'Union de l'Europe occidentale.

En collaborant à six, nous ne voulons pas affaiblir — et nous n'avons d'ailleurs aucun intérêt à le faire — la valeur des consultations plus larges qui se rattachent à ces deux organisations, mais sans renoncer pour autant à

donner à cette consultation à six un large champ. C'est pourquoi, soucieux de ne pas créer de ruptures politiques dans le cadre européen, autrement dit soucieux de ne pas contrarier les finalités de l'Union de l'Europe occidentale — même si, quant à un échange de consultations en matière de politique extérieure, cette Europe à sept attend encore d'être mise pratiquement en fonction — soucieux de ne pas constituer de groupes régionaux au sein de l'O.T.A.N., le communiqué où se reflètent les décisions du Conseil de ministres déclare que les consultations auront lieu sans préjudice de celles qui se déroulent à l'O.T.A.N. et à l'U.E.O., mais sans exclure non plus les sujets qui sont proprement ceux de ces consultations plus larges.

Il y a ensuite le problème de la structure de ces consultations qui, me semble-t-il, a également suscité des préoccupations diverses. Les ministres des affaires étrangères ont surtout considéré qu'il était superflu, qu'il pourrait même être préjudiciable d'instituer une nouvelle unité politique qui, de toute façon, ne répondrait aujourd'hui à aucune nécessité et pas davantage, je suis tenté de l'ajouter, à l'avenir.

J'espère que nous penserons demain que ces Communautés existantes, même si elles devaient s'unir encore davantage, pourront fort bien se dissoudre pour être unies en une communauté politique. Donc, pas de communauté politique nouvelle. Et quant au secrétariat permanent, il n'y avait aucune raison de prendre une décision puisque jusqu'ici le problème n'a pas été abordé et qu'en tout état de cause ç'aurait été ou ce pourrait être un problème d'administration de cette institution plutôt qu'un problème politique.

En revanche, on a imaginé des réunions préparatoires afin que les ministres des affaires étrangères qui devront se rencontrer tous les trois mois ne se trouvent pas démunis de tout ordre du jour, sans aucun dossier qui puisse constituer un point de départ pour leurs discussions. Mais nous n'avons pas le moindre désir de créer des organisations rigides, et je vous dis tout de suite que, si nous n'avions pas cherché à donner à ces consultations un champ d'action intégral qui recouvre la première, la seconde et la troisième catégorie de thèmes,

nous aurions pu nous borner à utiliser les instruments qui existent dès maintenant.

Mais le fait qu'il faut avoir de la structure de ces consultations une vision plus ample et assigner aux consultations un domaine plus large ne signifie pas que l'exécutif doive rester à l'écart de nos réunions et de l'examen de nos problèmes. L'exécutif devra certainement être présent quand on discutera tous ces sujets qui, directement ou indirectement, peuvent se rattacher aux traités de Rome.

Je dis d'emblée que le problème de l'aide aux régions sous-développées m'apparaît comme un problème susceptible d'être ramené aux traités de Rome, attendu que les conséquences qui découlent d'une politique commerciale harmonisée sont tellement évidentes qu'une activité de l'Europe à six sur le plan de cette aide ne saurait être conçue sinon insérée dans une action harmonisée selon l'esprit des traités de Rome.

Indubitablement, nous ne sommes pas encore parvenus à l'intégration, mais aucun orateur n'a dit aujourd'hui qu'il osait espérer que l'on parviendra sous peu à une intégration des politiques extérieures. Aujourd'hui, après l'échec qu'a essuyé, en 1954, la tentative d'intégrer les politiques militaires, cette intégration des politiques extérieures représente fatalement la phase terminale d'une intégration totale. Il faudra bien que nous y parvenions un jour; mais pour l'heure, nous avons estimé que, plutôt que de bâtir sur rien, mieux valait commencer à construire sur le plan de la consultation.

Or, sur ce plan de la consultation, il est clair que, vu les thèmes qui se rattachent au traité qui a institué le marché commun, il ne peut s'agir d'autre chose — qu'on le dise ou qu'on ne le dise pas — que d'une poussée visiblement orientée vers une harmonisation des politiques extérieures, ce que l'on ne peut pas dire à propos de tous ces autres problèmes qui appartiennent à la seconde ou à la troisième catégories dont j'ai parlé et sur lesquels il sera cependant très utile de pouvoir confronter les points de vue des divers gouvernements.

On a fait très justement allusion aujourd'hui à l'intégration des petits pays et à la consultation sur les grands problèmes de la politique

internationale. Avec notre consultation à six, nous offrons déjà à six pays, grands ou petits quant à leur territoire, la possibilité d'échanger leurs idées en famille, si vous me passez l'expression. Je vois là une autre garantie d'arriver à de plus larges consultations dans le cadre des alliances plus grandes dont les six pays font partie.

Après ces premières réflexions sur la consultation politique, je dirai brièvement que, pour ce qui est de la politique à l'égard des pays tiers et notamment des rapports entre l'Europe des Six et l'Europe des Sept, nous obéissions à un certain nombre de principes qui, avant même d'être des principes, me semblent traduire des impulsions de notre esprit.

Nous voulons éviter à tout prix les cassures en Europe et nous refusons de croire que le fait de créer, en passant par des étapes régionales, certaines premières solidarités plus accentuées puisse équivaloir à creuser des fossés. Non, pas de fossé, mais des mains de part et d'autre tendues, afin que tous les autres pays qui croient pouvoir atteindre les fins du marché commun et en accepter les obligations, par le moyen, s'il le faut, de formules équivalentes, puissent être avec nous.

Aussi avons-nous accueilli avec joie la communication qui nous a été faite par le groupe des Sept et je puis donner l'assurance aux orateurs qui m'ont posé certaine question que la réponse du Conseil de ministres ne peut évidemment être que positive, car il se félicite de ce geste. Sa réponse est telle — et je vais reprendre une idée qui s'est dégagée de nombreux discours — parce qu'il s'agit non seulement de mettre en œuvre la libre circulation de marchandises grâce à la réduction des droits de douane et la suppression du contingentement, mais encore de réaliser, par delà les objectifs d'une union douanière (donc d'un régime égalisé en face de l'expérience), un minimum d'harmonisation des politiques économiques.

C'est pourquoi, saluant plein d'espérance les progrès qui s'accomplissent dans ce domaine, nous ne pouvons évidemment pas nous contenter de quelques accords faciles en matière de tarifs; il nous faut en réalité trouver quelque chose qui consolide vigoureusement une coopé-

ration qui va plus loin que l'expression des Six.

Mais, Mesdames et Messieurs, nous ne voulons pas créer une Europe autarcique; nous donnons continuellement le spectacle d'une attitude extrêmement libérale.

Les décisions qui ont été prises hier et dont le texte est trop long pour que je vous en donne lecture — avec la permission de M. le Président, je pourrai le déposer au secrétariat général de l'Assemblée, de manière que les parlementaires qui le désirent puissent en prendre connaissance dans son intégralité — ces décisions montrent qu'une fois de plus nous accordons à tous les autres pays des facilités analogues aux réductions que nous opérerons dans notre propre aire, sans exiger de contre-partie, mais en nous attendant naturellement à voir ces pays adopter des attitudes correspondantes.

Nous avons décidé de constituer la commission de contact dont un de vos orateurs a parlé et qui aura une tâche très vaste. Pour tranquilliser l'auteur de la question, je me bornerai à dire ici que cette commission de contact est une commission non pas des six gouvernements, mais de la Communauté, laquelle traité avec les autres pays comme une entité unique et non pas comme une juxtaposition de pays divers.

Nous désirons en outre — et je réponds maintenant plus particulièrement à M. Kapteyn — mettre en œuvre une politique harmonisée de la conjoncture, harmonisée non seulement dans l'aire des six pays, mais aussi d'accord avec tous les autres pays européens et même, exactement comme on l'a demandé ici, avec les États-Unis d'Amérique et avec le Canada, ainsi qu'il résulte du paragraphe 5 des décisions que j'ai l'honneur de déposer au secrétariat de l'Assemblée.

Je ferai encore quelques brèves remarques sur l'aide aux pays sous-développés. Cette aide, comme il a été dit à diverses reprises dans cette salle, avec autant de pertinence que d'éloquence, répond à un impératif d'ordre moral, social et politique.

Qui sait quelle rupture l'histoire de demain devrait enregistrer si les pays hautement industrialisés n'allaient pas à la rencontre

des hommes — et ils sont un milliard et plus — qui se trouvent effectivement dans des conditions misérables? Mais cet impératif d'ordre moral, social et politique répond aussi, Mesdames et Messieurs, à un intérêt bien compris et à une solidarité bien comprise. Nous le verrons en examinant rapidement les aspects que revêtent ces aides par rapport précisément à notre marché commun.

M. Pleven a très justement souligné, il y a quelques instants, que l'aide aux pays sous-développés doit tenir compte de la nécessité d'augmenter les échanges de ces pays. Il est certain que cette aide ne doit pas se borner au financement; elle doit en réalité conduire à l'accroissement des échanges de ces pays dans les deux directions et elle doit se traduire aussi par une assistance technique adéquate. En ce qui concerne l'accroissement des échanges, nous nous trouvons visiblement dans une position exactement inverse par rapport à la vieille position colonialiste, dictée par le désir de s'approprier les matières premières des pays colonisés. Aujourd'hui, nous nous trouvons en face de pays qui ont besoin d'être aidés à écouler leurs matières premières. Mais si nous voulons les aider, il est nécessaire, pour ce qui concerne le marché commun, que nous nous mettions en mesure de pouvoir acheter toujours davantage de matières premières, de développer notre économie, tout en créant les conditions qui nous permettent de faire de nos produits un moyen de paiement pour les matières premières que nous prenons dans les pays sous-développés; on voit ainsi que ces régions peuvent devenir d'excellents débouchés également pour le marché commun.

Mais pareille évolution postule l'existence d'une politique de développement conjoncturel qui soit véritablement harmonisée. Voilà donc, Mesdames et Messieurs, comment il se fait — je le disais tout à l'heure — que le problème de l'aide aux pays sous-développés se présente en fin de compte comme un aspect de la politique de conjoncture harmonisée que les six pays du marché commun devront définir, s'ils entendent effectivement aller à la rescousse de ces régions insuffisamment développées.

Il faudra indubitablement coordonner de nombreuses initiatives et de nombreuses idées

qui circulent déjà dans ce domaine et qui sont fort diverses.

Il y a quelque temps déjà, nous avons constitué un comité composé des six représentants permanents auxquels se sont joints les représentants des trois Commissions, plus exactement : des deux Commissions de la Haute Autorité. Si les gouvernements jouent là un rôle si actif, ils le font pour la Communauté et aussi parce qu'ils veulent prendre, comme tels, l'obligation de distribuer un maximum d'aide.

Je ne crois pas pouvoir donner de plus amples détails car nous n'avons plus beaucoup de temps devant nous. Je tiens cependant à vous assurer que l'idée féconde que notre éminent ami et collègue Wigny a développée nous semble particulièrement heureuse et je crois qu'elle constitue un fondement sur lequel nous pouvons construire; il s'agit, je vous le rappelle, d'articuler cette construction sur la base d'aires régionales, homogénéisées et complémentaires, au gré de la perspective dans laquelle nous les considérons, cette action pouvant être l'œuvre des comités ou conseils dans lesquels seraient représentés non seulement les pays qui accordent l'aide, mais aussi ceux qui en bénéficient.

Je crois, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, avoir épuisé de la sorte les sujets principaux qui ont été abordés dans la discussion. Je tiens cependant à dire en quelques mots ce qui, en ce moment, me semble devoir être notre orientation dans le domaine de la politique extérieure et dans le cadre de l'action menée par nos pays.

A ce propos également, exprimant une pensée que par souci de prudence je dirai personnelle, mais dont j'espère qu'elle finira par devenir l'expression d'un désir commun, je veux affirmer qu'en premier lieu nous voulons une Europe qui soit une Europe ouverte et non point une Europe fermée. Nous n'avons que faire d'une citadelle fermée et autarcique; la construire serait renier les principes qui ont conduit à l'élaboration du traité.

En second lieu, nous voulons une Europe en expansion. Nous voulons être un centre d'attraction, nous désirons que les formules d'association des pays qui viennent à notre

rencontre soient des formules qui servent de terme intermédiaire avant la véritable entrée dans l'Europe intégrée. Nous ne voulons pas opposer notre Europe à six à une autre formation européenne, quelle qu'elle soit; nous voulons que notre Europe, en cet instant où nous défendons les institutions démocratiques et les droits du monde libre, soit non pas une cause d'affaiblissement, mais un instrument de renforcement de l'action que les organisations plus larges — et je pense aussi à l'organisation atlantique — déploient dans l'intérêt de tous les peuples libres et de nos six pays.

Je crois que même après avoir institué la politique d'expansion qu'aujourd'hui nous avons tous l'obligation de vouloir — mais de la vouloir en prenant nos responsabilités et avec prudence — et si la Providence veut que les objectifs de cette politique soient atteints, nous devons continuer l'œuvre de construction de notre Europe. Je dirai même que nous aurons encore une raison de plus d'édifier l'Europe.

Telles sont, Mesdames et Messieurs, les idées fondamentales qui nous conduiront. A cet égard, j'attache un grand prix à l'échange de vues que nous avons eu hier et aujourd'hui, de même qu'aux échanges de vues très utiles que nous aurons à l'avenir. Je crois que le président en exercice du Conseil qui aura l'honneur de vous parler ces mois prochains sera en mesure de vous adresser des paroles encore plus encourageantes et satisfaisantes.

Pour l'heure, mon désir était de vous laisser sous l'impression d'un geste de bonne volonté.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — Mesdames et Messieurs, nous sommes arrivés ainsi au terme de la discussion du second thème de l'échange de vues entre notre Assemblée et le Conseil. Le moment est donc venu, comme nous l'avions décidé à la fin de la réunion de ce matin, de suspendre la séance pendant une demi-heure après avoir procédé à la révision de l'ordre de nos travaux pour ce soir.

En ce qui concerne le troisième thème de l'échange de vues, une bonne douzaine d'orateurs se sont inscrits. Il s'offre dès lors deux possibilités à l'Assemblée.

Voici la première. Si nous tenons compte des interventions du président Pella et des représentants des exécutifs et que nous fixions un temps de parole de quinze minutes pour les orateurs désignés par les groupes politiques et de dix minutes pour les autres orateurs, la séance, après avoir été suspendue encore une fois entre 20 et 22 heures, pourrait prendre fin vers minuit.

Voici la seconde possibilité. Nous déciderions que les interventions des membres de l'Assemblée prendront fin vers 19 heures 45 et, après avoir entendu le président du Conseil de ministres, nous pourrions clore le colloque. Mais cela signifierait, bien entendu, que tous les orateurs inscrits ne pourraient pas intervenir dans le colloque et qu'un certain nombre d'entre eux pourraient prendre la parole demain dans l'après-midi, lors de la discussion des rapports présentés par MM. Duviolsart, Peyrefitte et Nederhorst. Dans cette hypothèse, la séance pourrait être terminée aux environs de 20 heures 30.

Je crois devoir vous signaler en même temps que, la présence de MM. les Ministres à Strasbourg n'étant pas prévue pour demain, il ne leur serait pratiquement plus possible d'assister à notre réunion de demain. C'est pourquoi je propose à l'Assemblée de dire si nous devons nous réunir en séance de nuit ou non.

Je répète que, si l'Assemblée ne devait pas se réunir en séance de nuit, quelques orateurs ne pourraient plus intervenir ce soir; tout au plus pourraient-ils le faire demain après-midi. Je prie donc l'Assemblée de dire si elle entend avoir une séance de nuit.

M. De Block. — Ne serait-il pas possible, Monsieur le Président, de déterminer la durée probable du débat et de la répartir entre les différents groupes?

Je m'explique. Si l'on prévoit, par exemple, une heure et demie de temps de parole pour les membres de l'Assemblée, on pourrait accorder à chacun des trois groupes une demi-heure, étant entendu que chaque groupe désignera ses orateurs.

M. le Président. — La parole est à M. Birkelbach.

M. Birkelbach. — (A) Monsieur le Président, à mon avis, nous avons simplement à décider maintenant si nous voulons nous réunir en séance de nuit ou non. Si nous ne voulons pas de séance de nuit, il faudra peut-être examiner comment on pourrait limiter le temps de parole.

Quant à moi, il me semble que nous ferions bien d'aller tout d'abord au bout de notre ordre du jour, même si cela doit nous mener jusqu'à minuit. C'est sur ce point que nous devrions nous prononcer d'abord.

M. le Président. — La parole n'étant plus demandée, je mets aux voix la proposition de nous réunir ce soir en séance de nuit.

(Après un vote à mains levées déclaré douteux par le bureau, l'Assemblée décide, par assis et levé, de ne pas tenir de séance de nuit.)

M. le Président. — La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 18 heures, est reprise à 19 heures sous la présidence de M. Schuman.)

PRÉSIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

M. le Président. — La séance est reprise.

3. — Composition de la Commission de la C.E.E.

M. le Président. — J'informe l'Assemblée que la conférence des ministres des affaires étrangères, réunie aujourd'hui à Strasbourg, a nommé membre et vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne notre collègue M. Caron.

(Applaudissements.)

J'adresse à notre collègue nos félicitations à l'occasion de cette nomination.

Je tiens à marquer, et je m'en félicite, combien il nous est agréable de constater qu'après la nomination de nos anciens collègues MM. Sas-

sen, Pierre-Olivier Lapie et Hellwig, une fois encore un des membres de notre Assemblée a été désigné pour exercer de hautes fonctions au sein des exécutifs des Communautés européennes.

M. Poher. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Poher.

M. Poher, président du groupe démocrate-chrétien. — Je ne voudrais pas retenir longuement l'Assemblée, mais permettez-moi, Monsieur le Président, comme président du groupe démocrate-chrétien, de m'associer à vos compliments. C'est pour nous, non seulement comme démocrates-chrétiens, mais comme parlementaires européens, une grande joie de constater que le Conseil de ministres, une fois encore, a choisi un des futurs commissaires européens dans les rangs de notre Assemblée.

Et, puisque je sais que, pour quelques instants encore, M. le vice-président Caron siège sur nos bancs, je me réjouis, comme je le ferais dans mon pays, de voir un de mes collègues devenir ministre.

Il aura appris au milieu de nous les difficultés de la tâche d'un ministre européen. Il saura sans doute, avec ses collègues de la Commission économique européenne, continuer à nous aider dans notre mission. Et puisque j'ai, aujourd'hui, pour une dernière fois, l'occasion de remercier, non seulement la Communauté, mais également le Conseil de ministres, je veux marquer ma satisfaction en constatant que le colloque entrepris et les décisions prises par le Conseil de ministres ont facilité notre tâche qui sera, en définitive, celle de réussir à faire l'Europe de la liberté.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Caron.

M. Caron. — (I) Monsieur le Président, permettez-moi de vous remercier des paroles que vous avez bien voulu m'adresser, au nom de l'Assemblée tout entière, à l'instant où je quitte cette haute Assemblée pour assumer la charge de vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne.

J'adresse un remerciement particulier au président du groupe politique dont j'ai fait partie et auquel m'attachent des sentiments d'amitié profonde.

Je n'ai jamais ressenti comme en ce moment combien grande est ma tâche, combien grande est ma responsabilité. J'espère que votre Assemblée pourra continuer avec moi un colloque amical et je souhaite que la confiance et l'estime dont j'ai toujours tiré un réconfort continueront à m'être accordées par tous mes amis, quelles que soient leurs tendances politiques. Je souhaite également que la foi en l'Europe unie me soutienne, cette foi qui nous anime tous. C'est avec cette foi et dans cette espérance que je vais entreprendre ma nouvelle tâche.

(Applaudissements.)

4. — Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu de MM. Armengaud, Pleven et Bousch une proposition de résolution relative aux concentrations d'entreprises.

Cette proposition de résolution sera imprimée et distribuée sous le n° 77 et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission du marché intérieur de la Communauté.

(Assentiment.)

J'ai reçu de MM. Corniglion-Molinier et Vial une proposition de résolution relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer.

Cette proposition de résolution sera imprimée et distribuée sous le n° 78 et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer.

(Assentiment.)

5. — Échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés (suite)

M. le Président. — Nous reprenons l'échange de vues entre l'Assemblée, les Conseils de ministres et les exécutifs des Communautés.

Nous arrivons au dernier sujet à l'ordre du jour, à savoir le problème des relations entre la Communauté et les pays et territoires d'outre-mer.

L'Assemblée ayant décidé de clore le colloque, je propose, conformément à l'article 32, paragraphe 2, du règlement, de fixer le temps de parole accordé à chacun des groupes politiques à vingt minutes.

M. Janssens. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Janssens.

M. Janssens (au nom du groupe des libéraux et apparentés). — Monsieur le Président, le groupe libéral regrette de ne pouvoir marquer son accord sur cette proposition.

La majorité de l'Assemblée s'étant prononcée contre la séance de nuit, la séance a été suspendue à 18 heures; il avait été convenu qu'elle reprendrait à 18 heures 30 et que l'heure et demie qui nous restait serait divisée en trois, de sorte que chacun des trois groupes politiques aurait eu à sa disposition une demi-heure.

Or, la séance n'a repris qu'à 19 heures. Je le déplore, mais je pense qu'il faudrait, dans ces conditions, la prolonger jusqu'à 20 heures 30, de façon à permettre tout de même aux trois groupes politiques de disposer chacun de la demi-heure qui lui avait été promise.

M. le Président. — Vous avez tout à fait raison et je propose que le temps de parole accordé à chaque groupe politique soit porté à trente minutes.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

Les groupes sont priés de faire connaître au secrétaire général les noms des orateurs qu'ils ont délégués.

La parole est à M. le président Pella.

M. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — (I)

Je serai très bref, Monsieur le Président, ne fût-ce que pour ne pas ajouter encore aux difficultés d'horaire.

Mesdames et Messieurs, pareil à votre Assemblée, le Conseil est convaincu que l'association des pays et territoires d'outre-mer mérite à plus d'un titre qu'au seuil de la troisième année de notre Communauté nous lui consacrons un examen particulier dans le cadre de ce colloque.

Je voudrais tout d'abord assurer votre Assemblée que le Conseil est animé du souci de sauvegarder les intérêts légitimes des pays et territoires d'outre-mer associés et de réaliser les prémisses contenues dans le traité à cet égard. Si certaines mesures n'ont peut-être pas encore produit tous les effets que l'on pouvait escompter, je suis cependant persuadé que les mesures prévues par le traité de Rome ne tarderont pas à faire sentir de façon plus marquée leurs conséquences bénéfiques.

Les perspectives qu'ouvre à l'Europe et aux pays et territoires d'outre-mer le régime d'association prévu par le traité de Rome sont riches en promesses. Elles donnent à ces pays et territoires la certitude d'un débouché régulier pour leurs produits sur un marché de consommateurs aussi important que celui que constituent les pays de l'Europe des Six. De plus, ces pays et territoires bénéficient de l'aide financière du Fonds de développement qui est l'une des formes de la solidarité à laquelle les pays de la Communauté se sont engagés pour contribuer au développement économique, culturel et social de ces pays et territoires.

Dès la première année d'application du traité de Rome, le Conseil a arrêté dans deux règlements les dispositions de base concernant le Fonds de développement. Des problèmes complexes devaient toutefois être résolus avant que l'on puisse établir les méthodes de travail du Fonds et les conditions de la préparation et de l'étude des dossiers des projets présentés par les autorités responsables.

Étant donné les difficultés inhérentes à cette période de démarrage, difficultés qui ne sont d'ailleurs pas spécifiques de notre Fonds de développement, mais auxquelles ont dû faire face tous les organismes internationaux qui s'occupent d'une pareille mission, le Conseil se

propose de déployer une action plus rapide et plus efficace.

Votre Assemblée n'ignore pas que depuis la signature du traité de Rome, une évolution s'est produite et se poursuit encore dans certains pays et territoires d'outre-mer, provoquant des changements importants dans leur situation politique et institutionnelle. Trois de ces pays vont au cours de l'année prochaine accéder à l'indépendance. Le Conseil m'a demandé, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de vous faire part qu'il souhaite que les liens soient maintenus avec ces pays.

Leur évolution ne doit pas avoir pour résultat de les dissocier de la Communauté économique européenne. La mise au point des formes appropriées à cette évolution exigera des études prudentes et minutieuses. Pour sa part, le Conseil mettra tout en œuvre pour aboutir à un résultat positif.

D'autre part, nous partageons le sentiment de votre Assemblée sur la nécessité d'assurer une meilleure information des pays et territoires d'outre-mer associés sur les perspectives ouvertes par le régime d'association. De même, il convient que l'Europe des Six se rende mieux compte de la situation et des problèmes des pays et territoires associés. A cet égard, le Conseil ne peut que se féliciter du voyage qu'une commission spéciale de votre Assemblée a fait dans les pays et territoires associés.

Pour conclure ces brèves remarques sur les problèmes de l'information, je tiens à préciser que le Conseil se propose d'esquisser à bref délai une solution ainsi que les mesures les plus efficaces pour y parvenir. Je puis vous dire qu'il est également conscient de la nécessité de mettre le régime d'association à l'abri des critiques dont il est l'objet. Ces critiques ont d'ailleurs quelque chose de paradoxal en ce sens qu'on nous accuse de vouloir perpétuer un état de fait désormais révolu, en même temps qu'on nous reproche de trop vouloir favoriser le développement économique et industriel des pays et territoires d'outre-mer associés.

Quant à l'attention qui doit être accordée à cette forme de défense contre ces critiques, je suis heureux de vous dire que le Conseil est unanime. Nous avons considéré que le devoir le plus élémentaire des États membres leur

commandait d'associer les pays et territoires d'outre-mer avec lesquels certains d'entre eux entretiennent des relations particulières, de manière à ce qu'ils participent à la prospérité qu'entraînera la mise en œuvre du marché commun.

C'est ainsi, par exemple, que les pays de l'ancienne Afrique-Orientale française dirigent 83 % du total de leurs exportations vers le marché commun. La proportion est de 85 % pour les pays de l'ancienne Afrique-Équatoriale française, de 84 % pour le Cameroun, de 60 % pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi, de 74 % pour Madagascar, de 77 % pour la Somalie sous tutelle italienne et de 92 % pour le Togo.

Il s'agit là des exportations globales, mais lorsqu'on prend en considération les produits agricoles, l'importance que le marché commun revêt pour ces pays est encore plus grande. Par exemple, 98 % du total des exportations de café, de thé, de maté et d'épices des pays de l'ancienne Afrique-Équatoriale française sont dirigés vers le marché commun; la proportion est de 75 % pour les pays de l'ancienne Afrique-Orientale française, de 96 % pour le Cameroun, de 100 % pour la Nouvelle-Calédonie. Quant aux graisses et aux huiles, les pays de l'ancienne Afrique-Équatoriale française dirigent 99 % du total de leurs exportations vers le marché commun; la proportion est de 91 % pour les pays de l'ancienne Afrique-Orientale française et de 79 % pour le Cameroun.

Les chiffres que je viens d'indiquer montrent combien le débouché que constitue le marché commun représente, pour les pays et territoires d'outre-mer associés, un facteur important de stabilité et de développement économique. En effet, à part le marché des États-Unis d'Amérique, peu d'autres marchés leur sont accessibles. C'est le cas notamment des marchés du Commonwealth, en raison du système commercial particulier qui y est pratiqué, et de beaucoup d'autres régions dont la production se développe à l'abri d'un protectionnisme des marchés.

Le régime d'association des pays et territoires d'outre-mer n'est pas en tous points identique au régime que les six pays ont établi entre eux. Le Conseil considère cependant — et il tient à

le souligner devant votre Assemblée — que leur association avec la Communauté constitue un des aspects fondamentaux de l'édifice que les six États entendent construire. La prospérité des États membres et celle des pays et territoires d'outre-mer, et donc leur progrès, sont des aspects cohérents d'une même réalité.

Pour sauvegarder l'ensemble que nous voulons ainsi construire, il est indispensable de maintenir un juste équilibre entre les avantages et les obligations réciproques qui découlent de l'Association. Dans cette même intention, notre action sur le plan international doit être telle qu'elle ne diminue pas, pour les pays qui nous sont associés, l'intérêt que présente notre Communauté.

Convaincu que le régime d'association représente un instrument de progrès économique et social, et non une fin en soi, le Conseil, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, est fermement décidé à atteindre les objectifs fixés par le traité. C'est pourquoi il est résolu à développer, par le moyen des liens d'association, la solidarité qui attache l'Europe à ces pays et territoires. Avant tout, il est décidé à favoriser les intérêts de ceux-ci, de manière à les aider à atteindre, aussi rapidement que possible, un maximum de développement économique, social et culturel.

En vous donnant l'assurance que, sur cette politique, les institutions de la Communauté sont d'accord et unanimes, je suis certain, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, que votre Assemblée soutiendra fermement l'action du Conseil.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Nous remercions M. le président Pella.

Je donne la parole à M. Lemaignan, membre de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. Lemaignan, *membre de la Commission de la Communauté économique européenne.* — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, tout a été dit en termes excellents sur l'importance fondamentale pour la paix du monde d'un effort courageux des

pays prospères au profit des peuples à bas standing de vie.

Je me bornerai donc à faire rapidement auprès de vous, au nom de la Commission, état de l'expérience qu'elle a acquise dans l'examen de ces problèmes, des remèdes qu'elle envisage et qu'elle conseille d'apporter au sous-développement, et enfin des quelques mesures concrètes qu'elle a préparées à cet effet.

Il convient d'abord de remarquer que, parmi tant d'efforts internationaux orientés depuis la guerre vers l'aide aux pays en difficulté, en particulier sous l'égide des Nations unies, l'action conçue par le traité de Rome présente un caractère d'efficacité et de générosité qui peut être cité en exemple. On oublie trop souvent, en effet, que l'association à la Communauté des pays et territoires non européens entretenant avec la Belgique, la France, l'Italie et les Pays-Bas des relations particulières, constitue très précisément une aide à des régions sous-développées.

Cette aide se manifeste dans l'extension à ces pays des avantages du désarmement tarifaire européen tout en leur laissant le droit de défendre leur propre développement. Elle est encore plus visible dans la création en leur faveur d'un fonds de développement constitué par les États membres, d'un montant total de 581 millions de dollars pour les cinq premières années.

Il convient de signaler que cette assistance de la Communauté s'ajoute obligatoirement à l'assistance bilatérale que les quatre pays de la Communauté ayant des relations particulières outre-mer assument de leur côté, assistance qui, je le répète, — car il est bon de préciser ces chiffres — s'est, de 1954 à 1957, élevée à 42 millions de dollars pour la Belgique, 2 600 millions de dollars pour la France, 83 millions de dollars pour les Pays-Bas et 22 millions de dollars pour l'Italie. La participation de l'Allemagne n'a commencé qu'en 1958 et ne figure donc pas dans cette énumération.

Le fondement même de notre activité est clairement défini par le traité, qui nous fixe comme objectif « la promotion du développement économique et social des pays d'outre-mer associés ». En prenant ce principe pour

guide, nous aboutirons sûrement au résultat désiré. N'est-il pas en lui-même une excellente définition de l'assistance? Ainsi se confirme notre conviction que la charte de notre Communauté contient en germe toute une politique cohérente d'aide aux pays sous-développés.

Ajoutons qu'en dix-huit mois notre administration, profondément consciente du caractère d'assistance de sa tâche, a acquis, par ses contacts incessants avec les pays en cours de développement qui nous sont associés, une large expérience des problèmes que pose une telle coopération. Qu'il me soit permis de rendre ici à tous nos collaborateurs un public hommage pour le dévouement et l'ardeur qu'ils ont apportés à une action délicate et très nouvelle pour la plupart d'entre eux.

Sans aucun doute, la première cause et la plus grave de l'état d'infériorité dont souffrent les pays qui s'éveillent à la fois aux responsabilités directes du gouvernement et à la complexité de la civilisation technique, est le manque de cadres. Il faut se rappeler que, dans la majorité des cas, ces populations et même leurs élites n'ont pris contact pour la première fois avec ce que nous appelons le monde moderne qu'il y a moins d'un siècle et souvent moins d'une génération.

Comparons ce délai avec le long cheminement de la pensée européenne au cours du millénaire qui l'a conduite à l'extraordinaire explosion scientifique et technique au centre de laquelle nous vivons depuis cinquante ans, et n'oublions jamais qu'à ces peuples brusquement surgis du moyen-âge, tout se présente à la fois : une conception de l'individu et de la société antinomique de celle sur laquelle reposait leur vie sociale depuis son origine même; une révolution brutale dans les moyens d'action de l'homme sur la nature qui leur étaient traditionnellement familiers; une brusque mise en contact intime avec d'autres continents totalement ignorés d'eux il y a cinquante ans.

Ce progrès inouï, qui a secoué nos vieilles civilisations pourtant assises sur une longue expérience humaine, ces jeunes nations doivent l'assimiler sans que leurs cadres aient eu le temps d'acquérir les moyens et connaissances indispensables pour comprendre et maîtriser ce bouleversement.

C'est ici que notre aide doit s'affirmer généreuse et efficace. Déjà, les pays européens qui ont initié ces populations à la civilisation occidentale ont, dans ce domaine de l'encadrement technique, réalisé un effort de coopération dont les bénéficiaires se plaisent à reconnaître unanimement l'importance et la valeur. Cette assistance technique s'affirme en particulier dans les territoires qui furent organiquement associés par le traité de Rome à notre Communauté.

Mais les besoins vont constamment croissant : toute une doctrine de formation intellectuelle accélérée est à mettre au point, en étroit accord — c'est une condition essentielle de toute action de cette nature — avec les autorités locales responsables.

La doctrine une fois établie, il faudra des hommes de bonne volonté — beaucoup d'hommes de bonne volonté — pour la mettre en œuvre jusqu'au moment où les élites locales pourront assumer seules la tâche.

Si, pour apprécier l'étendue des besoins d'encadrement, nous dépassons le cadre des pays associés et jetons un regard sur le problème à l'échelle mondiale, la courbe démographique qui s'y inscrit avec certitude dès maintenant donne le vertige : aujourd'hui, 2 milliards 700 millions d'habitants sur notre planète, dont près des deux tiers peuvent être considérés comme sous-développés : en 1975, 3 milliards 800 millions; en l'an 2000, 6 milliards 200 millions, l'accroissement portant, pour quatre-vingts pour cent au moins, sur les régions sous-développées.

De ce bref aperçu l'on peut, semble-t-il, tirer deux conclusions : la première, c'est que, pour avoir une chance d'être efficace, une action d'aide technique — apport de cadres humains qualifiés dans l'administration, l'agriculture, l'industrie — doit être mûrement réfléchie et concentrée dans son application. L'on peut, par exemple, concevoir que l'effort européen s'applique par priorité aux pays d'Afrique associés et aux régions qui les entourent.

La seconde conclusion est que seule une coopération généreuse de toute la Communauté peut, en intéressant ses élites à une telle entreprise, lui fournir des chances raisonnables de succès.

Première cause de sous-développement, avons-nous dit : le manque de cadres. Seconde cause : le manque de capitaux. Elle dérive pour une part de la première. Sans doute s'agit-il de régions où les excès mêmes de la nature et du climat restreignent les possibilités de production. Mais une agriculture mieux conduite, un commerce plus expérimenté auraient peut-être pu tirer meilleur parti des données naturelles.

Quoi qu'il en soit, ces pays ne disposent pratiquement, encore aujourd'hui, d'aucune épargne, du moins utilisable; l'économie de subsistance — et de subsistance misérable — règne encore en maîtresse sur de vastes étendues.

Quant à l'économie de marché, exclusivement agricole, sur quelques points où elle se développe rapidement, elle souffre d'une articulation trop rigide des productions, allant souvent jusqu'à la monoculture; elle est gravement atteinte par la dégradation généralisée des termes de l'échange entre ce qu'elle vend et les quelques biens industriels de consommation qu'elle achète. Elle souffre peut-être plus encore de l'instabilité des prix de vente qu'elle obtient.

Tant que le remède ne sera pas trouvé à cet état de chose, il ne saurait être question de la formation d'une épargne, si désirable néanmoins pour l'accession progressive de ces pays à une économie solide, saine et vraiment indépendante.

Tout ce que j'ai dit tout à l'heure quant à la nécessité d'un concours technique européen assurant, par exemple, des moniteurs aux cultivateurs autochtones, est de nature à influencer heureusement sur la production et sur le commerce.

Mais l'insuffisance et l'irrégularité de la rémunération du producteur posent un problème différent, urgent et très complexe. Il semble que, depuis quelques mois, son importance pour l'avenir de la paix du monde ait commencé à être perçue par la masse de l'opinion. Au sein même des gouvernements des États membres, des voix autorisées en ont traité. Nous rencontrons ici l'une des formes essentielles de l'aide qu'on doit apporter aux économies sous-développées. Sa mise en œuvre se heurte à des obstacles redoutables contre lesquels se sont brisées jusqu'à ce jour les multiples tentatives

des organismes internationaux pour stabiliser les prix de certaines matières premières essentielles. Soyons donc circonspects quant à l'efficacité de solutions mondiales.

Il serait fâcheux d'en conclure à l'impossibilité de tout résultat dans ce domaine. Deux exemples de succès dans l'aide à la stabilisation de la rémunération des producteurs — c'est ce qui importe pour lutter contre la paupérisation de ces économies — montrent, au contraire, qu'une action sagement conduite peut être efficace.

Citons d'abord celle des *Marketing Boards* organisés depuis quelques années par la Grande-Bretagne pour contrôler le commerce du cacao, et de l'arachide dans les pays du Commonwealth ouest-africain, et le résultat heureux de cette politique de stabilité. D'autre part, constatons que, grâce à la présence de caisses de stabilisation pour le cacao, le café et le coton dans divers pays africains de la zone franc, la dégradation des termes de l'échange y a été beaucoup moins sensible au cours des dernières années que dans le reste des pays sous-développés producteurs de matières premières.

Enfin, la Belgique pour le coton, l'Italie pour les bananes ont également obtenu dans ce domaine des résultats concluants.

Une étude dynamique de ce problème au sein des pays associés, menée par tous les intéressés sous l'égide de la Communauté, permettrait sans aucun doute d'atteindre des résultats concrets. Cette étude est d'ailleurs en cours. Elle a besoin, pour déboucher sur des solutions, de l'appui de tous les gouvernements européens et autochtones et des milieux commerciaux et industriels intéressés.

Les solutions sont diverses. Elles pourraient peut-être s'inspirer du principe des contrats à long terme qu'envisage dans sa partie agricole le traité de Rome. D'autres voies pourraient être explorées, en particulier dans la direction d'une certaine régularisation des recettes d'exportation des pays producteurs. Une étude dans ce sens, actuellement en cours au sein de notre administration, rencontre sur divers points une solution née au sein de la haute administration belge.

Dans le même esprit, une coordination des caisses de stabilisation existantes pourrait, sans

entraver la liberté des marchés mondiaux, protéger les budgets locaux et, par leur intermédiaire, les producteurs contre des dénivellations de prix d'une brutalité excessive, sans pour cela empêcher les évolutions structurelles éventuellement désirables.

Une autre action collective devrait pouvoir être entreprise en vue d'accroître la consommation des produits tropicaux. Pour en justifier l'opportunité bornons-nous à constater que la consommation de café, par an et par individu, s'échelonne entre 7 kg 5 aux U.S.A. et 1 kg 5 en Italie et en Allemagne.

Une certaine stabilisation des prix à un niveau relativement bas par rapport aux périodes de haute conjoncture du marché, jointe à une action de propagande au sein des grandes collectivités, serait certainement fructueuse.

Toutes ces solutions se heurtent au même écueil : elles nécessitent de la part des pays évolués et, en dernière analyse, de la part de tous leurs habitants, soit comme consommateurs soit comme contribuables, des efforts et des sacrifices. Il convient ici d'être clair et franc : l'affirmation, même éloquentement répétée, de l'intérêt que l'Europe porte aux pays sous-développés, ne changera rien à leur misère ; si nous voulons sérieusement qu'ils soient un peu moins pauvres, il faut que, sous une forme ou sous une autre, nous consentions à dériver vers eux un peu de nos ressources, même si cela nous coûte la réforme de quelques habitudes, peut-être même l'abandon de quelques satisfactions.

Pensons, pour nous y décider, aux conséquences autrement redoutables pour notre existence — et pour notre civilisation qui en fait tout le prix — d'une subversion généralisée, qui naîtrait obligatoirement de la paupérisation des neuf dixièmes des habitants du globe.

Certains s'étonnent sans doute que, dans un exposé sur l'aide aux pays à développer, nous parlions seulement en troisième rang des investissements. Tout d'abord c'est leur place logique dans le plan que nous avons choisi. Si les pays sous-développés disposaient de cadres, si leur production leur assurait des ressources convenables et une balance des comptes équilibrée, ces pays disposeraient d'une épargne et de capitaux et n'auraient pas

besoin, ou n'auraient besoin que dans une moindre mesure, d'une aide financière extérieure pour améliorer leur équipement.

En outre, nous ne sommes pas éloignés de penser que c'est une regrettable erreur, trop fréquemment commise, que d'identifier totalement aide aux économies à développer et apport financier extérieur.

Si le but visé est ce qu'il doit être, à savoir l'élévation du standard de vie des individus, on doit reconnaître que l'investissement en lui-même ne l'atteint que partiellement, soit par le modeste volume des salaires distribués localement, salaires qui, avec les techniques modernes, ne dépassent pas 20 % de l'investissement, soit, mais à terme, par une réduction des prix de revient ou des efforts telle que celle qu'engendre, par exemple, l'amélioration des transports ou l'accroissement de l'énergie disponible.

De plus, il faut rappeler que certains investissements publics peuvent être néfastes s'ils ont pour corollaire des charges budgétaires excessives ou si, insuffisamment étudiés, les services rendus à la collectivité par ces investissements sont disproportionnés avec leur coût.

Enfin, il faut toujours considérer soigneusement, avant de les décider, la possibilité naturelle des investissements, compte tenu des données permanentes : main-d'œuvre disponible pour les travaux sans créer de redoutables déséquilibres dans les structures locales, capacité des moyens de transport, circulation fiduciaire, approvisionnement en biens de consommation, etc.

C'est dans l'ajustement entre elles, dans la coordination de ces différentes formes d'aide — coordination qui est la condition première de leur efficacité — que la Commission peut, grâce à l'expérience acquise par son administration, jouer un rôle essentiel et original.

Dans ce qui précède, nous avons presque exclusivement fait allusion aux investissements publics. Ils représentent dans les pays sous-développés environ les trois quarts du total. L'on s'étonne parfois de la part relativement faible prise par les capitaux privés dans cet effort. Cela s'explique d'abord par le fait que

dans certains pays, des activités importantes ont été nationalisées : grands établissements de crédit, moyens de transport, énergie, assurances. Dans d'autres domaines économiques importants, les mines en particulier, des organisations d'économie mixte, en fait dépendances d'État, jouent un rôle important. Le secteur laissé à l'initiative privée est donc restreint.

Plusieurs des gouvernements autochtones indépendants qui, dans un grand nombre des pays associés, sont maintenant au pouvoir, se montrent désireux de voir leur pays s'industrialiser et consentent à prendre à cet effet, à l'égard des entreprises privées, des engagements sérieux et à leur consentir des avantages, en particulier fiscaux. Malgré ces déclarations d'intention, les capitaux privés hésitent encore à s'investir dans ces pays neufs qui, à leurs yeux, ne présentent pas une sécurité politique convenable.

Étant donné l'extrême importance qu'il y a, pour le sain équilibre de ces jeunes économies et également pour les finances des pays européens, à ce que ces hésitations soient apaisées, de nombreux systèmes ont été étudiés. A cet effet, la Chambre de commerce internationale a rédigé un code de bonne conduite à l'usage des pays demandeurs de capitaux, document qui représente sans doute la meilleure solution actuellement utilisable. Elle a également longuement étudié le projet de *Magna Charta*, préparé par le docteur Abs. Enfin, M. le ministre Wigny a récemment suggéré une forme de garantie mutuelle au sein de la Communauté.

L'intérêt de solutions de cet ordre est évident. Insistons cependant sur l'extrême complexité de la définition du risque garanti, si l'on veut éviter des abus et un contentieux délicat. En réalité, la garantie la plus efficace contre le risque politique nous semblerait être un accord précis liant entre eux le plus grand nombre possible de pays éventuellement prêteurs — tout d'abord ceux de la Communauté — accord par lequel chacun d'eux s'interdirait formellement de consentir dans l'avenir un prêt ou une facilité financière quelconque à tout gouvernement qui aurait manqué à ses engagements, le manquement devant être constaté et proclamé par un tribunal d'experts internationaux d'une objectivité indiscutable.

Une telle entente aurait, sans aucun doute, à peu de frais une efficacité considérable. Les spécialistes financiers de notre commission sont particulièrement qualifiés pour pousser plus loin cette esquisse.

Enfin, de même que pour l'aide technique j'ai tenté d'évoquer l'impressionnante immensité du cadre démographique dans lequel elle se place, de même il semble prudent d'essayer de situer en valeur le problème de l'aide financière aux pays sous-développés considérés à l'échelle mondiale.

Dans sa déclaration à la récente session du Comité économique et social des Nations unies, M. Paul Hoffman, directeur général du Fonds spécial, constate que, sur 82 nations membres de l'O.N.U., 60 disposent d'un revenu brut annuel moyen par habitant d'environ 150 dollars, qui se compare à un revenu moyen de 700 dollars dans les pays plus évolués. Ce niveau de vie, compte tenu de la pression démographique actuelle, ne s'accroît annuellement que de 1 dollar 20 par habitant. M. Hoffman estime que, pour améliorer convenablement cette situation évidemment désastreuse et qui va s'aggraver au rythme de l'accroissement démographique, les 3 milliards de dollars environ que les pays riches apportent annuellement sous diverses formes pour la formation de capital aux pays pauvres, devraient être au moins doublés.

C'est donc un effort annuel global de 6 milliards de dollars qu'il réclame — soit environ 1 pour cent du revenu global des peuples susceptibles d'y participer, c'est-à-dire à peu près exclusivement l'Amérique du nord et l'Europe.

Les nombreuses études faites dans ce domaine conduisent toutes sensiblement à la même conclusion : la nécessité d'un doublement de l'effort pour éviter une aggravation du déséquilibre.

Un accroissement de cet ordre est-il possible sans risque de détériorer l'équilibre même des pays industrialisés? La question mérite examen. Quelle que soit la réponse, de telles constatations rejoignent les conclusions déjà présentées en matière d'aide technique : la mise en œuvre d'un pareil effort exige une sévère coordination des interventions et, pour l'Eu-

rope, leur concentration sur les objectifs les plus accessibles.

L'on pourrait peut-être retirer de mes propos l'impression que nous doutons de l'opportunité et de la nécessité des investissements. Ce serait mal interpréter mes efforts pour montrer qu'un investissement, pour être efficace, doit être sérieusement étudié et situé dans le cadre d'un plan d'ensemble.

J'ai voulu montrer également que l'investissement n'est pas le seul moyen d'améliorer le standard de vie des populations, et qu'en cherchant par exemple à accroître le revenu qu'elles tirent de leurs propres productions l'on peut, à moindres frais, plus rapidement et sous une forme psychologiquement et humainement préférable, obtenir un résultat précieux.

Enfin, en chiffrant l'importance de l'effort financier minimum que les experts jugent nécessaire, j'ai voulu montrer combien une solution œcuménique est difficile et combien le principe cartésien qui veut que, pour la résoudre, on divise une grande difficulté en parties, semble applicable ici.

Nous rencontrons l'opinion de Paul Hoffman lui-même qui, dans le rapport déjà cité, déclare : « Il faut prouver à la moitié de la population mondiale qu'il est possible d'atteindre des niveaux de vie décents. Cela ne peut se faire pour tous les pays, mais si cela se produit, ne serait-ce que pour une douzaine de pays, cela vaut la peine d'agir. »

C'est bien dans ce sens que s'est orienté le traité de Rome par l'aide à des pays à développer que constitue l'Association des pays et territoires d'outre-mer. L'action des Six est en cours; sa base est saine et pratique. C'est à propos d'elle que, pour terminer, nous présentons des suggestions concrètes en vue de son développement.

Tout d'abord, il convient de poser en principe que les pays d'outre-mer associés au traité de Rome à l'origine, ainsi que ceux qui ont fait l'objet de déclarations d'intention annexées à ce même traité, constituent la base de l'effort consenti par la Communauté européenne en faveur des pays à développer. Tous ces pays d'outre-mer, quelle que soit leur évolution politique, ont donc une vocation prio-

ritaire à cette aide qu'ils ne peuvent perdre que par une renonciation explicite ou un refus unilatéral de respecter les engagements du traité de Rome.

Il serait psychologiquement déplorable de laisser penser à nos associés de la première heure qui, après quelques hésitations, nous ont franchement apporté leur adhésion, que nous serions prêts à oublier le courage qu'il a fallu à leurs dirigeants pour se rallier à notre entreprise. La Communauté risquerait de perdre ainsi ses premiers amis sans être absolument sûre d'en acquérir de nouveaux de même qualité.

Bien entendu, cela ne signifie nullement que la Communauté doive se désintéresser des pays à développer qui ne lui sont pas actuellement juridiquement associés. En particulier, les pays d'outre-mer associés qui deviendraient indépendants doivent pouvoir continuer à bénéficier de toutes les dispositions du traité, à la condition qu'ils en assument toutes les obligations. Ils peuvent également négocier avec la Communauté un traité d'association, conformément à l'article 238.

De plus, d'autres pays d'outre-mer n'ayant jusqu'à présent aucun lien organique avec la Communauté européenne pourraient demander à bénéficier des dispositions du même article. C'est donc sous cette forme, d'ailleurs très souple, qu'ils pourraient, en entrant dans une zone d'association économique, se lier à la Communauté européenne. La zone couvrirait en principe un ensemble géographiquement, ethniquement et économiquement assez cohérent, et pourrait réunir des pays ou territoires ayant avec la Communauté européenne des rapports de natures diverses.

Bien entendu, les liens organiques existant entre certains États membres et certains pays et territoires d'outre-mer ne doivent d'aucune manière être affectés par cette association. Dans cet esprit, la Communauté pourrait dès maintenant étudier un cadre pour ces zones d'association économique et l'organisation de leur fonctionnement.

Quant aux États membres, leur rôle dans les organisations internationales qui aident les pays sous-développés dans le monde entier, ne saurait, bien entendu, être affecté par l'action

définie ci-dessus. Au contraire, l'action des États membres à la fois de la Communauté européenne et des organisations internationales d'aide, telles que celles qui dépendent de l'O.N.U., pourrait être utilement coordonnée au sein de ces organismes. En particulier, il deviendrait nécessaire de faire état, dans les réunions internationales, à la fois de l'action d'aide entreprise par la Communauté et de l'effort bilatéral considérable consenti en faveur des pays sous-développés par certains États membres.

Il est, en effet, équitable qu'au moment où l'intensification de l'aide se prépare dans le cadre mondial sous l'égide du Comité économique et social des Nations unies, l'opinion universelle se fasse une idée précise de la fraction du revenu national consacré sous des formes diverses par chaque État à l'action d'entraide multilatérale.

Il est naturel et désirable que la préoccupation d'aide aux pays sous-développés ne soit pas négligée au cours des négociations de la Communauté des Six avec les pays tiers en vue d'une association économique. Ceux d'entre eux qui, du fait des circonstances, sont restés jusqu'à présent à l'écart des aides bilatérales et n'ont eu à supporter qu'une faible part de l'aide multilatérale, devraient naturellement s'associer à l'effort commun, qui n'est supportable que si tous les pays riches sans exception y participent proportionnellement à leur faculté contributive, faute de quoi les nations les plus généreuses se verraient placées dans une position d'infériorité économique vis-à-vis des pays n'assumant pas de charges de solidarité.

Sans plus attendre, la Communauté européenne devrait étudier une coordination et une intensification de l'aide technique. En particulier, tous les problèmes que j'ai évoqués tout à l'heure quant à la nécessité de repenser les méthodes de formation humaine accélérée dans l'optique des pays qui ont besoin de constituer rapidement des cadres et de préparer des élites, devraient être étudiés en commun par les plus hautes autorités intellectuelles européennes, en consultation avec les gouvernements responsables.

Dans le même esprit devrait être entreprise l'étude des moyens d'améliorer les recettes des producteurs d'outre-mer et de stabiliser, dans

la mesure du possible, les rentrées des budgets locaux, rentrées qui dépendent pour la plus large part du produit des exportations. La commission pense qu'il s'agit en l'occurrence de constituer dans chaque pays membre, avec l'aide du gouvernement, un comité national réunissant tous les intéressés et chargé d'étudier les voies et moyens d'un tel développement.

Enfin, en prévision de l'échéance finale du fonds de développement, à la fin de 1962, une étude devrait être entreprise au plus tard au début de l'année prochaine, en vue de connaître les intentions des États membres quant à la forme qu'ils comptent donner après 1962 à leur aide financière aux pays sous-développés liés à la Communauté européenne soit par le traité de Rome, soit éventuellement par de nouveaux traités d'association économique. Il est, d'ailleurs, vraisemblable que toute négociation de semblables traités posera immédiatement la question de l'aide financière pour un avenir plus long que trois années.

En tout état de cause et sans préjuger la décision de fond, qui dépend évidemment des seuls gouvernements, la Commission est à la disposition du Conseil pour préparer des suggestions inspirées par l'expérience actuelle quant aux modifications qu'il lui paraîtrait utile d'apporter au fonctionnement d'un fonds qui assurerait la relève, après 1962, du Fonds de développement actuel.

Toute cette étude relative aux investissements devrait être poursuivie en liaison avec les organismes financiers internationaux dépendant de l'O.N.U. : B.I.R.D. Corporation et, éventuellement, le nouvel organisme dont la création est en cours, l'A.I.D.

En conclusion de mon exposé et compte largement tenu des précieuses indications que les débats de cette session ont apportées à la Commission exécutive, il convient de vous présenter les grandes lignes de notre programme de travail qui doit, dans les prochains mois, donner des conclusions concrètes à nos communs travaux.

En premier lieu, avant fin janvier, nous établirons le plan et le budget d'une action complémentaire d'information s'inspirant des préoccupations unanimes que ces débats ont mises en lumière à ce sujet.

En second lieu, au cours du premier semestre de l'année prochaine, nous préparerons des propositions concrètes dans le cadre du traité sur les sujets suivants :

D'abord, examen détaillé des possibilités d'accroissement de l'action de la Communauté dans le domaine de l'assistance technique en personnel et en études.

Ensuite, examen concret des moyens d'accroître les échanges entre les territoires européens de la Communauté et ses associés d'outre-mer. Étude de formules tendant à atténuer, pour les producteurs d'outre-mer, les dangers des fluctuations excessives dans les prix et leurs répercussions sur les recettes individuelles et les budgets locaux, et propositions précises dans ce sens.

Recherche des moyens d'accroître, à l'intérieur de la Communauté, la consommation des produits d'outre-mer. A cet effet, et pour un premier stade, trois conférences sont prévues en 1960 qui, faisant suite aux réunions d'experts intervenues en 1959, étudieront ces trois questions respectivement pour le café, le cacao et les fruits tropicaux : bananes et ananas. A ces conférences seront convoqués, outre les experts des administrations nationales, les représentants qualifiés des producteurs, des industries de transformation et des commerces d'importation.

D'autre part, avant la fin de 1960, nous exposerons dans un rapport l'ensemble des conclusions pratiques tirées de trois ans de fonctionnement du Fonds de développement; nous en déduirons des suggestions quant aux grandes lignes du régime d'aide financière qui devra, à partir de 1963, se substituer aux dispositions actuelles.

Enfin, nous rappelons que, comme nous l'avons promis à l'Assemblée, le rapport général sur la situation sociale des pays et territoires d'outre-mer lui sera soumis avant la fin de la présente année.

Mais les débats de ces jours derniers, aussi bien que le courant d'opinion qui se manifeste depuis quelques mois, nous font un devoir de ne pas limiter étroitement nos études aux pays d'outre-mer partenaires. L'intérêt général de la Communauté, y compris celui des pays en voie

de développement qui lui sont associés, exige que nous nous préoccupions du sort des pays en voie de développement en général, et plus spécialement de ceux qui, géographiquement, ethniquement et économiquement ont avec nos partenaires d'outre-mer des liens de voisinage.

Dans cet esprit, nous procéderons, au cours de 1960, à une étude très complète des caractéristiques de ces territoires et de leurs échanges de toute nature avec la Communauté; nous rechercherons les moyens de les intensifier et d'améliorer leur standard de vie, ainsi que les coordinations régionales qui paraîtraient opportunes et réalisables en matière d'investissement et de politique économique.

Dans ce domaine, les travaux conduits sous l'égide des Nations unies par le comité de consultation technique pour l'Afrique au sud du Sahara, nous fournissent des éléments précieux.

Bien entendu, ces études devront être étroitement coordonnées avec l'action que le Conseil de ministres vient de décider dans ce domaine, qui prévoit, d'ailleurs, notre coopération.

La tâche confiée par le traité de Rome à la Commission pour la gestion de l'association des pays et territoires d'outre-mer a déjà connu, depuis son origine, de profondes mutations imprévisibles lors de la signature du traité, qui nous posent presque quotidiennement des problèmes nouveaux. L'inquiétude aujourd'hui largement répandue dans le monde quant aux rapports futurs entre pays riches et pays pauvres, ne saurait évidemment être dissociée de cette œuvre d'aide aux pays sous-développés que, au sein de la Communauté européenne, le traité de Rome a mise en route par l'association des pays d'outre-mer. De ce côté aussi, des responsabilités nouvelles se dessinent à l'horizon, alors que la période ingrate de l'organisation d'une grande administration internationale est à peine close.

Mais quelque graves que soient les décisions à prendre qui, sous des formes diverses, imposeront, certes, à la Communauté européenne tout entière de lourds sacrifices et à la Commission exécutive de nouvelles tâches, nous ne pouvons que nous réjouir de voir les États membres s'engager dans la voie que leur indique

la tradition de générosité et de solidarité humaine, joyau de notre patrimoine européen.

Que l'Europe unie se forme autour d'une si grande œuvre est singulièrement rassurant pour la solidité et l'éclat de son avenir ! Pendant plus de dix siècles, elle a répandu sur le monde une semence d'idées nobles que ses peuples avaient secrétées; elle a si bien réussi cette œuvre de fécondation qu'aujourd'hui les nations nées d'elle-même l'ont, les unes dépassée en puissance, les autres contrainte à une profonde révision de toute sa politique d'expansion.

Ne nous en plaignons pas, il dépend de nous seuls que ce déséquilibre ne soit que momentané. Et affirmons notre conviction que l'Europe unie, marchant une fois encore au secours des misères du monde, retrouvera dans cette grande œuvre le rang qu'une longue histoire l'a habituée à tenir dans le monde : le premier.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Schuijt, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Schuijt (*au nom du groupe démocrate-chrétien*). — Monsieur le Président, bien que l'honneur m'incombe de pouvoir prendre la parole au nom de mon groupe politique, je me suis tout de même posé la question de savoir si, malgré la justification du groupe, il ne serait pas présomptueux de la part d'un Néerlandais, dont le gouvernement n'a pas de responsabilités directes en Afrique, de s'immiscer dans ces affaires qui ont une importance mondiale.

En toute modestie, j'ai répondu à cette préoccupation préalable que, dans le monde moderne, ce n'est plus la souveraineté qui est indivisible, mais qu'il y a une responsabilité commune et politique du monde occidental qui est dorénavant indivisible. Que nous le voulions ou non, nous nous trouvons engagés.

Dès l'instant où même les grandes nations en Europe ne sont plus capables d'assurer à elles seules la sécurité de l'existence à leurs citoyens, ni d'assurer et de promouvoir à elles seules la prospérité de leurs nationaux, ces fonctions de la souveraineté nationale se trouvent être partagées. Cela n'est pas une théorie; c'est la conséquence pratique de la situation de notre monde moderne.

Ayant eu le privilège de pouvoir visiter l'Afrique centrale avec la délégation de notre Assemblée, cette notion de la conséquence irréversible est devenue pour moi une réalité évidente.

J'exprime ici ma reconnaissance profonde aux représentants des deux gouvernements, français et belge, qui ont collaboré pour rendre possible ce voyage. Et je me suis demandé si l'on devait déjà y voir un signe que le Conseil est disposé à coopérer avec l'Assemblée dans le domaine de l'association.

A ce titre de reconnaissance, j'en ajoute encore un autre. Pour moi, ce voyage a été une grande expérience intérieure. Ce que des dizaines de livres n'ont pu m'apporter, quelques journées passées au milieu de la vie africaine l'ont fait. La notion abstraite que j'avais de ces pays et de leurs habitants est devenue une réalité intérieure qui s'est intégrée, non seulement dans le champ restreint de l'intelligence, mais davantage encore dans le domaine sans rivages du cœur. L'émotivité qui colorait les propos de nos interlocuteurs africains, la gaieté et le bonheur qui rayonnaient de leur vie quotidienne et surtout l'esprit tribal de communauté et même de communion profondément humaine qui imprègne d'une grande solidarité la vie de famille, malgré la misère matérielle qui est encore trop souvent leur milieu naturel, m'ont fortement impressionné.

Je rends ici hommage à cet exemple de spiritualité dans la détresse, exemple qu'ils nous ont donné à nous, Européens, trop souvent matérialistes et infidèles aux hautes valeurs de notre culture séculaire.

Pour ces raisons, j'espère que, dans des délais les plus rapprochés, d'autres membres de notre Assemblée pourront faire cette même expérience.

J'ai déjà dit que le principe de l'association est devenu une réalité évidente. Nous critiquons souvent les ministres, mais sur ce point, il faut chanter leurs louanges. Déjà, en 1957, ils ont introduit cette volonté politique dans la grande entreprise socio-politique qu'est le marché commun afin de faire participer les peuples africains à l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs pays.

Mais, pour faire une association, il faut au moins être deux. Il faut que l'Europe existe; il faut que l'Afrique existe. Elles existent géographiquement; mais, politiquement parlant, leur existence s'affirme-t-elle aussi rapidement? Malgré les grands discours, je crois que l'Afrique et l'Europe se ressemblent en ceci que, politiquement parlant, ce sont deux continents en voie de développement. En fait, de part et d'autre, il y a diversité, appelée tantôt la riche diversité des nations, tantôt la diversité de la pauvreté.

Il y a un autre parallèle. Les plus puissants facteurs d'unification de ces deux continents sont venus du dehors. Où en serait l'Europe sans l'initiative du grand Européen d'Amérique, Marshall? En Afrique, les tendances communautaires franco-africaines et, espérons-le, dans un proche avenir, belgo-congolaises, remplissent ce rôle d'unification. La Communauté européenne en gestation constituera-t-elle un troisième élément d'unification en Afrique? Ou les pays africains prendront-ils exemple sur ce que nous aimons appeler de temps à autre la richesse de notre diversité?

Voilà un élément incertain de l'évolution à venir.

Devant ce dilemme, une double question se pose : l'Europe pourra-t-elle encore exercer son influence pour aider à orienter l'avenir au plus grand profit des Africains eux-mêmes?

La deuxième question serait : dans quelle direction exercera-t-elle son influence?

La réponse à ces deux questions dépend de deux éléments. Cela dépendra d'abord de la volonté politique de l'Europe de donner une figure, une expression, une structure, un corps et une âme à son organisation communautaire. Si nos efforts pour parvenir le plus rapidement possible à la Communauté politique en Europe faiblissent, nous risquons de retomber dans les erreurs du XIX^e siècle, ce qui signifie qu'à l'heure actuelle, nous compromettons l'avenir de l'association euro-africaine.

Ce serait grave pour l'Europe; ce serait pis encore pour les pays africains.

La question se pose donc de savoir si nous sommes encore capables de construire une association avec un esprit nouveau, si nous

avons encore à donner l'exemple d'une politique pleine d'imagination, d'invention, d'audace et de générosité. Si cette imagination et cette audace politique font défaut, il se peut que les pays africains se détournent de nous et soient amenés à s'orienter vers ce que Barbara Ward a appelé « *the other version of the Western way of life* », la version communiste !

Cela dépendra ensuite de la volonté politique en Afrique. Si l'Europe reconnaît que, dans le grand problème mondial que soulèvent les pays en voie de développement, ses premières responsabilités se trouvent dans la région africaine — il y a des raisons géographiques, historiques, culturelles et même juridiques pour l'affirmer —, il faut que les pays africains en expriment le désir et, s'ils sont désireux de le faire, il leur faut commencer par dresser un grand plan d'ensemble, d'abord chacun pour soi, pour en faire ensuite la synthèse.

Les deux conditions préalables pour un travail d'ensemble de part et d'autre seront alors remplies. Ce ne sera qu'à cette phase de l'évolution qu'on pourra penser à une répartition internationale du travail qui sera indispensable, parce qu'on ne pourra pas isoler ce problème de son contexte mondial. Ce n'est qu'alors que les modalités et l'ampleur de l'aide à fournir pourront être déterminées. Jusqu'à présent, seule la France consacre 1,4 % de son revenu national à cette aide; les autres pays de la Communauté ne dépassent pas 0,5 %.

J'en viens maintenant à la question que je veux poser au Conseil de ministres.

Le Conseil envisage-t-il d'ores et déjà d'élaborer un grand plan d'ensemble? Le dialogue sur un pied d'égalité et en plein respect mutuel avec les pays africains a-t-il déjà commencé? C'est un dialogue que je voudrais voir se dérouler dans cet esprit nouveau qui s'est manifesté à la conférence de Cannes et qu'on pourrait appeler « l'esprit de Cannes ».

Cette grande idée d'association ne dépassera-t-elle pas le cadre strict que les traités de Rome ont tracé? Ne doit-on pas tenir compte des autres pays déjà indépendants ou sur le point de conquérir leur indépendance? N'y a-t-il pas plusieurs formes d'association à prévoir? Ne serait-ce pas un premier sujet, pour les ministres des affaires étrangères, de se concerter sur une

politique de l'Europe à l'égard de l'Afrique? Voilà une question dans laquelle la solidarité existant à l'intérieur de la Communauté devra trouver son expression adéquate dans l'extérieur.

Il serait intéressant de savoir si le Conseil a déjà, en collaboration avec les Commissions exécutives, entrepris l'étude de ce problème et de savoir quand on pourra compter sur des propositions concrètes.

Mais, avant d'arriver à ce grand plan d'ensemble, des inquiétudes se font jour en Afrique au sujet des mesures commerciales de la Communauté, notamment de celles qui tendent à neutraliser les préférences accordées aux pays associés.

Le Conseil de ministres reconnaîtra-t-il, dans les projets d'accélération du marché commun, le bien-fondé de ces prérogatives préférentielles? Bien sûr, je conçois très bien que les mesures prévues soient susceptibles d'adaptation aux situations nouvelles. Cependant, l'essentiel de l'association, telle que nous l'avons envisagé dans les traités de Rome, ne consiste-t-il pas en ce que des avantages financiers, commerciaux et économiques en résulteraient pour les pays associés d'outre-mer? Cela revient à dire : resterons-nous fidèles ou non aux obligations que nous avons assumées?

Qu'on ne dise pas que tout cela est contraire aux bonnes lois de l'économie, car je serais tenté de répondre : croyez-vous sincèrement que l'agriculture, dans nos six pays, réponde toujours aux données les plus simples de l'économie?

Je voudrais encore attirer l'attention du Conseil sur un aspect mineur, mais pratique, de l'implantation de l'idée d'association.

Chacun des six pays a des missions diplomatiques et consulaires dans ces pays d'Afrique. Je n'ai pas toujours eu l'impression que les représentants des six pays étaient bien informés de cet aspect de leur politique nationale. Je dis expressément « de leur politique nationale », parce que la politique européenne, donc la politique de l'association, est devenue partie intégrante des préoccupations nationales. Elle n'est plus en marge de la politique nationale, elle n'est plus un objet de luxe, mais elle en

forme un élément essentiel sans lequel les objectifs politiques nationaux ne seront plus réalisables.

Or, si les missions diplomatiques et consulaires sont mal informées, de quelle façon pourront-elles alors informer les autres?

Monsieur le Président, j'aurais voulu consacrer quelques brèves paroles aux problèmes de l'information dans ces pays; mais les déclarations de M. le président Pella me semblent, à première audition, de nature à rencontrer les préoccupations de l'Assemblée. Pour gagner du temps, je passe donc sur une partie de l'exposé que j'avais l'intention de vous faire.

Je tiens pourtant à dire que je me réjouis de cette heureuse occasion de faire part, comme représentant des peuples d'Europe, de nos soucis et de nos préoccupations en présence du Conseil. J'exprime l'espoir que les réponses de ce Conseil seront de nature à détruire les propos et les rumeurs qui déforment l'Europe et qui provoqueront sa désintégration, désintégration qui s'insinue dans les esprits quand on parle d'Europe des patries, d'Europe des gouvernements, d'Europe des cartels, d'Europe des affaires.

Il n'est qu'une Europe : celle qui est inspirée par un grand souffle communautaire.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Peyrefitte, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Peyrefitte *(au nom du groupe des libéraux et apparentés)*. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, c'est à la fois au nom du groupe des libéraux et apparentés et en tant que rapporteur de la commission des territoires d'outre-mer, que j'ai l'honneur de m'adresser à vous ce soir.

Pour gagner du temps, puisqu'il nous en reste peu, et pour ne faire double emploi, ni avec le rapport de la commission ni avec la leçon que j'ai essayé d'en tirer lundi devant l'Assemblée, je me bornerai, Monsieur le Président, à poser aux ministres cinq questions, à propos desquelles nous serions heureux de connaître leur opinion.

La première question concerne le renouvellement de la convention d'application.

Il y a, dans plusieurs pays de notre Europe, des gens qui considèrent que, la convention n'ayant été établie que pour cinq ans, l'association elle-même ne vaut que pour cette période. Il s'ensuit, dans beaucoup d'esprits, que cette association est frappée de précarité, et par là même d'impuissance.

Au cours du voyage que notre délégation a accompli en Afrique centrale cet été, elle a fait, à cet égard, deux constatations. D'abord, l'économie de ces pays est caractérisée, pour longtemps encore, par d'énormes besoins de capitaux. Ensuite, la création du F.E.D.O.M. a provoqué de vastes espoirs, des espoirs peut-être exagérés car beaucoup d'Africains y voient un pactole propre à résoudre tous leurs problèmes. Ce qui est sûr, c'est que si le F.E.D.O.M. n'était pas renouvelé ou si, du moins, il n'était pas renouvelé dans des conditions satisfaisantes, cela entraînerait pour les pays d'Afrique une terrible déception. La confiance des Africains dans l'Europe serait ruinée.

Messieurs les Ministres, il est urgent que les six pays — c'est-à-dire, avant tout, vous mêmes — fassent entendre clairement qu'il n'est pas question de ne pas renouveler la convention et que, d'ores et déjà, vous vous préoccupez de faire en sorte que la nouvelle convention remplisse les espoirs que la première fait naître.

Si les auteurs du traité ont limité la durée de l'actuelle convention jusqu'à la fin de 1962, nous estimons qu'ils l'ont fait seulement en vue de pouvoir recueillir les fruits de l'expérience, et non pas du tout pour porter atteinte au principe de la permanence de cette association, qui est affirmé dans le préambule, qui est confirmé dans plusieurs articles et qui constitue un des aspects les plus essentiels et les plus originaux du traité lui-même. Il n'est pas convenable que la faible durée de la convention d'application condamne la Communauté à une politique à la petite semaine. N'oublions pas, Messieurs les Ministres, que la stabilité et la persévérance de l'Europe sont la condition nécessaire de la stabilité et de la persévérance de l'Afrique.

Ma seconde question porte sur l'opportunité de mettre sur pied une politique des investissements, à la fois coordonnée et diversifiée. Coordonnée, parce que l'Afrique est trop pauvre pour s'offrir le luxe des doubles emplois, trop pauvre pour se permettre d'agir en ordre dispersé. Diversifiée, parce qu'il faut peut-être résister — M. Lemaïnen l'a tout à l'heure indiqué avec beaucoup d'à-propos — à la superstition des grands investissements, qui font quelquefois plus de mal que de bien car ils obèrent des budgets indigents.

C'est voir les choses à l'européenne, sans tenir compte des réalités africaines, que de vouloir procéder dans ces pays à de gros investissements dont l'entretien constitue un fardeau difficile à supporter et qui accentuent les différences de niveau de vie avec les régions pauvres.

Il est indispensable de varier les investissements de manière à élever le niveau de vie de l'ensemble des populations : formation de techniciens, développement de l'élevage, encouragement des cultures familiales et aussi cette lutte contre l'érosion et contre le dépeuplement des forêts et de la faune qui sont chères au cœur de M. Van der Goes van Naters et de M. Metzger. Nous ne saurions trop vous encourager à une politique d'investissements à la fois planifiée et diversifiée.

Une troisième question, Messieurs les Ministres, touche à la nécessité de stabiliser les prix.

Il y a peu de marchés, en effet, sur lesquels les fluctuations des cours soient aussi amples que les marchés tropicaux. Les effets de cette instabilité sont d'autant plus désastreux que l'économie de ces pays repose entièrement sur un ou sur deux produits. L'agriculteur désire, avant tout, s'assurer pour son année des ressources sur lesquelles il puisse faire fond. Le pays africain n'a pas de réserves; il ne peut pas comprendre que le sort d'une année de travail dépende d'un coup de téléphone à la Bourse d'Amsterdam, à celle de New York ou à celle de Londres. Il est indispensable que la Communauté protège les producteurs africains contre les conséquences des coups de dés des importateurs ou exportateurs occidentaux.

Messieurs les Ministres, nous souhaiterions que la Communauté et, pour commencer,

vous-mêmes, adoptiez une politique audacieuse de stabilisation des cours, de manière à éviter à l'Afrique ces soubresauts économiques qui la mettent à la merci de soubresauts politiques.

Ma quatrième question sera de vous demander si vous ne trouvez pas opportun d'assurer la sécurité des investissements privés. Une méfiance existe à l'égard des investissements en Afrique. Chat échaudé craint l'eau froide. Les bailleurs de fonds éventuels redoutent un sort comparable à celui qu'ont connu les actionnaires de la Compagnie de Suez.

Bien qu'il soit un peu délicat de proposer comme modèle un gouvernement à d'autres gouvernements membres, je pense qu'on me pardonnera de le faire si l'on observe que je cite en exemple un autre gouvernement que celui de mon pays. Le gouvernement fédéral allemand a décidé de garantir les capitaux allemands investis dans les pays en voie de développement contre les risques politiques, à savoir la nationalisation, l'expropriation, la guerre, la révolution, les moratoires et l'impossibilité de transfert. Voilà une mesure excellente, qu'il nous paraît utile de généraliser sur le plan européen.

M. Lemaïnen a esquissé tout à l'heure un projet de statut des investissements. Nous ne saurions trop vous encourager à négocier une convention entre les six États européens et aussi avec les pays d'Afrique, convention qui permette aux investisseurs européens, qui sont souvent d'ailleurs de modestes actionnaires, de participer sans crainte au développement de l'Afrique.

Ma cinquième et dernière question, peut-être la plus importante, Messieurs les Ministres, consiste à exhorter les États membres à s'engager résolument dans une politique commerciale qui suive non seulement la lettre, mais l'esprit du traité de Rome. Nos partenaires africains, membres de la Communauté franco-africaine ou seulement membres de la zone franc, nous ont fait part des graves inquiétudes qu'ils nourrissaient à cet égard. Ils craignent que le marché commun n'ait pour résultat de diminuer les avantages que leur accordait jusqu'à présent la métropole. Nous avons pu leur répondre que le traité de Rome a prévu, à cet égard, des dispositions extrêmement précises. Si ces dispositions étaient

respectées, il en résulterait, certes, de grands avantages pour l'Afrique par une globalisation des procédés que, jusqu'à présent, la France a appliqués à l'égard de ses anciennes colonies. Ce n'est malheureusement pas le cas. Non seulement nos associés de la zone franc, mais ceux du Congo belge et du Ruanda-Urundi, craignent de voir la préférence, que les auteurs du traité ont voulu accorder aux pays d'outre-mer, disparaître à la faveur de mesures comme celles qui ont été prises depuis le premier janvier : d'une part, réduction anticipée des droits de douane effectuée par certains États membres au niveau ultérieur du tarif extérieur commun; d'autre part, substitution de taxes intérieures à caractère fiscal aux droits de douane.

J'ai posé, sur ce point, une question écrite à la Commission. M'est-il permis de faire remarquer que la réponse à cette question ne me satisfait pas, ou du moins ne me satisfait que dans la mesure où le destinataire est autorisé à lire entre les lignes, des lignes lourdement chargées de prudence et de diplomatie. De grâce, Messieurs les Ministres, n'hésitez pas à vous engager résolument dans la voie d'une préférence africaine, inscrite en, filigrane dans le traité.

Monsieur le Président, puisque le temps de parole qui m'est imparti, et aussi la logique de mon raisonnement, m'amènent à conclure, je voudrais dire aux ministres à quel point il me paraît indispensable, en ce qui concerne l'association, de jouer vraiment le jeu du traité. Non pas de jouer avec le traité comme un chat joue avec la souris — et je dois à la loyauté de dire que plusieurs gouvernements nous ont un peu donné cette impression — mais de jouer le jeu du traité, sans réserve et sans esprit de retour, car il s'agit d'une des dispositions du marché commun qui sont les plus prometteuses d'avenir, les plus lourdes de virtualités politiques.

Certains d'entre nous, cet été, étaient partis en Afrique réservés et sont revenus convaincus. Nous souhaiterions que, vous aussi, Messieurs les Ministres, vous puissiez partager, si ce n'est pas encore le cas, cette conviction.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Ramizason, au nom du groupe socialiste.

M. Ramizason *(au nom du groupe socialiste)*. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je m'excuse de me voir aujourd'hui dans l'obligation douloureuse de vous exprimer mon regret de la limitation du temps réservé à l'étude des problèmes touchant les territoires d'outre-mer. C'est pourquoi je me suis abstenu tout à l'heure lorsqu'il a été question de tenir une séance de nuit. Je n'en étais pas partisan car je suis aussi convaincu que quiconque que la nuit est faite pour se reposer. D'autre part, pour qu'un débat aboutisse à un résultat probant, il ne faut pas que l'on parle devant des bancs vides. Or, il n'est que 20 heures 30 et je suis persuadé que l'Assemblée n'atteint pas le quorum.

Convenait-il de reporter cette séance à demain matin? C'eût été inutile car les ministres, ayant terminé le présent colloque, vont tous nous quitter et la discussion que nous entreprendrions demain sur les problèmes des territoires d'outre-mer aurait également lieu devant des bancs vides et, de toute façon, sans la présence des ministres.

Après cette remarque, dont je m'excuse, je vais me permettre, en tant que véritable représentant des territoires d'outre-mer, de prendre la parole au nom du groupe socialiste. Et c'est un grand honneur pour moi de pouvoir m'adresser aujourd'hui au Conseil de ministres.

Je remercie les orateurs qui m'ont précédé et qui, dans leurs interventions, ont pensé à l'Afrique et à Madagascar. Vous vous étonnerez peut-être de cette appellation nouvelle, car Madagascar était, jusqu'à il y a peu de temps, inconnue de l'Europe et cachée sous l'appellation d'« Afrique-Orientale française ». Permettez-moi donc de vous éclairer. Par sa situation géographique, Madagascar est bien loin de l'Afrique. Néanmoins, je représente l'Afrique et Madagascar, ces deux pays étant liés par le même sort, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan politique ou social.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le problème des pays en voie de développement est capital dans l'évolution du monde moderne. Le « Tiers-Monde » est devenu l'enjeu de politiques différentes, divergentes. Or, il ne veut pas être simplement cet enjeu. Par delà les querelles d'influence se posent les questions

plus graves, plus immédiates du développement économique, social, culturel, conditions essentielles de l'avènement politique de nations groupant plusieurs centaines de millions d'hommes.

Il importe que vous, les Européens, vous ayez conscience de cette hypothèque terrible qui pèse sur les masses africaines, malgaches, asiatiques et même américaines. Il importe que vous nous aidiez à lever cette hypothèque. Car nous, Africains et Malgaches, nous voulons que nos peuples vivent, qu'ils participent pleinement au monde moderne.

Mais, je vous le dis franchement, cette coopération entre l'Europe et les peuples africains et malgaches ne peut pas se faire dans n'importe quelles conditions. Elle doit reposer sur la confiance et surtout sur l'égalité. Une certaine mentalité coloniale doit disparaître à tout jamais. Elle doit faire place à une volonté ferme et égalitaire de coopération. En un mot, nos rapports doivent reposer sur un bilatéralisme sincère.

Vous connaissez nos besoins; ils sont immenses. Notre agriculture doit être modernisée, bouleversée même dans ses structures. Notre industrie est à peine naissante. Et là où la matière première existe, on commence seulement à voir apparaître les premiers signes de l'industrialisation. Nos gouvernements sont confrontés avec un chômage endémique. Il importe de donner à nos peuples le travail dont ils ont besoin.

Il est urgent, pour faciliter la commercialisation de nos produits, que des routes dignes de nous soient construites dans nos pays. Des hôpitaux doivent être édifiés, un personnel médical doit être formé, car il est primordial que l'état sanitaire de nos peuples soit amélioré.

Dernier but, Africains et Malgaches doivent connaître les joies de l'éducation. Des programmes scolaires originaux, respectant nos cultures et nous faisant connaître les autres, doivent être élaborés. Cela suppose un vaste effort en matière d'enseignement. C'est en favorisant l'ascension intellectuelle de nos peuples que vous, Européens, gagnerez réellement, profondément, le cœur des Malgaches et des Africains.

La réalisation de ces tâches immenses doit être le premier pas vers la coopération amicale des peuples africains et malgaches et des peuples européens. Oh! il ne s'agit pas de nous faire la charité. Nous ne voulons pas d'une coopération fondée sur cette notion humiliante et paternaliste. Il s'agit, pour nos peuples, d'acquérir le droit de vivre et cela doit se faire dans la dignité.

Pour ceux de nos pays qui ont des liens étroits avec certaines nations européennes, des efforts ont été faits. Ils ont donné des résultats importants, mais encore insuffisants. Les besoins sont tels qu'il est indispensable qu'un effort encore plus vaste soit accompli. Nous nous réjouissons, à cet égard, de la création d'un fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer dans le cadre de la Communauté économique européenne. Mais nous regrettons de ne pas avoir été suffisamment associés à la négociation de ce traité du marché commun.

Permettez-moi de reprendre un texte de mon ami Senghor qui a dit à la conférence de Cannes : « Européens, pourquoi ce qui est bon pour vous ne serait-il pas bon pour nous? » Nous ne sommes associés à ce traité que par personnes interposées. Si nous voulons être associés, nous voulons l'être pleinement. Le traité doit alors tenir compte, non seulement des préoccupations européennes, mais aussi de celles des États africains et malgache. Nous ne pouvons accepter un traité qui soit le reflet de conceptions trop unilatérales. Voulant être associés aux pays européens, nous entendons l'être avec tous nos droits et avec tout le respect que l'on nous doit. Cela implique que certaines dispositions du traité relatives aux pays et territoires d'outre-mer soient revues.

Quoi qu'il en soit, la Communauté ne peut se contenter d'utiliser passivement le fonds pour contribuer au développement de l'Afrique et de Madagascar. Elle doit jouer un rôle plus actif et, pour ce faire, elle pourrait s'inspirer du fait que l'histoire et les relations économiques ont rendu l'Europe et l'Afrique, et Madagascar naturellement, complémentaires. Nos économies sont complémentaires, nos cultures mêmes le sont. La culture n'est pas spécifiquement européenne; elle doit être aussi africaine et malgache. Elle doit procéder d'une union

intime de toutes les formes de pensée. Pour reprendre le mot de Senghor, nous assistons à la naissance d'une « véritable civilisation planétaire ». Cela ne doit pas se faire sans nous ou contre nous, mais avec nous, Européens, Africains et Malgaches fraternellement unis dans la recherche d'un idéal commun fondé sur l'égalité et la liberté.

C'est pourquoi je pense que la Commission économique européenne, en relation très étroite avec les gouvernements africains et malgache, doit préparer les conditions d'un développement efficace de nos pays. La mystique de l'indépendance n'est pas une fin en soi; elle doit être précédée et complétée par des investissements économiques et sociaux aussi importants que possible. Madagascar et les États africains ne peuvent se permettre de mener une politique économique et sociale isolée. La Communauté économique européenne doit les aider à entreprendre un vaste effort de coordination, de façon à donner à leur action la plus grande efficacité possible. Car pour moi, socialiste, le but final est celui de la libération de l'homme. C'est là le but le plus noble qui soit. En cas de succès, même limité, Africains, Malgaches et Européens pourraient témoigner qu'une ère nouvelle de fraternité se lève entre les peuples. L'ère du pacte colonial serait à jamais révolue et ferait place à une entente Europe-Afrique qui, sans être un mariage d'amour au départ, pourrait peut-être le devenir, pour peu que nos désirs soient compris sincèrement.

L'Afrique et Madagascar ne peuvent coopérer avec l'Europe que dans la mesure où on les respecte. Seuls, des rapports fondés sur l'égalité et la liberté peuvent permettre une véritable entente euro-africaine. Nous ne doutons pas que la Communauté économique européenne et les Européens que vous êtes entendront notre appel. C'est là pour moi le plus bel espoir.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de vous dire encore, en quelques mots, que vous entendez ici la voix d'un véritable représentant des pays d'outre-mer. Demain, les ministres ne seront plus présents, mais nous allons quand même poursuivre la discussion de l'important problème des territoires d'outre-mer, dans cette ambiance de saine compréhension et dans cette atmosphère

de fraternité. Je suis convaincu que l'Assemblée adoptera une proposition de résolution déjà préparée et qui devra donner satisfaction aux populations des pays d'outre-mer.

(Applaudissements.)

M. le Président.— La parole est à M. Kopf.

M. Kopf. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les territoires d'outre-mer que les traités de Rome ont associés à notre Communauté sont en train de se développer rapidement; ils sont à un stade de mise en valeur et probablement à un tournant de leur histoire. Certains d'entre eux ont obtenu au cours de ces dernières années soit leur indépendance complète soit leur autonomie dans le cadre de la Communauté française; d'autres territoires accèderont l'année prochaine à la pleine indépendance.

A l'intérieur de ces territoires, de profondes transformations sociales se sont aussi produites. Là où il y a quelques dizaines d'années à peine on trouvait encore la grande forêt tropicale ou la savane s'élèvent maintenant de grandes villes avec de nombreux travailleurs et parfois aussi des chômeurs. Il s'est créé une classe encore très peu nombreuse, mais pourtant très efficace, de gens instruits et d'intellectuels qui ont bénéficié de tous les avantages d'une formation attentive.

L'Afrique est aujourd'hui sollicitée par des forces qui ne sont pas les nôtres. Au cours de notre séjour au Cameroun, nous avons constaté combien dangereuses sont les formes que revêtent ces sollicitations. Les anciens liens du système tribal sont certes encore vivaces, mais leur force a sensiblement diminué. L'Afrique se trouve donc à un tournant. C'est à ce moment-là que notre Communauté a associé les territoires d'outre-mer qui entretiennent des relations particulières avec les pays de notre Communauté.

Nous sommes reconnaissants à M. Duvieux d'avoir prouvé, traités en main, qu'en établissant ce rapport juridique d'association les auteurs des traités entendaient créer un rapport permanent. Le fait que la convention d'application relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer a été conclue pour

une durée limitée à cinq ans n'empêche pas l'association d'être définitive et on peut dire qu'elle a été stipulée pour une durée indéterminée.

Si, en ce moment, il peut paraître prématuré de se prononcer sur les résultats de l'activité déployée jusqu'ici, et en particulier sur l'aide financière, le moment n'en viendra pas moins très rapidement de prendre une décision de principe sur la prolongation de l'aide financière et de l'aide aux investissements. Des programmes de développement à long terme ne peuvent être réalisés que s'il est certain dès maintenant qu'ils pourront être continués aussi après l'expiration du délai relativement bref de cinq ans.

En ce qui concerne les territoires d'outre-mer, les traités de Rome constituent un contrat en faveur de tiers à la conclusion duquel les territoires tiers n'ont pas participé. Mais il nous semble qu'un de nos objectifs doit être de transformer ce rapport créé tout d'abord unilatéralement et d'en faire un rapport d'association fondé sur une véritable relation entre associés. Il doit en aller de même aussi pour les territoires qui acquerront prochainement leur pleine indépendance. Ce n'est que lorsque les peuples de ces territoires auront la conviction que l'association est destinée à accroître leur bien-être et à assurer leur prospérité qu'ils auront la volonté de maintenir leurs liens avec notre Communauté dans le cadre de l'association.

L'association ne signifie en aucune manière une immixtion dans les rapports étroits entre, d'une part, les pays de notre Communauté qui entretiennent des relations particulières avec ces territoires et, d'autre part, lesdits territoires eux-mêmes. L'association ne représente pas non plus une forme de néo-colonialisme. Il s'agit, bien loin de là, de créer une nouvelle forme de collaboration entre Africains et Européens, entre les hommes des territoires d'outre-mer et nous-mêmes.

Le rapport d'association dont les traités ont établi la base tient suffisamment compte, à mon avis, de la nécessité de protéger l'industrie en voie de création dans les territoires associés. L'ouverture des marchés s'est faite tout d'abord de façon unilatérale et des clauses de protection

ont été prévues pour favoriser le développement industriel de ces territoires.

Au moment où s'amorce cette nouvelle évolution, il faut cependant reconnaître que les pays qui entretiennent des relations si étroites avec les territoires d'outre-mer ont accompli une grande œuvre civilisatrice; ceux d'entre nous qui ont fait partie de la délégation de l'Assemblée parlementaire européenne en Afrique peuvent en témoigner maintenant. Il faut aussi reconnaître qu'à côté des administrations publiques, les missions chrétiennes des différentes confessions ont eu le mérite de contribuer pour leur part à faire pénétrer la culture et la civilisation dans ces pays.

Les rapports entre Africains et Européens, les rapports entre les économies africaines et les économies européennes doivent être des rapports complémentaires qui découlent de la nécessité de suppléer aux insuffisances de l'agriculture tropicale et subtropicale aussi bien que de l'agriculture des territoires de la zone tempérée.

Mais cette association ne pourra fonctionner d'une manière satisfaisante que si la collaboration des Africains est assurée. Rien ne saurait être plus éloigné de notre esprit que de vouloir, dans ce processus d'éducation qui attend beaucoup d'Africains, standardiser ceux-ci d'après des normes européennes. Il faut au contraire que les Africains développent leurs aptitudes propres conformément à leur caractère particulier. Je tiens à remercier à ce propos notre collègue M. Nederhorst. Il a su nous initier à des situations de fait assez compliquées sans y appliquer les étalons par trop européens auxquels nous sommes habitués.

L'association présuppose une attitude positive des Africains. Nous devons leur donner l'occasion de collaborer, de collaborer au secrétariat de la Commission à Bruxelles, de collaborer — dans la mesure où le droit public et le droit constitutionnel le permettent — au sein de notre Assemblée. Les possibilités sont évidemment très limitées sur ce point. Nous sommes une Assemblée parlementaire européenne et non pas africaine. Toutefois, le groupe de travail pour les élections européennes examinera précisément dans quelle mesure certaines possibilités modestes de collaboration

s'offrent en ce domaine. Nous nous félicitons en outre des propositions que M. le ministre Wigny a faites dans son mémorandum ainsi que de celles que M. le ministre Pella a faites aujourd'hui dans ses déclarations, à savoir de créer des assemblées communes et, le cas échéant, à composition paritaire afin d'assurer la collaboration des Africains dans le travail que notre Communauté entend accomplir pour le développement de leurs territoires.

M. Duvieusart a consacré à l'information une partie spéciale de son rapport. L'information est importante pour les deux parties. Membres de la délégation, nous avons compris combien il est nécessaire que les Africains, et en particulier les intellectuels et les fonctionnaires des administrations, soient éclairés sur nos intentions et sur ce que leur apporte l'aide financière. Il faut dissiper une certaine méfiance qui subsiste, une certaine incompréhension quant à notre volonté de faire des prestations en échange desquelles nous n'attendons pas, et ne pouvons d'ailleurs pas attendre, de contre-prestation directe.

Alors même que le maintien du rapport d'association peut assurer aux pays européens, dans un avenir éloigné, une meilleure position sur les marchés africains et que la liberté d'établissement peut ouvrir des perspectives favorables, ces réalités économiques ne sont cependant pas du tout le motif qui nous détermine à accorder ces importantes prestations aux pays africains. Le motif déterminant, c'est bien plutôt notre conviction qu'un ordre humain ne peut être fondé que si on crée le minimum de conditions économiques qui fait que pour tous les hommes la vie vaut la peine d'être vécue.

Mais l'œuvre que nous avons entreprise a besoin de publicité en Europe aussi. Il nous paraît important que nos populations sachent à quelles fins nous dépensons les fonds et de quelles grandes tâches humanitaires il s'agit lorsque, par exemple dans le Ruanda-Urundi, de vastes territoires sont débarrassés de la mouche tsé-tsé et délivrés de la maladie du sommeil et que des usines hydrauliques comme celle d'Inga sont construites, ou quand la construction d'une grande voie ferrée est entreprise pour relier au Congo le territoire fort éloigné du Tchad.

L'association est utile et nécessaire, mais son utilité et sa nécessité devraient être aperçues et admises par les deux parties. Nous avons l'espoir, nous avons le ferme espoir qu'elles le seront et qu'en faisant cette association les Européens et les Africains agiront en associés loyaux et à droits égaux. Dès lors, nous atteindrons aussi un grand but qui nous tient à cœur : ces territoires qui sont en voie de développement et qui sont étroitement unis à nous resteront comme nous des éléments du monde libre.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Corniglion-Molinier.

M. Corniglion-Molinier. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs. Au cours de notre session, pour la première fois, notre Assemblée s'occupe d'une façon officielle de divers problèmes intéressant l'outre-mer.

Nous avons tous goûté et apprécié tout particulièrement la présentation et la discussion des trois rapports établis par nos collègues MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst, au retour de la mission présidée brillamment par M. Scheel. Pour M. Nederhorst, je dois dire que j'entends souvent des détails différents suivant que je l'écoute à la commission ou dans l'Assemblée, ce doit être une question d'acoustique.

(Sourires.)

Je suis heureux de noter que cette vieille courtoisie européenne dont on annonce souvent la mort continue à diriger nos rapports et nos débats. Les trois rapporteurs sont contents l'un de l'autre, le président de ses membres, les rapporteurs de leur président. Eh bien ! Messieurs, je dirai comme un de mes collègues corses, beaucoup plus connu comme général et comme homme politique que votre humble serviteur : Vous êtes les soldats de l'Eurafrique : soldats, je suis content de vous !

Ces éminents techniciens ont fait preuve d'une parfaite compréhension des problèmes humains, économiques et sociaux. Ces trois rapports, le rapport Peyrefitte en particulier, sont de ceux qui marqueront non seulement dans notre

Assemblée mais au delà de notre petite Europe même.

Le colloque avec le Conseil de ministres et les exécutifs européens aborde deux fois ces problèmes : directement, puisque les relations avec les pays et territoires d'outre-mer associés constituent l'un des points figurant au colloque ; indirectement, lorsqu'on traite des relations de la Communauté européenne avec les pays tiers et notamment avec les pays sous-développés.

Monsieur le président Pella, je vous remercie des renseignements que vous nous avez donnés et je remercie aussi M. Lemaignan pour le très beau et long discours qui me permettra de raccourcir le mien d'autant.

Vous permettrez cependant à l'un des trois sénateurs qui ont le périlleux honneur de représenter la Communauté dans cette Assemblée de vous soumettre quelques réflexions en ce qui concerne respectivement :

- 1) Les problèmes généraux soulevés par l'association ;
- 2) Les problèmes nouveaux que pose l'éventuelle accélération des traités de Rome ;
- 3) L'aide aux pays sous-développés.

On a beaucoup parlé de confiance et de méfiance. Vous me voyez, chers collègues, très à l'aise pour traiter de ces problèmes puisque je suis l' élu de la Côte-d'Ivoire où des ministres européens détiennent des postes-clés au sein du gouvernement d'Abidjan et qui, de par sa situation géographique et économique, la qualité du chef du gouvernement actuel, mon ami le président Houphouët-Boigny, représente vraiment une nation pilote parmi les nouvelles républiques africaines.

Pour vous donner un simple exemple de la qualité humaine du président Houphouët-Boigny, laissez-moi vous signaler qu'il a, aux dernières élections, appuyé la candidature au parlement d'un homme, de grande classe au demeurant, qui l'avait fait arrêter autrefois pour son activité politique alors illégale. Vous voyez donc que les trois rapporteurs et les différents orateurs ont eu raison d'insister sur ce que M. Peyrefitte appelle la triple confiance nécessaire : confiance que les Européens doivent faire aux Africains, confiance que les Européens doivent obtenir des Africains, confiance

que les Africains doivent avoir en eux-mêmes et dans leur avenir.

Ainsi naissent rapidement en Afrique noire les conditions d'une véritable vie démocratique. Et en définitive, le problème de l'homme africain est un problème de dignité.

A ce propos, j'ai beaucoup apprécié le souci qu'en ont manifesté les rapporteurs. Rien, donc, ne sera fait de durable entre l'Europe et l'Afrique sans le consentement et la participation des Africains eux-mêmes, ce qu'il nous incombe maintenant d'amplifier sur tous les plans.

Il n'est pas superflu de rappeler, sur ce point, l'appel lancé en octobre 1956 à Bruxelles, à la conférence qui négociait le marché commun, par le président Houphouët-Boigny lui-même. Cette voix autorisée, m'a confié mon ami Maurice Faure qui, vous vous en souvenez, dirigeait avec efficacité et talent la délégation française, eut un écho profond et un effet décisif. Elle aida à convaincre nos partenaires de la solidarité de destin qui unit nos deux continents et ouvrit la voie à la rédaction des chapitres du traité destinés à la mettre en œuvre.

Il y a donc à la base un choix politique conscient, plein de promesses réciproques. Le moment est maintenant venu de nous demander, après deux ans d'application du traité, si les fruits répondent aux promesses des fleurs, comme le disait dans son excellent discours, notre ami Maurice Faure.

Voyons d'abord, si vous le voulez bien, l'exécution du traité de Rome en ce qui concerne l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté européenne. En voyant associées leurs destinées à celle de la jeune Communauté européenne, les États africains pensaient qu'ils trouveraient deux sortes d'avantages : d'abord, des débouchés plus faciles pour leurs produits, puis, une aide financière qui leur aurait permis de combler leur retard économique.

Vous savez que les débouchés sur le marché européen des produits originaires des pays et territoires d'outre-mer associés peuvent être facilités soit par le jeu du tarif extérieur commun, soit par la définition de la politique com-

merciale, soit, enfin, grâce à l'organisation des marchés agricoles.

En ce qui concerne le tarif extérieur commun, la protection que sa mise en place doit assurer aux produits tropicaux est extrêmement modeste, surtout si l'on tient compte des contingents d'importation en franchise de droits que l'Allemagne a obtenus pour les bananes, l'Italie et le Benelux pour les cafés verts.

On sait, d'autre part, que l'Allemagne a utilisé les possibilités du traité pour appliquer immédiatement sur le café le droit du tarif extérieur, évitant ainsi, pendant la période transitoire, de donner des préférences aux cafés originaires des zones française et belge. En même temps, la taxe spécifique de consommation a, elle, été relevée; elle frappe, par ailleurs, beaucoup plus lourdement les Robusta d'Afrique que les Arabica d'Amérique.

Je me devais de dénoncer ces détournements de la lettre et, plus encore, de l'esprit du traité, qui risquent de porter atteinte au capital de confiance et d'espoir que les Africains ont apporté au marché commun et de paralyser ainsi ses virtualités politiques.

En ce qui concerne les produits d'outre-mer pour lesquels les droits du tarif extérieur ne sont pas encore fixés (liste G), nos partenaires ont montré, au cours des premières négociations, une assez vive répugnance à fixer ces droits à un niveau satisfaisant — vous savez que les matières premières doivent entrer librement. Ils ont, notamment, refusé d'envisager des préférences analogues à celles que la Grande-Bretagne accorde aux pays du Commonwealth. Bien que les travaux des experts se soient déroulés dans un climat légèrement amélioré, il importe de rester, sur ce plan, extrêmement vigilant.

Ces difficultés rencontrées sur le plan tarifaire, alors qu'il s'agissait là d'une simple exécution des mesures prévues au traité, préfigurent celles avec lesquelles nous allons vraisemblablement nous trouver confrontés lors de l'élaboration de la politique commerciale commune. En étendant systématiquement aux pays tiers les réductions prévues initialement en faveur des seuls États membres et, indirectement, des pays associés, la Communauté

renonce à accorder une préférence, même minimale, aux pays africains qui lui ont fait confiance.

En ce qui concerne l'organisation des marchés agricoles et la politique agricole commune, vous savez que l'objectif est d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole et de stabiliser les marchés, comme l'a si bien dit M. Peyrefitte.

Un certain nombre de produits d'outre-mer, qui sont énumérés dans l'annexe II du traité, bénéficient des dispositions de principe du traité. Cette liste peut être complétée jusqu'au 1^{er} janvier prochain par le Conseil de ministres statuant sur les propositions de la Commission. Les producteurs d'outre-mer ont demandé l'adjonction de certains produits : cacao, bois, sisal, etc.; ils se sont heurtés à une vive opposition, dans les milieux publics et privés, des partenaires européens. Or, il se pose une question de principe : est-il ou non opportun que la Communauté mène une politique de stabilisation des matières premières au moins sur son aire géographique?

Il y a certes diverses objections : la Communauté serait désavantagée si elle supportait seule des surprises pour ses ravitaillements en matières premières. Cette attitude cadrerait mal avec les récentes déclarations en faveur de l'aide aux pays sous-développés.

Au point de vue des investissements, l'activité plutôt modeste du Fonds de développement subit certains retards. Les capitaux privés des partenaires de la C.E.E. s'orientent ailleurs vers d'autres pays d'Afrique ou même d'Asie pourtant moins sûrs. Comme M. Peyrefitte, en revanche, j'ai noté avec intérêt la création, par le gouvernement allemand, d'un fonds de garantie destiné à prémunir les investissements allemands outre-mer contre les risques politiques.

J'ai noté également, dans le rapport de M. Duvieusart, la suggestion de favoriser le regroupement à l'échelle africaine des pays associés pour discuter directement et sur un pied d'égalité. Mais je tiens à signaler, en tant que sénateur de la Communauté, que cet effort de regroupement a justement été effectué, depuis le référendum historique du 28 septembre 1958, au sein de la Communauté franco-africaine. Conseil exécutif, Sénat de la Communauté

et Cour arbitrale, sans parler d'autres instances, permettent aux États africains de travailler au coude à coude pour le plus grand profit de leurs peuples, ainsi que de leurs rapports avec les Européens.

Les conséquences d'une accélération éventuelle de l'application du traité de Rome doivent être envisagées aussi bien du point de vue des intérêts métropolitains à l'égard de l'outre-mer qu'au point de vue de l'intérêt des exportations d'outre-mer sur le marché européen.

L'aide que la Communauté européenne sera amenée à prodiguer aux pays sous-développés devra s'appliquer par priorité à ceux des pays africains et malgache avec lesquels elle est associée. Toute mesure qui se situerait dans un cadre géographiquement plus vaste et qui par conséquent serait financièrement plus efficace et plus aléatoire, risque d'être dangereuse.

Avant tout, il s'agirait d'avoir à ce sujet une attitude réaliste. Des experts qualifiés ont déjà estimé que l'exemple ainsi donné, dans le cadre de l'association, d'une aide accordée par des pays industrialisés à d'autres pays économiquement attardés, pourrait susciter dans d'autres secteurs géographiques des mouvements analogues de coopération, ce qui permettrait à l'Europe d'être fidèle une fois de plus à sa mission civilisatrice.

Quelles seraient les conséquences d'une accélération de la C.E.E. vis-à-vis des territoires d'outre-mer?

Je ne veux pas m'étendre sur les intérêts spécifiquement métropolitains. Cette accélération atténuerait plus rapidement le traitement préférentiel dont les ventes françaises jouissent outre-mer et marquerait davantage la différence d'ordre contingentaire ainsi que d'ordre douanier. Sa disparition anticipée sera ressentie sérieusement par celles des activités métropolitaines qui sont le plus sensibles à la concurrence européenne. Les ressortissants non français bénéficieront, en matière de droit d'établissement, d'une accélération qui assurera, à plus court terme, un traitement identique à celui des ressortissants français.

Or, notons que le traité de Rome a établi un lien entre la disparition progressive du caractère préférentiel des relations métropole-outre-mer et les contributions financières des autres

États membres au Fonds européen de développement. Il faut poser le problème des investissements de nos partenaires outre-mer, liés à l'extension des possibilités d'établissement de la concurrence européenne outre-mer.

Quels seraient les débouchés éventuels pour les pays associés sur le marché européen?

Dans ce cas, l'accélération présente des avantages :

D'abord, l'outre-mer bénéficiera plus rapidement, sur le marché européen, des préférences qui résulteraient d'une application anticipée des droits du tarif extérieur commun, droits dont les produits de ces pays sont exempts. Toutefois, il existe un certain nombre de produits d'outre-mer pour lesquels la France est actuellement le seul débouché et qui ne seraient pas, ou presque pas, protégés par le tarif extérieur : c'est le cas des arachides, des cafés et de certains oléagineux ; « l'accélération » se soldera pour eux par une diminution plus rapide de la protection dont ils bénéficiaient jusqu'ici.

En second lieu, la future politique agricole commune pourra leur être favorable grâce à une organisation des marchés et à la conclusion de contrats à long terme.

Mais deux conditions doivent être remplies :

Premièrement, il importe que les réductions tarifaires d'ordre interne cessent d'être étendues partout, même lorsqu'elles portent sur des droits nationaux supérieurs à ceux du tarif extérieur, sinon, d'une part, les pays d'outre-mer, ne trouvant plus d'intérêt à leur association même accélérée, chercheront ailleurs leur véritable intérêt ; d'autre part, l'habitude que les États membres auront prise de n'accorder aucune préférence aux produits d'outre-mer, pendant la période transitoire, leur fera difficilement accepter d'appliquer subitement, au terme de celle-ci, un tarif extérieur discriminatoire ; ils demanderont, au moins, l'abaissement des droits intéressant les produits tropicaux.

Deuxièmement, l'accélération doit constituer un renforcement anticipé de la cohésion et de la solidarité eurafricaines ; il y aurait ainsi lieu de s'inquiéter des effets que pourraient avoir outre-mer les déclarations du mémorandum Hallstein, et notamment les paragraphes relatifs aux négociations tarifaires (Dillon) : abais-

sements supplémentaires et octroi de contingents tarifaires.

La concession d'avantages tarifaires aux pays d'outre-mer constitue, bien entendu, le seul avantage tangible de leur association à la C.E.E., en dehors de l'apport du F.E.D.O.M. dont le renouvellement a lieu dans 5 années. Peut-être pourrions-nous envisager l'accélération de la suppression des entraves aux échanges commerciaux, ainsi que l'accélération des programmes d'investissements financés par le F.E.D.O.M., et celle des mesures favorisant la liberté d'établissement. Ainsi, le renouvellement de la convention pourrait être avancé dans des conditions qui maintiendraient, en accélérant l'application, l'équilibre général des dispositions du traité de Rome.

Dans ces mêmes conditions, nous ne devons pas perdre de vue — et ce sera mon résumé final après celui de M. le président Pleven qui, ce matin, l'a dit beaucoup mieux que moi :

1^o L'importance des contacts humains entre populations et gouvernements africains, d'une part, Communauté européenne, d'autre part. La bonne volonté des Africains est évidente, mais il y a un manque de liaison;

2^o Le danger de donner aux territoires d'outre-mer associés l'impression que, dans un but de « mondialisme », la Communauté pourrait envisager de consentir à des pays sous-développés non associés des avantages égaux et même supérieurs à ceux consentis — non sans réticence — à nos associés de la première heure;

3^o La nécessité de sortir du verbalisme stérile dans l'effort d'accroissement de la consommation en Europe de produits des territoires d'outre-mer associés. Je voudrais vous donner l'exemple de l'action russe : l'U.R.S.S. a acheté en Guinée, à prix ferme et pour trois ans, la production bananière.

Nous sommes, mes chers collègues, arrivés au moment où tout peut être sauvé ou, au contraire, compromis. Nous devons nous persuader que nous ne pouvons pas courir deux lièvres à la fois, apporter un soin particulier au destin de l'Afrique, y promouvoir les diverses formes du progrès économique et social, génératrices de civilisation occidentale, en un mot associer étroitement l'Europe et l'Afrique dans un climat de liberté, et caresser en même temps

des rêves de politique universelle qui traitent tous les pays sous-développés sur le même plan. Il faut choisir.

A mon sens, la géographie et l'histoire devraient nous apprendre qu'aujourd'hui, l'Europe est plus menacée par le sud que par l'orient. L'Afrique répondra à votre attente si vous lui manifestez une générosité et une solidarité sans équivoque. En définitive, c'est bien d'un choix politique qu'il s'agit, ici et là-bas. N'en contrairions pas, par nos tergiversations, par nos courtes vues, voire nos tricheries, les conditions de succès.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Nederhorst.

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je vais aller immédiatement au cœur même des problèmes, mettant en relief les points qui me paraissent essentiels dans notre présent colloque. Je ferai quelques remarques sur la politique économique et sur la politique sociale.

En ce qui concerne la politique économique, j'estime que les pays mieux développés ont pour mission de venir en aide aux pays moins développés. Or, dans ce domaine nous nous heurtons à une question que nous affrontons depuis des années déjà. L'aide que nous accordons aux pays insuffisamment développés n'a aucun sens tant que nous ne réussissons pas à garantir à ces pays la vente de leurs matières premières.

La première question que je pose au Conseil de ministres et à la Commission de la Communauté économique européenne est celle-ci : Estime-t-on qu'il suffise de réduire simplement les droits à l'importation de matières premières pour assurer à ces matières premières le libre accès au marché européen? Je ne dis pas du tout qu'il ne faille pas agir de la sorte, mais je crois qu'en nous limitant à faire cela, nous n'aurons pas résolu le problème. Même si les matières premières peuvent pénétrer en toute liberté sur le marché européen, les fluctuations des prix de ces marchandises subsisteront.

Le Conseil de ministres le reconnaît-il? Estime-t-il, comme le groupe socialiste, qu'il faut en conséquence stabiliser les prix des

matières premières et que cette stabilisation revêt une grande importance? Se rend-on compte de ce que, dans ce domaine, la stabilisation des prix peut exiger des sacrifices de notre Communauté? Et que cela implique que nous renoncions à l'avantage que représentent des prix anormalement bas pour les matières premières?

Le Conseil de ministres, les gouvernements sont-ils disposés à faire les plus grands efforts afin d'obtenir la stabilisation des prix des matières premières?

Si on répond affirmativement à cette question — et je crois pouvoir déduire d'une déclaration de M. Pella que cette affirmation me sera donnée — je serai amené à poser une nouvelle question. Quelles sont les possibilités que l'on aperçoit en ce qui concerne la stabilisation des prix à l'intérieur de la Communauté? Puis je vois une seconde question encore. Quelles sont les possibilités quant à la stabilisation des prix hors de la Communauté?

Cette question ne se pose en effet pas seulement dans le cercle des pays associés; c'est en réalité une question mondiale. Ai-je raison de penser qu'elle se prête à une solution en deux phases? Ai-je raison de penser que l'on peut prendre des mesures en vue de stabiliser les prix des matières premières à l'intérieur de la Communauté et prendre ensuite des mesures destinées à stabiliser les prix des matières premières pour le reste du monde? Le Conseil de ministres pourrait-il me dire s'il n'estime pas que ce problème de stabilisation doit être envisagé avant tout aussi dans le cadre de l'association avec les Sept?

La troisième question que je poserai a trait à la politique sociale. Le Fonds social fait une certaine répartition entre les dépenses d'ordre économique et les dépenses d'ordre social. Au début, on est parti de l'idée que, dans cette répartition, une priorité doit être accordée aux objectifs d'ordre social et on destine 60 % du Fonds à des fins sociales et 40 % à des fins économiques.

Si je suis bien renseigné, on a changé d'avis et à l'heure actuelle la plus grande partie de l'argent va à des projets économiques et une petite part seulement en est destinée aux projets d'ordre social. Il faudrait nous donner une justification logique de cette volte-face. La

difficulté est en effet que les projets d'ordre social qui sont financés entraînent de considérables frais d'exploitation, lesquels doivent être supportés, année après année, par les gouvernements des pays insuffisamment développés. Or, ces gouvernements ne sont pas en état de payer année après année, par les ressources du budget, ces frais d'exploitation des hôpitaux, des écoles et de toutes les autres institutions que vous voudrez.

Mais, Monsieur le Président, la question est-elle ainsi résolue? Le danger n'est-il pas que, de ce fait, on néglige d'importantes améliorations sociales? Je me permets de demander aux représentants des gouvernements qui siègent au Conseil de ministres s'ils ont songé aux conséquences de cette manière de faire. Comment pensent-ils pouvoir résoudre le problème que le retard apporté au financement des projets sociaux menace de poser?

Il est enfin une dernière question que je voudrais soulever : elle a trait à l'enseignement. Le Conseil de ministres pourrait-il me dire s'il n'est pas vrai que, dans les pays associés, un des problèmes les plus brûlants est celui de l'« africanisation », si je puis dire, des cadres?

Dans une intéressante intervention, M. Lemaignen a signalé quelques éléments de ce problème, mais je serais heureux de recevoir des précisions. Au cours du voyage qui nous a conduits dans ces régions africaines, il est certains faits qui sont venus à ma connaissance et que je ne voudrais vraiment pas passer sous silence. J'en ai parlé hier déjà, dans une autre intervention, mais je voudrais les soumettre aussi au Conseil de ministres.

Nous pouvons constater que notamment en matière d'octroi de bourses d'études pour des dirigeants africains, de grands efforts sont faits par des milieux qui ne sont pas européens. A l'heure qu'il est, deux cents étudiants font grâce à des bourses leurs études à l'Université de Prague; quarante Africains étudient dans des universités de l'Allemagne de l'Est, quarante à Moscou et encore une centaine dans des pays situés derrière le rideau de fer : Bulgarie, Pologne, Roumanie et Hongrie.

Voici mes questions : Qu'est-ce que la Communauté peut opposer à cela? Estime-t-on que le Fonds de développement est assez riche pour

pouvoir financer également des bourses d'étude? Ce Fonds a-t-il qualité pour le faire?

Si on devait me répondre par la négative, j'aimerais apprendre si les gouvernements n'estiment pas qu'il y a lieu de faire, dans ce domaine, un effort financier spécial et s'il n'est pas hautement souhaitable qu'ils prennent spontanément sur eux-mêmes — chacun pour soi — de créer un certain nombre de bourses destinées à des étudiants des pays associés, afin de leur permettre de faire leurs études soit à une université africaine, soit en Europe?

N'y a-t-il pas là une tâche particulière qu'il faut examiner très sérieusement? Le Conseil de ministres est-il disposé à examiner cette question avec beaucoup de soin?

(Applaudissements.)

M. le Président.— La parole est à M. Vial, dernier orateur inscrit.

M. Vial. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, mon propos sera bref. Vivant depuis près de vingt ans en Afrique, élu par les Africains, je me considère élu pour les Africains. Je désire donc indiquer mon point de vue et émettre quelques vœux auprès de MM. les Ministres des Communautés.

Je ne reviendrai pas en détail sur ce que vous disent très bien les trois rapports de la commission spéciale des pays et territoires d'outre-mer. Mais qu'il me soit permis tout d'abord, justement en tant qu'Africain, de remercier l'ensemble de cette commission spéciale qui vient d'effectuer une mission d'étude et d'information dans certains pays et territoires associés d'Afrique centrale sous la conduite éclairée de son président, M. Scheel, et de remercier également MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst pour le sérieux et la compétence des travaux qu'ils ont fournis sous la forme des trois rapports si complets qui nous ont été remis dans cette Assemblée.

J'admire en effet que, pour un voyage relativement court, une documentation de cette importance, mais surtout de cette qualité, ait pu être établie. Ceci m'incite à demander instamment à notre Assemblée de faire le nécessaire d'urgence pour qu'une documentation comparable à celle-ci puisse nous être fournie pro-

chainement sur les autres pays et territoires associés.

La commission spéciale devrait donc effectuer un voyage identique dans les autres pays ou territoires associés qui n'ont pu être visités cette fois-ci. J'estime indispensable que ce voyage complémentaire ait lieu le plus rapidement possible parce que les pays et territoires qui seront visités offriront à la commission un autre champ d'études et d'informations souvent très différentes. Ces nouvelles informations, ajoutées aux constatations du premier voyage, nous permettront non pas de donner tout de suite aux problèmes d'Afrique les conclusions qu'ils comportent, mais de pouvoir, en toute connaissance, en poser les données, ce qui en rendra d'autant plus facile la solution.

Je demande, rejoignant ainsi en partie la proposition qui nous avait été faite par l'honorable M. Carboni, que les discussions des rapports qui seront établis à la suite de ce nouveau voyage puissent avoir lieu en présence des ministres compétents des États et territoires visités, à l'occasion d'une session spéciale extraordinaire de notre Assemblée. Ceci donnerait une importance politique beaucoup plus grande à ce qui pourrait fournir une matière valable à l'élaboration des plans qui, dressés au cours d'une association beaucoup plus étroite entre la communauté des Six et les pays et territoires associés, permettraient de relever le niveau de vie des populations, de façon qu'il soit pour le moins décent et, en tout cas, plus proche de celui de nos populations occidentales. Ainsi se rétablirait un peu l'équilibre général de l'Occident et se renforceraient les causes de paix dans le monde.

J'émets ici le vœu que l'aide déclamée par les trois rapporteurs soit donnée aussi vite et aussi pleinement que possible, tout retard dans cet ordre d'idée aggravant avant le déséquilibre des rapports économiques en présence. Il serait intéressant de simplifier et de faciliter les demandes d'aide et de faire participer les Africains à la gestion du Fonds de développement. Il y a un ordre de préférence qui doit être accordé à nos partenaires avant d'être consenti aux pays tiers.

En ce qui concerne les futures élections européennes, je pense qu'il y a lieu, là aussi, d'inté-

resser au plus vite et au mieux les Africains à la construction de l'ensemble économique et politique que nous voulons bâtir. Pour ce faire, il faut les associer plus étroitement aux travaux de notre Assemblée; il faut donc augmenter leur participation de telle façon que, par leur présence ici, ils puissent participer à l'élaboration des divers programmes qui auront à traiter de leur avenir. Une telle conception est devenue nécessaire; il faut regarder l'avenir et non plus le passé.

Je voudrais aussi appuyer sur la fixation des délais des conventions, lors de leur renouvellement, afin que nous puissions envisager des investissements à moyen ou même à long terme. Il convient que ces nouveaux délais, plus longs que ceux imposés jusqu'ici, ne paralysent plus les réalisations importantes, souvent indispensables.

Un gros effort doit aussi être entrepris dans le domaine de l'information d'outre-mer. Si l'on constate que peu d'Européens sont au fait des affaires de l'Europe et en particulier des divers exécutifs de nos Communautés, nous devons reconnaître que bien moins d'Africains encore en sont informés. Il faut donc faire connaître, puis faire participer.

Pour rassurer ceux d'entre nous qui ne connaissent pas l'Afrique, je leur dirai aussi, pour terminer, que les Africains ne font pas qu'attendre les investissements comme la manne dans le désert, mais qu'ils se sont mis très courageusement au travail et que, partout, de grands programmes sont en cours. Je citerai particulièrement le cas des investissements humains dans la République soudanaise que j'ai l'honneur de représenter aussi dans cette enceinte. Là, les populations consentent en plus de leur journée normale de travail, un travail volontaire non rémunéré, tant dans l'agriculture que dans divers travaux de construction, d'assainissement, de voirie ou autres pour l'amélioration générale du pays.

L'Europe doit à sa mission civilisatrice de faire la bonne action que les pays sous-développés d'Afrique sont en droit d'attendre d'elle. Par là même, l'Europe fera aussi une bonne affaire puisqu'elle développera un marché économique qui sera de plus en plus intéressant pour elle. En effet, en accroissant ses importations

des pays associés d'Afrique, en cherchant à stabiliser, en les améliorant, les prix aux producteurs, l'Europe augmentera d'autant ses possibilités d'exportation.

Cette conception, avec celle d'une plus grande participation des Africains dans nos affaires communes, leur permettra de n'avoir plus aucune réticence à l'égard de l'Europe puisque le contrat sera profitable aux deux parties; et chacun de nous sait bien que, seuls, sont valables les contrats qui sont intéressants pour les deux parties contractantes.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. le président Pella.

M. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — (I) Monsieur le Président, c'est avec le plus vif intérêt que j'ai suivi les discours qui ont été prononcés sur cette question si passionnante; je crois cependant devoir répondre brièvement, d'autant plus qu'à l'heure qu'il est les personnes présentes sur ces bancs font preuve d'une patience vraiment héroïque et qu'il me semble que certains orateurs qui ont eu l'occasion d'intervenir dans le débat ne sont plus dans cette salle.

Avant tout, je tiens à confirmer une fois de plus que le Conseil de ministres est fermement décidé — l'exposé captivant de M. Lemaignan confirme d'ailleurs que la Commission partage cette manière de voir — à atteindre dans ce domaine tous les objectifs fixés par le traité, sans réserves, sans restrictions, cherchant même à y ajouter tout ce qui peut être fait selon l'esprit du traité.

Le Conseil a la ferme intention, qui correspond à un devoir, de développer par le moyen des liens d'association la solidarité qui attache l'Europe à des pays et territoires d'outre-mer; il est surtout décidé à en soutenir les intérêts et à les aider à atteindre au plus tôt une meilleure organisation économique, sociale et culturelle.

Le Conseil n'ignore pas qu'il s'agit là d'un monde particulièrement intéressant, ainsi que certains orateurs l'ont souligné avec éloquence.

Certains pays sont sur le point d'accéder à l'indépendance et de se joindre aux autres pays qui ont déjà acquis ce statut. On peut dire en tout cas que dans ces territoires nous voyons se développer les germes d'une modernisation de la structure économique et de la structure sociale. Il s'agit d'un ensemble de pays qui, comme je l'ai montré précédemment, sont attachés aux pays européens du marché commun par des liens tels que l'intérêt réciproque exige que ces liens prennent une forme d'association encore plus décisive.

J'aperçois une autre raison encore pour laquelle nous considérons devoir vouer une attention particulière à ce problème, en faisant naturellement preuve de la prudence qui s'impose.

Nous savons fort bien qu'il y a dans ces territoires des infiltrations, très habiles, d'un monde dont la conception de vie est différente de la nôtre. C'est bien pourquoi le monde libre ne peut se permettre d'arriver en retard; il ne doit pas accepter que d'autres profitent de la bonne foi de ces peuples qui, évidemment, désirent progresser et ne sont pas toujours en état de mesurer les hypothèques qui peuvent être attachées à certaines aides.

Les aides que, pour notre part, nous désirons apporter sont des aides véritablement désintéressées et auxquelles nous ne voulons pas donner un caractère de paternalisme ou de bienfaisance. Ce sont des aides qui correspondent aux devoirs d'un monde qui a atteint une haute civilisation, le monde occidental; ce sont des aides dont nous ne voulons pas qu'elles soient grevées d'une hypothèque quelconque.

De plus, nous avons remarqué à un certain moment que cet ensemble de questions — et voici le cadre dans lequel je voudrais répondre aux questions particulières qui m'ont été posées — doit être inséré, par delà les prescriptions du traité, dans le vaste programme des aides aux pays sous-développés. Il ne fait aucun doute que dans ce cadre nous devons accorder la priorité absolue aux territoires en question, et cela pour deux raisons : d'abord parce que le traité fixe dès maintenant les fonds affectés à cette œuvre, et ensuite parce que (dans mes montagnes, on dit que « la première

charité est celle qui se fait à la porte de la maison »; mais en l'occurrence, il ne s'agit pas de charité) nous sommes obligés de reconnaître le droit de priorité des territoires qui sont les plus voisins de nous.

Ces considérations me facilitent évidemment la réponse que je dois faire, aux différentes questions qui ont été posées, celle-ci devant cependant se limiter à l'essentiel.

En premier lieu, je répondrai à l'honorable représentant qui m'a demandé si le Conseil de ministres est en mesure de mettre une sorte d'hypothèque sur l'association avec les territoires d'outre-mer en prorogeant la durée de la Convention prévue par le traité, qui l'a fixée à cinq ans, au delà de l'expiration de cette période, fût-ce par cette décision unanime prévue à l'article 136 du traité. Je ferai remarquer à l'auteur de la question que nous n'en sommes qu'à la seconde année de cette période de cinq ans et que par conséquent nous avons utilisé à peine quarante pour cent du temps dont nous disposons. Au surplus, nous n'avons à l'heure qu'il est pas même toutes les données nécessaires pour prendre une hypothèque, ce qui fait que nous risquerions de prendre des décisions qui ne seraient pas entièrement conformes aux réalités qui peuvent surgir au cours des trois années qui nous séparent encore de l'expiration de ce lustre.

Il est très certain que le problème de la prorogation sera examiné dans l'esprit même dans lequel le traité de Rome a fixé cette période de cinq ans; il est d'ailleurs permis de penser que la fixation de cette période a été une des conditions mises par tel ou tel pays à la signature du traité.

La seconde question concerne la politique diversifiée et coordonnée que l'on entend suivre en matière d'investissements. Je crois, Monsieur Peyrefitte, que sur ce point, les aspirations précèdent vraiment de trop loin la réalité, en ce sens qu'il est clair qu'une politique d'investissement doit être coordonnée et diversifiée. Je puis dire que le Conseil se propose d'examiner cet aspect du problème dans le cadre plus large des propositions de notre collègue Wigny.

Quant à la troisième question, celle qui a été posée à propos de la stabilité des prix, je dirai pour compléter les remarques que j'ai

déjà faites cet après-midi que l'aide aux pays sous-développés doit prendre au moins trois directions : aides financières, accroissement des échanges, assistance technique. J'y ajoute une autre considération encore, à savoir qu'il faut résoudre non seulement le problème de la stabilisation des prix, mais aussi celui que pose l'écart entre les prix internationaux et les prix que, pour certaines matières premières, quelques pays fixent pour des raisons politiques à un niveau plus haut que le prix international, la différence constituant pour l'acheteur particulier le critère de l'utilité de l'acquisition.

Je pense réellement que ce problème des prix — au point de vue de leur stabilisation et pour ce qui concerne la possibilité d'assumer en commun la charge d'une éventuelle différence de prix en faveur de ces pays — représente une des pierres d'angle de tout programme organique d'aides aux pays sous-développés.

En ce qui concerne le statut des investissements, il me semble que nous nous trouvons devant un des corollaires du programme qui doit être établi à cet égard. C'est par rapport aux investissements privés que se sont manifestées les inquiétudes de M. Peyrefitte quant aux garanties en faveur des entrepreneurs privés.

Parce que personnellement je suis partisan d'une économie de marché complétée, là où c'est nécessaire, par l'intervention de l'État, précisément parce que je suis partisan de cette économie de marché, je tiens à préciser que le droit aux profits qu'a l'entrepreneur privé trouve son corrélatif dans le fait que l'entrepreneur privé assume les risques inhérents aux investissements; en effet, il ne serait pas admissible d'abandonner les profits aux particuliers et de mettre les pertes à la charge de la collectivité.

Il peut y avoir certains risques privés, notamment les risques de nature politique. Vu sous cet angle et avec cette limitation, le problème mérite selon moi d'être examiné et acheminé vers une solution positive.

Une autre question a été posée à propos de la crainte que les pays associés éprouvent de voir diminuer les avantages tarifaires à la suite d'une politique commerciale commune. J'ai déjà fait remarquer dans mon exposé

que, pour sauvegarder la Communauté que nous voulons construire, il est indispensable de maintenir un juste équilibre entre les avantages et les obligations réciproques, compte tenu des exigences particulières des pays associés. Or, nous pouvons faire quelque chose de plus en faveur des territoires d'outre-mer, mais il est bien évident que nous ne saurions adopter une orientation autarcique en leur faveur. En d'autres termes, nous désirons aider les pays d'outre-mer et nous désirons leur venir en aide surtout dans le domaine des prix et des investissements. Nous chercherons aussi à les contenter, s'il est possible de le faire, sur le plan des tarifs; mais c'est précisément à cet égard que j'aperçois une limite au delà de laquelle on ne saurait aller.

M. Nederhorst a signalé le problème de la répartition des fonds entre les investissements d'ordre social, d'une part, et les investissements d'ordre économique, d'autre part, autrement dit entre investissements à proprement parler et dépenses de caractère social. Il est parfaitement exact que dans l'établissement de son programme le Conseil — agissant aussi en réponse à des demandes formulées par les régions intéressées — a modifié les pourcentages dans l'affectation des fonds. A l'origine, il s'agissait de 40 % et de 60 %, mais ces taux ont été fixés ensuite à 25-30 % (le pourcentage reste donc élastique) pour les dépenses d'ordre social et à 70-75 % pour les investissements économiques.

A ce point de mon exposé, je pourrais rappeler une vieille revendication de la politique économique qui peut se formuler dans les termes suivants. Ayant à notre disposition une quantité déterminée de ressources, vaut-il mieux entreprendre une politique d'investissements véritables et proprement dits, sacrifiant les dépenses sociales dont les fruits seraient plus lents à mûrir, ou bien faut-il au contraire sacrifier les investissements au profit des investissements économiques?

Nous croyons qu'il faut commencer par donner aux investissements un poids plus grand. Mais aucune décision définitive n'a été prise à ce sujet et le Conseil attend en fait de voir à la lumière de l'expérience si une autre répartition paraît meilleure. Je tiens à exprimer l'espoir que, attendu que ces dépenses sociales

servent à alléger les budgets de certains pays, ceux-ci fassent quelque effort pour élargir la sphère des investissements économiques.

M. Nederhorst a parlé aussi de la question des bourses d'études, des investissements et de l'assistance de caractère culturel. Mais sur ce point j'empiéterais sur le domaine de la Commission et je pense qu'elle montrera elle-même comment son action répond aux nécessités qui nous sont apparues.

Il me semble avoir répondu de la sorte à toutes les questions qui ont été posées, ce qui nous amène à mettre un point final aux colloques de la présente session. Permettez-moi, Monsieur le Président, de rappeler que ces colloques ont été demandés sous le signe de la mauvaise humeur, qu'ils ont été préparés sous le signe de l'inquiétude et qu'ils ont commencé sous le signe de la prudence. J'aimerais pouvoir être certain que chacun est convaincu qu'ils s'achèvent sous le signe de la satisfaction. Ils s'achèvent très certainement sous le signe de la satisfaction en ce qui concerne le Conseil de ministres; celui-ci confirme sa propension à assister fréquemment à des échanges de vues de ce genre; je me permets de préciser cette pensée en disant qu'il en a la ferme intention.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et je vous prie d'être l'interprète de la gratitude du Conseil auprès de l'Assemblée qui a l'insigne honneur d'être présidée par vous.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — Nous voici arrivés, en effet, à la fin de ce colloque, au cours duquel l'Assemblée, s'élevant au-dessus de ses préoccupations immédiates qui découlent de l'application des traités, a largement discuté avec les autres institutions de la Communauté, et plus spécialement avec les Conseils de ministres, quelques grands thèmes de la politique européenne.

Je crois pouvoir dire que les résultats de cette rencontre sont positifs.

Sur le plan des relations entre l'Assemblée et les Conseils, un grand pas en avant a été fait, puisque les interventions du président et des

membres des Conseils ont prouvé que les Conseils de ministres comprennent et partagent les préoccupations de l'Assemblée et qu'ils ont manifesté l'intention de rencontrer, dans la plus large mesure possible, les vues et les suggestions que l'Assemblée a formulées. Le fait même que ce colloque ait eu lieu constitue déjà une première réalisation tangible de cet effort de rapprochement.

Le colloque d'hier et d'aujourd'hui a confirmé heureusement une expérience tentée une première fois à Rome en 1957 par l'Assemblée commune. Désormais, on peut dire que cette expérience est devenue une tradition qui doit permettre de confronter périodiquement les efforts que, dans le cadre de ses attributions propres, chacune des institutions de la Communauté est prête à accomplir au service de l'Europe.

Qu'il me soit permis, à la fin de nos débats, de remercier tout d'abord le président des Conseils de ministres, M. Pella (*applaudissements*), qui assiste à nos débats depuis lundi matin et qui a pris la parole à six reprises.

Je remercie également MM. les Ministres des affaires étrangères et leurs collègues qui nous ont fait l'honneur de participer aux travaux, ainsi que MM. les Présidents et Membres de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et des Commissions du Marché commun et de l'Euratom, dont la présence ici n'a fait que manifester une nouvelle fois la volonté commune de poursuivre sans relâche la construction de l'Europe.

(Vifs applaudissements.)

6. — *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain jeudi 26 novembre à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

— présentation et discussion du rapport de M. Janssens sur les relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres (doc. n° 71);

— suite de la discussion des rapports de MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst, sur les problèmes relatifs à l'association des pays et territoires d'outre-mer (doc. nos 67, 69 et 70);

— présentation et discussion du rapport de M. Kopf sur les entretiens avec les représentants

des gouvernements des six États membres au sujet du siège de l'Assemblée (doc. n° 65);

— présentation et discussion du rapport de M. Kopf sur le « district européen » (doc. n° 66).

La séance est levée.

(La séance est levée à 21 h 35.)

SESSION DE NOVEMBRE 1959

SÉANCE DU JEUDI 26 NOVEMBRE 1959

Sommaire

1. *Adoption du procès-verbal* 271
2. *Ordre des travaux* 271
3. *Relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils des Communautés. — Présentation d'un rapport de M. Janssens, fait au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles : MM. Janssens, rapporteur; le Président* 272
4. *Association des pays et territoires d'outre-mer. — Suite de la discussion de rapports de MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst, faits au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer : MM. Carboni, Vanrullen, Charpentier, Rubinacci, Gailly, Le Hodey, Lemaignan, membre de la Commission de la Communauté économique européenne; Scheel, président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la commission temporaire spéciale chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer Carboni.* 273
5. *Modifications dans la composition de commissions* 303
6. *Ordre du jour de la prochaine séance* 304

PRÉSIDENCE DE M. FURLER

Vice-président

(La séance est ouverte à 15 h 15.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — *Adoption du procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — *Ordre des travaux*

M. le Président. — J'ai quelques communications à vous faire sur les propositions du comité des présidents qui s'est occupé ce matin de l'ordre des travaux de l'Assemblée parlementaire pour cet après-midi.

Le comité des présidents propose que nous entendions cet après-midi le rapport de M. Janssens sur le problème des relations entre l'Assemblée et les Conseils de ministres des Communautés européennes et que demain matin nous nous prononcions sur la proposition de résolution qui sera présentée par la commission compétente.

Comme second point de l'ordre du jour, le comité des présidents vous propose de poursuivre la discussion des rapports de MM. Du-

vieusart, Peyrefitte et Nederhorst sur les problèmes relatifs à l'association des pays et territoires d'outre-mer. Attendu que la discussion pourrait durer assez longtemps, il vous soumet trois propositions destinées à concentrer le débat.

Il vous propose tout d'abord de clore la liste des orateurs à 16 heures. Après 16 heures, il ne serait donc plus possible de s'inscrire sur la liste des orateurs en ce qui concerne ce point de l'ordre du jour.

La deuxième proposition du comité des présidents est de limiter dans ce débat, conformément à l'article 32, paragraphe 2, du règlement, la durée de parole de chaque orateur et de la fixer à vingt minutes.

En troisième lieu, le comité des présidents, considérant que la question de l'association de la Communauté avec les pays et territoires d'outre-mer donnera probablement lieu à une longue discussion, propose que les deux rapports de M. Kopf, sur le siège des institutions et sur le problème de la création d'un district européen, soient enlevés de l'ordre du jour d'aujourd'hui et traités au cours de la session de janvier 1960.

Vu l'importance de ces questions, le comité des présidents a cru qu'il était indiqué — suivant la proposition faite par le président de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles — de ne pas les examiner à la suite d'un long débat.

Y a-t-il des objections contre ces trois propositions : limitation de la durée de parole, clôture de la liste des orateurs à 16 heures et ajournement des rapports de M. Kopf au mois de janvier?

Si tel n'est pas le cas, l'ordre du jour est fixé conformément aux propositions du comité des présidents.

Enfin, le comité des présidents propose de fixer à demain matin, 10 heures 30, la séance prévue pour le vote des propositions de résolution présentées par les commissions.

Il n'y a pas d'observation?...

Il en est ainsi décidé.

3. — *Relations entre l'Assemblée et les Conseils des Communautés*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation du rapport de M. Janssens, fait au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, sur les relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils de ministres des Communautés européennes (doc. n° 71).

La parole est à M. Janssens, rapporteur.

M. Janssens, rapporteur. — Monsieur le Président, pour étrange et paradoxal que cela puisse vous paraître, je me propose de soulever moi-même une exception de procédure en ce qui concerne la présentation et la discussion de mon rapport.

Il faut avoir la franchise de reconnaître que l'établissement de l'ordre du jour de cette importante session de notre Assemblée a créé une confusion et peut-être même un malentendu. En effet, le premier des trois thèmes qui ont fait l'objet du « colloque » des 24 et 25 novembre était l'examen du problème des relations entre l'Assemblée parlementaire et les Conseils de ministres.

Lorsque le bureau et le comité des présidents ont réglé d'un commun accord le programme ou, si vous voulez, le scénario de ce colloque, il fut convenu avec le président en exercice des Conseils de ministres que la parole me serait accordée immédiatement après l'exposé de M. le président Pella et que j'aurais en quelque sorte pour mission d'introduire le débat en ma qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles.

J'ai eu le scrupule — je serais presque tenté de dire la coquetterie — de ne pas faire de mon intervention une simple paraphrase de mon rapport. Je suis cependant bien obligé de constater que la plupart des orateurs qui ont participé au débat se sont référés à ce rapport, qui leur avait été distribué en temps utile et dont ils avaient eu le loisir de prendre connaissance.

Je vais plus loin : dans leurs réponses, M. le président Pella, MM. les ministres de Pous et Wigny ont également fait de fréquentes

allusions à ce rapport, qui leur avait été préalablement communiqué et qu'ils avaient, d'ailleurs, examiné et discuté au cours de leur réunion de la veille.

Dès lors, qu'on le veuille ou non, la réunion plénière du 24 novembre a procédé par anticipation à l'examen et à la discussion d'un rapport qui avait sans doute été approuvé à l'unanimité par la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, mais qui n'avait pas été soumis à l'approbation de l'Assemblée elle-même. Cela n'est peut-être pas très orthodoxe du point de vue de la stricte procédure parlementaire, mais c'est un fait que nous ne pouvons qu'enregistrer.

J'attire dès lors votre attention, Monsieur le Président, sur le risque que nous courons en recommençant aujourd'hui à discuter dans tous ses détails un rapport qui a déjà fait l'objet d'un examen approfondi au cours de la séance du 24 novembre et dont je crois pouvoir dire sans aucune espèce de vanité qu'il a été implicitement approuvé par cette réunion spéciale.

Je suis ainsi amené, moi qui suis rapporteur, à vous proposer de faire l'économie précieuse d'un nouveau débat qui n'apporterait sans doute aucun élément supplémentaire et qui risquerait même de faire naître d'éventuelles contradictions, ce qui serait évidemment très fâcheux, non seulement pour le rapporteur, mais pour l'Assemblée tout entière.

Je suis, bien entendu, à votre entière disposition, Mesdames, Messieurs, pour vous résumer une fois de plus l'exposé des motifs et les conclusions de mon rapport et pour répondre, le cas échéant, aux observations et aux questions qui pourraient être formulées par l'un ou l'autre membre de cette Assemblée. Mais je tiens tout de même à vous signaler que j'ai rédigé une proposition de résolution qui doit encore être discutée et éventuellement approuvée par la commission des affaires politiques, qui se réunit ce soir à cet effet, pour être ensuite soumise au vote de l'Assemblée en même temps que toutes les autres résolutions qui seront présentées à la fin de l'actuelle session.

Sans vouloir aucunement préjuger le sort qui sera réservé à cette proposition de résolution, ni les amendements qui y seront éventuellement apportés, je puis vous dire, en guise de

conclusion, que cette proposition exprime, en premier lieu, la satisfaction que l'Assemblée doit retirer de la tenue élevée et de l'heureux résultat de l'échange de vues qu'elle a eu dans cet hémicycle avec les Conseils de ministres en présence des Commissions exécutives.

Elle souhaite, ensuite, qu'en dehors et au delà de tout formalisme juridique, cette réunion spéciale — remarquez que je n'ai pas employé le mot « colloque » — se renouvelle périodiquement pour examiner les grands thèmes de la politique européenne.

Elle invite aussi les Conseils de ministres à mettre tout en œuvre pour accroître et améliorer leur indispensable collaboration avec l'Assemblée parlementaire, notamment en assistant régulièrement à tous les débats, en répondant d'une façon précise aux questions parlementaires, en donnant une plus large publicité à leurs activités et à leurs délibérations, et enfin, en étendant la procédure de consultation à toutes les décisions importantes, même dans les cas où cette consultation n'est pas expressément prévue par les traités.

Pour conclure, je souhaite que l'Assemblée réaffirme sa volonté politique d'étendre et d'améliorer ses relations avec les Conseils de ministres, en voyant dans cette formule une contribution essentielle à la coordination des institutions européennes et, par voie de conséquence, au renforcement de l'idée européenne ou, pour mieux dire, de la conscience européenne.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. le Rapporteur pour son rapport qui est un document très précieux pour notre travail.

L'Assemblée sera appelée demain à se prononcer sur la proposition de résolution que la commission compétente présentera.

4. — *Association des pays et territoires d'outre-mer (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des rapports.

— de M. Duvieusart, sur les problèmes juridiques et politiques relatifs à l'association de la Communauté avec les pays et territoires d'outre-mer ainsi que sur les problèmes de l'information sur les objectifs et réalisations des Communautés européennes tant en Europe qu'en Afrique (doc. n° 67);

— de M. Peyrefitte sur les questions économiques posées par l'association des pays et territoires d'outre-mer au Marché commun (doc. n° 69);

— de M. Nederhorst sur les questions sociales des pays africains associés à la Communauté économique européenne visités par la délégation (doc. n° 70).

La parole est à M. Carboni.

M. Carboni. — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je ne saurais commencer mon présent exposé sans remercier l'Assemblée d'avoir permis à une délégation — composée en partie de membres de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et en partie de membres d'autres commissions — de faire un voyage dont le souvenir ne s'éteindra jamais dans notre esprit. Je vous prie donc, Monsieur le Président, de bien vouloir accepter l'expression de ma chaleureuse reconnaissance et de la transmettre à vos collègues du bureau, en leur donnant l'assurance que nous avons essayé de tirer le plus grand profit possible de cette visite.

Notre voyage en Afrique nous a permis de jeter un regard sur tous les problèmes qui se posent dans ce continent, même si ce n'est que d'un point de vue particulier, car nous n'avons visité qu'une partie des territoires d'Afrique et nous n'avons pu y passer qu'un peu plus d'un mois. Notre discours nous conduirait très loin si nous voulions tirer des conclusions définitives de tout ce que nous avons pu voir. Je n'ai d'ailleurs aucune envie de le faire, ne fût-ce que parce que les trois rapports qui ont été présentés illustrent très exactement et avec beaucoup de perspicacité — encore qu'ils diffèrent entre eux dans la manière de poser les problèmes ou dans les conclusions particulières auxquelles ils parviennent — les faits que nous avons observés en Afrique et la situation de

ce continent qui traverse actuellement une phase de grand développement.

Mon intention est d'aborder le sujet d'un point de vue particulier; je parlerai non pas tellement d'industrialisation, de routes ou de ports, que d'un autre facteur qui, à mon avis, est le facteur primaire : je veux dire l'élément spirituel. Tel il me paraît parce que je suis convaincu que le spirituel a la priorité sur tous les rapports humains, que ce soient les rapports économiques, juridiques, sociaux ou politiques. C'est exactement pourquoi je me permettrai de soumettre à l'Assemblée un certain nombre de remarques.

Quel est l'esprit dans lequel nous devons aller au-devant des peuples africains. Quel est l'esprit dans lequel nous devons examiner les problèmes qui les concernent?

Dans notre traité, qui est au fond la base de ce que je vais dire, nous lisons à l'article 131 que le but de l'association est « la promotion du développement économique et social des pays et territoires et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et la Communauté dans son ensemble ». Puis le traité ajoute qu'elle doit en premier lieu « permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent »

A mon avis, mes chers collègues, il est nécessaire d'approfondir ce point, car la formule utilisée dans notre traité n'est pas originale; elle a en réalité de nombreux précédents. Dans le préambule du traité de Berlin, du 26 février 1885, il est dit que les États participant à la conférence qui s'est tenue dans la capitale allemande se sont efforcés de parvenir à un accord en vue de créer des conditions plus favorables au développement du commerce et de la civilisation de certaines régions de l'Afrique. Les États signataires de ce traité exprimaient le désir de trouver les moyens nécessaires pour accroître le bien-être moral et politique des populations indigènes. En ouvrant la conférence, Bismarck lui-même a dit tout net que l'on cherchait à établir une égalité de droits et une solidarité d'intérêts entre toutes les nations qui se livrent à une activité commerciale en Afrique.

Nous trouvons des expressions presque pareilles dans le traité de Saint-Germain-en-Laye, de 1919, et dans la déclaration que le gouvernement belge a faite en 1908, quand l'État du Congo est devenu une colonie belge.

A l'article 22 du pacte de la Société des Nations, on affirmait que « le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation ».

Enfin, au chapitre XI, article 73, de la Charte des Nations Unies, il est dit que le but de l'intervention des pays européens dans la vie du continent africain est « d'assurer, tout en respectant la culture des populations, leur progrès politique, économique et social ».

Le fait que des expressions substantiellement identiques aient été employées également dans notre traité pourrait faire croire qu'au fond rien n'a changé, c'est-à-dire que les nations de l'Europe cherchent à atteindre ces mêmes buts que déjà quelques dizaines d'années auparavant ils avaient proclamés sacrés, et peut-être de les atteindre aussi par les mêmes moyens.

Or, force est de reconnaître que le traité de Berlin et les autres documents que j'ai rappelés il y a un instant ont apporté effectivement un changement notable dans la politique à l'égard des pays africains régis comme colonies ou en vertu de mandats. Autrement dit, les hommes ont voulu briser par ces accords — et ils l'ont fait en réalité — ce que l'on pouvait appeler une politique coloniale. Dès lors, on a assisté à la naissance d'une autre politique qui a été désignée par le terme de « paternalisme ». On pensait à ces territoires, on agissait pour leur bien-être et leur progrès économique, social et politique, mais sans que ces peuples aient à dire quoi que ce soit. Ils obtenaient donc ces avantages, ils étaient assistés dans leur marche vers le progrès, mais sans que leur voix soit entendue sur un plan d'égalité.

En réalité, il y avait évidemment d'autres problèmes à résoudre. Les États européens cherchaient à limiter, réciproquement, les sphères d'influence afin d'empêcher des controverses de surgir entre eux.

Mais, comme je l'ai dit, c'est là un autre problème.

Aujourd'hui, l'objectif vers lequel nous devons tendre, si nous voulons vraiment imprimer une tournure nouvelle et décisive à la politique menée à l'égard des pays et territoires d'outre-mer, c'est au contraire cette collaboration intime entre les différents peuples que les traités de Rome ont postulés d'une manière réellement significative.

Sur ce point, il faut que nous nous entendions bien. Qu'est-ce que la collaboration? Il ne peut y avoir de collaboration, à mon sens, que si les peuples qui participent à une même activité — je n'ai guère besoin de dire qu'il s'agit d'une collaboration sur le plan international — sont tous mis sur un même pied. On ne saurait admettre une collaboration entre peuples libres et démocratiques dont l'un se trouve dans une situation différente de l'autre et qui donne dans un esprit d'égalité et de bienveillance sans cependant que le peuple qui reçoit le don puisse faire autre chose que de remercier si le don lui plaît, ou de dire, au cas où il ne lui plairait pas, qu'il n'en a que faire.

Pour moi, la collaboration sur le plan international ne peut avoir lieu que si les peuples se trouvent au même niveau, c'est-à-dire que celui qui donne et celui qui reçoit établissent la manière dont ces rapports doivent se dérouler. Il est clair, je le dis tout de suite, que nous devons nous trouver en présence d'une égalité des droits et des devoirs.

Or, cette collaboration qui concerne les pays et territoires d'outre-mer me semble devoir s'exercer sur deux plans qui ne sont pas opposés, mais qui sont divers et, dirais-je, convergents. Elle doit s'exercer avant tout sur le plan de l'égalité entre les peuples européens. Cette égalité entre les peuples européens doit nous amener à faire en sorte que tout peuple européen — je parle des Six, naturellement — puisse participer à cet effort qui se déploie, à cette activité qui se déroule à l'égard des pays et territoires d'outre-mer, dans des conditions juridiques égales à celles qui caractérisent les autres pays, en sorte que chacun puisse y participer avec les moyens dont il dispose et qu'il puisse y prendre part d'une manière telle que sa voix soit égale à celle d'autrui.

Sur ce point, cependant, j'éprouve quelque doute car il est certains États qui, en face des

pays et territoires d'outre-mer, se trouvent dans une situation juridique et politique différente. La France, la Belgique et l'Italie entretiennent, d'une façon ou d'une autre, des relations particulières avec ces pays. Il est d'autres États, en revanche, qui n'ont pas de relations de cette sorte.

Nous avons entendu dire hier dans cette salle que la politique extérieure des États signataires de nos traités doit être une politique concertée. Je dis que nous devons projeter ensemble cette politique et que nous devons concerter également cet effort commun. Mais je me demande ce que l'on entend par effort commun. Se peut-il que les six pays soient appelés uniquement à participer au Fonds d'investissements et à son affectation, mais qu'ils ne doivent pas intervenir aussi en ce qui concerne les directives que chaque État doit suivre dans son action particulière envers ces peuples?

Ce n'est pas que je pense que les États qui ont des relations particulières avec les pays en question puissent être remplacés demain par la Communauté. Je ne le pense vraiment pas, mais je considère que, comme il y a un mandat qui était conféré d'abord par la Société des Nations et qui l'est aujourd'hui par l'Organisation des Nations Unies, on pourrait songer, si l'imagination des juristes va jusque-là, aussi à un mandat européen.

Ces peuples qui entretiennent avec certains États des rapports particuliers ne doivent pas voir dans ces États les titulaires d'une souveraineté unique et proprement nationale; ils doivent plutôt songer au fait que ce sont des États qui ont conclu une union entre eux. Par conséquent, la souveraineté qu'ils exercent, les fonctions qu'ils remplissent ne sont pas seulement des fonctions qui concernent les États en tant que tels; elles regardent la Communauté dans son ensemble, ce qui permet d'apercevoir une responsabilité plus accentuée des États à l'égard des Six, mais sans pour autant affecter de façon décisive la souveraineté des États mêmes.

Ce que M. Duvieusart a dit dans son excellent rapport est très juste. Je vous demande la permission de dire que je n'emploie pas une de ces phrases si communes dans le langage par-

lementaire, car son rapport a en effet une ligne directrice, une unité, une concision juridique et politique qui en font, selon moi, un des meilleurs rapports que notre Assemblée ait jamais eu à étudier.

M. Duvieusart a dit que votre commission ne pense pas que la discussion des différents statuts politiques des pays associés rentre dans le cadre de ses tâches. Voilà qui est tout à fait exact. Nous n'avons pas été là-bas pour faire une enquête sur les situations politiques ou pour établir comment certaines questions pourraient être résolues.

Je n'en considère pas moins que l'on pourrait admettre aussi une vision communautaire pour les questions plus délicates, plus épineuses auxquelles les États se heurtent dans l'exercice de leur action particulière à l'égard des pays et territoires d'outre-mer. Une pensée communautaire européenne pourrait demain se frayer un chemin, au profit de tous, car il est évident que les différents États, soutenus par la collaboration des autres, pourraient donner plus de décision et plus d'autorité à leur action.

Pareille manière de faire serait utile également aux pays et territoires d'outre-mer parce que leurs rapports avec ces États se situeraient dans une atmosphère plus amicale et — s'il m'est permis de m'exprimer ainsi — plus objective. En effet, parmi nos six pays, il en est qui n'ont pas d'attaches directes avec les pays et territoires d'outre-mer; ils pourraient être dès lors, je ne dirai pas des juges, mais des collaborateurs entièrement désintéressés, ce dont l'action communautaire ne pourrait que tirer de très grands avantages.

Je dis cela pour ce qui est du lien entre les États européens et j'affirme en même temps que nous souhaitons qu'il s'établisse une égalité de droits et de devoirs entre les pays européens et les pays et territoires d'outre-mer. Égalité des droits, certes, mais aussi égalité des devoirs; je le souligne, car l'un ne peut se concevoir sans l'autre. Elles représentent les deux faces d'un seul et même problème puisqu'il n'existe pas de droits là où il n'y a pas de devoirs, sauf, bien entendu, dans les États autoritaires, c'est-à-dire dans les États où la loi est représentée par une personne, ce qui est le contraire des États démocratiques, des États comme nous les

voulons, où les droits et devoirs doivent trouver leur juste équilibre.

Sans préjudice de ce que j'ai dit et qui est une vérité de fait, il est bon d'ajouter encore qu'il s'agit d'un principe de base sur lequel le traité prend appui. Cette affirmation est si évidente qu'il est superflu de donner des exemples. Aussi me bornerai-je à signaler quelques rapports économiques qui découlent de l'application du traité.

L'article 132, paragraphe 1, dispose que les États européens appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires d'outre-mer le régime même qu'ils s'accordent entre eux. Au paragraphe 3 de ce même article 132 est fixé encore un droit des pays et territoires d'outre-mer en ce qui concerne les investissements que demande leur développement progressif. L'article 133 déclare que les pays et territoires d'outre-mer peuvent bénéficier pour leurs produits de l'élimination des droits de douane conformément à un critère analogue à celui qui a été adopté pour les produits des États membres.

Mais il est clair qu'un certain nombre de devoirs font pendant à ces droits. C'est ainsi qu'il y a le devoir fixé au paragraphe 2 de l'article 132 qui étend la clause de la nation la plus favorisée aux relations qui se développent entre un État membre et un ou plusieurs territoires associés. C'est encore un devoir que celui que nous trouvons indiqué aux articles 12, 13 et suivants du traité, aux termes desquels les importations dans les pays et territoires d'outre-mer doivent faire l'objet d'une réduction progressive des droits de douane.

En ce qui concerne ces droits, une seule exception de caractère douanier est prévue. Aux termes de l'article 133, paragraphe 3, des droits de douane peuvent, en dérogation à la règle ci-dessus rappelée, être également perçus s'ils répondent aux nécessités du développement du pays intéressé et aux besoins de son industrialisation; c'est une dérogation de caractère fiscal qui permet d'introduire des droits fiscaux lorsqu'ils sont nécessaires pour équilibrer le budget de ces pays et territoires.

Certes, s'agit-il là d'exceptions, mais elles sont si larges qu'elles imposent une interprétation que je dirais non pas restrictive, mais du

moins étroitement conforme au texte, faute de quoi l'esprit même du marché commun risquerait d'être gravement faussé dans les territoires en question.

Cette égalité des droits ne doit pas seulement se développer, elle doit aussi s'étendre à de nombreux autres domaines, et plus particulièrement au secteur des investissements.

Nous qui avons eu la chance d'avoir été accueillis dans ces pays, nous pouvons affirmer qu'il y a chez eux une infinité de projets qui se trouvent à un stade fort avancé, mais qui appellent cependant une certaine coordination. Le jour où il s'agira d'examiner ou d'écarter un ou plusieurs de ces projets, il serait extrêmement utile d'entendre la voix des peuples africains; il faudra en même temps que nous puissions indiquer les motifs de nos décisions, sinon il sera très difficile de traduire dans la réalité des faits cet esprit de collaboration avec les peuples africains que nous souhaitons tous voir s'épanouir.

Je ne voudrais pas répéter ce que M. Duvieux a si brillamment déclaré à propos de cet esprit de collaboration avec les peuples de l'Afrique. Nous espérons que les pays de l'Afrique tireront profit de l'expérience politique que les peuples européens ont faite, cette expérience de nos peuples qui, après s'être déchirés pendant de longues années, se sont unis aujourd'hui pour proclamer un idéal supérieur. Forts de cette expérience, nous invitons les peuples africains à ne pas tomber dans la même erreur; en d'autres termes, nous les pressons de ne pas se diviser aujourd'hui, de ne pas ouvrir ainsi une ère de guerre et de misère qui, plus tard, leur ferait sentir le besoin de s'unir.

Nous nous sommes presque tous occupés et préoccupés du problème des échanges avec les peuples africains et nombreux sont ceux d'entre nous qui ont souligné la nécessité de mettre des bourses d'études à la disposition de ces peuples afin que quelques-uns de leurs fils puissent être invités à se rendre en Europe et y compléter leurs études. C'est là une initiative excellente. Cependant, je proposerai qu'outre cela on crée des bourses d'études pour des Européens que l'on enverrait étudier en Afrique. Il y a en effet d'innombrables choses à voir dans les pays africains, il y a beaucoup à y apprendre

et il s'y ouvre un champ d'étude pour ainsi dire inexploré. Moi-même, mes chers collègues, si j'avais ne fût-ce que dix ans de moins, je serais parmi les premiers à m'en aller là-bas pour faire par exemple une recherche sur le droit coutumier des pays africains, ce droit où il y a encore si peu de ces certitudes que seul un recueil écrit peut nous donner, semblablement à ce qui s'est passé pour la coutume maritime de la Méditerranée et de la mer du Nord.

Je me permets de ne pas être d'accord avec certaines affirmations de M. Peyrefitte, notamment avec certaines assertions d'ordre astrophysique, si je puis dire ainsi. En fait, je ne suis pas d'accord avec l'interprétation qu'il donne de l'œuvre de Galilée. Il se peut que mes souvenirs sur les *Dialogues sur les deux plus grands systèmes du monde* se soient quelque peu décolorés, mais je n'ai pas l'impression que Galilée ait dit que l'homme n'est pas le centre de la création. Il a dit plutôt, si je ne fais erreur, que la terre — et non pas l'homme — n'est pas le centre de la création. L'homme l'est, puisqu'il est fils de Dieu. Car si Galilée avait dit qu'il ne l'est point, il n'aurait pas fini ses jours dans une villa de Florence, il aurait bien plus vraisemblablement eu la fin que vous, chers amis français, avez préparée à Jeanne d'Arc.

Sans être donc d'accord sur ce point, je dois cependant déclarer que je partage les conclusions auxquelles M. Peyrefitte est parvenu quand il affirme qu'il faut avoir confiance dans les Africains et qu'avant tout il faut mériter cette confiance en commençant, nous les premiers, à croire à la possibilité de leur développement futur. Quant à moi, je me permettrai d'ajouter qu'il faut aussi que les peuples et pays des territoires d'outre-mer aient confiance en l'Europe, qu'ils méritent la confiance des Européens et qu'ils donnent à ceux-ci la confiance en l'avenir de leurs territoires.

Je crois, Monsieur le Président, que tels sont les buts que nous devons atteindre, car nous avons pu constater que, grâce à l'œuvre des Européens les meilleurs et aussi grâce à celle des meilleurs parmi les hommes des pays et territoires d'outre-mer, il a été possible d'ouvrir la voie qui mène à une unité idéale sur la base de deux symboles : le symbole de la liberté dans la démocratie politique et le symbole de

la Croix comme signe d'une foi éternelle et universelle.

Ces deux symboles, Monsieur le Président, je suis certain qu'ils pourront nous unir pour toujours.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Carboni pour son exposé si vivant.

La parole est à M. Vanrullen.

M. Vanrullen. — Monsieur le Président, mes chers collègues, le débat qui s'achève en ce moment sur la mission de la commission spéciale des territoires d'outre-mer dans plusieurs territoires africains et les rapports qui ont suivi cette mission, nous montrent l'importance extrême du problème que posent les pays que l'on appelait autrefois sous-développés, et la nécessité pour l'Europe, en particulier pour l'Europe des six, d'apporter une aide efficace à ces pays.

On connaît leurs caractéristiques essentielles et les besoins qui se manifestent dans tous les pays que nous avons visités. Sur le plan politique, nous assistons en ce moment à une évolution récente, mais qui pousse la plupart de ces pays vers l'indépendance, qu'ils ont pour la plupart acquise ou qu'ils sont sur le point d'acquérir.

Sur le plan économique, ils connaissent un accroissement démographique très important et dans ceux qui nous préoccupent, dans ceux, notamment, que nous avons visités, nous constatons simultanément un sous-peuplement si l'on compare les chiffres de population à l'immensité des territoires, en même temps qu'une faiblesse de l'épargne, une infrastructure économique embryonnaire, une agriculture qui est évidemment dans un état archaïque et un niveau de vie généralement trop bas.

Les rapporteurs ont évoqué à des degrés divers tous ces problèmes, et je voudrais revenir sur certains points de ces rapports, en particulier du rapport économique de mon collègue et ami M. Peyrefitte.

Comme on le sait, les pays que nous avons visités présentent, sur le plan démographique, des caractères spécifiques. A une natalité très

forte, dont les effets sont encore aggravés par la chute très nette du taux de mortalité due aux efforts sanitaires, viennent s'ajouter les conséquences d'une production insuffisante.

On pourrait peut-être se réjouir de l'accroissement démographique dans ces pays si l'on se contentait de comparer le nombre des habitants à la superficie des territoires occupés, mais si l'on veut être réaliste, on ne peut manquer d'être inquiet à l'idée de voir augmenter le nombre des habitants sans accroissement parallèle, et surtout supérieur, des possibilités économiques de ces pays. Les structures économiques sont telles, la capacité productrice est si faible, les habitudes alimentaires imposées par la situation économique et sociale sont si mauvaises, que l'on est obligé de constater que le phénomène démographique dans les pays africains entraîne des conséquences très graves.

Bien sûr on peut envisager diverses sortes de solutions. La première, celle qui serait évidemment la plus souhaitable, consisterait en une aide suffisamment substantielle pour que soit amélioré le niveau de vie de ces populations malgré l'accroissement démographique. Mais l'aide que la Communauté européenne peut apporter à ces territoires ne peut produire ses effets qu'à plus ou moins long terme. Nous allons accorder des crédits, nous allons favoriser certains investissements, certains travaux, mais l'effet de ces investissements, l'effet de ces travaux ne se fera sentir que dans un avenir plus ou moins éloigné.

Une seconde solution, qui repose peut-être sur une notion discutable et à laquelle mon collègue et ami M. Carboni ne souscrirait certainement pas, consisterait à envisager un contrôle des naissances. Le revenu national de ces pays augmentant de 2 ou 3 % alors que la population augmente dans des proportions plus considérables, le problème ne peut pas être ignoré, quelles que soient nos conceptions philosophiques ou religieuses. Sans vouloir proposer ici une solution, je crois que la Communauté économique européenne doit étudier ce problème et envisager les possibilités d'action dans ce domaine.

S'engager dans cette voie ne suffit, d'ailleurs pas pour résoudre le problème. Parallèlement aux mesures qui pourraient être prises dans ce sens, il faudrait entreprendre un vaste effort

d'investissements économiques et d'investissements sociaux pour maintenir seulement le niveau de vie des populations. Tout le monde en connaît la faiblesse puisque le rapport de M. Peyrefitte signale des chiffres de revenus dans certains des pays — ce ne sont même pas les plus défavorisés — qui sont véritablement dérisoires, de l'ordre de quelques milliers de francs C.F.A. par an.

Ce niveau de vie est si faible que les investissements qui pourraient être réalisés grâce aux ressources propres des territoires seront toujours insuffisants, même si l'on en fixait le taux à 10 % du revenu national de ces pays. Cette part, qui serait déjà trop lourde pour les populations, ne serait pas suffisante pour apporter une amélioration au niveau de vie des populations et l'on comprend alors qu'une aide extérieure très importante doive être consentie à ces pays.

De divers côtés dans le monde, aussi bien dans la Communauté européenne qu'aux États-Unis ou même dans les pays de l'Est, on a déjà envisagé la nécessité de cette aide et la possibilité d'accorder des subventions et des secours aux pays insuffisamment développés.

Sur le plan de l'Europe des Six, il est assez réconfortant de constater que l'on a pris conscience de la nécessité et de l'importance de l'entreprise d'aide à ces pays. Outre l'assistance qu'apportent à leurs territoires associés des nations européennes comme la Belgique et la France — je me permets de souligner que cette aide est, jusqu'à présent, loin d'être négligeable — nous avons maintenant, par le Fonds de développement pour les pays et territoires associés, créé par le traité de Rome, témoigné d'une volonté de coopération qui est de bon augure.

Les fondements d'une politique nouvelle sont en place. Celle-ci doit favoriser l'avènement d'une Afrique qui doit être économiquement libérée de sa sujétion actuelle. Il importe, certes, que les pays associés du Marché commun soient les premiers à recueillir les fruits de cette politique. Le choix des secteurs où l'on doit agir le plus rapidement revêt de ce fait une importance considérable et, de l'avis de tous, l'agriculture de ces pays et territoires associés étant l'un des éléments essentiels de leur économie, doit bénéficier en tout premier lieu de l'aide que nous sommes susceptibles de leur apporter.

Je n'ai pas besoin de rappeler que, dans un certain nombre de cas, on a créé des industries. On a, par exemple, construit un barrage à Edéa, créé une usine d'aluminium, employé pour les édifier quelque dix mille ouvriers. Mais, ces constructions terminées, la plus grande partie de ces travailleurs sont renvoyés dans la brousse et constituent alors un élément supplémentaire de mécontentement dans la population.

De même, si nous voulions envisager le capital indispensable par habitant pour créer des emplois industriels, il nous faudrait reconnaître que ce capital est notablement plus élevé dans le domaine industriel que dans le domaine agricole. On a pu évaluer, par exemple, pour que, la sidérurgie envisagée à Bône, en Algérie, un emploi d'ouvrier reviendrait à environ 25 millions de francs.

Avec des sommes infiniment moindres, on peut, dans le domaine agricole, améliorer sensiblement les conditions de production et par conséquent, créer des conditions de vie plus favorables pour les travailleurs. Mais il est certain que le développement agricole, l'intensification de mesures qui sont déjà en partie réalisées puisque, comme l'ont souligné nos rapporteurs, nous ne partons pas dans ce domaine de zéro et que des efforts notoires ont été faits pour améliorer la production agricole et retenir à la terre un certain nombre de travailleurs africains, il est certain, dis-je, que cet effort considérable de modernisation doit être continué. Mais il doit l'être en coopération étroite avec les masses africaines.

Un des gros reproches que nous ont adressés certains des dirigeants africains a été évidemment de constater que si le traité du Marché commun prévoyait un fonds pour les aider à développer leur économie, ils n'avaient toutefois pas du tout été associés à l'élaboration de ce traité et que, par conséquent, ils pouvaient considérer qu'il s'agissait là d'une espèce de paternalisme dont l'ère est maintenant dépassée. L'un des désirs les plus vifs qu'ils manifestent est celui d'être associés à tous les projets qui peuvent concerner les territoires où ils vivent.

Ceci implique évidemment une mise en place d'organismes de coopération sur lesquels je reviendrai tout à l'heure. Pour améliorer la pro-

duction de l'agriculture, c'est surtout dans le domaine de l'enseignement et de la vulgarisation agricoles qu'un effort considérable, largement ouvert aux agriculteurs africains, doit être fait. Il s'agit là d'un choix primordial. Il n'est pas douteux que la Commission économique européenne devra y consacrer une grande attention. Cela ne ferait, d'ailleurs, que continuer l'œuvre qu'elle a déjà entreprise dans ce domaine.

Parallèlement à l'effort primordial et prioritaire en faveur de l'agriculture, tout le monde reconnaît qu'il n'est pas de nation libre sans industrie développée. En l'occurrence, on peut hésiter dans les territoires que nous avons visités, à choisir entre l'implantation d'industries lourdes ou d'industries légères. L'industrie lourde est évidemment conditionnée exclusivement par la présence sur place à la fois de l'énergie et de la matière première et, dans ce domaine, si l'énergie ne fait pas défaut, il convient de faire remarquer que, très souvent, les possibilités d'exploitation des matières premières sont assez réduites.

C'est, par conséquent, surtout vers les industries légères que l'on peut se tourner et M. Peyrefitte, dans son rapport, penche plutôt vers cette forme d'établissement d'industries légères ou d'industries de transformation.

Cette implantation n'est d'ailleurs pas exempte de danger si les marchés locaux ne sont pas préparés à l'absorption des produits qui pourraient être fabriqués. Il est certain que l'on ne peut pas implanter dans ces territoires africains des industries qui seraient destinées à l'exportation, étant donné l'éloignement des marchés, les distances à parcourir et le coût relativement élevé auquel pourraient être produites les différentes fabrications. Il n'est pas douteux non plus qu'une étroite liaison entre les gouvernements africains et la Communauté économique européenne pourrait, dans ce domaine, jouer un rôle d'orientation à l'égard des gouvernements et des investisseurs européens. Bien sûr, si l'on veut envisager des investissements importants, il convient de se préoccuper des garanties à accorder aux investisseurs privés.

Il est bien évident que le fonds de développement des territoires d'outre-mer, tout en appor-

tant aux populations des territoires associés une aide appréciable, serait très largement insuffisant étant donné les immenses besoins de ces territoires où l'infrastructure économique est vraiment à l'état embryonnaire. Aux investissements publics devront donc s'ajouter les investissements privés. Mais pour attirer les capitaux privés, il faut leur donner des garanties et, comme nous l'avons souligné nous-mêmes dans les territoires visités, une des premières garanties est évidemment d'assurer une stabilité politique dans ces territoires et, ensuite, de pouvoir assurer aux prêteurs et aux investisseurs qu'ils pourront disposer du fruit de leurs investissements.

Pour cela, certains gouvernements ont déjà établi des règles qui permettent d'apporter une garantie aux investissements privés. La Communauté pourra elle-même se pencher sur ce problème et voir s'il ne serait pas utile qu'un règlement international intervienne pour apporter une garantie très large à tous ces investissements.

Les investissements privés doivent jouer un grand rôle dans le développement de l'Afrique, mais il va de soi que l'on doit demander, en échange des garanties apportées aux capitaux que l'on investirait dans ces territoires, un certain nombre d'engagements. L'ère coloniale est close et il ne faut plus considérer les investissements dans les pays et territoires associés comme uniquement destinés à rapporter des bénéfices qu'on ramènerait en Europe ou en Amérique. J'estime que la garantie apportée, soit par les États, soit par les gouvernements, doit comporter un certain nombre de clauses permettant les réemplois sur place, de façon à constituer, dans ces territoires et pays associés, des capitaux spécifiquement africains.

Le problème du transfert pur et simple des bénéfices doit être réglé de cette façon.

Dans le cadre d'une politique d'association eurafricaine, les investissements ne sont pas tout. Les relations commerciales entre les deux continents vont revêtir une importance accrue. Là encore, comme le soulignait M. le Rapporteur, la confiance doit être rétablie en plusieurs sens : confiance des Africains en eux-mêmes, confiance des Africains à l'égard des Européens. Il est certain que cette confiance

sera plus facilement acquise si l'on peut garantir aux productions de ces territoires d'outre-mer, en particulier, aux productions agricoles, une certaine stabilité des cours. Le gros problème pour le producteur africain est celui de la fluctuation des cours mondiaux. Si l'Africain peut comprendre que les cours augmentent d'une année à l'autre, il comprend beaucoup plus difficilement que, d'une année à l'autre, pour le même produit, il touche parfois 30 ou 40 p. 100 de moins, ce qui le met dans une situation extrêmement pénible étant donné le niveau de vie déjà très bas qui est le sien.

Un des grands problèmes, par conséquent, de notre association avec les pays et territoires africains, sera donc d'envisager la possibilité d'organismes qui permettraient de maintenir une certaine stabilité des cours des principales denrées agricoles et matières premières produites par les territoires associés.

L'aide économique ou l'assistance technique aux pays africains associés au Marché commun risque de susciter des inquiétudes dans les autres pays africains ainsi que dans les pays asiatiques qui n'ont pas la chance d'être intégrés au circuit des échanges économiques que va créer l'association. Il est donc extrêmement important de rassurer l'opinion publique de ces pays, de rechercher les moyens et les méthodes qui permettront d'éviter les dommages que pourrait leur causer l'association, car s'il devait en résulter un système d'échange de nature autarcique, les craintes des pays non associés ne tarderaient pas à se transformer, à l'égard de notre Europe, en une hostilité qui serait pleine de dangers politiques.

C'est pourquoi je reprendrai une suggestion que j'ai faite, il y a quelques jours. Il me semble que le fonds de développement ne doit pas se limiter aux seuls territoires associés; il est indispensable d'en étendre le champ d'action aux autres pays africains. Il serait dangereux que des pays qui sont sur le point d'acquiescer leur indépendance, tels que la Somalie italienne, le Togo ou le Cameroun, ne bénéficient plus de l'aide et du concours du fonds pour la seule raison qu'ils sont devenus indépendants.

C'est pourquoi le fonds devrait encore contribuer à aider économiquement ces pays neufs. Dans ce domaine, comme nos moyens européens,

bien qu'importants de par la nature de notre association, sont néanmoins limités, il serait indispensable de créer, dans les principales régions, des conseils d'association groupant par zone les gouvernements ou les représentants de plusieurs de ces pays.

Pourquoi ces associations par zone? Parce que nous avons pu constater que si les Européens ont fait de belles choses en Afrique, on a parfois gaspillé l'argent qui était investi. Il est inadmissible, par exemple, qu'après avoir créé un aéroport de classe internationale à Brazzaville, on en crée encore un autre de classe supérieure à 25 kilomètres de là, de l'autre côté du fleuve Congo, à Léopoldville.

Il serait également inimaginable que l'on crée, à l'aide de fonds européens, des barrages à Inga et au Kouilou pour donner des possibilités d'énergie dans ces deux pays qui sont en concurrence entre eux. Il est inimaginable, d'autre part, qu'une université soit créée à grands frais à Léopoldville et qu'on envisage, d'ici quelques mois, d'en créer une autre de l'autre côté du fleuve Congo, à Brazzaville.

L'importance des besoins de ces territoires nous impose à nous, Européens, de ne pas gaspiller les richesses que nous pouvons mettre à leur disposition. C'est pourquoi il serait indispensable, à mon sens, de créer des conseils d'association par zones destinés à agir en commun avec la Communauté européenne, de façon à donner à ces pays le maximum de bénéfice avec le minimum d'investissement.

Je n'ai pas besoin de dire, après M. Peyrefitte, qu'il serait inconcevable que deux lignes de chemin de fer soient créées pour relier le Tchad à la mer à travers nos territoires. Et pourtant, ces projets existent présentement. Il faut à tout prix qu'il y ait une coordination des investissements permettant de faire rendre à ceux-ci le maximum de leur efficacité.

L'Assemblée, dans ce domaine, ne va pas mettre en doute la volonté de progrès social de la Communauté, volonté qui se traduira, grâce à l'aide économique, par une amélioration substantielle du niveau de vie des populations, amélioration qui doit entraîner une confiance accrue des pays et des territoires d'outre-mer dans le sort et l'avenir de la liaison eurafricaine. Cette amélioration des

rapports, cette adhésion du cœur doivent permettre de faire progresser l'idée de coopération dans notre monde libre, idée qui assurera, dans un avenir proche, la paix et la prospérité dans nos territoires respectifs.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Vanrullen de son exposé.

La parole est à M. Charpentier.

M. Charpentier. — Monsieur le Président, je ne suis pas prêt d'oublier l'accueil des Africains et des Européens au cours de notre voyage, ni la beauté grandiose et un peu mystérieuse de l'Afrique. Tant de souvenirs viennent à ma mémoire, tant de difficultés entrevues pour les Africains comme pour nous et que nous devons surmonter ensemble au sein de notre association, tant d'espérances communes également.

La lecture des trois excellents rapports de nos collègues Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst nous donne un aperçu de l'importance des problèmes, de leur interpénétration aussi. Sans avoir le temps de m'arrêter au caractère spécifique des différents territoires visités, je voudrais essayer de mettre en lumière quelques-uns des aspects techniques, économiques, sociaux et politiques des problèmes agricoles auxquels les Africains auront à faire face avec notre concours et avant de conclure, examiner la tâche à laquelle devront se livrer, en commun, étroitement associées, l'Europe et l'Afrique.

L'importance d'une politique agricole bien conçue est évidente et ses effets seraient déterminants. Qu'il me suffise de rappeler la proportion écrasante des Africains qui vivent à la terre et de la terre, leurs besoins alimentaires croissant rapidement en quantité et en qualité, la part des produits agricoles dans leurs exportations, la nécessité et la possibilité pour les Africains d'améliorer, grâce à un effort agricole, plus rapidement leur niveau de vie, l'intérêt enfin, pour ces populations, de ne pas creuser davantage le fossé qui existe entre la brousse qui se dépeuple, et la ville, où croît sans cesse le nombre des chômeurs.

Examinons donc les différents aspects d'une politique agricole.

Sur le plan technique, les deux problèmes dominants sont, à mes yeux, celui de l'érosion et celui de l'eau. L'érosion est, en effet, un fléau pour l'Afrique. La violence des pluies et des vents rend le sol plus fragile; la méthode culturale trop généralement employée consiste à mettre le feu à un coin de la forêt ou de la brousse, puis à cultiver quelques années tant que la terre n'est pas épuisée, à abandonner ensuite le terrain après un nombre d'années de plus en plus faible, au fur et à mesure que la natalité augmente et que les besoins croissent. Une telle méthode contribue à faire disparaître la maigre couche de bon sol.

Les efforts entrepris pour combattre l'érosion sont très insuffisants, car elle sévit en Afrique comme dans la plupart des continents et sans doute davantage. La lutte contre l'érosion peut prendre les formes les plus diverses. Le reboisement s'impose partout où les pentes sont très accentuées. Pratiqué sur une grande échelle, il a une influence heureuse sur le climat. Le développement des pâturages le long des pentes maintient la terre et permet d'entretenir un élevage soit d'ovins soit mieux de bovins. Or, l'élevage de bovins présente un intérêt considérable. Il obligera à procéder à un assolement indispensable où les cultures fourragères permettront à la fois d'apporter de l'humus à la terre, de lui garder sa fertilité et de prélever des récoltes de fourrage sous forme de foin ou d'ensilage, et à l'éleveur, de nourrir son bétail pendant la période sèche comme la plupart des éleveurs européens sont tenus de le faire pendant l'hiver pour leur propre bétail. Enfin, dans les régions très peuplées, au relief accidenté, il faudra cultiver suivant les courbes de niveau et si possible même, comme nous l'avons vu au Ruanda-Urundi, en terrasse.

Le deuxième problème dominant est celui de l'eau. Elle est souvent, en Afrique, le symbole de la vie. La création de nombreux points d'eau assurant à boire en suffisance toute l'année aux hommes et aux animaux sera sans doute moins spectaculaire que certaines dépenses de prestige; elle sera pourtant plus utile à l'économie africaine. Tous les efforts doivent être entrepris pour que cette eau soit saine et qu'elle ne devienne pas la source de nombreuses maladies.

Enfin, quand il sera possible d'utiliser l'eau pour irriguer des terres souvent, en apparence,

mortes, on pourra, en règle générale, assurer des récoltes régulières et abondantes. Cette eau si précieuse tombe souvent en grande abondance, mais pendant une période de l'année très courte; il faut en conserver le maximum dans des réservoirs artificiels ou naturels.

Après avoir affirmé ces vérités bien connues, je voudrais souligner certains aspects essentiels sur le plan économique du problème agricole.

L'importance de la recherche n'a échappé ni aux Belges, ni aux Français, ni aux Africains qui veulent poursuivre les efforts remarquables déjà entrepris.

La sélection: les essais de plantes et de variétés nouvelles d'une part, la lutte contre les maladies et les insectes dont ont à souffrir les végétaux et les animaux d'autre part, exercent une influence qui peut être décisive sur l'économie du pays. La recherche contribuera à l'orientation des productions végétales et animales.

Sur le plan végétal, cette orientation permet de procéder, en dehors des cultures vivrières indispensables à la vie même des paysans africains, à des cultures dites industrielles, génératrices de moyens financiers trop souvent inexistantes.

Sur le plan des productions animales, le choix de races résistantes à certaines maladies ou l'utilisation d'un traitement approprié permettra de procéder à l'élevage, facteur de richesse, d'équilibre et de stabilité. Cet élevage permettra d'établir un assolement excluant pratiquement la jachère.

La production en développement pose d'autres problèmes qu'il faut s'attacher à résoudre: celui de l'infrastructure très onéreuse des voies de communication qui doivent relier, par le moyen le plus économique: route, fer, eau ou avion, suivant la distance, le volume ou la valeur du produit, le lieu de production au lieu de consommation, intérieur ou extérieur au territoire.

De tels efforts doivent progressivement se compléter par des moyens de stockage, par l'installation de frigorifiques, par toute une organisation du marché assurant la stabilité, par une politique de qualité servie par des moyens de transformation et de commerciali-

sation appropriés. L'Office du café « Robusta » de Léopoldville, au service de la masse des producteurs est, sur le plan du conditionnement et de la commercialisation, à citer en exemple.

Restera le problème des prix et celui, si souvent négligé, du crédit. Ils devraient être davantage le fruit d'un effort commun de l'association des Européens et des Africains.

Si un effort d'industrialisation est indispensable en ville, une politique agricole bien conduite produira du travail et enrichira une proportion de population beaucoup plus grande.

L'aspect social, difficilement séparable de l'esprit économique, conduit souvent aux mêmes conclusions. Les principaux efforts doivent permettre, tout d'abord, aux Africains d'enrichir l'alimentation de la famille. Comment? En augmentant, en améliorant les rendements et la qualité de la production vivrière.

En encourageant, quand il est possible, l'élevage, non seulement d'une basse-cour, mais de bovins, c'est-à-dire de viande et de protéine, c'est-à-dire aussi de lait, si nécessaire aux enfants.

En vulgarisant les cultures industrielles, car elles procurent à la famille des moyens, un pouvoir d'achat qui peut être utilisé en partie pour l'acquisition de produits alimentaires tels que farines pour enfants, pain, produits laitiers, sucre.

L'alimentation de la famille peut aussi être améliorée en créant, comme nous l'avons vu dans certains territoires, de petits étangs où le poisson, nourri, constitue une alimentation de qualité et aussi en tirant meilleur parti d'extraordinaires possibilités qu'offre la pêche dans de nombreux territoires africains.

Enfin, il ne faut pas oublier ni négliger — ne serait-ce que pour faire plaisir à M. Carboni (*sourires*) — les ressources apportées par la chasse. Si, dans certaines régions moins peuplées, les animaux sauvages peuvent représenter une certaine menace, dans les régions plus peuplées, le gibier, abusivement chassé, disparaît. Les Africains ont intérêt à réglementer sévèrement la chasse.

Mais les Africains ne doivent pas se borner à cet effort sur le plan alimentaire. Ils doivent,

avec nous, se préoccuper des problèmes de la santé. Les soins ne doivent pas être réservés à ceux de la ville qui disposent d'hôpitaux souvent très modernes. On ne louera jamais assez l'effort intelligent et généreux entrepris, en Afrique, par les médecins, par les missionnaires, par les infirmiers, blancs ou noirs, qui parcourent souvent la brousse pour dépister la maladie et la soigner avec un dévouement inlassable.

Un semblable effort est poursuivi par les sœurs missionnaires, par les professeurs, par les instituteurs, par les moniteurs, pour assurer une formation professionnelle ménagère, pour enseigner les jeunes, avides d'apprendre. C'est une tâche immense, exaltante, de cultiver les esprits, de former des artisans, des cadres, des techniciens, des vulgarisateurs.

Enfin l'évolution d'une élite africaine remarquable ne doit pas faire oublier la masse de la population et, parmi celle-ci, la femme africaine dont les conditions de vie sont souvent trop primitives. Pour qu'elle bénéficie d'une vie plus attrayante, il ne lui suffit pas d'avoir une formation ménagère qui lui permette de tenir sa vraie place dans son foyer; elle ne devrait pas, de la même façon qu'actuellement, travailler les champs et assumer, le plus souvent, une très grande partie du transport des récoltes.

Ici encore, l'élevage rendra les plus grands services car le bœuf peut fournir à la fois un moyen de travail efficace et la possibilité d'assurer des transports. L'Africain pourrait ainsi remplacer la houe par un matériel simple, solide, facile d'entretien, atteler à des bœufs de petites charrues, des herses, des semoirs, de petites voitures pour assurer les transports.

Si un paysan africain ne peut pas faire face à des dépenses semblables, qu'il s'associe à d'autres! C'est une solution de progrès nécessaire et raisonnable. L'emploi du tracteur ne peut pas, en effet, être généralisé; son entretien nécessiterait des dépenses en argent importantes et ne pourrait pas, le plus souvent, être assuré.

En conclusion, l'élevage, quand il est possible, permettrait à l'Africain d'améliorer considérablement son sort. C'est une solution commune à beaucoup de ces difficultés. Encore faut-il qu'il considère son cheptel sous l'angle économique et qu'il ne le respecte pas comme un signe de richesse auquel il ne faut pas toucher.

J'en viens maintenant, avant de conclure cette première partie de mon exposé, à l'aspect politique du problème agricole qui n'est pas le moins important.

Il est urgent pour l'Africain d'éviter le fossé creusé et qui s'élargit entre la ville et la brousse. L'attrait de la ville, pour des raisons souvent superficielles, a des conséquences fâcheuses.

La principale est le départ du paysan africain vers la ville. Il ne se préoccupe pas, le plus souvent, en partant, ni du travail qui le fera vivre, ni de son logement, surtout s'il compte à la ville un parent qui y travaille. Il mettra son hospitalité, règle d'or en Afrique, à forte contribution. Celui qui, la veille, se suffisait en assurant son alimentation, devient vite un chômeur aux crochets de la collectivité publique. Le principe même de l'hospitalité traditionnelle en vient à se modifier car, en ville, il est très difficile, très méritoire et très onéreux d'être hospitalier. L'Africain, arrivé ainsi en ville, est facilement dépaycé, ayant perdu en partie ses habitudes tribales et n'étant pas non plus préparé à vivre à l'européenne.

Nous devons aider les Africains à rendre le maximum d'attrait à la brousse. Pour y arriver, il faut créer des villages vivants. En dehors du paysan, auprès duquel auront été vulgarisées des méthodes de culture plus modernes, il faudrait y voir des artisans, des maçons et des menuisiers pour bâtir et pour meubler, des maréchaux pour entretenir le matériel. Ces villages devraient être, autant que possible, électrifiés et avoir des points d'eau; ils devraient comporter une école, un dispensaire, un lieu pour le culte. Certaines distractions peuvent y être prévues comme l'installation de terrains de sport. Il serait également essentiel que le paysan africain eût sa place et joue son rôle dans l'évolution politique de son territoire.

Avant d'en venir à ma conclusion, je voudrais, Monsieur le Président, examiner quelques aspects de nos relations avec les territoires africains, spécialement dans le domaine économique.

Le traité de Rome, tout d'abord, a prévu, au bénéfice des territoires associés à notre Communauté, un fonds économique et social. Nous avons pu voir le rôle heureux qu'il a déjà joué.

Il doit réaliser davantage encore dans l'avenir et c'est, dès à présent, que devraient être décidées, entre les Six, la prolongation et l'augmentation des cotisations des six pays.

Ce fonds devrait, à mon avis, pouvoir procéder suivant la nature du dossier, soit par subvention, soit par prêts de longue durée à très faible intérêt, soit même comme caution vis-à-vis d'un organisme bancaire et peut-être sous forme de subventions accordées comme bonifications d'intérêts.

Enfin, nous devrions étudier avec les Africains comment coordonner l'effort économique et social entre les territoires et leur montrer nous-mêmes l'exemple.

J'espère également que les investissements privés s'intensifieront dans ces territoires d'avenir; ils devront trouver une certaine sécurité dans l'intérêt même des bénéficiaires.

Il est plus important encore que nous cherchions ensemble à mettre sur pied une politique agricole commune au bénéfice de l'Europe et de l'Afrique.

Les Africains ont besoin, comme nous, d'un minimum d'organisation de leur marché. Certes, les Belges et les Français ont déjà fait un effort en faveur de leurs territoires associés. La France surpaye même un certain nombre de produits agricoles africains par rapport aux cours mondiaux et bénéficie, de son côté, pour sa propre production, d'une certaine préférence.

Sur le plan des Six, le traité prévoit les droits de douane appliqués aux pays tiers concernant les bananes, le café, le cacao en vue d'avantager les territoires associés. Encore faudrait-il que de telles dispositions soient respectées non seulement à la lettre, mais aussi dans l'esprit.

Nous devons chercher davantage, en accord avec les Africains, à stabiliser les cours de leurs principaux produits agricoles, en leur évitant aussi bien des hausses excessives que des baisses anormales. Le paysan africain, comme l'européen, redoute l'instabilité des cours, l'irrégularité des débouchés. Une économie prospère en expansion de ces territoires les aidera à jouer pleinement leur rôle d'associés d'une Communauté eurafricaine et ceci dans la dignité.

Parlons moins sans cesse d'aider les pays sous-développés, mais aidons d'abord ces pays à asseoir leur économie.

Cela risque-t-il de mettre, à certains moments, nos six pays dans un état d'infériorité par rapport à d'autres? Je ne le pense pas et cela pour deux raisons.

La première, c'est que nous pouvons toujours prévoir, comme pour la politique agricole commune aux Six, des avantages pour ceux qui achètent en vue de réexporter.

La deuxième, parce que je crois à la nécessité où seront les autres pays acheteurs d'aider au succès d'une semblable politique.

Une telle amélioration de l'économie africaine ne doit pas être octroyée comme une sorte d'aumône même dispendieuse. Elle doit être étudiée et négociée avec les territoires; elle doit nous conduire même à établir un plan en commun, à rechercher les productions complémentaires les plus nécessaires aux besoins des Six et des territoires africains et, par là, permettre à un double courant commercial préférentiel de s'établir.

De même que la politique agricole commune aux Six ne doit pas mener à l'autarcie, de même des échanges avec les autres pays doivent subsister. Mais une telle politique agricole commune à l'Europe et à l'Afrique devrait être une des bases solides de leur économie respective. Pour mener une telle politique commune, il faudra, bien entendu, tenir compte des liens qui existent entre les territoires africains et nos six pays.

Enfin, sur un plan plus général, je veux reprendre deux idées de l'excellent rapport de M. Duvieusart : la nécessité d'une bonne information et celle de la représentation des territoires.

Au sujet de l'information, je voudrais seulement demander à la Communauté économique européenne si elle ne peut pas donner la possibilité aux Africains de participer à cette tâche en étant présents au sein de l'organisme d'information et faciliter ainsi la connaissance des Six par l'Afrique et celle des territoires africains par les Six.

Enfin, ces territoires doivent-ils être représentés au sein de délégations des pays avec

lesquels ils ont des relations particulières? Ne peut-on pas prévoir plutôt une représentation africaine en dehors de ces délégations, même si elle devait, au début, être faite au sein d'une sorte de conférence annuelle ou bisannuelle, chargée d'étudier en commun les problèmes intéressant l'association?

Pour conclure, Monsieur le Président, je voudrais dire l'importance que j'attache au côté psychologique de nos relations avec les territoires africains, d'une part, et aux méthodes d'investissement, d'autre part.

Nous ne devons pas seulement éviter les promesses verbales non tenues; il faut respecter le traité dans sa lettre et dans son esprit. Quelle que soit notre bonne volonté, nous irions à un échec si nous entendions prendre des décisions pour les Africains à leur place et vouloir faire leur bonheur sans eux ou malgré eux. Nous devons discuter ensemble et décider ensemble des problèmes qui concernent notre association.

Sur le deuxième point, la conception que nous aurions en commun des investissements doit tenir le plus grand compte de la population, sans cesse croissante. Ce sera le problème le plus difficile à résoudre. De son succès ou de son échec dépendra sans doute la valeur des liens qui nous unissent.

Avant notre venue en Afrique, il existait un certain équilibre biologique. La magnifique tâche des médecins, qu'ils soient ceux de nos pays ou ceux de l'O.M.S., a eu et aura pour conséquence de poser un problème démographique et partant, un problème social de plus en plus difficile à résoudre. Avant notre arrivée, la population africaine avait une faible productivité mais se suffisait et assurait, même si cela était difficile, sa subsistance. Nous avons fait faire un immense pas en avant à une élite africaine qui joue un rôle économique, social; elle est productive. Mais la partie de la population qui s'agglutine dans des villes où elle est sans travail, où elle ne se suffit plus et reste à la charge de la collectivité, celle-là fait un pas en arrière. Si ses membres restent désœuvrés, ils risquent de devenir aigris, révoltés et de constituer les éléments dynamiques d'une politique révolutionnaire.

Que font les pays de régime communiste à très forte population, que fait, notamment, la Chine actuelle? Elle mobilise tous ses habitants. Ses méthodes sont peut-être répréhensibles, la production qu'elle acquiert est souvent de faible valeur; elle n'en mobilise pas moins un formidable capital humain qui existait à l'état latent; elle l'utilise sur le plan moral et donne à cette population l'impression que son travail est indispensable au relèvement du pays.

Je crois, comme le professeur Rostow, qu'il existe plusieurs étapes de croissance et que les différences qui peuvent marquer les étapes sont des différences de croissance économique. Je crois que, pour que l'Afrique réussisse, elle devra, avec ses méthodes propres, en évitant le côté inhumain du marxisme, mobiliser sa population au relèvement de son économie.

Nos investissements en Afrique doivent consister le plus possible en matériaux et en cadres pour aider ces pays à assurer les réalisations qui les enrichiront. Que de projets d'assainissement, d'irrigation, pourraient être faits par ceux-là mêmes qui seraient appelés à en bénéficier! Le travail fourni par l'Africain est le premier capital qu'il peut apporter, et ce sera sa fierté d'avoir participé activement à son redressement. Pourquoi n'envisagerions-nous pas, au sein de nos pays européens, de prévoir pour nos jeunes, après un service militaire court, un service civil de quelques mois, en vue d'aider à l'accomplissement d'une mission économique et sociale au sein de nos propres pays, mais aussi en Afrique?

Certes, nous pouvons et nous devons aider dans la mesure de nos moyens ces territoires à mieux s'alimenter. Mais ne nous leurrons pas : le formidable surplus américain et canadien de blé représente seulement de quoi donner 250 grammes de pain par jour et par habitant pendant un an au seul pays de l'Inde. Notre aide la plus efficace sera la mise en valeur de ces territoires avec la participation de l'effort africain. La politique qui consiste à leur assurer gratuitement les travaux des champs, à leur donner des semences, est psychologiquement mauvaise, car ils n'y participent pas; elle ne leur coûte ni argent, ni travail.

L'avenir de l'Europe, Monsieur le Président — et je m'excuse d'avoir été très long — est

avec l'Afrique. Puisse, un jour, une véritable Communauté entre nos six pays intégrés et les différents territoires africains remplacer progressivement notre association! Fondée sur un idéal commun de générosité, une telle Communauté serait le meilleur gage d'une commune prospérité et d'une véritable paix.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Charpentier de son exposé.

La parole est à M. Rubinacci.

M. Rubinacci. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, la discussion qui se déroule dans notre Assemblée évoque dans notre esprit le grand continent africain. Il y a des territoires d'outre-mer également dans d'autres continents, mais le grand mérite des rapports qui ont été présentés consiste en ce qu'ils concentrent notre attention sur les relations entre l'Europe et l'Afrique. M. Charpentier était dans le vrai quand il y a un instant il concluait son remarquable discours en affirmant que l'avenir de l'Europe repose sur la solidarité profonde qui l'unit à l'Afrique. C'est la géographie qui a créé cette attache, c'est l'histoire qui l'a consolidée, c'est la grande mission civilisatrice que l'Europe a accomplie en Afrique qui confère à ces relations et à ces liens un caractère humain.

Dans le cœur de chacun de nous palpite un peu de passion africaine, également dans le cœur des Italiens qui ne peuvent pas oublier que pendant quelques dizaines d'années ils ont accompli leur grand devoir de civilisation dans certaines terres africaines que, de nos jours, dans une situation politique différente, nous continuons à regarder avec la plus grande sympathie.

Notre présente discussion est le couronnement de l'action sur laquelle la délégation qui a visité, sous la conduite de M. Scheel, les territoires d'outre-mer a attiré l'attention de l'Assemblée. Dans les rapports, on nous a brossé un tableau très suggestif des pays d'Afrique qui ont été visités; on n'a pas caché les points d'ombre, la misère et les angoissants problèmes sociaux qui doivent être résolus, ces problèmes dont M. Nederhorst, avec son habituelle sensibilité, nous a entretenus. Mais on nous a

montré aussi les lueurs d'espoir, les promesses d'une collaboration économique qui pourra constituer à la fois un avantage pour l'expansion de l'économie européenne et un profit certain pour les populations africaines; en effet, celles-ci se trouvent en pleine évolution économique, passant de régimes souvent encore féodaux et pastoraux à des formes plus avancées de la civilisation.

C'est d'une façon réellement convaincante que M. Duvieusart a montré comment les pays d'outre-mer — liés à la France, à la Belgique et, pour ce qui est de la petite Somalie, à l'Italie — font partie, de manière définitive, de notre Communauté européenne grâce au lien de l'association. Il nous a fait remarquer que la période de cinq ans, au bout de laquelle le régime d'association peut être modifié, ne signifie aucunement la fin de l'association que les traités ont établie définitivement.

Cependant, il nous est impossible de ne pas tenir compte de cette profonde évolution qui s'est poursuivie depuis le moment où les traités de Rome ont été signés. De grands événements se sont produits, des événements que les démocrates européens que nous sommes se doivent d'accueillir avec la plus vive satisfaction. Nous avons assisté à une grande transformation, surtout dans les relations entre les territoires d'outre-mer et la France. Je tiens à affirmer ici que cette transformation est véritablement marquée au coin de la grandeur française. A un moment donné, des vestiges du régime colonial ont été abandonnés et on a créé, très courageusement et dans un esprit réellement démocratique, la Communauté des peuples libres associés à la République française. Si nous relient ce fait aux événements qui affectent maintenant aussi les relations entre la Belgique, le Congo et le Ruanda-Urundi, force nous est de constater que la perspective devant laquelle nous nous trouvons est totalement différente de la situation telle qu'elle se présentait quand les traités de Rome ont été conclus.

Il faut que nous prenions conscience de cette situation, de telle sorte que nous puissions être à la hauteur du rôle nouveau que la France, d'ores et déjà, a confié aux peuples africains membres de la Communauté et que — je le

souhaite du moins — la Belgique confiera aux populations africaines qu'elle administre.

Prendre conscience de cette situation nouvelle, cela signifie avant tout transformer la base morale et psychologique — plus que leur base juridique — de nos rapports avec les pays en question. Il faut que les peuples d'Afrique cessent d'être considérés comme des sujets passifs dans le rapport d'association; ils doivent être appelés à exercer une fonction de partenaire, de co-participant de plein droit. Ils doivent pouvoir se sentir attachés à l'Europe sur le plan moral, psychologique et politique encore avant de se sentir unis à nous sur le plan des intérêts strictement économiques.

Au cours de la discussion, on a souligné très justement l'importance des facteurs psychologiques; on a montré aussi combien il est nécessaire de faire comprendre aux peuples d'Afrique l'intérêt que revêt pour eux la perspective d'une association avec la Communauté européenne. Je considère cependant qu'il faut faire quelque chose de plus et provoquer une sorte de choc de l'opinion publique.

Tout à l'heure, quand je disais que je me rallie au rapport de M. Duvieusart, je rappelais le fait que les traités prévoient la possibilité d'établir, à l'expiration de la période initiale de cinq ans, un nouveau régime d'association entre l'Europe et les pays africains de la Communauté. Pourquoi n'abrègerait-on pas la durée de cette période? Pourquoi le Conseil de ministres et nos six pays ne prendraient-ils pas sans tarder l'initiative d'établir le nouveau régime d'association, et de le faire sur le plan de ces rapports nouveaux, de ces rapports entre partenaires égaux que nous appelons de nos vœux? Si nous prenions pareille attitude, si nous suivions pareille orientation, nous aurions la possibilité d'obtenir par la voie des organes constitutionnellement compétents — je songe plus particulièrement à la Communauté française — une manifestation de volonté de la part des représentants des différents pays africains quant à leur adhésion à l'association avec l'Europe. Pareille manifestation de volonté aurait non seulement une valeur et un contenu juridique; elle aurait indubitablement aussi une grande signification politique.

Il est évident que, dans ces nouveaux rapports, il faudra tenir compte de la situation nou-

velle. C'est pourquoi je souhaite tout particulièrement qu'une représentation directe des peuples africains puisse siéger dans les organes exécutifs de la Communauté aussi bien que dans ses organes parlementaires, surtout quand la discussion portera sur des problèmes qui touchent à nos rapports d'association.

Nous sommes réellement heureux de compter parmi nous trois collègues qui viennent des territoires d'outre-mer. Je vous rappellerai cependant que nous les avons admis dans notre cercle non pas déjà en tant que représentants de tel ou tel territoire de la Communauté française, mais comme délégués de la République française, de la République métropolitaine française. Or, je voudrais avoir la joie et la satisfaction de saluer notre collègue malgache et les autres représentants des territoires d'outre-mer non pas comme des personnes indirectement déléguées par ces peuples, mais comme des envoyés de ces mêmes peuples, des envoyés au même titre que les représentants du peuple italien, du peuple français, du peuple allemand, des Belges, des Hollandais et les Luxembourgeois. Ainsi pourrions-nous exprimer notre commune volonté de traduire dans la réalité notre programme d'expansion économique et de progrès social.

Notre Assemblée devrait lancer un appel afin que les gouvernements entreprennent de démontrer que les temps que nous avons laissés derrière nous le jour où nous avons signé le traité de Rome sont bel et bien des temps révolus et que les gouvernements ont commencé aussitôt à mettre nos relations avec les territoires africains en harmonie avec la situation nouvelle — juridique, politique et constitutionnelle — qu'ils ont acquise dans l'aire de la Communauté française et qu'ils acquerront, je l'espère, très prochainement dans celle d'une Communauté belgo-congolaise.

Impossible, Mesdames et Messieurs, d'esquiver le problème des liens qui doivent attacher l'Europe à l'Afrique : le rôle mondial de notre Communauté dépend de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique. Ce n'est que si nous réussissons à nous présenter comme Communauté de l'Europe et de l'Afrique qu'il nous sera donné d'entrer en compétition avec toutes les autres formations politiques, économiques et sociales qui dominent actuellement la vie

internationale. Seule cette association étroitement nouée pourra empêcher l'Europe de se réduire aux dimensions d'une organisation régionale; seule cette association serrée pourra donner une impulsion nouvelle et un élan nouveau à cette expansion économique de l'Europe que nous souhaitons tous. Mais il est bien évident que cette expansion ne saurait puiser en elle-même toutes ses possibilités d'extériorisation; ce n'est qu'en s'associant des forces jeunes et entreprenantes, de même que les ressources des régions africaines, même si elles sont parfois encore modestes, que l'Europe parviendra à un développement considérablement plus large.

Mais nous avons aussi une grande mission civilisatrice à accomplir ensemble. L'action que l'Europe a déployée au siècle dernier a conduit à la création d'élites culturelles, politiques, sociales et intellectuelles dans les pays d'Afrique, des élites qui ont reçu une formation européenne et occidentale et qui se sentent portées, pourvu que l'on respecte leur autonomie, à maintenir les liens intimes qui les attachent à l'Europe. Ce n'est que si nous nous tenons fraternellement à leurs côtés que les élites africaines pourront affronter et résoudre les problèmes sociaux angoissants qui se posent dans leurs pays, des problèmes qui, au fond, sont des problèmes de civilisation.

C'est en appelant de mes vœux cette solidarité, que marque le respect et qui tend à des fins hautement sociales, que je conclus ma brève intervention, souhaitant que les gouvernements de nos pays sachent prendre d'heureuses initiatives. Ainsi le visage nouveau que la Communauté euro-africaine aura pris permettra-t-il en même temps de renforcer notre position et notre prestige dans le monde international et d'ouvrir à la collaboration entre l'Europe et l'Afrique de grandes chances sur la voie de la civilisation.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Rubinacci de son exposé.

La parole est à M. Gailly.

M. Gailly. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, soucieux de ne pas abuser de

vos instants et de ne pas lasser votre patience, je limiterai mon intervention au strict minimum : quelques réflexions et observations, une question sur deux points précis et une conclusion.

Il est bien dommage que les investigations d'une commission aussi autorisée que celle qui a accompli le périple dans les territoires d'outre-mer n'aient point été faites il y a une quinzaine d'années. On eût sans doute, sinon sûrement, évité bien des dommages peut-être même des désastres. Il n'est pas d'usage d'appeler les pompiers quand on a mis soi-même le feu à la maison. Or, c'est un peu ce qui semble avoir été fait en l'occurrence.

J'arrive à ma question. Tout en rendant hommage aux rapporteurs, chacun se sera rendu compte qu'il s'agit d'un rapport triangulaire d'une forme assez inusitée, mais compréhensible en la circonstance, d'une sorte de travail à la chaîne. Peu nous importe la méthode, mais nous voudrions savoir si les trois rapports constituent un tout, si leurs auteurs épousent les thèses exposées par les deux autres et s'ils traduisent les sentiments de tous les membres de la délégation.

D'un point de vue économique et politique, nous serions quelque peu surpris qu'il en fût ainsi. Dois-je m'en expliquer? Je ne le pense pas; il suffit de connaître les conceptions doctrinales de chacun des trois rapporteurs pour manifester l'étonnement que je viens de traduire.

D'autre part, certaines constatations devraient, à mon sens, servir de conclusion formelle que nous devrions retrouver dans la résolution. La constatation d'abord que le contenu économique et social s'insère quasi intégralement dans un régime d'économie libre. Je n'ai, pour ma part, rien vu de neuf ni d'audacieux qui réponde aux aspirations de ceux qui m'ont précédé au cours de ce débat, rien de ce qui me paraît indispensable face aux temps nouveaux et au climat actuel en Afrique.

J'aborde maintenant, Mesdames, Messieurs, les deux aspects particuliers que je suis permis d'examiner tout spécialement. Je me suis étonné du peu de place réservé aux problèmes spécifiquement sociaux et au rôle que devrait jouer le mouvement syndical dans les territoires

d'outre-mer en pleine évolution, sinon en révolution. Seul le rapport de M. Nederhorst — ce qui n'est pas pour m'étonner — en fait mention. Que dit, en effet, à la page 34 de son rapport M. Nederhorst? Je lis :

« Votre commission a été frappée de voir au prix de quelles difficultés le mouvement syndical se développe en Afrique. Le niveau de vie peu élevé du travailleur africain se répercute sur la situation financière très faible du mouvement syndical.

« La délégation a constaté que les organisations syndicales d'Afrique centrale désirent vivement être puissamment aidées par des syndicats non africains afin de pouvoir se développer rapidement. A son avis, un syndicalisme africain libre et indépendant est un facteur essentiel du progrès économique et social des pays africains. »

Je voudrais m'en tenir autant que possible au Congo belge et au Ruanda-Urundi. Pendant de longues années, le syndicalisme était littéralement répudié et banni, et malheur à ceux ou à celui qui osait s'en réclamer! Il a fallu un décret du 25 janvier 1957 pour garantir vaille que vaille cette liberté syndicale. Le syndicalisme s'est trouvé, et il se trouve encore, en face d'une administration et d'employeurs qui le subissent avec hargne bien plus qu'ils ne l'acceptent.

De tout temps, ces territoires ont été soumis à la coupe réglée de groupes capitalistes dont le principal, sinon le seul souci se situe dans les profits à retirer. La liberté, la liberté syndicale en particulier, si chère à tous les travailleurs, n'était qu'un mythe. Elle ne rencontrait qu'hostilité et manœuvres de diversion et de division. Hélas! il ne semble pas que tout cela soit fini.

J'ai, en effet, sous les yeux un document qui à ce propos vaut son pesant d'or. C'est une lettre adressée à ses subordonnés par M. Scalais, vicaire apostolique à Léopoldville. En voici le contenu :

« Il nous revient de plusieurs côtés que la F.G.T.B. déploie en ce moment un vaste mouvement d'affiliation et s'efforce d'obtenir l'adhésion de maîtres de l'enseignement catholique.

« Veuillez porter à la connaissance du personnel de votre école que la profession des principes marxistes est incompatible avec le christianisme dont ils sont les apôtres. Il s'ensuit que l'affiliation à la F.G.T.B. est un motif d'exclusion de notre enseignement catholique et donc une raison suffisante pour le licenciement.

« Nous vous prions de croire que nous ne pouvons pas transiger en cette question. Les intérêts de notre personnel enseignant peuvent être parfaitement défendus par la C.E.C. des syndicats chrétiens, seul syndicat fidèle à la doctrine sociale de l'Église.

« Veuillez agréer, etc. »

Je m'en voudrais de commenter ce document. Ce serait, selon moi, le déflorer. Ce que je puis en dire, c'est que c'est la négation même du droit et de la liberté d'opinion syndicale. C'est la négation de la pluralité syndicale que l'on défend d'autre part dans certains pays européens, dans le mien en particulier. C'est — excusez-moi de l'affirmer — une forme de la division syndicale qui ne peut profiter qu'aux employeurs.

On nous parle souvent d'interlocuteurs valables pour négocier. Je vous pose la question : qui est le plus autorisé et le mieux qualifié pour remplir cette mission, sinon les représentants librement choisis par les travailleurs eux-mêmes? Qui peut assurer la défense des travailleurs face à un patronat coalisé et tout-puissant et à une administration toujours à sa dévotion? Le travailleur isolé ne peut rien; livré à lui-même, il n'est qu'un esclave.

J'aborde maintenant un autre chapitre, l'autre objectif que je me suis assigné : la discrimination salariale et sociale, et, à cet égard, j'évoque de nouveau le rapport de M. Nederhorst, où je lis, à la page 34 :

« Au cours de son voyage, la délégation a été frappée de voir à quel point les travailleurs africains désirent un salaire égal pour un travail égal. Jusqu'à présent, la productivité des travailleurs africains est influencée défavorablement et, par répercussion, l'écart des salaires se creuse du fait de la mauvaise condition physique de ces travailleurs et du fait que la formation professionnelle est souvent insuffisamment organisée. L'amélioration de l'alimentation et l'extension de la formation profession-

nelle auront un effet favorable sur la productivité du travailleur africain, et ainsi aura disparu une des causes les plus graves de l'écart des salaires. »

En la matière, la position de nos organisations, de toutes les organisations, me paraît claire : à capacité, à responsabilité, à rendement égaux, salaires égaux. Quoi de plus légitime, de plus normal? Je vous le demande, qui ne sent que cette discrimination constitue un drame psychologique et humain? Qui peut concevoir que les travailleurs noirs subiront indéfiniment cet état de chose qui les diminue moralement et matériellement? Qui peut admettre que l'on paye 80 pour cent de moins à un noir qu'à un blanc pour le même travail? La couleur de la peau d'un individu est-elle vraiment de nature à déterminer ainsi le sort qui lui est fait du point de vue salarial? Et qui peut admettre que l'on accorde des indemnités de chômage, des allocations familiales et d'autres avantages aux blancs, sans les accorder aux noirs?

Je connais l'argument que l'on invoque : celui du rendement et de la productivité. Outre que ce n'est pas toujours vrai, il y a des raisons péremptoires pour modifier cette situation, raisons que M. Nederhorst a soulignées et sur lesquelles je ne veux pas revenir.

J'en arrive ainsi à une conclusion. En Afrique et dans les pays sous-développés se posent des problèmes économiques, sociaux et psychologiques inéluctables sous peine d'engendrer des sursauts de colère, une véritable révolution comme celle qui se produit dans certaines régions du Congo. Il faut, Mesdames, Messieurs, investir sans préoccupation des intérêts particuliers qui, jusqu'à présent, ont toujours été le souci de ceux qui ont investi dans les colonies.

Il faut, comme le rappelait il y a quelques instants mon collègue et ami M. Vanrullen, outiller industriellement ces pays. Il faut faire rendre à la terre et au sous-sol tout ce qu'ils peuvent donner. Il faut le faire surtout en pleine collaboration, dans l'indépendance politique et économique avec les populations de couleur. Il faut le faire humainement dans l'intérêt de l'Afrique et de l'Europe. Il faut le faire sous peine de susciter des rancœurs et des haines auxquelles nous ne pourrions pas échapper.

L'Eurafrrique n'est concevable, n'est possible que par une collaboration confiante et humaine. Hors cette voie, aucune solution, aucun salut !

Certains d'entre nous sont étreints par l'obsession du communisme soviétique et chinois. M. Peyrefitte a traduit ce sentiment dans sa conclusion orale et a évoqué Mao Tsé-Toung. Il pensait sans aucun doute, par la même occasion, à Khrouchtchev.

M. Peyrefitte. — Je ne les confonds pas.

M. Gailly. — C'est une simple nuance. Qu'il y ait une divergence d'intérêts entre l'un et l'autre, nous le savons tous. Mais ils sont préoccupés l'un et l'autre de faire la conquête des pays africains. Bref, si vous n'y pensiez pas, je n'insiste pas. Vous avez invoqué Mao Tsé-Toung, cela suffit.

La propagande la plus sûre et la plus active des pays communistes est basée sur la misère effroyable de millions d'hommes. Arrachez ceux-ci à leur détresse, donnez-leur la dignité d'homme, du pain par leur travail, des vêtements, des logements, faites preuve de justice et d'humanité à leur égard, et vous rencontrerez alors des hommes prêts à vous entendre et à collaborer à la grande œuvre de pacification de l'humanité.

A cette fin, on l'a dit et répété, on vient encore de le dire, une politique communautaire s'impose pour nos pays respectifs. Pris ensemble, pendus ensemble ! Nous n'échapperons pas isolément. L'histoire, Mesdames, Messieurs, est un éternel recommencement. Dans nos vieux pays européens, nos pères et nous-mêmes, les hommes de ma génération, ont connu un temps où ils n'étaient que des esclaves sans droits ni lois. Ils ont connu aussi le temps maudit où l'on exigeait d'eux, de leurs enfants en bas âge un travail de forçat dans les mines, dans les entreprises métallurgiques et autres, dans l'agriculture. Ils ont connu l'affreuse misère des jours sans pain et sans feu.

Ils s'en sont libérés petit à petit par des luttes héroïques au cours de dizaines d'années.

Ne négligez pas, Mesdames, Messieurs, l'histoire du mouvement ouvrier. N'oubliez pas que donner à temps nommé, c'est donner au moins deux fois ; que céder ce que vous ne pouvez pas

refuser, contraints et forcés, c'est vous condamner et vous préparer à tout perdre.

Malgré les temps relativement lointains des « nuit du 4 août », elles restent indispensables. Il y a, d'ailleurs, des « nuit du 4 août » qui rapportent plus qu'elles ne coûtent.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

(M. Schuman remplace M. Furler au fauteuil de la présidence.)

PRÉSIDENTENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

M. le Président. — La parole est à M. Le Hodey.

M. Le Hodey. — Monsieur le Président, prenant la parole, par le hasard des inscriptions, immédiatement après M. Gailly, je ne voudrais pas donner à mon intervention le caractère d'une réplique, mais je crois vraiment qu'on ne se grandit point en attaquant avec aussi peu de nuance les milliers d'hommes et de femmes qui ont donné leur vie pour leur foi.

Monsieur Gailly, parmi ces hommes et ces femmes, certains partageaient ma foi et d'autres ne la partageaient point, mais tous ont droit à mon respect, à votre respect, au respect de l'Europe et au respect de l'Afrique. Et si aujourd'hui nous parlons de l'Afrique c'est parce que ces milliers d'hommes et de femmes, par générosité humaine et par conviction, ont consacré leur vie à une cause qui les dépassait.

M. De Kinder. — M. Gailly ne les a pas attaqués !

M. De Block. — C'est tout à côté de la question.

M. Le Hodey. — Je ne suis pas non plus d'accord avec M. Gailly lorsqu'il considère les rapports de M. Peyrefitte et de M. Nederhorst comme négligeables. Ils comportent, à mon avis, nombre de suggestions intéressantes sur le

développement économique et social des territoires d'outre-mer.

A cette heure tardive, je me bornerai à relever quatre points. Le premier point concerne l'urgence de la formation des cadres africains.

Cette urgence est telle que nous devons recourir à d'autres méthodes que les méthodes classiques de la formation scolaire et universitaire. L'Afrique n'a pas le temps. Dans ce continent, des milliers d'hommes ont acquis une véritable maturité et une expérience pratique. Nous devons leur apporter une formation technique et une formation administrative qui leur permettent de prendre les leviers de commande dans leur pays.

Au cours de la guerre, les États-Unis ont mis au point des méthodes de formation rapide qui maintenant sont largement en usage dans l'industrie européenne. Il s'agit de les employer en Afrique en les adaptant, et j'ai été heureux d'entendre hier M. Lemaignan développer lui-même cette opinion.

Le deuxième point sur lequel je veux insister concerne les cours des produits agricoles tropicaux. Hier, le général Corniglion-Molinier nous a fait un discours. Je ne sais si c'est un discours de cavalier ou d'aviateur, en tout cas il a mené son intervention au galop en survolant en rase-motte de nombreux problèmes.

(Sourires.)

Il s'est cependant attaché à l'un d'entre eux, en disant que les cours des matières premières agricoles tropicales doivent être stabilisés. J'ai été étonné que M. Charpentier n'ait pas insisté davantage sur ce sujet car notre collègue est un représentant des cultivateurs européens, qui veulent que les cours de leurs produits soient stabilisés...

M. Charpentier. — C'est ce que j'ai dit.

M. Le Hodey. — ... et cette stabilité des prix des produits agricoles, les cultivateurs européens l'ont obtenue depuis longtemps.

Alors, si nous formons l'association sur un pied d'égalité entre les Africains et les Européens, le cultivateur africain a le droit de dire : le cultivateur européen obtient un prix satisfaisant pour son blé, pour ses betteraves, pour

son vin, pour son lait, moi je veux un prix satisfaisant pour mon café, pour mon coton et pour mon cacao.

Il a raison; par l'adaptation des droits de douane et l'organisation des marchés, nous devons assurer des prix-planchers, des prix stables, aux cultivateurs africains comme aux cultivateurs européens.

Si le cultivateur européen était soumis à la loi du marché et à la spéculation, il serait ruiné depuis longtemps. Ne nous étonnons pas de ce que tant de populations africaines ne désirent pas augmenter leur production agricole alors que celle-ci est liée à la loi du marché et qu'elle se commercialise avec des écarts de cours aberrants.

J'en arrive à mon troisième point. Au risque de provoquer l'ironie de M. De Kinder, je rejoins entièrement M. Duvieusart et M. Peyrefitte lorsqu'ils insistent sur la nécessité de programmer le développement de chacun des territoires d'outre-mer. L'immensité des besoins, la faiblesse des ressources, l'expansion démographique, autant de raisons de procéder, en liaison avec les autorités locales, à une programmation du développement par des études minutieuses, et je crois que ce sera un des rôles importants du fonds de développement des territoires d'outre-mer que de financer de telles études.

Sans préjuger le résultat de ces études, j'ai tendance à croire qu'elles donneront raison à M. Peyrefitte et à M. Charpentier lorsqu'ils souhaitent qu'on aborde par priorité le développement économique-social des communautés rurales.

Cependant, la mécanisation et la coopération doivent permettre de ne pas donner naissance à une agriculture trop fragmentée et éviter à l'Afrique de connaître le problème des petites exploitations agricoles, si difficile sur notre continent.

Ces études montreront également si M. Vanrullen a raison lorsqu'il évoque le problème de la limitation des naissances, problème qui devra donner lieu un jour à un débat sérieux dans cette Assemblée. Mais avant d'aborder une question aussi grave que celle-là, non seulement sur le plan moral, mais aussi sur le

plan politique, nous devons nous demander le jugement que s'attirerait la Communauté si elle disait à certaines races africaines : Vous n'avez pas le droit de vous développer, nous vous contestons la vie biologique, la possibilité d'avoir un plus grand nombre d'hommes et de femmes de votre race; dans nos pays, nous donnons des allocations familiales, nous favorisons une politique de naissance, mais vous, êtes des citoyens de la communauté de seconde zone, vous n'avez pas le droit d'avoir des enfants, vous n'avez pas le droit de constituer un peuple fort et nombreux!

Il faut étudier ce problème scientifiquement et dans le détail. On s'apercevra alors que certaines régions d'Afrique souffrent plus de sous-peuplement que de surpeuplement.

Quatrième point : les capitaux. L'Afrique manque de capitaux. Il ne s'y produit pas ou presque pas d'accumulation de capitaux. Ce qui me rend absolument incompréhensible l'intéressant passage que M. De Kinder a consacré dans son discours à une exégèse marxiste du phénomène africain.

Comment accroître la masse des capitaux mise à la disposition de l'Afrique? Bien entendu, Monsieur Peyrefitte, par le renouvellement du Fonds de développement, que je souhaite, mais à condition que ce renouvellement soit négocié avec les territoires d'outre-mer, avec les représentants des différents États ou communautés d'Afrique.

Mais le Fonds de développement n'aura jamais que des moyens inférieurs aux besoins. Où trouver de l'argent? Si l'on cherchait du côté de la Banque européenne d'investissement, n'y aurait-il pas là quelque chose à faire? J'aimerais entendre l'avis de M. Lemaigen à ce sujet. La Banque européenne d'investissement a des disponibilités très nombreuses et inutilisées. Ne serait-il pas opportun d'étendre sa mission à l'ensemble des territoires de la communauté, territoires métropolitains et territoires d'outre-mer?

Toutefois, l'appel aux capitaux privés reste évidemment nécessaire. Comment vaincre l'impression de crainte, d'insécurité qui écarte les capitaux privés des territoires d'outre-mer? Dans cette même salle, mais occupée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe,

nous avons discuté abondamment et à de multiples reprises de cette question. L'Assemblée consultative a consacré de longues études à cette matière, et j'ai été un peu étonné que M. Lemaigen, parmi les références qu'il citait, n'ait point indiqué celle-là.

Deux formules sont possibles : l'élaboration d'un statut des investissements, soit par la législation interne de chacun des territoires d'outre-mer, soit par un accord international.

Le statut des investissements, c'est un vieux rêve de la Chambre de commerce internationale, c'est un vieux rêve de certains experts financiers, et ce n'est qu'un rêve. A mon sens, cela restera toujours un rêve, car les jeunes souverainetés, éprises d'indépendance, n'accepteront jamais ou accepteront très difficilement de se lier de telle façon.

Si l'on veut aboutir à un résultat, la seule solution est la constitution d'un fonds de garantie, d'une sorte de ducroire s'appliquant non pas aux risques commerciaux, mais aux investissements. Cette formule est beaucoup plus aisément réalisable. On peut l'établir sur le plan national, comme cela a été le cas en Allemagne, on peut l'établir sur le plan des Six.

M. Lemaigen en a parlé hier — j'ai sous les yeux le texte de son intervention et j'avoue ne pas très bien le comprendre; ou, si je le comprends, alors il m'inquiète beaucoup! En effet, monsieur Lemaigen, vous avez dit que la garantie la plus efficace contre le risque politique semblerait être un accord précis, liant entre eux le plus grand nombre possible de pays éventuellement prêteurs, et tout d'abord ceux de la Communauté.

Il s'agirait donc d'un accord qui dépasserait les Six et s'étendrait à d'autres pays, mais qui ne lierait que les pays prêteurs, donc un accord auquel les pays africains emprunteurs ne seraient pas partie. Les pays prêteurs auraient à leur disposition un bâton pour menacer les pays emprunteurs qui ne seraient pas sages.

Par cet accord, poursuit M. Lemaigen, chacun d'eux s'interdirait formellement de consentir dans l'avenir un prêt ou des facilités financières quelconques à tout gouvernement qui aurait manqué à ses engagements.

J'avoue que je n'aime pas du tout cette méthode, cet accord qui lie uniquement les pays prêteurs et qui leur donne comme arme une menace perpétuelle à l'égard des pays moins développés.

Mais où je comprends encore moins, c'est ce que signifie la menace par laquelle chacun des États s'interdirait formellement de consentir, dans l'avenir, un prêt ou une facilité financière quelconque à tout gouvernement qui aurait manqué à ses engagements. Cela signifie-t-il que vous songez à instaurer un contrôle des mouvements de capitaux vers les pays neufs?

Cette formule ne me paraît pas bonne. Il serait beaucoup plus intéressant de s'engager dans la voie que propose l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe par sa recommandation 211, c'est-à-dire la création d'un fonds de garantie multilatéral auquel seraient appelés à participer non seulement les quinze pays membres du Conseil de l'Europe, mais tous les États africains et européens, prêteurs et emprunteurs, siégeant les uns et les autres sur un pied d'égalité, fonds qui assurerait le ducroire des investissements. Ce serait une excellente occasion de coopération à quinze et de collaboration sur un pied d'égalité avec l'Afrique.

J'ajoute qu'en intéressant les États africains à la garantie du risque politique, on est certain de développer chez eux des pratiques facilitant les mouvements internationaux de capitaux.

Monsieur le Président, j'en ai terminé avec mes quatre observations sur les rapports de MM. Peyrefitte et Nederhorst. Reste le rapport de M. Duvieusart. On en a dit tant de bien que j'hésite à en dire encore : il serait fâcheux que M. Duvieusart devienne à la longue vaniteux (*sourires*). Mais ce rapport aborde de façon magistrale un des problèmes politiques les plus complexes et les plus difficiles qui se présentent à nous. Non seulement il éclaire les positions à adopter aujourd'hui, mais il traite les questions de telle manière qu'au cours des années à venir, il restera un document de base indispensable à consulter.

Comment faire en sorte que l'association des territoires d'outre-mer à la Communauté, association qui est voulue et acceptée par nos peuples et nos États, soit voulue et acceptée par les peuples et les souverainetés naissantes

de l'Afrique? Car c'est bien cela le problème. Au moment où nous comprenons enfin la nécessité d'aider les pays sous-développés, voilà que ceux-ci n'ont plus guère envie de notre aide et qu'ils hésitent à l'accepter, tant ils se méfient de nous!

Comment, dans le respect absolu des valeurs propres à l'Afrique, établir et faire évoluer ces associations avec la Communauté? En principe, la réponse est très simple : il faut faire la plus large place aux idées et aux courants de pensée qui surgissent de ce monde nouveau, et en même temps augmenter l'attrait de l'Europe. Mais, en pratique, que faire? M. Duvieusart note justement que, pour le moment, il n'y a pas de dialogue entre les pays et territoires d'outre-mer représentés sous leur forme constitutionnelle et les Six.

Comment donc faire évoluer les choses, tout en suivant le rythme de la transformation du droit public inhérente à chaque nation et sur laquelle — M. Carboni lui-même voudra le reconnaître — la Communauté n'a pas d'action? Pour l'avenir, lorsque les territoires seront devenus souverains, le concept d'association offrira assez de virtualité et de souplesse pour apporter une solution. Mais, dans le présent, que faire? La seule chose positive que nous puissions accomplir est d'instaurer le dialogue que M. Schuijt appelait hier au nom du groupe démocrate-chrétien et que M. Lemaigen, hier également, ne m'a pas semblé, lui, tellement souhaiter.

L'unique moyen d'inspirer la confiance est de parler avec l'Afrique, de lui expliquer nos idées, oui, mais aussi d'écouter les siennes. Car l'Afrique a elle aussi un message à livrer. Monsieur Ramizason l'indiquait très justement hier, l'Afrique attend que nous l'écoutions, que nous entendions sa voix. Les formules de collaboration d'aujourd'hui ne peuvent sortir que d'un échange d'idées, et les formules d'association de demain devront sortir probablement plus de la pensée africaine que de la nôtre.

Cette pensée africaine sera divisée entre trois fidélités : sa fidélité à la Communauté noire en partie membre du Commonwealth, sa fidélité à son indépendance toute fraîche, toute jeune et sa fidélité aux Six.

Mais le dialogue, comment l'établir dans la situation présente de droit public?

Sans doute nous pouvons multiplier des contacts, rencontrer même des délégués des assemblées africaines, mais ce n'est pas suffisant. J'ai été un peu étonné d'entendre hier M. Lemaignan nous parler des réunions qui allaient avoir lieu pour s'occuper des produits tropicaux. Il a énuméré toute une série de personnes qui allaient prendre part à ces réunions, mais — peut-être l'ai-je mal entendu? — il n'a pas mentionné les exécutifs des différentes régions intéressées de l'Afrique.

Il me semble que, dans cet ordre d'idée, nous pouvons déjà ouvrir un dialogue. N'y a-t-il pas moyen de faire mieux? Nous avons un Comité économique et social; les Africains y sont très peu nombreux. Ne pouvons-nous pas augmenter le nombre des membres africains ou même créer un nouveau comité économique et social consacré uniquement à l'étude des problèmes des territoires d'outre-mer et dans lequel les Africains seraient en majorité?

L'introduction de personnalités africaines au sein du comité de gestion du Fonds des territoires d'outre-mer serait une autre mesure dans ce sens d'une exécution facile et rapide.

En bref, si nous voulons résoudre le problème politique qui est celui de maintenir l'Afrique en collaboration avec nous, nous devons entendre sa voix et engager le dialogue avec elle, lui donner tout de suite la place qui lui revient. Sinon, nous risquons d'avoir une position généreuse et d'être prêts à aider des peuples qui ne désireront plus être aidés par nous.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Lemaignan, membre de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. Lemaignan, *membre de la Commission de la Communauté économique européenne.* — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je serai aussi bref que possible, pour deux raisons. La première est qu'une réunion importante pour les intérêts africains m'attend; il doit y être question de problèmes douaniers délicats. La seconde est qu'ayant été trop long hier, je voudrais aujourd'hui me faire pardonner cet excès.

Je tiens néanmoins à prendre une courte minute pour, au début de mon intervention, au nom de la Commission et, puis-je ajouter? en mon nom personnel, dans une matière que je pratique depuis une quarantaine d'années, exprimer l'admiration que j'ai ressentie à la lecture des rapports que les membres de la mission parlementaire en Afrique ont établis à leur retour. Ils sont tous trois, dans des styles très différents, d'une valeur exceptionnelle et resteront pour nous tous un document de travail précieux dont je les remercie profondément.

Je voudrais maintenant répondre à tous les orateurs qui sont intervenus. Je le ferai non pas en détail, mais en groupant autant que possible les diverses interventions.

La plupart d'entre vous et, en particulier, M. Duvieusart, ont insisté sur l'importance de l'information dans les territoires d'outre-mer et sur le regret que nos missionnaires avaient éprouvé en constatant que la Communauté européenne était si mal connue. C'est aussi notre très profonde conviction. Dès le début de notre action, nous avons organisé un système de visites à double sens : visites de nos fonctionnaires dans l'outre-mer, visite en Europe d'Africains de toutes conditions.

C'est une tâche qui s'est heurtée à des difficultés de nature diverse et qui, cependant, a reçu, au cours de l'année 1959, une exécution non négligeable. Elle sera poursuivie soigneusement en 1960. J'estime, en effet, que ce contact personnel, ce contact humain est à la base de toute coopération, au sein de la Communauté, entre l'Europe et les pays africains ou malgache qui lui sont associés.

Au demeurant, je compte bénéficier pour ce faire de l'avantage budgétaire que, grâce à l'Assemblée, nous avons pu obtenir. Et je l'en remercie sincèrement.

Mais la liaison avec les populations n'est probablement pas suffisante sous cette seule forme. Je peux rassurer M. Le Hodey, c'est un des points sur lesquels — tous ceux qui me connaissent le savent — j'ai, au cours d'une existence coloniale déjà assez longue, porté mon attention.

M. Le Hodey a dit — m'ayant fait l'honneur de lire le compte rendu sténographique de mon

intervention — qu'à une seule occasion j'avais indiqué, en ce qui concerne la formation intellectuelle qu'il est bien évident que rien ne pourrait être fait que d'accord avec les autorités locales. Si je ne l'ai pas répété, c'est parce que j'aurais dû le faire à tous les chapitres. Mais devant vous, Messieurs, je tiens à le redire : rien ne sera fait d'utile en Afrique autrement que sous la forme d'un dialogue, sur un pied d'égalité absolue et par une compréhension totale. C'est la condition même du salut de notre œuvre et rien de ce que nous pourrions faire dans ce domaine ne sera excessif ni imprudent.

On a abordé le problème des institutions, et je le conçois. Il se trouve, en effet, qu'un certain hiatus existe du fait de modifications constitutionnelles dans un des États membres et que, si la représentation du Sénat de la Communauté franco-africaine est ici très haute en qualité, elle est mince en quantité et, en tout cas, a certainement un caractère provisoire.

Il n'appartient pas à la Commission de prendre position sur ce sujet, mais nous concevons facilement les inquiétudes que vous éprouvez et votre désir de vous orienter vers une formule qui permettrait, précisément dans le domaine institutionnel, ce dialogue auquel, d'une manière générale, nous tenons tant.

Quant à ce qu'il en est des formules de dialogue plus serré sur des points particuliers où nous nous retrouverions dans notre rôle d'autorité exécutive, je puis vous dire que nous poussons aussi loin que possible cette coopération.

Pour répondre à M. Le Hodey encore, je dirai que lorsque je parle d'associer les producteurs aux conférences futures, il est bien évident qu'il s'agit des producteurs des pays d'outre-mer, d'Afrique et de Madagascar. J'ai déjà pris à ce sujet des contacts à titre personnel avec plusieurs ministres de l'agriculture des républiques d'outre-mer et c'est avec leur plein accord que cette confrontation sera menée.

Ce contact — je tiens à le dire tout spécialement pour M. Nederhorst et M. Gailly — nous tenons à l'assurer avec tous les éléments de la population. Et puisqu'ils ont, l'un et l'autre, fait allusion à l'importance de la position syndicale de ces pays, je peux leur dire que c'est une de nos grandes préoccupations.

La situation n'est pas facile actuellement pour nous dans ces pays et dans ce domaine. Vous connaissez mieux que moi sans doute les modifications très profondes qui affectent les organisations syndicales africaines et les difficultés qui s'accroissent du fait d'une liaison étroite entre certains syndicalismes et certaines positions politiques qui sont elles-mêmes assez divergentes.

M. Gailly. — Je n'ai pas fait allusion à cela ! En tout cas, si j'y ai fait allusion, c'est dans un tout autre esprit.

M. Lemaïgnen, membre de la Commission de la Communauté économique européenne. — Quoi qu'il en soit, nous avons déjà reçu à diverses reprises les représentants des organisations syndicales et en particulier les secrétaires généraux de syndicats. Je puis indiquer que m'étant trouvé, au début de cette année, à Brazzaville, au moment où se tenait une conférence d'ensemble de toutes les centrales syndicales africaines, j'ai moi-même assisté, à la demande des secrétaires généraux des différentes centrales syndicales, à une réunion au cours de laquelle j'ai exposé l'essentiel de la politique de la Communauté européenne.

J'ai reçu un accueil très intéressant. Les contacts seront maintenus, car nous sommes également persuadés que l'évolution syndicale constitue pour ces pays un phénomène dont il nous est impossible de nous désintéresser.

J'en arrive au problème proprement économique : problème de stabilisation, problème d'effort de consommation.

M. Corniglion-Molinier, M. Vals, M. Le Hodey, M. Peyrefitte, M. Nederhost ont insisté — et je les en remercie car ils ont appuyé ma thèse — sur l'extrême importance d'une limitation des fluctuations excessives et, il faut le dire, souvent scandaleuses des prix des produits locaux. On a rappelé tout à l'heure très justement que c'était une situation que les agriculteurs connaissaient d'une manière générale, mais je soulignerai que, plus ils sont misérables, moins ils sont organisés et plus ils connaissent cette situation avec une dureté plus grande.

M. Nederhorst s'est demandé si, en agissant sur les droits de douane, on pouvait obtenir

un résultat dans le sens d'une stabilisation des prix. Personnellement, je ne le pense pas.

Il a demandé aussi si l'on devait envisager ce problème sous son aspect mondial. Il l'est, mais on est bien obligé de dire que, dans ce domaine, il n'a pas encore été obtenu de résultats concluants. Nous pensons donc que nous devons nous attaquer à cette question en essayant de trouver des solutions peut-être plus neuves. J'en ai esquissé une ou deux dans mon rapport.

Je pense, dans ce sens, qu'une formule qui tendrait, en particulier, à assurer non pas tellement la stabilité des prix qu'une stabilité du revenu des gouvernements et, à travers eux, des producteurs, offrirait vraisemblablement des possibilités intéressantes. Je crois qu'en cette matière, il faut faire preuve d'une certaine imagination. Mais ici, comme pour l'accroissement de la consommation de ces biens, nous nous heurtons à un fait que j'ai indiqué avec beaucoup de précision dans mon exposé d'hier et sur lequel je m'excuse de revenir une fois de plus.

Ne nous faisons pas d'illusion, ce ne sont pas des discours qui amélioreront la situation de ces territoires, ce sont les sacrifices que nous consentirons, sacrifices de consommateurs, sacrifices de contribuables, c'est possible, mais sacrifices tout de même.

Dans son intervention, M. Corniglion-Molinier a justement et précisément montré que certaines positions étaient nettement contradictoires avec l'esprit du traité, si elles étaient conciliables avec sa lettre. Dans ce domaine, vous pouvez tous, Messieurs, avoir une action essentielle, car c'est aux parlements nationaux qu'en dernière analyse les mesures considérées seront soumises et c'est là qu'elles devront être votées.

Lorsque vous serez mis en face de vos responsabilités, je vous demande de penser que c'est l'essentiel, pour ces populations, que de chercher à leur donner l'assurance, sous une forme quelconque, que leurs produits agricoles, seul moyen d'existence en fait pour elles, seront vendus dans des conditions relativement stables, en quantité croissante et pour une clientèle qui se développera constamment.

Mesdames, Messieurs, j'en viens au Fonds de développement. J'en parlerai en bloc car vous l'avez tous évoqué.

Je voudrais d'abord rapidement, car je pense que cela vous intéressera, vous donner une situation à jour et en gros chiffres, naturellement, de ce Fonds. Je vous rappelle qu'il s'étale de 1958 à 1962 pour un total de 580 millions de dollars.

Qu'avons-nous fait à la date d'aujourd'hui? Les décisions approuvées, c'est-à-dire celles qui sont devenues pratiquement définitives, portent sur 100 millions de dollars, c'est-à-dire 100 millions sur 580 millions. Elles s'échelonnent pratiquement sur les cinq annuités, car beaucoup des travaux envisagés couvrent plus d'un exercice. Nous avons obtenu du Conseil de ministres, dérogeant au texte même du traité, que cet arrangement fût possible.

Sur ces 100 millions de dollars, 49 % sont des investissements sociaux, 51 % des investissements économiques. Vous serez sans doute étonnés de trouver une proportion assez différente de celle récemment adoptée par le Conseil de ministres, c'est-à-dire 25 à 30 % pour les investissements sociaux et le reste en investissements économiques. C'est que, pour la première annuité, celle de 1958, nous avons appliqué les chiffres d'origine, c'est-à-dire 60 % d'investissements sociaux et 40 % d'investissements économiques.

Outre ces 100 millions de dollars déjà engagés, l'attribution de 30 millions est à l'étude; celle de 4 millions est différée pour complément d'enquête. Enfin, l'attribution de 13 millions a été différée d'une manière sans doute définitive.

Je me résume. Je crois pouvoir dire que la cadence de fonctionnement du Fonds, compte tenu d'un retard au départ inéluctable pour la mise en route de cette organisation, est satisfaisante puisque, pour cinq années d'exercice, nous avons actuellement engagé environ un cinquième du total.

Ceci ne veut pas dire que je ne déplore point les lenteurs que vous avez pu constater. D'abord il faut vous rendre compte de ce qu'est la mise en route d'une machine de cette nature, avec des moyens en personnel très limités, puisque l'ensemble du personnel spécialisé dans nos

cadres pour le Fonds de développement d'outre-mer est inférieur à vingt. Ce n'est pas grand-chose.

Je voudrais m'exprimer franchement. Lorsque j'ai été appelé à m'occuper du Fonds d'outre-mer, j'avais préparé un règlement financier, puisque le traité le prévoit, approuvé par les gouvernements. Le règlement financier est assez simple et assez satisfaisant. Nous avons eu à le présenter aux experts contrôleurs financiers des six gouvernements. Il en est sorti un document qui, paraît-il, est une merveille car il concentre la virtuosité du contrôle financier des administrations financières de nos six gouvernements. Je ne peux pas me prononcer personnellement sur la valeur du document car, dans une partie, il est tellement hermétique que je ne suis pas à même de porter, moi profane, une appréciation. Ce que je puis dire, c'est que, comme certains appareils extrêmement perfectionnés, il n'a pas un rendement parfaitement satisfaisant.

Alors, me demanderez-vous, pourquoi ne pas le changer? Ayant éprouvé que, pour le mettre en place, il avait fallu quatorze séances et un grand nombre d'experts financiers, je craignais que, pour le modifier, il faille encore plus de séances avec encore plus d'experts financiers. Je ne suis pas certain que le document qui sortirait de cette nouvelle confrontation serait très sensiblement amélioré.

Il faut donc que nous vivions avec les moyens que nous possédons, que nous vivions le moins mal possible en nous disant, pour nous consoler, que ce texte n'est valable que pour cinq années et que deux sont déjà passées.

Une deuxième raison du retard, vous avez pu le constater, vous, missionnaires en Afrique, est la difficulté d'avoir des plans. Nous nous sommes trouvés dans une situation particulièrement défavorable ayant commencé à travailler au moment où de jeunes gouvernements venaient de prendre la responsabilité de la gestion de leurs affaires, de leurs plans, de leur économie, au moment où tous les liens existant entre eux précédemment dans le système des fédérations avaient été largement distendus.

Ceci les a amenés à nous apporter des projets fragmentaires plutôt que des projets d'ensemble. Tous l'ont cependant reconnu : notre travail

en commun avec eux a amélioré cet état de choses. J'ai tout lieu d'espérer qu'un résultat sera obtenu assez rapidement. Mais, au démarrage, il est évident que nous avons perdu du temps de ce fait.

J'attire également votre attention sur une clause du traité qui est une occasion permanente de délais. Je vous demande pourtant, Mesdames, Messieurs, de me donner votre accord pour ne rien faire afin de les réduire.

Comme vous le savez, le traité de Rome précise que les travaux financés par le Fonds de développement des territoires d'outre-mer doivent être soumis à des adjudications communes aux six pays, sur un pied d'égalité absolue. Or, pour que cette égalité existe effectivement, des délais sont nécessaires. Nous avons été obligés d'admettre un délai de quatre mois entre l'ouverture de l'adjudication et la conclusion du marché, de façon à être aussi sûrs que possible que toutes les entreprises des six pays susceptibles de s'y intéresser seraient effectivement averties et mises en état d'y participer.

Quel que soit l'inconvénient de ce retard, c'est là une manifestation de coopération européenne si importante que je préfère ce retard à une procédure plus rapide qui risquerait d'écarter un certain nombre d'intéressés.

Le Fonds a une caractéristique fâcheuse. Vous nous avez demandé de faire beaucoup avec ce Fonds. Or, je vous rappelle que nous n'avons pas l'initiative; nous ne sommes pas autorisés à dépenser les crédits qui sont à notre disposition. Nous devons recevoir les demandes des gouvernements intéressés, les accueillir ou les refouler, mais nous ne pouvons pas *proprio motu* faire des investissements ou certaines dépenses qui nous paraissent absolument essentielles. C'est un des points sur lesquels, très certainement, le Fonds qui, après le délai de cinq années prévu, succédera au Fonds actuel, devra innover.

Nous regrettons tout particulièrement, compte tenu de l'esprit et de la lettre du traité, de ne pas pouvoir utiliser ce Fonds pour une œuvre que je considère comme absolument essentielle : celle de l'enseignement et de la formation locale. Il est indispensable de faire un effort énorme d'attribution de bourses, d'amélioration de l'enseignement professionnel

local. Je crois qu'il ne peut pas y avoir de meilleur emploi du Fonds que des dépenses de cette nature, à telle enseigne que nous étudions actuellement la possibilité de prévoir dans notre budget propre et indépendamment du Fonds, certaines dépenses dans ce domaine. Je suis convaincu, Mesdames, Messieurs, que si nous arrivions à satisfaire de pareilles demandes, nous aurions votre appui pour les faire aboutir.

Vous avez tous, en termes excellents et très clairs, indiqué les dépenses qui devraient être prises en charge par le Fonds. Dépenses d'éducation : nous en avons dit un mot tout à l'heure. Dépenses de logement, d'alimentation, d'agriculture et d'artisanat : j'approuve la position de MM. Charpentier et Nederhorst. Dépenses de défense contre l'érosion dont M. Van der Goes van Naters a parlé.

Je crois qu'il faut nous engager dans cette direction. Peut-être pourrions-nous trouver un moyen de suggérer aux gouvernements locaux une telle orientation. Ici encore, nous retrouvons la nécessité du dialogue à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure.

Quant à la Banque d'investissement, je dois répondre à M. Le Hodey, qui m'a posé une question, que les statuts mêmes de la Banque précisent qu'elle ne peut faire d'investissements qu'en Europe, sauf unanimité des gouverneurs. C'est là une formalité qu'on peut essayer de remplir, mais qui se heurtera certainement — vous le savez bien — à des difficultés assez grandes.

Je répondrai d'un mot aussi à M. Le Hodey sur la question des garanties.

J'ai parlé, dans mon exposé, trop rapidement encore qu'il ait été trop long, d'un mode de garantie, je dirai coercitif. J'ai précisé — vous auriez dû lire un peu plus loin — que si un manquement grave devait faire l'objet d'une constatation solennelle, indiscutable, objective, il était scandaleux que d'autres pays, pour des raisons de politique pure ou de politique commerciale, viennent se substituer, au bénéfice du débiteur défaillant, au créancier spolié. Il y a là une règle de morale internationale et de morale commerciale, car il y a tout de même une morale commerciale que je crois valable.

Quant au fait que je n'ai pas mentionné l'association des pays africains à une telle opéra-

tion, c'est qu'il est sous-entendu que les pays prêteurs sont associés à l'ensemble de la garantie ou tout au moins souscrivent à cette garantie.

Les faire participer à une caisse totale de garantie est une idée intéressante et je crois qu'elle vaut d'être creusée. Mais je crois que des économies aussi dépourvues de capitaux que les économies africaines pourraient difficilement s'associer à une garantie de cette nature. A supposer que la garantie vienne à jouer et qu'il soit fait appel aux fonds consacrés à cette garantie, les économies africaines seraient vraisemblablement hors d'état matériellement de faire honneur à leurs engagements. Cela leur serait désagréable. Je doute d'ailleurs que les gouvernements africains acceptent une pareille formule. Nous ne pourrions les en critiquer.

Il est bien entendu, Mesdames, Messieurs, que rien de ce que j'ai dit ne prétend être une vérité absolue. Je crois que ce problème de garantie est très difficile, car qui dit garantie, dit atténuation de la responsabilité de l'initiative de l'entrepreneur. C'est là un point sur lequel il faut toujours bien réfléchir car ce système peut avoir pour effet, d'une part, d'inciter à des investissements peut-être imprudents, d'autre part, à donner peut-être des tentations de spoliation à un gouvernement qui n'y pensait pas et qui, se disant que l'opération qui viendra n'aura pas pour son interlocuteur direct un inconvénient matériel, pourrait, dans une hypothèse extrême, voir là plutôt un accélérateur qu'un frein.

Mesdames, Messieurs, j'en ai terminé. J'ai répondu très mal et je m'en excuse, aux multiples questions qui m'ont été posées. J'irai plus loin, je dirai que ces questions ont été pour moi beaucoup plus un enseignement qu'un interrogatoire. Je vous en remercie donc et je ne peux que vous confirmer que nous aurons toujours le plus grand plaisir à vous fournir le maximum d'informations possible.

Ce colloque s'est terminé hier sur des conclusions de M. le président Pella qui ont, à mon avis, une très grande valeur en ce qui concerne les territoires d'outre-mer.

La première de ces conclusions est la déclaration d'après laquelle les pays d'outre-mer associés doivent avoir la priorité par rapport à un

mondialisme qui pourrait inquiéter nos partenaires actuels.

La seconde est que, sans donner de précision, ce qui lui était évidemment impossible, M. le président Pella a tenu à rassurer ceux qui craignaient qu'une incertitude ne pesât sur l'avenir au delà de la période de cinq années de l'accord européen. Il l'a fait dans des termes très généraux, mais qui reflètent, j'en suis persuadé, la pensée des gouvernements au nom desquels il parlait.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous remercie de votre attention. Je m'excuse de l'insuffisance de mon exposé et je ne puis que vous redire combien la Commission et moi-même vous sommes reconnaissants du concours que vous avez bien voulu nous apporter dans le passé et que vous continuerez, j'en suis sûr, à nous apporter dans l'avenir.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Scheel, président de la commission de l'association et territoires d'outre-mer et de la commission temporaire spéciale chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer.

M. Scheel, *président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la commission temporaire spéciale chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer.* — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous sommes arrivés à la fin d'un ample échange de vues sur les questions que pose l'association de la Communauté avec les pays et territoires d'outre-mer. C'est la première fois que nous avons eu ici un débat de cette sorte.

Permettez-moi, au terme de ce débat, de faire quelques remarques sur la forme qu'a revêtue notre échange de vues. Pendant les trois jours que nous avons consacrés à la discussion de ces importants problèmes, nous n'avons pas toujours été satisfaits de la part qu'y ont prise nos interlocuteurs; nous aurions aimé les voir toujours parmi nous. Tout d'abord, nous avons eu le sentiment que du fait de leur place dans le cadre de l'échange de vues, celui-ci acquerrait un surcroît de valeur et ainsi la

publicité particulière que nous aurions souhaitée pour la question sur laquelle il portait. Mais nous avons dû constater que — quelles qu'en soient les causes — cet objectif n'a pas pu être pleinement atteint.

Je pense qu'il est regrettable que le Conseil n'ait pas pris précisément à ces débats une part qui eût correspondu à l'importance et à la portée de la question. J'en conclus que la prochaine fois, dans un cas semblable, nous devrons procéder différemment. En disant cela, je regarde du côté de notre ami Carboni qui, en sa qualité de Sarde, a naturellement un sens particulier des impondérables et qui avait par conséquent prévu cette panne avant nous. Je pense que la prochaine fois nous serons disposés à suivre ses conseils.

A mon sens, il importe que nos interlocuteurs africains participent plus largement que cela n'a été le cas jusqu'ici à l'échange de vues sur nos problèmes communs. C'est pourquoi j'aperçois dans les propositions de M. le rapporteur Duvieusart une contribution importante au développement futur des conversations entre l'Afrique et l'Europe. Du point de vue purement technique, il faudra dorénavant que nous prenions des mesures pour éviter que le temps nécessaire ne nous vienne à manquer, comme c'est maintenant le cas.

Dans son discours final sur les questions intéressant les territoires d'outre-mer, M. le Président du Conseil a invité l'Assemblée et la Commission à ne pas se contenter de renforcer les liens avec les pays associés; selon lui il faut s'efforcer de maintenir ces liens aussi avec les pays susceptibles d'accéder par la suite à la pleine souveraineté. C'est là une remarque qui m'a paru fort juste.

L'ample débat sur les questions que posent les investissements outre-mer a également été important. Tout à l'heure, M. Lemaignan a déjà pris position sur certaines déclarations faites par les différents orateurs qui ont pris part au débat. Sur ce point, et c'est une exception, je ne suis pas du même avis. Il a dit que l'espoir qu'a l'entrepreneur libre de réaliser des bénéfices doit nécessairement s'accompagner d'un risque. Sous cette forme générale, son affirmation est parfaitement juste. Mais elle ne l'est plus tout à fait pour ce qui est des capitaux

privés dont on a besoin dans les territoires d'outre-mer; en effet, il s'agit dans ce domaine non pas d'un risque économique que tout entrepreneur est obligé d'assumer, mais d'un risque politique spécial que nul ne peut naturellement prendre sur soi. Si des motifs d'ordre politique nous commandent d'attacher le plus grand prix à l'afflux de capitaux privés dans ces territoires, nous devons aussi nous efforcer, sous une forme ou une autre, de couvrir le risque politique en recourant à cet effet aux fonds publics.

Mais il ne s'agit pas seulement de la garantie des investissements privés contre un risque politique, c'est-à-dire de la garantie pour le bailleur de fonds européen. Nous devons aussi — il faut le dire clairement — veiller à ce que le développement économique et social des territoires associés d'Afrique ne soit pas entravé par des investissements privés européens. Les investissements privés doivent s'insérer organiquement dans le cadre du développement économique et social de ces territoires.

Une autre question qui mérite de retenir particulièrement l'attention, c'est celle de la prorogation de la convention d'application concernant le Fonds de développement. Cette convention est conclue pour une durée de cinq ans. Maintenant que près de deux années ont passé, il faut à mon avis élaborer une base pour notre conduite future. En disant cela, je songe aux gouvernements, à la Commission et à l'Assemblée. Je proposerais volontiers que les parties intéressées procèdent dès l'année prochaine à un échange de vues sur la prorogation de la convention d'application concernant le Fonds de développement et que cette fois-ci — je n'ai pas besoin d'insister encore là-dessus — elles le fassent avec la participation des associés africains.

La création de relations économiques étroites entre l'Europe et le continent africain constitue sans aucun doute une sorte d'essai de charge pour l'économie européenne. Le développement de ces relations exige des sacrifices de nous tous. Il faut que nous démontrions à nos associés africains que notre ordre social et notre ordre économique sont supérieurs aux leurs, que nos conceptions les mettent, eux aussi, en mesure d'atteindre leurs propres objectifs politiques, économiques et sociaux. En collaborant de plus en plus étroitement avec

l'Afrique, nous ne pourrions en tout cas pas transposer telles quelles sur ce continent des structures qui se sont développées organiquement en Europe. Ce n'est que dans une atmosphère de confiance qu'on peut arriver à un optimum de collaboration.

Je pense que tous les membres de l'Assemblée parlementaire et en particulier ceux de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer ont beaucoup apprécié les explications que M. Lemaigen nous a données en sa qualité de représentant de la Commission de la Communauté économique européenne sur les questions qui nous intéressent présentement. Ce qu'il nous a dit concorde pour ainsi dire entièrement avec la manière de voir de notre commission; ses déclarations concordent aussi avec les observations que notre délégation a pu faire sur place en Afrique.

Je suis certain que ce que M. Lemaigen nous a dit traduit non seulement son opinion personnelle ou la manière de voir de la direction générale à la tête de laquelle est placé M. Allardt, mais aussi la manière de voir officielle de toute la Commission de la Communauté économique européenne. Je prie cette Commission de communiquer aux gouvernements et au Conseil, à titre de suggestion, le texte des rapports et les explications qui ont été données à son sujet au cours de l'ample échange de vues auquel nous avons procédé. La résolution que nous présenterons s'adresse plus particulièrement aux gouvernements nationaux et aux institutions dans lesquelles ces gouvernements sont représentées. Nous voulons convaincre le Conseil de la nécessité d'agir rapidement et efficacement.

Nous tous qui siégeons ici, il faut que dans nos Parlements nationaux nous parlions plus que nous ne l'avons fait jusqu'ici de cet important problème; ainsi exercerons-nous également dans ce milieu la pression qui est nécessaire pour accélérer les développements.

Nous vivons à une époque où de profondes transformations structurelles se font dans notre monde, où les bastions des vieilles puissances semblent malgré tout s'ébranler pour faire place à de nouveaux centres de gravité. L'Europe et l'Afrique avec leurs populations, leurs matières premières, leurs civilisations et leur

histoire doivent être, l'une et l'autre, conscientes de la nécessité de collaborer sur la base de l'association, si elles ne veulent pas sombrer dans les luttes gigantesques que l'avenir nous ménage.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Carboni.

M. Carboni. — (*I*) Monsieur le Président, mes chers collègues, j'éprouve le besoin, le vif besoin de remercier tous les orateurs qui se sont adressés à moi durant cette discussion. Je remercie avant tout le représentant de la Communauté française, M. Vial, pour les paroles très courtoises qu'il m'a adressées. Je remercie aussi M. Vanrullen avec lequel toutefois je ne suis pas entièrement d'accord quant au contrôle des naissances. Nous avons fait ensemble un très beau voyage, nous avons été tous deux vice-présidents de la délégation et sur bien des points nous avons la même opinion; mais évidemment, de là à être d'accord sur le contrôle des naissances, il y a encore loin. Je dois remercier aussi, et avec une chaleur particulière, notre président.

Je ne suis pas prophète, mais il était facile d'imaginer ce qui est advenu. Nous cherchons à avoir un colloque avec les peuples africains, comme d'ailleurs M. Lemaignan l'a répété avec insistance. Ce colloque, nous devons reconnaître avec beaucoup d'amertume qu'il n'a pas eu lieu. Nous avons fait un grand effort pour exprimer des opinions et pour approfondir l'examen des problèmes qui touchent l'Afrique. Mais nous avons la sensation que notre discours a été tenu au sommet d'une très haute montagne entourée d'air glacial et de brume. Plus que d'un colloque, il s'est donc agi d'un soliloque, dont je ne sais pas s'il a réussi à surmonter la barrière et franchir la distance qui nous séparent des peuples auxquels notre parole s'adressait. Il faut que nous entrions en contact avec eux pour connaître toujours mieux ces belles qualités dont hier M. Corniglion-Molinier nous a donné un exemple si intéressant et si vivant.

J'ai à cœur d'adresser aujourd'hui une prière à notre président Schuman. Il est une propo-

sition que j'ai faite et qui n'a pas été discutée au cours de cette session. Je ne crois pas que M. le Président sera étonné si je lui donne l'assurance que j'insisterai : il peut en être bien certain. Je souhaite, Monsieur le Président, pouvoir compter sur votre collaboration quand j'insisterai de la sorte, car je suis convaincu que ma proposition n'est pas une proposition en l'air, comme un observateur superficiel pourrait le penser. Je serais prêt à exposer dans cette salle les raisons qui ont motivé mon comportement, mais je ne veux pas le faire car je sais que notre président et l'Assemblée parlementaire sont doués d'une sensibilité si aigüe et d'une cordialité si amicale que je puis me dispenser de le faire.

Je serais heureux que dans un avenir pas trop lointain — l'avenir lointain repose entre les mains de Dieu, et qui sait ce qu'il nous réserve? — les problèmes qui nous ont occupés ces derniers jours puissent être discutés en compagnie des représentants des peuples africains auxquels nous adressons de ce lieu bien lointain, il est vrai, notre salut le plus cordial et nos vœux amicaux en leur tendant une main dont nous souhaitons qu'ils l'étreignent dans un même sentiment.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole?...

L'Assemblée sera appelée à se prononcer demain sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

5. — *Modifications dans la composition de commissions*

M. le Président. — J'ai reçu du groupe des libéraux et apparentés une demande tendant à nommer M. Dulin membre de la commission de l'agriculture et à remplacer, dans la commission des transports, M. Vendroux par M. Vial.

Il n'y a pas d'opposition?...

Ces nominations sont ratifiées.

6. — *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain vendredi à 10 h 30, avec l'ordre du jour suivant :

— vote des propositions de résolution présentées par les commissions compétentes.

La séance est levée.

(La séance est levée à 18 h 25.)

SESSION DE NOVEMBRE 1959

SÉANCE DU VENDREDI 27 NOVEMBRE 1959

Sommaire

1. *Adoption du procès-verbal* 305
2. *Dépôt de documents* 306
3. *Relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils des Communautés (suite). — Présentation et discussion d'un rapport complémentaire de M. Janssens, fait au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles :*
M. Janssens, rapporteur 306
Adoption d'une proposition de résolution présentée par la commission. 307
4. *Association des pays et territoires d'outre-mer (suite). — Présentation et discussion d'un rapport complémentaire de M. Scheel, fait au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer à la suite d'une mission d'étude et d'information en Afrique centrale :*
Lecture d'une proposition de résolution présentée par la commission . . 307
Amendement de M. Armengaud :
M. Armengaud. — Retrait de l'amendement 309
M. Scheel, président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, rapporteur. 309
MM. Kalbitzer, Vredeling, Smets, Poher, Smets, Birkelbach, Kalbitzer, Smets, Poher, De Block, Poher, Kalbitzer, le Président. 310

Adoption de la proposition de résolution 313

5. *Modifications dans la composition de commissions.* 313
6. *Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée :*
MM. le Président, Carboni, le Président 313
Adoption des propositions du comité des présidents 314
7. *Procès-verbal* 314
8. *Interruption de la session* 314

PRÉSIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

(La séance est ouverte à 10 h 45).

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — *Adoption du procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu :

— de M. Janssens un rapport complémentaire fait au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, sur les relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils de ministres des Communautés européennes;

— de M. Scheel un rapport complémentaire, fait au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer à la suite d'une mission d'étude et d'information en Afrique centrale, sur les problèmes posés par l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne.

Ces documents ont été imprimés et distribués sous les n^{os} 79 et 80.

Un corrigendum au texte néerlandais du rapport de M. Janssens sur les relations entre l'Assemblée et les Conseils a été distribué.

3. — Relations entre l'Assemblée et les Conseils des Communautés (suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire de M. Janssens, fait au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, sur les relations entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Conseils de ministres des Communautés européennes.

La parole est à M. Janssens, rapporteur.

M. Janssens, rapporteur. — Monsieur le Président, dans sa séance d'hier, la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles a unanimement estimé que l'Assemblée parlementaire ne pouvait laisser se terminer les travaux de cette importante session sans avoir souligné la signification, l'intérêt et la portée politique de la réunion spéciale qui s'est tenue dans cet hémicycle les 24 et 25 novembre et qui a permis à l'Assemblée d'avoir un fructueux échange de vues avec les Conseils de ministres, en présence des Commissions exécutives des Communautés européennes.

Après avoir eu l'honneur de présenter le rapport sur les relations entre l'Assemblée et les Conseils, j'ai été prié par votre commission de rédiger une proposition de résolution traduisant le plus fidèlement possible les impressions, les sentiments et les leçons que les membres de l'Assemblée doivent tirer de cet important événement politique, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il aura, sans doute, une très heureuse influence sur la coordination et le renforcement des institutions européennes.

Après avoir apporté au texte initial quelques amendements de forme et quelques utiles précisions, votre commission a adopté, à l'unanimité, la proposition de résolution suivante : « *L'Assemblée parlementaire européenne*

remercie les Conseils et leurs présidents de leur collaboration fructueuse à la réunion spéciale que l'Assemblée a tenue avec les ministres, en présence de la Haute Autorité de la C.E.C.A. et des Commissions exécutives des Communautés européennes;

suggère qu'à l'avenir, par une organisation plus poussée, le caractère d'une véritable confrontation d'idées soit encore accentué;

souhaite qu'en dehors et au delà de tout formalisme juridique, les grands thèmes politiques de la Communauté européenne fassent périodiquement l'objet de ces échanges de vues;

invite les Conseils de ministres à mettre tout en œuvre pour accroître et améliorer leur collaboration avec l'Assemblée, notamment par leur présence et leur participation aux débats, par leurs réponses précises aux questions parlementaires et par une plus large information sur leurs activités;

demande aux Conseils d'étendre la procédure de consultation à tous les problèmes importants même si les traités n'en font pas une obligation;

demande que, dans les cas où ils ne suivent pas l'avis de l'Assemblée préalablement consultée, les Conseils motivent leur décision;

réaffirme que le développement de relations toujours plus étroites et plus confiantes entre l'Assemblée et les Conseils de ministres constitue une contribution essentielle à la coordination et au renforcement des institutions européennes. »

Je m'en voudrais, Monsieur le Président, de provoquer ici une inutile discussion en ajoutant à ce texte le moindre commentaire.

J'ai cependant, en guise de conclusion, un agréable devoir à remplir au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, celui de souligner, en séance plénière, que les remerciements que l'Assemblée se doit d'exprimer aux Conseils et à leurs présidents, s'adressent spécialement à l'honorable M. Pella, ministre des affaires étrangères d'Italie et président en exercice des Conseils de ministres des Communautés européennes. M. Pella a dirigé les débats avec une autorité, une objectivité, un esprit de compréhension, une largeur de vue et une volonté de collaboration qui commandent la déférente gratitude de l'Assemblée tout entière.

(Applaudissements.)

M. le Président. — L'Assemblée a entendu la lecture, par M. le Rapporteur, de la proposition de résolution présentée par la commission.

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix cette proposition de résolution.

Il n'y a pas d'opposition?...

La proposition de résolution est adoptée.

4. — *Association des pays et territoires d'outre-mer (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire de M. Scheel, fait au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer à la suite d'une mission d'étude et d'information en Afrique centrale, sur les problèmes posés par l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne.

Un amendement n° 1 de M. Armengaud ainsi qu'un corrigendum au texte allemand du rapport de M. Scheel sur l'association des pays et territoires d'outre-mer ont été distribués.

Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative aux problèmes
posés par l'association des pays
et territoires d'outre-mer

I

« *L'Assemblée parlementaire européenne,*

1. A pris connaissance des rapports qui ont été présentés à la suite de la mission d'étude effectuée en Afrique centrale en juillet et août 1959 par une commission temporaire spéciale (doc. nos 67, 69 et 70);

2. Constate que le développement économique, social et culturel des pays et territoires associés ainsi que l'établissement de relations plus étroites avec la Communauté constituent un des buts essentiels et permanents du traité;

3. Attire l'attention sur le fait que les structures et le développement économiques et sociaux des pays et territoires d'outre-mer associés doivent être conforme aux désirs et besoins de leurs populations.

II

L'Assemblée parlementaire européenne,

en ce qui concerne la solution des problèmes politiques et juridiques posés par l'association, recommande :

4. De renforcer le caractère multilatéral de l'association en réalisant une collaboration plus étroite à tous les points de vue avec les peuples associés;

5. De porter à la connaissance des populations, par une action d'information systématique, les buts et les moyens de l'association;

6. D'examiner, dans un proche délai, la convention d'application de l'association en vue de son renouvellement à la lumière des expériences réalisées jusqu'à présent, et de faire participer à cet examen les représentants qualifiés des pays et territoires associés.

III

L'Assemblée parlementaire européenne,

en ce qui concerne la solution des *problèmes économiques* que pose l'association des pays et territoires d'outre-mer, est d'avis, conformément aux désirs de la population, qu'une augmentation continue du niveau de vie doit être obtenue par un développement accéléré de leur économie tant au point de vue agricole qu'industriel,

7. Recommande donc à la Commission et aux gouvernements responsables de prendre toutes mesures pour assurer l'accroissement des ventes et la stabilité des débouchés des pays et territoires associés sur le marché européen de la Communauté, notamment par le maintien de prix suffisamment rémunérateurs pour permettre la constitution d'une épargne locale;

8. Souligne la nécessité de poursuivre et d'amplifier, dans le cadre d'un plan établi en commun entre la Communauté et les pays et territoires associés, l'effort d'investissements publics et privés outre-mer,

a) En prévoyant, dès maintenant, la poursuite et l'accroissement de l'effort financier consenti pour les cinq premières années par les États membres, et l'assouplissement de ses conditions d'attribution;

b) En encourageant les capitaux privés à s'investir par priorité dans les pays et territoires associés, grâce à un système conventionnel de garanties tenant compte des intérêts légitimes des Africains et des Européens.

9. Dans la perspective des décisions à intervenir prochainement, aussi bien pour l'aménagement des rapports avec les pays tiers que pour l'accélération éventuelle de la mise en place du marché commun,

a) Considère que la politique commerciale de la Communauté vis-à-vis des pays tiers ne doit pas porter atteinte au principe d'une préférence en faveur des pays associés qui est une des caractéristiques fondamentales de l'association;

b) Met en garde les gouvernements contre toute mesure qui aurait pour conséquence de

supprimer les avantages résultant d'une application du traité non seulement dans sa lettre mais dans son esprit, comme par exemple d'élever des obstacles intérieurs qui remplacent de précédents obstacles tarifaires et contingentaires, ou encore de prendre des mesures tarifaires visant à effacer la préférence en faveur des pays associés.

10. Estime nécessaire, tout en favorisant un développement industriel, de développer rapidement et rationnellement l'agriculture africaine;

invite la Commission et le Conseil de ministres, lors de l'établissement d'une politique agricole commune, à tenir compte des nécessités et des réalités de l'agriculture des pays et territoires associés, dont les marchés ont besoin d'être organisés.

IV

L'Assemblée parlementaire européenne,

11. Considérant que la Communauté doit accorder à ces pays une aide *sur le plan social* et que cette aide est une condition nécessaire au développement économique de ces pays,

12. Estime qu'il incombe à la Communauté d'accorder aux pays et territoires associés une aide financière et technique en vue d'améliorer la formation et la qualification professionnelle des travailleurs africains ainsi que leur aptitude physique et de compléter l'équipement technique de l'économie de ces pays, ce qui permettrait de contribuer progressivement à la réalisation du principe « à travail égal salaire égal »;

13. Demande à la Commission et aux gouvernements des six pays membres les crédits nécessaires à l'enseignement économique et social des jeunes et d'accélérer ainsi la formation des cadres dans les pays et territoires d'outre-mer;

14. Invite le Conseil de ministres et la Commission de la C.E.E. à accorder un soutien aussi total que possible pour assurer l'emploi optimum et lutter ainsi contre le chômage, notamment dans les centres urbains;

15. Invite l'exécutif de la C.E.E. à soutenir par tous les moyens à sa disposition les efforts entrepris par les pays et territoires d'outre-mer en vue de l'amélioration de la situation alimentaire, sanitaire, hygiénique et de logement des populations africaines;

16. Souligne que les organisations des travailleurs et les organisations professionnelles, libres et indépendantes, doivent jouer un rôle important dans le développement social et économique des pays africains.

L'Assemblée parlementaire européenne,

17. Charge sa commission compétente de suivre en permanence l'évolution des problèmes posés par l'association et d'en faire rapport en temps opportun. »

Voici maintenant le texte de l'amendement de M. Armengaud :

« Remplacer les alinéas 11 à 17 par les alinéas ci-après :

11. Considérant que l'aide que doit accorder la Communauté à ces pays est une condition nécessaire au progrès social;

12. Demande aux gouvernements et à la Commission de la Communauté économique de réserver, lors de l'affectation des crédits provenant du Fonds de développement, une large place aux problèmes d'ordre social;

13. Invite la Commission et les gouvernements à intensifier l'aide financière destinée à accélérer par tous les moyens — notamment par le développement de l'instruction et l'octroi de bourses d'enseignement en Europe — la formation de cadres, et à améliorer la qualification professionnelle des travailleurs africains, de manière à permettre l'application la plus rapide possible du principe : « A travail égal, salaire égal. »

14. Attire l'attention du Conseil de ministres et de la Commission économique européenne sur l'influence décisive qu'une politique d'investissements coordonnée et diversifiée dans l'agriculture et l'industrie peut avoir sur le niveau de l'emploi, le chômage et les rémunérations;

15. Recommande à la Commission économique européenne de veiller à ce que l'aide financière prévue au traité porte par priorité sur l'amélioration des conditions de logement, de l'état sanitaire des populations et de l'enseignement. »

La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai déposé cet amendement uniquement pour des raisons de procédure. Hier soir, au cours de la réunion de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, cet amendement, en effet, n'avait pu être traduit dans les quatre langues, ni distribué ni versé au dossier de la commission. J'ai donc pris le soin de le faire traduire et distribuer ce matin.

Cela étant fait, je retire mon amendement.

M. le Président. — Nous en prenons acte.

La parole est à M. le Rapporteur.

M. Scheel, président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, dont je suis le président, m'a désigné hier comme rapporteur chargé de présenter une proposition de résolution dont vous trouverez le texte dans le document 80 et dans un rectificatif concernant la version allemande. La commission a accepté hier en séance de nuit à l'unanimité cette proposition de résolution à la suite d'un examen minutieux et d'une discussion très approfondie. Je dois toutefois ajouter que quelques membres ont fait certaines réserves sur un point de la proposition de résolution. Une déclaration sera probablement faite à ce sujet tout à l'heure.

La proposition de résolution qui vous est soumise a environ quatre pages et demie. Cela peut paraître un peu long pour une résolution. Il faut cependant tenir compte du fait qu'elle groupe les conclusions de trois rapports différents. La Commission s'est efforcée de s'en tenir aux suggestions les plus importantes et de les présenter sous une forme aussi condensée que possible.

Je ne veux pas entrer maintenant dans le détail des propositions et des positions de votre commission que vous trouverez dans cette résolution. Mon mandat de rapporteur me fait cependant un devoir d'attirer votre attention sur la manière dont la commission voudrait voir interpréter certains points de sa proposition.

Tout d'abord le paragraphe 4 : La commission recommande de « renforcer le caractère multilatéral de l'association en réalisant une collaboration plus étroite à tous les points de vue avec les peuples associés ». Au lieu d'adopter cette formule générale, la Commission aurait pu faire de nombreuses suggestions particulières, comme celles qui figurent dans les trois rapports de MM. Duvieusart, Peyrefitte et Nederhorst.

La commission s'est demandé notamment s'il n'y aurait pas lieu de faire une proposition relative à la collaboration entre les organisations de travailleurs et les organisations professionnelles africaines d'une part et les organismes compétents de la Communauté, d'autre part, notamment le Comité économique et social. La commission s'en est abstenue, ne voulant pas anticiper les travaux préparatoires et les négociations concernant le « caractère multilatéral » de l'association. Mais cela ne veut pas dire qu'elle ne reviendra pas en temps voulu sur les propositions contenues dans les rapports pour attirer sur ces questions l'attention de l'Assemblée, des exécutifs et du Conseil.

Au paragraphe 9 b) de sa proposition de résolution, la commission « met en garde les gouvernements contre toute mesure qui aurait pour conséquence de supprimer les avantages résultant d'une application du traité non seulement dans sa lettre, mais dans son esprit, comme, par exemple, d'élever des obstacles intérieurs qui remplacent les précédents obstacles tarifaires et contingentaires, ou encore de prendre des mesures tarifaires visant à effacer la préférence en faveur des pays associés ».

Nous avons d'abord donné à ce paragraphe une rédaction différente, mais plusieurs membres de la commission ont eu des objections contre celle-ci; ils ont fait remarquer que cette

rédaction pourrait compromettre les relations économiques et commerciales que nous voulons tous avoir avec d'autres pays en voie de développement. La commission s'est donc efforcée de trouver une formule qui, tout en sauvegardant le principe de la préférence, ne puisse rien avoir d'agressif à l'égard des pays en voie de développement qui ne sont pas associés à la Communauté.

La formule de compromis qui vous est maintenant soumise a été approuvée presque à l'unanimité. Deux membres seulement de la commission ont déclaré faire des réserves.

Enfin, je signale encore une fois la nécessité de l'aide financière du Fonds de développement de la Communauté pour le progrès social. La commission s'est abstenue d'en parler dans sa proposition parce qu'il a certainement été tenu jusqu'ici suffisamment compte des besoins sociaux lors de la répartition des crédits du Fonds de développement. Permettez-moi cependant de signaler que cette aide financière pour le développement des diverses actions sociales — instruction, formation, construction de logements, hygiène publique etc. — est très importante pour nos associés.

Pour terminer, je dirai au nom de la commission que nous nous sommes efforcés d'employer dans notre proposition de résolution des termes compatibles avec le statut d'association, des termes excluant avant tout une immixtion directe — par voie de propositions ou de recommandations — dans les affaires intérieures des pays et territoires que nous avons visités. J'ose espérer que l'Assemblée adoptera la proposition de résolution rédigée sous cette forme concise.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Kalbitzer.

M. Kalbitzer. — (A) Monsieur le Président, j'approuve la proposition de résolution qui nous est soumise, surtout après les explications que le président de la commission, M. Scheel, nous a données. Il a déjà dit que certaines divergences d'opinion se sont manifestées au sujet du paragraphe 9 b) Je suis particulièrement heureux que ces divergences d'opinion n'aient pas été jusqu'à nécessiter

un vote belliqueux; au contraire, malgré elles, l'unanimité a pu être maintenue.

A propos de ces divergences de vues, quelques-uns de mes collègues et moi-même nous voudrions — sans chercher, ce faisant, à rompre l'unanimité acquise — faire une déclaration au sujet du paragraphe 9 b) de la proposition de résolution qui figure dans le document n° 80. Cette déclaration ne doit donc pas porter atteinte à la position favorable que nous avons prise.

Aux termes du paragraphe 9 b) tel que nous le comprenons, les avantages accordés aux territoires associés d'Afrique et à Madagascar ne doivent pas être compensés par le moyen de majoration des impôts dans les pays européens de la C.E.E. Autrement dit, nous défendons l'idée que les effets des réductions tarifaires en Europe ne doivent pas être rendus illusoire du fait que l'on compense ces réductions par une augmentation des impôts intérieurs, comme cela a été le cas récemment dans la république fédérale d'Allemagne en ce qui concerne le café et le thé. Nous nous refusons d'autre part à faire des discriminations au détriment des pays non associés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique et en faveur des pays associés. Les pays non associés doivent recevoir une aide aussi efficace que celle que nous sommes heureux d'accorder aux pays associés.

Nous approuvons donc, dans son ensemble, la proposition de résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je tiens à signaler une imperfection du texte néerlandais.

Au paragraphe 9, lettre b, du texte français il est dit, à la fin : « ...ou encore de prendre des mesures tarifaires visant à effacer la préférence en faveur des pays associés. » Or, dans le texte néerlandais, nous lisons : « ...of de invoering van een stelsel van douanetarieven dat er op gericht is de geassocieerde landen hun voorkeurspositie te doen verliezen ».

Pour mettre la version néerlandaise en accord avec le texte français, je propose de rem-

placer les mots « ...of de invoering van een stelsel van douanetarieven... » par les mots : « ...of het nemen van tariefmaatregelen... ».

M. le Président. — La parole est à M. Smets.

M. Smets. — (N) Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous recommande de faire en sorte que les textes qui nous ont été soumis soient conformés au texte français qui, paraît-il, est le texte sur lequel on a travaillé.

Par l'effet de certaine négligence, quelques fautes se sont glissées dans le texte. Je signale par exemple le paragraphe 4, au chapitre II, où il est dit en français : « ... de renforcer le caractère multilatéral de l'association en réalisant une collaboration... ». Dans le texte néerlandais, nous lisons en revanche : « ...het multilaterale karakter van de associatie te versterken *en daarbij* een nauwere samenwerking tot stand te brengen... ». C'est « ... *door* en nauwere samenwerking... » qu'il faut lire.

J'insiste : il faut veiller soigneusement à ce que les textes concordent, car le texte néerlandais fait foi tout autant que le texte allemand, français ou italien. Nous avons maintenant trop souvent des écarts entre les quatre versions.

M. le Président. — Si vous croyez que vos observations touchent au fond de la question, je vous prierais de les concrétiser dans des amendements.

M. Poher. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Poher.

M. Poher. — Je crois qu'on peut faire confiance aux services administratifs pour corriger une traduction qui a été sans doute un peu hâtive, car nous travaillons dans des conditions difficiles.

J'émetts le vœu, comme M. Smets, que les textes soient conformes dans toutes les langues, mais je ne pense pas qu'il soit besoin d'amendements formels.

M. le Président. — La parole est à M. Smets.

M. Smets. — Lorsqu'on prend connaissance d'un texte le matin même où il sera discuté, il est fort difficile, même si l'on est dans la position favorable où je me trouve de comprendre trois langues, de procéder à la fois à son étude et à la confrontation des traductions.

Il n'est certes pas possible de déposer un amendement pour corriger chaque traduction, mais je désire faire observer à M. Poher et à M. le Président qu'il ne s'agit pas simplement de traductions imparfaites. Il s'agit aussi de modifications qui n'ont pas été reportées sur les textes dans toutes les langues.

M. le Président. — La parole est à M. Birkelbach.

M. Birkelbach. — (A) Monsieur le Président, ce matin déjà, lors des réunions des groupes, nous avons relevé plusieurs écarts de cette sorte. Il est évident que des divergences propres à fausser le sens doivent être corrigées. Mais même après les remarques de M. Smets je pense que nous pouvons dès maintenant voter sur la proposition de résolution, puisque nous sommes d'accord sur l'interprétation des points qui ont été signalés ici. Les textes dans les différentes langues pourront par conséquent être rectifiés plus tard.

M. le Président. — La parole est à M. Kalbitzer.

M. Kalbitzer. — (A) Le point litigieux au paragraphe 9, lettre b, a déjà été réglé dans la version allemande. C'était d'ailleurs le seul point litigieux dans les réunions de la commission; il n'y a eu de controverse sur aucun autre point. Nous n'avons donc pas à craindre que nous en venions plus tard à nous quereller à cause de cela.

M. le Président. — La parole est à M. Smets.

M. Smets. — Monsieur le Président, c'est précisément ce que je voulais demander. Il me semble, les intentions de la commission ayant été clairement formulées dans une langue, qu'il suffirait, puisqu'il n'y a pas de contestation, de mettre les autres textes en concordance.

M. le Président. — La parole est à M. Poher.

M. Poher. — Dans ces conditions, s'il y a accord sur le texte français, admettons que le texte français soit mis aux voix. Ensuite, comme vient de le suggérer M. Smets, il suffira de mettre les autres textes en concordance avec le texte français.

M. le Président. — La parole est à M. De Block.

M. De Block. — Monsieur le Président, je voudrais bien donner satisfaction à M. Poher, mais je ne peux admettre que l'on opère en quelque sorte une discrimination entre quatre textes qui ont la même valeur. Toutefois, comme nous sommes d'accord, il suffit de suivre la suggestion de M. Smets, en votant l'ensemble de ces textes, étant entendu que le secrétariat mettra ensuite les quatre textes en concordance.

Mais je ne puis accepter qu'on mette aux voix le seul texte français, car alors ce serait admettre qu'il est le seul officiel.

M. le Président. — La parole est à M. Poher.

M. Poher. — En demandant que le texte français soit mis aux voix, je n'entendais pas lui donner une priorité, mais il me semblait qu'il réalisait l'accord de l'Assemblée. S'il n'y a pas accord sur certains textes, nous ne pouvons voter une résolution en blanc et il faudrait alors suspendre la séance — ce que j'aurais voulu éviter — pour que les services mettent les quatre textes en concordance.

M. le Président. — La parole est à M. Kalbitzer.

M. Kalbitzer. — (A) Monsieur le Président, je prierais M. Poher de ne pas compliquer artificiellement les choses. Sur le fond même, nous sommes d'accord, même là où, il y a un instant, ce ne semblait pas être le cas; nous savons fort bien ce que nous voulons. On a très justement proposé de prendre dans ce cas pour base le texte français — ce faisant, on ne préjuge rien et on ne met aucune autre langue au second rang — puisque le texte original a

été rédigé en français et a servi par conséquent de base à la traduction. Nous ne voulons pourtant pas compliquer cette affaire qui est au fond très simple.

M. le Président. — Je crois que l'Assemblée est d'accord sur le fond de la question.

S'il n'y a pas d'opposition, je mettrai aux voix la proposition de résolution présentée par la commission, étant entendu que M. le Secrétaire général sera chargé de coordonner les textes dans les quatre langues.

(Assentiment.)

Il n'y a pas d'opposition à la proposition de résolution?...

La proposition de résolution est adoptée.

5. — *Modifications dans la composition de commissions*

M. le Président. — J'ai reçu du groupe démocrate-chrétien une demande tendant à :

— nommer dans la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers, M. Löhr;

— nommer dans la commission du marché intérieur de la Communauté, M. Philipp;

— remplacer, dans la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, MM. Lindenberg et Müller-Hermann par MM. Illerhaus et Löhr;

— nommer dans la commission des transports MM. Weinkamm et Lindenberg;

— remplacer, dans la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, M. Illerhaus par M. Weinkamm.

Il n'y a pas d'opposition?...

Ces nominations sont ratifiées.

6. — *Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée*

M. le Président. — L'Assemblée a épuisé son ordre du jour.

Le comité des présidents propose à l'Assemblée de reprendre ses travaux le 11 janvier 1960, à 16 heures.

La première partie de cette session serait consacrée aux problèmes sociaux. L'Assemblée discuterait le lundi 11 après-midi, le mardi 12 matin et après-midi et le mercredi 13, matin et après-midi, les rapports :

— de M^{me} de Riemaeker-Legot sur le projet de règlement du Fonds social européen;

— de M. Angioy sur les problèmes sociaux traités dans le deuxième rapport général de la Commission économique européenne;

— ainsi qu'une déclaration de la Haute Autorité sur le problème de la réadaptation dans la C.E.C.A.

La journée du jeudi 14 serait consacrée à la discussion :

— des rapports de M. Kopf sur le siège et sur le « district européen »;

— du rapport de M. Le Hodey sur l'association de la Tunisie et du Maroc.

La soirée du jeudi serait réservée aux réunions des commissions et le début de la matinée du vendredi 15 aux réunions des groupes politiques.

Ensuite, l'Assemblée pourrait voter sur les résolutions présentées par les commissions compétentes, en fin de matinée ou au début de l'après-midi de ce vendredi 15 janvier.

M. Carboni. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Carboni.

M. Carboni. — (I) Permettez-moi, Monsieur le Président, d'exprimer un doute sur la possibilité de traiter à fond les nombreux points qui sont à l'ordre du jour de notre prochaine session. Je serais notamment très heureux, Monsieur le Président, si on pouvait consacrer aux deux rapports de M. Kopf une discussion plus approfondie. Il s'agit en effet de deux sujets qui traînent depuis longtemps et nous ne voudrions pas que l'on réduise également pour leur discussion le temps de parole, car les par-

lements considèrent cette limitation du temps de parole — vous êtes, Monsieur le Président, mieux placé que moi pour le savoir — comme une exception et non pas comme la règle.

Il est évident que si on consacre à l'exposé et à la discussion de ces questions un temps excessivement limité, il arrivera fatalement ce qui s'est produit au cours de la présente session où toutes nos interventions, soit à propos des communications faites par MM. les Ministres, soit sur les différents points de l'ordre du jour, ont toujours dû être réduites à 20 minutes seulement.

Il est tout aussi évident, Monsieur le Président, que si nous voulons nous conduire en membres d'un Parlement au sens propre et vrai du terme, il faut que nous puissions exercer dans leur plénitude tous nos droits et avant tout notre droit de parole, ce droit qui de tout temps a été un des piliers des parlements.

Cela n'exclut pas que l'on puisse exceptionnellement recourir à une limitation de ce droit, une limitation à laquelle d'ailleurs nous nous soumettons tous dans un esprit de réelle compréhension. Mais en ce qui concerne les rapports de M. Kopf, j'éprouve le besoin d'insister sur la nécessité de leur consacrer non pas une seule journée, celle de mercredi ou de jeudi, mais pour le moins une journée et demie, en raison de la grande importance des problèmes qui y sont traités.

J'ose donc proposer à l'Assemblée, Monsieur le Président, de décider elle-même, si faire se peut, sur ce point afin d'éviter le danger

— qu'une récente expérience négative souligne encore — de voir des questions aussi importantes ne pas être discutées aussi amplement qu'il le faudrait.

M. le Président. — L'ordre du jour de la session de janvier a été discuté et établi par le comité des présidents. Ce sont ses décisions que je mets aux voix.

M. Carboni. — Je vote contre.

(Les propositions du comité des présidents sont adoptées.)

7. — Procès-verbal

M. le Président. — Conformément à l'article 20, paragraphe 2, du règlement, je dois soumettre à l'Assemblée le procès-verbal de la présente séance, qui a été établi au fur et à mesure du déroulement des débats.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

8. — Interruption de la session

M. le Président. — Je déclare interrompue la session de l'Assemblée parlementaire européenne jusqu'au 11 janvier 1960.

La séance est levée.

(La séance est levée à 11 h 20.)

